

Université des Sciences et Techniques de Lille

Laboratoire Tiers Mondes-Afrique

Faculté des Sciences Économiques et Sociales

Institut de Sociologie

Sciences sociales, colonisation et développement

Une histoire sociale du siècle d'africanisme belge

Tome II

Marc PONCELET

Thèse de doctorat de sociologie (Nouveau régime, Label européen
de l'USTL)

Arrêté du 30 mars 1992

Directeur de recherche: M. André Guichaoua

Jury composé de

A. Guichaoua

G. Bajoit (rapporteur)

Y. Goussault (rapporteur)

J. Riesz (rapporteur)

G. Gosselin

Sixième chapitre

Les chantiers de la «colonisation de
développement»

Ce long chapitre couvre une période de l'histoire coloniale belgo-congolaise qu'il est de coutume d'aborder à travers les "réalisations", les travaux d'aménagement, la forte croissance et la modernisation de la colonie. Les dernières années sont, elles, généralement dominées par la question de l'émancipation et de la décolonisation précipitée: le pari "congolais", l'échec de la transition et le "lâchez-tout" de l'ancienne métropole.

Période qualifiée aussi très fréquemment par les réalisations sociales, l'amélioration des conditions de vie des indigènes, le développement du marché intérieur, des transports et de l'éducation, bref le développement. Les dix premières années apparaissent ainsi à un nombre croissant de Belges, moins sous-informés qu'auparavant, comme l'image de la "colonie heureuse", de la "colonie modèle", de la colonie offrant d'infinies perspectives d'emploi et d'affaires, de la colonie où le progrès est incarné par un indigène reconnaissant et satisfait de son sort. Il vit et croît. Or, comme nous le verrons, l'ultime période coloniale s'ouvre par une nouvelle crise d'importance qui fait dire à nombre d'observateurs jusque 1949-50 que "l'Oeuvre est en régression". Nous en aurons immédiatement écho, dans la mesure où les sciences coloniales y trouvent précisément un moment d'intenses polémiques et de recomposition de leurs dispositifs institutionnels, savants et intellectuels. En fait, le bel édifice du savoir colonial métropolitain, construit à la faveur des vingt années précédentes fait montre d'une obsolescence brutale. Il n'apparaîtra plus guère davantage que comme une chambre d'écho des impulsions, problématiques et mobilisations savantes dont l'origine est au Congo.

Car l'impulsion qui lie le *social*, la *science* et le *développement* vient du Congo, c'est-à-dire d'une coalescence circonstancielle d'acteurs dont les horizons et revendications ne renvoient plus seulement à la consolidation de la vocation coloniale de la "mère patrie". Pourtant, la véritable "révolution épistémologique" qui, précisons-le d'emblée, ne concerne pas la majorité des savoirs africanistes, attendra les lendemains de l'indépendance. Les dynamiques sociales qui sous-tendent la fabrication des connaissances durant ce long et fertile interrègne n'ont que très accessoirement préparé le terrain d'une telle révolution. Les arts et sciences belgo-congolais de la colonisation de développement restent bien coloniaux, en ce qu'ils présupposent et n'objectivent que très rarement et très partiellement les rapports de domination qui sont au principe de la *situation coloniale* au sens où l'entendit précocement Balandier. Ils offrent pourtant un visage inédit. Problématiques, terrains, disciplines, thèmes et méthodes se réorganisent autour d'une ambition, d'un projet, d'un postulat qui concerne la capacité de connaître pour servir la mutation contrôlée des rapports sociaux.

Nous avons choisi d'ouvrir cet interrègne des savoirs africanistes —très fécond répétons-le pour qui se place sur le seul terrain de l'accumulation quantitative—, par une présentation du dossier de l'invention de *la Philosophie bantoue* qui exprime l'éclatement

virtuel du paradigme colonial au niveau le plus abstrait et annonce sa prise en charge par les sciences appliquées. Avant de cheminer sur les chantiers du développement, nous nous tournerons une dernière fois vers une oeuvre "scientifique", elle aussi très significative, qui porte à son point limite le projet d'une science globale de la colonisation.

I. «L'affaire» de la Philosophie bantoue

I. 1. Le contexte: le Katanga au sortir de «l'effort de guerre»

L'affaire de la philosophie bantoue éclate dès les premières publications du Révérend Placide Tempels en 1944¹. Il n'est pas dans notre propos de donner les éléments d'une discussion ethnologique ou doctrinale de l'oeuvre de Tempels ou de son procès. L'oeuvre, ainsi que les polémiques, marquent cependant un moment hautement significatif tant en ce qui concerne le processus de "découverte" des sociétés bantoues, que les premiers pas de la cause qu'allait devenir "*l'adaptation de la catéchèse catholique*" (objectif principal de Tempels). L'affaire Tempels dans son ensemble et à travers son déroulement, ainsi que son destin, témoignent par ailleurs parfaitement de l'existence du champ colonial savant et de ses règles. Elle illustre enfin un risque propre à l'effet (effet pervers) de distance caractéristique de ce champ du savoir qui atteint précisément à cette

¹ Frans Tempels (1906-1977), limbourgeois, est franciscain. Il étudie la théologie et la philosophie (quatre ans) et rejoint le Congo en 1933. Après diverses activités d'enseignant à l'École normale et au Petit Séminaire de Luabo, il devient missionnaire itinérant. Il exerce à Kamina, puis à Kolwezi (Katanga) à partir de 1945. Il entre en contact avec le Père Hulstaert qui dirige *Aequatoria*, revue missionnaire d'ethnologie et de linguistique, en 1944. C'est *Aequatoria* qui publiera la version néerlandaise du premier chapitre de *La Philosophie Bantoue*. Ce texte est ensuite traduit dans le *Bulletin des Juridictions Indigènes*. Antoine Rubbens traduit une grande partie de l'ensemble de l'ouvrage qui est édité en français par *Lovania*. La version intégrale en néerlandais est publiée en Belgique en 1947, alors que Tempels est de retour provisoire en métropole. En 1949, *Présence Africaine* publie *La Philosophie* traduite par Rubbens et préfacée par Diop. *La Philosophie* est immédiatement traduite en allemand. À la même époque, le *Bulletin des missions* publie *La Catéchèse Bantoue* dont le projet était à l'origine de l'oeuvre de Tempels. Il prépare alors un ouvrage, *La christianisation de la philosophie païenne*. Indésirable au Congo, il n'y retourne qu'en 1950 pour lancer un mouvement, *Jamaa* (la Famille). Il rentre définitivement en Belgique en 1962 et décède en 1977 (Bontinck, 1985, pp. 6-8). Voir aussi et en outre J. Fabian 1970.

L'ouvrage très célèbre du R.P. Tempels fit incontestablement grand bruit à l'époque.

Cette importance apparaît également dans le cheminement suivi par un autre Père flamand, Hulstaert. La première étude importante de ce dernier fut publiée par l'IRCB en 1938 et sa lecture comme les commentaires qu'en firent De Jonghe et Van Der Kerken soulignent une relative ignorance des théories très en cours à l'époque et une ignorance toute aussi grande à l'égard des polémiques qu'elles suscitaient. À la suite d'un séjour de 10 ans dans la cuvette congolaise, Hulstaert publie une étude du mariage mongo (ou nkundo) qui se veut le fruit d'une observation strictement objective, mais dont les conclusions, antériorité d'un mariage indissoluble et supériorité des liens d'affinité sur les liens de filiation, ne peuvent être dissociées des objectifs missionnaires. Il conclut d'ailleurs en formulant des règles de reconnaissance du mariage monogamique.

époque à une sorte d'apogée². Tout paraît indiquer que *La Philosophie* ne devient subversive que par un sorte d'accident, (d'ignorance, d'anachronisme ou de naïveté) par lequel elle "tombe" dans le champ savant auquel elle n'était pas précisément destinée³. Chant du cygne d'une science coloniale au faîte de sa légitimité, *La Philosophie* ne rompt pourtant pas, par sa forme et son ambition, avec celles totalisantes qui étaient au principe de l'existence même du savoir colonial.

En effet, Tempels présente sa théorie comme une explication d'ensemble, une hypothèse susceptible d'unifier l'ensemble de l'interprétation des observations les plus diverses réalisées à propos des sociétés bantoues, croyances, pratiques, valeurs, organisation sociale et politique, pratiques communes, profanes ou spirituelles. Sa thèse est de loin plus "englobante" que les diverses théories ethnologiques disponibles: mânisme, animisme, dynamisme, mentalité primitive, totémisme, théorie des cycles ou études historico-diffusionnistes. Elle est inextricablement liée à un projet de catéchèse alternative. En filigrane, elle comporte une sévère critique de l'état de l'Oeuvre belge en Afrique. Comme nous le verrons, Tempels est un "outsider", même pas à proprement parler un prétendant à une position scientifique.

Préparée durant les années de guerre, la thèse de Tempels —son engagement vécu comme le point d'orgue d'une lutte interne au pouvoir colonial tout autant qu'une bataille savante— doit être située dans ce contexte de crise du dispositif politique, administratif et savant issu de l'âge d'or de la colonisation belge. L'élaboration de la thèse, sa discussion, sa diffusion, sa condamnation ou sa promotion mobilisent les principaux acteurs qui participent à la mise en scène de la crise coloniale: Rubbens, Possoz, les missionnaires savants et leur organe, *Aequatoria*, le haut clergé, la magistrature (principalement katangaise), la presse coloniale et surtout, au sein celle-ci, *L'Essor du Congo*. Au regard de ce que nous avons dit de la géographie congolaise des sciences coloniales, il faut souligner que c'est à nouveau le Katanga qui accueille et nourrit tant les travaux de Sohier, Tempels, Possoz que les débats qui suivent. Cependant, à la différence de la fronde des juristes un quart de siècle plus tôt, c'est au sein du monde

² Par les effets cumulés de l'âge d'or, où les avancées institutionnelles de la science coloniale répondent à une maîtrise croissante de l'espace africain par le panoptique colonial.

Au sortir de la guerre, de nombreux auteurs coloniaux soulignent avec insistance la permanence maintenue de l'activité savante coloniale, attestant ainsi bien au-delà des événements de sa pérennité, ne serait-ce que rituelle.

³ À bien des égards, l'affaire Tempels gagne à être rapprochée du destin de la peinture naïve du douanier Rousseau, "entré dans le jeu par mégarde" (Bourdieu 1985, pp. 117), mais que la surinterprétation fera rentrer dans l'histoire, faisant de ce peintre du dimanche "un révolutionnaire conscient et inspiré".

catholique presque exclusivement que se développe la nouvelle fracture des savoirs relatifs à l'indigène.

Il importe de remarquer par ailleurs que l'ensemble du dossier est, à l'origine, instruit par des coloniaux au Congo. Tempels n'a jamais imaginé de publier son étude à titre de mémoire de l'IRCB, ni dans *Congo*. Les négociations commencent avec *Aequatoria, Lovania, Le Bulletin juridique du Congo* et la revue flamande éditée au Congo, *Band*.

Comme nous le verrons dans la suite, l'ensemble du nouveau dispositif d'encadrement social et médical, la doctrine du respect des coutumes et de la civilisation par le travail sont globalement et violemment contestés dès 1945. Cette crise idéologique a pour origine le Congo.⁴

I. 2. L'Ontologie bantoue, une arme contre les «anti-nègres» davantage qu'une découverte ethnologique

L'ensemble du dossier de *La Philosophie Bantoue* est extrêmement instructif des clivages qui caractérisent les élites coloniales catholiques au lendemain de seconde guerre et de la publication de *Dettes de Guerre* par Rubbens⁵. Quels que soient les éléments scientifiques, philosophiques ou ethnologiques du débat qui divisera l'élite des missionnaires-ethnologues et des savants coloniaux, qui fera l'objet de nombreuses discussions dans les institutions coloniales nationales et sera examiné par "l'autorité suprême" de Rome deux années seulement après la publication, il apparaît clairement

⁴ On admettra que la découverte du social avait trouvé de solides limites. Selon le Dr. Motouille, grand inspirateur de la politique paternaliste, "*la première richesse du Congo, c'est le nègre (...) j'entends sous cette dénomination l'indigène des populations rurales, celui qui produit les vivres et la main-d'oeuvre. Il est donc de notre intérêt, et c'est notre devoir aussi bien que celui de nos gouvernants, d'avoir une politique indigène entièrement et continuellement tendue vers ce but. Toutes dépenses engagées rationnellement dans ce sens, et elles devront être larges, seront hautement rétribuées par la plus-value apportée au rendement du nègre et ainsi, à toute la colonie. (...) Les deux améliorations matérielles d'existence sur lesquelles il me plaît principalement d'insister, portent sur la nourriture et les corvées: améliorons la première et amenisons les secondes. Et tout d'abord ventre est dieu: le nègre doit être suffisamment nourri pour se développer, se multiplier et travailler*" (1945, cité par Monnier 1993, p. 113).

⁵ Traducteur de *La Philosophie* en français, et auteur de *Dettes de guerre*, ensemble de documents très différents par le contenu, mais dont le point commun est le constat d'une crise très profonde et violente de la société indigène, l'exigence d'une réforme de la politique coloniale au profit du Congo. Rubbens, catholique, juriste, appartient à une famille qui compte de grands notables coloniaux.

qu'aux yeux des partisans comme des adversaires, elle s'inscrit dans une opposition plus vaste entre deux attitudes, deux projets à l'égard des sociétés africaines.

Le courrier de Hulstaert, de Tempels, et d'autres protagonistes de "l'affaire" mettent en scène une "cause" qui a ses partisans — pas tous convaincus des thèses de Tempels, mais unis dans une attitude "*d'intérêt et d'estime pour les Africains*" (Hulstaert)— et les adversaires, dont les plus virulents étaient le Vicaire Apostolique du Katanga (Mgr de Hemptine⁶) et le délégué Apostolique (Dellepiane), incarnant aux dires de Tempels, Hulstaert et d'autres Pères, une opposition à toute forme de reconnaissance d'une valeur quelconque "*à la turpitude essentielle des noirs*". Ceux-ci étant réduits par eux à n'être qu'un matériau au service de la mise en valeur⁷. Parmi les religieux, les menaces et suspensions temporaires ou définitives qui pesèrent sur *Aequatoria* suite à la publication de papiers de Kagame (La royauté au Rwanda) et des Pères Van Caeneghem et Borgonjon ne faisaient que renforcer l'idée selon laquelle les questions scientifiques étaient de nature "politique", que *la cause humaine des Noirs* était inextricablement liée à la cause théorique et doctrinale des "petits pères"⁸.

Un article de Tempels intitulé *Philosophie de la rébellion* et paru dans *l'Essor du Congo* en août 44 puis repris dans la documentation de Rubbens *Dettes de guerre* posait le problème d'ensemble du statut des évolués et de leur revendication par rapport aux revendications des employés blancs, en soulignant la faille objective et subjectivement vécue dans la théorie de la tutelle éducative. "*Alors que les vieux des villages sont vaincus mais point ralliés, l'évolué qui s'est rallié à nous pour devenir l'un des nôtres, se*

⁶ Vicaire apostolique et aristocrate francophone.

⁷ En 1947, alors qu'il se distançait de la thèse de Tempels et qu'*Aequatoria* avait publié une recension du R.P. Boelart que Tempels considérait comme un enterrement, Hulstaert écrivait: "*Nous sommes tous d'accord sur l'attitude à adopter vis-à-vis de Lévy-Bruhl et des anti-nègres dans la hiérarchie et ailleurs*" (cité par Bontinck).

La lecture de la correspondance et les avis dont Tempels fait état sont édifiants quant à la fracture ainsi révélée au sein du clergé et du monde catholique plus généralement. Tempels se targue d'avoir rallié une douzaine de vicaires apostoliques dont de grands noms de l'ethnologie missionnaire, des autorités doctrinales de métropole, mais aussi des savants coloniaux tels que le R. P. Van Wing, le Père Charles, De Cleene en outre. Jouant sur les mots il dira en revanche de lui-même qu'il est considéré comme un "zwarte", terme désignant les collaborateurs durant la guerre en Flandres. Sur la discussion à l'IRCB, voir le *Bulletin de l'IRCB*, 1946, pp. 489-505).

⁸ Toute la correspondance de Tempels et Hulstaert met en scène l'opposition entre, d'une part, ceux qui, dans les brousses, sont au contact des Noirs, s'épuisent à tenter de les comprendre et d'améliorer leur sort, d'en être proches et d'autre part les "*seigneurs*", les "*grands seigneurs*" absolument ignares en ces matières, préoccupés essentiellement de politique et de diplomatie, confinés dans leurs offices des villes.

sait désormais rejeté, renié comme fils, classé comme non incorporable. Rendre étranger un indigène, c'est aussi le mettre en état de guerre".⁹. Les propositions de réforme de Tempels, pas davantage que la catéchèse adaptée, ne visaient alors à mettre en cause radicalement le dispositif colonial. En qui concerne les évolués par exemple, il renvoie au sens social des coloniaux éclairés et n'exige finalement qu'un élargissement du paternalisme.¹⁰

Après le massacre de plusieurs dizaines d'ouvriers noirs en grève (à l'exemple des employés européens, répéta-t-on), sous les yeux des autorités suprêmes de la "féodalité katangaise" en décembre 1941, 1944 fut au Katanga l'année d'une double impuissance face à l'agitation de l'armée et des "évolués"; impuissance de la sous-culture totalitaire incarnée par l'UMHK et de son paternalisme à entendre les premières revendications et à enrayer la démythification de l'oeuvre de tutelle, impuissance des évolués qui durent se résigner à envisager de demander la protection des États-Unis¹¹.

Comme la correspondance échangée entre Tempels, Hulstaert, Possoz, Rubbens en témoigne, la recherche de la philosophie bantoue et de la catéchèse adaptée ne s'inscrit pas dans un projet anti-colonial, mais dans une nouvelle position à l'égard du "problème noir" et de l'omniprésente ségrégation dénoncée par quelques-uns. Il est frappant que dans la correspondance traduite du flamand et commentée par Bontinck, les protagonistes ne font presque aucune mention de l'administration. L'ennemi des petits Pères, ce sont les "*seigneurs*", les "*diplomates*" du haut clergé, de la magistrature et quelques publicistes coloniaux "*pseudo-philosophes*" (termes de Tempels)¹². Le débat reste un monopole blanc, presque exclusivement missionnaire. La masse des alliés doit être fournie par la troupe des missionnaires, ainsi que par quelques connaisseurs touchés par le "virus",

⁹ Cité par L. Monnier 1993, p. 120.

¹⁰ Il faut mesurer cependant la dimension visionnaire de la citation suivante: "*on a l'impression que ces masses vont se dresser de leur prétendue nullité, se drapant dans la conscience de leur sagesse propre et de leur conception du monde, en face du groupe ténu, civilisé certes, mais combien enflé du monde occidental. On sent qu'il s'agira de parler de sagesse à sagesse, d'idéal à idéal, de conception du monde à conception du monde. N'est-ce pas le crépuscule des dieux?*"(cité par De Cleene 1946, p. 506).

¹¹ Voir L. Monnier 1993, op. cit.

¹² Voir le commentaire très négatif de *La Philosophie* par Devaux, magistrat d'Élisabethville (1946). Hulstaert évoque "*la bande d'Éville qui semble surtout accuser la philosophie pour son attitude favorable aux Nègres. (...) Ils veulent tout rendre blanc, ce sont des nationalistes, pas des universalistes. Au fond, pour eux le Noir est seulement un outil du Blanc et de ses intérêts, surtout des intérêts de sa société, quelle que soit sa société*" (cité par Bontinck 1985, p. 115).

laïcs catholiques. Une marge de manoeuvre possible est pressentie par l'orientation officielle du Vatican en matière de propagande dans les colonies.¹³

Tempels n'est ni un ethnologue, ni un théologien, ni un philosophe; il reste avant tout au service de la cause chrétienne¹⁴. Durant son premier séjour de 12 ans parmi les Baluba du Katanga, il ne publia que deux ou trois brefs papiers ethnographiques dans *Kongo-Overzee*.¹⁵ Sa première publication (en néerlandais) dans *Aequatoria* date de 1944, c'est le premier chapitre de *La Philosophie*.¹⁶

Un an avant la première publication relative à la philosophie bantoue, Tempels écrivait à Hulstaert une note concernant "*l'idée fondamentale de l'ontologie nègre, de la théodicée, de la psychologie nègre, l'idée centrale de toute la pensée, de tous les sentiments, de toutes les aspirations des Bantous et de son application à la catéchèse catholique (...) à l'aide cette idée fondamentale, tous les problèmes restés jusqu'ici sans solution seront élucidés clairement et facilement. Tout ce qui chez le Noir paraissait obscur et incompréhensible, devient cohérent et en même temps, c'est la base solide unique et indispensable d'une catéchèse efficace. Sans cela, la catéchèse n'est qu'un vernis extérieur*".¹⁷

Au renouvellement de la catéchèse, seule base possible d'un authentique christianisme africain, Tempels tient tout autant qu'à la thèse elle-même.¹⁸ Le bilan qu'il établit des acquis de l'évangélisation est bien maigre: un vernis superficiel. Quant à la civilisation matérielle: "*la preuve est faite que notre civilisation économiste, notre philosophie de l'argent s'est révélée impuissante à civiliser les bantous, à faire des évolués au sens noble du mot*" (Tempels, 1947, p. 120).¹⁹

¹³ Tempels et Hulstaert situent certes les enjeux de leur combat en termes ecclésiastiques et religieux, mais identifient lucidement la marge de manoeuvre vaticane qui ne peut heurter de front les revendications nationalistes asiatiques. Évoquant l'hostilité farouche du délégué apostolique et de de Hemptine, Tempels y sent la crainte de voir toute valorisation de la philosophie bantoue fournir des arguments aux nationalistes.

¹⁴ À la différence d'un Griaule qui publie *Dieux d'eau* en 1948 ou de Malinowski qui publie *The Dynamics of cultural Change* en 1945.

¹⁵ Il n'était même pas abonné à *Aequatoria*! dit Bontinck.

¹⁶ Ce premier chapitre fut publié en 1945 dans le *Bulletin des juridictions indigènes*, revue dans laquelle Devaux opposera quelques mois plus tard une lecture destructrice.

¹⁷ F. Bontinck *op. cit.* 1985, p. 22.

¹⁸ Ses textes sont rédigés simultanément et ce n'est que par souci stratégique qu'il s'en tient d'abord à *La Philosophie*.

¹⁹ "*Le résultat est lamentable. Nous nous trouvons devant une masse d'évolués qui regardent avec mépris*

L'univers de référence de Tempels, son habitus, sa logique de communication, ne renvoient pas au système scientifique académique. L'ethnologie qu'il revendique n'est en rien nourrie de l'ethnologie coloniale, ni des avancées du fonctionnalisme ou du culturalisme. Rien dans *La Philosophie* ne fait référence aux théories des cycles, au diffusionnisme en vigueur par les théoriciens catholiques. Rien ne renvoie à l'histoire de l'Afrique centrale.²⁰ Il n'a pas de livre dit-il en 1945, et n'a pour seul bagage que sa formation thomiste et théologique. De retour en Belgique, il n'a que peu de temps pour trouver "*des études consacrées à l'ontologie des primitifs*".²¹

La Philosophie n'est pas une expression mystique du relativisme culturel. Et c'est précisément cette référence à la philosophie dans ce qu'elle a d'universel qui fait problème pour ses détracteurs. Il n'explique pas la philosophie bantoue mais il "*l'inocule*" (Bontinck, p. 45)²². La discipline qu'il propose "*est l'ontologie du primitif qui doit*

leurs congénères, mais qui se trouvent eux-mêmes perdus devant la vie".

La citation suivante est remarquable, car on en retrouvera l'essentiel dans les innombrables propositions qui durant un demi-siècle jalonnent une certaine critique humaniste du développement: "*l'industrialisation, l'introduction de l'économie européenne, l'inflation permanente de la production, tout cela ne donne pas la mesure de la civilisation, cela peut au contraire se retourner en destruction de la civilisation, s'il n'est pas tenu suffisamment compte de l'homme, de la personne humaine. La civilisation est une valeur qui tient dans l'homme, et non pas en tout ce qui se trouve autour et hors de lui*" (op. cit., p. 114).

Tempels comme Hulstaert insistent sur l'absurdité qui conduit à lier philosophie et progrès. "*Les plus grands progrès de l'Europe ne sont-ils pas contemporains de sa déchristianisation? La conception magique de la vie n'est nullement un empêchement au développement d'une civilisation supérieure*" (Hulstaert, cité par Bontinck, p. 115).

²⁰ Parmi les rares notes sub-paginales de l'édition de 1947, Tempels mobilise pourtant les avis favorables, mais très globaux, donnés sur sa théorie par des missionnaires convaincus et des chercheurs professionnels: Herskovits, Westermann... ce qui est une curieuse pratique scientifique.

²¹ Cité par Bontinck. Il dira d'ailleurs qu'il n'en a pas trouvé.

²² Possoz, le compagnon, est plus clair encore face au "savoir ethnologique". De retour en Belgique, il cherche à fonder une revue "*ethnologos afin d'y intégrer beaucoup les principes ethnologiques à la place de tant de documents ethnographiques qui ne font que se répéter à l'infini sans faire progresser la science. Je voudrais obtenir des contributions françaises, anglaises, sud-africaines de même que la collaboration de Noirs (...); je la voudrais en plusieurs langues et pour tous les peuples africains (...), il faudrait une idée constructive centrale dans une grande revue. Elle couvrirait la missiologie, la théodicée, l'ontologie, la cosmologie, et toutes les autres branches indigènes de la philosophie, le droit, la zoologie, la médecine, la psychologie, les mathématiques et leurs applications,... les migrations des peuples, l'étymologie, la formation des mots et des noyaux, l'ethnonymie, l'anthroponymie...*" (cité par Bontinck, p. 45).

*nécessairement précéder la sociologie, l'ethnologie, le droit... (Tempels 1947, p.16).*²³ ²⁴ Elle repose sur cette idée que la représentation bantoue de l'être tient tout entière dans le concept de "force de vie". Les croyances actuelles des primitifs, perverties ou non, reposent sur une "ontologie qui est une connaissance fondamentale de l'être" logiquement constituée, un "système métaphysique". Pour en découvrir le secret, il s'agit d'abandonner le seul point de vue européen (p. 29).²⁵

Possoz et les fondements métaphysiques du droit bantou

*En 1942, c'est un magistrat catholique partageant l'attitude de Hulstaert et de Tempels à l'égard des Noirs qui publiait *Éléments de droit coutumier nègre*. Il était lui aussi à la recherche de l'ontologie bantoue. Le très catholique Possoz fut d'abord "l'ami indéfectible et collaborateur de la première heure du futur Cardinal Cardijn, fondateur de la jeunesse ouvrière chrétienne" (Bontinck), puis, en poste au Congo dans la magistrature, il collabora à Aequatoria dès son origine. Son ouvrage, *Éléments du droit coutumier nègre* préfacé par Sohier et publié malgré le refus d'imprimatur de de Hemptine lui valu une interdiction de collaboration à la revue ethnologique missionnaire et même de toute forme de communication sur le sujet.*

Possoz a cherché à mettre en évidence la philosophie juridique des Bantous. À l'instar de Tempels, il y voyait un argument décisif contre les préjugés coloniaux. Le droit bantou qui, selon lui se confond avec une ontologie, repose sur l'affirmation du caractère fondamental de l'institution familiale comme source du droit. C'est le paternat plus que le clanisme qui est l'expression politique, qui fonde les différents volets du droit: "le paternat est souverain". La magie elle-même est droit, le clan est une institution politique à part entière, forme primitive de la nation. Selon Gelders, "Possoz a dû se

²³ "il n'y a même pas de définition bien établie et surtout pas de définition universellement acceptée de l'animisme, du totémisme, du dynamisme et de la magie. Est-ce le vocabulaire ou la compréhension qui ont fait défaut?" (P. Tempels 1947, p. 21).

²⁴ Doté d'une foi extraordinaire dans la force de sa théorie et dans sa capacité d'inoculation, ce n'est qu'en 1947, alors qu'il lutte contre "l'enterrement" de sa théorie, qu'il échafaude la possibilité d'une grande investigation ethnologique susceptible d'en confirmer l'essentiel. À cette époque, il croit que sa théorie vaut pour l'ensemble des peuples pré-modernes ainsi que pour "le peuple de nos campagnes".

²⁵ "J'invite donc le lecteur à lire cette étude en faisant abstraction tant de la philosophie occidentale que des préjugés qu'il pourrait avoir au sujet des Bantous et des primitifs. Je lui demande de s'appliquer à pénétrer le sens de ce qui est dit ici en évitant de laisser dériver sa pensée dans la critique de mon mode d'exposition et du choix des termes" (p.29).

dépouiller totalement de la discipline classique latine, essentiellement légiste, ce que n'a su faire Maunier; il a dû ensuite se dégager, sans se détacher de l'ethnologie juridique, ce que Vollenhoven n'a pas osé; il a dû enfin sortir le droit primitif de sa gangue des déformations et incrustations séculaires, ce que Lévy-Bruhl n'a pas perçu. (...) Il nous fait voir que le clan n'est pas un agrégat inorganisé d'éléments assemblés de pur fait, mais un tissu serré qui enserme l'individu dans ses mailles, (...) il n'est pas un troupeau, il solidarise tous les éléments sans laisser l'homme livré à lui même et sans détruire la personnalité. (...) Un grand pas est fait pour travailler à la conciliation de la pensée noire et de la pensée non indigène, à leur symbiose harmonieuse" (V. Gelders 1948)²⁶.

I. 3. L'Ontologie des forces de Vie

L'idée de Tempels est pourtant simple. La métaphysique occidentale, à la suite de l'influence grecque, est caractérisée selon lui par une conception statique de l'Être qui fait "*de la réalité ce qui est*" et qui rend celle-ci essentiellement concevable comme une substance sans rapport avec la notion de force. Au contraire pour le Bantou, "*l'Être est force*". La force, force de vie, n'est pas un attribut ou un accident de l'Être, mais "*l'Être en soi*". L'ensemble des choses apparaît au Bantou comme un réseau de forces qui n'est en aucun cas une vague puissance magique. L'individu et l'unité y sont clairement perçus par les intéressés qui distinguent de surcroît l'être individuel, matériel et la nature intrinsèque de l'être individuel, le *Muntu*, "*notion d'éminence ou d'excellence dans l'être*" qui reste telle après la mort.

Fondée sur l'idée de force, l'existence et la nature humaine ne désignent pas un donné immuable en soi, mais une qualité variable. "*Si l'origine, la subsistance, et l'annihilation des êtres ou des forces est exclusivement attribuée à Dieu (...), et si l'existence ne peut être enlevée à la créature par aucune force créée, le réseau des forces ne peut être réduit à son origine et à sa source.*" La connaissance générale des règles qui régissent "*l'interaction des forces (...), par delà l'interaction mécanique, chimique ou*

²⁶ Voir aussi É. Possoz 1946-47.

Dans ce bref texte postérieur à "l'affaire Tempels", Possoz prend ses distances à l'égard de la notion de force pour recentrer sa recherche autour d'une "*pure et simple métaphysique clanique*".

En dehors de milieux spécialisés, la théorie de Possoz aura moins de succès que celle de Tempels. Paradoxalement, cette mise à jour de la philosophie juridique bantoue, qui se veut l'aube d'un nouveau regard sur les sociétés congolaises, annonce le déclin définitif de l'intérêt et de la pratique d'administration indirecte.

physiologique" forme la philosophie proprement dite. L'observation de l'action de ces forces constitue la science naturelle bantoue.²⁷

Le réseau des forces n'est en rien aléatoire et le monde des forces se tient comme "*une toile d'araignée dont on ne peut faire vibrer un seul fil sans ébranler toutes les mailles*" (p. 41). Il organise et explique tant la magie, le culte des ancêtres défunts (vecteurs de la transmission de la force de vie), que l'organisation hiérarchique clanique, que le statut du chef (chaînon reliant les trépassés aux vivants et, "*comme Dieu lui-même, source de vie intense*") et il rend compte des formes du rapport établi avec le Blanc.

Les lois de la Philosophie bantoue ou l'architecture du réseau des forces de vie, "les causalités de vie"

- *L'homme vivant ou défunt peut directement renforcer ou diminuer un autre homme dans son être.*
- *La force vitale humaine peut influencer directement dans leur être même des êtres forces inférieurs (animaux végétaux, minéraux).*
- *Un être raisonnable (esprit, mânes ou vivant) peut influencer indirectement un autre être raisonnable en agissant sur une force inférieure (animal, végétal, etc.) par le truchement de laquelle il atteindra l'être raisonnable. Ces êtres inférieurs n'exercent pas leur influence sur une force supérieure par eux-mêmes (1947, p. 46-47).*

Sur le "*noyau ontologique*", Tempels construit une "*critériologie*", une "*psychologie*" et une "*éthique*" bantoues. Vécue par tous les Bantous, la théorie des forces "*vaut dans ses principes généraux comme vérité irréfragable*" soutenue par le fait de la survie des communautés, mais aussi par l'évidence interne de l'expérience de la nature.²⁸ Les

²⁷ La magie ne relève donc pas d'une intervention ni même de la conscience d'une intervention surnaturelle. On reprochera surtout à Tempels d'avoir construit une théorie de la magie plutôt qu'une ontologie bantoue. Il importait, semble-t-il, d'écarter ces pratiques des fondements possibles du christianisme africain.

²⁸ Expérience dans laquelle Tempels semble communier. En janvier 1947, il écrit à Hulstaert: "*il m'est arrivé quelque chose de curieux. Européen, j'ai essayé de comprendre les Noirs, de connaître leur point de vue, je croyais y avoir réussi et pouvais, à ce qu'il me semblait, me mettre dans la peau d'un Noir (...). D'abord, je pensais que cela suffisait et que je n'avais qu'à retirer cette peau noire pour continuer à parler religion, de Blanc à Noir. Je resterais de ce côté du fossé et je parlerais aux Noirs sur l'autre bord, mais je leur parlerais en des termes appropriés. Maintenant post factum, je m'aperçois que spontanément, pour*

Bantous distinguent cependant sciences naturelles et ontologie (constituée de lois universelles qui ne souffrent aucune exception). Du point de vue psychologique, *"l'ontologie bantoue est rebelle au concept de la chose individuée, existant en elle-même, en dehors de ses relations ontologiques avec les autres êtres vivants (...); l'Être humain considéré en dehors de la hiérarchie ontologique, en dehors de l'interaction des forces, est inexistant dans la psychologie bantoue"* (cité par De Cleene, Bull. IRCB, 1946, p. 501). Quant à l'Éthique, elle tient au respect et à la restauration de l'ordonnement naturel des forces de vie, de la hiérarchie de celles-ci. *"Un acte en usage sera qualifié d'ontologiquement bon par les bantous et (...) sera pour cela estimé moralement bon et enfin, par voie de déduction, sera-t-il apprécié comme juridiquement juste"* (p. 503).

I. 4. La Philosophie bantoue face à l'ethnologie

La réception scientifique de *La Philosophie* par les sciences coloniales et les ethnologues traduit un certain désarroi devant la logique de conviction de l'auteur. Elle traduit aussi la rupture entre une logique de critique scientifique et les exigences de l'éthique coloniale. Car *La Philosophie* est une révolution épistémologique, une *"révolution copernicienne"* dira le savant catholique le plus autorisé en matière de philosophie et d'ethnologie, le R. P. Charles, jésuite, philosophe, professeur à Louvain et animateur des semaines missiologiques bisannuelles, considérées durant les années trente comme des événements ethnologiques de première importance au niveau européen. L'ethnologie catholique ne réagit pas d'un bloc, mais son sommet métropolitain amplifie l'écho très favorable reçu auprès de nombreux missionnaires-ethnologues²⁹. Dans l'ensemble des discussions menées en 1946-50, une chose est frappante, c'est *La Philosophie* qui est examinée et rarement, sinon jamais, son double indissociable dans la démarche de Tempels, *La catéchèse adaptée*. Quelles que soient les réserves méthodologiques ou philosophiques émises çà et là, *La Philosophie* arrive à point pour secouer l'héritage viennois paralysant

pouvoir communiquer la vie religieuse de manière encore mieux adaptée, j'ai voulu rester conditionnellement dans cette peau noire, pour essayer ainsi de voir, d'exprimer, de vivre le christianisme moi-même comme un primitif. Cela m'a enrichi. (...) Du faux occidentalisme je m'étais libéré d'abord conditionnellement et maintenant définitivement depuis trois ans (...). C'est une question de naître à nouveau. Voilà ce que vous écrit celui qui devient Muntu et ensuite aussi le premier Muntu chrétien, pour le salut de beaucoup" (Lettre à Hulstaert, cité par Bontinck, p. 143).

²⁹ Aux yeux de ceux-ci, la synthèse de Tempels semble avoir l'immense avantage de fournir la clé d'innombrables observations personnelles, éparses, souvent autocensurées ou inavouables, qui soudain, n'apparaissent plus comme de profonds mystères ou les indices d'un lancinant syndrome d'échec, mais comme les prémisses d'un nouveau départ.

et cristalliser les influences d'une ethnologie anglo-saxonne professionnalisée à peine introduite jusqu'ici par Olbrecht et Smets.³⁰

Examinons de plus près les pièces à conviction du dossier à travers les synthèses, appréciations et commentaires des experts de l'IRCB.

Fidèle au fantasme d'une mise en tableau inductive des institutions humaines, et de plus en plus empêtré dans les théories cycliques, De Jonghe perçoit l'énorme champ ouvert par *La Philosophie* qu'il qualifie de "*Work Hypothesis*," mais ne cède pas pour autant à "*l'inoculation*" ni à la "*révolution*", car l'hypothèse "*est légitime, utile et nécessaire, mais elle ne peut usurper la place de la synthèse définitive*".³¹

De Cleene, qui vient de publier une introduction à l'ethnographie congolaise, résume consciencieusement *La Philosophie*, situe la démarche dans un ensemble de recherches ethnologiques qui, depuis plusieurs années, ont condamné les erreurs doctrinales biaisant l'étude des complexes mentaux des peuples dits primitifs.³² Mais De Cleene souligne aussi combien la référence osée de Tempels aux termes d'ontologie, de philosophie, de psychologie, d'éthique et de sciences naturelles bantoues pousse à son terme la reconnaissance de l'Humanité du primitif. Lui aussi souligne cependant que l'auteur a largement dépassé les faits ethnologiques et a péché par généralisation, notamment en faisant reposer son système sur la croyance en un Être suprême créateur de l'Univers. Or, nombre de populations africaines ne rendent aucun culte à un tel Être qu'elles ne reconnaissent pas en tant que juge de l'ordre moral.³³

C'est le R. P. Charles qui mesure le plus largement les effets paradigmatiques de *La Philosophie*. Il s'agit, à ses yeux, et malgré les "*imperfections*", d'une révolution dans la manière d'organiser et d'interpréter un ensemble de faits épars, notés et commentés jusqu'ici sans perspective d'unification: "*Copernic n'a découvert aucune étoile, mais son héliocentrisme rendait compte de façon cohérente et simple d'un ensemble de phénomènes déjà observés*".³⁴ En traitant la synthèse de Tempels sur le plan

³⁰ Nous ne considérerons que les jugements belges. L'accueil dans les milieux professionnels anglais et américains a été favorable et souvent enthousiaste. À titre d'exemple, le commentaire, très long et élogieux, qu'en fit l'éditeur de la revue de l'Institut international africain, *Africa* (vol. XVI, n° 1, 1946, pp. 199-203).

³¹ É. De Jonghe 1946, p. 510.

³² Il fait référence à Lévy-Brühl et ses émules. Il importe de souligner que l'hypothèse de la mentalité primitive et ses conséquences en matière de politique indigène ont hanté l'ethnologie missionnaire durant un demi-siècle. Celle-ci lui opposa une lutte confuse et parfois ambiguë qui allait rarement au fond de la théorie *dynamiste* du professeur de Sorbonne.

³³ Ouverture donc d'un vaste débat sur la nature anthropocentrique ou théiste des croyances religieuses africaines.

³⁴ R. P. Charles 1946, p. 524.

philosophique et sur celui de l'histoire des sciences, le R. P. Charles entendait faire reconnaître la théorie des forces au sein du panthéon des grands systèmes métaphysiques grecs, indiens et orientaux qui n'étaient d'ailleurs pas étrangers à ses principes essentiels. Mieux, la philosophie bantoue, son vitalisme et son dynamisme pouvaient régénérer des systèmes qui, malgré Héraclite et Lao Tseu, et plus récemment Bergson, tendaient à établir que le repos et l'immobilité constituaient l'essence de l'Être. "*N'ayant pas été sophistiquée par des discussions d'école, la métaphysique bantoue, n'a-t-elle pas chance de nous révéler une des intuitions premières de l'esprit humain en face du mystère des choses?*" (p. 526).³⁵

"Après tout, ces primitifs sont des penseurs tout autant que les riverains du Gange, et leurs théorèmes ne sont pas plus bizarres que les fameux préceptes de Pythagore". Par une telle sentence, Charles qui connaissait l'ouvrage de P. Radin (*The Primitive Man as A Philosopher*), entendait réduire à néant l'hypothèse lévy-bruhlienne et, plus loin, condamner l'évolutionnisme, "*le préjugé évolutionniste*". Engageait-il pour autant l'ethnologie belge dans les canons de l'ethnologie moderne?³⁶ Certes, il admet qu'il convient désormais de renoncer à interpréter la mentalité des peuples primitifs à travers des catégories qui leur sont étrangères, mais par ailleurs, il réclame que l'observateur soit d'abord un philosophe.

En levant le paradoxe selon lequel une société ontologiquement dynamiste se montrait foncièrement attachée à la tradition, il proposait de concevoir désormais cette tradition non pas comme un attachement sentimental ou perversi par les rapports de force aux choses du passé, mais ce que nous appellerions aujourd'hui un système rationnel de gestion de l'incertitude. Les faits ayant montré selon lui que les coutumes bantoues sont toujours très réceptives, pourvu que la possibilité leur soit laissée de se "*prémunir contre ce qui lui apparaît comme une imprudence*" (...). *Transformer la coutume en loi aboutissait ainsi à la tuer en lui ôtant d'un seul coup la philosophie qui commande à toutes ses activités*" (p. 530). On perçoit aisément que le philosophe-théologien retrouvait ainsi un fondement à la méfiance invétérée des catholiques envers toute forme de consécration des traditions dans le cadre d'une administration indirecte.

Les savants coloniaux n'étaient évidemment pas tous persuadés que *La Philosophie* fût une révolution épistémologique. Devaux, soutenu par Waldecker (philosophe allemand réfugié à Elisabethville), estimait dans les colonnes du *Bulletin des Juridictions Indigènes* que "*les idées bantoues sont irréductibles à de vraies notions philosophiques et qu'il y a*

³⁵ La philosophie bantoue retrouvait ainsi le fonds métaphysique présocratique et préboudhiste.

³⁶ Car, selon lui, *La Philosophie* couronnait ce que les ethnologues avaient pressenti depuis un quart de siècle.

tout au plus chez eux une façon de se représenter le monde qui ne dépasse pas le stade de l'imagination".³⁷

Van Der Kerken, l'ethnologue de gouvernement le plus ouvert aux apports de l'anthropologie anglo-saxonne, estimait simplement que les mentalités africaines ne renvoyaient à aucune philosophie particulière.³⁸

Le R.P. Boelaert, important rédacteur d'*Aequatoria* ne s'opposait pas, pour sa part, à l'idée qu'il existe une philosophie bantoue mais estimait que Tempels n'a fait que décrire le système magique et qu'il a commis de "*graves erreurs du point de vue thomiste*", mais reconnaît qu'il s'agissait d'une pièce à conviction dans l'orientation de l'adaptation du christianisme en Afrique. Le R. P. Hulstaert, qui partageait la ferveur de Tempels dans son combat contre les "*anti-nègres*" et s'enthousiasma à la lecture de ses premiers papiers, puis prit ses distances pour des raisons stratégiques et parce qu'il n'admit jamais le caractère central de l'équation Être=Force, ni l'insistance de Tempels sur la "*parfaite logique du système*". Ethnographe et linguiste, il contestait la généralisation de l'ontologie bantoue à tous les peuples congolais et *a fortiori* africains.

De Bruyne, philosophe thomiste, professeur à Gand et éphémère Ministre des Colonies durant quelques mois en 1945 réfutait le terme *philosophie* et proposait celui de *vision du monde* mais reconnaissait, avec "*les coloniaux compétents*", que "*le Nègre bantou pense avant tout en fonction de forces vitales qui s'extériorisent dans des phénomènes matériels et qui peuvent accroître ou diminuer en fonction de facteurs internes ou externes*" (cité par Bontinck, p. 173).³⁹ Si "*la collecte des faits, première condition de l'induction, ne satisfait pas aux exigences essentielles de la méthode scientifique, (...) si le cadre d'interprétation adopté ne donne pas toujours satisfaction*" et si les matériaux susceptibles d'emporter la conviction sur une base inductive font défaut, il reste que "*la technique et l'instruction ne constituent pas l'essentiel de la civilisation et qu'il ne convient pas de détruire le nègre bantou ou d'en faire un homme en général ou une sorte d'Européen noir. (...) Il est du devoir du colonial d'éduquer le Nègre bantou selon ses catégories de*

³⁷ Procureur général près la cour d'Appel d'Élisabethville, Devaux est coopté par l'IRCB en 1945. Successeur de Sohier, il lui est totalement opposé au point de vue de la doctrine juridique indigène.

³⁸ "*La mentalité de l'Afrique noire n'a pas à sa base une philosophie particulière spécifiquement bantoue ou soudanaise. Elle est naturiste, animiste, pré-animiste, mâniste, animatiste, religieuse, dynamique et magique, comme celle de nombreux peuples du monde des temps anciens, moyenâgeux, modernes ou actuels et celle des gens simples et frustrés des pays de l'Europe du XIXe siècle étudiés par les folkloristes. La mentalité africaine —résultante des vision, représentations et explications du monde des Africains— ne diffère pas beaucoup en degré de celle des autres populations du monde...*" (Van Der Kerken, 1950, p. 136).

³⁹ Il semble que De Bruyne ait travaillé un temps sur un ouvrage consacré à la mentalité primitive. Il sera porté à la tête de l'IRSAC l'année suivante.

représentation naturelles et selon ses propres aspirations à l'extension de la force vitale dans l'ordre de la personnalité matérielle et spirituelle, familiale et sociale".

Car "tôt ou tard se posera au Congo le problème qui se pose partout où la vision européenne entre en contact et en conflit avec les idéaux de sagesse d'un autre type; à cette loi de l'histoire qui s'est manifestée en Inde, en Chine, en Insulinde, l'Afrique centrale n'échappera point" (cité par Bontinck, pp. 172-174).⁴⁰

Cette critique annihilait toute la dimension universelle que Tempels prêtait à la philosophie bantoue.⁴¹ Par ailleurs, elle en reconnaissait l'essentiel sous le vocable *vision du monde*. Et cette vision du monde pouvait en outre fournir un nouveau paradigme indigéniste. Paradoxe pour un penseur chrétien qui semblait retrouver "l'équerre bantou" d'un Salkin? Pas vraiment, car s'il partageait le même mépris pour les évolués, il percevait autre chose qu'une impossibilité éthique ou pratique de civiliser. La référence à la culture bantoue renvoyait désormais à des "lois de l'histoire" récemment mises à jour et auxquelles "l'Afrique ne pouvait échapper".

La Revue du Clergé africain, créée en 1946 par les séminaires du Congo, avait été pour sa part très critique tant envers *La Philosophie* qu'envers *La Catéchèse adaptée*.⁴²

La révolution copernicienne ne fut pas sans lendemain puisque Tempels, de retour au Katanga en 1950, s'y engagea *corps et âme* dans la création et le développement du mouvement *Jamaa* considéré plus tard comme un mouvement charismatique et qui lui valut un retour définitif en 1962⁴³. L'héritage n'est pas moins évident au regard de

⁴⁰ Texte publié en néerlandais dans *Kongo Overzee*, X-XI (1944-45), 4-5, pp. 255-260.

⁴¹ Tempels envisageait qu'un christianisme bantou fondé sur l'idée des forces régénérerait la philosophie occidentale sclérosée.

⁴² Durant l'année 1947, la Revue *Zaire* publia à nouveau les commentaires de De Jonghe, De Cleene, De Bruyne et du R. P. Charles (Février 1947, pp. 203-210 et avril, *De Bantoe-filosofie volgens E. P. Tempels*, texte du Père Boelart précédemment publié par *Aequatoria*. Cette circulation des textes est un phénomène observable au sein de l'ethnologie catholique, *Congo* et *Zaire* reproduisent régulièrement des papiers présentés dans les *Bulletins de l'IRCB* et dans *Aequatoria* (en outre, et à la même époque, des textes de Kagame, prêtre "indigène").

La catéchèse adaptée à l'ontologie de la force vitale sera publiée par le *Bulletin des missions*, tome XXII 1949. De larges extraits dans *Zaire*, juin 1949, pp. 770-788.

⁴³ Le mouvement est bientôt suspecté de "déviation" et "d'erreurs doctrinales" par la hiérarchie catholique, suspicions redoublées par les formes que prenait l'extension du mouvement au Kasai. W. De Cramer, jésuite flamand, consacra une longue recherche (1963-1970) à ce mouvement, à la demande des Évêques. Son ouvrage est particulièrement instructif quant à l'évolution de Tempels qu'il présente comme d'emblée anticolonial. Il s'agit surtout d'une étude sociologique (très inspirée de fonctionnalisme) du mouvement *Jamaa*. De Cramer insiste tout particulièrement sur les dimensions fonctionnelles du

l'évolution de la théologie africaine post-coloniale. Kinshasa sera incontestablement un foyer d'institutionnalisation de la philosophie bantoue. Un foyer de polémique aussi, ouvert dès 1965 par Frans Crahay qui dénonçait déjà ce que développeront plus tard Hountondji, Elungu et, plus récemment, Kabou. L'ethno-philosophie, dont *La Philosophie bantoue* fournissait une formulation archétypale, devait faire l'objet d'un procès en irrationalisme, témoignant selon certains d'une entreprise intellectuelle visant à enfermer l'Africain dans une extériorité absolue de la modernité.

Comme on le verra dans la suite, le nouveau cours des sciences coloniales dans l'après-guerre et la quasi réinvention d'une ethnologie congolaise, laïque et professionnelle dans la foulée d'une nouvelle croisade scientifique pour le Congo dominée par une effervescence de propositions de réformes sociales, devaient conduire à confiner la "révolution paradigmatique" sur le seul terrain religieux et, dans une certaine mesure, dans le domaine de l'anthropologie professionnelle.⁴⁴ Selon J. J. Maquet, Possoz et surtout Tempels avaient révolutionné la position et l'objet de la connaissance ethnologique et largement participé, à leur manière, à l'autonomisation du projet que construisaient, ailleurs et par des voies différentes mais convergentes, les travaux de Griaule, Kagame, ainsi que d'importants courants de l'anthropologie américaine depuis la publication par R. Benedict de *Patterns of Culture* en 1934.⁴⁵

mouvement dans la perspective d'une construction nationale et sur le syncrétisme original qui voit le jour parmi les travailleurs industriels du Katanga, sur la rencontre entre une culture "euro-belgo-flamande et franciscaine" et la culture bantoue (voir W. De Cramer 1977).

Voir aussi J. Fabian 1971.

⁴⁴ En 1956, l'abbé A. Kagame publia une étude intitulée *La philosophie bantoue rwandaise de l'Être* qui devait enrichir considérablement les propositions générales de Tempels. La philosophie bantoue trouva dans les années qui suivirent un terrain propice dans la problématique de la formation d'une néo-culture spécifiquement africaine dans laquelle pourrait s'insérer le thème du développement technique et économique (Janheinz Jahn, 1961).

La philosophie bantoue s'inscrivait dans un mouvement de l'ethnologie missionnaire qui préparait d'une certaine manière —et le fait fut considérable au Congo— une désolidarisation de l'Église avec la logique du pouvoir colonial. Parmi d'autres, H. Nicod, missionnaire français, publiait *La vie mystérieuse de l'Afrique* (Payot, Paris). Il tentait lui aussi de "pénétrer l'âme bantoue, de sentir et de penser avec les indigènes travaillés eux aussi par les grands problèmes de la destinée humaine". Au centre de cette tentative, on retrouve, comme chez Tempels, une interrogation sur les rapports entre l'idée du créateur et les expressions culturelles, magiques, rituelles, cérémonielles, etc.

⁴⁵ "Le livre de Tempels eut par ailleurs un grand retentissement dans les milieux ethnologiques. D'abord, par une sorte de convergence apparemment inconsciente chez son auteur, il rencontrait les préoccupations de certains ethnologues américains (...) qui cherchaient à préciser les méthodes permettant de découvrir la partie implicite d'une culture qu'Opler appelait thèmes, Kluchohn configurations et Herskovits sanctions"

Replacée dans son contexte, l'affaire Tempels ponctuait pourtant définitivement l'âge d'or des sciences coloniales et exprimait, brutalement mais abstraitement, l'obsolescence de leur vision cardinale du primitif, de ses savoirs et de la posture qu'il convenait d'adopter face à ceux-ci. Faisait-on ainsi retour aux débats des premières années vingt?

La réponse est négative, car l'ouverture des chantiers du développement et la découverte du "social" comme nouvel espace théorique et pratique, comme nouveau lieu et nouvelle orientation de l'intervention, clôturait définitivement une époque dominée par l'art de la bonne administration indigène.

(J. J. Maquet 1962, p. 179).

Un auteur comme L. V. Thomas estimera, lors de la rédaction de sa thèse sur les Diola, que le mode de pensée des peuples noirs africains n'est pas à proprement parler une philosophie impliquant une prise de distance à l'égard de la culture et une formalisation conceptuelle.

Color bar, social bar et discrimination ou l'omniprésent "problème des rapports humains"

Lorsque, comme il le firent avec une constance remarquable, la majorité des coloniaux expliquaient qu'il n'existait aucune color bar au Congo, ils cherchaient principalement à dire qu'aucune discrimination légale systématique n'avait été introduite par le législateur congolais afin de réserver sciemment des privilèges aux non indigènes, en limitant étroitement le progrès des indigènes. Dans les années cinquante s'imposa l'euphémisme de l'amélioration des "rapports humains".

Une sorte de sophisme cherchait à rendre compte de la "répulsion au contact" en faisant de la couleur de la peau un indice de statut social. "Puisque la couleur indique une forte probabilité de se trouver en face d'un être fruste, malpropre, peu éduqué, d'une mentalité inaccessible et d'un niveau social inférieur au mien, je ne fraye pas avec lui". Cette explication de Rubbens renvoie à l'insistance que mit Malengreau à nous dire que le racisme au sens d'une théorie des races supérieures n'existait pas au Congo malgré les nombreuses attitudes révoltantes. Il semble que, parmi les catholiques, toute évocation de la supériorité raciale ancrée dans la biologie était devenue indicible au lendemain de la guerre.

Il faut encore préciser que la discrimination légale était également omniprésente au point que Rubbens put écrire "qu'aucune forme de color bar anglo-saxonne n'ait produit autant de lois discriminatoires, n'ait jamais édicté des mesures ségrégationnistes aussi rigides que notre tutelle belge".

De quelques "problèmes humains" ou quelques mesures ségrégationnistes en vigueur en 1948

- Impossibilité d'accéder à la propriété privée pour les indigènes*
- Obligation de visa pour toute sortie de la circonscription*
- Droit de l'administrateur d'incarcérer sans jugement pour une durée d'un mois, renouvelable sans limite, tout perturbateur indigène de l'ordre public*
- Mise au ban ou relégation sans limite de temps, sans recours administratif ni judiciaire de l'indigène perturbateur.*
- Interdiction de circulation nocturne dans les cités indigènes*
- Interdiction de port d'arme*
- Sanctions pénales pour le non respect du contrat de travail par l'indigène*
- Publication par les responsables de district des mercuriales des prix des produits indigènes.*

- *Permis de commerce ambulant obligatoire, permis de commerce soumis à un examen de capacité et de moralité*
- *Cultures obligatoires, cultures éducatives exclusivement pour indigènes.*
- *Régime officiel des pensions réservé aux européens*
- *Aucune représentation dans les conseils consultatifs urbains*
- *Tribunaux d'exception ayant à connaître des infractions commises par les indigènes exclusivement*
- *Régime pénitentiaire différent pour les indigènes*
- *Inégalité pécuniaire des fonctionnaires indigènes et européens, etc.*

II. Race, colonialisme et mission civilisatrice transfigurés. L'enseignement colonial et la "bio-psychologie" généralisée et holistique du Dr. Habig

Une première lecture des deux ouvrages principaux du professeur de l'Université coloniale d'Anvers publiés dans l'immédiat après-guerre laissent généralement une impression confuse de théorisation sauvage, voire délirante, d'usage confondant de l'analogie en guise d'interdisciplinarité, de paternalisme scientifique et, pour tout dire, de racisme d'autant plus pernicieux qu'il apparaît coupable et embarrassé dans ses principales formules.

Or, plusieurs raisons poussent à revoir ce premier jugement et à tenter de mieux cerner la portée des théories habigiennes à la faveur d'une approche plus attentive et d'une contextualisation dans le champ des productions savantes coloniales.

Notons cependant d'emblée qu'il n'est pas question d'y trouver quelque trait de génie ou quelque prophétie que confirmerait le sort du «colonialisme de papa» ou l'énigme de la modernité africaine post-coloniale.

Pour rester fidèle à la démarche entreprise jusqu'ici, il convient de lire Habig avant de s'atteler à ce qui, malgré tout, confère une portée à ses "théories". Conformément à ce premier objectif de description, on voudra bien autoriser une longue citation organisée autour de quelques thèmes, car la luxuriance conceptuelle et les libres parcours transdisciplinaires de l'auteur rendent illusoire toute tentative de synthèse.

La foi coloniale et l'excellence belge en matière africaine

"Étant pratiquement une province internationale, la Belgique a cet avantage de puiser dans toutes les sociologies ses éléments d'humanisme et de les équilibrer dans un dynamisme dont l'Afrique Belge est un prodigieux exemple. La Belgique dispose d'une force prodigieuse qui est sa cordialité et son altruisme chrétien. C'est elle qui a envoyé de par le monde le plus de missionnaires".

J. -M. Habig *Initiation à l'Afrique*. Édition universelle, Bruxelles, 1948, T II, p. 647).

1948 L'impasse d'un certain Occident

"Les dès sont jetés (...), les peuples de couleur se lèvent et certains de ceux-ci rejettent déjà la sollicitude du Blanc. L'autorité politique, si elle n'est pas

culturelle des peuples de couleur, est le changement le plus caractéristique et le plus profond que la guerre mondiale n° 2 apporte sur la terre. (...) Que notre élite quitte la forteresse européenne déjà entourée et que, oublieuse de notre matérialisme et de notre rapacité au gain, elle se mêle aux peuples de couleurs" (pp. 7-11).

Chaque peuple vit dans un berceau

L'Afrique redécouverte: "la méthodologie moderne, qui s'appuie sur la biologie, la psychologie et la sociologie comparée, nous permet de découvrir une humanité nouvelle. L'Afrique, pays magnétique s'il en est, pays de forces, ne peut assumer l'existence qu'à des systèmes humains adaptés à ces lignes" (pp. 14-18).

"Les valeurs sentimentales et la vie culturelle font l'unité d'un peuple. Des populations désaxées, déplacées, coupées de leurs racines terrestres ne produisent rien en art et en morale, elle ne produisent qu'en raison pure et en technique. L'homme blanc dans son cadre n'est pas du tout lié de la même façon que l'homme noir dans le sien. (...) L'Afrique préfère la vie élémentaire aux artifices de l'abstraction. (...). Les africains que vous allez rencontrer ne sont pas des «rien du tout», ce sont de très vieux philosophes.

L'africain, qu'il soit noir ou blanc, sera donc toujours plus collectivisé dans la nature. Leur enseignement est toujours inductif, non codifié. (...) L'Union sociale ne naît jamais de la raison. Elle provient de la force de cohésion magique et mystique du berceau énergétique et des lois bio-sociales.

Chaque tribu est le gyroscope de l'Afrique. Les tribus doivent être originales, autonomes, dynamiques. Si une administration centrale supprime les axes de la tribu, elle gèrera bientôt la masse d'un peuple sans racines".

La biologie psychologique ou la "géopsyché" bantoue

"Au total, la matière de l'homme dépasse les possibilités de notre connaissance sensible. Aussi les Noirs estiment-ils qu'il ne faut pas s'attarder outre mesure à l'étude de la masse.

La biotypologie appliquée à un groupe indigène nous donne donc une première idée de son orientation psychologique. Les Noirs primitifs vivent d'une vie collective. Un seul grand cerveau raisonne (...), l'Afrique est un pays à forte emprise sur le corps, elle soude, en un certain sens, l'individu à la volonté du paysage (...). Elle libère l'homme du matériel par l'induction d'une puissance mystique incomparable. Quand l'ambiance est réglée

uniquement par les vibrations naturelles, nous disons que nous sommes dans la géosphère. (...) Le domaine de la vie est très subtil. La magie n'est donc pas seulement une science, elle est un art. L'enseignement moderne a complètement oublié le domaine de la connaissance. Le féticheur est un surhomme... La mystique est donc un mouvement de l'âme poussé par une énergie interne ou externe à l'homme.(...), le problème de la politique coloniale est de transposer une mystique involontaire en mystique volontaire. On peut même dire que l'énigme de l'Afrique est là. (...) Il faut guider une communauté indigène en faisant vibrer tout le cadre, en induisant l'antenne qui galvanisera simultanément toutes les affectivités..."

La tribu école

Les artistes, les savants intègres et les religieux, voilà l'équipe éducative effective et dynamique. Nous n'avons pas le droit d'abandonner ces enfants de la brousse après avoir désorganisé leur structure organique...

Le choix d'une tribu-école doit donc se porter sur un groupe fixé au sol depuis quelques générations et équilibré en fonction des conditions locales. Il faut à la tribu son drapeau flottant bien haut, son type de maison progressivement amélioré, des crèches, des maternités, des écoles construites par elle-même dans le style local, et non pas des bâtiments imposés à la teutonne. La tribu-école doit pouvoir être isolée de toute influence étrangère non culturelle et surtout du mythe de l'argent..., elle doit être exemptée des servitudes d'État et de l'embauchage. Délimitée sur une carte comme un parc national, elle constituera une tribu d'élite et non une tribu d'évolués. (...) Il fallait choisir une tribu vierge de toute déviation économique et de tout modernisme. L'aristocratie de la tribu se marquera par le respect des vraies valeurs et la réalisation d'oeuvres autonomes. C'est là que devront vivre les futurs magiciens blancs, hommes épurés de toute conception superficielle, détachés du goût du luxe tyrannique et de la rapacité au gain. Des savants de bonne classe y prendront résidence pour y poursuivre leurs recherches désintéressées. Des moines artisans et non des pions de mathématiques viendront vivre avec l'indigène sur le champ ou dans l'atelier. On ne s'encombrera pas d'un enseignement rationaliste. L'écolage sera réduit au strict nécessaire. La tribu école évoluera dans le dynamisme d'une chose qu'on aime, le cerveau collectif s'imbibera de valeurs pures. De toute façon, le cerveau collectif n'atteint pas au rationnel. L'attachement du Noir à la tribu devra être plus encouragé que détruit (...) Mais pour que l'indigène s'élève, il faut qu'il se sacrifie sciemment en vue de l'élévation totale du groupe. Les Blancs de la tribu, affectivement négriifiés (quelle honte à cela s'il vous plaît?)

organiseront à des jours fastes des fêtes communautaires. Cette cérémonie doit être longue et formidable. Elle doit étaler les rites négro-africains sur plusieurs semaines. On profitera de cette circonstance pour remémorer la fête des morts, des aïeux. L'apothéose aura lieu dans une cathédrale tribale construite en style indigène, c'est-à-dire originellement formée de colonnes immensément hautes... une seule voûte très sobre (...). Ils [les évolués] auront enfin trouvé un cerveau collectif dynamique et mystique, imprégné des vraies valeurs chrétiennes et soumis sans la moindre difficulté à la nouvelle discipline tribale.

Le problème de la soudure de la culture indigène et de l'Économique est un aspect nouveau du monde africain. (...) Si nous sommes sincères envers nous-mêmes, nous pouvons affirmer que théoriquement l'Africain peut très bien vivre en dehors de l'Économique. Qu'on ne nous parle surtout pas de cette barbarie effrayante qui aurait existé avant notre intervention sur la scène africaine. Cette attitude mentale, qui fait de nous des sauveurs des valeurs africaines, est un tant soi peu exagérée et elle ne résiste pas à l'analyse systématique des faits. Des groupes fondamentalement viciés dans leurs fonctions n'auraient pas résisté aux siècles. Le travail doit être techniquement modifié en fonction de l'homme local. En ce sens, il doit devenir mystique. (...) L'usine africaine représente l'ancien monastère des Gaules d'où est né chaque fois une cellule de haute culture".

La race et la culture

"Nos idées au sujet des races ont fortement progressé depuis 1936. Aujourd'hui, les hommes de science pensent que toute l'humanité dépend d'une même souche.

La condition de l'homme vis-à-vis d'un climat peut se résumer à trois cas: l'inclimatisation, l'acclimatation, la déclimatisation.⁴⁶

Pour la raison pure, il n'y a pas de races. Dès qu'il s'agit d'intelligence affective apparaît donc une caractéristique locale qui s'appelle la Culture. Il nous appartient de faire évoluer la culture indigène, mais nous devons simultanément adapter la nôtre à l'ambiance africaine. Le résultat sera une culture symbiotique qui doit devenir, dans un avenir très éloigné, le point de fusion entre les deux races. (...) Les deux types d'humanité sont complémentaires et leur fusion peut jeter les bases de l'élévation rationnelle des Noirs tandis que l'intelligence mystique de ces derniers peut nous sauver

⁴⁶ Cette terminologie est sans doute empruntée à l'anthropologie culturelle. Remplacez climat par culture dans les définitions respectives, et l'identité conceptuelle est parfaite.

d'un hyper-rationalisme dans lequel une abstraction exagérée anémierait la vie. (...) Porté sur le terrain individuel, le fait d'une discrimination entre des hommes de même valeur est une injustice. Aucun critère ne permet de trouver une infériorité réelle dans un cas particulier.

Envisagée sur le plan du cerveau collectif, la discrimination se base sur une réalité et devient juste.

Le décalage des cerveaux collectifs ne permet pas d'envisager de sitôt, en Amérique ou en Afrique, la fusion des races blanches et noires".

Quel est donc l'intérêt d'exhumer pareille "science", où l'utopie d'ingénierie sociale atteint à la mystique?

En premier lieu, l'auteur, si singulières que soient ses élaborations, leurs justifications et leurs formes ainsi que leurs conclusions, n'est pas un simple "illuminé", un individu "hors jeu", mais un praticien doublé d'un professeur distingué de médecine coloniale, ayant voué sa vie professionnelle à la colonisation. En Belgique, principalement à l'Université coloniale, il forma durant un quart de siècle les personnels réputés construire la colonne vertébrale de la "meilleure administration coloniale en Afrique". Habig est sans conteste le digne héritier de son prédécesseur, Verlaine, dont nous avons évoqué les "théories" précédemment. Mais à ses yeux, la colonisation n'est plus principalement un problème de méthode. Elle n'est pas encore un problème scientifique. Mieux, elle ne doit peut-être pas l'être principalement!

En second lieu, ce qui peut apparaître un temps comme un fatras d'élucubrations a pour moment historique de référence précis la crise qui affecte l'ensemble du dispositif de la "colonie modèle" et, plus généralement, du colonialisme, entre 1945 et 1950. D'une certaine manière, l'affaire Tempels et la géopsyché de Habig témoignent d'une "crise dans la théorie" qui précède le diagnostic de crise sociale au Congo. L'irrationalisme multiforme qui caractérise les innombrables débordements sur toutes des disciplines du vivant, biologique et social, qu'affectionne le médecin colonial s'inscrit dans un mouvement important d'idées qui amalgame diverses critiques sévères des valeurs civilisatrices, dénonciations de l'ordre bureaucratique, et nostalgies du christianisme primitif. Le triste constat d'une carence culturelle de l'Occident, le recours spirituel à un certain tiers-monde et le doute actuel sur les sciences "partielles" et leur fonction d'objectivation sont parfaitement préfigurés par cette *Initiation à l'Afrique*.⁴⁷

⁴⁷ Lors d'une conversation à bâtons rompus, T. Verhelst, principal animateur du réseau Culture et Développement et auteur d'un ouvrage qui connaît un succès important auprès des militants d'une nouvelle approche plurale et culturelle d'un développement synonyme de mieux-être et de réalisation

Quant aux prétentions démesurées de la "bio-psychologie", elles étaient bien loin d'apparaître incongrues dans le découpage disciplinaire des objets légitimes de l'époque.⁴⁸

La portée de l'oeuvre, étrangement accessible malgré l'inflation analogique et l'exubérance du vocabulaire philosophico-biologique, bénéficia sans doute de l'autorité reconnue aux descendants d'Hypocrate et de la position institutionnelle de l'auteur. Habig était incontestablement tenu pour un savant, et de surcroît un savant colonial. S'il ne fit pas explicitement école, on ne peut ignorer que nombre de recherches issues du renouveau anthropologique, pour ne plus dire ethnologique, ne négligeaient pas de discuter, çà et là, l'une ou l'autre généralisation de l'envahissant docteur.⁴⁹

On pourrait en conclure que le champ du discours savant colonial n'était point uniformément réglé par quelque *episteme* totalitaire ou quelque intérêt supérieur surdéterminant ou encore, inféodé à un ordre institutionnel ou disciplinaire. D'un point de vue plus circonstancié, nous soulignerons que la publication de cet ouvrage, comme le dossier Tempels, introduisent la crise du dispositif savant de la colonisation triomphante.

50

D'autres pourraient y voir le fruit de l'énorme résistance qu'offrirent les sciences médicales à la mise en cause de leur très fort ancrage raciste en se coulant dans le paradigme du milieu sans rien abandonner de l'essentiel. Nous préférons insister sur le

autonome, enraciné dans les cultures traditionnelles ou néo-traditionnelles, usa, devant ma perplexité, d'une analogie qu'il empruntait, volontairement ou non, mais en la faisant sienne à une image très "scientifique" du docteur Habig. En l'occurrence, et pour démontrer qu'il existait à l'évidence des configurations culturelles d'ensemble inamovibles, il cita presque textuellement la formule du bon docteur: "*le système social dépend non pas d'un plan abstrait mais des lignes de force d'un pays. Les grains de limaille dans un champ magnétique se disposent suivant les lignes de force de l'aimant*" (p. 14). T. Verhelst avait seulement remplacé "pays" par "culture".

⁴⁸ Qu'il suffise de rappeler la portée d'ouvrages tels que ceux de W. Reich, médecin, philosophe et psychanalyste allemand.

Les "lois de l'Histoire" ont certes contribué davantage à reléguer les travaux et théories de G. Heuse, secrétaire général de l'Institut de psychologie sociale appliquée de Paris, collaborateur important de la *Revue de psychologie des peuples* et dont les traités consacrés à la psychophysiologie comparée des Noirs et des Blancs appartenaient à un registre comparable à celui du Dr Habig, qu'il n'omet d'ailleurs pas de citer (voir G. Heuse, 1953 et 1954).

⁴⁹ La thèse de L. V. Thomas consacrée aux *Diola*, parmi d'autres.

⁵⁰ Habig ne fait pas davantage que Tempels référence aux ténors de l'IRCB. Mais ni la géo-psyché, ni la Philosophie ne sont à proprement parler des hétérodoxies.

fait qu'en règle générale, nous sous-estimons la portée de démarches qui apparaissent aujourd'hui peu raisonnables, anachroniques ou peu fondées et, qu'en conséquence, nous surestimons, dans nos anthologies des sciences sociales, les ordonnancements conceptuels et disciplinaires les plus propices à donner une vue cohérente des évolutions des corpus disciplinaires. Or, rien ne permet d'exclure ce type de savoirs si nous nous plaçons au niveau des conditions de production, de circulation des connaissances qui informent les perceptions et les actions sur le monde social.

Enfin, Habig témoigne à sa façon, par l'exponentielle théorique, du vaste processus de redéfinition des catégories raciales de l'immédiat après-guerre et qui, on s'en doute, ne résultait pas comme on l'affirme volontiers des progrès des sciences, mais d'un tabou moral imposé par les dérives génocidaires des théories raciales bien davantage que des tribulations coloniales. Ainsi, en particulier, on voit comment la "théorie du berceau énergétique" emprunte, en faisant du "climat" une formule générale de l'ambiance physico-bio-psycho-socio-cosmique, les catégories issues des formulations du *cultural contact* et témoigne ce faisant de l'homogénéité et l'ambiguïté fondamentale des schèmes qui, au-delà de la seule anthropologie culturelle, présidaient à cette reformulation générale.

Mais il faut rendre à César... Non seulement Habig (re)met au goût du jour la relativité culturelle et quelques grands principes de l'administration indirecte, mais il introduit une "*biologie sociale de l'Afrique noire et blanche*". Et s'il préconisait le maintien en Afrique des coloniaux, sans évoquer nulle part une fin de mission de l'Europe, il n'avait de cesse de tenter d'africaniser le Blanc: osant même imaginer l'intérêt du métissage culturel et, dans le très lointain terme, du métissage biologique. Si la foi coloniale belge de Habig confinait à la mystique, elle participait aussi simplement d'un consensus aujourd'hui ridicule, mais d'un étonnante généralité à l'époque. La Belgique se préparait à réussir une colonisation unique, la meilleure de toute, la plus africaine et la plus rationnelle à la fois! Pourtant la colonisation était devenue à ses yeux un problème complexe. À lire le programme dressé pour la tribu-école, on peut légitimement se demander si le projet civilisateur a encore quelque raison d'être. On notera surtout la remarquable absence d'une Afrique problématisée en terme de problèmes sociaux, de révolution industrielle, de sciences indispensables à la modernisation, de sociologie appliquée, etc. Cette Afrique nouvelle dont le visage prendra consistance dans les pages qui suivent.

Habig apparaîtrait donc comme l'un des derniers savants coloniaux à proprement parler. Le holisme de ses théories, leur dimension méta-empirique, transdisciplinaire et leur irrationalisme traduisent, par la caricature, un mythe scientifique fondateur et performant durant vingt ans. Il s'agit du mythe porteur d'une science de la colonisation qui pensait d'emblée qu'elle disposait d'un objet constitué de deux séries d'interrogations

independantes quant au fond, mais réunies par l'ambition technocratique et platoniste: la connaissance positive du matériau africain et la science de la colonisation.

L'Afrique "magnétique" de Habig, ce "cerveau collectif", cette "terre de vieux philosophes", à peine reconnue, disparaît déjà à l'aube de la colonisation de développement. Morts-nés sont aussi les projets de "négrification des Blancs africains", de tribu-école et de fusion culturelle. Bien qu'il réclame une reconstruction complète du projet colonial, l'Afrique de Habig est celle, transfigurée, qui s'est constituée dans les catégories de l'âge d'or de la science coloniale. Elle est déjà très éloignée de celle que ne tarderont pas à fabriquer la colonisation de développement et son contrôle scientifique.

III. «Dettes de guerre», «régression de l'Oeuvre» et mobilisation scientifique

III. 1. «Dettes de guerre»

Dès l'immédiat après-guerre se mettent en place les éléments qui conduiront à faire apparaître cette "troisième reprise" comme une croisade scientifique et sociale. Un quart de siècle plus tôt déjà, la science figurait en bonne place dans l'arsenal idéologique des coloniaux. *Nous ne connaissons pas notre Congo*. Désormais, il ne suffit plus de connaître, l'appel à la science est un hymne au développement, aux réformes. État d'urgence sous le regard des Nations-Unies et dans la tourmente des idéologies anticoloniales!⁵¹

Cinq ans de guerre et d'occupation de la *mère patrie* semblent avoir suffi pour que s'impose à nouveau l'idée d'un Congo non maîtrisé, déséquilibré, menaçant. Cinq années de guerre semblent avoir suffi pour que ce Congo redeviennent la matière molle dans laquelle il est urgent d'imprimer un nouveau cours des choses. Quel contraste entre l'autosatisfaction d'hier, les performances du panoptique colonial avec ses milliers d'écoles, ses centaines d'hôpitaux, ses centres agronomiques "*internationalement reconnus*", ses oeuvres sociales "*inégalées dans toute l'Afrique*", etc., et les révélations alarmistes à propos d'un Congo que l'on dit "en profonde régression".

Le diagnostic s'impose, "l'Oeuvre" a marqué le pas. Quel contraste entre le magnifique ordonnancement des sciences coloniales, leur rapide progression dans une saine émulation et dans une rassurante architecture institutionnelle, que les polémiques et les cris d'alarmes de moins en moins nombreux ne menaçaient plus, et le déroutant débat qui remonte du terrain à travers une pléthore d'initiatives, de scandales, de revendications bruyantes, de nouveaux périls! Car c'est bien du Congo qu'émerge une nouvelle légitimité, c'est le Congo (blanc) qui semble imposer désormais l'agenda, définir les

⁵¹ De nombreux ouvrages ont pris pour objet le processus de décolonisation du Congo. En relevant principalement les évolutions remarquables des dix, ou même des cinq dernières années du régime colonial, nombreux sont ceux qui donnent à penser que la perspective d'une décolonisation plus ou moins proche ne prit que très tardivement consistance parmi les élites coloniales. De nombreux éléments datés des années 50-58 peuvent être mobilisés pour soutenir cette observation. Cependant, il convient de noter qu'au lendemain de la guerre, l'hypothèse anticolonialiste fut très vivement ressentie non seulement par les diplomates qui affrontaient les "anticolonialistes de l'ONU" (et Ryckmans en outre), mais par des acteurs de terrain, tels que l'administrateur-ethnologue Grévisse (1950), qui faisaient moins référence pour leur part aux évolutions idéologiques internationales, "*qu'aux mouvements, et aux nouvelles formes de cristallisation des Congolais, dont les projets ne semblaient réserver aucune place aux Blancs*".

priorités de la nouvelle croisade que "*l'honneur*" impose à la Belgique de financer. Les Tempels, Possoz, Ballegeer, Rubbens, Malengreau, Grévisse, etc. n'appartiennent pas à *l'establishment* savant métropolitain et dans une certaine mesure, le Gouverneur Ryckmans incarne davantage le Congo des Blancs que la Belgique coloniale. Ils sont tous catholiques.

La problématique "*dettes de guerre*" orienta et canalisa un ensemble de revendications dont une partie notable était marquée par les contradictions propres au monde colonial: dépendance du Gouvernement à l'égard du pouvoir métropolitain, contradiction entre l'administration, les comités spéciaux et les planteurs privés (Kivu), nouvelle offensive du grand patronat pour une prise en charge accrue du coût global de la gestion de la main-d'oeuvre par les pouvoirs publics, revendications d'une citoyenneté, voire proto-nationalisme blanc katangais (rappelons que nul ne votait au Congo), exigences sociales et professionnelles des salariés blancs, reprise en main de la colonie par le gouvernement métropolitain.

III. 1. 1. L'indispensable engagement dans la colonisation de développement

Face à l'ampleur des conséquences de l'effort de guerre qu'il a organisé lui-même, le Gouverneur Ryckmans, qui, loin des intrigues du gouvernement en exil, était devenu quelque peu malgré lui le "patron" du Congo, lança, dès 1943, l'idée de la créance congolaise sur la Belgique. Ses rapports difficiles avec la direction des trusts qui n'entrèrent qu'avec réticence dans l'effort de guerre pour en faire, dans la suite, une "affaire" propre, les impôts de guerre qui leur sont imposés et les aléas de la réquisition, lui valent, dans les milieux d'affaires, de solides critiques. Fondamentalement libéral, le catholique Ryckmans se voit taxé de velléités de dirigisme économique.⁵² Il estime, il est vrai, la politique ouvrière du patronat minier en retard d'un siècle. Position franchement insupportable pour la direction des groupes, il a publiquement mis en doute la relation entre l'investissement privé et l'apport réel au développement du Congo. Sa volonté de maintenir, au profit d'un fonds de développement, la fiscalité de guerre qui frappait le coût des produits miniers fut promptement dénoncée par l'un des principaux "macro-ingénieurs" représentant du grand capital, G. Moulaert.

Ryckmans avait touché le non dit du développement de la colonie phare du capitalisme établie depuis un quart de siècle. De surcroît, il avait rompu le grand silence des

⁵² Évoquant le planisme soviétique, il l'estime irréaliste au Congo parce que... les réserves de productivité sont minces. Dans les cénacles de la finance, Ryckmans était qualifié de "démagogue anticapitaliste".

économistes en dénonçant "*une économie d'écumoire*" durant laquelle les capitaux étrangers n'ont pas suffisamment contribué "*au développement du pays*". Ce qu'il importe de souligner c'est que le Congo apparaît désormais comme une entité économique pertinente⁵³. Ni l'emprunt, ni l'investissement privé ne peuvent être les ressorts du nouveau cours colonial. "*Le capital étranger fait boule de neige; sur le noyau d'une modeste mise de fonds initiale, il se nourrit de la substance du pays, il la fait sienne, étrangère comme lui*"⁵⁴. Quant à accroître l'endettement, "*ce serait condamner l'Afrique à un éternel travail de Danaïdes, annuler par une hémorragie chronique les effets d'une transfusion*". Tout cela ne peut être évité que par l'intervention croissante d'un organisme coordinateur capable non pas d'investissements mais de dépenses à fonds perdus. Quant aux sociétés concessionnaires, elles "*exploitent mal et à grands frais le patrimoine qui appartient à la collectivité congolaise*". Ryckmans, qui découvre le pouvoir destructeur de l'atome, propose la nationalisation des mines stratégiques exploitées par l'Union minière et qui fournissent l'Uranium aux États-Unis (cité par Vanderlinden 1994, p. 603).

Dans l'espace flou situé entre le mythe créationniste léopoldien et le très lointain terme d'aboutissement de l'Oeuvre, apparaît désormais le présent. Le discours-testament du Gouverneur annonce la couleur: "*l'époque du colonialisme est révolue, l'oeuvre véritable de développement —la colonisation au sens le plus noble du terme— est devant nous*", Il s'agit du "*premier établissement social*" (Vanderlinden, p. 602).

Ryckmans, qui ne compte guère sur l'intervention de la Belgique, réclame "*une politique de développement du Congo avant tout au profit de ses habitants*". Mais le testament de Ryckmans n'est pas de pure inspiration sociale. Le développement économique que réclame la reconstruction des économies des métropoles suppose, à ses yeux, la mise en valeur de nouveaux marchés solvables: la Chine, l'Inde et l'Afrique. La dette de la Belgique à l'égard du Congo est principalement politique. Elle ne peut être remboursée d'une aide sociale du type de celle qui retient l'attention de nombreux témoins de la dégradation du Congo de l'intérieur.⁵⁵

Ryckmans propose donc des mesures structurelles. Les importantes réserves budgétaires congolaises accumulées durant la guerre seraient converties en un fonds spécial de

⁵³ Quelques années seront cependant encore nécessaires pour qu'une économie du développement naissante pose le cadre congolais comme théoriquement pertinent (voir Bézy 1957).

⁵⁴ Dans la logique de Ryckmans, il faut y inclure les capitaux belges.

⁵⁵ En métropole, les propositions de Ryckmans sont immédiatement traduites et diversifiées par quelques membres de l'IRCB. Voir en outre. M. Van de Putte 1945

Van de Putte fonde ses propositions sur l'étude de la structure économique congolaise. La politique de travaux publics et d'investissements doit être synchronisée par l'État. Les "*immenses efforts éducatifs et sanitaires ne peuvent être accomplis que sous un régime de paix économique et sociale*".

développement.⁵⁶ L'État (le gouvernement du Congo) exploiterait lui-même les ressources y compris minières du "domaine non aliéné". Enfin, les surtaxes douanières imposées aux grandes entreprises seraient maintenues afin d'alimenter le fonds de développement.

"La colonisation de développement"

Cette formule n'est pas de Ryckmans, mais c'est ainsi que Van Bilsen qualifiait le programme dressé par le Gouverneur au lendemain de la guerre. Celui-ci n'apercevait naturellement pas encore la perspective d'une indépendance pure et simple et n'insistait pas trop sur la perspective d'une Union Belgo-congolaise, mais dressait par contre un projet global de développement socio-économique dans un cadre national congolais.

C'est essentiellement par là qu'il révoquait le "colonialisme de papa". Et, puisque la formule est de Van Bilsen, laissons-lui le soin de dire ce qu'il y décelait.

La "colonisation de développement" se fondait sur la reconnaissance de l'interdépendance du monde: "la pauvreté des régions arriérées menace le niveau de vie des pays industrialisés. La prospérité de chacun est conditionnée par la prospérité des autres". Le développement économique devait être dirigé prioritairement en faveur des "pupilles".

La "colonisation de développement" requérait un investissement massif des métropoles dans les domaines sociaux, sanitaires et pédagogiques.

La colonisation de développement réservait un rôle décisif et actif aux pouvoirs publics, non seulement par leurs interventions dans l'investissement mais par la coordination planifiée d'un capital national congolais. "Il faut sortir le Congo du cercle vicieux où l'enferme sa pauvreté; c'est parce qu'il produit mal qu'il est pauvre, et c'est par ce qu'il est pauvre qu'il n'a pas les moyens de produire mieux. Il faut lui donner ces moyens en le dotant d'un capital bien à lui, qu'il puisse à son gré dépenser à des fins sociales sans se

⁵⁶ La création du Fonds du Bien-Être Indigène (FBI) n'en sera qu'un faible aboutissement. Il n'est doté que d'une maigre partie des excédents budgétaires et Ryckmans, pour cette raison, refusera d'en prendre la présidence.

mettre en dettes ou investir en travaux profitables, sans voir les profits émigrer ailleurs" (Ryckmans cité par Van Bilsen, 1994, pp. 56-64).⁵⁷

III. 1. 2. La «régression de la brousse»

Aucune de ces proposition ne sera pleinement mise en oeuvre à la suite de l'arrivée d'un libéral anversois au ministère, R. Godding.

Mais la campagne *dettes de guerre* n'est pas le fait exclusif du sommet de l'ancien pouvoir colonial. Quelques dizaines de "jeunes congolais" l'alimentent simultanément de divers débats dont témoignent la publication de *Dettes de guerre* par A. Rubbens⁵⁸. L'ouvrage, qui est une collection d'articles publiés dans les colonnes de *l'Essor du Congo* et dont la publication a été confiée par la direction de ce journal —pourtant conservateur— à Rubbens, fera grand bruit dans la colonie.⁵⁹ Il contient des interventions d'administrateurs, de magistrats, de colons et de missionnaires et entend témoigner d'une véritable prise de conscience et de parole d'une nouvelle élite coloniale catholique et sociale, soucieuse d'avancées démocratiques dans la colonie. La brousse se meurt. La plupart des contributions décrivent le "*profond ébranlement de la société indigène et les carences de la politique indigène*", dont les auteurs entendent qu'elle ne soit plus le domaine réservé de l'administration. Une étude systématique des graves problèmes du Congo est réclamée avec urgence: effondrement du monde coutumier, formation de fait d'un prolétariat noir, crise de l'autorité, révoltes et "problème fondamental" des relations entre Blancs et Noirs, mais aussi ébauches de solutions, paysannats, réorganisations des cités, etc. Le verdict porté sur l'état de l'oeuvre est brutal: "*nous ne pouvons plus marcher dans les vieilles ornières de la politique indigène, dont le tracé est devenu impraticable*". La question qui est au coeur du débat est ainsi posée par l'un des auteurs dans un chapitre conclusif intitulé *Perspectives de la démocratie congolaise*: "*Comment parler d'une lente évolution des Noirs, alors que ces derniers nous talonnent et sont impatients d'évoluer ou de monter? Une telle politique est, ou bien une politique d'ignorants, ou celle d'hypocrites, qui veulent continuer leur jeu bien profitable d'exploiteurs. La question fondamentale est posée. Jusqu'où ira*

⁵⁷ En comparant l'évolution de la productivité congolaise et le pouvoir d'achat des indigènes producteurs de biens d'exportation et consommateurs de biens manufacturés importés, Ryckmans fournissait une illustration empirique mais "parlante" de la "détérioration des termes de l'échange" et par ailleurs, insistant volontiers sur la "pauvreté" du Congo, il évoquait le "cercle vicieux de la pauvreté".

⁵⁸ A. Rubbens 1945.

Voir aussi ci-dessus "L'affaire Tempels".

⁵⁹ Mille cinq cents exemplaires vendus au Congo après un an, dont 150 à des indigènes (*Bulletin du CEPSI*, n°1, 1946).

l'évolution des noirs? Pouvons-nous les confiner dans leur sphère, ou bien ont-ils le droit d'accéder à notre façon de vivre? (...) Nous nous sommes prononcés pour la dernière solution (...), tout en respectant leur mentalité et caractère bantou" (Cepsi, 1946, n° 1, p. 90).

À travers cette question des rapports entre blancs et noirs, c'est bien la perspective de la formation d'un "nouveau pays" qui est ébauchée.

Concrètement, les domaines politiques et sociaux doivent fournir les premiers objets d'étude et de réforme. *Dettes de guerre* n'est pas seulement l'expression d'un courant d'idée réformateur. D'emblée la connaissance scientifique est intimement associée à la critique sociale et politique. Reprise par quelques-uns des membres actifs de Lovania, l'exigence d'un effort renouvelé d'investigation des mutations des sociétés indigènes se retrouvera en tête du programme de recherche du Centre d'Étude des Problèmes sociaux Indigènes (CEPSI), créé à Élisabethville en 1946.⁶⁰

À la même époque, un autre ouvrage fait grand bruit dans les milieux coloniaux. Il s'agissait d'un ouvrage de vulgarisation consacré à la dégradation des ressources naturelles africaines sous l'influence et l'installation européennes. J.P. Harroy, licencié en sciences commerciales, alors secrétaire du comité de direction de l'Institut des Parcs nationaux du Congo R-U, publie *Afrique, Terre qui meurt* en 1944. Harroy argumente pour une politique de restitution à la terre africaine de ses capacités de récupération et dénonce une rupture d'équilibre, qui n'est pas seulement écologique, mais concerne l'équilibre d'ensemble des collectifs agro-pastoraux. Les organisations sociales traditionnelles s'effritent et, thème courant dans la littérature réformiste de l'époque, un "individualisme nègre" s'empare des populations au sein desquelles on perçoit la naissance du sentiment de nationalité. Et Harroy de plaider, dans la ligne d'un De Wildeman vingt ans plus tôt, pour la constitution des groupements indigènes en producteurs exclusifs sous la forme de paysannats. Le rôle du non indigène doit, selon lui, se concentrer sur les fonctions de conseillers, d'inspecteur, de transporteur et d'exportateur. Responsables des ruptures, ce sont les autorités coloniales, l'État, qui doivent prendre la tête d'une réorganisation globale de l'agriculture (grands travaux, propagande, politique sociale et économique) dont la rentabilité immédiate n'est pas garantie mais qui constitue une dépense de souveraineté responsable.⁶¹

⁶⁰ Le CEPSI constituera un foyer de recherche à tout le moins aussi actif que le groupe d'Astrida du très officiel Institut de Recherche Scientifique en Afrique Centrale, dont les chercheurs professionnels ont rapidement opté pour les objets académiques et une distance respectable à l'égard des brûlants problèmes politiques de l'heure (voir plus loin).

⁶¹ J. P. Harroy 1944.

Afrique terre qui meurt s'inspire grandement des travaux britanniques de la seconde moitié des années

III. 2. Le recul de «l'Oeuvre de civilisation». Au Congo: une crise sociale sans précédent

Avant d'aborder l'établissement du diagnostic de crise, il faut dire un mot de l'origine du thème de la "colonie modèle". Il semble que l'idée ait été empruntée à une partie de l'importante littérature coloniale britannique publiée entre 1935 et 1945.⁶²

Elle transparait dans une demi-douzaine d'ouvrages publiés en Angleterre durant la guerre. Le Congo s'y caractérise par un changement radical d'attitude vis-à-vis de l'idée qu'on a, en Afrique orientale, de la manière de développer l'Afrique.

Le Congo apparaît ainsi comme une colonie moderne parce que gouvernée de manière intégrée par les principales sociétés capitalistes et l'État colonial, qui dispose d'un vaste portefeuille d'actions dans le capital de celles-ci. L'action à l'égard des indigènes s'inspire d'un souci exclusif de gestion de la force de travail indigène. Le cynisme du modèle congolais n'a d'égal que son efficacité et son réalisme. *"Une formidable technique gouvernementale a été mise sur pied pour dissimuler à l'Europe le fait que les indigènes du Congo ne sont pas autre chose qu'un prolétariat noir forcé de vendre, ou acheter, ou travailler pour un grand trust complexe dans ses ramifications qui embrasse les intérêts de la haute finance, de l'Église, du Gouvernement belge avec des capitaux venant de Londres."*

Dans un tel système, gouverné par des intérêts supérieurs selon un plan préétabli, l'indigène, à qui nul n'a demandé son avis, a incontestablement des perspectives meilleures que dans toute autre colonie africaine, fût-elle britannique.⁶³ *"Partout des indigènes occupent des postes de travail ailleurs réservés aux blancs et il ne fait pas doute*

trente, et principalement des deux grands *surveys* évoqués précédemment. Cet ouvrage annonce une grande carrière coloniale puisque Harroy deviendra Gouverneur du R-U.

Notons que Harroy n'est pas un agronome, ni un botaniste, mais détient un diplôme universitaire d'études commerciales. Il n'appartient donc pas au corps des spécialistes de l'INÉAC. Outre des facteurs naturels et des facteurs liés aux pratiques indigènes, l'intervention coloniale en matière d'agriculture est principalement mise en cause: défrichements, surpâturage, fixation des populations, etc.

⁶² À laquelle l'*establishment* colonial savant a toujours été extrêmement attentif.

⁶³ *"Et les indigènes, Et bien, l'État, l'Église et les grandes affaires (big business) sont unis dans un grand effort de coopération pour mettre la main sur l'indigène et le pousser inexorablement vers le progrès en dépit de lui-même, (...) les indigènes du Congo vivent dans de meilleurs villages et reçoivent l'assistance médicale davantage et mieux que partout ailleurs en Afrique. Les Belges ne voient pas là affaire de sentiment. Ils déclarent qu'il s'agit de conserver et de maintenir heureuse et saine une réserve de main-d'oeuvre dangereusement limitée"*.

qu'ils accéderont à des postes de la haute administration" (Negley Farson, *Behind God's Back*, 1940).

Même observation de Selwyn James dans *South of the Congo* publié en 1943. Sous la direction du *big business*, le Congo, écrit-il, dispose ici aussi du meilleur système indigène de toute l'Afrique. Les indigènes les mieux nourris et logés du Cap au Caire n'y font pas l'objet de bienveillance mais d'une stricte discipline qui les utilise tout aussi strictement pour des raisons d'affaires. Nul, selon James, ne perçoit le Congo comme un pays de Blancs. Le colonat fait l'objet de dissuasion systématique. Le Congo n'existe qu'en fonction du développement de ses ressources, y compris donc l'indispensable indigène. Privé de tout horizon politique, l'indigène est cependant le plus heureux d'Afrique. Il ne lui est pas permis d'avoir faim ou de laisser la terre en friche.

Voilà une appréciation qui contraste avec la catastrophe sociale décrite par *Dettes de guerre!*

Dans un contexte où le Congo est à nouveau revenu sous les feux des critiques internationales pour sa politique d'émancipation, et dont les responsables perçoivent assez précisément la portée de l'anticolonialisme américain, un grand colonial comme Moeller tire de ces appréciations britanniques une nouvelle exigence, "*il faut à l'Oeuvre un supplément d'âme*".⁶⁴

Sur cet "acquis" dont on retient très sélectivement les éléments, on comprend que l'expertise coloniale s'engage dans la confection d'un diagnostic de "crise de croissance". Plutôt que d'aventureuses perspectives politiques, il convient de jouer la continuité en renforçant et en élargissant le dispositif scientifique et social. C'est donc principalement dans ces domaines que la Belgique s'acquittera de sa dette de guerre à l'égard de la colonie et cherchera un supplément d'âme⁶⁵.

C'est une autre crise que dépeignent "les jeunes congolais". L'effort de guerre a touché l'ensemble de la population. Des dizaines de milliers de "coutumiers" supplémentaires ont rejoint les camps et cités. Toute *la cuvette* est "retournée au caoutchouc". La plupart des services sociaux et médicaux ont réduit considérablement leur activité.⁶⁶ L'intensification industrielle a pris la forme d'une militarisation qui écrasa dans l'oeuf toute revendication. Néanmoins les syndicats (blancs) et la presse n'ont cessé de relayer la fronde d'une partie des belges du Congo et "*leurs revendications parfois hardies dans l'ordre politique et social*" (F. Dellicour 1946, p. 402).

⁶⁴ A Moeller 1945, p. 305.

⁶⁵ Le plan décennal de développement lancé en 1949 sera à charge de la colonie et des investissements privés.

⁶⁶ À propos de l'INÉAC, voir Van den Abeele 1945.

Le "développement rural" atteint un degré d'autoritarisme difficilement imaginable aujourd'hui. Sous l'effort de guerre, le Congo ressemblait à un immense camp de travail où des dizaines de milliers d'indigènes "défaillants" purgeaient leur peine en accomplissant des travaux forcés. Le diagnostic ne sera guère démenti.⁶⁷

Van Wing Bis repetita. Trente ans après la crise "démographique", la "crise sociale" au Congo

"Notre beau Congo a franchi une étape. La marche forcée a été trop rapide. La fermentation actuelle, surtout dans les milieux extra-coutumiers, est, comme la fièvre, l'indice d'un état de déséquilibre de l'organisme social" (R. P. Van Wing, 1945, pp. 588-590).

En écho à *Dettes de guerre*, le R. P. Van Wing, spécialiste de l'ethnologie bakongo et maître-d'oeuvre de la politique scolaire, retrouve, après un quart de siècle, sa fonction de témoin privilégié, lucide et exigeant.⁶⁸ Il entend situer ses observations sur "*le seul plan de la sociologie descriptive*", en montrant ce que fut l'effort de guerre qui vit "*se dissocier l'économique et le social qui, dans toute bonne entreprise, se doivent d'être liés*". *Le producteur fut sacrifié à la production (...) et la société indigène a pâti le plus*".⁶⁹ Le Congo aurait ainsi connu des déplacements de population comparables à ceux de l'Europe en Guerre! À nouveau, des dizaines de villages vidés de leurs hommes ou de leurs populations.⁷⁰ Désœuvrement des femmes, prostitution, maladies vénériennes, stérilité, "*consommation de bière encouragée par l'administration*", etc.

Outre les prolétaires noirs appelés "*à acquérir, à l'instar des ouvriers européens, ... une mentalité ouvrière*", ce sont les quelques dizaines de milliers de *clerks* qui composent la classe la plus lourde de dangers⁷¹. *Leur critère est de ne pas travailler comme le noir du*

⁶⁷ Un conservateur comme Dellicour consent à admettre que l'effort de guerre fut "*une période de régression*" (1946, p. 444).

⁶⁸ En 1945, "les missions catholiques dirigeaient 18 000 écoles primaires comptant 750 000 élèves, 40 écoles moyennes comptant 4. 000 élèves, autant d'écoles normales comptant 3. 000 élèves et une centaine d'écoles agricoles pour 4 000 élèves. Outre les 160 prêtres indigènes en service, les petits séminaires comptaient 1 300 élèves formés aux humanités latines et, dans les grands séminaires, quelque 330 candidats suivaient 8 années de cours. (Source, Van Wing, op. cit. p. 605).

⁶⁹ À l'époque, population indigène approximative de 10 400 000 dont 1 430 000 extra-coutumiers.

⁷⁰ De 5% de la population totale en 1935, la population extra-coutumière est passée à 14% en 1944. À partir de 1950, cette migration vers les centres deviendra l'un des problèmes majeurs de l'administration qui ne pourra plus y voir le seul résultat de la solidarité élargie des N'duku (apparentés dans la famille élargie).

⁷¹ Employés des échelons inférieurs de l'administration, des services, et des entreprises, infirmiers,

commun et d'être logé et habillé comme le blanc (...), leur standing est élevé, ce sont des riches non satisfaits, [ils] n'ont ni famille ni stabilité. Égoïstes et individualistes, aucun des freins qui jouent chez le Bantou du commun ne peut retenir son envie. Pour la majorité, une mentalité lamentable, faite d'animosité sourde à l'égard du blanc. De surcroît, ils connaissent désormais tous les rouages de l'administration. Commis et clercs n'ont aucune difficulté pour communiquer aux extrémités de la colonie".

Malgré les quelques cercles d'évolués —la bibliothèque des évolués, la *Voix du Congo* (Journal des évolués dont Van Wing soutient les revendications)—, le principal danger subversif se développe dans les associations, les clubs et les "*sectes qui travaillent dans le secret absolu*". Alors que le Noir observe le Blanc, celui-ci est de plus en plus ignorant des réalités indigènes: "*le blanc de 1945 connaît moins bien son boy que le blanc de 1900*".⁷²

Le bilan en milieu coutumier est plus contrasté. À côté des peuples en expansion, peu nombreux, "*la cuvette centrale risque de se vider (...), le vaste rameau Mongo Nkundo est si profondément atteint que ses meilleurs amis en sont au désespoir*". Outre l'émigration vers les centres, les effets déstructurants de l'effort de guerre seront durables, et si la population est en régression, "*le rythme de cette régression s'accroîtra. Le fardeau fut si lourd qu'il a affaibli les corps et les âmes et enlevé la joie de vivre à nombre de villages*".⁷³

Tel est le bilan dressé par Van Wing, et qui aura un écho très large et très favorable parmi les coloniaux savants et catholiques, à l'exception notoire de sa conclusion. Van Wing y décrivait la prise de conscience des indigènes de leur force et de la discrimination raciste quotidienne qu'ils subissaient désormais à travers une sensibilité exacerbée et même "*pathologique parmi les évolués (...)*. Cette "*évolution psychologique*", il tenait à l'inscrire, contre l'avis de nombreux observateurs, "*à l'actif du Noir*".^{74 75}

moniteurs agricoles et sanitaires, "*bref tous les Noirs qui n'exercent pas de travail manuel*" (Van Wing, op. cit.).

⁷² Ce sont là les principaux arguments que privilégieront les analystes de la "décolonisation ratée".

⁷³ Pour le R-U, Van Wing signale la sécheresse et la famine qui auraient fait "au minimum 60 000 victimes. De surcroît, 400 000 Bahutu auraient quitté le pays. "*Dans plusieurs couches de la société (?), un nationalisme se fait jour, favorisé par les missions étrangères*".

⁷⁴ "*Le prestige du blanc n'a pas disparu, mais il est fort diminué et le complexe d'infériorité du noir joue autrement*".

Sur tous ces sujets voir aussi Van Wing 1947.

Il dénonce ici avec virulence l'inertie du système face à l'aggravation des phénomènes précédemment décrits (disettes, famines, chutes de fécondité, promiscuité extra-coutumière, frustration des évolués) et l'exigence de la masse concernant un profond changement des conditions de la colonisation.

Voir par ailleurs les réponses de Ryckmans, Malengreau et Engels (Bull IRCB, 1947, pp. 216-240) et

III 2. 1. Une colonisation... à commencer

D'un ton plus neuf et de portée plus radicale était l'état des lieux dressé par G. Malengreau, catholique laïc. Malengreau publiait en 1947, au terme d'une longue recherche de terrain et d'une thèse réfutant la théorie coloniale des terres vacantes qui avait soutenu l'expropriation massive des indigènes, un réquisitoire auquel n'échappait aucun des piliers de l'oeuvre, fût-il missionnaire, et ce, dans une revue non coloniale

Malengreau 1947.

Ryckmans ne conteste pas l'analyse alarmiste de Van Wing, mais s'oppose à l'idée que rien n'ait été fait. Malengreau reprenant la problématique de *Dettes de guerre*, assombrit encore le tableau: "*la situation de l'indigène de la brousse ne s'est guère améliorée durant les soixante ans de notre occupation (...). Messieurs, ce dont souffre le plus l'indigène aujourd'hui c'est d'un manque de liberté*" (1947, p. 218). Malengreau tente par ailleurs de franchir, sans pour autant dépasser un cadre psychologique, le mur de mépris qui entoure depuis l'origine de la colonisation la figure du "faux-nègre" (de Negroni 1992, p. 102). Compatissant au désarroi d'individus tendant à l'émancipation, mais toujours convaincu qu'un très long travail d'éducation morale s'impose avant toute perspective d'assimilation, il propose de diriger prioritairement les réformes vers cette classe qui a désormais rompu avec le monde traditionnel et commence à comprendre l'arbitraire de la domination raciale, en les "*repiquant dans une terre féconde qui réponde à leurs besoins, au lieu de les entasser dans un terrain vague comme nous l'avons fait dans les centres extra-coutumiers, sortes d'assemblées de fêtes foraines (...). En fait, eux seuls sont capables d'accorder les valeurs humaines indélébiles qu'ils charrient dans leur sang avec l'énorme acquis de la civilisation occidentale!*" L'idée de Malengreau est la suivante: de meilleures perspectives de promotion individuelle resteront insignifiantes si un "*milieu social*" inédit n'est pas construit simultanément. "*Milieu social*" qui est aussi le support d'une morale et de "*discipline librement consentie*". Cette problématique, on la retrouvera dans le projet de Lovanium.

⁷⁵ Dans un article récent, B. Verhaegen met en évidence l'influence de Van Wing sur les fondateurs et le programme de l'Association culturelle des Bakongo. Considérant que le mépris de la langue est du même ordre que le mépris de la mère, Van Wing pratiquait son enseignement de séminaire en Kikongo, recourant volontiers à des sujets qui concernaient l'histoire bakongo. Deux de ses étudiants, montés à Léopoldville, y ressentirent frustration et injustice face aux privilèges des "Bangalas-ceux d'en haut". En conformité avec les conseils de leur mentor, qui leur suggérait de monter un petit groupe qui, par l'intermédiaire d'un comité et d'un organe de presse, rallierait les autres Bakongo. C'est Nzeza-Landu, l'un de ces séminaristes, qui rédigea le manifeste de l'Association qui, selon Verhaegen, réunissait les bases de tout nationalisme: un peuple, une langue, un passé. Et d'ajouter, "*il ne manquait que la revendication de l'unité territoriale et de la propriété du sol qui se manifesterait en 1957 dans la polémique avec les gens du haut*". Il importe de souligner qu'aucune revendication anticoloniale ne perçait dans les objectifs de préservation et de promotion culturelles des promoteurs. (B. Verhaegen 1992, pp. 558-586).

qui signalait l'émergence d'une sensibilité démocrate-chrétienne métropolitaine dans les "affaires coloniales".⁷⁶

À la dénonciation de la "régression" globale des brousses et de la prolétarianisation sauvage, et immorale à ses yeux, Malengreau ajoutait un sombre tableau des acquis de l'Oeuvre depuis son origine. Et de souligner la misère persistante en brousse: "*sachons le reconnaître, en soixante ans le relèvement des conditions d'existence n'a pas été particulièrement rapide et jusqu'à présent, les richesses que nous avons arrachées au sol ou au sous-sol congolais n'ont guère profité aux indigènes (...), notre politique indigène durant les dix dernières années a permis de gagner du temps, son action civilisatrice n'en demeure pas moins négligeable.*" (Malengreau 1947, p. 12).

La critique portée contre le pouvoir colonial: "*peur malade du Gouvernement colonial de débattre au grand jour des problèmes coloniaux, peur malade de l'opinion publique (...), dictature de Place-Royale (Ministère des Colonies), monopole intolérable de l'Université coloniale, politique coloniale à huis clos dépourvue d'une doctrine coloniale quelconque (...), aveuglement volontaire, optimisme de commande qui fait craindre une démission de l'autorité devant les problèmes de l'heure, des paysannats qui, malgré quelques prouesses agronomiques, n'ont guère quitté le domaine de la théorie.*"

Charge définitive contre la doctrine officielle du respect des coutumes, en vue de la création d'une civilisation bantoue authentique: "*jamais personne ne s'est fait d'illusion sur l'écroulement final du fragile édifice de la société indigène traditionnelle, atteint dans ses oeuvres vives par les coups de boutoir de la civilisation moderne (...)*".

Partisan d'une "colonisation de développement", et conscient par ailleurs de l'intérêt de nombreux colons à "*freiner le relèvement indigène*" et du danger d'un nationalisme blanc-congolais, Malengreau fait siennes les propositions de Ryckmans quant à une nécessaire "congolisation" des richesses: augmenter la création de richesse, éviter son écoulement à l'extérieur et établir une meilleure répartition.... "*déjà quelques indigènes commencent à comprendre que leur travail ne fait qu'accélérer l'épuisement de leur patrimoine*".

Conscient de la logique d'accumulation du capital colonial sans pour autant mettre en cause l'ambition "*d'une véritable oeuvre de relèvement et d'éducation incombant au colonisateur*", la voie prônée par Malengreau visait un puissant mouvement de développement rural et de la production agricole indigène, conçue comme la véritable base économique du Congo, mais aussi comme une revitalisation des communautés rurales et un moyen de "déprolétarianisation" dont "*nous sommes responsables*".

⁷⁶ Contre le triomphalisme des chiffres (les fameux trois millions de catholiques), Malengreau soulignait le peu de profondeur de la christianisation, la pause enregistrée dans sa progression et surtout son importance réduite du point de vue de la production d'une véritable élite sociale qui ne peut se limiter à quelques centaines de prêtres indigènes, mais doit tendre vers la formation d'une "*aristocratie laïque vivant son christianisme et le rayonnant autour d'elle*" (G. Malengreau 1947).

Malgré ses réalisations remarquables dans le domaine social, "*le paternalisme inhérent au système capitaliste*" ne pouvait, au Congo pas plus qu'en Europe, soutenir le devoir de "*libération de l'homme*" de "*réaliser la personne humaine*" et non "*l'individu*".⁷⁷

Loin d'invalider globalement la catégorie des évolués, comme il était de coutume parmi les commentateurs coloniaux, Malengreau ajoutait à la "colonie de développement", "*la colonie d'éducation*", visant en premier lieu la fabrication d'une élite indigène qui, pour échapper à la tradition, n'en était pas moins invitée à s'inscrire dans un projet qui lui permette de "*déployer ses valeurs propres, qui l'aide à se découvrir elle-même*", par l'accès à des responsabilités sociales. Il confondait largement cette élite sociale à créer avec la "*formation d'une élite catholique laïque*" qui imposait un renouvellement des méthodes et objectifs missionnaires invités à s'ouvrir aux laïcs. La question était ainsi lancée de la formation de "l'élite indigène", de son "*intégration*", de son "*devoir social envers la masse*" et de son accès à un enseignement supérieur.

La problématique de l'élite congolaise allait occuper une place énorme et constante durant les quinze dernières années de la colonisation. Obsession qui contraste avec la plus importante critique formulée contre la décolonisation belge: l'absence remarquable d'élite indigène susceptible de prendre en charge le nouvel État et son administration.

Malengreau annonçait en quelque sorte l'idée formulée plus tard et proposée à titre de philosophie oecuménique du développement: *tout l'Homme et tous les Hommes...*

Pour autant, cette nouvelle morale proposée à la colonisation restait bien coloniale, ne prêtant qu'une faible historicité aux sociétés africaines et une aussi faible capacité de réalisation: "*le Congo sera demain ce qu'en feront les coloniaux*"(Malengreau 1947, p. 7).

***Comment devenir spécialiste ès-colonie, réformateur humaniste et créateur d'université sans croire à l'avenir de la colonie?
Rapide autobiographie de G. Malengreau***

"Je suis né en 1911, je suis Docteur en histoire avec une thèse sur les Pays-Bas au XVIe siècle, et, comme tout le monde, je suis Docteur en Droit .

⁷⁷ S'il mettait en cause la prolétarianisation immorale, avec son cortège de prostitution, de déchristianisation et d'individualisme sauvage, Malengreau n'était pas moins sévère pour le mirage petit bourgeois que promettait la doctrine officielle à une frange extrêmement mince des évolués, invitée à jouir d'un relatif confort matériel en échange d'un renoncement total à une volonté de participation et de responsabilité collective.

Mon père était professeur de médecine ici à Louvain et chercheur. Il abandonne la recherche, et à la suite d'une proposition, il fonde FOMULAC au Congo. Je commence donc à m'intéresser à l'Afrique, mais je poursuivais des objectifs politiques en Belgique. Je me rends compte que cette voie est incertaine à Louvain (Leuven) et, en pensant à l'Afrique, c'est la carrière d'administrateur territorial qui apparaît intéressante. Je m'inscris donc à l'École coloniale (Bruxelles) J'en sors premier et, dès lors, c'est un poste d'administrateur qui m'est ouvert. Je découvre alors par hasard une annonce du FNRS qui offre une bourse, un mandat colonial (qui n'ont pas dû être nombreux) et je trouve l'occasion belle: liberté de recherche, voyage, double allocation! J'obtiens le mandat. Mon projet, rapidement formulé, porte sur les tenures foncières et touche à la délicate question des terres dites vacantes. Mes conclusions seront qu'il n'y avait pas de terres vacantes, n'en déplaise aux colons.

Convaincu des capacités des congolais j'étais persuadé qu'il fallait faire quelque chose en matière d'enseignement, et d'enseignement supérieur en particulier. J'étais d'ailleurs convaincu, dès 1939, que la colonisation ne durerait pas. Alors, quand Van Bilsen a sorti son plan de trente ans en 1955 je lui ai dit que ça irait bien plus vite.

Mais sur ce sujet, les belges, engagés dans "une oeuvre de longue haleine" portant sur l'enseignement de base, voyaient les choses à long terme et nombreux furent très contrariés par ma conception, qui conduisait à construire le toit avant même que les étages ne soient bâtis. Cependant, il fallait reconnaître que le système de scolarisation au Congo était, avec un système primaire très avancé, une formule unique dans le monde colonial.

Le recteur de l'UCL précédent m'appréciait et laissa à son successeur un mot demandant de trouver quelque chose à GM. Le droit ne m'était pas ouvert, car je m'étais disputé avec un personnage important de la Faculté Je suis donc nommé directeur du petit musée colonial de Louvain où je classe des fétiches.

À la suite de quoi je deviens professeur d'économie coloniale et puis De Jonghe me confie le cours d'ethnologie du Congo. Je me spécialise donc en ethnologie, grâce à de fréquents retours au Congo-Zaïre (60 en tout), grâce à des fonds du FNRS et de l'OCD (Office de Coopération au Développement).

Dès ces années, l'idée d'une université se précise. À l'occasion d'une recherche menée en 1946 consacrée aux évolués. Je comprends que les Noirs vont nous mettre dehors. Mais ce sera De Gaulle qui, dès l'après-guerre, nous "coulera" avec les différentes formules d'assimilation qui se

concrétiseront dans l'Union Française. Je suis alors convaincu qu'il faut dans l'urgence former des cadres, dans une perspective qui est la fin du système colonial.

En 1946, l'enseignement était toujours aux mains des Séminaires qui formaient leur personnel.

Il n'existait pas d'enseignement secondaire pour Noirs ailleurs.

On aurait pu faire comme d'autres en envoyant des étudiants en métropole; ça coûtait moins cher, mais je voulais qu'on forme sur place. Une critique forte vient d'un homme comme Bolamba (rédacteur en chef de La Voix du Congolais, organe des évolués), avec l'argument qu'il s'agira d'une université au rabais. Cet argument, je l'ai contré en requérant un jury inter-universitaire dès les premiers examens à Lovanium⁷⁸.

III. 3. L'activisme congolais blanc

Entièrement mobilisé par l'effort de guerre encore accru dès les accords commerciaux avec l'Angleterre et les États-Unis, le Congo a connu ses premiers conflits syndicaux qui, malgré la condamnation en "collaboration" de leurs auteurs, ont laissé de profondes traces dans l'idéologie coloniale. Un vent de fronde s'est maintenu contre l'autorité métropolitaine.⁷⁹ Le syndicalisme européen est né au Congo en 1941. Un an plus tard, le patronat congolais fondait la Fédération des entreprises du Congo. Souci sans doute de coordonner les attitudes à l'égard des revendications syndicales, mais aussi de faire face à

⁷⁸ Dès 1947, dans un double article publié par *La Revue Nouvelle*, Malengreau évoquait l'accès des évolués à un enseignement universitaire, mais à la condition que "*cette institution ne soit pas confiée à un organisme officiel qui, sous prétexte de neutralité et de liberté des consciences, ne pourrait créer qu'une pépinière de révoltés. Seule une éthique religieuse peut faire de cette élite indigène, une élite morale consciente de ses responsabilités et dévouée au bien commun*" (G. Malengreau 1947, p. 106).

⁷⁹ N'a-t-on pas connu par ailleurs quelques incertitudes quant à l'attitude à adopter à l'égard de la nouvelle situation internationale. Le choix du Roi, désavoué par le Ministre des Colonies, les tractations anglo-françaises, ont introduit des "troubles" dans l'encadrement de la force publique. Quelques mois après la capitulation de la métropole, le général de la Force publique annonce son choix: face à une Allemagne toute-puissante, face aux suspicions prêtées au Français quant à la francophobie des missions Jésuites et Scheutistes au Congo belge, le Général Janssens (et son état-major, jurant sa fidélité au Roi) a proposé de proclamer l'indépendance du Congo et son retrait de la guerre! Ryckmans, qui s'y est opposé, devra encore déjouer une tentative de putsch de la force publique. L'attitude des grandes sociétés est restée ambiguë. Jusqu'en 1941, certaines d'entre elles maintenaient des relations commerciales avec la Belgique occupée et n'embrayaient pas dans l'augmentation de la production exigée par l'effort de guerre.

"une dynamique de l'administration coloniale vers l'économie dirigée" (Vanderlinden, 1994, p. 544).

Comme le dit Van Wing, non seulement ces conflits ont fait forte impression parmi les évolués mais pour la première fois, "ceux qui sont en train de devenir des prolétaires ont découvert à travers la grève. (...) C'est un fait que la mentalité ouvrière est étrangère à celle des autres groupes sociaux".⁸⁰ Dans le Katanga d'après-guerre, nombreux sont les observateurs pour lesquels l'indigène n'est plus seulement un problème mais un danger.

III 3. 1. Une extraordinaire effervescence éditoriale et scientifique

En 1947, quelque cents périodiques étaient publiés au Congo. Parmi ceux-ci, 23 étaient publiés en langues congolaises et principalement destinés aux autochtones alphabétisés. Tous n'avaient pas bien entendu la notoriété du *Bulletin des Tribunaux Indigènes*, d'*Aequatoria* (Hulstaert 1938), des *Bulletins officiels* ou de *L'Avenir colonial belge* (catholique fondé en 1920), etc.

Nombreux étaient les périodiques missionnaires dont la vocation régionale (et bien souvent plus restreinte encore) était affirmée (six en Anglais). Sur ces cent titres, l'immense majorité sont nés durant la guerre. Parmi ceux-ci, nous nous permettrons de citer les plus significatifs de l'effervescence éditoriale de l'époque et surtout ceux qui renvoient à des foyers d'initiative importants pour la suite.⁸¹ On notera l'importance des

⁸⁰ Allusion aux révoltes de Luluabourg, Jadotville et Élisabethville, imputées à une conspiration des évolués qui se seraient tournés vers la Force publique pour l'inciter à la révolte.

⁸¹ *Band*, revue culturelle flamande fondée à l'initiative d'un petit groupe de Flamands au sein desquels figure A. Rubbens. Initiative motivée par le souhait des néerlandophones de continuer à vivre leur culture, elle est néanmoins suspectée d'éventuelle germanophilie et de possibles accointances avec les "putschistes" (Léopoldville 1942), *Brousse-Trimestriel des Amis de l'Art Indigène* (Léopoldville 1942), *RAF-Revue wallonne* (Léopoldville 1943).

Bulletin des anciens étudiants de l'Université de Liège (Élisabethville 1944), *Bulletin d'Étude et d'Information de l'Association des ingénieurs des Facultés techniques du Hainaut* (Élisabethville 1943), *Bulletin de Centre d'étude des problèmes sociaux indigènes* (1946 Élisabethville, cf. plus loin), *Bulletin du service géologique* (Léopoldville 1945), *Bulletin de l'Association des femmes coloniales* (1941 Élisabethville), *Courrier d'Afrique technique-Bulletin de l'Association des ingénieurs du Congo* (Léopoldville 1941), *Lovania-Journal des anciens étudiants de Louvain*, *ULB-journal de la section congolaise des anciens étudiants de l'ULB* (Léopoldville 1944), *Technique et colonie* publié par l'Union coloniale des ingénieurs techniciens (Costermanville 1945), *UCOL-Union pour la colonisation* (Élisabethville 1946), *Agronomie tropicale*, revue trimestrielle des anciens de l'Institut agronomique de Gembloux (1944).

Front du travail-Confédération générale des syndiqués du Congo (Léopoldville 1944), *Syndicalisme*

publications qui émanent des Associations d'anciens des Universités ou Instituts fournisseurs de cadres à la colonie. Les Associations d'anciens des Universités joueront un rôle important pour stimuler l'intervention croissante des institutions métropolitaines.⁸²

L'Essor de Congo, journal quotidien et conservateur d'Élisabethville, a ouvert ses colonnes, dans les derniers mois de la guerre, à des écrits, à des opinions diverses sur l'appréciation de la crise congolaise. Rubbens, Tempels, Possoz, Ballegeer.⁸³

Les "cercles d'anciens" des institutions universitaires de métropole sont aussi très actifs au Katanga à partir de 1943. C'est tout d'abord Lovania, cercles des anciens étudiants de l'UCL qui, dès cette date, publie à Élisabethville une revue trimestrielle intitulée elle aussi *Lovania*. En fédérant des diplômés de diverses institutions, Lovania sera à l'origine du

congolais-Journal des syndicats professionnels constitués sous l'égide de la Confédération des syndicats chrétiens du Congo, *Syndicalisme indigène*-Bulletin des travailleurs spécialisés du Congo (Léopoldville 1946), *Notre droit*-Organe des syndicats chrétiens (Léopoldville 1946), *La voix du Congolais* (rédigé et destiné aux "évolués", Léopoldville 1945), *Revue du Clergé africain* (1946 Kisantu).

Bulletin de jurisprudence des tribunaux indigènes du R-U (Astrida 1946), *Bulletin militaire* (Organe de la Force publique, Léopoldville 1942), *Recueil des travaux de sciences médicales* (service officiel médical, Léopoldville 1942).

Bulletin de la Chambre de commerce et d'industrie du Katanga (Élisabethville 1942), *Bulletin de la Chambre de commerce de l'Ituri-Bunia* (1944), *Bulletin de la Chambre de commerce, d'Industrie et d'Agriculture* (1942 Stanleyville).

Écho du Kivu (Costermanville 1939), *Écho de Stanleyville* (1939), *Étoile Nyota* (Élisabethville 1946), *Le Progrès* (bimensuel, Élisabethville 1946).

Hodi-Mission catholique de Costermanville (1941), *Évangile au Congo* (Conseil protestant du Congo),

⁸² 1948: première publication du *Bulletin de l'Association des Anciens Étudiants de l'Université coloniale de Belgique* (Anvers). À cette époque, l'association regroupe quelque trois cents cadres en poste au Congo. Si les premiers numéros portent encore lourdement la trace de la "culture maison", le contenu s'enrichit considérablement lorsque le périodique devient *Problèmes d'Afrique centrale*. Le contenu, moins "professoral", se veut en prise directe avec l'évolution de la colonie et plus nettement scientifique.

⁸³ L'influent journal de Léopoldville, *Le Courrier d'Afrique* fortement soutenu jusque-là par les missions fut "repris" dès 1946 par les syndicats chrétiens (CSC). Cette reprise, concertée semble-t-il avec les Jésuites du Congo, provoqua la démission du directeur G. Caprasse qui préféra "*briser sa plume plutôt que de l'asservir*". L'anecdote vaut d'être relevée parce qu'en guise d'adieux, Caprasse évoquait l'accélération de la course vers l'émancipation et... la proclamation d'un nouvel État libre du Congo cent ans après la fondation de l'état léopoldien à Vivi, c'est-à-dire en 1985, date qui inspira certainement le plan de décolonisation de trente ans publié en 1955 par Van Bilsen.

Centre d'Études des Problèmes Sociaux Indigènes (CEPSI) que nous aurons amplement l'occasion d'évoquer dans la suite.

L'Association des Diplômés de la Faculté technique du Hainaut à Mons, dont la section congolaise publie un journal édité lui aussi à Éville, pose dès 1945 le diagnostic d'un Congo "*sous-encadré*," sous-"*investigué*" sur le plan scientifique⁸⁴. Dans les mois qui précèdent, un comité scientifique regroupant des représentants de tous les établissements d'éducation supérieure de Belgique s'est créé. Ce comité dresse un programme consacré au vaste champ ouvert à la recherche scientifique au Congo. À propos de cet activisme scientifique, G. Malengreau dira en 1947: "*le mouvement est parti de la colonie et il faut savoir gré tout particulièrement à nos compatriotes d'Élisabethville d'avoir, par leur ténacité, provoqué la création de L'Institut de recherche scientifique en Afrique Centrale (IRSAC voir plus loin) et obtenu du ministère des Colonies qu'une partie des sommes qui seront restituées au Congo par la Belgique pour les dépenses de guerre soient affectées à des recherches scientifiques*".⁸⁵

Dettes de guerre encore! Mais Malengreau souligne deux éléments importants, et que diverses indices vérifieront pleinement dans la suite: le fait que l'impulsion de la nouvelle croisade scientifique est issue du Congo⁸⁶ et le rôle prépondérant des universitaires du Katanga.

L'activisme "scientifique" des cercles d'anciens des universités, qui trouve écho dans la haute direction des entreprises et de l'administration, prend de court les cénacles coloniaux politico-savants de métropoles. Un colloque organisé par les anciens de la Faculté polytechnique de Mons en 45 est consacré au problème de la recherche scientifique au Congo belge.

⁸⁴ Bulletin n° 9, Élisabethville 1945.

⁸⁵ Zaïre, février 1947, p. 229.

⁸⁶ Dans la plupart des métropoles européennes, un même mouvement d'investissement scientifique accompagne les redéploiements institutionnels coloniaux, mais, au moins dans le cas de l'Empire britannique, cet investissement a été préparé selon un axe *Up-Down*. Le Colonial Research Committee a été établi à Londres en 1942 pour assurer une utilisation judicieuse des fonds affectés à la recherche scientifique dans le cadre d'une loi de 1940 sur le développement des colonies britanniques. Ce *Committee* est présidé par Lord Hailey, membre de l'Institut Royal Colonial Belge. Il conseille le ministre et répartit les fonds (Un million de livres en 1945) entre les sections (*colonial products, social research, medical research, agricultural, animal, health and forestry research*). Le *central Committee* accorde des subventions à des instituts de recherche tels que le Rhodes-Livingstone Institute (Rhodésie du Nord), l'Institut Africain de Londres et l'Institut Ouest Africain de Gold Coast.

En France, un fonds colonial est créé en 1946 et destiné à alimenter les plans de développement et d'équipement des territoires d'outre-mer.

Dans cette stratégie de canalisation, qui sera facilitée par le *boom* économique de l'après-guerre, un groupe de réformateurs se distinguera. Les chrétiens sociaux ou libéraux y sont nombreux, mais au sein de cette génération nouvelle qui a échappé à l'influence de la métropole durant plusieurs années, les clivages institutionnels ou confessionnels métropolitains s'amenuisent. Les divergences doctrinales classiques en matière de politique indigène se brouillent. Quelques réformateurs chrétiens attaquent violemment les principes de l'administration indirecte. La défense des droits de propriété indigène, qui avait trouvé d'ardents avocats parmi les libres-penseurs Bruxellois, est désormais le plus clairement défendue par G. Malengreau, fils du professeur louvaniste qui fonda les premiers établissements de la Fondation médicale de l'Université catholique à Kisantu.⁸⁷

En contre-point de cet activisme congolais, une véritable hécatombe décime les rangs des grands coloniaux de métropole et en particulier des élites coloniales savantes en 1946-50. En occupant rapidement une part croissante de l'espace de production du discours colonial, grâce à l'arme idéologique de *Dettes de guerre*, les nouveaux réseaux congolais stimulent l'intégration dans les institutions internationales et étrangères de leurs membres les plus en vue. Car précisément, au lendemain de la guerre, le dispositif colonial des grandes métropoles européennes se redéploie et développe considérablement les composantes scientifiques. Les réseaux internationaux peuvent d'ailleurs se renouveler, à partir du Congo, vers la Rhodésie du Nord, l'Ouganda et la Tanzanie.

III 3. 2. L'offensive scientifique des ingénieurs du Congo

La campagne pro-scientifique commence donc au Katanga, à l'initiative d'un comité provisoire de la recherche scientifique au Congo belge. Ce comité est composé, de manière équilibrée, des principales institutions universitaires du pays, c'est-à-dire des responsables des comités d'anciens. Il compte des fonctionnaires et des cadres du secteur privé, soit les trois grands employeurs du Katanga. Son activité ne se limite pas à un colloque, car une enquête suit dans la colonie, adressée aux "*personnes susceptibles d'être intéressées par le développement de la recherche scientifique au Congo*". Un puissant *lobbying* est organisé en métropole. Le comité dispose du soutien de deux grandes compagnies du Katanga et du Comité Spécial du Katanga. Une synthèse des propositions est établie et publiée à Élisabethville. Elle est immédiatement commentée dans la presse coloniale et dans les cénacles coloniaux. Le projet, qui est à l'étude en métropole et aboutira à la création de l'IRSAC, est alors accéléré. Les propositions du CPRSCB (Commission provisoire de la recherche scientifique au Congo belge) sont précises tant sur le plan scientifique qu'institutionnel. Il s'agit de créer un organisme

⁸⁷ G. Malengreau 1939.

centralisateur pluridisciplinaire, indépendant, installé, administré et dirigé au Congo.⁸⁸ Le financement doit en revenir à l'État et à la colonie. Bien que très soucieuse d'hospitalité scientifique, la CPRSCB insiste: "*l'Institut doit être alimenté par des capitaux belges et dirigé par des belges.*" Sur le plan institutionnel, l'Institut, placé sous le patronage du "Descendant du Grand Ancêtre", serait composé d'un Conseil scientifique comprenant des représentants de chaque université, de chaque établissement d'enseignement supérieur, de chaque institution savante ou société scientifique, de l'Académie Royale, de l'IRCB, du FNRS, du Ministre des Colonies. Le bureau de liaison à Bruxelles serait doté d'un personnel appartenant au cadre d'Afrique. Le C.A., composé de résidents habituels au Congo, établirait les plans de recherche et recevrait les conseils d'Europe, approuverait les budgets et surveillerait l'application des statuts. La direction administrative serait, elle aussi, basée au Congo à l'instar de la direction scientifique et bien entendu des départements de recherche. Les propositions visent essentiellement les "*sciences naturelles*" et les "*sciences industrielles*".

Les motivations amalgament les exigences de "*la grandeur et de la dignité internationales*", du "*patrimoine culturel d'une nation*" et de la "*légitimité coloniale*".

On évoque les exemples de l'Afrique du Sud et de l'Angleterre, mais aussi les répercussions pratiques tant pour le développement des connaissances que pour le développement de la colonie. En fait, on retrouve des revendications corporatistes. Ceci est particulièrement claire, pour la médecine vétérinaire, restée, à ce jour, parent pauvre du "développement scientifique de la colonie". Mais ce corporatisme est plus généralement lié à la volonté des scientifiques diplômés occupés dans l'administration ou les compagnies de valoriser leurs travaux par l'accès aux publications spécialisées.

La proposition principale vise la création d'un Corps des mines comparable à celui de la métropole. Plus précisément encore, il s'agit —et c'est l'essentiel du projet— de réviser l'organisation administrative du secteur minier. En créant un corps professionnel nouveau composé d'ingénieurs (une trentaine) attaché au Gouvernement général, qui se substituerait aux fonctionnaires en poste (conservateurs des hypothèques, inspecteurs de la main-d'oeuvre indigène, médecins et administrateurs territoriaux), le patronat minier entend redéfinir la tutelle étatique (durement ressentie durant l'effort de guerre). Il anticipe ainsi sur diverses autres propositions qui voient le jour çà et là telle qu'une inspection sociale. Le Corps des mines arriverait à point et s'insérerait dans les nouveaux personnels qu'annonce la relève des fonctionnaires (massive à la suite de la guerre).

⁸⁸ "*L'ère des missions scientifiques, venant de l'Europe pour glaner en quelques mois des matériaux d'étude forcément incomplets est dépassée. Les chercheurs doivent pouvoir trouver côte à côte matériaux, laboratoires et documentation*" (Commission provisoire de la recherche scientifique au Congo belge 1946, p. 11).

À côté des "sciences industrielles", les propositions visent la création d'un département des sciences physiques (comportant un observatoire astronomique), d'un département d'études chimiques, d'un département géologique et d'un département de sciences biologiques, médicales et vétérinaires.

Aucune allusion n'est faite à la portée que pourrait avoir un tel projet quant au développement de l'enseignement supérieur au Congo. La perspective est manifestement hors de propos. Par ailleurs, et bien que, comme l'exige la courtoisie académique, révérence soit tirée à l'égard des sciences humaines à travers l'évocation d'un département "d'anthropologie (entendre anthropologie physique) et d'ethnologie", aucun projet, aucun rapport n'est publié dans ce domaine. La CPRSCB ne compte aucun des ethnologues-magistrats ni des missionnaires. Plus précisément, elle ne compte aucun des "indigénistes" de la jeune génération, qui joueront un rôle capital dans les activités du CEPSI. Les recherches susceptibles de concerner des praticiens des sciences sociales sont dispersées dans l'activité prévue du département de Santé (Médecine du travail, alimentation indigène, fatigue, hygiène, morbidité et "Instruction-travail-santé"), du Département de recherches chimiques (alimentation des noirs en milieux indigènes et utilisation des végétaux par ceux-ci), du Corps des mines (main-d'oeuvre indigène et affaires indigènes, sécurité industrielle), du Département de préhistoire, étant entendu que *"l'archéologie préhistorique devrait être considérée davantage comme une branche spéciale de la géologie du quaternaire que comme une source première de l'histoire"* (CPRSCB op. cit., p. 68).

Notons qu'aucune proposition, ni aucune allusion n'est faite à la science économique, domaine encore "réservé".

III. 4. Échos métropolitains

À la croisée des alertes des réformateurs sociaux et de la mobilisation scientifique, le Congo apparaît comme un indigent. L'entreprise qu'exigent le relèvement de la population indigène et le développement d'une infrastructure scientifique au Congo dépasse, dans l'esprit de certains, le montant des dettes de guerre. En premier lieu s'imposerait une trêve économique de cinq ans qui permette une intervention sociale et médicale tous azimuts. La nouvelle croisade sociale devrait cependant s'appuyer sur un programme et une préparations scientifiques. En prenant appui sur les investissements coloniaux, V. Gelders (Membre de l'IRCB) fixe la barre très haut: 200 000 000 FB par an pour le "social" et 20 000 000 par an pour le développement scientifique! À cette aune, il n'est pas difficile de reconnaître la *"grande pitié actuelle de nos institutions coloniales"*. Le projet de financement de Gelders est cependant plus singulier encore par les modalités qu'il propose. N'espérant pas trop de la Belgique ni des entreprises privées, considérant comme immoral que le Congo intervienne, il propose de constituer un fonds alimenté par

la Loterie coloniale dont les bénéfices ont été jusqu'ici détournés de leurs objectifs coloniaux, et par un monopole à instaurer sur les produits stratégiques du Congo. Cette concession serait attribuée à un organisme composé par les institutions scientifiques et les oeuvres sociales principales.

En réalité, aucun mécanisme de financement de l'effort de développement ne sera mis sur pied entre la métropole "débitrice" et la colonie "créancière". L'Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique centrale (IRSAC) et le Fonds du Bien-Être Indigène (FBI) constitueront l'essentiel du "remboursement".⁸⁹ Dans une certaine mesure, la reconversion de la créance en intervention scientifique et sociale aura été, sur le plan comptable, une opération judicieuse pour une métropole qui n'a jamais conçu que sa colonie coûte quoi que ce soit. Du point de vue des animateurs des campagnes scientifiques, le bilan est largement satisfaisant. La colonie financera elle-même son premier plan de développement.⁹⁰

Dès 1946, un accord s'est donc établi parmi les notables coloniaux sur le nécessaire développement accéléré de la colonie. Le Congo anémié, en "*pleine crise sociale*" selon Van Wing, est aussi désormais "*une chose qui rapporte*".⁹¹ Point d'investissement massif de la métropole sinon en faveur des Sciences et du Social. Comme le répète le nouveau Ministre catholique des Colonies, la solution à la crise sociale ne saurait mettre en danger la poule aux oeufs d'or, la croissance fantastique du Congo et son insertion accélérée dans l'économie mondiale. Point donc de politique de recueillement. Le développement est désormais un donné, une dynamique qui invalide les anciens débats de doctrine coloniale. Paré de ses atours scientifiques et sociaux, l'investissement privé et public, bien davantage que l'administration, est au coeur d'un processus dont on attend une transformation radicale de l'ensemble de la question coloniale. Avec la guerre de Corée, et ses bénéfices gigantesques pour le holding de la Générale, les Congolais ont, dit-on, les meilleures conditions de vie parmi les peuples Africains.

⁸⁹ En fait, la créance congolaise a été considérablement réduite d'autorité au point de ne plus correspondre qu'au coût des opérations de l'armée congolaise hors frontière durant le conflit!

⁹⁰ Au total, 48 milliards de francs belges engagés jusqu'en 1959. "*Depuis 1947, la Belgique n'intervint plus directement au Congo sur le plan financier, sauf en 1959, pour combler une partie du déficit budgétaire de l'année en cours. Elle intervint aussi sous diverses formes indirectes; citons les contributions de la loterie coloniale, les dotations à des fonds spéciaux et les garanties d'emprunt*" (Bouvier, 1965, p. 35). Ajoutons que du point de vue de l'apport net en capital, le secteur privé fit jeu égal avec l'apport public de la colonie.

⁹¹ J. Van Damme 1946, p. 24.

Quant aux réformes et réalisations sociales, une pléthore d'organismes sociaux et scientifiques doivent en attester aux yeux du monde (auquel la Belgique refuse de livrer les renseignements sur les progrès de l'émancipation que réclame un comité spécial de l'ONU). Pourtant, le social, on le reconnaît d'emblée, ne "suit pas". La crise sociale subsiste, se fait même plus menaçante. Alors que les premières manifestations explicites d'une volonté congolaise d'émancipation se font jour, le dispositif social des oeuvres doit être repensé. Toujours point de recueillement mais, par un extraordinaire volontarisme, dans une confiance naïve ou feinte aux nouveaux experts scientifiques coloniaux, rien de moins qu'une entreprise visant à "fabriquer le lien social" sur les décombres des structures traditionnelles et les résultats peu engageants d'une "acculturation sauvage". Sciences de l'homme et action sociale sont alors convoquées pour donner corps au mythe d'une ingénierie sociale totale ayant pour horizon la création d'une paysannerie et d'un prolétariat véritables. Le prodige du développement d'avant-guerre ne fait plus illusion. "*L'essentiel du travail reste devant nous*": construire une société justement menacée par le développement économique accéléré.

La colonisation de développement. Points de repère

1946: création du CEPSI à Élisabethville.

1947: création du Fonds pour le Bien Être Indigène (FBI) destiné, selon le Prince Régent, à concourir au développement matériel et moral de la société indigène coutumière. Le financement belge correspond à la plus grande partie de la "créance de guerre". Un milliard cinq cents millions de FB auxquels s'ajoutèrent deux milliards issus de la Loterie africaine.

1947: création de l'Institut de Recherche Scientifique pour l'Afrique Centrale (IRSAC).

1947: première évocation d'une réforme du statut des villes. Elle aboutira en 1957. À l'origine, il s'agissait d'une revendication des Blancs. Sa réalisation sera considérée comme un dérivatif par les mouvements congolais qui émergent.

1947-48: création d'institutions consultatives. Les indigènes qui y siègent sont nommés par le Gouvernement.

1948: décret établissant la carte de mérite civique destinée à donner un statut à l'élite des évolués contre l'avis du conseil de gouvernement.

1948: mise sur pied de la "commission des civilisés" formée de spécialistes, ne comportant aucun "évolué".

1949: premier Plan décennal de Développement du Congo R-U dont le financement était à charge de la Colonie.

1951: Le Bulletin des Anciens de l'Institut universitaire des Territoires d'Outre-Mer devient Problèmes d'Afrique centrale. Revue éditée au Congo, proche par ses thèmes du CEPSI, mais opposée aux tendances assimilationnistes.

1952: le Gouverneur Général Pétillon évoque publiquement le thème de la communauté belgo-africaine.

1953: admission du premier étudiant congolais dans une université belge (Louvain).

1953: décret réglant la possibilité pour tous les indigènes d'accéder à la propriété privée.

1954 (avril): formation d'un gouvernement libéral-socialiste à Bruxelles. Commencement du ministère libéral de Buisseret qui durera trois ans.

1954 (octobre): ouverture de la première année académique de l'Université Lovanium. Lovanium compte 170 étudiants dont 100 congolais en 1956.

IV. La valse des étiquettes. La nouvelle question coloniale

IV. 1. Congo devient Zaïre⁹²

Dès 1947, et en écho au nouveau cours des questions coloniales, la revue *Congo*, catholique, mais officielle de l'Afrique belge change de titre pour s'intituler *Zaïre*. Ce terme, d'origine portugaise, qui deviendra un symbole d'authenticité avait déjà été utilisé en lieu et place de Congo durant la guerre dans l'intitulé de la collection de publications liée à la revue. Des titres furent publiés dès 1943 dans la *Nouvelle Bibliothèque Zaïre*.⁹³ La nouvelle revue reste mensuelle et compte 120 pages par numéro.

Si la continuité avec *Congo* est revendiquée d'emblée, on note cependant l'affirmation de deux nouvelles orientations. Il s'agit de poursuivre le travail ethnologique, et cette orientation se veut renforcée afin de donner à la revue une dimension indigéniste dominante qui s'écarte d'une revue coloniale générale.⁹⁴ Par ailleurs, ce travail scientifique doit impérativement "*tendre à assurer un meilleur avenir à une population de 14 000 000 d'habitants*". Enfin, *Zaïre* sera un foyer de recherche ouvert à une "*réalité coloniale vivante en réservant une large place aux problèmes de colonisation et donc à plusieurs personnes résidant au Congo*".⁹⁵

L'orientation scientifique de la revue est également renforcée par la constitution de bibliographies mensuelles et systématiques, une chronique de l'actualité scientifique et des recensions scientifiques.

La présidence est attribuée à... De Jonghe, mais un comité de rédaction est constitué qui, pour conserver une orientation catholique nettement dominante, inclut quelques-uns des protagonistes réformateurs mobilisés dans l'immédiat après-guerre: Malengreau, Rubbens, Sohier, les R.P. Van Wing, Hulstaert et Charles.⁹⁶

⁹² *Congo*, au lendemain de la première guerre, était né de la fusion de la *Revue congolaise* et de *Onze Kongo*. Après la décolonisation, *Zaïre* deviendra *Culture et développement, revue des sciences sociales du développement* publiée jusqu'au début des années 80 à Louvain.

⁹³ En outre, l'introduction à l'ethnologie congolaise de De Cleene. *Inleidind tot de congolesche volkenkunde*. En fait, le changement de dénomination est issu de contraintes imposées par le nouvel éditeur, Les Éditions universitaires-Koloniaale Uitgaven.

⁹⁴ Une revue "grand public" a été lancée en 1946 sous le titre *La Belgique coloniale*.

⁹⁵ G. Malengreau et N. de Cleene, Avant propos, *Zaïre*, 1947, n° 1.

Ce chiffre indique qu'il s'agit de la population du Congo et du Ruanda-Urundi.

⁹⁶ Autres membres du comité de rédaction en 1947: Mgr Cuvelier, E. Devroey, O. Louwers, A. Engels, P. Orts, P. Schumacher, le P. Van Reeth et F. Olbrecht.

IV. 2. L'Institut Colonial International devient l'Institut International des Sciences politiques et sociales appliquées aux Civilisations différentes (INCIDI)

IV. 2. 1. Internationalisation de la question coloniale et résistance de la doctrine indigéniste belge

Les activités de l'ICI furent interrompues entre 1939 et 1948.

La XXVe session se tient à Bruxelles en 1949 et le compte rendu donne les nouveaux statuts de l'Institution internationale qui conserve un fort ancrage belge.

L'INCIDI reste une "*Association de droit belge, exclusivement scientifique et sans caractère officiel, dotée de la personnalité civile conformément à la loi belge*"

Le nouveau label correspond, aux yeux du porte-parole des membres belges, "*aux transformations intervenues dans la structure économique et sociale de certains pays dont le développement est lié à l'oeuvre de colonisation réalisée par plusieurs nations occidentales*".

Les membres belges sont renouvelés pour moitié.⁹⁷ La composition n'est cependant pas organiquement bouleversée. Ce renouvellement s'apparente donc à une consolidation des positions conservatrices.⁹⁸ On n'y trouve, en 1955, aucun membre du "réseau" des

⁹⁷ Les membres de toutes nationalités, sans distinction de race, de sexe, de nationalité posséderont "*une sérieuse connaissance théorique ou pratique des problèmes qui font l'objet des travaux*".

Le nombre de membres est limité à 200 et les nouveaux candidats sont cooptés par vote des membres.

⁹⁸ Entrent à l'INCIDI quelques grands juristes coloniaux "congolais" et métropolitains: Dellicour (Procureur général auprès de la cour d'Appel d'Éville, professeur à Liège et à l'Université des territoires d'outre-mer), de Beaufort (Gouverneur honoraire de la province de Léopoldville), Heenen (ancien Ministre des Colonies, Vice-gouverneur général honoraire, gouverneur du R-U, professeur à l'ULB), Devaux (Procureur général honoraire à la cour d'Appel d'Élisabethville et Président du Conseil d'État ainsi que président du FOREAMI), Van Hove (Inspecteur royal des colonies, chargé de cours à Liège) et, en 1951, Wigny, docteur en droit de l'Université de Liège, Ministre des Colonie).

Représentant du capital colonial: Van der Straeten (S.G.), Quets (UMHK et président du Cepsi), Depage (Fondation Sysmétaïn), De Bauw (Cotonco). Parmi les "professeurs" nouveaux venus, tous sont issus des institutions coloniales: Rodhaim (médecine tropicale), Van den Abeele (directeur de l'INÉAC), Olbrecht (Directeur du Musée de Tervuren) et De Cleene (Institut des territoires d'outre-mer et Université de Gand)

jeunes réformateurs catholiques, aucun "mandataire" clairement identifié du parti socialiste...aucun représentant indigène de l'Afrique belge.⁹⁹

Une telle représentation contraste clairement avec la délégation de l'Union française dont font partie, à partir de 1949, en outre, Gourou, Griaule, Lampué, Delavignette, Coedès (directeur de l'École française d'Orient, correspondant de l'institut de France), Camerlynck (Doyen de la Faculté de Droit d'Indochine, ancien Recteur d'académie d'AOF). Parmi les grands coloniaux républicains, une nette dominante est donc perceptible en faveur de personnages issus des institutions d'enseignement supérieur d'Outre-Mer. À partir de 1950, ils sont rejoints par Balandier et une dizaine d'intellectuels "indigènes" représentants institutionnels des territoires de l'Union ou académiques.¹⁰⁰ Pour l'Afrique belge, le seul membre "indigène" en 1955 est le Mwami du Ruanda, Rudahigwa Mutara Charles, Léon, Pierre.

C'est en fait la délégation représentant le Portugal qui est, dans sa composition, la plus proche du groupe belge (pouvoir colonial, sociétés, institutions savantes coloniales et métropolitaines). La Belgique ne cesse donc d'être représentée par des notables et docteurs coloniaux. Sa présence catholique conservatrice a "refait" son retard originel depuis 1930.¹⁰¹

⁹⁹ Le parti communiste est interdit au Congo R-U.

¹⁰⁰ Parmi ceux-ci: Bencheneb, Diop, Ibnou-Zekri, Le-Tan-Nam, Hazoumé, Senghor, N'guyen Thanh Giung, Mecheri, Radaody-Ralarosy, Rasafy-Andriamhigaingo.

Les membres britanniques appartiennent à la haute administration impériale, mais également au personnel des instituts d'enseignement et de recherche d'outre-mer (D. Forde, International African Institute; Kenneth Kirkwood, Race Relations Oxford; Robinson, Nuffield College, Colonial Economic Research Committee, Mac Millan, University of St-Andrews, Colonial Studies, Harrison Church, London School of Economics, London School of Economics and Political Science; Farmer, Cambridge; Watts, Ministry and Institute of International Affairs.

C'est parmi les membres américains que les professeurs et chercheurs sont le plus clairement dominants. Parmi ceux-ci, C. Kluckhohn (Harvard), B. Hoselitz (Chicago), M. Herskovits (Northwestern University), Coleman (Harvard University, African Institute of Economic and Social Research) R. J. Bunche, Prix Nobel de la Paix, Secrétaire général Adjoint des Nations-Unies, Howard University), W. Brown (Boston University, African Research and Studies Programm).

La délégation allemande, très réduite, ne comporte que des professeurs.

Les principales sessions de l'Institut enregistrent des interventions d'experts non membres tels que E. P. Skinner (Columbia, anthropology), E. Hughes (University of Chicago, Dept. of Sociology), Rubin (Columbia University, Program of the study of the man in the Tropics), A. Seck (Cité Universitaire de Fann Dakar), P. Mercier (IFAN), M. Ben Badis, etc.

¹⁰¹ La Belgique ayant ratifié la charte de San Francisco, c'est Ryckmans qui est a pied d'oeuvre l'année suivante pour défendre les thèses coloniales belges. Il s'agit d'abord de négocier les termes de la nouvelle tutelle sur le Ruanda-Urundi, qui passeront sans trop de problèmes. Autrement plus complexe sera la

La nature du *membership* renvoie, semble-t-il, aux enjeux différemment perçus par les puissances. Aux yeux des Belges, la scène internationale devient un enjeu capital, à l'instar de la solidarité des puissances de tutelle en Afrique. À travers les positions défendues à l'ONU (la thèse belge tend à limiter la nature et la destination des "comptes chiffrés" demandés par l'Organisation mondiale quant aux avancées vers le développement des capacités d'autonomie, en tentant d'assimiler aux peuples non autonomes d'Afrique, les groupes autochtones ou même des peuples appartenant à des pays indépendants), on peut percevoir une claire dissociation entre deux niveaux d'ouverture. Signataire de la Charte, la Belgique en retient surtout la primauté des intérêts indigènes dans le nouvel effort de développement des colonies. Elle n'a d'autre opportunité que l'alliance stratégique avec les autres puissances coloniales, mais la mise en oeuvre du développement sur le terrain reste un domaine réservé.¹⁰²

IV 2. 2. Le nouvel impératif de développement, les sciences du changement social et l'héritage des doctrines coloniales

L'accent des interventions belges en 1949 conserve donc une orientation hautement technocratique et abstraite dans laquelle la nouvelle terminologie inter-culturelle actualise à peine le projet de l'ethnologie catholique typique de l'âge d'or. Affirmation de l'existence d'un champ scientifique dont le défrichage est indispensable à l'action, mais très peu d'indications quant aux modalités précises de ce rapport entre science et pouvoir. Certes le souci proprement ethnologique s'efface devant le tableau des transformations sociales, mais la continuité est réaffirmée quant à la position même de l'objet colonial. L'INCIDI témoigne ainsi, aux yeux de De Jonghe, de "*l'intérêt fondamental et constant que présente l'étude comparative des solutions qui ont été et seront dans l'avenir, données aux problèmes de sciences morales et politiques qui concernent l'organisation politique administrative, économique, sociale et culturelle de pays où se trouvent en contact des peuples de civilisations différentes, ainsi que des relations établies dans ces pays entre ces peuples.*" (INCIDI compte rendu 1949, p. XIII).

question des renseignements à communiquer à propos des territoires non autonomes, procédure à laquelle s'opposera la Belgique.

¹⁰² Dès 1953, devant l'opposition à la thèse belge, la Belgique quitte le Comité de renseignements pour les territoires non autonomes de l'ONU. Le Congo sera donc relativement boycotté par les programmes des agences de l'ONU. "*en dehors de la CCTA, les principales institutions internationales préoccupées des problèmes du sous-développement — UNESCO, OMS OIT, FAO — ne furent jamais conviées à venir oeuvrer au Congo du temps de l'administration belge*" (P. Bouvier 1965, p. 51).

Ainsi, De Jonghe et Wigny (Ministre catholique des colonies) unissent leurs efforts pour définir la doctrine "d'émancipation humaine dirigée". Point d'émancipation "théorique", mais transformation lente et graduelle de la masse, à partir de l'insertion locale et des progrès sociaux qui, en aucun cas, ne doivent compromettre le dogme: la création d'une authentique civilisation bantoue-africaine relevée et améliorée.¹⁰³

À la faveur d'un mémoire intitulé *Considérations générales sur l'étude des civilisations aux points de vue statique et dynamique*, De Jonghe plaide à nouveau pour la diversité des civilisations, sans "réifier leur unité" ni leur cohérence intrinsèque, car "sous l'action de colonisation et d'échanges mondiaux, les éléments culturels anciens survivent, prennent une signification nouvelle".¹⁰⁴ Pour Wigny, la première de ces modifications est le rapport des indigènes à leur culture: "l'homme blanc a rendu ces peuples fiers de leur culture... il faut à la fois réhabiliter l'oeuvre de l'éducateur et comprendre ces cultures" (p. 81).

Et Ryckmans de préciser que les termes de la charte ne font pas référence à la civilisation, mais demandent que soient respectées les cultures. Selon lui, il n'y "est nullement question de l'obligation faite aux puissances d'introduire leur civilisation"¹⁰⁵.

Le nouvel impératif de développement ne peut donc être synonyme d'homogénéisation sociale et culturelle. Davantage qu'une conscience acerbe de la pluralité des "hypothèses de l'homme", nous y verrons une continuité avec la doctrine coloniale de politique

¹⁰³ L'allocation du Ministre catholique des Colonies dresse un tableau positif d'une politique coloniale belge qui n'a "pas voulu accorder aux indigènes des droits théoriques mais leur assurer une éducation effective" (INCIDI 1949, p. 12). Il fait référence au plan de développement qui vient d'être conçu et qui représente cinquante milliards de francs d'investissement public et privé. Son discours fait aussi évidemment référence aux termes de la charte de San Francisco qui, selon lui, ne traduit que "des idéaux anciens". Mais quelques phrases témoignent peut-être d'une vue plus profonde: "il faut rendre harmonieux les rapports entre l'homme blanc —et la civilisation qu'il porte avec lui— et l'homme d'une civilisation différente devenu maître de sa destinée". (...) *La liberté politique qui est le but d'une évolution n'est pas incompatible avec une association librement consentie*".

En Belgique, on évoquera en effet régulièrement, mais sans grande précision, l'idée de l'Eurafrique, d'un "pays euro-africain", mais l'allusion à l'émancipation politique reste une formule "internationale".

¹⁰⁴ Le recours au terme *culture* et sa mise au pluriel, doivent être entendus de la sorte. Selon De Jonghe lui-même: "(...) distinguant le singulier du pluriel, (...) l'action civilisatrice s'identifie en somme avec le progrès et son objet relève de la politique de colonisation et d'évangélisation. Obligations de la civilisation vis-à-vis des civilisations. (...) Dans le langage courant, la civilisation désigne la civilisation occidentale, à la fois rationnelle (scientifique et technique), humaniste et chrétienne."

¹⁰⁵ Selon le biographe de Ryckmans, celui-ci défend bien davantage la thèse belge que sa thèse personnelle (Vanderlinden 1994).

indigène qui, à la suite des controverses entre catholiques et libéraux non confessionnels a contribué à souder l'hégémonie et la "compétence" du pouvoir colonial.

"L'essentiel, dans la compréhension de l'objet de l'Institut, ne se situe pas tant dans le mot civilisation mais dans l'adjectif différentes. Ce sont ces différences qui nous intéressent. Elles n'impliquent pas un jugement de valeur mais la reconnaissance de leur égalité. Il faut développer ces peuples dans l'axe de leur civilisation. Ainsi les pays encore insuffisamment développés progresseront non pas vers une unité utopique destructive de leurs particularités, mais la diversité des états de plus en plus élevés qui conviennent à la géographie et au tempérament de chacun" (De Jonghe, INCIDI, 1947).¹⁰⁶

Pourtant, les travaux de l'INCIDI dont les rapports préparatoires incombent de plus en plus à des professeurs et chercheurs (pour ce qui concerne les non Belges), traduisent évidemment les thèmes forts de l'émancipation progressive des peuples, mais contribuent surtout à établir une représentation "forte" et de plus en plus homogénéisée du développement.¹⁰⁷ Bien qu'elle ne soit pas toujours explicite —et encore moins explicitée—, celle-ci s'impose tout aussi "naturellement" que la problématique de la mise en valeur. Dans le cas particulier du Congo belge, les réformes, et surtout la forte croissance enregistrée dans les premières années cinquante, offre un cadre nouveau qui indique à la fois l'évidence d'un développement et déjà, les problèmes posés par ce même développement.

Selon les statistiques officielles, le Congo comptait en 1953 quelque 1 150 000 salariés, c'est-à-dire 9% de la population totale. Si l'on considère que l'immense majorité est constituée d'hommes, et que l'on rapporte ce chiffre à la population d'hommes adultes, ce sont 30 à 35 % des hommes qui sont salariés. Les documents des Nations-Unies relatifs aux progrès réalisés

¹⁰⁶ La doctrine énoncée par le Royaume-Uni apparaît autrement plus précise et plus concrète, tournée vers "la citoyenneté économique": Le point de vue économique est le fondement nécessaire de l'organisation politique. Il s'agit donc

- d'augmenter l'investissement en capital
- de promouvoir les activités pour lesquelles le pays est le mieux préparé
- d'élever le niveau de vie des populations
- d'assurer l'avantage mutuel du Royaume-Uni et des pays concernés et d'assurer entre eux une large coopération. (INCIDI, 1949, p. 89).

¹⁰⁷ On notera que la problématique de la modernisation est loin d'être pensée dans un seul cadre économique. Les sessions de l'INCIDI consacrées aux paysanneries, aux classes ouvrières et aux classes moyennes, sont largement dominées par des approches de type sociologique.

dans les territoires non autonomes en 1959 confirment que +/- un tiers de la population active masculine était salariée. Le taux de salarisation était près de cinq fois supérieur à celui de l'A.O.F. et de l'A.E.F. Le Congo était alors la seconde puissance industrielle africaine après l'Union Sud-Africaine. Le taux de croissance du produit industriel oscillait entre 10 et 14 % entre 1949 et 1957. La concentration urbaine fut considérable durant et surtout après la guerre. Elle devint le "problème social majeur" accentué encore par les retournements conjoncturels. En 1954, Léopoldville comptait 280 000 habitants (+ 150 % depuis 1946), Élisabethville comptait 120 000 habitants (+ 100 %), Matadi comptait 60. 000 habitants (+ 200 %), Stanleyville comptait 55 000 habitants (+150 %), Luluabourg, 40 000 (+ 300 %)... On dénombrait à la même date 2.661 "industries et entreprises indigènes (Bulletins officiels du Congo et R. Bertieaux 1956, p. 193-212).

Avant d'être une théorie, le développement est une politique. Le premier plan de développement du Congo, financé par le Congo, est lancé en 1949. La Belgique engage à la même époque une contribution financière dans les fonds multilatéraux d'aide au développement, dont une moitié est destinée à des pays d'Europe (Orientale et Balkanique).¹⁰⁸

Nous reviendrons plus loin sur l'importance qu'acquiert, à cette époque, le dispositif réflexif et théorique qui se constitue autour de cette notion de développement. Quelques remarques fondées sur les travaux de l'INCIDI peuvent néanmoins être avancées.

Les territoires non autonomes, qui sont désormais caractérisés comme "*sous-développés au regard des "pays industrialisés"*", sont également perçus comme "*engagés dans un processus de développement*". Plus précisément encore, de nombreux glissements terminologiques, rarement explicités, témoignent de l'homogénéisation de la problématique de la modernisation. On évoque des sociétés à "*développement tardif*" ou "*retardé*" (Balandier 1955, pp. 410-411), des sociétés dont le développement est "*déséquilibré*" (unbalanced) ou "*dualisé*", des sociétés "*mal-développées*". Déjà de multiples préventions sont exprimées relativement aux préconceptions qui orientent l'examen des processus de modernisation ou certains de leurs aspects. Herskovits relève ainsi que l'on assume en général implicitement l'hypothèse d'un modèle universel de développement calqué sur le modèle occidental et plus particulièrement le rôle stabilisateur que les classes moyennes sont réputées y jouer (*occidental pattern*).

Pour Everett Hugues en revanche, l'extension de la modernisation est un fait auquel aucune région n'échappera. Il supposera une phase caractérisée par un "*small-family individualism*" et une spécialisation ethnique fonctionnelle (INCIDI 1955, p. 426). Alors

¹⁰⁸ L'Éthiopie, l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie, Cuba, Haïti, Ceylan, Israël, la Colombie, le Pérou et le Mexique sont représentés à l'INCIDI.

que les observateurs directs, comme Balandier et de nombreux autres notent l'ambivalence objective et subjective des "classes moyennes" à l'égard des structures traditionnelles, Hugues estime que "*dans le contexte africain, le retour vers des anciennes formes culturelles est essentiellement symbolique*"¹⁰⁹ (p. 412).

IV 2. 3. L'internationalisation du marché de l'expertise du développement et de l'émancipation

Les incertitudes et le retard qui caractérisent la reprise des activités de l'ICI-INCIDI, mais également l'importance qu'y attachent les notables coloniaux belges renvoient, pour une part, à un aspect non strictement politique de l'internationalisation des question coloniales. À travers la création de l'Unesco et ses premiers programmes, c'est la formation d'une expertise internationale du développement et de l'émancipation qui constitue des enjeux scientifiques, culturels inédits.¹¹⁰

Ainsi, les travaux d'un comité d'experts constitué pour réaliser une enquête sur l'étude comparative des cultures sont-ils déjà disponibles en 1949. Un comité permanent s'est constitué, en collaboration avec des organismes internationaux scientifiques dont *The International Union of Anthropological and Ethnological Sciences*.

L'UNESCO a créé une division concernant les ONG internationales prestataires de services scientifiques et culturels.¹¹¹ Une centaine d'organisations de ce type ont obtenu le statut de consultant UNESCO. Ce statut est une clé de financement qui, selon Moeller de Lardesous, "*met l'eau à la bouche*".

Ces perspectives semblent avoir "dynamisé" certaines grandes organisations scientifiques et devoir en susciter d'autres.

Le Conseil International de la Philosophie et des Sciences humaines, dont le siège est à Bruxelles et qui se définit comme une fédération de sociétés savantes internationales, est

¹⁰⁹ La perspective sous-jacente à ces divergences est celle du rapport existant entre la nature des éléments réputés constituer une "classe moyenne" et l'orientation possible de leur revendication politique.

¹¹⁰ Voir en outre les comptes-rendus des premier et second congrès internationaux de liaison des Instituts d'études africains (Rome 1958, Paris 1960). Parmi les 56 instituts représentant 17 nationalités, douze organismes belgo-congolais. Le développement apparaît comme le débouché naturel des instituts coloniaux (Bull. IRCB 1960, pp. 260-276).

¹¹¹ Catégorie dans laquelle entend se ranger le Bureau de l'INCIDI non sans devoir vaincre quelques réticences dont nous n'avons pu identifier précisément les raisons.

L'un des organismes les plus importants est alors le Conseil Scientifique pour l'Afrique au Sud du Sahara, qui attribue aux sciences et techniques le rôle moteur et déterminant dans le développement du continent africain.

l'une de celles-ci. La consultation des rapports de session de l'INCIDI permet de repérer une véritable constellation de fédérations savantes internationales dont des membres siègent aux sessions: *Pan-American Union*, Bureau international de recherche sur les Implications sociales du Progrès technique (Balandier), *International Sociological Association*, *Institute of Commonwealth Studies*, *Institute of cultural co-Operation* (Amsterdam).

Ceci est un élément important dans l'internationalisation des sciences sociales et humaines dans la période coloniale tardive. Elle témoigne de la réalité d'une culture de captation propre aux sociétés savantes, de la montée du vocabulaire des sciences sociales dans les enjeux politiques internationaux. C'est bien entendu aussi dans ce sens qu'il faut comprendre les arguties concernant les notions de civilisation et de culture.

La perspective d'émancipation contenue dans les nouvelles dispositions internationales et l'internationalisation de la problématique coloniale introduisent une nette rupture dans la nature des objets de recherche, les références des chercheurs et les cadres d'analyse. Il est frappant de constater que les recommandations adoptées par l'INCIDI au terme de ses principales sessions n'introduisent plus la moindre référence explicite aux cadres coloniaux. Les situations locales, régionales ou nationales sont désormais caractérisées en rapport avec des données relatives à l'avancement du progrès, ou des caractéristiques socio-économiques et culturelles: niveau d'industrialisation et d'urbanisation, nature et importance des différents groupes sociaux, rapport urbain-rural, dualité du secteur moderne et du secteur agricole ou traditionnel, origine des élites, etc. Les déclarations finales adoptées à la suite de la session consacrée à la formation d'une classe moyenne en régions "tropicales" ou "subtropicales" en 1955 ne contiennent aucun mot désignant un pays, un ensemble colonial ou une région particulière. Alors qu'il a été impossible de construire une définition satisfaisante de la notion de classe moyenne, les principales sources de recrutement sont cernées à l'échelle "tropicale" ou "subtropicale". Il en va de même des modes subjectifs d'identification à cette notion, de leur contribution décisive à l'accélération de l'évolution politique, de l'hétérogénéité constitutive de ces éléments de classe moyenne qui pourtant apparaît comme une garantie de stabilité dans l'évolution sociale.¹¹²

¹¹² Les recommandations de l'INCIDI soulignent l'intérêt pour les gouvernants d'accroître l'importance numérique et l'influence des classes moyennes (scolarisation, accès à la propriété, organisation et transmission de l'épargne, développement de l'esprit d'entreprise familiale ou individuelle, association croissante aux institutions politiques, diversification de l'économie sous forme d'entreprises privées de coopératives, etc.)

Les bases d'une approche homogénéisée des processus de développement ne traduisent cependant pas l'adhésion naïve ou ethnocentrique à un modèle défini comme universel par l'observation ou la théorie.

IV. 3. La Revue mensuelle de Droit et de Jurisprudence coloniale devient Belgique et Commerce international

Trois éléments capitaux doivent être soulignés pour comprendre la portée de cette innovation qui traduit, à l'instar de la création de l'Institut des Relations Internationales, datant de la même époque, le début d'une recomposition du champ politico-savant colonial belge.

L'après-guerre est, en Belgique même, l'intense moment de reconfiguration sociale et politique. On sait les gros problèmes que rencontre la reprise en main du royaume où un puissant mouvement communiste est issu de la résistance. C'est l'heure du pacte social-démocrate, la mise sur pied du célèbre dispositif de concertation sociale, de reconnaissance de la légitimité syndicale dans les entreprises, des éléments de sécurité sociale, etc., qui précède la bataille du charbon, base énergétique prévue de la reconstruction. C'est par ailleurs la parenthèse de la Régence et de l'opposition wallonne au retour d'un monarque dont l'attitude fut à tout le moins controversée.

En second lieu, l'internationalisation de la question coloniale correspond exactement à la percée socialiste dans les affaires étrangères, puis dans la diplomatie. La question coloniale change radicalement de statut en entrant sous les feux de l'actualité internationale symbolisée par les débats au niveau des Nations-Unies. Le traitement de la question des désormais *Territoires non autonomes* et du *Trutseeship* échappera aux seuls cercles coloniaux. Aux Affaires Étrangères un Ministre socialiste, P. H. Spaak, qui forme avec Ryckmans —catholique "démocrate-chrétien" avant l'heure (que le premier a d'ailleurs choisi pour la délicate mission)— la phalange belge sur la question coloniale. Ils joueront un rôle diplomatique considérable à l'égard de l'ensemble de l'activité onusienne.

Enfin, l'après-guerre révèle un Congo à la fois en crise, mais qui rapporte beaucoup. Son insertion dans l'économie mondiale s'est considérablement accrue. Effort de développement au Congo et effort de reconstruction en métropole se conjuguent donc. "*Les deux éléments territoriaux constitutifs du Pays se trouvent ainsi naturellement obligés d'orienter leurs activités vers un même but: PRODUIRE POUR EXPORTER*" (*Belgique coloniale et commerce international*, Introduction, 1^e année, vol. I, 1946).

La séparation des régimes juridiques et patrimoniaux du Congo et de la Belgique laisse entrevoir une tâche immense du point de vue de l'encadrement juridique du commerce international. Les comités créés pour la circonstance sont composés de hauts fonctionnaires et d'hommes d'affaires.¹¹³ La seule énumération de leurs intitulés est significative: "Assurances", "Banques et finance", "Commerce extérieur", "Droit administratif congolais", "Droit commercial congolais", "Droit commercial international", "Droit fiscal", "Propriété industrielle et marques de fabrique", "Législation sociale", "Transports internationaux".

Le projet éditorial et scientifique et le comité de direction du nouveau périodique correspondent exactement à cette nouvelle situation politique globale. Elle est co-patronée par le Ministre des Affaires Étrangères (socialiste) et le Ministre des Colonies (Wigny, catholique) et leurs secrétaires généraux respectifs; dirigée par deux Juristes, T. Heyse (catholique, directeur général au ministère des Colonies, professeur à l'Université coloniale membre des principales institutions de l'âge d'or) et J. Van Damme, ancien administrateur de territoire au Congo.

La création d'un nouvel Institut des Relations Internationales (IRI), sur le modèle du *Royal Institute on International Affairs* établi à Londres au lendemain de la première guerre mondiale, du *Council of Foreign Relations* et du Centre d'Études de Politique Étrangère de Paris, correspond exactement elle aussi à la nouvelle donne politique intérieure et extérieure. L'IRI se veut indépendant et scientifique. Il doit s'inscrire dans le réseau des instituts étrangers du même type. Sa conception est l'aboutissement de négociations menées entre Wigny, Spaak et G. Smets, juriste et ethnologue, professeur à l'ULB et qui dirigea précédemment l'Institut Solvay.

Traditionnellement, le ministère des Affaires Étrangères était compétent en matière coloniale pour ce qui concerne les relations extérieures du Congo R-U. Un grand notable et savant colonial comme Louwers, attaché aux questions coloniales relevant de ce ministère avait en outre assuré une continuité et une unité de vue jusqu'ici rarement démenties. Il apparaît clairement aujourd'hui que ce domaine des Affaires étrangères coloniales devient beaucoup plus vaste, et surtout plus stratégique pour un parti socialiste très peu implanté dans le pouvoir et l'administration coloniale. Le programme de recherche et de publication de l'IRI témoigne précisément de l'internationalisation de la question coloniale.

¹¹³ Les grands juristes coloniaux de la dernière génération y sont présents en force. Parmi les personnalités qui nous sont désormais familières: T. Heyse, Moeller de Ladersous, De Lannoy, Carton de Tournai, Dellicour, Van Hove, Sohier, Marzorati.

Jusqu'en 1950, l'Institut publiera essentiellement des documents législatifs et judiciaires du Congo R-U. Durant les dernières années de la colonisation les documents intégreront de minutieuses relations des réformes et événements qui scanderont le *pari congolais*.

IV. 4. La Revue coloniale Belge

La nouvelle revue coloniale "d'intérêt général" et destinée au public belge est en fait principalement destinée aux coloniaux du Congo et de métropole. Elle est soutenue par Godding, libéral qui fut Ministre des Colonies durant quelques mois en 1945 et durant un an entre 1946-47. Elle est aussi —et surtout— soutenue par quelques grandes entreprises du Congo dont les porte-parole rédigent de nombreux articles. Elle est lancée en 1945 car "*il manquait en Belgique un organe qui soit l'expression de l'esprit colonial belge*".

Elle enregistre la profonde transformation du Congo durant la guerre et entend promouvoir "*un esprit de totale solidarité belgo-congolais*".

La Revue coloniale n'est pas une revue savante, mais participe de la vulgarisation de la problématisation de la question coloniale en promouvant surtout des points de vue très favorables à l'intensification de la mise en valeur. Elle ouvre son premier numéro par cette interrogation grave "*Avons nous un programme colonial?*" A. De Bauw, président du Comité Cotonnier Congolais y écrivait: "*conscient des nouveaux enjeux coloniaux définis par la charte de l'Atlantique, notant le retard pris à l'égard des colonies britanniques voisines*¹¹⁴, (...) *j'étais partisan d'un programme de développement et d'action sociale dès 1943, démontrant que la mise en valeur allait de pair avec l'oeuvre civilisatrice*" (*Revue coloniale belge*, n° 3, 1945).

La thèse défendue ici quant à la mise en valeur vise principalement une action régulatrice des pouvoirs publics sans retenir aucune des formules "chocs" présentées comme significatives d'une colonie de développement par Ryckmans et quelques autres.

Elle réaffirme la mission civilisatrice, mais précise que "*toute oeuvre de civilisation en Afrique est fonction du développement économique*".

Elle réservera une place de premier plan aux questions sociales relatives aux Blancs et aux Noirs du Congo. Elle maintiendra ce principe: "*le but final de l'oeuvre coloniale belge est l'amélioration constante et réfléchie des conditions d'existence matérielle et morale des indigènes*".

¹¹⁴ Référence aux "*development boards*", organes exécutifs de programme portant sur 5 ou 10 ans et sur tout ce qui est de nature à améliorer les conditions des indigènes. Ces programmes, qui "*semblent avoir touché tout ce que nous appelons aujourd'hui le développement économique et social —médecine hygiène, eaux, routes méthodes culturelles, érosion, alimentation, enseignement, industries locales, coopératives, besoins de base, etc.*"

Cette nouvelle littérature coloniale répond aussi à l'entrée dans le champ colonial de nouvelles initiatives éditoriales métropolitaines. On pense d'abord à celles qui témoignent du renouveau socialiste en cette matière. On pense surtout aux organes liés à l'expression publique de la mouvance démocrate-chrétienne. C'est la *Revue nouvelle* qui publie l'alarme coloniale de Malengreau (1947) et d'autres textes tout aussi marquant de Sohier, puis Van Bilsen, portant ainsi la question coloniale hors des cercles consacrés.

Le développement selon les derniers "macro-ingénieurs congolais

D'emblée la rédaction de la Revue coloniale belge dresse un programme d'action sociale qui, pour l'essentiel, concerne la gestion de la force de travail ou de "relèvement des ressources humaines dont la plus grande part revient aux populations autochtones"¹¹⁵:

- *l'action médicale doit être généralisée sur le modèle de la FOREAMI au Mayumbe et Kwango;*
- *l'hygiène et la stabilisation des populations dans des camps, centres et villages;*
- *l'amélioration et le contrôle de l'alimentation;*
- *la diffusion large de l'enseignement primaire et la sélection des "biens doués" jusqu'à "des sortes d'universités ou de collèges formant assistants médicaux géomètres, agronomes etc. Un enseignement qui "doit privilégier le sens du devoir et le sens social";*
- *l'éducation des femmes;*
- *un statut juridique pour les évolués et "l'association des éléments capables à des formes de gouvernement local";*
- *du point de vue économique: "libérer une partie de la main-d'oeuvre, rationaliser la production indigène et améliorer le rendement par un machinisme raisonnable";*
- *au niveau agricole, "la coopérative offre un potentiel important pourvu que soit suffisante la participation des producteurs";*
- *au niveau administratif: "décentraliser tout en rétablissant l'autorité, rendre sa primauté au service territorial".*

¹¹⁵ Le maître-mot est celui de PARTICIPATION.

V. Un plan décennal de développement pour la "cité nouvelle que la Belgique se propose d'édifier au Congo"¹¹⁶

Le plan décennal de développement du Congo, lancé en 1949, avait pour principale caractéristique d'avoir été préparé dans le huis clos du pouvoir colonial, et plus particulièrement par le ministère des Colonies. Contrairement aux initiatives françaises de l'époque, il ne reposait pas sur un apport considérable de finances publiques métropolitaines, mais sur la juxtaposition des prévisions d'investissements privés et un apport égal du Gouvernement congolais pour une prévision globale de 50 milliards de FB. Il intégrait par ailleurs les investissements de l'IRSAC et du FBI dont les capitaux "réglaient" la dette de guerre.¹¹⁷

Dans une allocution à la première session de l'INCIDI (Bruxelles 1949), P. Wigny donne quelques indications sur la "philosophie" du plan.

Il dresse un tableau positif d'une politique coloniale belge qui n'a *"pas voulu accorder aux indigènes des droits théoriques mais leur assurer une éducation effective"* (p. 12). Le plan de développement qui vient d'être conçu représente cinquante milliards d'investissements publics et privés. Mais *"on ne peut se borner à équiper un pays. Si on veut faire oeuvre réellement civilisatrice, il faut aussi rendre les populations indigènes capables de participer à la mise en valeur. Il y a un peu moins de onze millions de Noirs au Congo belge, il faut que nous trouvions en eux les collaborateurs qui nous sont nécessaires. Accélérer le rythme de l'équipement du territoire en se fondant exclusivement sur la main-d'oeuvre européenne aboutirait, pour d'autres raisons aussi évidentes, à retarder l'ascension sociale des noirs"* (p. 13). Si la colonisation de peuplement est envisagée, ce n'est pas sur une grande échelle, comme certains le préconisaient dans l'immédiat après-guerre en réclamant 100 000 nouveaux colons agriculteurs. En tout état de cause, il s'agit d'éviter l'afflux de "petits blancs". Colonat sélectif et d'élite donc, et refus d'un colonat nouveau massif qui ne s'intégrerait pas dans la colonie. L'extension quantitative et qualitative du marché intérieur, ou le soutien de la croissance par la demande, constitue donc l'objectif principal du plan. Cependant cet objectif général rencontre des problèmes précis dont le principal est *"l'exode des milieux coutumiers qui met en danger la reproduction même de la population"* (Wigny, op. cit.).

Pour le reste, le plan ne témoigne pas d'innovation conceptuelle ou comptable majeure. Près de la moitié de l'investissement public originel concernait les moyens de transport,

¹¹⁶ Expression du Ministre des Colonies, Wigny.

¹¹⁷ Plan décennal 1949.

Dans la foulée du plan, un office de statistique a été créé à Léopoldville en 1948.

dont 12 000 kilomètres de routes qui furent ramenées, pour des raisons de coût et de pression des compagnies de chemin de fer, à 2 000.¹¹⁸

S'il reprend en partie les objectifs qui s'étaient dégagés de la campagne *dettes de guerre*, les solutions restent mesurées et s'inspirent souvent des expériences précédentes, dont celle des paysannats décrite comme un échec par de nombreux observateurs. Les "parastataux" ont définitivement supplanté l'idée d'un organe de "congolisation" ou de nationalisation d'une partie des productions congolaises. Nulle réforme de structure donc mais plutôt, dans la conception de Wigny, un aménagement des effets attendus de la croissance. Cet aménagement porte principalement sur l'extension du marché intérieur et l'introduction de technologies agricoles, la hausse du niveau de vie indigène, les investissements dans les domaines de l'infrastructure de transport, de logement, de l'électrification, de l'aménagement des cités, etc.

Considérant que l'économie congolaise est encore inorganique et duale, deux problèmes majeurs sont posés. D'abord celui, presque constant depuis l'origine de "l'Oeuvre" qui concerne la formation d'un marché du travail stabilisé et suffisant. Les réponses passent par le développement de la formation, les infrastructures de stabilisation du prolétariat, et l'introduction souhaitée d'une mécanisation accrue dans l'industrie. Le second problème concerne le maintien et le développement d'une économie indigène vivrière et de rente. Outre l'introduction de la mécanisation agricole et l'évocation des coopératives indigènes, les réponses apportées sont ici extrêmement floues.

Les pouvoirs publics n'entendent pas se limiter à des mesures conservatoires, mais aussi assumer la responsabilité directe du développement de l'agriculture indigène en termes de progrès de l'outillage et de méthodes, d'organisation du travail et du crédit.

Enfin, les méthodes sauvages sont contestées pour leurs résultats catastrophiques et on précise que de nouvelles méthodes d'intensification doivent être mises au point, "*faites à la fois de traditions locales et de progrès*".

On trouve exprimée l'idée qui sera reprise par FULRÉAC (Fondation de l'Université de Liège pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale) de la création d'une "*race de paysans attachée à la terre et capable d'en tirer profit*". On attend des paysannats une forme de villagisation-sédentarisation propice au développement de petites infrastructures villageoises.

Dans les centres extra-coutumiers importants, l'Office des Cités Indigènes coordonnera une dépense de construction de deux milliards pour la période du plan.

On évoque l'amélioration des services publics —voiries, eaux, électricité, hygiène— à travers les équipements hospitaliers essentiellement.

¹¹⁸ Voir sur ce point Bezy 1957, pp. 94-100.

L'éducation et la scolarisation font porter l'effort principal sur l'enseignement technique de niveau secondaire, sans que l'on puisse parler d'une extension considérable. Le développement d'un enseignement supérieur est prévu mais reste soumis à la loi de la "pyramide" progressive. Ainsi, pour l'enseignement moyen professionnel, 21 nouveaux établissements doivent voir le jour pour arriver en 1959 à 30 écoles d'où sortiront annuellement 720 élèves!

Les nouveaux établissements primaires de premier degré sont fixés à 3 600 susceptibles, de "diplômer" près de deux millions d'enfants durant la décennie.

Quatre-vingt-dix établissements seront voués au "deuxième niveau primaire sélectionné" qui assureront quelque 10 000 diplômés durant la décennie.

On prévoit également 45 ateliers d'apprentissage, 36 écoles professionnelles moyennes et 5 écoles professionnelles supérieures.

Le plan de développement du Ruanda-Urundi ne fut élaboré qu'en 1952. La problématique était presque exclusivement agro-pastorale. Aucun investissement de nature industrielle ne fut programmé ni engagé. A. Guichaoua note que les investissements agricoles et la recherche agronomique furent concentrés sur quelques paysannats surencadrés et qu'au total, *"les retombées proprement paysannes sont extrêmement faibles et généralement indirectes"* (1989, T. I, pp. 27-28).

En fait, à cette époque déjà, les paysannats du Congo avaient fait long feu et la formule, pour autant qu'il en existât une, était déjà violemment critiquée, en outre par Malengreau¹¹⁹. Les ébauches de réponse de l'INÉAC privilégièrent l'imposition de nouvelles contraintes techniques et culturelles.

La perspective, bien installée alors, était celle de la saturation: surpeuplement humain et animal, fragmentation des exploitations, érosion, enclavement. Le contraste était total avec le Congo. Bézy avertit en 1957: *"l'économie du Ruanda-Urundi est peut-être, parmi celles de tous les pays d'Afrique, la plus différente de l'économie congolaise"*.¹²⁰ La

¹¹⁹ Interrogé à propos des paysannats au Congo, Malengreau évoqua spontanément le travail forcé: *"il fallait faire travailler les Noirs qui ne travaillaient pas, (...) ça tournait au travail forcé (...), pour moi, l'essentiel de la formule consistait en l'alternance des cultures qui permettait de réduire les surfaces qu'utilisaient les Noirs. L'objectif du paysannat était de faire travailler ces gens qui semblaient ne s'intéresser à rien. Mais la contrainte ne marcha jamais. J'ai préconisé la séduction des objets à acheter: ouvrir des magasins, les tenter avec des choses qu'ils convoiteront et leur faire comprendre que pour les acquérir, il faut vendre de la production (manioc) et donc travailler. Mes recommandations n'ont jamais été mises en pratique pour autant. Le gouverneur exigea un droit de regard sur mon papier, qu'il savait critique; j'ai refusé"* (Interview G. Malengreau 1993).

¹²⁰ F. Bezy 1957, p. 262.

fécondité était décrite comme l'une des plus élevée d'Afrique et on évoquait alors une limite malthusienne.

La représentation sociale qui sous-tendait la problématique du plan était, plus nettement encore que durant les années vingt, celle de la féodalité. À celle-ci était directement liée la question de la densité du bétail. Les auteurs du plan estimaient ainsi qu'indépendamment du fait que le colonat agricole eut été découragé avec succès, une personne sur cinq et un bovidé sur deux étaient surnuméraires. Le très puissant encadrement agricole n'avait pas de réel équivalent en matière de santé. En tout état de cause, le dispositif socio-sanitaire n'était pas comparable avec celui du Congo où les bras manquaient. Les salaires et la productivité ruando-burundaise étaient aussi significativement plus bas. Le salariat était dérisoire, bien que la production agricole soit extrêmement dominante et indigène.¹²¹ L'économie d'autosubsistance restait de loin la plus répandue.

Le plan entérinait l'impossibilité de substituer des entreprises agricoles européennes aux entreprises familiales indigènes. Le recours au facteur travail (très bon marché) restait privilégié. L'émigration vers le Kivu et le Katanga, déjà organisée à grande échelle avant guerre, était considérée comme un facteur non négligeable.

À l'origine, le plan de développement du Ruanda-Urundi comportait un très important volet de recherche, principalement agro-pastoral: "*une exploration géographique complète et une étude du milieu physique, biologique et humain*".¹²² Pourtant les chiffres relatifs aux dépenses engagées dans le cadre du plan décennal indiquent que les investissements scientifiques (y compris l'INÉAC) ne comptaient que pour 2% du total.¹²³

¹²¹ Presque tous les employés des entreprises européennes demeuraient établis en milieu coutumier, où ils conservaient et cultivaient leurs terres (Bezy 1957, p. 269).

¹²² Fondation Roi Baudouin, 1991, vol. I, p. 84.

¹²³ 33% pour l'agriculture et les routes, 24 % pour les constructions administratives et l'urbanisme, 19 % pour le secteur de l'énergie, 18% pour les investissements à caractère social (y compris l'enseignement) (FRB, op. cit. p. 133).

VI. Au centre d'une nouvelle dynamique de la recherche africaniste: l'IRSAC (Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique centrale)

"En Afrique centrale, l'attention scientifique s'est jusqu'ici trop préoccupée des arbres, au point de négliger la forêt" (Le premier directeur de l'IRSAC, E. De Bruyne).

VI. 1. La colonie: une nouvelle *terra incognita*

Tandis que les associations d'universitaires au Congo se mobilisaient autour d'une stratégie de captation de la rente liée à la créance de guerre congolaise, une poignée de notables et d'universitaires métropolitains (en Belgique et à l'étranger) réfléchissaient à l'après-guerre scientifique et, en outre, au nouvel âge scientifique de la colonisation.

À la suite de l'intervention de la *Commission for relief in Belgium*, mise sur pied après la première guerre mondiale et qui avait permis la création du Fonds National de la Recherche Scientifique (FNRS), c'est le mode d'institutionnalisation de la recherche scientifique aux États-Unis qui devait impressionner fortement les ébauches de projets.¹²⁴ En 1944-45, les contacts se multiplient et annoncent la création de l'*American- Belgian Educational foundation*.¹²⁵ C'est un professeur de Gand (De Bruyne, cf. "l'affaire Tempels") éphémère Ministre des Colonies qui, bien que n'appartenant pas aux

¹²⁴ L'immédiat après-guerre voit par ailleurs la création d'instituts scientifiques multidisciplinaires et spécifiquement africains installés sur le terrain. Ainsi, et en outre, le Centre de Recherches ethnologiques de Brazzaville devient en 1945 l'Institut d'Études Centrafricaines, dont le programme est élargi aux sciences naturelles et appliquées.

¹²⁵ Par un accord passé en 1948, l'IRSAC devient le représentant de la *Belgian American Educational Foundation* au Congo. Des accords de "visiting" de savants et professeurs américains sont immédiatement concrétisés. Trois des cinq premiers chefs de centre ont transité par les États-Unis, à titre de chercheur ou d'enseignant. Van den Berghe, directeur en 1948, est professeur visiteur à Tulane University, J.J. Maquet, chef du centre de Butare, docteur en droit de l'UCL, à préparé une thèse de sociologie de la connaissance à Harvard et complété sa formation ethnologique au lendemain de la fondation de l'IRSAC chez D. Forde, à l'African Institute de Londres, établissement familial des savants coloniaux belges et qui reçoit une subvention du ministère belge des Colonies. Une étudiante de Forde, Miss Tew, reçoit en 1948 une subvention de 50 000 BF pour des études ethnologiques au Congo. C'est cependant principalement avec les États-Unis que sont passées des conventions de coopération scientifique. Une orientation qui ne sera pas démentie par les débouchés ultérieurs de la nouvelle ethnologie qui prit naissance avec la création du Centre d'Astrida. L. Baeck, économiste ou socio-économiste qui rejoindra les rangs de l'IRSAC a lui aussi préparé une thèse de troisième cycle à Berkeley.

institutions officielles de la science coloniale de l'Âge d'or, jouera un rôle important dans ces contacts américains et fondera l'IRSAC sur un modèle d'organisation qui marquera un profond renouvellement des infrastructures savantes coloniales.¹²⁶ L'idée se précise d'un organisme multidisciplinaire spécifiquement destiné à l'investigation africaine, doté d'un cadre institutionnel propre, d'un personnel et d'une administration résidents en Afrique, indépendant du gouvernement colonial et inséré dans un réseau international (à tout le moins africain)¹²⁷.

L'ancien cadre institutionnel de la recherche coloniale semble brutalement devenu obsolète, tant on répète à l'envi que l'investigation scientifique de l'Afrique est "devant nous".¹²⁸

Ce sont en effet principalement des scientifiques métropolitains n'appartenant pas aux cénacles coloniaux de l'âge d'or qui instruisent le dossier de l'Institut scientifique en Afrique. Si celui-ci est d'emblée conçu comme une institution qui se doit d'être enracinée dans la colonie, il est affirmé qu'il s'agit par ailleurs d'une extension de l'organisation scientifique belge. Pourtant, la conception même de l'IRSAC semblait traduire la possibilité d'y voir une première organisation scientifique spécifiquement congolaise. De nombreuses sections de l'IRSAC eurent bientôt un succès international qui dépassait de loin celui de leurs "homologues métropolitaines".¹²⁹ Ses bases furent reconverties en organes de coopération.

Dans la terminologie de la nouvelle croisade, nul n'entend négliger "*l'acquis*", mais il est frappant de constater combien les références à l'IRCB, à l'ICI, à l'Université coloniale sont extrêmement rares. Par contre, l'Institut de médecine tropicale et le Musée de Tervuren sont associés de près à l'IRSAC.¹³⁰ D'emblée on conçoit que le rôle de

¹²⁶ Un médecin, professeur à l'Institut de médecine tropicale est envoyé par le Ministre De Bruyne en mission aux États-Unis pour parachever le projet d'Institut. Le projet est encore négocié sous le ministère libéral de Godding, puis finalement inauguré en 1948 par le Ministre des Colonies suivant, Wigny (catholique).

¹²⁷ Selon un éminent notable de l'IRCB, qui retraçait en 1962 l'épopée scientifique de la Belgique au Congo, "*la création de l'IRSAC correspondait à la nécessité de comprendre l'homme africain au centre de trois niches écologiques qui l'enferment en cercles concentriques: la culture, l'économie, la géographie*" (L. Van den Berghe 1962, p. 29).

¹²⁸ Les réformateurs sociaux répétant pour leur part que la véritable colonisation commence, reléguant le "colonialisme".

¹²⁹ "*Entre 1950 et 1960, un Institut scientifique africain au Congo recevait plus de visites de savants notoires étrangers qu'un équivalent belge*" (L. Van den Berghe, 1962, p. 32).

¹³⁰ L'après-guerre constitue pour le Musée une véritable renaissance dans les domaines de l'ethnologie. L'IRSAC patronne, dès 1948, une mission d'Olga Boone visant à actualiser l'étude des peuplades congolaises.

l'IRSAC doit être "d'animer", "de coordonner", d'ouvrir le champ congolais d'investigation.¹³¹ L'IRSAC "doit être un organisme central, mais non centralisateur, centrifuge plutôt que centripète" (IRSAC 1949).

Le dispositif issu de l'âge d'or se trouve donc interpellé par le bas (l'activisme scientifiques au Congo) et par le haut (l'establishment universitaire métropolitain). Les deux mouvements ne sont par ailleurs pas dépourvus de relation. Le comité scientifique provisoire d'Élisabethville deviendra la commission scientifique de patronage de l'IRSAC pour le Katanga.

La rhétorique qui accompagne la création de l'Institut consacre le rôle déterminant et principal du progrès scientifique dans l'épopée civilisationnelle commencée il y a cinq siècles.¹³² Celle-ci paraît poser un nouveau défi: "*la transformation sociale est à la traîne au regard des transformations accélérées de l'environnement*", c'est-à-dire de l'environnement scientifique et économique. Selon le premier directeur de l'Institution, "*depuis quelque deux décades seulement, les esprits les plus éclairés se sont pénétrés de ce que la science constitue l'un des facteurs les moins discutables de civilisation, qu'elle possède le pouvoir immédiat d'améliorer la condition humaine et qu'elle peut, sans passion et avec méthode, poursuivre des buts à longue portée*" (IRSAC 1948, Rapport de Van den Berghe, p. 3). Quelques années plus tard, on pourra lire dans un rapport de l'IRSAC "*qu'il constitue le moyen le plus efficace et le plus rapide qui permettra à l'État et aux organismes d'exécution de poursuivre, par application de découvertes scientifiques, le développement matériel et moral du pays, justification essentielle de la présence belge en Afrique*" (IRSAC 1956, p. 7).

La conception originelle de l'Institut est pourtant loin d'en faire un organisme d'intervention directe. Les centres de recherches, observatoires et laboratoires établis au Congo sont situés loin des villes et des centres.¹³³ Les recherches fondamentales, y compris la création d'un observatoire astronomique, occupent une part prépondérante des budgets.

L'Institut est pourvu par l'État belge d'un capital de 200 000 000 FB et d'une somme équivalente pour la construction des bâtiments et l'équipement des centres congolais. Les dépenses récurrentes sont à charge du ministère des Colonies et prélevées sur les budgets

C'est un médecin de l'Institut de médecine tropicale qui succède rapidement à de Bruyne.

¹³¹ "*L'IRSAC permettra ainsi aux institutions belges de prolonger leur action en Afrique centrale dans un cadre national et dans une atmosphère académique*" (IRSAC, 1954, p. 10). C'est l'IRSAC qui représente la Belgique lors de la conférence interafricaine pour la recherche scientifique tenue à Johannesburg en 1949.

¹³² Au lendemain d'Hiroshima, on peut s'étonner de cette foi aussi absolument affirmée.

¹³³ À l'exception d'Élisabethville.

ordinaires du Congo R-U. Les statuts insistent sur l'autonomie scientifique exécutive des centres congolais. En 1954, le cadre est constitué d'une quarantaine d'Européens et de 600 employés africains. Parmi les cinq centres de recherche établis au Congo, trois sont situés dans l'Est de la colonie (Élisabethville, Astrida-Butare, Bukavu¹³⁴). Ces chiffres relativement modestes n'empêchent pas l'IRSAC de devenir le principal foyer de redéploiement de la science coloniale, car l'Institut accorde par ailleurs de nombreuses bourses de recherches et de missions, tout en collaborant avec le FBI, l'INÉAC, le Musée du Congo, l'Institut des Parcs du Congo R-U et divers services gouvernementaux.¹³⁵

Bien qu'elles ne soient pas négligées, les sciences de l'homme, conçues dans un paradigme environnemental généralisé, ne reçoivent ni l'essentiel des budgets, ni la part du lion des personnels, ni des investissements (évidemment). L'IRSAC se donne pour principaux domaines d'investigation la climatologie, l'astronomie, et l'astrophysique, la botanique et la zoologie, ainsi que la géophysique et la géologie. Vers 1960, on estimait à plus de mille les publications scientifiques des chercheurs de l'IRSAC.

Les terrains que désignent les "problèmes sociaux" sont généralement incorporés dans les problématiques médicales, vétérinaires ou issues de l'une ou l'autre discipline des sciences appliquées (Médecins et chimistes pour ce qui concerne l'alimentation).¹³⁶

VI. 2. Naissance de l'anthropologie professionnelle

¹³⁴ Bukavu accueille la direction et l'un des principaux centres de recherche. Le centre d'Astrida, dédié au R-U et plus particulièrement aux "*problèmes humains qui, dans ces territoires surpeuplés, se posent avec une acuité qui réclame une étude approfondie*" (Premier rapport), est par ailleurs un centre de recherche en biochimie et en anthropologie physique. Le centre d'Astrida reçoit l'une des premières missions importantes consacrées à la nutrition indigène.

¹³⁵ C'est ainsi que la première bourse de recherche de L. de Heusch est accordée par l'IRSAC et le fonds Cassel de l'ULB. Un bref compte-rendu de la recherche de de Heusch au Maniema est présentée par la *Revue de l'Institut de sociologie* en 1949. Le jeune ethnologue entend faire la démonstration que les modes d'organisation de la parenté ne se succèdent pas nécessairement selon des évolutions logiques, mais parfois, à l'instar des règles de dévolution du pouvoir chez les Basonga, par décision consentie et délibérée. C'est encore l'IRSAC qui permet à de Heusch de suivre les cours de Griaule à Paris en préparation des recherches qu'il prépare au Kasai.

L'IRSAC financera par ailleurs une mission décisive de Doucy et Feldheim au Katanga, qui marque le début de l'intervention des sociologues métropolitains dans cette province.

¹³⁶ Au-delà des effets de rhétorique de l'idéologie scientifique triomphante qui traduisent la nouvelle définition politique de la tutelle coloniale dans un objet redevenu une *terra incognitae*, on ne peut qu'être frappé par la foi interdisciplinaire dans le dogme selon lequel progrès scientifique = progrès social.

L'investigation du "milieu humain" est annoncée comme primordiale, elle déborde d'ailleurs les sciences humaines et sociales et ne se limite pas au Centre d'Astrida. Car médecins, botanistes et vétérinaires forment l'essentiel du personnel des grandes missions qui ont pour objet l'alimentation indigène et la dépopulation de *la cuvette*. Par ailleurs, de nombreux subsides furent accordés à des missions de recherche métropolitaines ou missionnaires.

Il est frappant de constater que la commission principale avoua l'absence de personnels spécialisés en ethnologie et en sociologie africaine. C'est un docteur en droit (UCL), détenteur d'une thèse de sociologie de la connaissance (Harvard), qui est nommé chef du centre d'Astrida.¹³⁷ Il est absolument étranger aux institutions savantes coloniales. Une subvention lui est immédiatement accordée pour "*perfectionnement en ethnologie africaine*" par le biais d'un séjour à l'*African Institute* de Londres. Malgré les quelques subventions accordées par l'IRSAC à des recherches d'ethnologues spontanés, de missionnaires, l'ethnologie missionnaire pré-tempelsienne entame un processus de relégation. La formation des nouveaux professionnels de l'ethnologie et la valorisation de leurs travaux —Maquet, Biebuyck, Vansina, d'Hertefeld, Coupeze, d'Outreloup, Cuypers, Baeck, Neesens principalement— passera toujours par l'étranger, l'appareil de l'IRSAC et le Musée de Tervuren, institution très marginale jusqu'ici. L'ethnologie belge de l'Afrique centrale se dégage ainsi de l'école de Vienne. Le musée est désormais dirigé par Olbrecht, américaniste à l'origine, formé aux États-Unis, professeur à l'Université de Gand et coopté tardivement par les institutions savantes coloniales.¹³⁸

¹³⁷ J. Maquet 1949.

¹³⁸ Dans un réflexe habituel et probablement stimulé par les révélations concernant "*l'évolution ultra-rapide des populations congolaises durant la guerre*", De Jonghe, pressentant certainement les préparatifs de l'IRSAC, relance un vaste projet d'une exploration méthodique et systématique des populations congolaises! Ce n'était rien d'autre qu'une reprise du projet initial de la Société de sociologie dont les onze monographies avaient pris quelques rides. C'est l'ultime tentative de l'ethnologie officielle, viennoise et catholique de réinvestir en force le terrain congolais. En fait, De Jonghe propose un projet global de dispositif d'investigation ethnologique, basé sur l'enseignement de l'université coloniale, l'étude systématique des ressources du musée et quelques stages à l'étranger. Des stations ethnographiques au Congo verraient certes le jour, mais ne seraient rien d'autre que des moyens de survie des anciennes institutions savantes. L'IRCB sélectionnerait et patronnerait les projets et les missions. Il publierait les rapports de recherche, etc. (De Jonghe 1947). Ultime tentative de restaurer la formule scientifique de l'âge d'or?

Parmi les religieux, les travaux se poursuivront en linguistique: Van Bulck, (UCL), Hulstaert (*Aequatoria*) et de Sousberghe principalement.¹³⁹ C'est en quelque sorte le second raté des universités belges dans le domaine ethnologique.¹⁴⁰ Car malgré la renaissance d'une ethnologie à l'ULB autour des travaux de G. Smets, membre du conseil consultatif de l'IRSAC originel (au même titre que De Jonghe), et de sa fille Mme Dorsinfang-Smets, la nouvelle dynamique enclenchée en Afrique restera *relativement indépendante de l'enseignement et de la recherche universitaire métropolitaine avant l'indépendance*.^{141 142}

¹³⁹ d'Hertefelt, licencié en philosophie et lettres (UCL) fut engagé par Maquet comme assistant en 1957; il n'avait aucun profil colonial et nous a avoué avoir de la peine à se souvenir de l'identité de De Jonghe et n'avoir que très peu lu l'ethnologie belge des années 30. "*Les travaux de Hulstaert sur les Mongo sont sans doute importants, mais comme ceux de Van Wing, ils relèvent de l'archéologie de notre discipline*" nous confia-t-il récemment. L'ethnologie de l'Université coloniale (Van Der Kerken et De Cleene) ne semble pas davantage avoir constitué une référence intellectuelle du petit groupe de l'IRSAC.

L'acquis de l'ethnologie belge d'avant-guerre est donc très marginal dans la formation des nouveaux professionnels. Par contre, les influences britanniques et américaines sont dominantes.

Dans un ouvrage d'ethnologie générale du Congo, publié par Vansina après l'indépendance, on trouvera un certain nombre de références à l'ethnologie coloniale, mais la rupture scientifique est projetée sur l'objet lui-même. Le Congo ethnologique est présenté comme le passé du Congo d'alors.

de Heusch est, à notre avis, le seul qui soit passé par l'Institut d'ethnologie de Paris. Kuypers travaillait sur l'alimentation dans la ligne des travaux de Leroi-Gouran. Mais les références dominantes renvoient aux travaux de Radcliffe-Brown et d'Evans Pritchard.

¹⁴⁰ Le repli post-indépendance ne compensera pas ce nouveau raté. Vansina, Biebuyck, Maquet, feront carrière aux États-Unis. D'Hertefelt restera au Rwanda jusqu'en 1972, dirigeant L'INRS qui succéda à l'IRSAC et que la Belgique continue de financer globalement jusqu'en 1976. Il sera ensuite attaché au Musée de Tervuren où il poursuivra d'une certaine manière l'habitude encyclopédique et bibliographique des sciences coloniales, tout en donnant des cours à Liège et Leuven. D'Outreloup sera rapatrié à l'UCL, qui ne compte toujours pas à l'heure actuelle de véritable filière en anthropologie. De Heusch aura le succès que l'on sait à l'ULB avec des travaux d'inspiration structurale et symbolique. Une section complète d'africanisme verra le jour à Gand autour de l'ethnologie des arts et de la linguistique (Hulstaert en outre). Elle est quasi résiduelle aujourd'hui.

¹⁴¹ G. Smets 1946.

Étude du système "féodal" des relations économiques et sociales du Ruanda qui, selon l'auteur, ne pourra résister à l'administration belge.

¹⁴² Notons toutefois que l'année 1952 vit la création de l'Institut africaniste de Louvain dirigé par Van Bulck qui comprenait deux sections, l'une ethnologique et l'autre linguistique, qui comprenait une filière doctorale. À la même époque, l'Université de Gand créait un Institut africain où les personnages clés étaient Van Der Kerken et Olbrecht.

Bien que dirigé par un juriste-sociologue-ethnologue, le centre de recherche d'Astrida sera principalement ethnologique. La sociologie, que l'on évoquait abondamment à l'origine, n'y prendra pas de développement significatif.¹⁴³ La distinction est évidemment difficile à opérer, mais elle est évidente au regard des thèmes de recherche brillamment développés par ces quelques chercheurs. Outre les travaux d'anthropologie physique de Hiernaux, les domaines privilégiés sont l'ethno-histoire (Vansina à propos des Kuba, Maquet et d'Hertefelt pour le Rwanda) et la linguistique (Coupez). Quoique la section ethnologique (sciences de l'homme) ait été originellement orientée vers la guidance du progrès des sociétés indigènes, tout autant que vers la science *a priori* désintéressée et fondamentale, et malgré les quelques interventions d'ethnologues dans les programmes de recherche nutritionnelle (Olbrecht et Cuypers parmi les Banyarwanda et les Bashis), la stratégie professionnelle et scientifique des ethnologues de l'IRSAC semble bien avoir pris une orientation privilégiant les problématiques dominantes de l'ethnologie internationale et académique. Bien que Biebuyck ait participé à des travaux sur les nouvelles formes de solidarités et les nouvelles associations¹⁴⁴, le changement social, les villes congolaises restèrent largement hors du champ. *"Le développement? Nous ne nous occupions guère de cela"* (interview d'Hertefelt).¹⁴⁵

¹⁴³ Il est vrai que l'on revendique autant une sociologie africaine, qu'une ethnologie africaine. La mise en cause de l'administration indirecte et la montée des problématiques sociales sous-tendent ce changement terminologique. Cependant, parmi les travaux des membres de l'IRSAC, seuls les travaux de L. Baeck (1957) sont nettement dégagés de l'anthropologie culturelle. Sa monographie d'Usumbura est déjà très nettement influencée par une problématique économique-spatiale de la modernisation et de l'urbanisation. Distinguant les causes universelles de l'urbanisation comme changement global des structures et des relations sociales, et les causes particulières, c'est-à-dire liées à l'extériorité et la rapidité des changements des structures économiques et rôles économiques correspondant, Baeck rejette *"l'idée selon laquelle les migrants vivraient dans un "vacuum social et culture"*. Contre cette thèse de la *"nudité sociale présente des Africains"*, thèse qui domine le vaste projet d'ingénierie sociale théorisé et lancé au Congo, il rétorque que *"ces hypothèses sont plus ou moins dérivées de la prémisse de la parfaite intégration des cultures (...), alors que rien n'indique que l'accélération provoquée de l'évolution ne puisse créer, par un processus dynamique d'adaptation et d'innovation, un mode de vie et des relations sociales inédits dans un mouvement dont on ne connaît pas encore le terme. (...) L'hypothèse que nous adoptons est celle de l'évolution sociale du milieu urbain, déclenché par des stimuli, parmi lesquels les nouvelles structures économique et spatiale semblent être les plus immédiats, (...) la nouvelle distribution spatiale selon la division du travail incite à de nouvelles soudures sociales.(...) N'est-ce pas le déterminisme le plus pur? Nous ne le croyons pas. Le terme de cette évolution nous est inconnu du fait que les variables indépendantes sont les individus eux-mêmes. Tout dépend de la manière, créatrice ou pas, dont ils reconstruiront cette structure en face de ces stimuli extérieurs"* (pp. 18-22).

¹⁴⁴ D. Biebuyck 1957.

¹⁴⁵ Ainsi, un important publiciste, chroniqueur "congolais" de la *Revue Générale Belge* et directeur de la

Les problèmes sociaux furent davantage saisis par des "entreprises" socio-économiques métropolitaines liées à des universités (Doucy, ULB; Clemens, Liège et Malengreau, Lovanium-UCL) qui investirent le terrain par d'autres voies (voir plus loin).¹⁴⁶

Les principales recherches menées hors du cadre ethnologique sont, pour le Ruanda-Urundi, de nature démo-économique. Les travaux de Neesen introduisirent une méthode de sondage récurrent par échantillonnage stratifié à deux degrés qui permit de mesurer la surestimation passée des populations du R-U.¹⁴⁷ Malgré ces correctifs, la problématique de saturation démographique ne fut pas reconsidérée. Au contraire, la perspective calculée d'un doublement de la population dans les trente ans poussait Neesen à prôner des solutions radicales: émigration massive, introduction de capitaux susceptibles d'assurer un décollage que la seule économie du R-U ne pouvait préparer, abolition de la structure féodale et développement de l'épargne (Neesen 1956).

Les enquêtes de Leurquin, consacrées à l'alimentation et aux revenus des ménages, fournirent, mais tardivement, des données jusqu'ici inexistantes sur les revenus disponibles et les budgets des ménages. Leurquin contesta en outre l'idée force de l'agronomie qui était au R-U la discipline dominante, en établissant que l'absence de disponibilité des terres n'était pas toujours le facteur principal qui freinait l'extension de la production (Ph. Leurquin, 1960 et 1963).¹⁴⁸

Revue des Anciens de l'Université coloniale devenue Problèmes d'Afrique Centrale, met en cause les Instituts "qui n'ont aucun souci de faire sur place des vastes enquêtes qui permettraient de réunir les éléments pouvant nous fournir les données pratiques que nous cherchons" (L. De Koster 1953, p. 657).

¹⁴⁶ d'Hertefelt croit se souvenir que la seule recherche commanditée à laquelle il participa fut sollicitée par le ministère des Colonies à la demande de l'ONU. Cette recherche portait sur l'évaluation de la perspective d'élections démocratiques au Rwanda (J. Maquet et M. d'Hertefelt 1959).

¹⁴⁷ Chiffre fixé à un peu plus de quatre millions, alors que depuis 1920 le chiffre de cinq millions était considéré comme une base très probable.

¹⁴⁸ L'intérêt des études de Leurquin tient pour beaucoup dans le fait qu'elles donnent, à travers les évolutions de prix sur les marchés, les revenus, les consommations des ménages, etc., des indications sur les conséquences des mesures prises durant l'application du plan décennal. Elles dessinent l'image d'un monde (hutu et tutsi non possesseurs de bétail) qui, pour être relativement sustenté d'un point de vue alimentaire quantitatif, est résolument enfoncé dans la pauvreté. À la conception agronomique de la saturation des terres se substitue celle d'un blocage global et structurel d'une économie incapable de générer par elle-même les bases d'une rupture qualitative. Conception qui semble largement partagée par Bezy (voir Bezy, 1957, dernier chapitre consacré au plan de développement du R-U et tout entier construit autour de l'opposition entre cette situation économique et celle du Congo).

C'est à partir de la formation originelle des premiers ethnologues (Maquet, Vansina et Biebuyck à l'Institut africain de Londres; de Heusch à Paris, sous la direction de Griaule, Hiernaux à Boston), puis surtout à travers l'établissement de réseaux africains de chercheurs que cette nouvelle ethnologie est d'emblée internationalisée dans ses problématiques et ses modes de valorisation. En 1951 eut lieu à Astrida le premier colloque conjoint de l'IRSAC et de l'*East African Institute of Social Research*. Le second se tiendra deux ans plus tard au *Makerere College* de Kampala. C'est l'occasion d'un premier bilan qui conforte ce que nous avons avancé quant aux orientations du renouveau africaniste. Maquet prépare son étude des structures sociales anciennes du Rwanda (1900). Biebuyck, qui a commencé, en 1949, ses recherches sur les classifications de systèmes de parenté, prépare deux ouvrages consacrés à l'institution du Bwami, ses cérémonies, ses rites, ses danses, etc.¹⁴⁹ L'abbé Kagame (chercheur associé et subventionné par l'Institut) prépare une thèse devenue célèbre et consacrée au Code des institutions pré-coloniales du Rwanda. De Heusch est occupé à "tester" les hypothèses de Griaule et plus généralement les éclairages de l'anthropologie culturelle parmi les Batetela. Vansina entame une recherche consacrée à l'histoire des institutions bakuba. Spécialiste de linguistique africaine, Coupez a rejoint l'Institut dans le but d'établir la grammaire et le système tonal du kinyiaruanda. Sur un terrain très proche, le R.P. Schumacher (subventionné) poursuit ses recherches lexicales, tandis que Jacobs s'attaque à la distribution géographique des langages tetela.¹⁵⁰ Des crédits ont été accordés à des missions ou recherches archéologiques (R.P. Van Moorsel, industries préhistoriques et M. Becquaert, conservateur du Musée de Tervuren). Enfin le Dr Hiernaux a réuni et examiné 50 000 relevés anthropométriques.¹⁵¹

¹⁴⁹ L'association Bwami a été interdite quelques années plus tôt par l'administration.

¹⁵⁰ Trois auteurs de dictionnaires ont par ailleurs été subsidiés par l'IRSAC. Tous trois sont missionnaires; parmi eux figure Hulstaert.

¹⁵¹ Des travaux qui contrastent avec les dernières expressions de l'ethnologie de gouvernement qui s'enlisent dans de complexes discussions quant aux réformes administratives (Van Der Kerken) ou encore sur la capacité des anciennes formes de solidarité à s'opposer aux influences dissolvantes de l'individualisme (De Cleene). Entre 1945 et 1950, l'ethnologie coloniale est encore largement occupée par divers projets de réforme de la politique et de l'administration indigènes. Parmi les plus lucides, Van Der Kerken conçoit que le colonialisme est mort, que l'émancipation politique des Africains est pour demain ou après-demain, que l'émancipation sociale et l'association des Africains à l'administration sont les clés qui décideront de la forme que prendra l'indépendance. Dans cette perspective, il tente d'actualiser la doctrine de l'administration indirecte en réfutant toutes les tentations d'établissement d'un dominion "*au bénéfice d'une aristocratie de colons qui régnerait sur une plèbe africaine*" tout autant que les propositions (d'un Sohier par exemple) de "*faire du Congo la dixième province belge, de ces habitants des belges de coeur, de patrie, de langue, et de culture*". Sa tentative d'articuler les principes d'une émancipation (plutôt qu'administration) indirecte systématise en fait les grands principes dont on dira plus tard qu'il

À la faveur de quelques années, l'anthropologie qui s'élabore autour de l'IRSAC s'écarte définitivement des problématiques et, dans une large mesure, du paradigme colonial. Elle se tient à prudente distance des terrains brûlants et chaotiques des réformes, des villes et des mouvements sociaux. Précipitamment nourrie de linguistique et d'ethno-histoire, elle se tourne aussi définitivement vers l'anthropologie culturelle et, avec de Heusch, vers le chantier structuraliste. Les travaux, y compris les travaux de Baeck et Neesen, davantage liés par leurs objets à la colonisation de développement, sont systématiquement orientés vers des problématiques, méthodologies et ambitions internationales. C'est presque toujours en dehors de la Belgique que leurs auteurs poursuivront, temporairement ou définitivement, leur carrière scientifique.

constituèrent la doctrine belge d'émancipation africaine. "*Satisfaire les africains en élevant leur niveau de civilisation, de leurs sciences et de leurs techniques notamment, de leur niveau de vie, (...) en conservant leurs patries indigènes, leur culture, leur langue, tout en les orientant graduellement, ni trop vite ni trop lentement, vers plus d'autonomie et de démocratie en donnant une certaine satisfaction à leur sentiments nationalistes (...) une évolution mesurée des groupements indigènes, de leurs institutions et autorités traditionnelles...*" (G. Van Der Kerken, 1953, pp. 25-62).

La doctrine de la lente et très progressive association qui doit commencer au niveau local à travers des conseils indigènes qui s'étendraient ensuite vers les provinces. À mesure qu'ils acquerraient une expérience, ces conseils se constitueraient en organes de fédérations ou confédérations ethniques dotées de pouvoirs législatifs, judiciaires, exécutifs, financiers et même économiques. "*Les assimilateurs oublieraient-ils qu'il existe, en Belgique même, deux groupes ethniques qui ne sont pas près de disparaître*"! Cette référence au binationalisme belge est explicite et, dans le long terme, Van Der Kerken imagine qu'un redécoupage de l'Afrique doit être opéré sur des bases ethniques. Il estime par ailleurs souhaitable que la masse des évolués ne se constitue pas en groupe distinct des ethnies, mais "*se mette au service de leurs ethnies respectives... moyennant rémunération équitable*"! Il faut faire retour aux campagnes congolaises plutôt que de concentrer les efforts sur les villes et les centres extra-coutumiers. Tandis que s'élabore une anthropologie congolaise professionnalisée et internationalisée, les ethnologues coloniaux issus de l'âge d'or se perdent en conjectures et projets de réformes. L'opposition entre une administration directe assimilatrice et une administration indirecte différentialiste se brouille mais reste ici bien présente comme structure polémique.

Un ouvrage aussi important que celui de Mannoni, qui met à jour le complexe psychologique des rapports entre colonisés et colonisateurs et aura un écho immense, est lui-même, dans une certaine mesure, un plaidoyer pour sortir l'éducation indigène de ce complexe. Fût-ce au prix d'une régression politique temporaire, il faut en outre rendre leurs attributions aux conseils de village, et ajoute-t-il, faire l'éducation de l'indigène en dehors des malentendus de la situation coloniale.

De Heusch dresse très tôt un programme nouveau d'anthropologie congolaise qui ne contient aucune référence à l'ethnologie coloniale.¹⁵² En posant l'anthropologie, science de la culture, comme pivot d'une (re)connaissance de l'homme dans sa totalité et son intégrité, en revendiquant une communauté théorique avec la sociologie, en repoussant les spéculations évolutionnistes et les prétentions de l'école de Vienne, il écarte définitivement les hypothèses raciales au profit d'un objet par excellence: "*l'homo sapiens, cet être privilégié, qui nomme les choses et se nomme lui-même*" (p. 674). Mais les contours du processus d'appropriation du paradigme de l'anthropologie moderne s'enrichissent encore dès les premières années cinquante, des références à "*l'étude des faits sociaux, politiques et religieux comme des éléments de systèmes de signes intelligibles*", références dont l'interprétation incombe à l'anthropologie descriptive. En "inventant" le terrain, ses incertitudes, ses aléas, ses solitudes et ses risques, terrain prétendument maîtrisé et élevé au statut épistémologique de l'Histoire, l'anthropologue se donne enfin des moyens d'accès au *tout*. Répétant systématiquement et en situation l'intuition de Boas, il rompt avec l'héritage de la quête muséologique, retrouve les ambitions méthodologiques de Durkheim et explore les *structures* ou *patterns*. Les frontières définies avec la sociologie, la psychologie ou la psychanalyse ne le sont plus en rapport avec des objets distincts, mais en rapport avec des éclairages ou approches différentes d'un même objet: la motivation et le sens des conduites collectives. Car l'anthropologie "*n'est pas la science des opinions*".¹⁵³ Une fois posée l'unité fondamentale et la profondeur psychosociale de la culture d'un groupe, la position méthodologique du fonctionnalisme doit être dépassée par un comparatisme structural. "*L'ethnographie locale, congolaise doit être générale, comparée*" (p. 681). À l'ombre du père des *Structures élémentaires*, de Heusch peut mettre en défaut la notion chrétienne de conscience au profit de celle d'inconscient, mais revendique aussi pour la connaissance, au cas où nous devons apprendre que les tabous sont indestructibles, "*les privilèges royaux de l'immunité*" (p. 684).

Il est très significatif de noter que l'ouvrage publié en guise d'adieux à l'Afrique par l'ARSOM en 1962, qui se voulait être un bilan de l'apport scientifique de la Belgique en Afrique centrale, et dont un volume entier est consacré aux sciences politiques et morales, ait été conçu de manière à rendre évidente la rupture sur laquelle se construit l'anthropologie "moderne" et professionnalisée belge. Outre le fort chapitre consacré aux approches juridiques et l'importance des témoignages divers de l'activisme social de la dernière période coloniale, le domaine de l'ethnologie apparaît singulièrement éclaté avec

¹⁵² L. de Heusch 1953.

¹⁵³ "*La théorie des intéressés pourrait fort bien ne constituer qu'un aspect limité de la réalité sociologique complète, car celle-ci n'affleure pas nécessairement la conscience de ceux qui la vivent* (de Heusch, op. cit. p. 681).

les articles *Anthropologie physique* (Hiernaux), *Démographie* (Van Brebant et Neesen), *Ethnologie* (De Cleene), *Linguistique* (Van Bulck), *Politique indigène* (Doucy, voir plus loin), *Arts et métiers* (J. M. Jadot, problématique muséologique très large) et *Vie traditionnelle* (J. J. Maquet). Ce dernier article, écrit par celui que l'on peut considérer comme le premier anthropologue de terrain, laïc et strictement professionnel, ne comporte aucune référence à l'ethnologie de l'âge d'or. Par son objet, les conceptions fondamentales comme "*clés de voûte de toute culture prise dans son ensemble*", le projet de connaissance qu'il propose renvoie d'abord aux travaux de Tempels, de Possoz et de Kagame qui apparaissent comme des démarches pionnières et fondatrices d'une anthropologie culturelle kluchohnienne qui, pour ne pas retenir "l'hypothèse ontologique", n'en conserve pas moins, à travers la notion de prémisses culturelles, l'ambition de cerner "*les conceptions du monde comme principes explicatifs et intégratifs des cultures, le caractère implicite de cette conception et l'utilisation d'une démarche inductive pour la mettre à jour, ainsi que le contrôle de la validité de la construction abstraite par la société même qu'elle prétend exprimer*".

De ce point de vue, Maquet constate que les recherches tournées vers un tel objet ne se sont développées que depuis les deux dernières décennies (en gros depuis l'affaire Tempels et la création de l'IRSAC qui suit immédiatement).¹⁵⁴

Culturalisme, structuralisme, penchant avéré pour l'ethno-histoire, "laïcisation" de la linguistique, problématiques et débouchés internationaux et spécialisation déjà poussée dessinaient sans doute une rupture avec l'ethnologie coloniale de l'âge d'or. Cependant, comme le montre bien le développement de la recherche consacrée au R-U et surtout au Rwanda, ces options eurent néanmoins des implications qui affirmaient, quant aux objets d'étude, des filiations incontestables. Les auteurs privilégiant l'ethno-histoire des formations sociales du Ruanda décrivaient un système de relations sociales qu'ils savaient dépassé. Cependant, des textes montrent que la profonde transformation subie par celui-ci, et que nous avons évoqué précédemment, était largement sous-évaluée par certains anthropologues dès qu'ils quittaient le strict terrain historique pour "éclairer" les drames de la saturation globale ou de l'actualité. Ainsi d'Hertefeldt décrivait la stratification sociale et la structure politique du Ruanda en soulignant fondamentalement la pérennité de la domination raciale des Tutsi entretenue par l'administration indirecte. Face à ce qui apparaissait comme une continuité, d'Hertefeldt situait l'innovation

¹⁵⁴ J. J. Maquet 1962, pp. 177-186.

Paradoxalement, cette nouvelle anthropologie de l'Afrique centrale se donnait un objet qu'elle disait elle-même moribond, illustrant encore une fois l'observation de C. Vidal selon laquelle les authentiques savoirs anthropologiques se construisent sur les tombes des cultures disparues, détruites.

L'ouvrage de Vansina auquel collabora d'Outreloup —*Introduction à l'ethnologie du Congo*— s'ouvrait clairement comme une introduction aux cultures disparues.

mobilisatrice "au niveau de la lente pénétration de nouvelles idées relatives à l'égalité parmi la «caste hutu» plutôt qu'à un bouleversement délibéré des institutions politiques traditionnelles par les gouvernants européens".¹⁵⁵ Selon lui, et malgré l'insistance portée sur la diversité culturelle et régionale ainsi que les inégalités économiques au sein de la «caste tutsi», l'administration coloniale avait une foi peu justifiée dans la "perfectibilité de l'ensemble des gouvernants tutsi". La révolution et la formation de partis ne cessaient de répondre "aux variables du passé en ce sens qu'ils ont une tendance générale à épouser les divisions sociales entre les castes hutu et tutsi".¹⁵⁶

Ce type "d'intervention théorique", qui devait devenir un quasi genre sur le terrain Ruando-burundais, fut presque absent du terrain congolais où la fragmentation ethnique, la réalité quantitative bien plus évidente de la sociabilité extra-coutumière et le clivage perçu comme radical entre le peuple et les évolués, qui monopolisaient le mouvement d'émancipation, permettaient un net départage "épistémologique" entre les anthropologues professionnels et le cercle naissant des politologues africanistes.

Bruxelles 1948: troisième Congrès international des Sciences anthropologiques et Ethnologiques. Six cents congressistes issus de trente cinq pays

Confrontation des écoles évolutionnistes (Ashley Montagu), historico-culturelle (Van Bulck, Koppers), sociologique (Radcliffe Brown),

¹⁵⁵ d'Hertefeldt 1960, p. 458.

Pour mesurer ce que cette présentation occultait, on lira Reyntjens 1985, principalement la deuxième partie, pp. 69-177.

¹⁵⁶ Il faut aussi souligner l'importance des transferts de "connaissance" de cette ethno-histoire dans les diagnostics et études réalisés à partir de 1955 par divers spécialistes chargés d'étudier des problèmes particuliers. Ainsi une mission pédagogique avait été sollicitée en 1957 par le Vice Gouverneur Harroy qui constatait l'échec de l'enseignement qui déracinait les moins doués pour en faire nécessairement des frustrés sans contribuer pour autant à former une véritable élite. Dans leur rapport, les pédagogues de l'université de Liège, qui font amplement référence à un différentiel d'aptitude entre Noirs et Blancs pour re-fonder un enseignement adapté, citent Maquet: "*cette disposition à la dépendance, à la séduction, au souci de plaire et de recevoir, explique que les Bahutu qui composent au moins 85% de la population se soient laissés subjugués par les envahisseurs Batutsi et imposer le système féodal décrit avec tant de profondeur par J. Maquet*" (FULRÉAC 1957, p. 18). La même mission pédagogique fixait à l'enseignement de la masse un objectif professionnel agricole, ou plutôt un enseignement vocationnel autorisant à envisager un retour guilleret sur les collines, mais aussi un objectif politique: "*que cette masse soit en mesure de s'opposer à la tyrannie!*"

diffusionniste et culturaliste (Herskovits). Aucun représentant de l'école fonctionnaliste, "aucun disciple de Malinowski".

Outre la présidence de De Jonghe, les principales contributions belges sont celles du R.P. Van Bulck (Louvain, théorie des cycles culturels soigneusement distinguée de la Kulturkreislehre), G. Smets (Institut de sociologie de l'ULB; Institutions claniques d'occupation du sol au Ruanda), É. Possoz (métaphysique des peuples primitifs).

Deux commissions sont mises sur pied qui concernent les questions coloniales. La première concerne la "planned acculturation" et la seconde "le préjugé de race". Dénonciation de l'ethnocentrisme et affirmation du rôle de l'ethnologue auquel il revient de dévoiler l'aspect propre à chaque culture et d'interpréter la signification réelle de ses institutions en termes du langage social indigène et d'y initier les peuples colonisateurs.

VII. Le Centre d'Études des Problèmes Sociaux Indigènes (CEPSI), Élisabethville 1946-1960

Bien davantage qu'à travers les premiers travaux des chercheurs professionnels, c'est autour du CEPSI que devait être discutée la très vaste question de l'industrialisation du Congo. C'est dans le cadre du CEPSI que s'affirmèrent de nouvelles prétentions à étudier et à guider le formidable pari du développement qui devait "transformer radicalement l'Afrique". C'est le CEPSI qui révèle une énorme prétention sociologique: construire un "milieu social inédit".

Dès 1946, paraissent quatre copieux premiers *Bulletins du Centre d'Étude des Problèmes Sociaux Indigènes*. Cette publication devient en 1952 le *Bulletin trimestriel du CEPSI*, puis prend en 1958 le titre de *Problèmes sociaux congolais* pour devenir enfin, en 1972, *Problèmes sociaux zaïrois*. La collection s'arrêtera en 1978.

En outre, le CEPSI a publié des mémoires originaux ou non, dont des travaux de thèses de chercheurs en sciences sociales. D'autres thèses ont été préparées au CEPSI. D'initiative locale, le CEPSI, qui se veut l'héritier des animateurs de la campagne "dettes de guerre", devient rapidement un lieu important de la transition du nouveau dispositif de recherche africaniste. Sa création est exactement contemporaine de la création de l'IRSAC, du FBI, du nouvel activisme académique métropolitain autour de la question du Congo, des premières missions de chercheurs des universités et du développement des interventions des fondations universitaires au Congo.

Il est frappant de constater que le CEPSI et l'IRSAC n'entretenaient pas de relations institutionnelles ni aucune forme de coopération scientifique. Aucun article n'est signé par un chercheur appartenant à l'IRSAC avant 1955.¹⁵⁷

VII. 1. L'origine du CEPSI

À l'origine du CEPSI, on trouve l'Association Lovania (anciens de l'Université de Louvain), emportée par quelques jeunes réformateurs chrétiens, universitaires du Congo, dans la campagne de dettes de guerre et "l'affaire de *La philosophie bantoue*". Autour du CEPSI s'activent une demi-douzaine d'administrateurs qui s'étaient distingués dans l'étude des questions indigènes. Mais d'emblée, le CEPSI est intimement lié au grand patronat paternaliste du Katanga.

¹⁵⁷ Le directeur de l'IRSAC visita pourtant le CEPSI en 1948. Celui-ci, si l'on en juge par les illustres visiteurs qu'il reçut en 47-48, s'était imposé à l'intérêt de hautes notabilités coloniales et universitaires: Ministre des Colonies, Commission sénatoriale, Recteur Magnifique de l'UCL, etc.

L'OCTK, office de recrutement créé précédemment à l'initiative des grandes sociétés du Katanga dont l'Union Minière et le Chemin de fer du Bas Congo, est le second initiateur de ce centre de recherche.

L'OCTK, qui n'a jamais poursuivi officiellement de but lucratif était un organe de gestion du marché du travail et surtout de recrutement. Il n'avait en fait plus de fonction précise alors que s'affirmait la stabilisation de la main-d'oeuvre. Il fournit donc les infrastructures minimales et les financements alors que l'association louvaniste met à la disposition du Centre son fonds documentaire, ses compétences et recherches en cours ainsi que son initiative. Le centre dispose donc d'emblée de bureaux, d'un fonds, et d'un subside. L'Université de Louvain ne semble pas être intervenue financièrement, bien que Malengreau ait été associé d'emblée à la création du CEPSI.

La présence et l'initiative d'un organe du CSK et de l'Union Minière témoignent certes de relations personnelles et institutionnelles, les cadres catholiques étant nombreux à l'UMHK. Mais à l'impulsion du groupe originel de jeunes catholiques réformateurs, qui trouvera un prolongement parmi les quelques membres les plus actifs du dispositif social, succède une situation plus complexe où les enjeux se compliquent notablement, dès lors qu'Élisabethville devient le point de chute de nombreuses missions universitaires dont les perspectives deviennent de plus en plus nettement concurrentielles.¹⁵⁸

Le programme de recherche originel du CEPSI, tout entier tourné vers les manifestations de la "*crise de l'évolution indigène*" (Ballegeer), met clairement en évidence une mission de conception, d'expertise et de mise en oeuvre des réformes. Il s'agit de prendre la mesure d'une évolution de la société indigène que l'on ne peut plus ignorer. Il s'agit d'en prendre la tête, d'anticiper sur une situation dont les conséquences sont perçues comme explosives à brève échéance.

Le CEPSI témoigne par ailleurs des premières tentatives du grand patronat industriel de reconsidérer sa politique de gestion globale de la main-d'oeuvre, ce qui, au vu de son omniprésence (une quasi souveraineté) dans l'ensemble de l'économie provinciale et coloniale, apparaît comme une initiative touchant à toute la socio-économie de la région. C'est donc l'ensemble de la politique indigène katangaise qui est d'emblée au menu du CEPSI. De ce point de vue le CEPSI, financé pour l'essentiel, directement ou indirectement, par le grand patronat katangais, témoigne de la tension entre celui-ci et

¹⁵⁸ L'Université officielle d'Élisabethville est créée immédiatement après l'inauguration de Lovanium. L'université congolaise reconduisait, dans une certaine mesure, le partage géographique Est-Ouest qui caractérise les lieux d'implantation et d'intervention des institutions métropolitaines selon un clivage confessionnel.

l'administration ainsi que d'une anticipation sur la relève des fonctionnaires qui suscite une méfiance certaine.

Le premier directeur du CEPSI est un ancien administrateur territorial, M. Ballegeer (catholique social ou catholique libéral).

Il deviendra par la suite avocat à Léopoldville. Ballegeer a été une voix forte de la campagne "dettes de guerre". A. Verbeken est commissaire de district adjoint. Plus tard, un autre ethnologue spontané, F. Grévisse, administrateur "très populaire" deviendra directeur du CEPSI.¹⁵⁹ A. Rubbens, "jeune avocat progressiste autour duquel se groupèrent de jeunes intellectuels catholiques" (C. Young 1968, p. 31), éditeur et principal artisan de *Dettes de guerre*, joue un rôle décisif dans l'élaboration du programme et de la doctrine du Centre. On y trouve aussi de hauts cadres de l'Union Minière ou d'organismes qui lui sont liés. J. Quets, ingénieur de l'UMHK et président du CEPSI en 1950, et J. Cousin, que l'on retrouvera dans le C.A. de FULRÉAC. Dès 1948, le Comité s'élargit à E. Toussaint, directeur de la Main-d'Oeuvre Indigène à l'UMHK, puis à Dupérroux, directeur de l'enseignement à l'UMHK.

Il ne fait aucun doute que les fées qui se sont penchées sur le berceau du CEPSI, une première fois en 1947 et plus décisivement en 1955-56 sont les grandes groupes d'intérêts industriels du Katanga et leurs organismes sociaux.¹⁶⁰

"L'UMHK a fait le Katanga, le CEPSI c'est l'UMHK!"

Il y avait là des gens intelligents qui avaient des positions différentes de l'administration coloniale. Ainsi le Dr Motoulle, qui était le père du paternalisme industriel rudimentaire, avait beaucoup évolué en la matière. En tout cas, ses théories étaient perçues comme telles. Eux [la direction de l'UMHK], ils travaillent avec des Noirs qui devenaient d'excellents mécaniciens, conducteurs, contremâîtres etc. L'UMHK recrutait des gens capables, un point c'est tout! Les milieux d'affaire du Katanga étaient bien sûr capitalistes, mais aussi d'un certain point de vue, progressistes.

Ils nous [les partisans de Lovanium] ont soutenus de manière décisive au début. Je dirais qu'il connaissent les problèmes et cherchaient des débuts de solution (Interview G. Malengreau).

¹⁵⁹ Grévisse avait publié l'une des premières monographies de centre extra-coutumier dès 1936. Il participait ainsi au réseau des administrateurs-ethnologues établi autour de Van Der Kerken.

¹⁶⁰ J. G. Libois (1963) estime que le CEPSI fut fondé sous l'impulsion de J. Cousin (UMHK) et qu'il regroupait les "noms les plus représentatifs de la société européenne katangaise". En 1956, date à laquelle se concrétisent les accords du CEPSI avec FULRÉAC et l'Institut de Sociologie de Liège, l'UMHK versa au CEPSI une subvention de 200 000 000 de FB.

Malgré l'omniprésence d'un Vicaire Apostolique ultra-conservateur et autoritaire tel que De Hemptine, le Katanga n'a jamais été terre de monopole clérical. Les premières années du CEPSI témoignent de l'ouverture à travers laquelle l'élan réformiste et social autorise un réel pluralisme à l'égard des clivages idéologiques et confessionnels de la métropole. Outre l'accueil favorable réservé à la "plate-forme coloniale" des socialistes belges, le CEPSI publie des études et prises de position des quelques coloniaux socialistes, notoirement connus comme tels en métropole. Cependant le CEPSI sollicitera la coopération de trois professeurs de sociologie métropolitains, dont A. Doucy (Institut de sociologie de l'ULB), mais restera assez distant face aux activités de l'Institut bruxellois et de son nouveau groupe d'études coloniales (voir plus loin).

Les promoteurs du centre de recherche entendent fédérer les initiatives jusqu'ici éparses, tant en terme de recherche que d'action. Il entendent donc "*fournir une voix et une tribune à tous ceux qui sont convaincus de l'échec des modèles précédents*". Le CEPSI se veut ouvert à tous les diplômés d'institutions d'enseignement supérieur et professe un esprit d'humanité opposé à toute politique à base ségrégationniste morale ou matérielle" (*Bulletin du CEPSI*, n° 1, 1946).

Malgré la création simultanée d'un centre de recherche du même type à Léopoldville, le CEPSI aura un ancrage katangais constant et plus tard croissant. Des administrateurs, animateurs d'institutions sociales recevront des bourses de recherches et le CEPSI (ou ses organismes de tutelle) signeront des conventions avec des centres de recherche métropolitains, notamment et principalement l'Institut de Sociologie de l'Université de Liège et la Fondation FULRÉAC. Durant la période de sécession, les universitaires liégeois (Institut de sociologie et FULRÉAC) domineront le CEPSI et la nouvelle université officielle d'Élisabethville, supplantant l'hégémonie originelle de l'ULB dans cette institution. Le CEPSI deviendra alors l'équivalent d'un bureau d'étude officieux du Katanga indépendant.

VII. 2. L'ouverture du chantier social

Les dix premières années du CEPSI peuvent être divisées en deux périodes.

La première prend fin avec le Congrès scientifique d'Élisabethville en 1950, et dont l'initiative revient au CSK qui fête ses 50 ans.¹⁶¹

¹⁶¹ Les comptes-rendus du congrès ne témoignent d'aucune trace d'une intervention des chercheurs de la

La seconde couvrirait les années 50-56, c'est-à-dire à l'aube de la renaissance du CEPSI et l'intervention croissante des universités et universitaires métropolitains. La présence des cadres des grandes entreprises katangaises s'affirme dans la direction du CEPSI et dans la dizaine de commissions qui sont mises sur pied. L'ancrage catholique apparaît plus clairement par contraste avec la création d'un autre foyer de recherche, et surtout de publication, sous le titre *Problèmes d'Afrique centrale*, qui prend corps autour du *Bulletin des Anciens de l'Université coloniale*, c'est-à-dire l'immense majorité des administrateurs territoriaux derrière les plus connus d'entre eux à titre d'ethnologues: Willaert, Brausch, Van Der Kerken.

Parmi les fondateurs du CEPSI et la mince intelligentsia réformatrice d'Élisabethville, le constat suivant est largement partagé: "*le Congo de 44 n'est plus celui de 1918*" ou plus crûment: "*Il n'y a plus moyen de continuer comme auparavant avec les Noirs*" (*Bulletin du CEPSI* 1946, n° 2, Éditorial).

Le juriste F. Ballegeer voit plus loin encore. "*Si le système actuel continue, où tout gravite autour de l'économie européenne et des intérêts étrangers installés dans la colonie, l'opposition des autochtones deviendra de plus en plus prononcée et finalement la lutte deviendra inévitable*" (p. 12).

Il ne manque pas, par ailleurs, de notables coloniaux pour réclamer une refonte de l'administration coloniale, éradiquant en outre les tribunaux coutumiers, les prérogatives reconnues des "chefs", et pour exiger un renforcement de l'encadrement européen professionnel.¹⁶² En Belgique, on présente volontiers l'initiative katangaise comme "*un*

section sciences sociales de l'IRSAC.

¹⁶² *Les Cahiers socialistes. Revue indépendante de critique sociale*, numéro spécial sur le Congo, Bruxelles, juin-juillet 1947 ébauchent pour leur part un programme socialiste de réformes coloniales. Les auteurs sont, pour la plupart, des socialistes coloniaux et quelques universitaires métropolitains. L'état des lieux établi est, à l'exception des virulentes critiques dirigées vers le patronat congolais et le cléricalisme, très proche de celui qu'établissent les premiers animateurs du Cepsi: anomie et évolution vers une crise inévitable et violente. Si les auteurs socialistes revendiquent un contrôle accru de l'économie par les pouvoirs publics, ils réclament aussi une "*intensification du petit colonat industriel et artisanal qui doit vivre au coeur de la communauté pour la diriger et la faire progresser dans les tous les travaux de rentabilité à courte échéance*". Outre une ébauche de déclaration des droits de l'homme dans la colonie (instruction primaire, alimentation et soins médicaux garantis), et une cinglante critique de l'administration indirecte, on notera que cette première prise de position socialiste de l'après-guerre exige par ailleurs "*l'accès des évolués au corps électoral sous certaines conditions d'évolution, la création d'une tutelle indigène indépendante de l'administration, l'accès des indigènes à la propriété foncière individuelle et, dans l'économie européenne, la mise sur pied d'un système de représentation des travailleurs inspiré de celui qui voit le jour en métropole*".

cri d'alarme venu des milieux intellectuels du Congo" (Dellicour, *Bulletin du CEPSI* 1946 n° 1, p. 71).

F. Grévisse dressait en 48 un programme du CEPSI où la recherche scientifique tournée vers la sociologie et l'ethnologie se taillait la part du lion. Outre l'action en faveur d'une idéologie "*d'intérêt et de proximité*" en matière de rapport entre Blancs et Noirs, le CEPSI devait devenir un foyer de recherche, un dispositif de concertation et de communication assurant la continuité entre l'acquis des administrateurs-ethnologues et les recherches spontanées des missionnaires, les études des magistrats et des nouveaux intervenants sociaux. "*Animateur bienveillant*", le CEPSI se devait ainsi de devenir un foyer de professionnalisation de cette recherche et de ces chercheurs, qui pourraient enfin "*oser publier, sous le patronage d'un groupe connu, les premiers résultats de leurs investigations*".¹⁶³

Le CEPSI entendait donc imposer son capital d'expertise face aux nouveaux venus de l'IRSAC, dont les thèses à venir ne pourraient faire l'économie ni au niveau de leur préparation, ni au niveau de leur application. Le CEPSI proclamait l'urgence d'une sociologie appliquée. Face à la science des thésards de l'IRSAC, le CEPSI ajoutait une corde à son arc, la formation d'une expertise sociale indigène qui serait par ailleurs le laboratoire par excellence de la "transmutation" des mentalités bantoues.¹⁶⁴ Le CEPSI ne rompt cependant pas vraiment avec le traditionnel appel à la science. "*La société indigène est en pleine évolution (...) comme dans d'autres domaines, l'étude systématique et la recherche scientifique sont nécessaires pour mener à bien l'oeuvre entreprise*" (*Bulletin du CEPSI* n° 1, 1946, p. 66).¹⁶⁵

¹⁶³ Voir en outre les publications du R.P. Boelart 1947-48 à propos de la catastrophe démographique parmi les Mongo de la cuvette centrale "*Voués à la mort*".

¹⁶⁴ F. Grévisse 1947-48.

Le Bulletin du Cepsi n° 17 (1951) est presque entièrement rédigé par un groupe "d'évolués" appartenant au Cercle Saint-Benoît, sur le thème des problèmes sociaux et familiaux. Il s'agit d'un document qui, avec le journal *La voix du Congolais* (journal des évolués pour les évolués), constitue un réel document historique sur la genèse des revendications de ce groupe social, quatre ans avant la publication du *Manifeste de Conscience Africaine*. Extrêmement modéré, cet ensemble de textes qui n'est sans doute pas vraiment spontané, traduit parfaitement la thématique désormais sociale de l'oeuvre civilisatrice. Bien qu'aucun auteur ne soit de sexe féminin, une bonne moitié des textes traite de la question matrimoniale, du mariage, de la prostitution, de l'éducation des enfants, etc. (quelques-uns de nos problèmes familiaux et sociaux, par les membres du cercle Saint-Benoît d'Élisabethville. *Bull. CEPSI*, n°17, 1951).

¹⁶⁵ Le Cepsi n'entend pas s'en tenir à la recherche, mais vise à promouvoir de véritables actions sociales en proposant des actions concrètes. Les premiers numéros du Bulletin déjà font état de recherches sur les centres extra-coutumiers, l'organisation du logement et de la vie sociale des indigènes. Les premiers

VII 2. 1. Un programme de réformes

Non sans rappeler le cri d'alarme d'un Van Wing en 1919, le premier et éphémère directeur du CEPSI dresse un tableau critique qui rompt à nouveau brutalement avec la célébration de "l'Oeuvre" et met en place le décor de la problématisation sociale du développement qui supprime définitivement la question de la bonne administration indigène.¹⁶⁶

Le CEPSI souligne la contradiction constante entre l'exploitation économique et la "*mission d'émancipation*". Bien dans la ligne de "dettes de guerre", il met en exergue le peu d'investissements de la Belgique au Congo: "*les conséquences de cette politique égoïste se font encore sentir maintenant. La colonie souffre d'un manque de capitaux, le milieu indigène n'est pas équipé; cette société primitive n'avait pas de fonds et on ne lui en a pas procuré. Nul progrès n'a été fait dans ce domaine depuis le début de notre occupation. La seule ressource pour le milieu indigène reste le travail, le plus souvent forcé et réquisitionné. Celui-ci est devenu ainsi une tradition congolaise*" (Ballegeer 1946, p. 7). Ayant mis en relief les conditions de la mobilisation du travail indigène durant la guerre, la ségrégation de fait séparant Noirs et Blancs "*qui vivent ici en parfaits étrangers dans un pays qui leur est inconnu*"¹⁶⁷, l'équipe originelle du CEPSI définit les priorités.

"*Un plan conçu sur deux ou trois lustres s'impose. Son programme peut se résumer en quelques mots: "instruction et éducation des masses, stabilisation des populations, tant rurales qu'urbaines, amélioration et augmentation du pouvoir de production individuel et collectif"* (Ballegeer, note n° 10).

• *Une brousse viable*

C'est en premier lieu la brousse, dépeinte comme le lieu d'une terrible régression économique, sociale, sanitaire et démographique: "*gaver des estomacs creux de mots et de belles phrases ne serait qu'une sinistre plaisanterie... il faut nourrir, loger, habiller convenablement l'indigène et pour ce faire il faudra changer radicalement sa façon de*

mémoires publiés seront des relations d'expériences sociales.

¹⁶⁶ Van Wing résume d'ailleurs ses vues quant à la formation morale des évolués qu'il qualifie "*de classe dirigeante*" dans un article publié dès 1947 par le Cepsi (Van Wing 1947 II).

¹⁶⁷ La perspective nationale congolaise ne figure pas explicitement au programme du CEPSI, mais apparaît clairement chez Ballegeer et Rubbens. Ce dernier se distinguera d'ailleurs plus tard en fondant un parti politique congolais ouvert aux Noirs et aux Blancs (Union congolaise).

vivre. Il faut créer une classe paysanne de ces tribus de semi-nomades. L'indigène devra changer radicalement sa façon de vivre".¹⁶⁸ Les indigènes doivent être stabilisés et fixés sur leurs terres, une technique agricole basée sur l'assolement et la jachère doit leur être inculquée, les villages doivent être réorganisés. Et plus radicalement, "*le paysannat indigène ne sera possible qu'à la condition d'abolir les corvées qui, encore maintenant, pèsent sur les populations de l'intérieur; plus de portage, de payage, mais surtout plus de corvées ni de travaux routiers —la plus importante des corvées— même si elle est payée*" (p. 11). Cette thématique, que nous soulignons, la création d'une "véritable paysannerie", n'est certes pas nouvelle, mais elle deviendra rapidement l'une des expressions majeures de l'utopie globale visant la création d'une socialité qui n'empruntera plus désormais la référence de l'organisation ou de l'équerre bantou. Déchéance, anomie, anarchie, sont les termes qui reviennent le plus souvent pour qualifier le milieu coutumier.

Les missions de recherche et les foyers sociaux et médicaux se multiplient en "brousse". Ils recourent à un personnel social "spécialisé" auquel le CEPSI ouvrira progressivement ses colonnes.¹⁶⁹

À la généralisation de la formule des paysannats indigènes, formule très vague à vrai dire, qui s'est surtout illustrée par un autoritarisme agronomique dont les résultats sont à tout le moins controversés, le CEPSI oppose la thèse coopérativiste supposant l'obligation d'adhérer, et l'introduction de l'enseignement coopératif de masse. Dans cette perspective, l'État, doteur initial, doit laisser la direction et l'organisation des coopératives à un service indépendant.

La «coopérative indigène éducative» selon le CEPSI

La question des coopératives devient centrale dans les activités du CEPSI qui forme une commission pour éclaircir l'opposition entre deux thèses, l'une privilégiant une formule universelle, l'autre visant à intégrer les "faits sociologiques indigènes" dans les statuts et les modes de fonctionnement des coopératives. Un autre point d'achoppement est le mode de supervision de

¹⁶⁸ F. Ballegeer 1946-47, p. 10.

¹⁶⁹ En 1955, on recense 45 foyers sociaux mobilisant 350 travailleuses sociales, européennes, spécialisées, et 2 000 monitrices indigènes (Soyer Poskin, INCIDI, session de 1958, p. 126). Une dizaine de foyers sociaux masculins sont établis en 1955. Il faut encore y ajouter 8 foyers ruraux, les foyers qui se constituent autour des fondations universitaires, des oeuvres philanthropiques, de la Croix-Rouge congolaise, de la ligue des familles nombreuses (organisme d'initiative indigène), des sections des guides catholiques, des missions et des services d'inspection des sociétés industrielles. Entre 1952 et 1956, le nombre d'accouchées en clinique est multiplié par cent (110 000 pour 1956).

l'administration territoriale. Les membres les plus en vue du CEPSI travailleront avec des cadres de l'UMHK durant plus d'un an pour élaborer un modèle très précis du statut des coopératives de producteurs. Ce travail s'accompagne de la création de coopératives de consommateurs et de commerçants indigènes. Les controverses originelles sont résolues à travers deux dispositions qui établissent les coopératives primaires, dépourvues de personnalité civile, dans l'ordre traditionnel: "celles-ci seront liées aux valeurs coutumières, quelque diverses qu'elles soient, appelées à évoluer avec elles (...), on peut considérer comme un fait assuré que la coutume n'ignore pas tout de la coopération et que les juridictions indigènes sont parfaitement habilitées pour régler les différends entre coopérateurs et entre ceux-ci et leurs coopératives".¹⁷⁰

"La coopérative, —an education by live for live— ne saurait produire d'heureux effets que si elle s'enracine dans la réalité indigène, si elle imprègne la vie des natifs, au point qu'un jour ceux-ci puissent en exposer les bases selon les modes de penser bantous".¹⁷¹

Le but n'étant pas de produire une élite économique, ni d'ailleurs d'accroître simplement les fonds et flux du commerce indigène, toute coopérative est chapeautéée par un Comité d'Éducation, prévu avec force détails par les statuts.¹⁷² La composition de ce comité étant du domaine des administrateurs de district, elle assure la supervision étatique sans nécessiter un nouveau corps de fonctionnaires.

- *Un prolétariat stabilisé*

¹⁷⁰ S. Lauwers 1946-47, pp. 31-50.

¹⁷¹ Bull. CEPSI, n° 7, 1948, pp. 29-37.

¹⁷² Le comité d'éducation est composé de belges ou de ressortissants du R-U ou encore d'étrangers résidents depuis 10 ans au moins dans la colonie, tous seront d'honorabilité notoire. "Le comité a pour mission générale de stimuler l'épanouissement de l'esprit coopératif, avec le souci de limiter la responsabilité des coopérateurs indigènes au degré de leur développement intellectuel, moral et social". Il dispose d'un droit d'initiative illimité dans tous domaines concernant la coopérative; il dispose d'un droit de veto suspensif sur toute décision du C.A., il agréé impérativement les candidats au C.A. ainsi que le directeur gérant, il présente deux des trois membres du collège des commissaires à l'A.G. Ses membres possèdent, à titre individuel, un droit illimité d'information au sujet de l'activité de la coopérative". La tutelle est incontestablement sévère! (Bull. CEPSI, Législation sur les coopératives indigènes, n° 7, 1948, pp. 74-76).

L'autre urgence concerne le devenir du travail "détribalisé" dont la question des évolués n'est qu'une composante.¹⁷³ Pour ces masses de travailleurs "*presque tous recrutés dans leurs villages*", la stabilisation est également mise à l'ordre du jour. Mais celle-ci ne doit pas rester une simple facilité de recrutement pour les grands employeurs telle qu'elle a été conçue dans les années 30. Ces générations échappant au contrôle social "traditionnel", ou dit encore "tribal", doivent non seulement être logées, éduquées et, pourrait-on dire, "loties". Les camps ou cités de travailleurs doivent maintenant devenir des villages ou quartiers de communes, où ils peuvent s'établir à demeure, où de préférence la famille doit pouvoir disposer d'un morceau de terre à cultiver, ce qui, espère-t-on, leur donnera le sentiment d'être chez eux dans un milieu stable.

La brousse, grand fournisseur de bras, est devenue la principale source de problème à travers l'incessant exode rural qui envahit les cités et camps de travailleurs. C'est le thème du "parasitisme", dont on croira découvrir quelques années plus tard le ressort ethnologique dans les contraintes de la solidarité des parents (au sens large, le *N'Duku*). On ne tardera pas à dresser les plans de cités de transit qui, établies à distance des centres, devaient faire office de gares de triage de la main-d'oeuvre, tout en fournissant les denrées alimentaires.

Gérer une révolution industrielle "civilisatrice"

Après quelques années de tergiversations, la thématique de "l'intégration" [des congolais] semble s'imposer (1954-1955). Elle repose sur le "constat" qui veut qu'une révolution industrielle soit en cours au Congo, force irrépressible, surdéterminant toute problématique d'émancipation. Si floue soit-elle sur le plan juridique, la problématique de l'intégration nourrit la croyance dans la singularité de la "doctrine belge", locale, sociale et progressive, sous-tendue par l'hypothèse de l'Eurafrique. Elle impose le nouvel horizon de l'Afrique: l'industrialisation et le développement économique.

On exulte dans l'illusion d'une ingénierie sociale apte à gérer une révolution économique et culturelle. L'Afrique sort définitivement de "l'âge des ténèbres".

¹⁷³ On estime alors que le Congo compte quelques 700 000 prolétaires. À la fin des années cinquante, on estime que 40 % des «hommes adultes valides» sont salariés.

"Il n'y aura point de retour. Un prolétariat se crée. À nous de veiller à ce qu'il se crée bien. C'est aussi une véritable révolution industrielle qui s'effectue en ce moment. L'agriculture en souffre, la vie de village se désagrège (...) la vieille résistance des Africains au travail est chose du passé, le problème n'est plus d'obtenir à grand peine de la main-d'oeuvre, le problème est de loger et de nourrir ces populations urbaines".

"Une nouvelle classe d'artisans s'est créée, qualifiés, fiers d'eux-mêmes et de leurs familles détribalisées, c'est vrai, mais citoyens d'une cité nouvelle. Nous assistons à la naissance d'une classe ouvrière digne de ce nom, montante et ambitieuse, prête à jouer son rôle dans l'industrialisation de l'Afrique. Ici les Noirs ont échappé à la grande tentation qui guette toujours les primitifs en marche vers la civilisation: le mépris du travail manuel (...). En encourageant la formation d'une classe d'ouvriers qualifiés plutôt que de clercs, on a jeté ici le jalon essentiel vers une cité stable, vers une communauté eurafricaine viable (...)"

C'est la politique actuelle du gouvernement de former une élite indigène, une aristocratie de métier, (...) qui fasse son apprentissage au niveau communal et tribal, en d'autres mots de créer dans tous les groupes sociaux (...) des notables capables de diriger leurs communautés. C'est de cette classe que sortiront les premiers candidats aux universités qui se créent actuellement. Ce sont ceux-là qui prendront part avec compétence à la direction de la colonie". *Et de citer E. Mounier:* "la démocratie formelle n'est rien sans la démocratie réelle, et la démocratie réelle s'appelle en Afrique, irrigation, électrification et éducation" (G. C. Beatty, *Bulletin du CEPSI* n° 31 pp. 97-98).

- *Les "Évolués" ou la question de l'élite indigène*

"Les indigènes ont le droit d'être traités et considérés comme des hommes et, en raison de nos idéaux démocratiques et chrétiens, nous ne pouvons admettre que quelques-uns d'entre eux seulement profitent de l'évolution de la race noire" (Bulletin du CEPSI, n° 1, 1946).

Cette thématique est relativement nouvelle au Congo où la devise aura longtemps été *pas d'élite pas de problème*. Elle apparaît d'autant plus inédite que cette élite est désormais perçue comme un groupe, un groupe important par le nombre et les fonctions professionnelles, un groupe que les comportements, les aspirations et les revendications

interdisent d'appréhender en termes traditionalistes et de déchéance.¹⁷⁴ Dans la perspective d'une révolution industrielle qui doit rester sous contrôle paternaliste, la

¹⁷⁴ "Évolué" est un terme spontané, intercolonial certes, mais consacré dans l'usage congolais. Il est cependant sans contenu juridique précis. Des dizaines de tentatives ont été faites pour en donner une définition. Rares sont celles qui se réfèrent à une dimension de citoyenneté politique ou même économique. L'évolué idéal apparaît dans la plupart des cas comme l'employé modèle, plus instruit que la masse dont il est toujours réputé issu, par définition et opposition. L'image la plus courante de l'évolué est celle du détribalisé, imitateur puéril et arrogant, dont la moralité est pitoyable et la vie sociale dépourvue de réelles valeurs bantoues, recouverte d'un vernis occidental qui ne cache pas une absence totale de conscience, de gratitude et de fraternité envers les frères moins privilégiés. Dans le langage colonial courant, c'est le «macaque», hier le "demi-civilisé".

Alors même que l'on ne lui reproche généralement aucune velléité politique mais une prétention sociale abusive au regard de son "incomplétude", ou plus curieusement de son reniement culturel, cette catégorie fait, et fera encore l'objet d'une invalidation globale, d'un ostracisme constant où les arguments savants innombrables ne font souvent que traduire le mépris affiché par les coloniaux.

Une quantité considérable de textes et propositions ont accompagné les débats liés à la question du mode d'assimilation juridique des évolués dès 1946. Les mesures plus ou moins élargies d'assimilation dans les colonies voisines sont évoquées dans la plupart des documents dont nous avons eu connaissance. Un jésuite estimait en 1950 que "dans la masse de ceux qui ont évolué normalement sans atteindre un degré de culture avancé", c'est-à-dire, selon lui, quelques 4 600 000 chrétiens et 1 900 000 païens du Ruanda-Urundi, "la véritable élite du Congo compte plus ou moins 30 000 âmes, dont une moitié occupe des emplois intellectuels", ce sont les *clercs, employés de rang inférieur*". Parmi ceux-ci, "seuls cinq mille seraient vraiment détribalisés, ne connaissant plus de coutumes, parlant français entre eux, etc.". Ajoutons un bon millier de "civilisés spontanés", qui ont évolué dans leur milieu d'origine sans autre soutien que l'amitié d'un blanc et la vie chrétienne". Enfin, aristocratie incontestable de l'ensemble des groupes, les prêtres indigènes. Ce dernier groupe était considéré en 1947, par les attendus du Conseil de Gouvernement de la colonie, comme pleinement assimilable au même titre que les universitaires. Encore s'agissait-il, dans ce dernier cas, de prospective, car dix ans plus tard, il n'y avait encore aucun universitaire congolais!

Le même missionnaire estimait que 10 000 individus répondaient encore à une autre définition: "les adeptes de coutumes moyennes, vieux citadins néopaiens des villes et les retribalisés". À l'instar de nombreux religieux, il estimait que "la question de savoir si les Noirs seront demain entièrement européenisés ou s'ils auront une culture propre n'est pas notre affaire, mais celle des Noirs. Ce que nous devons faire c'est éliminer toute discrimination raciale sur le plan du droit et assimiler ceux qui le désirent" (J. Mernier CICM, 1948, pp. 850-65).

Les tentatives faites pour définir l'évolué authentique charriaient, selon les auteurs, divers éléments, certains relatifs à la détribalisation mesurée par l'état des rapports entre l'individu et l'autorité de sa société d'origine, son temps plus ou moins long de séjour en milieu extra-coutumier. D'autres critères étaient relatifs à la culture, l'usage du français et l'adoption d'une religion chrétienne; d'autres encore relatifs au

catégorie des évolués est au seuil d'un élargissement considérable. Elle est d'autant plus redoutée qu'elle apparaît à d'aucuns comme un pré-prolétariat. Pour une élite coloniale, issue de l'élite d'un pays de vieille industrie, la prolétarisation devient une véritable hantise. L'évolué est de plus en plus nettement dissocié de la masse de ce mouvement de prolétarisation. Ballegeer lui taille une stature de "pré-classe moyenne" dans une perspective qui n'est pas seulement sociale ou économique.

"Les évolués constitueront inévitablement un ferment dans la masse congolaise. Grâce à leur connaissance de la langue française, qui leur a été apprise par les colonisateurs, ils se comprennent d'un bout à l'autre de la Colonie. Les situations économiques et sociales se présentent partout de la même façon. Tôt ou tard, un même sentiment politique et national se manifesterà chez eux. N'oublions d'ailleurs pas qu'avant de devenir une colonie, le Congo a été un état indépendant" (Ballegeer 1946-47, p. 10).

À l'opposé d'une telle perspective, le CEPSI concentrera la problématique de l'évolué sur le terrain social. Sa dimension politique virtuelle doit rester un objet d'ingénierie sociale. La seule perspective devient dès lors celle de l'établissement d'une "*coopération raciale sincère*", doublée d'une inculcation morale. Les appréciations ne cessent de s'enliser dans les références à l'incomplétude mentale et psychologique, les anticipations sont claires: "*entre-temps, la détribalisation se sera accentuée au point qu'un certain sens d'unité se sera établi, créant une cohésion raciale. À ce moment, quelle que soit la bonne volonté et le doigté que nous déploierons, il est certain que nous entrerons en conflit avec nos sujets, car il ne faut pas se faire d'illusion: une fois mises en branle, les aspirations à base raciale sont incompressibles. Si déçus que nous soyons devant cette perspective, il nous faudra accepter le fait comme un mal qui ne pouvait pas ne pas être*".¹⁷⁵

La problématisation politique de l'évolué s'estompera davantage encore avec l'élaboration d'un diagnostic scientifique sur *la crise psychosociale des évolués* qui, même lorsqu'il ébauche une critique du paternalisme colonial et du piège tendu aux candidats au statut social d'européen, se tiendra prioritairement sur le terrain de l'acculturation.¹⁷⁶

À l'instar des premiers sociologues des centres extra-coutumiers, Verbeken, qui répugne à y voir une véritable élite et hésite à parler de "détribalisés" tant les liens sont, selon lui, maintenus avec le monde tribal et ancestral, s'oppose à une reprise généralisée de la

monde de vie, le ménage monogame, le type d'habitation, ou encore des indices d'activité sociale, le rôle dans le *leadership* des cercles, les fonctions dans les tribunaux, les conseils de quartiers, etc. Il s'agissait toujours d'hommes et nous n'avons trouvé aucune référence au statut d'évoluée, sinon l'excellence ménagère qui d'ailleurs renvoyait au degré d'évolution de l'époux. Mêmes les nombreuses monitrices sociales ne seront jamais qualifiées en ces termes.

¹⁷⁵ A. Verbeken, 1947, p. 31.

¹⁷⁶ Voir par exemple J. J. Maquet 1952 et G. Malengreau 1956.

procédure d'immatriculation ouvrant l'ensemble des droits civils. Il entend néanmoins qu'un statut "adapté" soit aménagé à côté de l'ancienne procédure d'immatriculation tombée en désuétude depuis la reprise.¹⁷⁷ C'est, dit-il, comme une série "*d'épreuves d'initiation conformes aux pratiques et à la psychologie des bantous*" que doit être organisée cette accession à un statut dont l'armature tiendrait en l'établissement d'un droit de propriété, d'un régime dotal, d'un cadre de vie familial et d'un régime successoral.¹⁷⁸

L'absence de toute perspective quant à une élite indigène de type économique ou politique ne laisse donc qu'un terrain de formation à celle-ci: le "social". Or, précisément, on avance désormais que cette élite souffre principalement d'une défaillance du lien social et d'un défaut d'ancrage local davantage que d'une déculturation. Un vaste programme de promotion sociale est donc élaboré sur base d'un extraordinaire volontarisme. Il s'agit de construire un "*milieu social*" inédit. La principale caractéristique de ce milieu est qu'il doit simultanément construire les moyens de faire de cette classe ou groupe social le ferment d'une évolution lente de la masse. Des centaines de citations pourraient illustrer cette hantise de voir se constituer une élite coupée des masses.

Au CEPESI, dont l'influence est décrite unanimement comme très importante dans les milieux coloniaux, est élaborée une première sociologie de la détribalisation, à laquelle succèdent divers organismes coopératifs ou "sociaux" parmi les "clercs". Cependant, la préférence pour les "*véritables classes moyennes*", commerçants, artisans, etc., ne sera jamais démentie, comme en atteste en outre la naissance d'une association africaine des classes moyennes (ACMAF) à Élisabethville.

Le second lieu où est vivement mise en débat la question des évolués, de l'élite et de son rôle, est le mouvement missionnaire. Nombreux sont ses porte-parole qui se prononcent pour une assimilation complète des "élites évoluées" et des métis et pour une politique volontariste de promotion socio-économique accompagnée de mesures anti-discriminatoires en matière d'habitat, de loisir, de salaire et d'embauche. D'aucuns souhaitent voir adopté un "*statut d'évoluant*" dont la fonction serait plus générale et viserait à étendre les filières d'assimilation au milieu extra-coutumier entier. "*Apôtre laïc de l'action chrétienne, âme des organisations professionnelles, animateur des cercles*

¹⁷⁷ Voir en outre F. Grévisse 1951.

¹⁷⁸ Les "épreuves d'initiation" prévues seront effectivement mises en oeuvre dans le cadre de l'établissement de la carte de mérite civique en 1948. Sans référence aucune à la tradition bantoue, "*elles porteront sur la rupture effective avec la coutume, le degré de scolarisation, la conscience professionnelle avérée, la moralité irréprochable, la volonté de coopérer avec l'Européen et de travailler à l'avancement de la masse*" (A. Verbeken, 1947, pp. 23-36). Examen inspiré d'une curieuse conception de la citoyenneté auquel Lumumba échouera.

d'évolués, conseiller écouté du Noir coutumier, le Congolais civilisé peut devenir le meilleur agent de civilisation" (J. Mernier CICM, 1948). La perspective d'une "élite sociale" est donc ici également privilégiée¹⁷⁹.

En métropole, une expertise coloniale catholique libérale (ou sociale-chrétienne) emmenée par Sohier se mobilise dans le cadre de la "Commission des congolais civilisés" pour l'ouverture d'un dispositif d'assimilation juridique des évolués et des mulâtres et se fait la dénonciatrice de "l'attitude ségrégationniste régnant au Congo".

Une anticipation

Sohier prophétise: "*combien faudra-t-il encore de cas de ce genre pour que le clergé nègre, malgré ses sentiments d'union, prenne la tête des protestataires de son peuple, comme chez nous les petits vicaires démocrates ou les curés irlandais, âmes des guerres civiles*".¹⁸⁰

¹⁷⁹ Sur les discussions et projets relatifs à l'immatriculation, voir les *Travaux permanent du Congrès colonial national. Compte rendu de l'assemblée statutaire*, décembre 1948. Zaïre, février 1949.

¹⁸⁰ A. Sohier, 1949, pp. 879-880.

VIII. Nouvelles avancées de la problématique sociale

VIII. 1... comme objet théorique

Si les indigènes doivent être gagnés en profondeur par le programme proposé, et c'est un argument alors central, il faut déceler au plus vite "*les clés de l'âme bantoue*"¹⁸¹.

"Précisons néanmoins que si l'âme de l'indigène doit être pénétrée, les études ethnologiques n'ont qu'un intérêt limité".¹⁸²

Pour mesurer la dimension centrale qu'est appelée à acquérir la référence au "social", il importe de souligner qu'elle ne procède pas seulement d'un souci de mieux nourrir et de mieux soigner l'indigène mais, plus profondément, de l'ébauche d'une rupture relative avec les catégories "ethnologiques" prévalant dans l'énonciation des questions indigènes. Cette rupture, qui consacre le déclin de la problématique du bon gouvernement indigène, s'alimente d'un ensemble de "données" qui, de plus en plus systématisées, permettent de dresser le tableau des carences et insuffisances de la vie quotidienne en milieu coutumier. Mais là n'est sans doute pas l'essentiel. Quelques études publiées par le CEPSI indiquent que le "social" se dote en quelque sorte d'une existence théorique qui, bien davantage que le constat de carences ou les pistes opérationnelles ouvertes pour la rénovation des oeuvres sociales et médicales, nourrira le mythe technocratique par excellence d'une ingénierie du milieu social, d'une technique de construction d'une socialité inédite; mythe qui culminera plus tard dans les projets de développement communautaire et le village expérimental pilotés par des *pool* universitaires multidisciplinaires.

C'est tout d'abord sous la forme d'une sociologie africaine qui cherche à se dégager de l'ethnologie que l'espace du social est cerné au coeur même des sociétés indigènes. G. Brausch par exemple propose, dès 1946, une problématique "sociologique" qui envisage de lire "*les moeurs et les coutumes comme phénomènes de groupe*".¹⁸³ Sa sociologie africaine est dirigée contre les options qui prévalent en matière d'administration indirecte. "Ultra-traditionalistes", ne reconnaissant que des chefs investis ou plus pragmatiques et reposant sur des considérations relatives au "degré d'évolution" des chefs, ces options auraient fait systématiquement l'impasse sur les organisations sociales tout aussi

¹⁸¹ *Bull. CEPSI* n° 3 1946-1947, pp.2.

¹⁸² Ballegeer, *Bull. CEPSI* n°3 1946-1947 p. 8.

¹⁸³ Administrateur, puis attaché au Service provincial des affaires indigènes (Lusambo) durant 9 ans dans une même région. Proche de l'Institut de sociologie de Bruxelles qui lui confie la direction d'une École sociale supérieure créée à l'époque à Elisabethville.

(G. Brausch 1946-47, pp. 35-70).

traditionnelles qui structuraient plus profondément la vie quotidienne des populations et qui assuraient, sous diverses formes, la "*représentation des droits et des intérêts du peuple*" et la souveraineté de l'opinion publique dans la démocratie Nkutusshu.¹⁸⁴ En montrant comment la plupart des associations traditionnelles, corporations ou mutuelles ont, bien davantage qu'une justification rituelle des fonctions sociales et politiques spécialisées ou générales qui en font les organes essentiels de la société, Brausch met en relief leur souplesse et leur capacité à donner corps aux conflits politiques ainsi qu'à de profonds changements socioculturels.¹⁸⁵ Parce qu'elles répondent à la définition de la notion de *groupe social*, ces associations sous-tendent et permettent les manifestations d'individualisme que ne connaît généralement pas l'ethnologie. En théorisant la notion de groupe dans une orientation très durkheimienne, en cernant l'objet d'une ethnologie des groupes qui se doit d'être distinguée des phénomènes psychiques et des phénomènes sociaux d'ordre général, on rejoint la position adoptée par Malinowski. "*Au lieu d'expliquer les groupes en termes de coutumes, nous essayons de comprendre les coutumes en termes de groupes au sein desquels elles agissent*" (op. cit. p. 25). L'histoire passée et les évolutions récentes des communautés renverraient ainsi, le plus souvent, à la dynamique des logiques de groupe social qui aboutissent dans certains cas à la transformation de la structure sociale. "*La domination européenne et l'administration indirecte détruisent en profondeur le niveau de l'action sociale groupale et, en conséquence, altèrent le terroir de la différenciation individuelle. Elle se plaint de l'image d'une masse amorphe et sanctionne les tentatives par lesquelles les indigènes tendent de rétablir un terroir institutionnel pour reconquérir leur liberté, leur puissance perdue et leur participation à la vie sociale*" (op. cit. p. 65). Pourtant, celles-ci se multiplient sous une infinité de formes associatives, sectes, mouvements spirituels.

Ces formes de recomposition de socialités dynamiques ne doivent pas seulement être soutenues, mais "travaillées" par une nouvelle approche administrative afin qu'elles

¹⁸⁴ "*Les Européens, surtout les occidentaux, ont quelque difficulté à concevoir qu'il puisse exister un régime démocratique autre que parlementaire (...); les Africains ont pourtant élaboré un système de gouvernement équilibré et raisonné, et chaque communauté garantit à ses membres un maximum de droits civils et politiques malgré des régimes comportant des institutions foncièrement différentes*" (Brausch, op. cit., p. 38).

¹⁸⁵ Pour une illustration très peu "catholique" des fonctions sociales des institutions liées au libertinage ou à l'escapade amoureuse et sexuelle, voir G. Brausch 1947.

Ayant établi les fonctions sociales de ces institutions socialement très contrôlées, qui apparaissent comme des "*subdivisions vitales et répondent à des préceptes moraux qui dépassent de beaucoup l'éthique chrétienne*", l'auteur soutient que leur suppression ne jetterait pas les jeunes dans les bras des missionnaires mais créerait l'anarchie et la dépravation.

prennent en charge de nouveaux besoins, tandis que d'autres pourraient être créées qui resteraient "*basées sur l'organisation et l'esprit de la société indigène*".¹⁸⁶

Ainsi défini à travers l'espace d'action dynamique des groupes sociaux, le "social" forme un niveau de l'existence collective des communautés capable d'assurer par lui-même leur pérennité face aux profonds changements économiques, administratifs et culturels présents et à venir.¹⁸⁷

Cette autonomie affirmée du "social" à l'égard des entités historiques et culturelles ainsi que des conditions économiques et matérielles, ce lieu identifié de gestation de la structure sociale conserve ses propriétés relatives au rétablissement des trames du lien social dans les cités ou pourtant coexistent diverses ethnies.¹⁸⁸

C'est en particulier dans ces agglomérations multi-ethniques que les réformateurs du CEPSI et les sociologues identifient eux aussi la nature profonde de la "*crise de l'évolution indigène*" comme une défaillance du lien social.

La perspective d'un Verbeken, qui fait écho à celle de Brausch, donne l'orientation qui dominera durant une quinzaine d'années l'activisme social, élargissant l'empire du paternalisme.

La confrérie des évolués

"Et bien pour lui rendre la discipline de groupe qu'il a perdue, reconstruisons un groupe qui imposera à ces membres une communauté profonde de comportement, basée non seulement sur l'intérêt, mais plus encore sur le sentiment. (...) À l'heure actuelle, le seul groupe dont l'évolué subit l'influence qui est néfaste est la «foule», groupe instable, anonyme, composé des éléments hétérogènes qui peuplent les cités indigènes et les centres extra-

¹⁸⁶ "(...) comme la structure sociale constitue un système de groupes fonctionnels, c'est cette organisation qui nous servira de base" (op. cit., p. 66).

¹⁸⁷ "Le corps des médocastres devrait, par une habile éducation, être mis au courant des principes empiriques d'une médecine élémentaire (...), la société du Serpent, avec ses fonctions éducatives, peut être réformée en une école traditionnelle dans laquelle serait enseignée non seulement l'organisation sociale archaïque, mais également la nouvelle organisation sociale qui a été engendrée des contacts culturels avec la civilisation européenne (...)"

¹⁸⁸ "Les travailleurs ne se sentiront chez eux dans ces milieux que s'ils peuvent jouir d'une vie sociale avec une confrérie du Léopard qui se chargerait de la solution de leurs petites palabres journalières, des conseils d'entreprises qui feraient participer intimement les travailleurs à l'exécution du travail, des écoles pour la jeunesse, des associations de danse et de sport pour la jeunesse" (p. 68). Notons l'équivalence fonctionnelle établie entre la confrérie du Léopard et le conseil d'entreprise.

coutumiers et que rien ne relie entre eux. Formons le groupe social des évolués, la confrérie des évolués dont nous aurons le contrôle".¹⁸⁹

D'inspiration durkheimienne ou non, cette idée est fréquemment évoquée dès la fin de la seconde guerre mondiale. Un ordre du mérite civil et professionnel régirait le statut de tous les "détribalisés" selon une hiérarchie d'inspiration corporatiste et dont l'ancrage local serait très affirmé: "apprentis", "compagnons" et enfin "évolués au sens strict" constitueraient des corporations dotées d'emblèmes et de rites d'intronisations!

À la suite des sociologues spontanés d'Élisabethville, la première sociologie des "détribalisés" proposée par des professeurs posera l'existence de trois groupes. "Si l'on ne peut pas encore parler de classe, il est cependant possible de distinguer trois groupes: a) l'élite groupant évolués et évoluant, tous clercs de l'administration ou des sociétés, occupant des emplois de bureau; b) artisans, hommes de métiers ou indépendants ou au service des européens, les commerçants et entrepreneurs indigènes, les gens de maison; c) la masse des manoeuvres et travailleurs ordinaires" (A. Doucy et P. Feldheim 1956, p. 738).

Les sociologues métropolitains proposent l'institutionnalisation de filières de mobilité sociale ritualisées et spacialisées par l'habitat. Selon eux, la masse doit être "travaillée" afin qu'elle ne devienne pas un lumpenprolétariat dont l'imaginaire tribal resterait prédominant et qui serait exploité par les deux groupes précédents. Les indépendants constituent la classe la moins dangereuse, parce que leurs intérêts sont liés à l'économie européenne. "Ce n'est pas dans ce groupe que se dessineront les tendances nationalistes" (op. cit., pp. 738-739).

C'est sans doute pour cette raison qu'on y inclut les "gens de maison, boys et boyesses".

Déjà, le centre extra-coutumier d'Élisabethville avec ses 62 000 habitants "de couleur" est l'objet de toutes les attentions bien que l'organisation et le niveau de vie y soient décrits comme incomparablement meilleurs que dans les cités de Léopoldville.

Plus globalement c'est la question de la vie sociale de quelque "700 000 indigènes engagés dans nos entreprises agricoles et industrielles qui est posée car l'indigène n'est pas seulement un instrument de production, il doit trouver dans son milieu, au village, au

¹⁸⁹ A. Verbeken 1947, pp. 23-35.

Les objectifs sont parfois plus prosaïques. "Ne pourrait-on s'inspirer des trucs indigènes pour obtenir l'effort au moment nécessaire, comme lorsqu'ils doivent ramer en commun ou transporter une lourde charge". La vulgate de la sociologie du travail indigène voulait que le Bantou soit apte à des efforts brefs, mais beaucoup moins à des efforts soutenus. Thèse reprise comme telle par l'équipe de Doucy quelques années plus tard. (Le Centre extra-coutumier d'Élisabethville. Déracinés ou fixés? *Bull. CEPSI*, n° 1, 1946, pp. 27-32).

camp, à l'intérieur de son clan, un milieu naturel où il puisse vivre en société à la direction de laquelle il participe".

Quelques années plus tard, les premiers programmes d'enseignement africaniste dans les Universités congolaises que l'on mettait en exergue, se détourneront d'une ethnologie classique (les cultures disparues) au profit de l'étude des dynamismes sociaux dont la connaissance devait permettre un contrôle croissant sur la transformation des "*communautés africaines*".¹⁹⁰

L'aménagement du milieu social, la recomposition du lien social, ces thématiques se traduiront, dans le dispositif légal, avec les conseils d'entreprise indigènes, les conseils de cité, et les allocations familiales en outre. Elle sous-tendent le développement du travail social par le Fonds du Bien-être indigène, les foyers sociaux, les chantiers de jeunesse, les oeuvres féminines et enfantines.

Comment évaluer la portée d'une telle intervention théorique dans les débats du colonialisme tardif? Car la révélation du "social", à côté de "l'économique" et du "culturel", est bien perçue, même par les agronomes, comme un nouvel espace d'investigation et d'intervention. Lors d'un congrès de l'INÉAC (1947), on évoque abondamment, au sein de la huitième section consacrée aux questions sociales, les "*expériences sociologiques*" tout en avouant que les procédés techniques n'ont peut-être aucun titre de supériorité sur les méthodes locales. C'est en référence aux travaux de Malinowski que le rapporteur met en doute l'évidence admise jusqu'ici d'un collectivisme indigène opposé à l'individualisme occidental. Le "social", opérationnalisé ici sous la forme de coopératives indigènes fournit un moyen terme entre propriété collective et privée, il autorise en outre l'articulation du respect des traditions et de l'engouement pour le progrès. Il est le lieu par excellence d'un renouvellement de la coopération entre indigènes et Européens.¹⁹¹

Aux insuffisances maintes fois répétées de l'ethnologie répond un enthousiasme évident pour les études d'anthropologie sociale telles que celles pratiquées depuis 1938 par le

¹⁹⁰ Nicaise (1960) ajoute une motivation particulière à cette nouvelle orientation. Il estime qu'il était dangereux de renforcer, parmi les jeunes congolais, l'idée d'une incompatibilité entre les cultures africaines et les valeurs de l'Occident et de susciter ainsi un éventuel retour romantique aux origines.

¹⁹¹ "*Mais —et encore une fois c'est la thèse Malinowski— sommes-nous seulement aussi individualistes que nous aimons le croire nous-mêmes? N'y a-t-il pas, dans notre coutume à nous aussi, ce cadre d'un droit collectif qui influence la redistribution des terres pour les ajuster à l'état démographique toujours dynamique*" (Une des journées de Yangambi. *Bulletin du CEPSI*, n° 4, 1946-1947, pp. 143-152).

Rhodes-Livingstone Institute voisin du Katanga et financé par le Gouvernement de Rhodésie du Nord et d'importantes entreprises.¹⁹²

La formulation de la nouvelle question coloniale en termes de crise sociale ouvre par ailleurs de nouvelles voies d'intervention sur les groupements indigènes. Parmi celles-ci, la famille et surtout la question féminine fournissent des terrains libérés des particularismes ethniques. Cet accent porté unanimement sur la transformation profonde des institutions familiales et de la "vie de famille" est bien davantage qu'une occasion saisie par l'Église catholique pour réaffirmer la supériorité et l'inéluctabilité du régime monogamique. Le souci, déjà ancien, de constituer un marché matrimonial ad-hoc pour les évolués n'est plus avancé en ordre principal. Ici encore, un accord général s'établit rapidement.

Négligées jusqu'ici par "l'Oeuvre", les femmes doivent devenir le pilier d'une nouvelle socialité locale, elles doivent être "éduquées" comme noyaux du nouveau "milieu social". "L'état social de l'épouse" et la "culture familiale" deviennent les meilleurs indicateurs de "détribalisation". Grévisse entrevoit deux solutions (qui, à ses yeux, n'en sont qu'une) permettant la formation d'un véritable réservoir de main-d'oeuvre, d'un prolétariat stabilisé et reproductible. Il s'agit de "*la généralisation de l'économie européenne, qui doit se substituer complètement à l'économie tribale, et de l'accélération de la promotion de la famille de type individualiste*".¹⁹³ Cette stabilisation est une question importante si l'on en juge par les résultats des premières investigations qui mettent en évidence, tant le

¹⁹² G. Wilson et M. Gluckman, deux "anthropologistes sociaux" sont en fonction depuis cette date. Dans un article publié par le CEPSI, le premier témoigne de la définition précise que ceux-ci donnent à leurs recherches et à l'utilisation qui peut en être faite. L'anthropologue social est principalement un fournisseur de données techniques relatives aux faits sociaux qui sont, dans une région donnée, toujours intimement liés, et supposent une spécialisation et une indépendance professionnelles. S'il est justifié de considérer une politique donnée comme un fait social, le scientifique "*ne peut jamais approuver ou condamner une politique comme telle, mais il peut dire à ses auteurs si elle est applicable à la situation donnée et quel en sera l'effet immédiat probable*". Identifiés par la référence aux faits sociaux, l'objet et la légitimité de l'anthropologie sociale se limitent strictement au champ social auquel la vie collective ne se résume pas et qui laisse par ailleurs intacte la liberté de l'action politique. Au-delà des informations techniques sur des questions parfaitement circonscrites, l'anthropologie sociale ambitionne aussi de dégager des lois générales susceptibles d'enrichir la théorie sociologique générale par la pratique du comparatisme (G. Wilson 1946, pp. 108-109).

Malgré l'influence notoire de l'anthropologie fonctionnaliste appliquée sur quelques administrateurs-ethnologues tels que Brausch, il n'existera jamais au Congo belge un réel dispositif professionnel destiné à une telle discipline.

¹⁹³ M. Grévisse, 1950, p. 97.

rapide *turn over* des cités extra-coutumières que les aspirations générales à retourner au village.¹⁹⁴

VIII. 2. ...comme philosophie de l'action

En fait, il semble que la période enthousiaste d'une relative exubérance doctrinale, où les problèmes sont affirmés sans fard mais dans une relative confusion, n'ira pas au-delà de 1949. Et en 1950, avec le congrès du CSK qui lui confie la Commission des questions sociales indigènes, c'est un CEPSI plus mesuré qui est consacré.

Les travaux de la Commission des questions sociales indigènes élaborés et présentés lors du colloque scientifique d'Élisabethville en 1950 sont très significatifs de cette priorité désormais accordée au traitement des questions sociales: organisation des collectivités indigènes, décentralisation de l'enseignement professionnel et des services sociaux. "*L'essor économique, social, démographique et moral des communautés indigènes*" devant, selon les vœux du Congrès, être "*d'avantage conçue dans un cadre communal*"¹⁹⁵

Dès 1948, trois thèmes sont sensiblement reformulés. C'est tout d'abord celui du cadre de "l'évolution indigène" qui, à l'opposé de ce que réclament Rubbens ou Ballegeer, est en quelque sorte recentré sur la référence à la singularité culturelle de l'ensemble de la question indigène. "*N'est-il plus vrai que nos indigènes sont devenus ajusteurs, employés de banque, machinistes et mineurs parce qu'ils portent notre veston ou notre costume ou notre salopette, qu'ils ne sont plus ces êtres mystérieux aux impulsions déroutantes, que nous avons connus au long des années en brousse et en forêt?*"¹⁹⁶ Logiquement, les mises en cause violentes des institutions coutumières se tarissent. Un éditorial du *Bulletin du CEPSI*, long plaidoyer intitulé "*Refus d'abandonner l'oeuvre africaine*" comporte, en 1952, cette précision: "*les réelles autorités indigènes doivent être conservées en vue du bien de tous*".

¹⁹⁴ A. Doucy et P. Feldheim, UNESCO 1956, pp. 722-223.

¹⁹⁵ Comptes-rendus du Congrès scientifique d'Élisabethville, Commission des questions sociales indigènes, *Bull. CEPSI*, vol. VI, août 1950.

À cette époque, les commissions d'étude du CEPSI sont les suivantes: "Coopératives pour indigènes", "Éducation des fillettes", "Habitations pour indigènes", Commission mixte (européens et évolués) pour l'étude des problèmes sociaux des centres extra-coutumiers".

¹⁹⁶ A. Debra, M. Gille, Directeurs A. I. du CEPSI, 1949, pp.9-10.

Au coeur de la question sociale ainsi reformulée, on retrouve donc l'incontournable mentalité indigène.

Le second trait de cette évolution voit le CEPSI devenir le champion de la question sociale entendue au sens strict, c'est-à-dire à l'exclusion croissante de toute perspective politique. Entre 1950 et 1955, le *Bulletin du CEPSI* publie, de manière prépondérante, des relations d'expériences sociales et éducatives, des monographies de foyers sociaux et des nouveaux dispositifs d'intervention sociale¹⁹⁷. Le Katanga formant un double laboratoire où l'anomie des centres extra-coutumiers et des camps de travailleurs d'origines diverses répond à l'effondrement du monde "coutumier", un projet va prendre forme et s'affermir, avec l'intervention croissante des universitaires liégeois en particulier. Ce projet vise rien moins qu'à l'élaboration d'une technique de reconstruction du lien social destinée désormais aux brousses. Nous y reviendrons tant ses manifestations ultimes pousseront à son terme l'utopie technocratique et scientiste qui conclut la recentrage du CEPSI.

Enfin, et en écho à ce qui précède immédiatement, il ne fallut pas plus de deux ans pour que le rapport connaissance-action soit reformulé différemment, privilégiant la pratique par rapport à la théorie, l'expérience circonstancielle, la connaissance agissante et intuitive de l'indigène, les hommes d'action qui restent plongés dans "*les problèmes indigènes*". Loin des disputes théoriques, doctrinales et idéologiques, loin du projet de refonte de l'ethnologie et de la sociologie africaines, c'est la "foi sociale" et la reconnaissance de l'Humanité partagée qui sont proposées à titre de légitimité supérieure.¹⁹⁸ L'appel à la légitimité de la démarche scientifique dans la conduite des affaires coloniales se muera en une célébration des valeurs irremplaçables des hommes d'action et de terrain, doublée d'un nébuleux vitalisme.¹⁹⁹ En témoigne l'exposé du rôle du CEPSI par Grévisse, sans doute l'un des meilleurs administrateurs-ethnologues.²⁰⁰ Et

¹⁹⁷ Le centre d'étude des problèmes sociaux indigènes de Léopoldville est créé en 1948, son équivalent pour le R-U, en 1953. Leur activité sera considérablement moins étoffée que celle du Centre katangais: conférences et enquêtes sociales.

¹⁹⁸ " (...) nous croyons que le raisonnement seul, même aidé de la plus vaste érudition, est insuffisant pour résoudre les problèmes humains, les problèmes sociaux. Nous croyons que le rationnel doit, pour être efficace, être aidé des données spontanées, des impondérables multiples et subtils du milieu où les problèmes se posent, qu'il doit être nourri, éclairé stimulé et guidé par ce qui émane des choses elles-mêmes, par leur vue concrète, je dirais par leur manipulation, par l'expérimentation des réactions humaines" (Debra, op. cit. p. 7).

¹⁹⁹ Aucun érudit colonial, aucun professeur, n'est convié au colloque d'Élisabethville consacré aux questions sociales. Outre des missionnaires, responsables de foyers ou de services MOI des grandes entreprises, assistantes sociales ou médecins, on compte deux administrateurs-ethnologues: Grévisse et Willaert.

²⁰⁰ "S'ils [les membres du CEPSI] s'occupent des problèmes sociaux indigènes, ce n'est nullement en fonction de quelque thèse ou de l'une ou l'autre discipline. Le seul postulat qui soit à la base de leur action

ce n'est qu'à partir de 1955, dans les discours des sociologues métropolitains conventionnés par le CEPSI que s'exprimera à nouveau comme une incantation ce pouvoir de l'objectivité.

Le trait distinctif de ce néo-paternalisme caractéristique du CEPSI, qui a vocation à être généralisé à la suite de l'abandon de la bonne administration indigène indirecte au profit d'un interventionnisme social tous azimuts, c'est qu'il renvoie à la thématique des relations humaines entre Blancs et Noirs qui doivent être impérativement améliorées.²⁰¹

Quelques déclarations royales scelleront l'unité de la problématique sociale-éducative doublée et de celle des relations humaines. Dès lors, ce sont les fondements du platonisme qui vacillent: *"imposées par la loi, les idées nouvelles risquent de rester étrangères et artificielles"* (Léopold III, Session de l'INCIDI, 1958).

Le troisième âge du CEPSI est caractérisé par une délégation des fonctions de recherches à des services des quatre universités métropolitaines. Les services spécialisés des universités de Gand, Bruxelles et surtout Liège prennent alors la direction d'une demi-douzaine de foyers sociaux dans les provinces de l'Est (Katanga, Orientale, Ituri). On y fera d'abord du "social" ou plutôt du "socio-éducatif", puis du développement communautaire. Aux dizaines d'études empiriques qui seront réalisées répondent diverses formes de théorisation du "social". Vers 1953-54, deux Instituts supérieurs spécialisés en matière d'assistance sociale outre-mer voient le jour à Liège et à Anvers.

est celui de l'unité et de la diversité de l'humanité et, par conséquent, de la nécessité de respecter la personne humaine quelle que soit la couleur de la peau (...) cela signifie que le CEPSI s'interdit d'étudier les populations indigènes pour elles-mêmes. Leur passé est pris en considération dans la seule mesure où il éclaire leur présent (...), le CEPSI se voudrait de participer activement à la définition du sens et du rythme de cette évolution (...) plus qu'un observateur, le Cepsi veut être un facteur de cette évolution"(F. Grévisse, 1949, pp. 71-85).

Le progrès social se double rapidement d'une exigence de rapprochement et de bienveillance entre Blancs et Noirs. Pressentant le reflux raciste de la nouvelle génération de fonctionnaires arrivée moins pourvue de préjugés, Grévisse lance la publication d'une sorte de guide pratique définissant *"l'idéologie, la psychologie et la manière de vivre avec les indigènes"*. Ce retour aux "rapports humains", manière de se détourner des rapports sociaux, exprime sans doute l'incapacité des réformistes de pousser au-delà de leur élan initial, social, et réformateur l'analyse de la situation coloniale.

²⁰¹ L'amélioration des relations humaines reste un thème omniprésent de la décennie 50. Young (1968) note que de hauts responsables de la colonie étaient remplis d'angoisse et de désespoir devant l'impossible éradication des manifestations quotidiennes de mépris et de racisme à l'égard des indigènes, et des évolués en particulier (p. 69).

Sur l'importance qu'accordèrent les autorités coloniales au thème de l'amélioration des relations humaines, voir Bouvier 1965, pp. 119-124).

En 1955, le *Bulletin du CEPSI* se double d'une *Revue pédagogique congolaise* qui témoigne de la multiplication des études psychologiques sur "l'adaptation des indigènes" et fournit une tribune aux nouveaux professionnels qu'occupent les oeuvres, les services de main-d'oeuvre des grandes entreprises, les établissements scolaires, etc.

Une dizaine d'années après sa fondation, le CEPSI se trouve donc au centre d'un dispositif inédit de recherche et d'action sociale au Congo R-U.

VIII. 3. Le «social» et la politique indigène du ministère

La doctrine popularisée par le Ministre Wigny place le "social" dans la foulée de l'accélération de la production et du développement économique. Le FBI représente le type d'action sociale par excellence. En milieu industriel, l'effort principal incombe aux entreprises. Outre l'aspect investissement, ce sont les lois sociales qui incombent aux pouvoirs publics: comités indigènes d'entreprises, allocations familiales, inspection du travail, assurance maladie, pensions, etc. Enfin, troisième thème de la politique sociale des pouvoirs publics, "*le développement de la personnalité individuelle et sociale des indigènes qui comprend l'organisation professionnelle, familiale et coopérative*".²⁰² À la relative simplicité du triptyque correspond une quantité impressionnante de problèmes urgents présentés comme "*issus directement de la dernière guerre*". Parmi ceux-ci, les nouveaux besoins sociaux (enseignement, organisation de structures médicales permanentes en zones coutumières), l'organisation d'une classe moyenne d'indépendants et d'artisans, la rectification des tendances privilégiant les emplois de bureau, la lutte contre la dépopulation, le relèvement de la démographie sociale urbaine, la réduction des dégâts causés par le dépassement des plafonds de recrutement et l'excès des corvées, le développement, sur une vaste échelle, des services sociaux urbains, l'organisation professionnelle des travailleurs, l'établissement des plantations agricoles indigènes, l'assistance technique agricole pour le perfectionnement des méthodes traditionnelles, le développement du crédit et des coopératives, la révision des secteurs administratifs, etc.²⁰³

Le CEPSI a joué un rôle considérable dans l'imposition de la problématique sociale, à mesure que les autorités coloniales tentent de définir une attitude qui se veut "cohérente".²⁰⁴ Son antenne bruxelloise, dirigée par Dellicour (grand magistrat colonial, conservateur modéré), tient des assises sur les grandes questions (relations raciales, intégration professionnelle des Africains, intégration sociale des Africains) et donne des avis considérés comme "très autorisés". Le CEPSI est revêtu d'une légitimité considérable en métropole où il apparaît comme le principal informateur du Gouvernement sur la question sociale coloniale. Le CEPSI se pose aussi en arbitre des

²⁰² La politique scolaire reste donc entièrement dévolue aux missions.

²⁰³ Pour un suivi de la question sociale au Congo, voir la rubrique trimestrielle de V. Charles dans *Zaire* à partir de 1947.

²⁰⁴ Outre les actions du BFI, qui vont se développer dans les années cinquante, le ministère des Colonies et le Gouvernement du Congo se dotent de directions des "affaires sociales". Un Conseil supérieur de l'Assistance sociale fut créé à Bruxelles en 1947. Le gouvernement intervint financièrement dans tous les projets sociaux, centres féminins, foyers de jeunesse, équipes rurales itinérantes, etc. Le ministère finançait pour sa part des sections spéciales dans quelques écoles sociales de Belgique (J. Van Hove 1962).

principales oppositions. C'est ainsi que face au clivage entre thèses "assimilationnistes radicales" —le plus souvent sociales-chrétiennes (Sohier et la formation de la nation belgo-congolaise) et thèses "différentialistes" défendues en outre par *Problèmes d'Afrique centrale* (organe des administrateurs issus de l'Université Coloniale)— qui, entérinant la variabilité psychique de l'homme et réaffirmant l'indispensable respect des moeurs et des religions aborigènes, il suggère de laisser les élites, une fois révélées ou reconnues, adopter librement le régime de leur choix et se diriger vers l'autonomie, vers la libération du Noir et sa libre collaboration avec le Blanc.²⁰⁵

VII. 4. Une doctrine coloniale, catholique et sociale

L'analyse de l'évolution des rapports sociaux au Congo en termes de crise sociale devient rapidement une règle dans les milieux pensant de la colonie ainsi qu'en métropole. Si le contenu et les implications politiques de cette prédilection pour le "social" varient très fort, plusieurs événements contribuent à sa mise en forme. Se faisant l'écho des principaux arguments de la campagne des *dettes de guerre*, le Congrès colonial conclut ses travaux de 1948 en appelant à l'action immédiate et à la réorientation des recherches et études sur le terrain social. Le Rapport de la Commission sénatoriale de 1947 abonde dans le même sens. Elle ne présente aucun thème nouveau par rapport à la thèse de la crise sociale et aux réponses favorites des réformateurs du Congo.

Enfin, moment déterminant, nous semble-t-il, dans l'établissement du "social" en clé d'analyse principale, la confection d'une doctrine sociale coloniale de l'Église qui, jusque-là, était largement confinée dans les oeuvres d'enseignement.

Cette recherche doctrinale dans laquelle s'illustrent quelques missionnaires aura d'autant plus d'impact qu'elle n'est plus exclusivement cléricale. En effet, l'après-guerre voit la question coloniale devenir un terrain de prédilection d'interventions sociales et politiques de catholiques laïcs.

La reformulation de l'Oeuvre civilisatrice chrétienne (G. Malengreau 1947)

"La question sociale au Congo comme en Belgique est tout autre chose qu'une multiplication d'ouvrirs et de bassins de natation et une distribution

²⁰⁵ On voit ainsi renaître la vieille opposition des années vingt entre assimilationnistes confessionnels et différentialistes non confessionnels. Les protagonistes sont d'ailleurs encore parfois les mêmes! La démocratie et la citoyenneté belgo-congolaise ont cependant pris la place de l'évangélisation sous l'appellation euphémisée de "civilisation par les idées".

d'aumônes (...). On procure à l'indigène sa maison standardisée, son mobilier en série, son menu fixé d'avance, des loisirs réglés dans leurs moindres détails mais sans plus aucune fantaisie (...). C'est le règne de l'homme végétal, une anticipation de ce paradis terrestre mécanique dont parlait Bernanos. C'est dès à présent qu'il faut tendre à déprolétariser et à libérer le travailleur indigène en le faisant participer progressivement à l'amélioration de ses conditions d'existence et à la direction des cités ouvrières, en attendant le jour, lointain sans doute, où il pourra participer à la gestion de l'entreprise elle-même. Sans tomber dans un romantisme puéril, on peut se demander si, du point de vue culturel, il y a réellement un progrès à doter l'indigène évolué d'une maison en série avec son salon de réception orné de chromos découpés dans un cinémagazine, son phonographe éructant du Tino Rossi. Au lieu d'enfermer l'indigène dans un réseau de conventions et d'habitudes qui n'ont pour lui aucune signification, il faut le dégager de toutes les entraves pour que puissent se déployer ses valeurs propres; il faut l'aider à se découvrir lui-même. (...) Nous le civiliserons en lui faisant prendre conscience de sa fonction sociale, en lui faisant faire, sous notre tutelle vigilante, ses propres expériences. Le problème des «déracinés» perdra toute son acuité le jour où nous aurons véritablement organisé le centre extra-coutumier, et le problème des évolués perdra la sienne le jour où nous aurons créé de véritables élites et placé les faux-évolués devant leurs responsabilités".²⁰⁶

La tentative de renouvellement doctrinal s'exprimait par ailleurs au sein même du mouvement missionnaire dont quelques "apôtres" établissaient les devoirs séculiers, désormais prioritaires et éminemment sociaux.

Constatant le développement économique de la colonie qui a "*bouleversé toutes les structures sociales des populations congolaises*", le R. P. Roussel qui entend proposer "*une doctrine sociale complète*", affirme que "*l'entrée du Congo dans l'économie mondiale est devenue une nécessité vitale pour les populations et la mise en valeur des*

²⁰⁶ Dans un reportage récent, un missionnaire français, actuellement au Zaïre, tenait à peu de chose près les mêmes propos: "*la colonisation belge a désresponsabilisé les habitants de Kisangani.*" (Les derniers colons, T. Michel 1995).

Malengreau développe également le thème du danger d'une acculturation matérialiste et amoraliste lors des premières Journées interuniversitaires d'études coloniales. Il redoute "*les dangers d'une hypertrophie de la civilisation matérielle et le vide croissant des valeurs spirituelles sur lesquelles l'indigène construisait autrefois sa weltanschauung, le danger d'une véritable caricature de l'Europe*" (Journées interuniversitaires 1952, p. 27).

richesses constitue un bien en soi ²⁰⁷(....) *qu'une action sociale conçue comme une réponse aux multiples misères n'est plus possible et qu'en conséquence, ce sont les forces même du développement économique, de la richesse matérielle et de sa répartition qui doivent être moralisées*". C'est-à-dire "que les méthodes économiques doivent être adaptées volontairement aux conditions physiques, psychologiques et morales des populations" et entendues comme des facteurs de relèvement dans tous ces domaines. Ceci supposant justice sociale, solidarité inter-raciale et moralisation des agents²⁰⁸. Dans la perspective de l'auteur d'une *Nouvelle doctrine coloniale congolaise*, le "social" ne renvoie pas simplement au collectif ou aux modes de partage des richesses. "Les groupements sociaux participent de la réalisation des finalités obligatoires de l'homme, de la réalisation de sa destinée personnelle qu'il doit réaliser dans et par la société"²⁰⁹.

Concrètement, l'établissement d'un régime de "civilisation sociale chrétienne" exige une reformulation des intérêts communs, la reconnaissance des aspirations nouvelles des indigènes; aspiration à "participer à la direction de la vie sociale", aspiration à "être conduit selon les exigences du respect de la personne humaine et des origines raciques et coutumières". Il ne suffit plus de connaître la psychologie profonde des populations, il faut "satisfaire les aspirations en les précisant dans leur objet et les moyens de les obtenir (...) il faut précéder les mouvements et non se laisser traîner à leur remorque" (p. 101).

La construction d'un "ordre social" suppose une réforme du système colonial et un contrôle des forces économiques, notamment afin d'éviter que l'ascension de quelques-uns ne transforme l'indispensable élite sociale indigène en une caste de "jouisseurs individualistes oublieuse des limites sociales du droit de propriété".

Associations indigènes existantes et associations à créer —les associations coopératives de producteurs—, doivent être investies de fonctions éducatives. "Aujourd'hui, les modalités de l'action colonisatrice et évangélique doivent surtout accentuer la bienfaisance sociale et aider les Noirs à conjuguer leurs efforts en s'associant. (...) Sans le développement sur une vaste échelle des associations indigènes bien dirigées, nul retour à une vie normale sociale, morale et religieuse n'est concevable" (pp. 103-109).

²⁰⁷ Cette thèse du développement social "tiré" par la croissance économique alors remarquable du Congo est aussi la favorite du Ministre catholique Wigny.

R.P. Roussel, 1949, pp. 83-125.

²⁰⁸ Encore faut-il noter qu'il s'agit de bien plus que d'un simple polissage des habitudes: "la doctrine sociale doit embrasser toute la marche du progrès humain, elle doit être reconnue de tous, elle doit être accessible pour le moindre des agents, diffusée par une information générale efficace".

Voir aussi, sur ce sujet, les contributions à la Semaine Sociale de Lyon (1948), consacrée aux questions sociales coloniales.

²⁰⁹ Bien entendu, il s'agit aussi clairement de s'opposer aux "rêves révolutionnaires" et "aux actions subversives qui entrent dans l'esprit des populations dont le milieu social est en friche." L'urgence est donc de mise, "l'organisation de la vie sociale des Noirs est une nécessité impérieuse" (p. 120).

Dans cette doctrine sociale coloniale catholique, l'application aux indigènes d'une "législation sociale adaptée explicitant droit et devoirs ainsi que les sanctions, vise essentiellement à protéger les indigènes des fléaux sociaux en assainissant le milieu délétère pour y retrouver les institutions les plus naturelles à l'homme: la famille monogamique et la Cité" (p. 114).

La famille africaine est d'ailleurs au menu de la semaine de missiologie de Louvain en 1946. Les méthodes de perfectionnement de la famille africaine sont revues afin d'envisager une transformation de l'intérieur fondée sur le consentement et la conviction profonde.²¹⁰ Les questions sociales occuperont d'ailleurs l'essentiel des Semaines de missiologie jusque 1955.²¹¹

Quant à la philosophie de l'action sociale, elle repose sur le constat d'une faille désormais béante dans le "fond des Noirs". Laisser celui-ci inchangé, ce serait multiplier "les voies vers une décadence accusée". (...) *les idées chrétiennes gouverneront le monde des Noirs à condition qu'elles soient admises et vivent dans des sentiments profonds et durables*" (p. 118). *Communauté et participation* deviennent des concepts-clé. "Bénéficiaire d'une action sociale, les Noirs doivent être conduits à y collaborer de toutes leurs forces (...), il faut réveiller en eux le sens social réel. Le succès de toute action dépendra de la communauté elle-même"(p. 118).

À cette entreprise, l'État, les sociétés coloniales et les initiatives privées doivent fournir des "militants sociaux". Ceux-ci pourront d'ailleurs émerger du développement du syndicalisme chrétien qui bénéficie des réformes des lois relatives aux associations professionnelles indigènes et lie très intimement, dans l'ensemble de ces démarches qui se multiplient au Congo depuis 1946, la défense des intérêts des travailleurs et la formation "d'élites sociales" parmi les quelque vingt mille syndiqués (en 1950).²¹²

²¹⁰ *La famille noire en Afrique* 1947. Comporte des contributions ethnologiques de missionnaires-ethnologues et quelques passages d'intervenants sociaux.

²¹¹ Notamment en 1953 la semaine fut dédiée aux "Problèmes du travail dans un monde qui change". Les expériences sociales dans les colonies occupèrent l'essentiel des exposés et débats et on proclama la "nécessaire compétence sociale de tous ceux qui se destinent à l'action missionnaire". Le lien social s'imposait comme un terrain de prédilection notamment en Afrique où "le Noir ne comprend bien que les relations de personne à personne et que le salaire n'est pas pour lui le prix d'un travail mais, comme l'échange de sang, le signe d'une association entre lui et le patron. Le patron devrait donc ressembler au chef de brousse et perdre son anonymat et prendre même extérieurement l'aspect très humain que le Noir désire et s'attend à rencontrer" (R.P. Charles à propos du Congo, cité dans *Probl. Afri. Cent.* V 1953, pp. 345-347).

²¹² Cours du soir et écoles sociales de Léopoldville et Elisabethville, publication de *Syndicalisme congolais* en cinq langues puis de *Au travail* en deux langues congolaises. Les syndicats chrétiens obtinrent des représentations dans divers organismes consultatifs jusqu'au Conseil de Gouvernement (Intervention du représentant des syndicats chrétiens congolais lors du Congrès des syndicats chrétiens à

Sociologues métropolitains, administrateurs-ethnologues, activistes du CEPSI et missionnaires "sociaux" se rencontrent donc pour donner corps à cette découverte sociale, pour alimenter cette formidable utopie qui, tout à l'opposé du conservatisme, entend aménager l'espace d'une socialité inédite. Y croit-on vraiment? Faute d'une analyse distanciée du procès de la domination coloniale, était-ce là le seul terrain théorique, moral et pratique sur lequel l'idéal civilisateur pouvait retrouver quelque signification face à l'optimisme abstrait des chantres d'un progrès économique évident et devenu incontestable avec "l'organisation scientifique de la colonie"? Sans doute, car cette conviction, elle-même appuyée sur le pari d'une ingénierie sociale et morale, pouvait apercevoir la multiplication des institutions d'encadrement et "d'éducation sociale".

VIII. 5. Les foyers sociaux, le paternalisme élargi en action

À partir de 1947, et plus systématiquement dans le cadre du premier plan de développement, se mettent en place des services sociaux, à vrai dire plutôt des services "médico-sociaux" à l'origine, qui deviennent "socio-éducatifs" puis entreprennent par la suite des actions de développement communautaire.

Le Fonds du Bien-Être Indigène, dont l'essentiel des engagements est intégré dans le plan décennal de développement, privilégie pour sa part une politique "*d'intervention massive*" sur des zones rurales déterminées qui combine des mesures alimentaires, agricoles, médico-sociales et scolaires. Il s'agit en fait d'investissements lourds tels que des hôpitaux, stations d'épuration d'eau, stations agronomiques, écoles, infrastructures, etc., généralement accompagnés de "*campagnes éducatives et culturelles principalement dirigées vers les femmes et les filles*".²¹³

Par ailleurs, les grandes entreprises ont installé leurs propres services sociaux d'entreprise.

Les foyers sociaux subsidiés et reconnus par le gouvernement colonial se sont multipliés, recourant à un personnel professionnel au même titre que les actions sociales du FBI. Ils sont appelés "foyers sociaux officiels".

Ces foyers sociaux ou socio-éducatifs revêtent une certaine importance, dans la mesure où ils introduisent une problématique qui se veut spécifiquement et professionnellement sociale et "civile" et qui sort ainsi du monopole des missions et des grandes entreprises. Des enquêtes sont réalisées dans des objectifs d'action sociale. Les foyers accueilleront

Bruxelles, octobre 1949. *Zaire*, Janvier 1950, pp. 61-68).

²¹³ FBI (1965) Fonds du Bien-Être Indigène 1948-1963.

H. Beckers 1952, pp. 157-163.

les dispositifs universitaires de recherche et de recherche-action qui, en pratique, ne s'écarteront pas essentiellement de la philosophie du travail social décrite ici.

Les foyers sociaux ruraux, oeuvrant en "milieu coutumier" se sont eux aussi multipliés à l'instar des foyers urbains plus récents. Ces services sociaux dirigés par des assistantes sociales ont, en conséquence de la professionnalisation récente du travail social, très rapidement élaboré une doctrine et une pratique relativement sophistiquées.²¹⁴

En 1958, la directrice du Foyer de Kolwezi donne le chiffre de 45 foyers pour la colonie dans son ensemble. De tels foyers sociaux existent dans tous les centres d'au moins 10 000 habitants. Par ailleurs, l'administration coloniale s'est dotée d'une administration spécifique relative à ces foyers. Le Gouvernement général a établi les grandes lignes d'action des foyers subsidiés. À la veille de l'indépendance, on estimait à deux cents le nombre de foyers féminins. N. Laude pouvait se réjouir de l'africanisation rapide des cadres d'assistantes sociales et de monitrices.²¹⁵

La mission du service social en Afrique vise à soutenir "*le développement social, c'est-à-dire l'ensemble des changements tendant à améliorer les conditions de vie de la société et des personnes, et se traduisant par un développement économique, social (sic), politique et culturel*" (Berchmans, *Problèmes sociaux congolais*, n° 47, 1959, p. 45).

Dans le cadre urbain c'est l'urbanisation-industrialisation-immigration qui domine la problématique de travail social "*Le fond du problème social réside dans les changements qui affectent la structure familiale traditionnelle et dans l'effet que ces changements exercent sur les comportements individuels*". Le service social doit donc répondre à des besoins en constante redéfinition mais surtout se donne comme objectif général "*d'apprendre à la population d'une cité d'un centre extra-coutumier ou d'une ville à résoudre ses propres difficultés par une auto-prise en charge*". La tâche la plus immédiate est de former des "*cadres populaires, une sorte d'élite sociale locale dont la participation à la réalisation des services doit être généralisée*". Les programmes comportent toujours un dispositif important de formation-éducation. Des actions de formation générale sont dites "*actions de masse*". Il existe des "*cercles de masse*" et des "*cercles de quartier*" qui réunissent très régulièrement des milliers de femmes du Katanga. L'éducation générale est conçue à partir de l'éducation ménagère et sanitaire des femmes, en particulier des jeunes filles —cercles de puériculture, etc. (Berchmans, op. cit. pp. 46-49).

Outre cet aspect dominant du travail socio-éducatif familial et féminin, c'est un quadrillage relativement serré qui s'organise autour des loisirs, des services sociaux

²¹⁴ Melle G. Dutrilleux, 1950, pp. 105-115.

²¹⁵ N. Laude, 1960, pp. 530-555.

individualisés, des plaines de jeunesse, des réunions pré-nuptiales, des divers cercles, mutualités, économats, etc.

C'est aussi, d'une manière plus affirmée, une conception communautaire et culturaliste du "milieu" qui domine. *"La méconnaissance des exigences de développement du muluba adulte, chef de famille, membre d'un clan agissant peut conduire à de nombreux déséquilibres d'ordre politique et social"* (p. 39).

En "brousse" comme en milieu urbain, l'objectif d'autonomie repose sur la formation d'une élite sociale... seulement scolarisée en post-primaire, mais essentiellement "qualifiée" par les pratiques médicales et sociales proposées. La participation est conçue dans un objectif de *"self government"* (sic). *"Les monitrices en fonction noyautent des groupes de villages assez homogènes et leurs cercles totalisent 11 290 présences en 1957"* (p. 37).

On pourrait décrire la problématique commune de ces foyers socio-éducatifs à travers quelques grands traits et surtout quelques *a priori* communs.

En premier lieu, la notion de besoin se double ici d'un objectif d'ensemble ("une montée humaine") et est toujours liée à l'analyse d'un changement social général de la société indigène. On vise donc à développer une "éducation populaire", d'abord féminine et familiale, puis générale, que l'on appellera "éducation de base" en référence à des doctrines qui s'élaborent au niveau international. La famille est au centre de toutes les activités, et l'éducation se veut d'abord "communautaire". Ceci n'étant pas du tout conçu comme contradictoire avec un fort encadrement. Les éléments socioculturels dits "traditionnels", "coutumiers" ou "claniques" sont valorisés dans la mesure où ils peuvent servir des objectifs généraux et surtout où ils conditionnent la participation de "masse".

La fabrication d'élites "spontanées" permet de faire renaître l'antienne d'une évolution synchrone de la masse et illustre l'efficacité de l'enracinement local (la cité faisant office de Cité).

C'est sur ce pré-conditionnement de la question sociale, conjuguant industrialisation accélérée et "civilisation", dans une prétention inouïe à l'ingénierie sociale totale, que se grefferont les interventions sociologiques et les rationalisations conséquentes que produiront leurs hérauts.

IX. Ultime polémique dans l'art de la cité coloniale

Assimilationnistes-industrialistes, partisans de la *Communauté belgo-africaine* et néoréalistes-différentialistes-ruralistes, partisans des *Patries ethniques indigènes*

Que la doctrine du respect des coutumes n'ait été précisément qu'une doctrine qui cachait l'énorme pression du développement du capital industriel et agricole, elle avait néanmoins inspiré la création de *secteurs* administratifs et l'ensemble de la pratique administrative, ainsi que l'intégration de la justice coutumière dans le droit congolais. Elle consolidait l'idée selon laquelle, l'europanisation des Noirs était chose impossible. Elle était largement dominante dans les enseignements de l'université coloniale et dans l'éthique des administrateurs issus de l'université coloniale, à tout le moins des plus actifs.

La "révolution industrielle" congolaise et la formation d'un nouveau cadre de perception et d'intervention autour de l'utopie visant l'édification d'un milieu social inédit ne faisait pas l'unanimité parmi les savants coloniaux. En métropole particulièrement, un courant dont Sohier est le principal porte-parole entend certes accélérer l'assimilation juridique des évolués et la formation d'un cadre national congolais susceptible d'éviter la formation d'une oligarchie blanche, mais aussi préserver simultanément les institutions indigènes que les industrialistes semblent déjà avoir passé par pertes et profits.

Sohier, Possoz, Gelders, craignent "qu'une domination de type «soviétique» ne s'établisse entre une minorité europanisée et urbaine qui, au Congo, est plus forte que partout ailleurs et une masse rurale inorganisée et africaine". Cette menace de dualisation complète de la société ne peut à leurs yeux être évitée que par "une construction sociale de l'unité nationale".

Cependant, "nous ne pouvons refuser cette qualité à des Noirs parce qu'ils pratiquent un droit foncier qui n'est pas basé sur la priorité quiritaire, une forme de ménage admettant la dot, qu'ils réservent dans leurs croyances une place particulière au culte des ancêtres ou à la force vitale (...) Ils ne sont pas complètement assimilés. Peut-être ne le seront-ils jamais et nous verrons une civilisation originale, mélange d'apports européens et bantous, se juxtaposer à la nôtre" (Congrès colonial national IIe session, 1947. V. Gelders, 1948; A. Sohier 1949).

Deux faits importants interviennent dans l'après-guerre qui doivent être soulignés pour expliquer l'expression renouvelée d'un différentialisme modéré, d'inspiration culturaliste et "progressiste" dans la littérature réformatrice métropolitaine et congolaise.

Les lendemains de la guerre voient un très large remplacement des personnels d'Afrique, et notamment des administrateurs de *Territoires* et de *Districts*, laissant en position

centrale et hégémonique un groupe important de "chevronnés", issus des cohortes produites durant les années 30 par l'université coloniale, dont une dizaine s'étaient illustrés par des publications ethnologiques. La "relève" s'inscrit dans un renouvellement assez large des belges, dont le nombre s'accroît considérablement entre 1947 et 1954.²¹⁶ Le conformisme corporatiste de la nouvelle génération détentrice de privilèges sociaux et financiers qui en font une caste, place donc les anciens de l'INUTOM (Institut National des Territoires d'Outre-Mer, ex-université coloniale), héritiers de Verlaine, Habig et Van Der Kerken, en position doctrinale à la fois privilégiée et difficile. Le second fait, de nature davantage idéologique, a été évoqué précédemment; c'est la formation d'une opposition multiforme au maintien des bases légales du "respect des coutumes" et de l'horizon d'une "civilisation bantoue authentique".

Dans ce contexte et contre les industrialistes qui, relayés par le ministère, prétendent gérer une révolution industrielle, c'est autour de Van Der Kerken qu'une opposition plus générale que la précédente s'organise.

Problèmes d'Afrique centrale. Une revue coloniale scientifique?

²¹⁶ La population blanche aura quadruplé entre 1946 et 1959 pour atteindre le chiffre de 130 000, dont 90 000 belges. À titre indicatif, on retiendra que Van Der Kerken donne un volume de salariés africains avoisinant un million cent mille en 1950 (*Problèmes d'Afrique Centrale*, n° 15, 1950, p. 28).

De nombreux observateurs des rapports entre Blancs et Noirs évoquent la faillite de la relève dans son ensemble, en soulignant que les idéaux et attentions originelles se transformèrent en un conformisme administratif et en un renforcement de la ségrégation et des préjugés (P. Bouvier 1965 pp. 21-22; C. Young 1968 pp. 67-68). Dans les entreprises, l'ancien paternalisme fut également mis en difficulté avec le renouveau et la syndicalisation des personnels européens d'encadrement qui travaillaient au contact des ouvriers noirs et percevaient ceux-ci comme des concurrents.

Enfin, l'accent porté sur le regain discriminatoire et les attitudes odieuses qui accompagnèrent la relève fit grand cas du rôle des "dames" et des "épouses" qui, non seulement distraient leurs époux des contacts avec les indigènes, mais faisaient montre d'attitudes et de comportements "inadéquats". L'image du broussard tout dévoué à sa tâche sur laquelle était construit le mythe de la "meilleure Territoriale d'Afrique" s'estompa en quelques années. Une commission du CEPSI proposa l'initiation systématique des "dames et épouses" aux oeuvres sociales (Les relations inter-raciales au Congo, *Bull. CEPSI* n° 28, 1955).

Selon Beckers (1952), il est probable que sur les 13 000 européens de Léopoldville, il n'y en ait guère plus de 20 ou 30 —missionnaires non compris—, qui, en dehors de leurs activités professionnelles, s'occupent effectivement et activement des indigènes (p. 163).

Bien que Problèmes d'Afrique centrale (ex-Bulletin des anciens de l'université coloniale) n'ait pas réalisé d'études particulières et n'ait publié que de rares études substantielles, bien qu'elle soit restée une revue coloniale, son comité de rédaction s'est bien davantage ouvert à la littérature spécialisée et notamment anthropologique et sociologique internationale. Van Der Kerken, jusqu'à sa mort, et Brausch proposèrent ainsi des recensions critiques et minutieuses des grands ouvrages alors publiés, ceux de Balandier, Malinowski, Radcliffe Brown, Deschamps etc. À l'avantage de la rédaction de la revue, on notera aussi l'attention marquée pour l'évolution internationale dans les colonies britanniques et françaises, une attention précoce envers les travaux américains et surtout l'activité des organismes de coopération internationale. À travers Brausch un rapprochement s'opéra entre Problèmes d'Afrique Centrale et l'Institut de sociologie de l'ULB.

*Les thèmes favorisés de la rédaction dans le domaine scientifique furent incontestablement tournés vers les études d'acculturation et d'ethnologie appliquée. En particulier vers les nombreux essais psychologiques. Ces travaux qui peuvent prendre appui sur des recherches américaines et spécialement sur celles qui concernent les Noirs Américains ont pour particularité d'être empiriquement fondées sur des recherches d'envergure: missions métropolitaines d'universitaires expérience accumulée par les services du personnel des grandes entreprises ou des administrations coloniales.*²¹⁷

*En matière d'ethnologie appliquée, les théories de Brausch trouvent d'amples échos parmi des travaux issus d'expertises commanditées par l'Unesco ou d'autres organisations internationales. "Il s'agit d'étudier les moyens appropriés pour introduire dans une culture déterminée, l'éducation de base, les nouveaux procédés agricoles et industriels, de nouvelles règles sanitaires avec un minimum de bouleversements ou même en utilisant ces bouleversements à des fins constructives".*²¹⁸

Problèmes d'Afrique centrale mobilise les "études internationales" et l'expérience des administrateurs ethnologues dans une lutte contre les "légistes progressistes" tels que Sohier, mais également contre la fraction la plus réactionnaire de l'opinion coloniale et

²¹⁷ En outre la mission d'études psychotechniques en A.O.F. dirigée par R. Durant, visant à mettre sur pied un enseignement professionnel accéléré y compris pour adultes.

²¹⁸ *Sociétés, Traditions et Technologie*, publié par l'UNESCO, Série Évolution technique et tensions sociales", sous la direction de M. Mead, 1953.

Probl. Afri. Cent. 1954, IV, pp. 323-332).

katangaise en particulier. Malgré une suspicion constante sur les aptitudes des Noirs, celle-ci concevait parfaitement de s'opposer de fait à l'application du décret d'immatriculation tout en acceptant l'hypothèse assimilationnisme. Dans ce cas, l'assimilationnisme était une perspective de très, très longue haleine, et ne visait qu'à réfuter à nouveau toute référence positive aux "mœurs indigènes".²¹⁹ Cette lutte est aussi dirigée contre Bruxelles.²²⁰

Problèmes d'Afrique centrale apparaît alors comme le *challenger* du déjà très influent CEPSI de plus en plus nettement identifié comme catholique et expression des desseins du grand patronat katangais.

Parmi les grands inspireurs du nouveau périodique, on retrouve principalement deux grands administrateurs-ethnologues, Van Der Kerken et Brausch (le successeur du premier). Celui-là fut en 1920 le grand défenseur d'une politique de conservation et d'administration indirecte, puis fut consacré à la tête du double réseau de la science coloniale métropolitaine; celui-ci, davantage sociologue qu'ethnologue, plaidait 25 ans plus tard, pour une ingénierie fonctionnelle des institutions sociales bantoues. Tous deux clairement non confessionnels; tous deux libéraux.²²¹

Expression des positions de la fraction "progressiste" de la Territoriale en crise d'identité professionnelle et de l'opposition politique libérale, *Problèmes d'Afrique centrale*

²¹⁹ Une partie du colonat adopte des positions proches visant le maintien d'une organisation coutumière tempérée d'une filière de promotion des évolués qui leur permette de s'intégrer très progressivement dans le monde blanc (*Probl. Afr. Cent.* n° 15, p. 50).

²²⁰ Les mesures de promotion de l'élite qui supposaient une déségrégation suscitèrent pléthore de débats et des raffinements infinis de l'argumentation. Qu'elles portent sur l'accès à la propriété, l'accès à un régime d'enseignement unique, l'égalité de statut des fonctionnaires, le logement, etc., elles furent vidées de leurs contenus positifs, sabotées dans leurs applications, retardées exagérément jusqu'à la veille de l'indépendance au point qu'elles se soldèrent pas un échec complet, ne suscitant parmi les élites qu'un sentiment de duperie et de mauvaise foi. Elle furent même parfois retournées contre eux. Il en va ainsi des amendes pour injures raciales promulguées en 1957 qui furent appliquées à la "xénophobie" des leaders nationalistes (Young 1968, pp. 47-68).

La question du statut des universitaires fut discutée passionnément dès l'entrée du premier étudiant congolais à l'université. Lorsqu'il fut diplômé, la question n'était pas encore tranchée puisque subsistait le double régime dans l'administration ainsi que la plupart des mesures discriminatoires! Et cet universitaire qui annonçait le "couronnement de l'oeuvre" ne pouvait à ce seul titre prétendre à l'obtention de la carte du mérite civil. Sans doute ne l'eût-il pas sollicité, à l'instar des autres témoins vivant de la perfectibilité qu'étaient les prêtres congolais, qui s'abstinrent de requérir cette insultante et compromettante faveur.

Bourdieu observe un phénomène identique en Algérie où les réformes sont inefficaces ou détournées au profit des Européens (1970, pp. 115-116).

²²¹ Brausch devenait quelques années plus tard le conseiller colonial du Ministre libéral Buisseret.

mobilisera principalement son expertise pour "*savoir comment l'évolution des populations indigènes doit se faire vers le progrès politique économique et social, (...) domaine où règne une confusion considérable*" (n° 15, 1952, p. 21).

La direction de l'Association-Revue lance, sur ce sujet, une grande enquête parmi les experts coloniaux dont les contributions permettent de saisir la constitution d'une argumentation d'inspiration ethnologique réunissant une partie de la Territoriale et une partie des missions, notamment les principaux rédacteurs d'*Aequatoria*, ainsi que de grands notables coloniaux métropolitains contre la perspective assimilationniste, imputée au pouvoir colonial.

C'est principalement l'assimilationnisme tardif qui voudrait "*faire des belges de couleurs*" qui est dénoncé comme contraire non seulement à l'héritage de la "meilleure territoriale coloniale", mais contraire aussi aux orientations internationales contenues dans la notion de *Trusteeship*. L'expérience des autres continents dément cette perspective assimilationniste: "*les asiatiques sont restés asiatiques...*". Non sans de bonnes raisons, on questionne l'énigme de "*l'Eurafrique*".

"*Nous avons trop longtemps confondu culture et civilisation (...) en référence à la chartre des Nations-Unies, il s'agit bien d'élever le niveau de civilisation des Africains tout en respectant leur propre culture*". À ce type d'argument se joignent des considérations et des arguments moins nobles. Ainsi l'ineffable Dr Habig, professeur à l'INUTOM, considère-t-il que "*les peuples d'Afrique cherchent davantage des chefs honnêtes et responsables que des anonymats démocratiques*".²²²

S'il ne s'agit plus de conserver les indigènes, l'opposition au "tout urbain" reste vive. Et c'est principalement contre les travaux du CEPSI, qui privilégierent la formation du prolétariat urbain jusqu'aux manifestations de la crise de 57-58, que bataillent *Problèmes d'Afrique centrale*. Aux yeux de ses rédacteurs principaux, le "paysannat" peut fournir la formule d'une intensification de la production, d'une réorganisation sociale fondée sur les institutions traditionnelles les plus dynamiques, et la base d'une intégration politique des indigènes.²²³ Fidèle à ses positions de jeunesse, et particulièrement sensible à la "crise éthique" de la Territoriale, Van Der Kerken soutient que la prolétarianisation massive de l'Afrique au profit des blancs conduirait à une catastrophe définitive. "*Il faut veiller à ce que seule une proportion modérée d'Africains connaissent la prolétarianisation au profit*

²²² Cité par M. Soors 1952, p. 100.

Les termes de ce débat mériteraient une étude particulière, tant il est possible d'y retrouver la plupart des arguments très actuels mis en oeuvre dans la perspective de démocratisation des régimes post-coloniaux africains.

²²³ Dans un *Hommage à Van Der Kerken*, décédé en 1954, De Koster évoquera l'ardent défenseur de "*cette administration indirecte qui reste, quoi qu'on fasse, la meilleure des politiques à l'égard de l'indigène*" (*Probl. Afri. Cent.*, n° 23, 1954, p. 86).

*des Européens avec le développement d'une économie rurale africaine, organisée dans l'intérêt des masses africaines et des sociétés africaines".*²²⁴

Telle est pour l'essentiel la perspective de Marzorati, aux yeux duquel "*aucune société humaine ne peut se développer harmonieusement si elle est confinée dans le cadre étroit de la vie citadine*".²²⁵ Celui-ci, qui s'est engagé pleinement dans le débat d'après-guerre, n'a pas renié l'exigence antérieure: l'évolution synchrone de la masse. Une exigence qui prend alors la forme d'un soutien à la création "*d'une masse d'évolués moyens*", susceptibles d'émerger du processus de développement rural et formant une classe moyenne technicienne. "*À coté d'une administration indigène évoluée doit s'établir une structure économique et sociale évoluée (...) qui devrait prendre appui sur des centres extra-coutumiers agricoles*". Marzorati, qui s'inscrit dans la perspective d'un transfert progressif de souveraineté vers les groupements indigènes, semble parfaitement conscient d'une possible dérive vers un pouvoir blanc et une ségrégation raciale de type sud-africain.

C'est pourtant d'un petit Père de l'intérieur, en l'occurrence du Scheutiste Boelaert, que vient la plus vive contestation des velléités d'assimilation.²²⁶ Au-delà d'une sévère critique de la prolétarianisation —les "déserteurs" de leurs communautés— qui, détruisant le rapport fondateur à la terre, anéantira les communautés indigènes, on trouve dans les développements de Boelaert une mise en cause du mépris et de la méconnaissance de la civilisation indigène et, plus loin, un désaveu très sorelien de l'État, dont la tyrannie repose d'abord, selon le missionnaire flamand, sur la tyrannie linguistique.²²⁷ "*L'erreur étatiste dénationalisante*" est issue de la "*Révolution qui a donné force de vie à deux courants opposés qui continuent à déchirer l'humanité fraternelle: la liberté et l'égalité (...). Théoriquement, nous louons la liberté et pratiquement, par notre orgueil, et par la loi du moindre effort, nous imposons l'égalité (...); égalité de tous, mais égalité devant*

²²⁴ *Probl. Afri. Cent.* n° 15, 1952, p.29.

²²⁵ A. Marzorati 1952, pp. 264-269.

²²⁶ R. P. Boelaert 1952, pp. 271-275.

Boelaert était considéré par Hulstaert et par l'ensemble du mouvement missionnaire comme un éminent philosophe et un ethnologue spécialiste des Mongo de la cuvette centrale. Boelart était un rédacteur important d'*Aequatoria* et son commentaire critique de *La Philosophie de Tempels* avait eu un écho considérable parmi les savants coloniaux (voir ci-dessus).

²²⁷ Référence aux décisions visant l'extension de l'enseignement en langue française remettant en cause les principes antérieurs.

Boelart va plus loin: "*détruire une langue sous prétexte d'unité nationale est une oeuvre impie et chimérique (...)*" et de citer Carnoy: "*ou bien un peuple accepte d'être humilié dans sa fierté et ses sentiments les plus nobles, ses droits les plus sacrés, ses intérêts, ou bien il doit imposer sa langue à ses classes supérieures*" (op. cit. p. 273).

un gouvernement qui s'identifie à l'État qui, à son tour, s'impose à titre de nation et de patrie. L'État unitaire a tous les atouts en mains et ne tend qu'à uniformiser toujours plus: groupes ethniques, droits et langues. Comme un rouleau compresseur, il égalise tout, en assimilant ce qu'il peut, en supprimant tout ce qui résiste". Or, partout, "tout devient caduque quand l'enseignement et les classes supérieures se dénationalisent".

Ce bref texte est sans doute l'une des meilleures illustrations de la compénétration dans un même schème populiste des revendications nationales flamandes et du droit à l'identité culturelle ancré dans une dénonciation précoce de l'occidentalisation du monde et de l'ethnocide²²⁸. Il exprime par ailleurs très clairement les fondements de la doctrine vaticane coloniale, invitant l'Église à "*s'adapter à la vie et à la mentalité des indigènes sans chercher à assimiler l'Orient et l'Afrique*", cette doctrine vaticane qui inspirait à l'*Osservatore romano* le titre suivant: "*La tragédie de l'Unesco*".^{229 230}

Bien entendu, il ne s'agissait pas de réfuter l'idée d'un développement dispensateur d'un surcroît de bien-être pour les indigènes, pas plus que de préserver intactes des traditions. Aux yeux du Scheutiste cependant, l'idée de nation fondée sur la communauté linguistique et culturelle ainsi que sur le territoire constituait un préalable historique incontournable. On ne saurait pour autant y voir l'expression d'un nationalisme congolais, car, d'une part, Boelart n'avait que peu d'estime pour le Congo des Blancs et n'imaginait certainement pas, d'autre part, qu'une revendication indigène s'exprime quelques années plus tard, exigeant un état congolais disposant d'un monopole de légitimité nationale. En amont d'un quelconque cadre national ou étatique, les "*patries indigènes*" fournissaient des instruments opérationnels de développement social. Ainsi

²²⁸ Diverses thèses proposaient à cette époque des explications de l'ethnocide et de la disparition des groupes ethniques. Ainsi B. Lafont mettait en exergue les facteurs économiques liés à la colonisation — "*la poussée des groupes techniquement obéissants à des impératifs économiques*" — qui furent à l'origine de la "*suppression démographique*", puis de la décomposition sociale et enfin de la désintégration totale par la prolétarisation. D'autres auteurs, ethnologues, missionnaires et psychologues ne mettaient en évidence que l'acculturation et l'impact des faits psychiques, explication dite *psychodynamic analysis* (B. Lafont, 1953).

²²⁹ 20 juillet 1951.

²³⁰ L'évolution des points de vue missionnaires est perceptible clairement à l'examen des articles les plus importants de la principale revue missionnaire, le *Bulletin des Missions* (devenu *Rythmes du Monde* en 1953). "*Il faut que nous prenions à coeur de faire oublier nos anciennes erreurs, et si l'oubli s'avère impossible, il faut au moins que nous cherchions à en atténuer les effets dans la mémoire du peuple, en nous rangeant délibérément du côté de l'Africain, en nous efforçant de penser et de sentir comme lui, en nous faisant comme le veut Saint-Paul, Grec avec les Grecs, Africain avec les Africains* (n° 3-4, 1952).

Boelaert envisageait une dynamisation de "*ces coopératives naturelles que sont les clans*".²³¹

Au sein même de ce courant privilégiant un développement rural et ethnique, on pouvait discerner deux orientations. L'une très congolaise et l'autre davantage favorable aux interventions des organismes internationaux ainsi qu'à un processus concerté de décolonisation.

Le testament colonial de Van Der Kerken ou les huit commandements de l'émancipation selon un ethnologue de gouvernement

Commentant très longuement, et avec louanges, l'ouvrage de Labouret *Colonisation, colonialisme, décolonisations* (1952, Paris), Van Der Kerken fournit une ultime actualisation de sa doctrine dans un contexte international plaçant les États-Unis et l'URSS en position hégémonique.

- *les problèmes africains doivent désormais être résolus sur le plan mondial et sur le plan africain;*

- *les autorités métropolitaines et leurs opinions publiques restent profondément ignorantes des réalités culturelles actuelles de la colonisation et de l'Afrique;*

- *toute politique centralisatrice est néfaste à l'instar des politiques d'assimilation, car "les populations africaines sont d'accord de voir s'élever leur niveau de civilisation, leurs sciences et leurs techniques, mais ne veulent pas être assimilées et sont décidées à conserver leurs langues, leurs cultures, leurs patries";*

- *il est hautement souhaitable que les Africains prennent conscience qu'ils constituent des groupes ethniques qui sont aussi des groupes linguistiques, qui sont leurs vraies patries;*

- *les Africains réclameront toujours plus de progrès technique et scientifique ainsi qu'une participation de plus en plus grande à l'exercice des trois*

²³¹ Après l'indépendance du Congo, Boelart proposa la création d'un État Mongo-NKundo.

pouvoirs, tout en se rendant compte qu'au vu de l'organisation mondiale actuelle, leurs pays doivent s'intégrer dans une fédération;

- Il faut orienter les Africains graduellement vers le self-government;

- les Africains rêvent et rêveront davantage d'une fédération couvrant tout le continent: les États-Unis d'Afrique;

- toute politique favorisant l'installation de colons doit tenir compte de ce que sera l'Afrique de demain au vu des constats précédents (Problèmes d'Afrique centrale 1952, IV, pp. 275-282).

La ligne progressiste et anti-assimilationniste de l'association des administrateurs territoriaux trouvait des échos en Belgique. Ce sera notamment le cas du Groupe Marzorati. Mais celui-ci, principalement animé par Van Bilsen, devint avant tout politique et fit peu référence aux "patries indigènes". Des hommes d'affaires et quelques membres de la "nomenclatura coloniale" (expression de Van Bilsen), ainsi que des représentants des "affaires coloniales", en répercutaient les éléments principaux en forme de propositions concrètes telles que la perspective d'un bicaméralisme (Lepage). Dans de nombreux cas, et en particulier chez un ancien Ministre libéral des Colonies, (R. Godding), les droits imprescriptibles des "patries indigènes" et des "civilisations différentes" renvoyaient à une conception évolutionniste, et concrètement réactionnaire sur le plan des droits politiques à accorder aux Africains. Godding considérait en effet que les indigènes du Congo d'alors étaient infiniment moins civilisés que "*nos ancêtres il a deux mille ans*" et qu'en conséquence, l'évocation "*d'un octroi des droits des vieilles démocraties d'Occident à nos belles populations*" ne pouvait l'empêcher de sourire (Van Bilsen 1994, p. 63).²³²

²³² Dans un article de 1953, Godding invoquait Franck et Tempels, ainsi qu'un éminent Sud-Africain opposé aux théories raciales pour affirmer "*qu'il n'y avait pas de plus grande erreur que de transporter en Afrique nos querelles politiques linguistiques et philosophiques ou de juger les Africains d'après nos étalons de mesure*" Et de conseiller aux Européens chargés de gouverner les Noirs d'aborder leurs problèmes avec "*un cerveau vierge, sans faire violence à leurs moeurs, à leurs attitudes et à leurs conceptions, en s'efforçant de pénétrer les tréfonds de l'âme noire*" (*Probl. Afri. Cent.*, n°19, 1953, pp. 3-6).

L'image du retard de 2 000 ans se révéla populaire par la suite dès que les formules relatives à l'infériorité raciale devinrent sujettes à réprobation.

En métropole, L. De Koster, chargé de la rubrique congolaise de la très influente *Revue Générale Belge*, apparaît dès 1947 comme le principal et constant défenseur d'une ligne différentialiste et néo-paternaliste. De Koster deviendra directeur de *Problèmes d'Afrique centrale* en 1954. Il part en guerre d'abord contre les mesures sociales régissant, à partir de 1946, quelques aspects des relations employeurs-employés, contre les conseils d'entreprise, contre l'accès à la propriété foncière puis contre les mesures juridiques d'assimilation. Argument classique —inadéquation des mesures d'origine occidentale à la réalité de l'Afrique—, conviction profonde d'un ancrage psychique indépassable des différences comportementales, mais aussi analyse des premiers mouvements africains sont mobilisés systématiquement par De Koster qui pressent derrière la révolte des Mau-Mau, "*non pas une raison économique, mais une sorte de nostalgie de la Barbarie*". La coexistence future des Noirs et des Blancs passera nécessairement, selon l'intellectuel gantois, par une "*sublimation des instincts et tendances indigènes pour les porter vers la civilisation dans le plan même de leurs valeurs traditionnelles*". S'inscrivant dans une perspective où le Congo doit rester pleinement sous la souveraineté belge, De Koster se réfère fréquemment aux "*très rares études de l'âme noire conduites avec compréhension*", (Tempels, Possoz en outre) contre "*les études des spécialistes des instituts*". Il exprime enfin la revendication nostalgique, et quelque peu d'arrière-garde, des "*administrateurs territoriaux-ethnologues*" contre les réformateurs généreux. Soulignant l'inutilité pratique des Instituts scientifiques du Congo et de Belgique, il proposait de créer des bureaux provinciaux de recherche sociologique inspirés du service de sociologie créé par le Tanganyika Territory en 1949, mais dirigés par des administrateurs-ethnologues "chevronnés" dirigeant chacun deux ou trois spécialistes de disciplines telles que l'anthropologie, la biologie anthropologique, la sociologie, les religions comparées, etc. Une vingtaine de chercheurs donc pour le Congo R-U, et dont les travaux seraient systématisés par un bureau central composé de trois experts liés au Gouvernement général.²³³

L'avis des principaux intéressés: les évolués

On pouvait trouver chez les évolués un clivage semblable entre "assimilationnistes" et "anti-assimilationnistes".

En 1945, P. Lomami Tshibamba écrivait "*de par le milieu où nous sommes nés et aussi de par l'orientation de notre culture, nous croyons que seule notre assimilation avec nos bienfaiteurs constitue notre réelle destinée*".

²³³ L. De Koster, 1953, op. cit.

Voir en outre De Koster (1950, 1952, 1954).

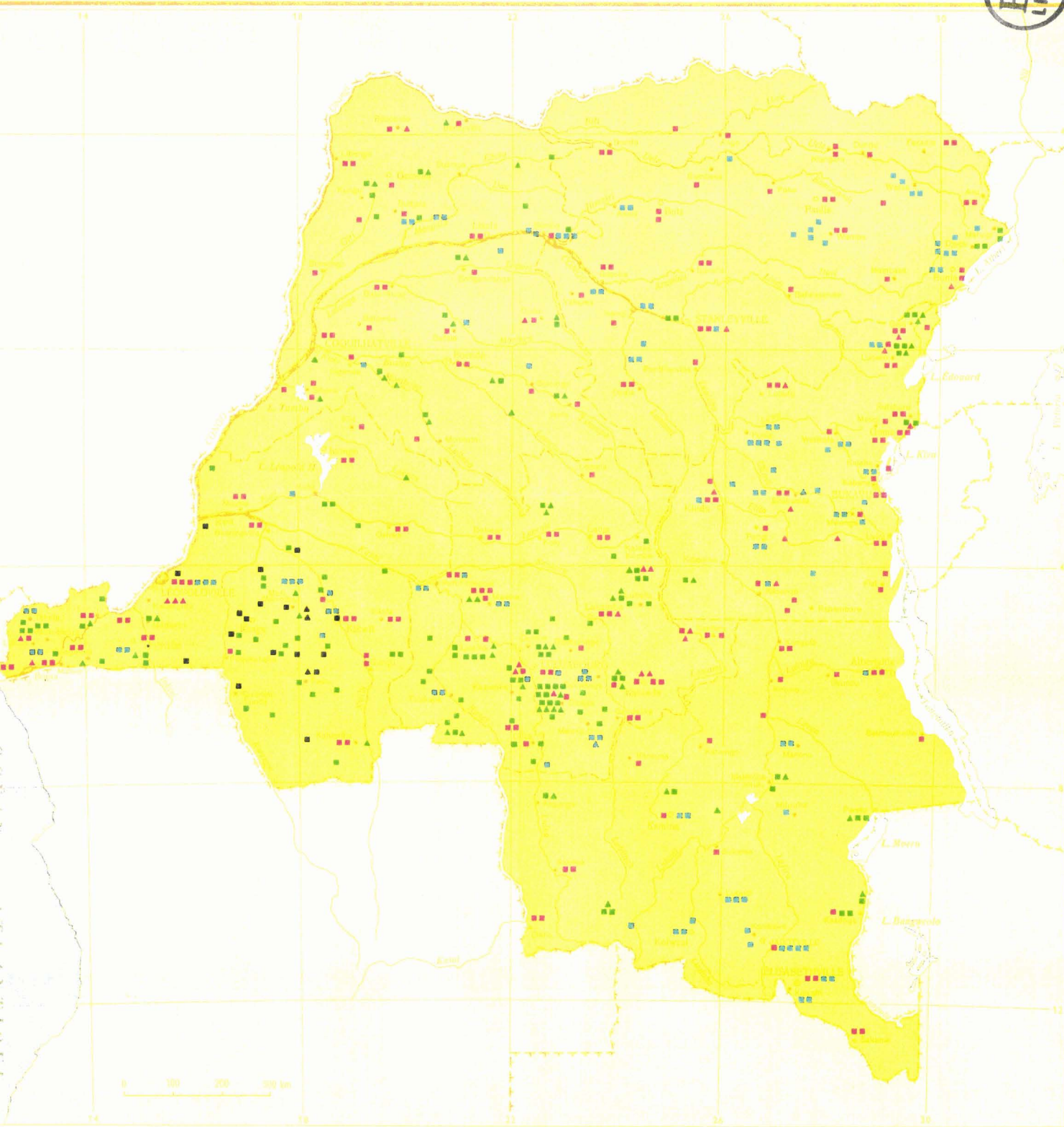
sociale. Mais hélas! de jour en jour, nous sommes témoins et même victimes de faits, gestes de ceux auxquels nous croyions être assimilés (...). Si depuis l'annexion, le Congo n'a qu'une seule et même destinée avec la Belgique, désormais sa métropole, n'est-il pas logique que les habitants évolués du Congo belge jouissent des mêmes droits civils que les Belges de métropole".

Quelques mois plus tard, le prêtre J. Loya, futur dirigeant de l'ABAKO²³⁴, écrivait lui aussi dans *La voix du Congolais, journal des Évolués*: "*une complète assimilation n'est ni possible ni souhaitable. C'est dans le cadre de notre vie congolaise que nous devons être perfectionnés et éduqués. Nos pensées, nos sentiments notre langue, notre vie d'évolués et de civilisés doivent être cultivés, affinés et perfectionnés d'après notre nature et le caractère qui nous est propre. Soyons nous-mêmes. Ceux d'entre nous qui espèrent être comme des européens creuseraient un abîme entre le groupe nécessairement restreint des évolués et la masse du peuple envers lequel nous devons jouer un rôle social"*.²³⁵

²³⁴ Association culturelle des Bakongo proche des missions qui deviendra l'un des principaux partis fédéralistes congolais à base monoethnique.

²³⁵ Cités par Van Bilsen 1994, pp. 37 et 43.

La Voix du Congolais exprimera progressivement une opposition de plus en plus grande à la procédure d'immatriculation à laquelle se résumera bientôt toute la problématique de l'assimilation. "*Qu'on ne se fasse pas d'illusion, l'immatriculation ne nous blanchira pas, elle ne nous décernera aucun cachet repérable (...). Nous sommes des Congolais et nous le resterons"* (La voix du Congolais, cité par *Probl. Afri. Cent.*, I, 1954, pp. 347-348).



LEGENDE

- Frontière de pays
- Limite de province
- ~ Cours d'eau

Etablissement de médecine générale :

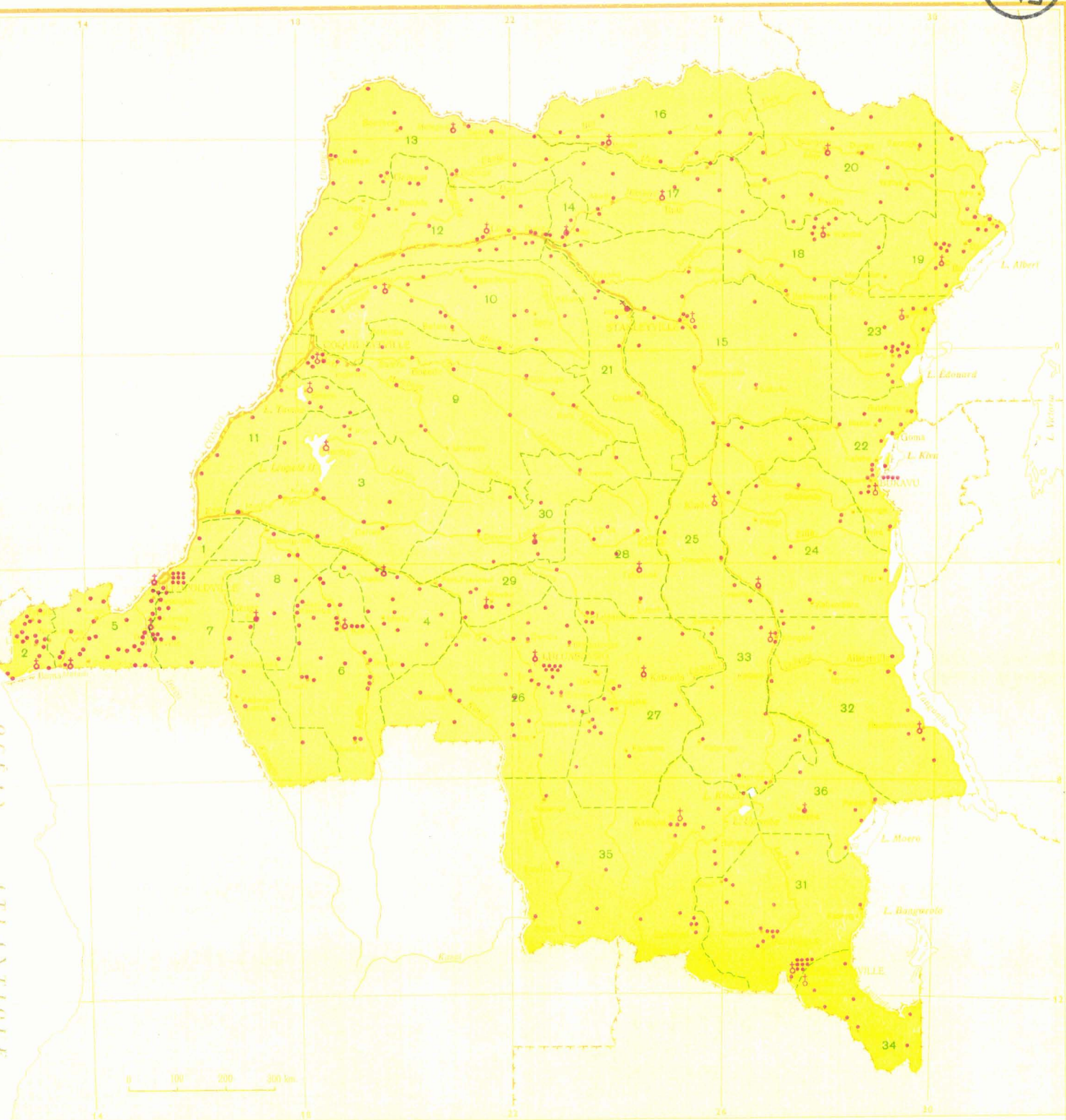
- relevant du gouvernement
- relevant du Forçami
- relevant des missions chrétiennes
- relevant d'autres initiatives privées

- Chef-lieu de province ou ville
- Chef-lieu de district
- Chef-lieu de territoire

Etablissement de médecine spécialisée :

- ▲ relevant du gouvernement
- ▲ relevant du Forçami
- ▲ relevant des missions chrétiennes
- ▲ relevant d'autres initiatives privées

SITUATION DES MISSIONS CATHOLIQUES

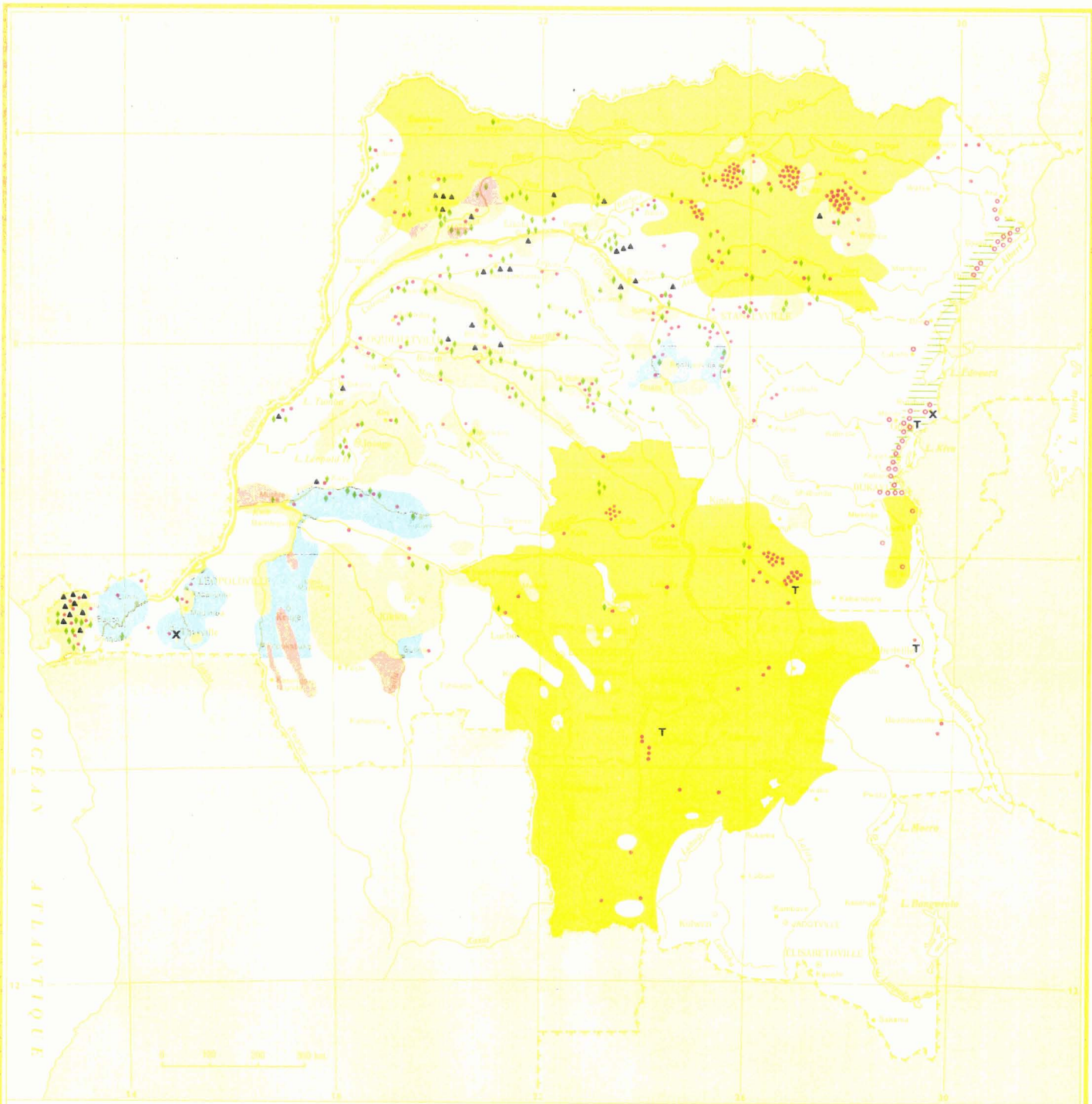


LEGENDE

- Frontière de pays.
- Cours d'eau.
- Limite de circonscription ecclésiastique.
- Siège de vicariat apostolique.
- ⦿ Siège de préfecture apostolique.
- Principaux postes de mission.
- Chef-lieu de province ou ville.
- Chef-lieu de district.
- Chef-lieu de territoire.

N. B. — Les chiffres inscrits à l'intérieur des limites des circonscriptions ecclésiastiques indiquent la référence au tableau du chapitre V de la 5^e partie, intitulé : « Organisation ecclésiastique catholique ».

ZONES DES CULTURES D'EXPORTATION



LEGENDE

- | | |
|--|--------------------------------|
| Frontière de pays | Chef-lieu de province ou ville |
| Limite de province | Chef-lieu de district |
| Cours d'eau | Chef-lieu de territoire |
| Palmier | Café Arabica |
| Coton | Café Robusta |
| Fibres urena | Hévéa |
| Sésame | Cacao |
| Zone où existent des plantations de pyrèthre, de thé, de quinquina et de plantes à parfums | Tabac |
| | Canne à sucre |

Source : — « Carte des productions végétales », dans « Atlas Général du Congo ».
 — Ministère du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Septième chapitre

Le développement, les sciences sociales et les universités

Les cinq années qui précèdent l'accession du Congo à l'indépendance forment sans doute la période durant laquelle les indicateurs d'investissement scientifique au Congo atteignent les niveaux les plus considérables. En termes d'institutions, de financements, de personnels, de quantité et de diversité des recherches, de débouchés nationaux et internationaux, etc., tout semble indiquer la relégation définitive du vieil ordre savant colonial. La plupart des nouveaux coloniaux sont d'abord des scientifiques et des universitaires. Ils ne sont certainement pas étrangers aux intérêts et aux acteurs de la scène coloniale (qui s'est considérablement diversifiée par ailleurs), mais ils introduisent incontestablement un genre d'intérêt spécifique. Il importe de souligner que la perspective est celle de "l'organisation scientifique de la colonie", que la décennie précédente est volontiers perçue comme une période de jeunesse et qu'il faut désormais passer à "l'âge adulte du développement scientifique".¹ Le jeu institutionnel et les enjeux deviennent d'autant plus complexes que la réforme de l'enseignement congolais est accélérée et que deux universités voient le jour, se disposant à accueillir des étudiants congolais formés en outre dans les nouveaux collèges de type métropolitain. L'ensemble du personnel enseignant est belge. La nouvelle mobilisation scientifique trouve au Congo même ses principaux ressorts.

Un personnel universitaire —permanent ou temporaire— croissant (les "diplômés en série", selon F. Campus) et surtout des dizaines d'universitaires institutionnels, professeurs, chercheurs, assistants "entreprennent" des terrains congolais.² Des lacunes de personnel universitaire sont périodiquement dénoncées dans quelques disciplines ou professions. Quelques événements scientifiques contribuent à l'ouverture internationale, qui est incontestablement plus précoce dans les sciences de la nature que dans les sciences sociales

L'abondante littérature profane et scientifique qui tentera, après l'indépendance, de réunir les éléments d'analyse du processus de décolonisation met très généralement en évidence

¹ À nouveau l'effort de connaissance semble partir de rien. La rhétorique scientifique a décidément de formidables privilèges. Elle se définit une fois de plus comme la condition *sine qua non* du progrès. On ne lui demande jamais des comptes. Aucune évaluation conséquente de ses impacts supposés, aucun bilan même, ne seront jamais envisagés, à l'exception peut-être de l'IRSAC.

² Aux yeux de nombre de ces nouveaux venus, de ces étrangers au monde colonial, de surcroît dépourvus d'autres expériences tropicales, la découverte du Congo, c'est aussi la découverte parfois fascinée d'une Belgique plus neuve, plus entreprenante, plus optimiste, moins grise, confrontée à des défis colossaux et porteuse d'ambitions énormes dont l'envergure contraste avec les lenteurs et compromis qu'imposent les mécanismes politico-sociaux-savants de Bruxelles. C'est aussi la découverte de "l'acquis de l'oeuvre", des performances du panoptique colonial, de la révolution industrielle en cours au coeur des ténèbres, de villes au confort jusqu'ici peu imaginé.

les effets, négatifs pour les uns, positifs pour les autres, de cette ouverture du Congo. Mais ce que l'on souligne principalement, c'est l'introduction par ce biais d'éléments extra-scientifiques ou qui ne sont "scientifiques" que par les modalités politico-sociales d'institutionnalisation de la science belge: mauvais exemple des conflits "belgo-belges" sous les yeux des Congolais, nouvelles valeurs peu appropriées au racisme local, absence de coordination, dédoublement systématique des projets et programmes, activisme néerlandophone de surcroît.³ Encore une fois, on observe que tout cela ne fait que confirmer les "privilèges royaux", l'espèce d'immunité de *la Science*. Au-delà des perversions de la science "à la belge", le procès du colonialisme belge ne réserve pas davantage d'attention aux sciences de la colonisation finissante qu'aux glorieuses croisades scientifiques précédentes. Piniou dénonce certes un anachronisme des savoirs métropolitains à propos du Congo. Mais il se réfère principalement à la presse ou la littérature. Seul Young, un américain, souligne l'absence d'une tradition universitaire africaniste quelque peu critique.

Pourtant, l'époque est d'une incomparable richesse en matière de sciences sociales. Celles-ci s'internationalisent rapidement, se professionnalisent, trouvent place dans l'enseignement universitaire, font l'objet d'une reconnaissance collective inédite, inventent de nouvelles disciplines, de nouvelles problématiques.⁴ Celle du développement conquiert promptement un statut savant enviable. Objet d'interdisciplinarité par excellence, vecteur d'universalisation de la recherche appliquée, le développement semble fournir aux sciences sociales une problématique de transition susceptible de transcender les événements et circonstances locales de la décolonisation.

Qu'en est-il au Congo ou, en Belgique, autour du Congo? Qu'inventent ce nouveau milieu universitaire et ses cohortes de scientifiques? Que disent-ils du développement, des Congolais?

À quoi s'opposent-ils? En quoi innovent-ils? À quelles sources s'abreuvent-ils? Bref, doit-on voir cette nouvelle prétention à arrimer définitivement le Congo à l'ère de la science triomphante comme une propédeutique à un rendez-vous imminent avec l'Histoire? Qu'avancent ceux qui se veulent davantage chercheurs qu'ingénieurs sociaux? Quel est l'état des savoirs ou, à tout le moins, la volonté de savoir de ceux qui seront les premiers "coopérants"? À quelles conditions ces savoirs ou ces volontés de savoir peuvent-ils trouver une portée différente de la seule accumulation ou capitalisation académique?

³ Bref, des faits d'une grande banalité en Belgique qui prennent, au Congo un aspect dramatisé.

⁴ C'est particulièrement vrai de la sociologie et de la psychologie en Belgique.

Il serait illusoire de chercher à donner écho à toutes les recherches menées alors. Bon nombre relèvent d'ailleurs des sciences de la nature, et au sein des sciences sociales et humaines, nombreuses sont celles qui ne concernent pas le changement social et privilégient l'histoire pré-coloniale, l'ethnologie, l'ethno-histoire, la linguistique. Pour cette raison, nous n'envisagerons pas la production anthropologique, pourtant abondante, de l'IRSAC ou la linguistique missionnaire.

I. La "découverte" tardive du sous-développement du Congo

Bien que de nombreux ingrédients du diagnostic de sous-développement soient présents dès le premier établissement du "social" en terrain de consensus de la politique indigène, bien que le développement social soit devenu, comme nous venons de le voir, un vaste chantier au lendemain de la campagne *Dettes de guerre*, "l'invention du sous-développement du Congo" ou la réception de cette problématique internationale fut tardive.⁵ C'est, comme nous l'avons vu, au sein de l'ICI-INCIDI que la problématique du "sous-développement tropical" prit forme et que quelques savants coloniaux de l'âge d'or y cherchèrent de quoi "mettre à jour" la doctrine coloniale belge sans mesurer vraiment sa portée politique. En tout cas, la terminologie "civilisatrice" resta dominante jusqu'aux derniers mois de la colonisation, y compris parmi les avocats d'une

⁵ Il n'en était pas de même au Ruanda-Urundi, très largement rural, non industrialisé et qui relevait rappelons-le, d'un statut de territoire sous tutelle. Faiblement doté en ressources, doté par contre d'une population relativement nombreuse et en forte croissance ("surpeuplée"), le R-U restait en 1960 une économie fondamentalement rurale, soumise de surcroît au phénomène de saturation des terres productives et à l'érosion, caractérisé par des structures socio-politiques et culturelles conservatrices, peu favorables au développement des échanges. Outillage primitif pour une agriculture qui représentait 80% du revenu national (25% pour le Congo), économie de marché peu développée (70% du produit national auto-consommé ou troqué). Ces constats faisaient dire à P. de Woot en 1960 que dans le schéma rostowien de développement, le Ruanda-Urundi quittait à peine le premier stade, celui de la société traditionnelle où le seul rôle d'entrepreneur avait été le fait de la tutelle belge. *"Cette situation contribue à poser le développement de ce pays dans le cadre de la course entre la population et les subsistances, et à le maintenir aux premiers stades de croissance dans un équilibre instable"*.

Parmi les facteurs favorables, l'auteur notait la présence d'infrastructures (routes), l'extension des cultures vivrières et de rente (le café qui comptait pour 75% des exportations), l'effort d'éducation entrepris et surtout la formation des partis politiques *"revendiquant la responsabilité du développement et du progrès économique contrastant avec la mentalité traditionnelle qui semblent être amenés à jouer le rôle d'entrepreneur assumé jusque-là par l'administration européenne"*. Jamais, bien entendu, le Ruanda-Urundi ne fut décrit en termes de révolution industrielle, à l'instar du Congo où en revanche aucun lien ne fut jamais établi entre la problématique de l'émancipation politique et celle du développement.

Quels que soient ses handicaps ou peut-être grâce à eux, le Ruanda-Urundi offrait un cas propice de développement "alternatif" supposant amélioration qualitative de la production agricole à partir de paysannats pilotes et de la mise en exploitation de régions nouvelles, création simultanée d'un réseau de petites industries locales peu capitalistiques sous la forme de coopératives, extension progressive de la partie monétarisée de l'économie, sur la base de quelques cultures de rente (café, coton), technologie appropriée, système de crédit approprié à la structure socio-économique rurale individualiste (Ph. de Woot 1960, pp. 486-495).

décolonisation progressiste.⁶ Le colonisateur belge n'avait de conseil à recevoir de personne en matière de progrès social des indigènes! Par ailleurs, l'extrême susceptibilité des notables politiques et coloniaux à l'égard de toute forme "d'ingérence" dans les affaires congolaises, le relatif boycott du Congo par les organisations multilatérales auxquelles la Belgique opposait un refus de communiquer des données relatives à l'aspect politique de l'émancipation et, enfin, les conséquences de la thèse belge à l'ONU qui en faisait le porte drapeau des colonialistes, contribuaient à isoler le Congo des problématiques internationales. Ainsi, et pour n'évoquer que des auteurs dotés d'une envergure internationale certaine, on observe un constant évitement, ainsi que les nombreux indices d'une difficulté à faire du Congo un pays sous-développé à l'instar du Libéria, de l'Indonésie et de l'Inde.

R. Scheyven, notable politique catholique, futur Ministre des Affaires Économiques du Congo pour la décolonisation, était Président de la délégation belge au Conseil Économique et Social des Nations-Unies dès le début des années cinquante. Il fut chargé d'importantes missions de médiation concernant la négociation des conditions mises à la création d'instruments financiers d'aide aux pays insuffisamment développés. Il fut le chantre de l'aide au développement et batailla pour le renforcement de l'aide multilatérale destinée aux investissements "*non rentables*" dans les pays "*sous-développés*".⁷ Or, si Scheyven observait le reflux du capital privé des pays en besoin, il notait: "*les détenteurs de capitaux privés sont tentés de faire aujourd'hui des investissements en Belgique, au Congo, aux États-Unis, etc.*" Il déplorait implicitement que la Belgique se targue de ses importants investissements en Afrique centrale pour justifier sa faible participation aux fonds multilatéraux. Car, selon lui, le problème du Congo et celui des grandes nations pauvres d'Asie étaient de nature différente.

Dans un chapitre intitulé: "*le Congo est un pays sous développé*", Van Bilsen ne discutait guère que la question des salaires des futurs fonctionnaires congolais qui, pour ne pas équivaloir à celui des fonctionnaires belges, pourrait en atteindre 50%. Avocat d'une intervention financière importante de la Belgique dans le développement rural du Congo, il prévoyait que ce pays, dont "*le standard de vie plus avancé, le développement économique plus élevé et la structure sociale plus stable se situait à l'avant-garde des pays d'outre-mer*" pouvait devenir, en cette seconde moitié du XXe siècle, "*l'État africain le plus riche, le plus équilibré, le plus civilisé, le plus fort et le plus grand, le plus uni aussi à l'occident*".

Le "sous-développement" du Congo était donc, aux yeux des notables et experts coloniaux, une chose à tout le moins très relative. Le destin du Congo ne cessait de

⁶ "*Mais le Congo a besoin de techniciens compétents et de civilisateurs*" (J. Van Bilsen 1957, p. 143).

⁷ R. Scheyven 1954, pp. 177-202.

dépendre de l'art civilisateur, d'un nouveau tact colonial, de la clairvoyance des civilisateurs, de la bonne volonté, de la générosité et des vues à long terme de la tutelle. "Nos indigènes" n'étaient-ils pas mieux soignés, mieux nourris, mieux vêtus que les immenses masses asiatiques et arabes sorties du colonialisme? Que dire alors des aborigènes ou minorités ethniques d'Amérique latine, d'Asie et du Moyen Orient?

Comme nous le verrons, les travaux scientifiques furent, dans l'ensemble et à quelques exceptions notoires près, aussi peu prompts à investir les conceptualisations naissantes du "sous-développement".⁸ Ce n'est donc qu'*in extremis*, et en guise d'argument en faveur du pari congolais, que celles-ci illustrèrent l'hypothèse à conjurer, celle d'une indépendance "sans les Belges".

1. 1. Un économiste au Congo

"À mon arrivée, je ne trouve rien. L'économie du développement n'existe pas et la notion de sous-développement n'a pas cours.

Je suis le seul économiste à Lovanium. Il y a bien l'ouvrage de Schumpeter, excellent, mais qui concerne uniquement le développement des pays industrialisés. Par ailleurs, la grande théorie du développement est keynésienne mais ne concerne que le monde occidental industrialisé.

Il n'y a donc rien sur le binôme développement/sous-développement. Il y avait un texte novateur de Lewis dans *Manchester Economics* en 1954, mais je ne le connaissais donc pas au moment de ma thèse.

L'écho de Prebisch ne parviendra que durant la deuxième moitié des années cinquante et encore... au Congo, tout arrive avec trois ans de retard.

La source statistique principale est fournie par le gouvernement général et les annexes statistiques du discours du gouverneur.

La source par excellence qui fournit des analyses est le Bulletin de la Banque centrale du Congo Ruanda-Urundi.

Il y avait aussi les rapports annuels par territoire et province qui contenaient de nombreuses informations. Mais... quand un homme doit tout faire sur un territoire vaste comme la Belgique...!

En 1955; je fonde l'IRES Lovanium, je suis à ce moment le seul économiste en dehors des sociétés, et le seul à faire de la recherche universitaire" (Interview de F. Bézy).

⁸ À titre d'exception notoire, citons Bézy (1957).

Pourtant, en 1958-59, il semble, à lire le même Bézy, que le Congo est bien caractéristique d'une économie sous-développée. Il propose alors une grille d'analyse structurale du "sous-développement". Il évoque "la science économique moderne" et peut faire référence à celle-ci pour tracer le balisage critique du second plan de développement alors envisagé pour le Congo (Bézy, 1959). L'économie moderne (à travers son seul représentant au Congo) semble désormais capable de produire un discours fondant des prescriptions sur un apparent *background* théorique. Le sous-développement est un système comportant un équilibre dont la caractéristique principale tient en ses structures mentales "*les moins remédiables à brève échéance*".

Le défi du rattrapage des pays industrialisés est chiffré. Au regard des remarquables taux de croissance du produit depuis 1945 au Congo, c'est l'hypothèque démographique qui semble la plus compromettante et qui place le Congo en position défavorable. Cependant, en prolongeant les tendances, le Congo atteindrait le niveau de revenu individuel moyen belge de 1958 en 2059.

Révision de la théorie classique de l'investissement, notion de "pôle de croissance" et plus généralement, "l'économie moderne" convoquées par l'auteur doivent démontrer l'intérêt de concentrer l'investissement sur les pôles avancés dans l'économie moderne, au détriment des secteurs en équilibre de sous-développement et de l'agriculture en général. Ce sont donc les orientations du premier plan décennal ainsi que la politique scolaire de masse qui sont nettement remises en cause.

Formidable prétention pour cette nouvelle science du sous-développement: "*pour intensifier au maximum le rythme d'accroissement du produit national, nous préconisons la création de pôles de développement. (...) À ce propos, il n'est pas inutile de rappeler que le problème de la distribution des investissements est essentiellement un problème économique (...), ce n'est donc pas un problème technique. Les techniciens (agronomes, ingénieurs, etc.) seront consultés, mais seul l'économiste est capable de découvrir la solution valable. (...) Et on ne s'improvise pas économiste! Un des malheurs de ce pays est qu'on ait presque toujours confié aux techniciens le soin de résoudre les problèmes économiques*" (F. Bézy 1959, pp. 97-121).

I. 2. Le sous-développement saisi par la théorie sociologique

Parmi les toutes premières conceptualisations du sous-développement, celle que propose un théoricien métropolitain à la même époque mérite incontestablement d'être soulignée non seulement parce que ce genre d'exercice est rare, mais également parce qu'il complexifie considérablement le concept en sortant implicitement du moment colonial.

Citant Sauvy et Perroux, Henri Janne propose des critères objectifs de mesure du sous-développement. Ces critères, qui concernent tant l'économie que les structures sociales et les mouvements culturels, restent cependant précaires car comme l'avance Janne, *"de nombreux éléments descriptifs utilisés sont déjà profondément bouleversés par les évolutions actuelles notamment en Afrique centrale"*.

Mais plus loin, le sous-développement est posé comme une situation globale, historique. Il est le produit du contact de sociétés d'inégales puissances. *"C'est de ce contact, de la tentation de la domination d'une part, du sentiment d'infériorité d'autre part dans l'esprit des peuples sous développés, que naît la volonté et l'ambition du développement économique (...). Il s'agit donc du sentiment que la société traditionnelle, le groupe social comme tel, ne peut survivre au contact qu'en entrant dans la voie de l'occidentalisation, c'est-à-dire de l'industrialisation"*.

Cette conceptualisation du sous-développement suggère une révision de la notion de développement. *"Nous n'appelons pas développement économique la seule bouture de fragments d'économie occidentale, c'est un développement induit qui crée le problème loin de le résoudre en rien sous cette forme. Si le développement participe d'un besoin de défense du groupe, il faut que celui-ci se soit donné des fondements en termes de représentations collectives, c'est pourquoi nous voyons le développement des peuples insuffisamment développés s'orienter au premier stade, ou au second vers le nationalisme"*.

En passant d'une thématique telle que celle qui sous-tend le plan décennal à une pareille approche, le moment colonial est déjà théoriquement dépassé.

Le développement est alors situé dans un horizon post-colonial. Il met toujours en jeu un groupe porteur. Ce rôle, tenu par l'aile marchande de la noblesse féodale au Japon, par les bolcheviks en URSS, par des castes d'officiers au Moyen-Orient, est assumé, dans les pays coloniaux par *"les nouvelles classes d'évolués tout à la fois soutenues par le colonisateur et en état de tension avec lui"*.

Janne note avec pertinence que ces groupes porteurs n'ont en règle générale rien de "traditionnel". Le désir de développement et de libération suppose l'emprunt de valeurs et d'idéologies occidentales, fût-ce pour s'opposer à d'autres valeurs et idéologies de la même origine. *"C'est une naïveté sociologique que d'imaginer maintenir intégralement l'ordre ancien en le renforçant simplement par des techniques"*. Janne dénonce ainsi ce qu'il appelle "le préjugé ethnologique", qui consiste à vouloir mettre la technique au service d'un ordre traditionnel considéré comme fondamentalement cohérent et désirable.

Parmi les autres préjugés l'auteur dénonce, dans le chef des occidentaux, un ethnocentrisme qui sous-tend le plus souvent, parmi les économistes et les experts, *"une sorte d'esprit technocratique quantitativiste selon lequel la technique en apportant tous les modes de pensée de l'Occident résout tout"*.

Pourtant, si l'on admet que l'Europe d'ancien régime était dans une situation de sous-développement, à l'instar de ce que posent la plupart des premières théories, l'idée d'emprunter le modèle d'industrialisation occidentale ne mérite-t-elle pas d'être examinée?

Pour plusieurs raisons, Janne répond par la négative. À la différence du sous-développement d'ancien régime, le sous-développement d'outre-mer est non seulement lié à un mouvement social dominé de l'extérieur, et qui affronte un pouvoir qui se dit lui-même modernisateur, mais il est en quelque sorte appareillé idéologiquement tant par la position des groupes sociaux locaux porteurs que par la formation d'une opinion internationale. Il est appareillé culturellement par les valeurs de progrès des démocrates occidentales et enfin, par les conditions qu'imposent le nouvel ordre international.

Au demeurant, il subsiste un décalage énorme entre le système de valeurs présumé par l'intervention extérieure, ainsi que le groupe modernisateur, et celui de la majorité qui reste traditionnelle.

L'auteur situe ici l'apport indispensable de la sociologie qui doit se pencher sur les facteurs négatifs qui risquent de s'opposer au développement économique. Facteurs culturels mais aussi plus spécifiquement sociologiques: *"barrières de couleur ou barrières ethniques, barrières de castes, d'out groups, de résistance religieuse ou traditionnelle. À l'inverse il faudra examiner le rôle des minorités, le degré d'intégration de la société, la nature de son consensus."*

Localiser, analyser la nature des résistances et des projets collectifs apparaît indispensable si *"l'on veut qu'une politique de développement emporte la participation des populations"*. Le défi du développement porte donc sur la gestion de cette interpénétration dans le même corps social *"de valeurs d'attitudes, de motivations de comportements d'origine traditionnelle et les inévitables emprunts occidentaux"*.

Loin d'être normative ou prescriptive, la position de Janne ébauche les contours du regard du sociologue face à la problématique du changement social accéléré. Celui-ci se distingue nettement de l'ethnologie de gouvernement ou de l'anthropologie appliquée.

L'impact des technologies sur les cultures traditionnelles apparaît comme une affirmation devenue un lieu commun et à laquelle l'auteur répond de manière nuancée. Il met davantage en avant l'introduction de rapports sociaux inédits qui bouleversent les structures traditionnelles, perspective qui apparaît bien plus complexe que le transfert

technologique proprement dit⁹. Plus décisivement encore, Janne pose la question: sommes-nous capables de vivre une question sociale à l'échelle planétaire, qui suppose l'intégration très progressive d'un prolétariat mondial qui serait longtemps misérable? *"Aujourd'hui le libéralisme classique est dépassé, d'autre part la free entreprise n'a pas de racines dans les motivations traditionnelles des peuples sous-développés"*.

⁹ La question de la nature du progrès technique, comme celle du "développement" des pays neufs fait l'objet d'un dernier chapitre de l'essai de sociologie générale de Janne (H. Janne, 1968, *Le système social. Essai de théorie générale*, dernier chapitre consacré aux "sociétés dites en voie de développement économique).

Extrayant le statut théorique de la variable technique des oeuvres de théoriciens tels Schumpeter, Rostow, Lewis, Perroux, l'auteur met en évidence une définition qui lui paraît pouvoir rendre explicitement la nature socioculturelle de cette variable: *"Économiquement, la technique, c'est l'ensemble des procédés systématiques et transmissibles qui, dans un système économique donné et en corrélation lui-même avec un système de valeurs déterminé, font en sorte que le stock de connaissances susceptibles d'engendrer des innovations (dans la mesure où des propensions à la modernisation et au rejet de conditionnements traditionnels existent dans une catégorie sociale d'entrepreneurs et dans les institutions politiques), que des investissements et des actes d'organisation appropriés accroissent la productivité du travail et du capital et, par elle, la production des biens et des services destinés à répondre aux besoins objectifs et, dans le cadre et le prolongement de ceux-ci, aux besoins culturels de l'homme."* (p. 483).

Il note plus loin qu'une fonction visant à surmonter les résistances socioculturelles incombe parfois *"aux idéologies nationalistes qui sont, dans ce cas, fonctionnellement nécessaires"*(p. 487). L'armée elle-même apparaît comme modèle et vecteur de l'élite nouvelle de transition vers l'élite technique. Elle possède *"l'organisation fonctionnelle la mieux intégrée, la hiérarchie complète, la cohésion"*.

Douze ans après la publication que nous avons longuement discutée, Janne semble bien davantage acquis à l'opposition désormais classique entre sociétés modernes et traditionnelles. On notera, au passif des secondes: *"mobilité sociale limitée, statuts hérités, structures sociales rigides, esprit communautaire en opposition à l'esprit sociétaire, intégration sociale faible du cadre national, conception du temps inappropriée, statut bas de la femme et analphabétisme"*. L'auteur n'hésite pas à distinguer *"deux humanités, deux types d'homme"*.

La conclusion reprend l'opposition entre "deux humanités", l'une condition normale et historique a aussi été le fait de l'occident jusqu'au XVIIIe siècle, l'autre concerne le monde industriel d'aujourd'hui.

Le problème n'étant pas autre que celui du contact qui a déstructuré les cultures, installé des dominations politiques, jeté le désarroi dans les psychologies traditionnelles, *"qui a fait prendre conscience justement de ces deux humanités, formant des out-goups au niveau de la planète"*.

Rappelons que Jeanne sera le sociologue académique le plus connu, et sans doute le plus reconnu en Belgique durant les années 60 et 70, tant en Belgique, en Europe que dans divers organismes savants internationaux.

C'est bien la situation du Congo qui sous-tend l'élaboration de Janne. Il épingle au passage "*la tutelle de développement préalable*" qui caractérise la politique belge et mériterait d'être clarifiée, et mieux définie, afin d'éviter "*qu'elle ne puisse couvrir quelque arrière-pensée ou quelque réticence concernant le développement futur sur tous les plans des peuples du Congo*" (*La promotion de l'économie indigène*, Institut de sociologie, Série coloniale n° 3, 1956).

II. Les Universités métropolitaines et les entreprises universitaires au Congo

"Je suis donc convaincu que le problème financier peut être résolu. La main-d'oeuvre noire est déjà mobilisée. Les masses de manoeuvres doivent être encadrées par des techniciens indigènes qui, dans tous les domaines, doivent être les auxiliaires des Blancs. Mais où trouverons-nous les Blancs eux-mêmes? J'ai devant moi les recteurs de nos deux universités libres. Je leur adresse une prière. Qu'ils révisent soigneusement le tableau 81 du plan décennal. Nous avons le souci d'évaluer le nombre d'universitaires dont nous aurons besoin. Parviendrons-nous à recruter ces gens? Hier, j'ai signé un arrêté nommant 14 médecins vétérinaires, pas un seul n'était belge!"¹⁰

Dans l'effervescence scientifique coloniale de l'après-guerre, la création de l'IRSAC ouvre le champ congolais à de nombreux universitaires, jusqu'ici très métropolitains. Les fondations louvanistes et bruxelloises fournissent de nombreuses occasions de missions, le CEPSE d'Élisabethville et le CESA, son *alter ego* de Léopoldville, accueillent par ailleurs quelques dizaines de missions. Deux nouvelles fondations congolaises sont créées par les universités de Gand et Liège. L'ébauche d'un centre universitaire catholique amène au Congo de jeunes professeurs qui ne sont pas seulement des médecins ou des agronomes.¹¹

À partir de 1954-55, le Congo occupe une place remarquable dans la production et les institutions universitaires métropolitaines. Deux instituts de sociologie y développent d'importantes activités qui mobilisent plusieurs dizaines de professeurs et chercheurs. Au sein des fondations liégeoise et gantoise, des chercheurs et professeurs de disciplines telles que la sociologie et l'économie sociale occupent des positions centrales. La psychologie scientifique fait une entrée remarquée dans le champ colonial. Le Mouvement s'accroît à partir du ministère Buisseret, qui ouvre le champ scolaire aux pédagogues puis aux divers scientifiques métropolitains non confessionnels. Le recrutement des personnels coloniaux privilégie nettement les diplômés des universités.

¹⁰ P. Wigny, Ministre des Colonies, *Bulletin des séances de l'Institut royal colonial belge*, 1949, XX, 4. Ce constant problème de recrutement de cadres médicaux belges, accentué par les exigences du plan, ne sera pas encore résolu en 1956, date à laquelle on note encore la vacance d'une centaine de postes de médecins.

¹¹ Plus généralement, la population européenne triple entre 1946 et 1959.

Les années cinquante, qui sont celles du développement économique et social peuvent être scindées en deux moments. Le premier est celui du développement économique et social dans la perspective duquel le programme d'investissement dans les infrastructures est élargi à l'idée d'une éducation informelle généralisée autour des foyers sociaux, des premières écoles publiques et du renouveau des oeuvres principalement en vue d'une revitalisation des zones rurales. La croissance économique atteint des taux de 7 à 8%, un taux de croissance industrielle de 14% jusqu'en 1957-58, date à laquelle une vague de licenciements met à pied des dizaines de milliers de travailleurs congolais¹². La population urbaine avait doublé; le taux de scolarisation primaire avait doublé en 8 ans.

Le second introduit à partir de 1955 la perspective d'une émancipation politique du Congo. C'est précisément à ce moment qu'intervient la multiplication des interventions universitaires. Interventions de recherche, puis interventions socio-éducatives directes autour des notions de développement intégré, développement urbain, développement communautaire, développement social. Interventions directement politiques enfin. L'intervention politique directe et explicite des nouveaux experts se situe à la fin de cette période à partir de la fin de l'année 1958. Elle devient dominante avec l'application de la réforme du statut des villes, les premières élections communales, l'effervescence politique et la préparation de la table ronde, puis celle de l'indépendance.

Dans ce processus, l'ordonnement des sciences coloniales est définitivement renversé. Les impulsions majeures viennent désormais du Congo, des entreprises universitaires et des «néo-congolais». La montée du "social", la professionnalisation des premiers anthropologues, la mise en cause de la doctrine administrative, l'internationalisation de la question coloniale et la formation des régionalismes blancs produisent une sorte de relégation des instances savantes métropolitaines. L'IRCB (rebaptisé Académie Royale des Sciences coloniales puis Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, ARSOM) devient, pour l'essentiel, un lieu de commentaire où sont par ailleurs relancées les démarches historiographiques, bibliographiques et compilatoires. L'Université coloniale devient, selon G. Malengreau, "*une institution de formation professionnelle*". Quant aux agronomes, ils apparaissent à ce même observateur omniprésent comme "*des agents de santé agricoles*". La formule du paysannat est mise en cause par Malengreau lui-même ainsi que par les projets de Liège-Gembloux, qui constatent son incapacité à fabriquer une "véritable paysannerie".

¹² On estime que le nombre de chômeurs était proche de 50 000 à Léopoldville en janvier 1959, date des émeutes que l'historiographie de la décolonisation considère unanimement comme le point de non retour à partir duquel devait s'accélérer considérablement le *timing* de l'indépendance (J. G. Libois et J. Heinen, 1989).

Les foyers coloniaux dans les universités se multiplient; ils sont animés d'abord par quelques grands coloniaux et reposent sur les antennes congolaises permanentes et les missions d'études.

Les relations savantes extérieures s'opèrent désormais à partir du Congo par le biais de l'IRSAC ou des antennes des universités. Le principal opérateur institutionnel métropolitain devient le Musée de Tervuren, jusqu'ici très confiné dans sa fonction conservatoire. Les financements internationaux échappent aux anciennes instances coloniales savantes et les financements privés (grandes entreprises et Fondations) consacrent ce nouveau cours des sciences coloniales. L'ouverture scientifique du Congo doit être appréciée à la lumière de sa relative fermeture à l'étranger et aux organisations internationales. Des chercheurs américains et français sont néanmoins relativement nombreux.

L'horizon des publications et collaborations scientifiques se diversifie considérablement au-delà des organes du ministère (la revue *Zaire*) de l'IRCB et de l'École coloniale. Dans la plupart des nombreuses publications scientifiques internationales, ce sont des «néo-congolais» qui signent les papiers relatifs au Congo R-U et sont associés aux événements internationaux relatifs à l'Afrique.¹³

Enfin, les deux universités congolaises offrent des débouchés à des universitaires métropolitains et aux premiers chercheurs de l'IRSAC qui tous, peu ou prou, y assureront des enseignements à l'instar de chercheurs du CEPESI.¹⁴

Au niveau de la direction des grandes entreprises, les services de main-d'oeuvre mettent sur pied des services des relations humaines ou des services psychosociaux qui mobilisent des universitaires. Ainsi le réseau d'écoles de l'UMHK, qui concernait plus de 20 000 enfants est-il doté d'un service de recherches psychologiques et pédagogiques dirigé par des psychologues (Nicaise 1962, p. 115). C'est principalement dans ce contexte, et dans le cadre des recherches d'Ombredane (ULB), que sont introduites les procédures de *testing* (TAT, Rorschach) dans la problématique de l'acculturation.¹⁵

¹³ Voir en outre le numéro spécial de *Human Organisation* 1960, le copieux ouvrage publié par l'UNESCO et dirigé par D. Forde: *Aspects sociaux de l'industrialisation et de l'urbanisation en Afrique au sud du Sahara* qui, outre les résultats d'une enquête internationale sur le centre de Stanleyville, comporte des contributions congolaises de Malengreau et de Doucy/ Feldheim ainsi que d'une équipe parisienne.

¹⁴ Maquet à Élisabethville, Baeck à Lovanium, Biebuyck à Lovanium.

¹⁵ L'évocation du nom du maître de la psychologie à l'ULB nous permet d'insister sur le côté "grand format universitaire" des nouveaux intervenants scientifiques. On pense bien sûr à Gourou, lui aussi professeur à l'ULB et au collège de France, à H. Jeanne, aux liégeois Clemens et Dubuisson, au gantois Vlerick.

Notons aussi que ces nouveaux foyers de recherche et d'enseignement, et leurs personnels, joueront un rôle déterminant dans l'affirmation de l'élite de la petite bourgeoisie "évoluée" et des futurs leaders politiques congolais qui, tous à l'exception des "coutumiers", y établiront de solides contacts qui conduiront certains dans les universités belges et aux premières lignes des organisations politiques à la veille de l'indépendance. De ces néo-congolais universitaires, Malengreau est la figure précoce. Il incarne une position intermédiaire entre les hérauts de la colonisation de développement et les experts en émancipation.

"La plupart des types qui étaient ici (à Louvain) avant l'indépendance, c'est moi qui les ai envoyés. C'est vrai pour le premier d'entre eux qui, devenu psychologue, fut nommé assistant à Lovanium. J'ai tout fait pour cela. Quant à Lumumba et Mobutu, qui n'étaient pas des universitaires, je les ai reçus à déjeuner ici, chez moi en 1958. J'ai eu l'intime conviction que ces deux-là seraient bientôt au pouvoir. Les autres, la première élite du Congo, je les ai tous connus. L... était un juriste né. J'ai fait tout ce que je pouvais pour qu'il vienne faire le droit ici car à Lovanium ce n'était pas possible. Nous avons essayé, mais nous avons reçu un refus catégorique" (Interview G. Malengreau) .

II. 1. L'enseignement universitaire colonial en 1950-55

L'âge d'or des sciences coloniales aura sans doute été propice au renforcement institutionnel des filières coloniales des universités. Cependant, et outre le fait qu'aucun développement significatif n'ait vu le jour hormis la filière d'agronomie tropicale à Louvain, le recrutement étudiant est resté à un niveau très bas. Les développements institutionnels qui surviennent dans la seconde moitié de la décennie sont donc le fait des maîtres de l'offre de formation et de connaissance.

II 1. 1. Université de Louvain. L'université de la «colonisation de développement»?

Quarante ans après les début de l'enseignement universitaire colonial, on constate que le bastion de la faculté de droit reste largement fermé à ces questions. Un seul cours colonial y figure au programme principal sous l'intitulé *Législation du Congo Belge*. Il est cependant attribué à un notable colonial de poids, P. Ryckmans, dont le suppléant n'est autre que P. Coppens, personnage omniprésent dans les débats coloniaux.

Quant à l'autre faculté majeure, celle de *philosophie et lettres*, les programmes de cours classiques restent aussi peu ouverts à la question coloniale.¹⁶

Les candidatures et licences en histoire, tant ancienne que moderne, ne comprennent aucun cours obligatoire spécifique à l'histoire africaine ou coloniale.¹⁷

Depuis peu, il existe cependant un Institut africaniste indépendant, mais lié à la Faculté de Philosophie et Lettres. Il délivre un titre de licencié en linguistique ou en ethnologie africaine et également un doctorat en linguistique ou en ethnologie africaine.¹⁸

Le programme est largement dominé par la linguistique, dont des enseignements généraux et techniques (dialectologie, onomastique, phonétique) figurent au programme aux côtés du groupe d'enseignements spécifiquement africains aux mains de Van Bulck (qui appartient en outre à l'IRCB et enseigne à l'Université grégorienne de Rome) et Meeusen.

Le Père Van Bulck (successeur de De Jonghe) assume en outre le cours *Ethnologie congolaise* en néerlandais, le cours *Introduction aux religions primitives* dans les deux langues, le cours *Méthodes d'enquête ethnographique*.

Malengreau est chargé des cours suivants: *Ethnologie générale et comparée*, *Politique indigène*, *Ethnographie du Congo*.

Enfin, Van Wing assure, en français et en néerlandais, un cours intitulé *Psychologie des peuples primitifs*¹⁹.

¹⁶ Un cours spécifique dispensé aux étudiants se destinant au Droit: *Histoire de la Belgique y compris histoire du Congo belge* (L. Génicot).

¹⁷ Parmi les cours à option, les suivants concernent le Congo R-U:

- *Histoire de l'expansion coloniale des peuples européens* (Van Der Essen et Van Houtte en néerlandais)
- *Ethnologie* (G. Malengreau) et *Volkenkunde* (Van Bulck)
- *Linguistique africaine* (A. Meeusen).

Au programme du grade scientifique en histoire un seul cours: *Histoire de la colonisation et doctrines coloniales*. (Van Der Essen).

¹⁸ Ce qui est avancé ici à propos des programmes en 1950-51 reste valable pour l'essentiel en 1955-56.

¹⁹ Ryckmans, Van Wing, Malengreau, trois personnages clé sur le plan de l'évolution du centre universitaire de Kisantu vers une véritable université. Ryckmans et Malengreau sont aussi des partisans d'une formation véritablement universitaire des coloniaux et en conséquence, d'une ouverture accrue de l'université de Louvain en matière d'enseignement colonial.

Nous avons vu précédemment comment Malengreau succéda à De Jonghe.

La psychologie africaine enseignée par Van Wing n'est en rien comparable aux travaux de psychologie scientifique menés au Congo qui font un usage abondant de tests et sont étrangers à l'ethnologie coloniale.

Au lendemain de la guerre, un net déplacement des cours coloniaux est perceptible de l'École des sciences commerciales et économiques (intégrée désormais dans une École des sciences économiques avec les filières de science économique "pure") vers l'École de sciences politiques et sociales. En 1949, on enregistre trois diplômés en sciences politiques et coloniales, mais la même année, quelque quinze étudiants entrent en dernière année. L'École de sciences économiques conserve un éventail de licences et doctorats en sciences commerciales, financières, consulaires et coloniales. Mais la section commerciale et coloniale ne diplôme qu'un ou deux étudiants chaque année.²⁰

En 1955, la spécialité coloniale en première épreuve de licence a disparu.

En seconde épreuve de la licence en sciences commerciales et financières apparaît un groupe C intitulé *Organisation et gestion des entreprises des territoires d'outre mer*, le programme est très proche sinon identique à l'ex-spécialité coloniale.

Depuis l'année précédente, l'institut de recherches économiques et sociales comprend un centre d'études africaines. Son principal artisan est Bézy, récemment devenu titulaire d'un cours d'économie coloniale.

C'est cependant le programme des licences et doctorats de l'École des sciences politiques et sociales qui comporte une copieuse section coloniale où figurent également une quinzaine de cours spécifiquement coloniaux ou africanistes obligatoires.²¹

Enfin, et cela semble significatif, l'économie congolaise fait son apparition sous l'intitulé *Structure économique du Congo belge ou Économie coloniale*. Jusqu'en 1954, ces cours sont dispensés par des géographes²². L'École de sciences politiques et sociales devient rapidement le plus gros producteur de coloniaux, avec un nombre annuel de diplômés variant de dix à quinze à partir de 1951.

²⁰ Outre les cours généraux dispensés par Ryckmans (Coppens et Gelders en néerlandais) en matière de droit, de linguistique (Van den Eynde), le cursus colonial comprend 15 enseignements spécifiques qui, selon le modèle devenu traditionnel et distinguant nettement cette section de ces voisines, forment une sorte d'introduction générale pluridisciplinaire et fortement technique à l'activité coloniale (aperçus de géologie, géographie, agronomie, hygiène, etc.)

²¹ On y retrouve Malengreau (*Ethnographie congolaise, Ethnographie générale, Politique coloniale comparée, Droit public congolais* et enfin, *Statut et organisation des missions*), Gelders et Van Bulck (ces mêmes enseignements en néerlandais) et les titulaires d'enseignements tropicaux en agronomie et sciences appliquées. Notons cependant que les cours de *Droit pénal et judiciaire colonial* sont principalement assurés par Devaux, membre de l'IRCB, ancien procureur général d'Élisabethville dont nous avons déjà parlé à propos de l'affaire Tempels.

Cette licence comportera en 1955 deux sous-sections: "judiciaire" et "administrative".

²² Ces cours ne seront attribués à un économiste *stricto sensu* que trois ans plus tard. Il s'agit de F. Bezy.

En 1955, cette filière apparaît modifiée. Une licence unique en sciences politiques et sociales comprend quatre groupes, dont *Sciences coloniales*, avec ses deux sections, (administrative et judiciaire).

La sociologie devient une section à l'instar de *Presses et sciences de l'opinion* et de *Sciences du travail*. Aucune ne comprend un cours de type ethnologique ou colonial.

L'évolution vers une formation "*réellement universitaire*" (selon Malengreau, qui en faisait un thème fort) des personnels coloniaux semble donc consacrée, à tout le moins à Louvain. Par ailleurs, il est clair que, sous l'impulsion de Malengreau, on y prépare la tutelle académique sur Lovanium.

Le dispositif des enseignements en agronomie tropicale est, à peu de choses près, celui dont nous avons décrit la formation durant l'âge d'or sous la férule de Leplae. Au programme de l'ingénieur en sciences agronomiques des pays tropicaux, quinze cours spécifiques. Un graduat en sciences agronomiques coloniales figure toujours au programme. Après un creux très net durant la guerre, le recrutement reprend franchement en 1947-48, avec dix diplômés annuellement (ingénieurs agronomes coloniaux) et une dizaine de gradués.

Outre l'examen spécial de candidat en sciences coloniales, pour les étudiants du Centre universitaire pour la formation des infirmiers missionnaires évoqué plus haut, Louvain s'est doté d'un Institut interfacultaire colonial (*Interfacultair koloniaal Instituut*) qui délivre deux titres coloniaux: un graduat en sciences coloniales et un certificat de cours coloniaux²³. Le premier est accessible à tous les diplômés universitaires et étudiants; il comporte quinze cours spécifiquement coloniaux qui, pour la plupart, appartiennent aux programmes évoqués précédemment. La formule retenue privilégie sans doute l'aperçu pluridisciplinaire, mais reste largement dominée par les sciences humaines et sociales: *Droit du Congo* (Coppens), *Histoire*, *Théorie de la colonisation*, *Ethnologie* (Van Bulck), *Mentalité des indigènes* (Van Wing), *Structure économique du Congo*, *Politique indigène* (Malengreau)²⁴.

Louvain n'est évidemment pas étrangère au CEPSI qui est né de l'Association des diplômés de cette institution au Congo. Par ailleurs, le Recteur Magnifique, ainsi que Ryckmans, se sont engagés dans la perspective visant à transformer progressivement le

²³ Cinq à dix gradués annuellement entre 1948-1952; dix à quinze certifiés annuellement.

²⁴ Remarque sémantique: dans tous ces intitulés, nombreux sont ceux qui recourent au mot colonie, aucunement à celui de tutelle. *Congo, congolais* semblent suffire pour évoquer cette Afrique centrale qui monopolise tous les enseignements, toutes les disciplines relatifs à l'outre-mer. Jamais n'est cité, même sous sa forme réduite, le Ruanda-Urundi.

centre de formation supérieur de Kisantu en une institution de type universitaire où enseignent déjà J. Nicaise et d'autres laïcs, dont certains apparaîtront dans la suite comme des figures de la démocratie chrétienne, entretenant des contacts avec l'organisation fédératrice des associations catholiques belges, le Mouvement Ouvrier Chrétien. Malengreau, fils d'un professeur louvaniste et universitaire colonial, apparaît à la fois comme un savant colonial (il est coopté par l'IRCB), un réformateur, et le principal artisan des médiations entre les autorités de l'UCL et les auteurs du projet universitaire catholique au Congo.

II. 1. 2. Université de Liège. Avant la mobilisation katangaise

La licence en sciences commerciales et coloniales n'a, durant l'âge d'or, qu'une faible productivité. Une douzaine d'étudiants furent diplômés pour l'ensemble de la décennie 1930.

Le programme des cours comporte depuis 1946 un cursus d'enseignement colonial dispensé dans le cadre du Centre Interfacultaire d'Études Coloniales créé à cette même date. Cet enseignement s'adresse aux diplômés candidats à la carrière outre-mer qui ne se destinent ni à la médecine ni à la fonction publique, car les formations préparant à ces activités sont exclusivement dispensées par les institutions rattachées au ministère des Colonies. Ce centre interfacultaire et ce programme de formation complémentaire visent en fait les candidats aux emplois de cadres du secteur privé à la colonie. C'est qu'au lendemain de la guerre, la "relève" et un développement industriel et commercial considérable induisent une forte demande de personnel qualifié.²⁵ C'est cette perspective qui motive l'initiative universitaire liégeoise ainsi que, très probablement, le développement des filières coloniales au sein des deux autres universités.²⁶

²⁵ Il s'agit de la relève des fonctionnaires qui ont assuré, en outre, les quatre années de conflit (Bouvier 1965, p. 65).

De 1944 à 1950, le nombre de Belges au Katanga passera de 7 860 à 13 800 sur un total de 18 350 européens (M'Bokolo 1985 p. 201).

²⁶ En botanique, avec le cabinet des cultures coloniales dépendant de l'École supérieure des sciences commerciales. Le professeur R. Bouillenne, qui en héritera, fera quelques missions au Congo. Il représente l'ULg au C.A. de l'INÉAC dès 1933, au conseil scientifique de l'IRSAC en 1947, avec F. Campus, futur Recteur.

H. Damas en zoologie, O. Tulippe en géographie et ethnologie, E. Frenay en sciences appliquées, les juristes Galopin puis Dellicour, professeur et Procureur général honoraire du Congo et Van Hove, chargé de cours et Inspecteur royal des colonies, ont tous entretenu des rapports scientifiques et professionnels avec le Congo.

En sciences appliquées, l'épreuve complémentaire en constructions coloniales a traversé l'âge d'or avec un *output* annuel variant de un à sept diplômés, qui fut pour l'essentiel le fait d'étudiants étrangers.²⁷

Par ailleurs, le *Bulletin de l'Association des Amis de l'Université* comporte, depuis 1950, une rubrique congolaise: *les anciens de l'Ulg au Congo*, relais de la campagne scientifique évoquée précédemment. Une association d'étudiants coloniaux existe à la même époque à l'université de Liège.

Ce n'est qu'en 1955-57 que se développe, à Liège, une puissante campagne coloniale qui mobilise des professeurs de l'ensemble des facultés et inaugure un partenariat avec l'Institut agronomique de l'État de Gembloux. Elle est entièrement tournée vers le Katanga.

II. 1. 3. Universiteit te Gent (Université de Gand). Vers un africanisme linguistique

À Gand comme ailleurs, des cours isolés d'histoire du Congo existent dans les principaux programmes des Facultés de droit et de philosophie et lettres.

Les enseignements coloniaux n'ont pas connu de développement significatif durant l'âge d'or des sciences coloniales. Dans l'ensemble, le programme colonial s'est même réduit avec la disparition de la filière coloniale parmi l'ensemble des filières de sciences administratives, politiques et sociales. Les cours de *Droit colonial*, et *Économie coloniale* donnés jusque 1953 par Van Der Kerken sont redistribués dans les programmes des différentes licences au même titre qu'un cours de *Politique coloniale* (Burssens²⁸).

Au sein des programmes de l'École supérieure de sciences économiques et de commerce, une spécialisation en *commerce et sciences coloniales* existe toujours dont le programme hétéroclite ne semble pas très attractif, puisque le nombre annuel de diplômés est très faible —jamais supérieur à cinq entre 1948 et 1953. Outre des cours d'introduction à l'hygiène coloniale, à l'agriculture coloniale, aux constructions coloniales, les seuls cours de sciences humaines ou sociales sont ceux de Van Der Kerken (*Économie coloniale*, *Introduction à l'histoire de la colonisation* et *Législation du Congo*, auxquels on peut ajouter un cours libre intitulé *Institutions et Droit coutumier des indigènes d'Afrique centrale*).

²⁷ À titre indicatif, neuf étudiants diplômés au terme de l'année académique 1935-36, dont deux Iraniens, un Égyptien, un Tunisien, un Turc.

²⁸ Burssens qui "tient" en 1955 non seulement la totalité des enseignements de linguistique bantoue et soudanaise, mais encore une partie notable de l'ethnologie et des questions politiques coloniales.

En faculté de Philosophie et Lettres, l'Institut d'histoire de l'art et d'archéologie offre un programme de licence d'un an intitulé *Art primitif et non européen (De primitieve en Niet-Europese kunst)*. *Ethnologie et Histoire de l'Art primitif* sont couverts par Olbrecht, tandis que l'ethnologie congolaise fait l'objet d'un cours de Vandenhoute. La spécialisation en *Art primitif* comporte quinze cours obligatoires.

Ni la Faculté de Médecine, ni l'École de Médecine vétérinaire, ni l'Institut polytechnique des Sciences appliquées n'offrent un cursus spécifiquement colonial. Ainsi le programme de la licence en géographie ne comporte aucun cours spécifiquement colonial.

Il faut attendre 1957, et la création d'un nouvel institut regroupant des enseignements de type historique, littéraire, linguistique ou ethnologique selon les grandes aires culturelles, pour que l'enseignement africaniste trouve un nouveau cadre académique.²⁹ L'Afrique sub-saharienne, au même titre que l'Europe de l'Est, le Proche ou l'Extrême-Orient, fait l'objet d'une candidature et d'une licence ad-hoc comportant 15 enseignements sanctionnés par un titre de licencié en Histoire et Linguistique africaines (dit encore Africanistique au même titre que la Slavistique).³⁰ L'ethnologie congolaise n'y occupe cependant pas une place notable. Par contre, la linguistique africaine qui relève d'un seul et même enseignant (Bursens), porte sur deux langues du Congo R-U. Au programme, à titre de première langue, le Kiswahili, et à titre de seconde langue africaine, le choix est possible entre Luba, Lingala, Lomongo, Kinyarwanda, Kikongo et Ngbandi!

²⁹ *Hoger Instituut voor oosterse, oosteuropese en afrikaanse taalkunde en geschiedenis*, créé en 1957.

³⁰ Cette filière est maintenue au programme aujourd'hui. Hulstaert y fut chargé des enseignements d'ethnologie et de linguistique africaine jusqu'à la fin des années 70. Quelques thèses furent achevées, mais le recrutement est aujourd'hui tellement faible que sa survie est en question.

II. 2. L'institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles (Solvay). Un retour en force sur le terrain colonial

II. 2. 1. Une relative indigence des enseignements coloniaux

Malgré la présence de Smets au sein de la direction de l'Institut, celui-ci n'a pas encore retrouvé, à la fin des années quarante, un niveau d'activité coloniale comparable à celui qui fut le sien au lendemain de la reprise. L'âge d'or de la science coloniale ne concerna donc que marginalement l'Institut Solvay.

Les programmes des cours pour les années 1949-51 témoignent, en comparaison de Louvain, d'une relative indigence coloniale. Ce n'est en effet que dans les années suivantes que Doucy, qui accède à la direction de l'Institut Solvay, lance une entreprise coloniale d'envergure qui retiendra notre attention ci-dessous.

À la veille de celle-ci, l'enseignement colonial fait bien l'objet d'une commission universitaire mais constitue une seule section dispensant un diplôme spécifique au sein de l'École de sciences politiques et sociales qui propose une licence complète en sciences coloniales comportant vingt-six cours. Parmi les enseignants, les principales figures coloniales sont Ganshof van der Meersch (*Droit colonial*), Robert (*Géologie, Géographie*)³¹ et Marzorati, dont les enseignements dominent la section (politique et économie coloniales, politique indigène). Le droit reste dominant avec dix cours. La composante ethno-linguistique est faible malgré la présence d'un grand cours de géographie humaine assuré par Gourou et d'un cours d'anthropologie physique. Elle est entièrement assurée par G. Smets (90 heures de cours pour les deux années)³². Pas plus qu'à Louvain avant 1955, on ne trouve un cours relatif à l'économie du R-U qui soit dispensé par un économiste. Ici, Harroy et Marzorati assurent *Économie coloniale et Régime économique du Congo*.

Deux séminaires concernent les questions coloniales: *Institutions des peuples primitifs* (Smets) et *Politique coloniale comparée* (Marzorati). Ce dernier est par ailleurs Vice-président du CEMUBAC.

³¹ Robert est, en quelque sorte, l'une des dernières figures du type "macro-ingénieur colonial" dans sa version académique. Lié aux sociétés katangaises avant d'entrer à l'université, c'est une haute figure de l'IRCB. Géologue, il empiète largement sur la géographie humaine et au-delà, fait remarquable, sur la sociologie (M. Robert, 1954).

³² On notera l'absence de Doucy secrétaire de l'École qui est chargé presque exclusivement d'un cours d'économie sociale

L'école de commerce Solvay ne comporte plus aucune filière coloniale. Les trois cours coloniaux y sont assurés par Marzorati. Il en va de même en Faculté de droit, où ne figure aucun séminaire colonial ou "congolais", mais un cours de *Droit du Congo* et un cours consacré à *Administration du Congo*. En philosophie et lettres, un seul cours, *Histoire du Congo* (Van Kalken); en sciences appliquées, un seul cours de *Géologie congolaise*.

La faiblesse des programmes d'enseignement colonial, la rareté des séminaires coloniaux et l'absence de centre de recherche africaniste témoignent de l'essoufflement de l'engagement colonial des autorités de l'ULB, si caractéristique lors de la reprise et de la "seconde reprise". On ne peut manquer d'y voir l'effet de la stabilisation et du confinement des institutions savantes strictement nationales et liées à l'appareil du pouvoir colonial. On notera que les quelques nouveaux titulaires de cours coloniaux ne sont pas, à la différence de l'UCL, issus du Congo, ni précisément du courant réformateur d'après-guerre.

Le recrutement de la licence en science coloniale est faible et n'atteint jamais dix étudiants par an. Rien ne semble donc annoncer l'offensive qui se prépare.

À l'ULB, comme dans les autres universités, les programmes et intitulés de cours restent donc strictement coloniaux. Ils sont exclusivement centre africains. La seule ouverture vers un tiers-monde préfiguré est réalisée à Gand; elle relève cependant des Lettres, tout en empruntant le modèle des *cultural areas*. Aucune des problématiques intercoloniales ou transversales du type de celle du sous-développement ou de l'émancipation politique des populations colonisées n'apparaît jusqu'en 1955-56, et même jusqu'en 1960.

II. 2. 2. Une entreprise universitaire coloniale

Un colloque ouvert consacré à "l'enseignement à dispenser dans les territoires non autonomes" a cependant été organisé en 1950 par G. Smets et annonce un réveil libre-penseur³³.

Van Der Kerken signale un renouveau en 1953. La plupart des grands juristes bruxellois (Rolin, Speyer, Cattier) ont disparu.

C'est à Marzorati, Vice-gouverneur du R-U (1926-29), professeur à l'ULB, libéral de gauche, proche des socialistes, dont il anime le tout nouvel intérêt colonial³⁴, que l'on

³³ *L'enseignement à dispenser...* 1951.

Nous sommes loin encore d'une remise en question du monopole clérical.

³⁴ Les journées socialistes de novembre 1953, Fondation L. de Brouckere.

Y prennent la parole, Marzorati, Ghilain (Professeur à l'ULB et membre du CEMUBAC), mais aussi

doit la mise sur pied en 1952 des *Journées interuniversitaires d'études coloniales*. A. Wauters, un autre professeur à l'ULB et en outre Sénateur, doctrinaire colonial libéral, ancien membre du Conseil colonial et membre de l'IRCB, joue également un rôle important.³⁵ Une nouvelle série de publications voit le jour sous le titre *Études coloniales*.

36

L'IRSAC aura une fonction décisive dans cette nouvelle initiative. E. J. Bigwood, membre de l'Institut Solvay, est président de l'importante commission de l'alimentation indigène que l'IRSAC met immédiatement sur pied. Doucy qui prendra la tête de l'Institut se rend au Katanga sous le patronage de l'IRSAC en 1950.

de Heusch, chercheur à l'IRSAC est nommé chargé de cours quelques années plus tard.

P.E. A. Joset, l'un des administrateurs-ethnographes non confessionnels les plus féconds.

³⁵ A. Wauters 1952.

³⁶ *Études coloniales*

Le premier numéro est un compte-rendu des premières journées interuniversitaires d'études coloniales tenues en 1952 sous le titre *L'évolution politique du Congo belge*.

Marzorati y traite de la question de l'autonomie du Congo et de la politique de décentralisation sur fond des résolutions de la Charte de San Francisco.

Malengreau traite "anticipativement" de la question de la participation des indigènes à la vie politique. Car, "si les intéressés eux-mêmes n'y prennent pas attention, ce n'est pas une raison pour attendre que ce problème ait empoisonné l'atmosphère pour le traiter" (p. 23). Ici encore, le maître-mot est la participation dont la seule évocation semble résumer tous les vices du régime paternaliste.

La colonie doit associer l'indigène pour lequel, sinon, les actions et programmes resteront "manières de blancs"

Par ailleurs, une seconde raison est fournie par "l'évolution de la psychologie du colonisé qui, au stade actuel, a besoin d'espérance". Antidote préventif d'une révolte encore jugée impossible? Il s'agit pourtant d'éviter "qu'il ne cherche ailleurs des mystiques de remplacement. L'indigène doit découvrir qu'il peut être lui-même l'artisan de son propre bonheur" (p. 27).

Van Der Kerken plaide pour un développement de l'économie indigène congolaise qui lui apparaît comme requis par les nouvelles doctrines coloniales.

"Il est actuellement admis par la morale internationale, comme par la morale des peuples colonisateurs, que ceux-ci doivent se préoccuper avant tout de la prospérité et du bien-être des populations indigènes et de ce que les intérêts de ceux-ci aient toujours la primauté vis-à-vis de ceux du colonisateur. Ces principes, la Charte des Nations-Unies en fait un devoir sacré d'ordre international" (p. 43).

Le fascicule II de la série est une monographie de Dethier sur Coquilhatville.

Le fascicule III est constitué du compte-rendu d'un colloque organisé en janvier 56 par l'Institut de sociologie et le CEMUBAC. Il est consacré à *La promotion de l'économie indigène*.

Van Der Kerken fréquente assidûment l'Institut et publie dans sa revue. L'investissement de l'ULB sur le terrain colonial redoublera cependant avec l'arrivée, au ministère des Colonies, d'un libéral, qui introduit en outre un projet de réforme scolaire favorable à l'enseignement officiel. C'est alors un proche de Buisseret qui est nommé chargé de cours à l'ULB. Il s'agit de Georges Brausch, professeur à l'Institut des territoires d'outre-mer (ex-université coloniale), qui dirige l'École sociale supérieure de Solvay à Élisabethville.

Brausch est un administrateur-ethnologue non confessionnel, dont nous avons déjà parlé. Il publiera beaucoup (en français et en anglais) entre 1955 et 1965.³⁷ Un autre grand colonial, qui deviendra membre du Cémubac de l'ULB, est alors gouverneur du R-U, J. P. Harroy.

En 1952, Doucy est introduit dans le conseil d'administration du FBI.

En 1954, une section de sociologie africaine comparée est ainsi mise sur pied à l'Institut qui comprend un groupe d'études coloniales et un groupe d'ethnologie. Deux enquêtes sont lancées durant la même année. L'une, sollicitée par le ministère des Colonies, porte sur l'alimentation indigène; l'autre, sur les droits fonciers indigènes. Le Comité belge d'histoire des sciences organise pour sa part une enquête de terrain sur le guérisseur indigène. Toujours en 1954, Doucy et Feldheim participent à la conférence internationale sur les effets de l'industrialisation au sud du Sahara organisée par l'Unesco à Abidjan.

Enfin, le CÉMUBAC a considérablement diversifié ses activités. Ses rapports de mission font l'objet de publications dans la *Revue de l'Institut de sociologie* dès 1953. Quelques missions sortent du cadre médical prédominant jusqu'ici. Pour ce qui nous concerne plus particulièrement, c'est autour de la géographie (P. Gourou, De Smet et Nicolai), de la psychopédagogie (De Coster et Ombredane) et de la socio-économie (Doucy, Ghilain, Janne) que se constitue l'expertise bruxelloise.³⁸

La nouvelle orientation multidisciplinaire est concrétisée en 1957 par une grande mission dans le nord-est de la colonie, montée grâce au ministère des Colonies. Elle est, à vrai dire, presque entièrement dédiée aux sciences sociales (démographie, droit foncier, et même histoire).³⁹

³⁷ G. Brausch 1955.

Cet article ne porte que sur la période de l'ÉIC.

G. Brausch 1957 et 1961.

³⁸ Comme dans les autres universités, le nouveau marché congolais concerne toutes les Facultés. Le CEMUBAC s'est constitué en sections: *sciences appliquées, sciences naturelles, pédagogie, géographie*, et enfin, la section *problèmes humains en province orientale*. La direction scientifique est confiée à P. Gourou.

³⁹ Voir les travaux de P. Salmon consacrés à l'histoire des Zande. P. Salmon n'est pas un ethnologue mais un tout jeune historien qui n'a aucun passé colonial.

À partir de cette date, la création d'une Université publique à Élisabethville constitue un enjeu nouveau —et d'envergure— pour la politique universitaire en métropole. Elle doit être "représentative" des institutions universitaires belges. Bruxellois et Liégeois y coexisteront jusqu'à la prise de pouvoir de ces derniers, dont la tradition en sciences minières et géologiques congolaises est mieux établie et qui ont fait (provisoirement) le "meilleur choix" en termes ethno-politiques.

En tout état de cause, l'ULB et l'Institut Solvay ont, dans les cinq années qui précèdent l'indépendance, reconquis quelques positions scientifiques dans l'est de la colonie (selon une ligne de partage qui a de vieux antécédents). En métropole, la question coloniale est investie par de "grands formats" (Janne, sociologie, Gourou, géographie et Doucy économie sociale) qui entraînent de jeunes chercheurs (Salmon et Bouvier, Spitaels, Hainaut et Perin, Hockers en outre).

Sur le plan politique, le ministère Buisseret aura joué un rôle déterminant dans ce retour de l'ULB. En fait, le processus d'ouverture du marché scolaire et scientifique congolais est exactement contemporain de l'ouverture relative du marché politique et syndical. Sur le terrain, les bases du CEMUBAC s'enrichissent d'une École sociale à Élisabethville, puis de deux foyers sociaux directement contrôlés par l'ULB, l'un à Élisabethville, l'autre au Kivu. Enfin, deux centres de développement rural sont intimement liés à l'ULB: Bondanga (Équateur) et Pangi (Maniema). Autour de l'ULB se regroupent quelques grands coloniaux, savants et notables non confessionnels issus des institutions politico-savantes de l'âge d'or (Marzorati, Wauters, Harroy) et surtout apparaissent les "nouveaux congolais", exclusivement liés pour leur part aux institutions universitaires et politiques métropolitaines. Fort peu au fait des dispositifs savants de l'âge d'or, ceux-ci se sentent investis d'une mission où la science apparaît comme un instrument neuf face à un terrain presque vierge. Ils n'ont pas davantage d'expérience inter-coloniale.⁴⁰ Pas plus que dans d'autres milieux coloniaux ne se dégage une perspective politique claire susceptible de trancher radicalement avec les options progressivistes, sociales et locales du pouvoir colonial. Il faut rappeler qu'en 1955, très peu de coloniaux ou d'universitaires conçoivent une indépendance avant dix ou quinze ans au moins (ceci ne vaut encore que pour les "visionnaires" progressistes).

Les campagnes des deux universités d'État (Liège et Gand) sont plus tardives. La Fondation Ganda-Congo s'installe dans l'Ituri où elle développe essentiellement un

⁴⁰ L'intérêt pour l'organisation du travail et les questions d'inspection et de sécurité sociale au Congo est évidemment liée à la mise en place en métropole, au lendemain de la guerre, d'un dispositif inédit et concerté de gestion de la force de travail.

dispositif médical. Cependant des recherches socio-économiques régionales sont entreprises, notamment à partir du centre social de Karavia au Katanga et des conventions passées entre le Professeur Vlerick et le CEPSI.

L'Université de Liège, dont les membres ont été fort peu présents dans les institutions coloniales de l'âge d'or dans les matières de sciences sociales, alors que des professeurs de médecine et de sciences appliquées (géologie notamment) y ont joué un rôle actif, se lance dans le champ congolais assez tardivement, exclusivement au Katanga et par le biais du CEPSI et l'UMHK. Parmi les personnels de l'IRSAC, les liégeois sont principalement représentés dans les sections de sciences appliquées et nullement dans la section des sciences de l'homme.

L'Université de Liège peut par ailleurs s'appuyer sur une remuante section des ingénieurs du Congo diplômés de l'Université de Liège, très présente au Katanga et dans la direction des grandes entreprises.

En tout état de cause, aucune des mobilisations universitaires ne répond à une véritable demande de formation coloniale. L'offre de formation coloniale est soigneusement tenue à l'écart des entreprises de recherche et tout indique qu'il s'agit moins de former des chercheurs spécialisés que des coloniaux modernes. Aucune de ces initiatives ne trouvera à se concrétiser de manière décisive dans la formation des personnels coloniaux. La plupart des chercheurs en sciences sociales qui animeront les entreprises congolaises des universités métropolitaines et, à ce titre, rejoindront le Congo entre 1956 et 1960 ne sont pas issus de ces filières.

III. Interventions sociologiques, sociologies appliquées, utopies de la science au pouvoir

De la sociologie métropolitaine renaissante au lendemain de la guerre vont émerger des revendications à la légitimité et à la pertinence de ce fragile savoir dans l'espace colonial. L'héritage principal de cette sociologie belge que l'on peut situer à l'ULB véhiculait, depuis l'origine des instituts Solvay, cette idée-force d'une science des rapports sociaux et surtout d'une science directement réformatrice des rapports sociaux.

En tout état de cause, les interventions sociologiques au Congo qui se mettent en place dans les années cinquante s'organisent autour d'une immense prétention non seulement à produire un savoir rénové, mais davantage encore, à façonner une société, à remembrer les relations sociales, et ultimement, à établir des "laboratoires sociaux".

Ayant en fait peu d'accès aux centres névralgiques du pouvoir colonial, étrangères pour l'essentiel à l'ordre ancien du savoir colonial, peu liées somme toute au renouveau ethnologique autour de l'IRSAC et mobilisant des "hommes nouveaux", ces interventions sociologiques se concentreront sur l'espace pré-construit du "social" pour tenter d'en rationaliser les méthodes. Paradoxalement, ces entreprises sembleront d'autant plus promptes à entériner les évidences liées à la "bantouïté" qu'elles sont peu liées aux institutions établies du savoir colonial. De ce point de vue, leur tendance précoce à laisser entendre que le Congo reste un espace inexploré et vierge d'investissement scientifique apparaît plutôt comme une stratégie discursive. La sociologie coloniale, presque inexistante comme projet distinct de l'ethnologie, offre d'autant moins d'acquis que, comme nous l'avons vu, l'orientation dominante de l'ethnologie catholique comme de l'ethnologie de gouvernement indigène dressait un cadre conceptuel peu propice aux développements de l'ethnologie appliquée anglo-saxonne. Les maîtres-d'oeuvre et les personnels scientifiques mobilisés n'ont par ailleurs presque aucune expérience inter-coloniale. Cette sociologie coloniale d'intervention bricole donc dans l'improvisation et l'urgence un cadre d'analyse qui laisse place à diverses auto-proclamations.

Elle partage cependant l'intuition qu'une révolution sociale est en cours, soumettant les sociétés indigènes à l'émergence d'un modèle industriel, marchand, consumériste et urbain qui pose problème non pas parce qu'il s'inscrit dans la spécificité du rapport de domination coloniale et se trouve surdéterminée par une situation coloniale totale, chère à Balandier, mais parce que ce modèle de changement global se heurte à un matériau humain et social sans commune mesure avec les forces sociales mises en oeuvre en Europe. Globalement, la société indigène n'est, en aucun cas, perçue comme le lieu de possibles dynamismes sociaux, mais de quelques virtualités à exploiter dans l'objectif

d'un ordre social nouveau qui reste à construire. D'emblée, les sociologues confrontés à pareille tâche s'accordent pour définir un défi scientifique d'une ampleur gigantesque.

Les objets d'investigation sont globalement fournis par la demande sociale: problèmes d'urbanisation accélérée et d'exode rural, problèmes du travail en milieu industriel (chômage, productivité, absentéisme, stabilisation du marché du travail), psychologie éducationnelle et éducation informelle. La science est conviée à investir les espaces d'où reflue la célèbre administration coloniale "la plus performante d'Afrique".

III. 1. Une sociologie "engagée" au service de l'administrateur, du missionnaire, de l'homme d'affaires

L'absence de tradition établie en matière de sociologie coloniale n'empêche pas les sociologues conviés sur le terrain colonial de revendiquer une fonction pratique, une science appliquée.

Parmi les premiers, Malengreau plaide pour une sociologie "*opérant des choix*", tant sur le plan des objets que sur celui des valeurs sous-tendant le choix de ceux-ci, ainsi que sur celui des objectifs. Tandis que l'ethnologie tendrait à devenir une "*science pure sans dessein utilitaire direct*", les sociologues sont pressés de mettre leurs conceptions théoriques et leurs méthodes d'investigation au service des agglomérations pour en normaliser l'évolution. "*Nous devons renoncer au sociologiquement pur et nous engager délibérément dans la voie d'une sociologie appliquée (...), ce n'est que dans la façon d'envisager les problèmes qu'un homme de science se distingue d'un homme d'action*".⁴¹

"*L'empirisme pur*", lié selon l'auteur à la neutralité axiologique du chercheur, est aussi considérée comme une fiction particulièrement futile dans le contexte de l'urgence et de la crise humaine africaine. Il subsiste "*une impérieuse nécessité à recourir aux praticiens non seulement avant d'instaurer des recherches, mais encore durant leur déroulement*". Le sociologue "africain" est donc invité à concevoir son enquête en fonction des besoins et doit "*aligner ses recherches sur les objectifs poursuivis par ceux-là mêmes à qui incombe cette action*".⁴²

⁴¹ G Malengreau, 1956.

⁴² Il n'appartient pas au sociologue comme tel d'orienter celle-ci; c'est la tâche de l'administrateur et, dans une certaine mesure, de l'éducateur, du missionnaire, de l'homme d'affaires. Le sociologue ne peut avoir d'autres préoccupations que de mettre sa science à leur service. (...) En même temps qu'ils font ce diagnostic (la crise psychologique sociale et morale des sociétés indigènes qui était proposée comme cadre d'analyse), les sociologues doivent s'efforcer de dégager les virtualités qui permettront de restaurer l'ordre

III 2. La sociologie, conseillère du prince. Critique du réformisme social ethnocentrique

Beaucoup moins soutenue par un tel cadre global d'interprétation, les premières interventions du directeur de l'Institut de sociologie de l'ULB dressent un tableau critique des réformes entreprises en matière de législation sociale concernant les rémunérations, les allocations familiales, les conseils de sécurité et d'hygiène, la réparation des accidents de travail et l'inspection du travail dans les entreprises katangaises. Il s'agissait alors d'examiner la faisabilité de celles-ci et leur appropriation aux conditions d'un groupe ouvrier "*dont on ne peut affirmer qu'il soit composé réellement d'ouvriers*".

Le leitmotiv de Doucy et Feldheim est la "*généralisation outrancière*" qui sous-tend ces lois sociales et leur application ainsi que leur inspiration, certes noble, mais inadaptée aux travailleurs congolais. C'est également en termes de mentalité traditionnelle que sont abordés les problèmes de productivité des travailleurs indigènes: absence de tradition ouvrière, absence de conscience professionnelle, "*notion incompréhensible pour la majorité des autochtones*". L'inadaptation de la consommation indigène renvoie, elle aussi, à un défaut d'éducation: "*ils sont restés pour la plupart des semi-primitifs*".

La position de Doucy et Feldheim reste au fond identique à celle de l'ethnologie de gouvernement. Si le social est bien considéré comme l'axe principal des réformes coloniales, les critiques se portent sur la politique paternaliste qui retarde l'éclosion d'une conscience sociale nouvelle, mais qu'il importe de transformer progressivement "*sans*

social. (...) Dans cet objectif de restauration, "le sociologue doit se placer, dès l'origine de ses travaux, dans une perspective d'intégration des cultures. (...) Quand on interroge un malade, on ne lui demande pas quels sports il pratique, mais les maux dont il souffre..."

À ce programme de recherche auquel souscrivaient, pour la plupart, les intervenants sociologues, Malengreau ajoutait une orientation psychologique dominante fondée sur l'observation des évolués. "*C'est en fonction de leur psychologie [les déracinés] que devront s'élaborer les structures sociales de demain*".

Quant aux maux qui signalaient une société anomique, il ne renvoyaient pas seulement au *cultural contact*, mais aux formes particulières de la situation coloniale belge: le piège tendu aux évolués, "*l'imposture que nous avons laissé s'accréditer parce qu'elle servait nos intérêts immédiats, l'imposture de notre supériorité foncière et de l'infériorité congénitale des peuples africains (...) l'absence de soutien accordé par les coloniaux à ceux qui firent le choix de notre weltanschauung, de notre paternalisme à l'égard des travailleurs indigènes complètement inadapté au complexe psychologique et sociologique dans lequel il s'insère, la dénatalité qui dans certaines régions semble avoir brisé le ressort de la race*".

*chercher à lui substituer un régime politique fondé sur une conscience ouvrière absente".*⁴³

Si les thèmes favoris des ancêtres de l'institut Solvay (conservation des populations indigènes, politique de recueillement, administration indirecte, et chirurgie sociale dite de "stoppage") ne sont plus de mise, l'anti-modèle de l'évolué reste pour sa part très couru. À la production de clercs, encouragée par le dispositif scolaire doit se substituer *"la formation progressive d'une classe ouvrière autochtone, consciente de son existence propre, de sa signification sociale, du rôle éminent qu'il lui appartient de jouer"*.⁴⁴

L'existence de syndicats indigènes, préalable à la formation d'une conscience ouvrière, imposée par les pouvoirs publics, apparaît regrettable parce qu'elle risque d'installer un fossé entre une toute mince élite et la masse des travailleurs. De surcroît, ces formes institutionnelles vides pourraient se voir transformées en instruments de lutte contre l'occupation européenne et mises au service du *"désir immanent de transposer la lutte des classes en lutte des races (...). La politique sociale, pilier du nouveau régime doit donc se concentrer sur une phase de pré-syndicalisme privilégiant l'enseignement professionnel, le développement des coopératives et des mutualités"* (1952, p. 112-113).

La critique adressée à la politique dite d'assimilation reste au fond du même ordre. Ici encore, c'est sa nature essentiellement administrative et son absence de progressivité contrôlée qui est contestée. De surcroît, la procédure d'immatriculation privilégiait trop exclusivement les clercs au détriment des élites ouvrières, artisanes et techniciennes. En outre, cette mesure ne semblait fondée sur rien d'autre que des critères d'européanisation, ignorant *"l'impossibilité de modifier dans leurs fondements profonds les caractères somatiques des populations autochtones"*, ignorant de même la différence de niveau considérable entre les civilisations en présence et la complexité des processus d'acculturation (1952, p. 134).

Lors d'une étude empirique, le même duo proposa une ébauche de la stratification sociale de la nouvelle société indigène qui dessinait le paysage d'une évolution différentielle.

La première catégorie était composée des évolués, *"qui donnent l'impression d'être européanisés, qui semblent vouloir se substituer aux Blancs pour dominer les autres Noirs dont ils sont détachés"*. Voués qu'ils étaient à devenir une classe dominante par les défauts de la politique scolaire suivie jusqu'ici.

La classe moyenne, formée des artisans, gens de maison, commerçants, se montrait *"plus stable, plus propice à collaborer avec l'européen. (...) Les sociétés qui s'y développent, sauf quelques mouvements religieux, participent surtout du besoin de*

⁴³ A. Doucy et P. Feldheim 1951, pp. 393-417.

⁴⁴ A. Doucy et P. Feldheim 1952, p. 155

s'intégrer dans un monde étranger". Plus conséquente dans sa consommation, moins prompte aux prestations oratoires et à l'ostentation, *"la classe moyenne se montrait politiquement la plus réaliste"*. Dès lors, tout porte à croire que *"ce groupe évoluera selon son génie propre; l'influence européenne sur lui se cantonnera davantage sur le plan technique"*. Pour toutes ces raisons il est permis d'y fonder des espoirs sérieux susceptibles de faire contrepoids aux effets pervers de la culture artificielle et dépourvue de morale des évolués.

Le troisième groupe reste régi par *"les normes tribales et les affinités raciales"*, pauvre et *"composé le plus souvent de célibataires aussi dépaysés dans les camps que les cités"*. Il requiert un investissement social de base massif.⁴⁵

En fait, et bien que Doucy rappelle le souci de fabriquer un Africain meilleur plutôt qu'un Africain européenisé, la référence à la singularité raciale-culturelle bantoue n'indique plus ni une fin conservatoire en soi, ni une impossibilité définitive, mais fournit une technique d'acclimatation contrôlée dans le long terme. S'il en était autrement, on ne comprendrait pas les nombreuses références aux mutualités, coopératives ou à l'enseignement professionnel qui ne sont pas moins marquées du sceau de la modernité occidentale et blanche.

Malgré quelques notations indiquant davantage une critique des procédures de "civilisation" qu'une analyse des exigences présentes du capitalisme congolais, ou une tentative quelconque de se placer au point de vue de l'indigène ou encore de rendre compte de la structure d'ensemble des rapports sociaux coloniaux, la science sociologique appliquée —et bien éloignée des premières formulations du maître bruxellois (Janne)— renforçait la perception dominante et officielle du problème colonial comme un problème social-éducatif.⁴⁶

⁴⁵ A. Doucy et P. Feldheim, *Notes sur quelques effets de l'industrialisation dans deux districts de la province de l'Équateur*, Unesco, 1956, pp. 716-740).

⁴⁶ Une critique identique était faite aux organismes sociaux qui, les auteurs le reconnaissant pour l'avoir observé, ne suscitaient pas la participation attendue ou voyaient celle-ci étroitement conditionnée par les avantages immédiats octroyés. En lieu et place des notions de puériculture, de tricot et de crochet (!) les experts pionniers de la dimension culturelle de la colonisation de développement conseillaient aux assistantes sociales d'utiliser les objets familiers de l'environnement africain pour n'introduire qu'ensuite les améliorations techniques (op. cit. Unesco 1956).

III. 3. La sociologie clinique

L'investissement universitaire liégeois au Katanga conduira à son terme cette tentative de rationalisation et de guidance de "l'évolution sociale" au Congo, sans pour autant produire, malgré le faible habitus colonial des protagonistes, une révision théorique de la question sociale dans la colonisation de développement.

Plusieurs raisons nous ont conduit à décrire plus longuement cette expérience tardive. En premier lieu, elle pousse à son terme la revendication et les prétentions du rôle du savant, qui dépassera le rôle d'expert de l'administrateur ou de conseiller du prince, pour atteindre à la conception, la réalisation et la direction d'expériences sociales, ou mieux, d'expériences de *fabrication d'un milieu social*. La sociologie mobilisée ici par R. Clemens revendique des *fonctions cliniques*. En second lieu, elle met en exergue une démarche multidisciplinaire dans un objectif de développement communautaire en ville, et de développement intégré autour de grands projets d'aménagement en zone rurale. La faiblesse de la capacité de théorisation et de "rupture épistémologique" semble n'avoir pour égal que l'immense prétention à l'ingénierie sociologique. Elle illustre enfin la profondeur de l'illusion que peuvent entretenir des milieux académiques ou scientifiques dès lors qu'une part, si faible soit-elle, de l'espace social semble devoir être soumis à leur empire. Nous avons eu la chance de rencontrer de nombreux acteurs de cette "aventure", non seulement parce que d'aucuns sont liégeois, mais plus particulièrement parce que les plus nombreux y prirent part alors qu'ils étaient très jeunes. Mais la raison principale qui nous a poussé à relater l'intervention tardive au Katanga, c'est qu'elle constitue, par sa naïveté ou ses énormes prétentions, l'une des dernières mobilisations savantes pour le Congo. Elle couvre par ailleurs la fin de la colonie et le début de la "coopération universitaire".

IV. L'Université de Liège au Katanga. De l'opportunisme académique aux confins de l'utopie scientifique

"Il y a évidemment quelque chose de fascinant à créer un monde à notre image au milieu de peuples demeurés à l'âge des grandes fougères (...).

Jamais le Congo n'a pu faire appel à un nombre suffisant de spécialistes pour que toutes les résultantes d'un acte soit prédites et pesées par une étude convergente pluridisciplinaire (...) À Mangombo, nous avons la chance d'être maîtres du jeu. Nous allons créer un système éducatif directement ancré dans le milieu rural katangais, tout en respectant au maximum la civilisation indigène" (Discours du Recteur Dubuisson de retour de la mission décisive à la colonie lors de la rentrée académique de 1956).

IV. 1. Petite histoire d'une mobilisation institutionnelle ou comment les sciences se donnent des objets

D'un point de vue institutionnel, il est incontestable que l'Université de Liège, qui sera la dernière à se doter d'une fondation congolaise et qui n'a pris part que marginalement à la redéfinition de l'espace savant colonial de l'après-guerre, a accumulé un retard considérable, redoublé par la faiblesse relative de ses enseignements coloniaux et l'absence de développement ethnologique dans les cursus. Elle dispose cependant d'un atout: la présence assez importante d'ingénieurs issus de cette institution dans l'encadrement des grandes entreprises du Katanga.

Le point de départ de cette mobilisation doit être situé dans la délégation, à des universitaires métropolitains par le CEPSI, des fonctions de recherche qu'il s'était attribué. Cette réorganisation correspond à un surcroît considérable des financements offerts par l'Union minière sur les énormes bénéfices engrangés à l'occasion de la flambée des cours du cuivre occasionnée par la guerre de Corée.⁴⁷

La vocation coloniale tardive des liégeois repose sur une poignée d'universitaires emmenés par le recteur Dubuisson, les professeurs Brühl (médecine) et Clemens (sociologie) qui vont investir le champ colonial. Fourmarier et Campus apparaissent,

⁴⁷ C'est en 1955 qu'est amorcée la coopération entre l'Institut de sociologie de Liège et le CEPSI, mais tout porte à croire que les premiers contacts sont noués dès 53 grâce aux relations entre l'*Alma mater* et ses anciens diplômés actifs dans la direction des grands groupes industriels du Katanga.

pour leur part, comme les héritiers académiques des macro-ingénieurs. Un petit groupe d'hommes peut ainsi être identifié, jouant un rôle moteur dans cette entreprise universitaire outre-mer.⁴⁸

La coalition de l'ULg et de l'Institut agronomique de Gembloux dans FULRÉAC correspond à un impératif pour une université qui ne dispose pas de Faculté d'agronomie "maison" et qui joue la carte de l'interdisciplinarité, mais elle répond sans doute également à un choix stratégique pour l'Institut de Gembloux, qui n'a cessé de se heurter au monopole universitaire de Louvain et à son hégémonie sur les services agricoles du Gouvernement général et sur l'INÉAC.

L'entrepreneur Recteur Dubuisson qui est à la base de cet accord ne faisait pas mystère d'une possible intégration de l'Institut agronomique dans l'Alma mater liégeoise.

Cet horizon de politique universitaire n'est sans doute pas étranger à l'opposition immédiate de FULRÉAC aux paysannats considérés comme des échecs, ainsi qu'à l'insistance mise à définir les questions de développement rural comme des problèmes d'essence peu technique: une pierre dans le jardin de l'INÉAC⁴⁹.

⁴⁸ Le Professeur Bouillenne, botaniste et représentant de l'ULg au C.A. de l'IRSAC jusqu'en 1952, bénéficie d'un mandat de mission au Congo dès 1953. La même année, le professeur Tulippe prend pour objet d'une étude empirique un paysannat du Kasai (*Le paysannat indigène au Kasai*. Cercle des géographes liégeois, Liège, 1955).

Le patrimoine de l'Université de Liège crée en 1954 des mandats coloniaux: 120 000 FB en 1954, 450 000 en 55 (trois mandats en 54, six en 55) et autant en 56. Des bourses sont mises à la disposition d'étudiants finalistes par l'OTRACO (office des transports du Congo). C'est également à partir de 56 que Biebuyck, l'un des tout premiers ethnologues professionnels formés dans la foulée de la constitution de l'IRSAC, se voit proposer par l'ULg un cours d'ethnologie et de linguistique bantoue (il n'assurera jamais ce cours) Une bourse spécifique à cette matière sera accordée annuellement à un étudiant.

L'année 1955 marque le début de la mobilisation liégeoise pour le Congo. Un numéro du *Bulletin de l'Association des Amis de l'Université de Liège* est préparé par quelques professeurs intéressés à l'évolution de la colonie. C'est un véritable plaidoyer pour une mobilisation de l'université sur les terrains coloniaux. Le Congo fait l'objet des discours de rentrée académique de 1956 et 1957.

Le professeur Clemens dirigera l'Institut de sociologie jusqu'à la fin des années 70.

⁴⁹ Le principal agronome de l'Institut mobilisé par FULRÉAC est à ce point catégorique que ses conclusions deviennent contradictoires avec l'emphase scientifique: "*il ne s'agit ni de recherche scientifique, ni de recherche en sciences appliquées. Les données techniques sont connues. (...) Il s'agit avant tout de problèmes humains. Il faut voir comment des méthodes techniques complexes peuvent être introduites parmi des populations sous-évoluées, (...) il s'agit d'adapter des programmes complexes à des populations dont l'éminente bonne volonté ne fait pas de doute, mais peu évoluées intellectuellement*" (L. Sine, 1960).

Quant à la sociologie qui réclame —et à laquelle on reconnaît volontiers— un rôle de premier plan sur le terrain colonial dont elle a été particulièrement absente jusqu'ici, il importe de noter qu'elle connaît une renaissance notoire en métropole et qu'elle tente de prendre position depuis 1950 face à une demande internationale, et plus particulièrement sur le terrain de l'action et de l'assistance sociale⁵⁰.

Dès 1956 les professeurs liégeois Lambrecht (médecin nutritionniste) et Clemens (sociologue) amorcent une recherche empirique extrêmement minutieuse sur l'alimentation en milieu coutumier.⁵¹

L'Institut de sociologie de l'Université de Liège fait de Katuba un lieu de concentration des recherches en milieu urbain africain et un lieu d'intervention sociale de type assistanciel tout d'abord, puis "communautaire" par la suite.⁵² L'Institut de sociologie de

⁵⁰ R. Clemens (1952) entrevoyait les nouveaux rôles qui pourraient échoir aux sociologues. "*Ces nouveaux rôles exigent une formation de sociologue et une formation correspondante du sens clinique*". Notons au passage que cet article, publié en 1952, qui visait à défricher et à légitimer ce nouvel espace d'intervention sociologique, ne comportait aucune référence à la situation du Congo (*Sociologie et applications cliniques de la sociologie* 1952).

La seconde Société belge de Sociologie voit le jour en 1947.

À l'initiative de Georges Smets, directeur de l'Institut de sociologie de Bruxelles, professeur à l'ULB et considéré comme un ethnologue du R-U, une proposition est faite à plusieurs professeurs des quatre universités du pays. Elle est motivée notamment ainsi: "*il y aurait grand intérêt à constituer une société belge de sociologie. L'existence de cette société rendrait possibles les relations avec l'Unesco et celles-ci faciliteraient sans doute la mise en train et l'exécution de travaux qui exigent des ressources dont nous ne disposons pas*" (cité par de Bie, p. 126).

En effet, l'UNESCO pousse à la création d'associations savantes nationales susceptibles de concourir sur le nouveau marché de l'expertise.

Le premier président sera E. Dupréel (Louvain); lui succéderont des professeurs des quatre universités. Parmi les 17 membres de la Société on compte, outre Dupréel et Leclercq (Louvain), Clemens et l'historien Harsin (Liège), David, Goriely et Doucy (Bruxelles), Mertens et Leplae (Gand).

Cette institution sera relativement active jusqu'en 1971, date à laquelle francophones et néerlandophones se doteront d'institutions spécifiques.

⁵¹ Depuis les années trente, les autorités du Congo et de l'UMHK s'intéressent de près à "*l'alimentation des indigènes*". C'est notamment le cas du Docteur Motouille, médecin, directeur adjoint en Afrique de l'UMHK, membre de l'IRCB et de la Commission pour la protection des indigènes (voir L. Motouille 1939).

⁵² Katuba, quartier du centre extra-coutumier d'Élisabethville dont la population a décuplé depuis 1941 pour atteindre 100 000 habitants en 1956. Katuba, l'un de ses quartiers périphériques les plus récents, compte 30 000 habitants à la même date et devient une commune en 1957. Le peuplement y est récent et composé "*d'un millier de travailleurs clerks ou ouvriers occupés par l'UMHK, la compagnie du BCK...*

Bruxelles s'installe dans un autre quartier indigène, la Ruashi, autour d'un dispositif socio-éducatif. Ces entreprises universitaires correspondent à la nouvelle concurrence qu'introduit la création d'une université officielle à Élisabethville. "*La présence trop exclusive de chercheurs de l'Institut Solvay ne plaisait pas à de nombreux cadres catholiques des grandes entreprises qui avaient participé au CEPSI.*"⁵³

L'organisation administrative du CEPSI est entièrement revue en 1955. L'année suivante, il est doté d'un fonds de 200 000 000 francs par ses "ombres tutélaires", c'est-à-dire principalement l'UMHK. Une contribution supplémentaire de 13,5 millions doit être attribuée pour moitié à la recherche scientifique et pour moitié aux "expérimentations sociales". Cette dernière appellation vise à éviter les susceptibilités possibles de l'IRSAC, nouveau monopoleur des sciences coloniales à la suite de l'IRCB. Il est clair cependant que les interventions des universités se situeront en outre sur le terrain de la recherche.⁵⁴

La direction du CEPSI a redéfini très clairement ses objectifs de travail, alors que l'arrivée inédite d'un ministre libéral aux Colonies, jusqu'ici fief social chrétien, augure d'une accélération des réformes. Elle s'adresse à des professeurs experts que sont Doucy (ULB), Clemens (ULg) et Malengreau (UCL- Lovanium). À ses yeux, l'ampleur du travail de recherche impose de recourir à une équipe universitaire. Les sociologues,

un millier de clercs occupés par d'autres entreprises industrielles ou commerciales ou par les services publics et quatre à cinq mille travailleurs manuels de métiers divers ou sans métier défini. Katuba compte huit cent commerçants environ" (P. Minon 1960 p. 4).

Rappelons qu'au Katanga la majorité absolue de la population vit dans ou à la périphérie immédiate des centres urbains. Chaque poussée de chômage voit ressurgir les tentatives de renvoi en milieu coutumier. À chaque reprise, on redécouvre les bienfaits du mouvement naturel du "facteur travail". On passe très vite d'un problème de gestion de marché de l'emploi à un problème administratif, puis à une problématisation de classes dangereuses avec l'attention portée sur les groupes les moins productifs: jeunes gens, femmes, nouveaux migrants. Notons cependant que l'immense mouvement de prolétarianisation-urbanisation a fait éclater l'espoir d'une stabilisation totalement contrôlée de la main-d'oeuvre.

Le centre extra-coutumier d'Élisabethville dans son ensemble avait fait l'objet d'une étude de Grévisse, ancien administrateur et directeur du CEPSI dont les résultats sont publiés en 1951 (F. Grévisse 1951).

⁵³ Interview de P. Minon qui fut l'un des premiers chercheurs de l'Institut de sociologie liégeois à Élisabethville.

⁵⁴ Le CEPSI devient dès lors un opérateur économique régional qui construit des routes, gère des homes, etc. Il a mis sur pied des comités dans la plupart des centres industriels du Katanga. On lui doit quelques réalisations d'infrastructures routières et d'aménagement des cités, ainsi qu'un système de prêts au logement. Il sera aussi l'élément clé du projet pilote de FULRÉAC (Fondation de l'Université de Liège) en milieu rural, le centre de Mangombo.

longtemps absents des structures scientifiques au Congo —notamment, on l'a vu, de l'IRSAC— font donc une entrée détournée sur le terrain colonial.

Dès la mission de 1956 dirigée par le Recteur liégeois, des assurances sont données par l'UMHK. Les perspectives de collaboration avec le CEPSI se concrétisent et une première mission interdisciplinaire est préparée par un groupe d'universitaires katangais et des experts du CEPSI. La fondation FULRÉAC est créée à l'ULg en 1956. Elle est le fruit d'une étroite collaboration avec les agronomes de L'Institut de Gembloux. À l'origine, le CEPSI s'engage financièrement mais une convention sera signée avec les autorités coloniales et le ministère des Colonies en 1958. FULRÉAC se voit confier la gestion de l'école d'horticulture que le gouvernement de la colonie entend professionnaliser. En 1957, à la suite de nouveaux accords entre la CAPU (commission administrative du patrimoine de l'université) et le CEPSI, celui-ci prend en charge les missions de douze "chefs de mission" et de neuf "chargés de mission" liégeois. Dès la fin de cette année, les crédits gouvernementaux sont acquis pour une somme de dix millions de francs belges. Les crédits gouvernementaux seront encore de 7,7 millions en 59 et 3,5 en 60 (Grogna 1987). Dès la sécession, des accords sont pris avec le ministère katangais de l'agriculture et garantis par le CEPSI. En 1963, le centre expérimental rural de Mangombo est en mesure de s'autofinancer. Comme le notera plus tard le Recteur, l'investissement africain de l'Université de Liège ne lui aura pratiquement rien coûté.

"Gembloux est associé à l'affaire sans enthousiasme, au début. Nous avions déjà des chercheurs qui s'occupaient de nutrition. L'idée est qu'il faut faire quelque chose pour l'hinterland et là, les agronomes sont incontournables.

Gembloux est anti-INÉAC et aussi anti-IRSAC me semble-t-il, car ces institutions (surtout l'INÉAC) ont privilégié Louvain. Les paysannats que nous ne tenions pas en grande estime sont largement aux mains des agronomes de Louvain. À cette époque nous étions, nous Université de Liège, assez distants envers Louvain.

En fait l'INÉAC n'était pas suffisamment sur le terrain"

Très certainement, il s'agissait aussi de contrer l'ULB mais ce qui importait surtout, c'est que l'UMHK veuille jouer la carte du développement du Katanga, mais pas apparaître comme tel. L'UMHK ne veut pas se mettre trop en avant pour ce qui concerne les problèmes sociaux. Le CEPSI se réfugie un peu derrière FULRÉAC. Il n'exécute pas, mais finance et conseille.

D'ailleurs, les Noirs appelaient FULRÉAC... le CEPSI.

En fait, le CEPSI finance les recherches qui l'intéressent et il est sélectif de ce point de vue. Le patrimoine de l'Université de Liège ne dépense rien ou presque rien: 1 000 000 par an, ce qui payait quelques voyages. Puis, nous avons eu une convention avec le ministère. L'UMHK n'apparaissait jamais comme payeur" (Interview de Mme Coppin qui dirigeait l'administration de FULRÉAC en Belgique).

Les objectifs exclusivement katangais du CEPSI que l'on retrouvera dans le mémorandum adressé à la première mission liégeoise sont les suivants:

- Organiser systématiquement la recherche scientifique pour ce qui concerne les problèmes sociaux du moment (Manifestement l'IRSAC, institution qui se veut scientifique et indépendante est court-circuitée).
- Réaliser des expériences sociales susceptibles de concourir à reclasser dans la société la jeunesse vagabonde des centres extra-coutumiers.
- Améliorer durablement le sort des populations rurales de "l'hinterland".
- Décongestionner des grandes agglomérations et CEC, contrôler l'exode rural et la perspective du retour d'une partie de la population surnuméraire. Une exigence qui deviendra pressante avec la croissance du chômage urbain à partir de 1957-58.

L'Union Minière et les «lumières de la ville»

"Le développement industriel provoquait un exode rural qui posait problème au niveau rural et surtout au niveau urbain: on ne contrôlait rien. Autour des cités construites pour autant de travailleurs venaient des milliers d'autres et les cités se développaient en immenses bidonvilles. On ne savait pas expliquer cette attraction des Noirs pour les lumières de la ville. On ne savait qu'en faire, alors qu'il fallait freiner l'abandon des centres coutumiers.

L'UMHK, à travers le CEPSI, a donc des moyens et des raisons de demander l'aide d'institutions de recherche. L'idée est qu'une compréhension scientifique est indispensable à toute action correctrice. (...) Les moyens ont été énormes. Une fois les investissements d'infrastructure faits, que pouvait faire l'UMHK? On ne pouvait augmenter les salaires des cadres sans soulever un tollé parmi les petites entreprises qui n'auraient pas pu suivre, on ne pouvait augmenter le salaire des Noirs, ce qui aurait conduit à redoubler les problèmes que l'on essayait de résoudre. Au lieu de cacher l'argent, on l'investit donc dans ce CEPSI et les recherches universitaires. Il s'agissait principalement d'essayer de comprendre l'indigène et ses motivations d'abandon du village et surtout d'étudier ce qui se passe en ville. Les Blancs:

très peu connaissent les cités; les anthropologues en savaient très peu de chose car en fait l'argent destiné à la recherche est un fait nouveau. Jusque-là, la recherche agronomique est privilégiée. **Mais jusque-là on a l'impression que rien n'a été fait réellement pour faire un agriculteur noir**" (Interview de J. Falyse, chercheur, puis directeur administratif de FULRÉAC au Katanga).

La première mission interdisciplinaire fournit une certification scientifique aux thèses du CEPSE en tranchant le débat, jusqu'ici controversé, en faveur de l'urgence d'une décongestion urbaine. Les raisons de déconcentrer liées au contrôle administratif, social et politique sont décrites comme évidentes. Le laisser-faire argumenté par ceux qui plaident en faveur d'une "révolution industrielle et urbaine naturelle" est qualifié de position non scientifique. Les arguments économiques renvoient aux coûts et aux déséquilibres du marché de l'emploi. Sur le plan social, c'est l'anomie qui guette, car "*le milieu indigène était sur le plan psychophysiologique, exclusivement adapté au monde de la brousse*". Dès lors qu'il imite le groupe dominant, l'indigène opte pour le niveau de vie de celui-ci" sans avoir le psychisme qui a produit ce niveau de vie" (FULRÉAC, Premier rapport, pp. 15-16).

La décongestion est conçue comme le fruit de mesures visant à rendre rémunérateur le travail agricole en brousse, mais aussi, de manière plus directe, elle résulte de mesures de refoulement régulièrement pratiquées jusqu'ici sans accompagnement et dès lors, dépourvues de succès réel.⁵⁵

L'idée d'une création de cités satellites est abandonnée rapidement, moins pour des motifs scientifiques qu'en raison des choix budgétaires de l'UMHK⁵⁶. Il semble préférable de revitaliser la brousse. Un important travail de recherche prend pour objet la mise en valeur —notamment piscicole— des lacs de la Lufira, Mwadingusha, Koni et N'zilo. Il s'intègre dans un plan de développement régional. La décongestion et l'organisation des cités urbaines se doivent ainsi d'être parallèles à une revalorisation globale du monde rural qui est en fait marginal au Katanga.

Plus généralement, le recours aux sciences métropolitaines vise à définir "*les traits généraux d'une politique économique-sociale du haut-Katanga et les moyens*

⁵⁵ FULRÉAC, *Mission scientifique interdisciplinaire d'étude du Haut-Katanga*; Université de Liège, 1957.

⁵⁶ Il s'agissait de meubler la périphérie des grands centres industriels de cités de transit où un enseignement professionnel et civique aurait permis de trier les candidats à l'exode industriels, tandis qu'un enseignement agricole aurait contribué à fabriquer de jeunes agriculteurs destinés au retour en brousse ou au travail dans des paysannats. On prévoyait aussi que ces cités accueilleraient, en outre, à titre de formateurs, les vieux ouvriers industriels qui ne voulaient plus rentrer en zones coutumières.

psychosociaux à mettre en oeuvre pour y rallier les populations européennes et indigènes." (FULRÉAC, premier rapport, op. cit.).

L'intervention scientifique liégeoise est aussi celle qui pousse le plus loin la référence à l'interdisciplinarité et à la conception scientifique globale des problèmes dits de développement. À raison ou à tort, le sentiment s'installe qu'enfin une marge de manoeuvre réelle est offerte à la Raison impartiale et à la logique du diagnostic scientifique.

Le débouché des étudiants n'est d'ailleurs pas la priorité des autorités académiques qui voient surtout dans l'opportunité katangaise un possible développement de la recherche. À vrai dire, les tiraillements autour de l'IRSAC n'ont jamais cessé. L'université de Liège n'y occupe pas la position qu'elle souhaite. D'emblée, les missions liégeoises au Katanga proposeront une nouvelle intégration de l'IRSAC au sein des organismes scientifiques universitaires belges (Grognon 1987).

Huit ans après la fondation de l'IRSAC, les enjeux scientifiques relatifs au Congo sont donc beaucoup plus précis, mais la rhétorique savante est d'une remarquable constance qui fait à nouveau retentir les trompettes des sciences coalisées, invitées à la tête de la relève de la Civilisation. Les professionnels de la recherche et de l'enseignement universitaires réaffirment que le progrès des sciences est au coeur du progrès économique et social. J. Van Hove, juriste, notable colonial conservateur, catholique et chargé de cours à Liège, exprime bien alors l'urgence "*d'une politique scientifique sur laquelle fonder la colonisation*" et concède: "*trop longtemps la recherche a procédé en ordre dispersé*" (Van Hove 1955). Les retards pris dans l'exécution du plan décennal de développement du Congo apparaissent à tous comme le fruit de lacunes scientifiques. À chacun dès lors de justifier ce constat du point de vue de sa discipline. Le Recteur liégeois proclame: "*l'évolution du Congo ne se fera pas sans développement continu des activités scientifiques*".

Ce "regard lointain" sur la question coloniale met en oeuvre un puissant schème métaphorique en guise de doctrine. Ce schème calque littéralement le développement d'une société sur l'imagerie de la conquête scientifique.

À l'indigence des connaissances quelque peu validées répond l'insistance sur la méthode. Alors que le vide théorique est patent chez les premiers *social scientists* chargés du développement global d'une région entière, la transposition de l'idéal type de la production de la connaissance et du credo hypothético-inductif auquel adhèrent en masse

les sciences sociales d'après-guerre, donne le change... et quelques illusions de taille alors que la revendication d'indépendance à déjà été formulée par des cercles d'évolués.⁵⁷

"Coloniser c'est pour un peuple gouverner un autre peuple moins avancé dans le développement qu'appellent les structures du monde contemporain. Une telle oeuvre de gouvernement s'exécute par une action coordonnée et progressive de développement dans tous les domaines d'expansion de la vitalité humaine: de l'équipement et de l'utilisation des ressources de toute nature à l'amélioration de la santé, à l'éducation, à la culture, à l'édification des institutions. Elle avance par étapes successives, à chaque fois appuyées par des résultats des étapes antérieures, depuis les solutions peu à peu libératrices par des pressions engendrées par les nécessités impérieuses de l'urgence jusqu'aux constructions —matérielles et morales— commandées par les impératifs d'un développement continu (...).

Les tâches de demain réclament davantage; à la fois plus d'hommes et toujours plus de sciences... on attend du personnel colonial une qualification universitaire de plus en plus haute. Et l'oeuvre de colonisation réclame par elle-même un apport croissant des institutions universitaires créatrices de science" (*Bulletin des Amis de ULg* n° 3, 1955 pp. 1-2).

IV. 2. L'espace propre des sociologues

Le cadre théorique originel, dressé pour fonder la problématique d'intervention, n'est sans doute pas très original au regard des poncifs qui scandèrent les appels à la science au profit de la colonie depuis 1910. L'intervention elle-même est d'ailleurs prioritaire et la multiplicité des problèmes rencontrés semble donner à penser qu'il faut surtout faire quelque chose⁵⁸. La demande du CEPSI a d'ailleurs largement défini la réponse de l'expertise universitaire. L'offre scientifique adoptera rapidement le vocabulaire

⁵⁷ Le développement passe par des étapes, chacune s'appuyant sur la précédente dûment vérifiée. Le développement requiert l'étude empirique, la conjugaison de démarches empiriques permettant de dresser un modèle, etc. Le sous-développement est lui-même perçu comme le résultat cumulé de carences dans la saisie et la direction scientifiques des réalités africaines. L'aboutissement de cette transposition sera la création et le "*contrôle expérimental et interdisciplinaire d'une communauté de véritables paysans bantous*" (Clemens).

⁵⁸ "Tout le monde était d'accord sur le principe: la mission s'efforce de trouver un moyen de passer à l'action" (le Recteur Dubuisson, L'université de Liège au Katanga, Discours de rentrée académique, octobre 1957. Université de Liège, Ouverture solennelle des cours, 1957, p. 38).

"communautaire" concoté alors par l'UNESCO, puis se reconvertira en coopération scientifique au développement dès la double indépendance du Congo et du Katanga.⁵⁹

IV. 2. 1. Les fondements théoriques de l'intervention sociologique

Aux yeux de Clemens, comme à ceux de nombreux observateurs, "*le développement est un fait*". La question majeure est d'y adapter les populations.⁶⁰

La problématique est d'emblée psychosociale. Elle devient davantage sociale à partir de 1957 avec les nombreux licenciements de travailleurs qui deviennent sources de problèmes dans les cités.

Si le développement économique et social est un phénomène connu qui relève fondamentalement de l'investissement économique et de la croissance démographique, ces questions se posent différemment dans les pays développés et dans les pays sous-développés où "*l'on ne sait pas ce qu'on peut attendre des réactions des hommes*". Devant une telle incertitude, le déficit tient tout entier en un *community development*, le développement communautaire, ou "*comment rendre les gens plus enclins à admettre le changement*" (Clemens 1960). Grâce au maître mot qu'est la participation, le cadre analytique du développement semble se substituer à celui de "l'Oeuvre" dans une cohérence conceptuelle remarquable. En 1960, Clemens peut se référer à la définition donnée par l'UNESCO du développement communautaire.⁶¹

À peine "initié" aux questions coloniales, l'équipe liégeoise, à pied d'oeuvre dans la "grande féodalité katangaise" (expression de Vanderlinden), est pourtant porteuse d'une vision extrêmement culturaliste des sociétés congolaises et de l'homme bantou. L'imaginaire hiérarchique racial n'étant plus de mise, c'est l'adaptation du milieu qui

⁵⁹ Alors que le Congo est à quelques semaines d'une indépendance dont la date est fixée, le Recteur décrit le village expérimental de Mangombo comme une "*véritable action d'assistance technique à des populations sous-développées*" (Dubuisson 1960). Il rappelle que la contrainte avait été exclue des méthodes mobilisées dès l'origine au profit de la persuasion et de l'imitation.

⁶⁰ R. Clemens 1959, p. 21.

C'est effectivement Clemens qui règne sur l'équipe liégeoise au Katanga formée d'un dizaine de chercheurs et d'intervenants sociaux sur le terrain. Au niveau institutionnel, le développement social urbain est le fief de l'Institut de sociologie, tandis que le développement rural, cogéré avec l'Institut agronomique de Gembloux, est chapeauté par la fondation FULRÉAC et le Recteur. Clemens joue cependant un rôle effectif de direction dans les activités de FULRÉAC.

⁶¹ Pour rappel: "*changer les habitudes et les pratiques qui font obstacle aux progrès économique et social, créer une atmosphère favorable à ce progrès et, d'une manière plus générale, rendre les habitants plus enclins à admettre ce changement*".

fonde "l'hétérogénéité foncière des sociétés humaines, résultat d'une évolution multimillénaire". À l'échelle de l'Histoire, "le contact entre les deux civilisations vient de se produire", l'Occident étant identifié aux forces de développement économique, la colonisation réduite elle-même à ce contact, sans qu'aucune mention ne soit faite d'un quelconque fait de domination! (Clemens 1959).

Si le *management* du changement social est un terrain tout désigné de l'intervention sociologique, on souligne que le contexte colonial impose, plus encore qu'ailleurs, la connaissance des hommes. "C'est que les sociétés qui entrent en contact sont tellement éloignées l'une de l'autre après une évolution historique mutuellement isolée que la différence ethnique et la différence de type culturel ne permettent pas d'agir avec quelques chances sur le milieu si l'on ne s'applique méthodiquement à la connaissance des hommes."

En ce domaine, le temps n'est plus à l'amateurisme ni à la bonne volonté. Les sciences sociales, malgré leur jeunesse, se trouvent devant un nouveau défi: "les besoins apparaissent considérables dans le développement du Congo... et c'est dans le domaine humain, ou dans la manière de conduire les hommes, ou si l'on veut dans la manière dont on réalisera humainement tous ces progrès, que, dans l'évolution actuelle du monde, sera finalement jugé le leadership de la Belgique au Congo et que se jouera l'avenir des Belges en Afrique" ⁶².

"

Affirmant l'universalité et la "dimension fondamentalement sociale des problèmes de la vie en société", Clemens cerne le propre du "social colonial" à travers trois éléments:

- la coexistence et les rapports sociaux entre gens de deux races.
- la "différence profonde des états culturels, c'est-à-dire des traits de personnalité, du genre de vie et du système des valeurs de l'une ou l'autre race.
- la transformation accélérée du monde noir, où "les premières résistances sont déjà surmontées par un ébranlement général des traditions ancestrales".

Mais les adaptations psychosociales ne se réalisent pas naturellement aussi vite. Le diagnostic porté à ce niveau n'est guère autre chose qu'un nouveau morceau de choix de l'éternelle bantouté: "il ne semble pas que les éléments de la personnalité bantoue se modifient véritablement. (...) Les coutumes anciennes se relâchent mais témoignent d'une persistance indubitable". Et Clemens d'invoquer "la persistance de traits culturels fondamentaux après plusieurs siècles de transplantation d'Africains outre atlantique".⁶³

⁶² R. Clemens 1955.

⁶³ Appréciation tenue à l'époque, et pas seulement par le Dr Habig, comme une vérité scientifique. Quant à la persistance des traits culturels bantous, on notera qu'une initiation à l'ethnologie congolaise publiée par Vansina quelques années après l'indépendance avertit d'emblée le lecteur que le monde qu'elle décrit est révolu, englouti.

Les recherches menées en Belgique parmi les émigrés italiens et polonais fournissent une formule éloquente: "*les noirs sont aujourd'hui en quelque sorte sur place et collectivement des émigrants dans la culture occidentale*".⁶⁴

Aux acquis relatifs à la permanence de la "bantouité", se superpose une conception duale de la vie sociale. Travail et profession, d'une part, et famille (conjugale s'entend), d'autre part, apparaissent comme les deux terrains de prédilection du travail de développement social. Une conception duale qui se traduira très nettement dans l'entreprise de travail social et de développement communautaire et les recherches qui suivront. J. Benoît notamment, se proposant d'étudier la population active d'Élisabethville, entend examiner les "*aspects de la vie professionnelle des travailleurs et certains caractères importants de leur état socio-familial*" (J. Benoît, FULRÉAC, 1961). Dans ces deux domaines de base où s'exercent en priorité les interventions sociales par le biais de la formation générale et professionnelle et l'éducation des mères et des filles, on s'interroge: "*jusqu'où peut-on aller à chaque moment avec quelque chance de succès dans les formes nouvelles d'organisation sociale? Quelles sont les techniques appropriées?*" Le projet d'ingénierie, voire de thérapie sociale, prime sur la logique de recherche. Depuis le début des années cinquante, et dans le droit fil des origines de la sociologie en Belgique, le Professeur Clemens plaide pour une vocation *clinique* de la sociologie. De nouveaux rôles de "médecins sociaux" attendent donc, à ses yeux, les sociologues au Congo comme en Belgique (R. Clemens 1952).

Cette approche culturaliste et "clinique" semble consacrer la réorientation du CEPSI ainsi que la perception des rapports entre Blancs et Noirs en termes de problèmes sociaux (terme que Clemens substitue à "humains"): "*Les relations raciales sont nécessairement les meilleures, là où l'on a de bonnes relations sociales comme on les aurait dans des situations correspondantes là où il n'y a pas de différences de race. Il y a quelque danger pour de bonnes relations humaines à polariser l'attention sur des problèmes de race*".

Tout ceci indique aux yeux du professeur liégeois que "*nous sommes arrivés au point où la politique sociale au sens le plus large du terme, c'est-à-dire l'ensemble des actions à exercer pour le développement de la société indigène est en train de passer au premier plan des préoccupations*".⁶⁵

Pourtant, même une simple opération d'organisation du jardinage urbain suppose une référence aux soi-disant fondements de la socialité bantoue. "*L'aménagement des parcelles d'habitation dans la communauté dépend des dispositions des gens, de leurs représentations, de leurs besoins et de leurs mobiles, de leur système de valeurs, et dans cet ensemble, les représentations et les systèmes de valeur, les attitudes mêmes ont le plus souvent un caractère collectif*" (Préface à Dethier 1961 (II), p. VI).

⁶⁴ Clemens 1955, op. cit.

⁶⁵ Cette indication fait référence à la forme belge d'intégration sociale qui a vu le jour au lendemain de la

L'analyse et le projet s'affinent sur le plan de la problématique d'acculturation. *"Il s'agit, dans le milieu en voie de transformation, de favoriser la création spontanée de formes nouvelles d'action, qui répondent à partir de leur propre fonds culturel, aux situations avec lesquelles les personnes sont confrontées et aux besoins locaux (...); cette recréation de nouvelles formes d'action constitue une nouvelle étape de l'évolution culturelle du milieu"*. Le développement communautaire devient ainsi une nouvelle étape de la vie du milieu. La doctrine du "Bantou meilleur" est sauvée ainsi d'ailleurs que l'évolutionnisme sous-jacent à toutes les problématiques de modernisation.⁶⁶

Or, précisément, ce "milieu" est essentiellement perçu comme un *"milieu en crise (...) en transition"*. À propos des centres urbains: *"ces gens sont à la recherche de normes, de nouvelles règles de conduite"*, ce qui pose *"un problème de création originale de normes et met en jeu les règles d'un nouveau conformisme"*.⁶⁷

seconde guerre mondiale en instituant un vaste dispositif de reconnaissance, d'association et de concertation des partenaires sociaux. On perçoit aussi, bien entendu, les enjeux spécifiquement coloniaux que vise une telle définition alors même que la question de la discrimination, envers et contre le credo "anti-color bar" se glisse sur le terrain politique. Enfin, cette centralité des problèmes de relations entre les Blancs et les Noirs n'était qu'un écho savant à ce qui, depuis le voyage royal de 1955, était le thème principal de toute la problématique de réforme et de déségrégation au Congo. La question des relations entre Blancs et Noirs renvoyait toujours à la catégorie des *évolués, des urbanisés, détribalisés*.

Il ne fait pas de doute que l'équipe de l'Institut de sociologie de l'ULB entrevoit elle aussi les mêmes perspectives. Le pacte social de l'après-guerre en Belgique s'est appuyé sur des élites sociales issues et représentatives des "piliers". Au Congo, l'espace est bien plus disponible pour une nouvelle génération d'universitaires, "managers" du social.

⁶⁶ Les interventions liégeoises auront souvent cette particularité d'être marquées par un certain retard idéologique. Répétant des poncifs battus et rebattus ainsi que des éléments de doctrine officielle de l'âge d'or comme s'il s'agissait de découvertes. C'était particulièrement évident lorsqu'il s'agit d'invalider quelques velléités intégrationnistes ou assimilationnistes: *"il ne nous paraît pas démontré que l'Africain soit à l'heure actuelle réellement pénétrable par les philosophies et les conceptions sociales régnantes dans les pays cultivés. Il serait sage de regarder la réalité en face et, sans nier le mérite de ceux qui se sont sacrifiés pour lui faire assimiler des conceptions européennes, on peut se demander si ils n'ont pas manqué de sagesse. Plus imprudent encore peut-il être de s'efforcer de répandre, parmi les Africains, certaines conceptions sociales nées en Europe. Peut-être eût-il fallu étudier les moyens de perfectionner la morale et la société bantoues sans vouloir les transformer à notre image"* (FULRÉAC, *Le problème de l'enseignement dans le Ruanda-Urundi*, Université de Liège, 1958).

On trouve ici restaurée l'une des bases fondamentales de la doctrine de l'administration belge au Congo qui commençait à peine à être remise en question.

⁶⁷ Préface à Dethier 1961 (II).

Sur la base d'une théorisation progressive de l'acculturation, il s'agit de trouver les voies d'une mutation psychosociale soit radicale (faire des paysans rationnels), soit, plus conformément aux doctrines coloniales et en continuité avec l'idée d'une transformation progressive d'un fonds bantou, accélérer "l'évolution" déjà entamée par les processus d'urbanisation-prolétarianisation: "*transformation des valeurs, rôles et statuts sociaux, attitudes, mais aussi groupes sociaux et relations sociales*". Il s'agit d'éviter l'introduction "*d'un développement technique qui pourrait être dissocié, même partiellement des évolutions culturelles*".⁶⁸

Le développement requiert donc une technicité qui le distingue de la Civilisation... par les idées, aurait-on dit quelques années plus tôt.

IV. 2. 2. Les actions en milieu urbain. Le développement communautaire

Les assistantes sociales ont précédé les scientifiques sur le terrain katangais. Au demeurant, le paternalisme de l'UMHK a suscité un encadrement social ouvrier comportant des écoles, des foyers sociaux féminins, des cercles divers, etc.

Les recherches qui sont présentées comme des études sont en fait réalisées simultanément à la mise en place des instruments de développement communautaire. Ces recherches, auxquelles on peut reconnaître une rigueur et une certaine imagination méthodologique et qui apportent une information peu théorisée, ont une réelle valeur empirique. Il serait cependant abusif d'affirmer, comme le font leurs promoteurs, qu'elles sont "*organiquement liées*" à la conduite des opérations pratiques. Nous reviendrons plus loin sur quelques recherches qui méritent d'être caractérisées autrement.

L'indigène est-il éduicable? La réponse est tempérée ! "*Nul ne sait si son émancipation complète de l'ambiance qui l'a dominé jusqu'ici pourra se réaliser*" (FULRÉAC 1957). Cette lourde hypothèse renvoie à une considération très probablement inspirée des sociologues présents quant à "*un peuple auquel a manqué une élite, soit parce que sa constitution biologique ou psychologique ne lui ont pas permis de produire cette élite, soit parce que les conditions climatiques et épidémiologiques ont empêché son éclosion*" (Clemens, FULRÉAC, 1959).

Les rapports entre Noirs et Blancs sont abordés non pas en termes de pouvoir mais en termes d'introduction de besoins nouveaux et d'image réciproque.

⁶⁸ Ne perdons pas de vue que ces dispositifs —et les savoirs qui les sous-tendent— sont produits durant les dernières années, voire les derniers mois de la colonisation. La plupart des textes relatant ces expériences sont publiés après juin 60. Il est évident pourtant qu'il s'agit, aux yeux des promoteurs, d'un point de départ plutôt que d'un achèvement.

L'intervention des chercheurs est conçue comme une intégration des opérations de recherche et des plans d'action.

Les "opérations katangaises" (selon la terminologie en cours à l'université) commencent en 1957.⁶⁹

À Katuba, trois institutions sont mises en place: un foyer social, un centre éducatif et social, un chantier de jeunesse.

À travers celles-ci, un important dispositif socio-éducatif voit progressivement le jour.

- **Le plan horticole** vise à encourager par tous les moyens la culture de parcelles et d'espaces collectifs ou de "coins de terres. Les opérations techniques sont doublées d'un suivi psychosocial visant à connaître les comportements des habitants en matière de culture du sol et la possibilité de modifier ceux-ci par des discussions de groupes restreints.

- **Les foyers sociaux** sont dirigés vers l'éducation des femmes en tant que mères et épouses. Les femmes (devenues "oisives" en milieu urbain) sont définies comme un vecteur essentiel de transmission et de modification de comportements de toute la famille. On évoque les résistances qui tiennent à la psychologie de la femme bantoue et aux structures sociales qui laissent à la femme une zone de liberté réduite.⁷⁰

⁶⁹ L'absence de toute considération relative aux caractéristiques de la domination coloniale est évidemment frappante, mais très significative.

Héritage d'un ensemble d'*a priori* qui se traduit immédiatement dans les projections normatives. C'est en parfaite continuité avec les orientations du CEPSI que l'élite sociale qu'il s'agira de produire doit se caractériser par une compétence socio-éducative solidement ancrée dans ses rapports à la communauté. Cette élite étant destinée à meubler l'espace social tracé par les institutions sociales d'assistance, les actions éducatives et la concertation permanente avec les employeurs et l'administration. La formation et le positionnement social de cette élite doivent s'opérer par le bas, par la pratique, par le travail.

Institut de sociologie de l'ULg, 1960, p. 6.

L'Association des Amis de l'Institut de sociologie de l'ULg au Congo (AISULAC), association de droit congolais, est créée en 1958 qui devient l'organe officiel de l'institut au Congo.

Simultanément ou presque, le Ministre des Colonies confie à l'AISULAC la gestion d'un foyer social et d'un centre éducatif à Katuba. Ces deux institutions seront inscrites au budget provincial de la direction de la main-d'oeuvre indigène du BCK. Un homme jouera un rôle clé dans la connexion liégeoise au Katanga. Il s'agit de Forthomme, directeur de la MOI de cette entreprise. C'est encore grâce à celle-ci qu'on y expérimente la formation de manoeuvre. Le CEPSI confie à l'AISULAC la gestion du chantier de jeunesse qui sera le troisième pôle du complexe d'institutions sociales contrôlées par l'Institut de sociologie de Liège. Le BCK est en fait le promoteur et principal intéressé du chantier de jeunesse (formation de manoeuvres).

⁷⁰ 10 000 présences féminines sont enregistrées au foyer de Katuba en 1959. Outre l'activité des foyers,

• **La formation professionnelle** par le chantier de jeunesse qui s'efforce de placer ces jeunes et leur évite ainsi de glisser dans le "vagabondage".

Une véritable entreprise de socialisation au salariat pour des... manoeuvres spécialisés. Pour les jeunes en général, qui ne suivent pas l'enseignement de plein exercice, un apprentissage informel en groupes restreints. Pour les jeunes filles: le cercle des jeunes filles. Les maisons de jeunes et plaines de jeux s'adressent au même public et, durant les vacances, on "*tire parti des heures de désœuvrement*".⁷¹

L'opération *Tosalisana* ("entraide") s'adresse à deux cent "jeunes désœuvrés": la discipline est de règle; soustraire à l'oisiveté, inculquer le sens du travail et des habitudes de travail, une discipline de groupe. On y pratique les travaux manuels utiles à la communauté, sports...

• **La formation permanente** pour les adultes en quête d'un complément de formation s'étend au soutien à l'exercice d'une profession indépendante.

Pour les adultes en général: cours et conférences, cours de français, bibliothèque. Quelques loisirs "dans les limites permises administrativement", pour les séances de cinéma. Des opérations ponctuelles se multiplient à l'instar de l'opération "respect des arbres".

• **Le service social classique:** permanences sociales et service d'enquêtes (300 en 1959) s'efforce d'encourager "l'auto-prise en charge".

• **La formation des moniteurs** est faite de cours à proprement parler et d'auto-évaluation dans et entre les services.

Les objectifs particuliers ne constituent pas l'essentiel. On attend beaucoup des effets "diffus", "incidents" de "démultiplication", "d'infiltration". Trois exigences méthodologiques dominent la "philosophie" de l'intervention sociale: holisme, communautarisme et participation.⁷²

"des visites au domicile, des contacts personnels contribuent à individualiser l'action de formation". Elles sont encore visées par le programme d'éducation des parents qui tend à "l'adaptation de leurs comportements aux conditions de la vie actuelle": garderie, consultation de nourrissons, cours d'hygiène, de préparation culinaire, etc.

⁷¹ Institut de sociologie de l'ULg, 1960, op. cit. p. 41.

⁷² *"La conduite de l'action dans le milieu, la manière d'en organiser l'exécution, le rôle que jouent dans la communauté tous ceux qui y collaborent importent plus peut-être que la nature des activités (...), faire naître de ce milieu des formes d'action qui contribuent à le transformer. (...) L'action porte moins sur la vie publique que sur la vie quotidienne. Loin de se conformer à des modèles préétablis, elle se modifie*

• **Étroite solidarité avec le milieu:** *"il s'agit de comprendre le milieu dans sa constitution profonde, d'identifier les besoins réels et leur importance relative, de découvrir les moyens d'action et les conditions d'une méthode efficace dans l'emploi de ces moyens"*. La réussite de l'action est donc conditionnée par l'insertion lucide du chercheur-animateur (entièrement différente d'une identification sentimentale au milieu) et la compréhension du milieu. Participation et climat de confiance sont indispensables à l'instar de *"la fermeté du propos qui rend psychologiquement possible une constante consultation mutuelle moyennant laquelle l'établissement de tout contact est encouragé entre les travailleurs sociaux et les membres de la communauté"* (Institut de Sociologie 1960).

• **La gestion des effets incidents** est une spécificité africaine de la sociologie clinique de Clemens. L'activisme social ne répond ni essentiellement, ni exclusivement à des problèmes sociaux. Deux niveaux d'action diffuse s'y superposent: la communauté et le milieu social. *la présence des institutions sociales n'est pas déterminée par les formes présentes d'activité, ni par le monde actuel des usagers, (...) la communauté est atteinte par la présence même de l'institution, par le témoignage qu'elle porte, par les rapports de toutes sortes qui s'y nouent, (...) la plus humble technique ménagère est une transformation psychosociale"*. Il incombe donc aux chercheurs et aux professionnels du social d'identifier et d'orienter les impacts diffus aux deux niveaux relevés ci-dessus. La communauté et le groupe social apparaissent ici comme un terrain nettement distinct de la culture. Il reste cependant à peu de chose près vide (à l'opposé de ce que pouvait en dire Brausch), car la "bantouité" à laquelle se réfèrent implicitement ou explicitement les sociologues est principalement appliquée à l'individu.

"Il ne s'agit pas d'introduire la culture occidentale comme système type de valeurs, (...) ni d'oeuvrer au maintien de coutumes dépassées. Il s'agit de mettre en mouvement un tout, toucher toutes les catégories d'habitants au quotidien, il faut que tout les moyens d'action soient intégrés, dirigés moins vers des hommes et des femmes que des familles. Il s'agit d'un effort de mise en valeur de toutes les ressources humaines, de tout le potentiel humain d'un milieu donné".⁷³

• **La participation ou "faire faire plutôt que faire"**. L'action doit se prolonger sur les groupes primaires —famille, voisins. Elle est donc déconcentrée et suppose une consultation permanente et un travail d'équipe.

Si les élites locales ou les cadres des institutions sociales occupent une position centrale, c'est *"qu'ils jouent le rôle de relais afin qu'ils adhèrent en la foi en l'intérêt du*

selon les transformations du milieu" (Institut de sociologie de l'ULg, 1960, op. cit. pp. 50-60).

⁷³ Clemens 1959, p. 17.

développement de la communauté". C'est une critique du paternalisme du patronat katangais qui sous-tend cette référence à la participation. En effet, parmi les lieux communs, l'idée selon laquelle les Noirs ont perdu toute capacité d'initiative et attendent tout du Blanc est extrêmement courante.

Sous le label «développement communautaire», sous l'objectif "*d'une mobilisation totale du milieu*", c'est la problématique des classes dangereuses typique des XVIII^e et XIX^e siècles en Europe qui sous-tend l'ensemble du dispositif. C'est à ce niveau que recherches et actions trouvent précisément un degré réel d'intégration. Aux yeux des intervenants sociaux et des chercheurs qui partagent l'hypothèse d'une révolution industrielle en cours, c'est pourtant un cadre dépourvu de toute référence à une problématique de classes qui s'impose (exception faite des recherches de Richelle et Minon). Il emprunte largement au répertoire de l'irréductible "bantouité".

IV. 3. Les recherches: urbanisation, détribalisation et contrôle social

Les raisons qui justifient une meilleure connaissance des caractéristiques et mouvements de ces populations néo-urbaines sont diverses. Elles sont d'ordre administratif, alors que les congolais prennent pied dans des administrations communales et que sont organisées des consultations électorales municipales. Elles sont politiques, alors que s'éveillent les contestations parmi les urbanisés, détribalisés et autres évolués, les mouvements religieux comme les associations ethniques ou professionnelles. Elles sont également d'ordre social, alors que les associations indigènes se multiplient, que les cadres ethniques semblent dépassés, que le leadership se redéfinit. Elles sont enfin bien-sûr d'ordre économique. Au problème récurrent d'ajustement de l'offre et de la demande de travail vient s'ajouter une perspective de rationalisation et de mécanisation accélérée dans le cadre du plan. De ce souci de rationalisation et de contrôle politico-administratif, la recherche profite certes, mais elle pâtit aussi des pratiques "vigoureuses" auxquelles recourent l'administration et la direction (MOI) des entreprises.⁷⁴

⁷⁴ J. Benoît, l'une des chercheuses de l'Institut de sociologie de Liège, justifie ainsi la difficulté qu'elle eut à concevoir une recherche de terrain, alors qu'en 1958 les autorités décident d'organiser le retour d'un nombre croissant de chômeurs en milieu extra-coutumier. "*Le bien-fondé du principe était généralement admis, c'étaient les modalités d'application qui soulevaient la désapprobation de la masse. En effet, plutôt que d'agir par l'intermédiaire persuasif des institutions communales, complètement africanisées à ce moment là, l'administration ordonnait chaque jour l'encerclement d'un quartier de l'agglomération urbaine. Toute la population en âge de travail devait justifier de son identité et d'un emploi. Ceux qui ne pouvaient pas le faire étaient reconduits pour contrôle à la bourse du travail. Les chômeurs qui ne comptaient pas un temps de résidence minimum de résidence en ville (10 ans) étaient rapatriés à leur lieu d'origine dans les*

En bonne logique, les recherches sont d'abord plutôt descriptives et quantitatives. En effet, et malgré de récents recensements, la population des centres extra-coutumiers, de constitution récente et massive, est relativement mal connue des autorités et des grands employeurs. Il en va apparemment de même à Léopoldville où, selon Vanderlinden, *"il existe un chômage permanent qui peuple la ville de «sans-travail» vivant de la solidarité familiale ou d'expédients. L'autorité n'étant plus en mesure de réagir à la base même du phénomène, c'est-à-dire en milieu rural"* (Vanderlinden, 1977).⁷⁵

La première recherche liégeoise est menée par P. Minon durant l'année 1957, alors que fonctionne le foyer social pour femmes administré par l'Institut de sociologie. Elle porte sur Katuba.⁷⁶

Alors que la zone n'est urbanisée qu'après 1952, Katuba-quartier concentre déjà 30 000 habitants "logés sous leur propre responsabilité", à la différence des camps et cités de travailleurs constitués sous le régime strictement paternaliste précédent. En 1957, 4 000 parcelles ont été attribuées, mais Katuba s'était édifié spontanément pour une grande part. Cette situation particulière (caractère récent du peuplement, hétérogénéité professionnelle, ethnique, "responsabilité" des habitants, éléments inédits d'encadrement social, etc.) conduit le chercheur à faire de Katuba un quartier plus spécifiquement "suburbain" disposant *"d'une sorte d'autonomie sociale qui engage "à l'étudier comme une communauté particulière au sein de la grande agglomération d'Éville"*.⁷⁷ Outre sa rigueur méthodologique, l'absence des principaux jugements de valeur typiques du milieu colonial et l'objectivité des catégories utilisées, cette recherche témoigne sans

délais les plus brefs sans qu'on prenne la peine d'examiner les raisons parfois vitales qui expliquaient le désir des intéressés de continuer à résider en ville..., dans une telle atmosphère, parler de la situation socioprofessionnelle était devenu un véritable tabou" (J. Benoît 1961).

⁷⁵ Par ailleurs, et bien que cette remarque ne concerne pas particulièrement les chercheurs liégeois, les études disponibles, réalisées souvent par des administrateurs, apparaissent insatisfaisantes aux yeux des nouveaux observateurs scientifiques des transformations sociales africaines. Ainsi l'étude réalisée en 1950 sur le CEC Élisabethville par F. Grévisse, alors commissaire de district et considéré sur le terrain comme un excellent connaisseur des choses indigènes, est lourdement critiquée tant sur le plan méthodologique et théorique (par exemple, le concept de détribalisation) qu'au niveau des préjugés et *"des généralisations vagues et souvent contradictoires au sujet des attitudes des africains"*. Voir la recension qu'en propose l'ouvrage collectif publié par l'UNESCO sous la direction de Daryl Forde (Forde 1956).

⁷⁶ Katuba-quartier (entité sur laquelle reposent les données de l'étude) devient Katuba-commune en octobre 1957 et, ce faisant, représente près du tiers de la population du CEC d'Élisabethville (100 000 habitants) (P. Minon 1960). Voir aussi P. Minon 1957.

⁷⁷ P. Minon 1960, p. 6.

doute également à maints égards de l'interférence du récent référentiel communautaire qui gouverne l'idéologie de l'action sociale.

L'étude essentiellement basée sur des relevés issus d'un recensement, vise à discerner "*la morphologie, les structures les plus apparentes de la population du quartier; les caractéristiques essentielles de la population du quartier: âge, origine, ancienneté de séjour en ville, statut familial, composition des familles, conditions d'habitat*", et bien qu'indirectement, "*certaines attitudes de la population, particulièrement dans le domaine familial*". Nous relèverons les termes qui indiquent l'interférence ou l'influence précitée. S'il s'agit d'examiner un cas particulier d'un processus plus large: "*la structure, la vie, le développement des communautés qui composent les grandes agglomérations urbaines d'Afrique*". Il s'agit aussi, en discernant les caractéristiques particulières de la communauté de Katuba, "*de fixer les conditions dans lesquelles cette communauté est appelée à se développer*". Mais il s'agit surtout "*d'éclairer scientifiquement l'action des institutions sociales que l'Institut a mis en oeuvre à Katuba*".⁷⁸

Les résultats de cette recherche quantitative dépeignent une "*communauté neuve*" (immigrations diverses, récentes et massives, population extrêmement jeune et en pleine croissance), et une "*communauté aussi originale*" ("*déjà parvenue à un stade d'évolution que bien d'autres communautés urbaines d'Afrique ne connaissent que longtemps après leur début*"). À travers les indicateurs de stabilisation rapide que fournissent la généralisation de la vie de famille, la fréquence relative des unions consacrées par un mariage religieux, l'hétérogénéité ethnique et l'intensité des relations de voisinage et de coexistence des "tribus" et l'accès à la propriété de nombreux habitants, la perspective proche d'y compter une majorité de jeunes gens nés en zone urbaine, Katuba apparaît comme une entité particulièrement propice à l'action d'un dispositif d'encadrement de l'acculturation.

Une recherche plus nettement socio-démographique est entreprise en 1958 par J Benoît. Elle porte, par le biais d'un échantillon, sur l'ensemble de la population active d'Élisabethville (45 000 personnes).⁷⁹ Recherche exclusivement quantitative, elle témoigne mieux encore du souci du chiffre face aux exigences de contrôle social. Car l'arrière-plan est désormais moins le développement communautaire que le contrôle social global. En effet, le chômage, qui s'est accru considérablement dès la fin de 1957, remet à l'ordre du jour le "retour en brousse", la gestion administrative des groupes peu

⁷⁸ P. Minon 1960, p. 7.

⁷⁹ Hormis 5 000 résidents en zone annexe, 5 000 autres, logés dans les camps du BCK et de l'UMHK et quelques ouvriers ayant fixé leurs résidences dans les quartiers ruraux. (J. Benoît 1957 et 1961).

contrôlés: "femmes libres", émigrés récents, jeunes gens, orphelins, etc.⁸⁰ Depuis quelques mois, des élections ont porté des indigènes au pouvoir communal. C'est l'occasion pour la chercheuse de mesurer, à travers les opérations de police et le raidissement administratif, la profonde ambiguïté de son rôle et la futilité des projets de guidance scientifique.

Les recherches de Dethier témoignent d'une avancée de la problématique d'acculturation et inaugurent des méthodes informelles d'observation, d'entretien, de participation. Ces recherches-actions s'inscrivent plus nettement encore dans la problématique du développement communautaire.⁸¹

Une famille de citadins du Katanga est une monographie longitudinale consacrée à une famille dont le jeune mari est un "clerc" habitant Katuba.

Cette étude tranche avec l'ensemble des recherches de l'heure (qui ne se limitent pas à Élisabethville⁸²) par la nature explicitement compréhensive de la démarche et des objectifs.

Le ton est très proche de la sympathie nécessaire entretenue par les chercheurs actuels recourant à ces méthodes participatives. Dethier "*qui est toujours fourré dans les cités, les buvettes et chez les évolués*" (un témoin) mesure parfaitement les risques qu'encourt une telle méthode de collecte de l'information, dans un contexte où les rapprochements extra-professionnels sont rares entre Blancs et Noirs, où se cristallisent les revendications des évolués et où le personnage même du chercheur, inconnu jusque-là, risque d'engendrer de nombreuses équivoques.

Ces nouvelles formes d'investigations sont aussi d'emblée conçues comme des outils d'intervention. Il s'agit explicitement de recherche-action. Le chercheur est actif comme éducateur et intervenant social, parfois comme enseignant.⁸³

La problématique est très nettement psychosociale et culturaliste. L'étude s'est déroulée durant les émeutes de Léopoldville, la répression et l'annonce royale d'une perspective d'indépendance. Elle se partage entre les problèmes d'insertion professionnelle et urbaine et les rapports au travail avec les Blancs. Elle privilégie nettement l'observation de la famille, des rapports intra-familiaux au sens restreint et au sens large, ainsi que l'éducation des enfants.

⁸⁰ "Face à des bidonvilles à perte de vue dans les cités et autour des chantiers, le contrôle administratif, les "passes" etc...étaient débordés et ne contrôlaient plus rien" (interview de J. Falyse).

⁸¹ R. Dethier 1961; 1961 (II); 1963.

⁸² Voir en outre les recherches de Clément sur les centres extra-coutumiers de Stanleyville, de L. Bæck sur le centre extra-coutumier d'Usumbura, qui sont bien éloignées de la démarche compréhensive ou psychosociale de Dethier.

⁸³ L'université de Liège s'est vu confier la direction d'une école horticole à Élisabethville.

L'auteur fait grand cas de la notion de *n'duku* qui renvoie à l'idée d'une socialité bantoue étendue au clan et persistante à travers l'évidente transformation des "rôles et statuts sociaux".

Bien que "le groupe des *n'duku* soit vaguement défini", l'auteur y réfère nombre de ces remarques notamment pour illustrer la difficile individuation psychosociale et les contraintes induites par ce groupe de solidarité au niveau de la gestion quotidienne des ressources du ménage conjugal.

Cette approche d'une situation d'acculturation distinguant "les comportements, valeurs et situations" admet que l'objectif d'action doit "respecter et utiliser les traits positifs de l'organisation sociale des Bantous. (...) Il ne s'agit nullement de faire éclater le groupe naturel des *n'duku*, mais de le transformer de l'intérieur".

Dans cette perspective, "la recherche-action envisagée vise à susciter des leaders non exclus et attractifs pour la communauté". Il faut "procéder à des recherches tendant à définir la norme vers laquelle on considère comme souhaitable de voir les katangais décider eux-mêmes de s'engager".⁸⁴

Les citadins katangais et leurs jardins constitue la relation d'une expérience de jardinage urbain dont les objectifs allaient bien au-delà de la production de légume. Il s'agissait selon Clemens de faire en sorte que les gens souhaitent et fassent un jardin.⁸⁵

Quelques notes de l'auteur-animateur questionnent pourtant cette problématique d'acculturation. Dethier écrit: "l'imitation des Européens ne colore pas tous les comportements. Elle ne va pas jusqu'à accepter les valeurs importées. Il ne s'agit pas ici d'incapacité. (...) Les représentations des Blancs dont la puissance est recherchée à travers une série d'adhésions souvent considérées comme un moyen d'acquérir leur puissance sans guère de référence aux croyances et aux valeurs qui, pour les européens, fondent pareille adhésion". Il enregistre par ailleurs les rapports complexes et non antagonistes entre "la volonté de savoir et simultanément le vif souci de maintenir les traditions". Il souligne que "les Blancs n'ont qu'un impact limité sur la première éducation par où se transmettent certaines croyances, l'adhésion à certaines valeurs, une certaine conception de la vie et des relations entre les gens" (Dethier 1960 et 1960, II).

⁸⁴ Dethier 1961, (I) p. 72.

⁸⁵ "L'étude doit permettre de mettre sur pied un programme d'action grâce auquel les Katangais pourraient découvrir eux-mêmes et mettre en oeuvre la réponse convenant à la situation où ils se trouvent et faire évoluer cette réponse comme se modifient les situations. (...) Préparer l'installation de conditions telles que les réactions adéquates des africains puissent s'exprimer librement" (Institut de sociologie 1960, p. 69).

IV. 4. Création et gestion d'une collectivité expérimentale de «vrais agriculteurs bantous»

"Le village expérimental a vu la construction de routes, le défrichement, l'irrigation, etc. En 1958, le budget est de 50 000 000 FB, en plus du budget ordinaire des institutions. Des dizaines de professeurs nous ont rendu visite, il y avait une dizaine de chercheurs. C'était une école extraordinaire, semble-t-il, pour les chercheurs qui passaient par là et devenaient...tous professeurs. Ce n'est pas pour autant que tous les chercheurs savaient d'où venait leur bourse. Les perspectives de thèse étaient prometteuses... Nous étions les derniers bâtisseurs!" (Interview de J. Falyse, administrateur de FULRÉAC au Katanga).

Comme nous l'avons évoqué plus haut, FULRÉAC a d'emblée proposé une critique des formules de paysannat qui avaient été réactivées depuis 1946. Le verdict quant à leur valeur pédagogique est sévère, inopérants qu'ils étaient sur les motivations profondes au travail. L'idée s'impose d'une pédagogie nouvelle, scientifique, sous contrôle permanent. Le problème agricole n'est, dit-on, pas un problème technique, mais relève d'une saine gestion de l'acculturation globale et de l'édification d'un milieu social inédit qui prendra ici la forme d'un village. L'illusion technocratique de la création possible d'un *rational farmer* bantou, puis d'un collectif paysan, bantou, organisé, et "auto-rayonnant" prend consistance. En fait, on sait très peu de choses sinon qu'à la contrainte ou au simple attrait monétaire doit se substituer un processus contrôlé d'imitation. Les bonnes vieilles lois de l'imitation de Tarde reprennent du service.

La priorité est donnée à l'encadrement éducatif. *"L'adoption de pratiques culturelles rationnelles suppose une formation psychosociale des indigènes à ces pratiques. (...) Il convient qu'elles soient comprises, acceptées afin d'être imitées par ceux qui, devenant de vrais paysans constitueront une élite rurale bien différente des «moniteurs» formés jusqu'ici"* (l'Université de Liège au Congo 1960).

En raison du dogme culturaliste de la "bantouité", *"tous les éléments du psychisme, du milieu social et des pratiques suivies par les indigènes étant interdépendants, le centre doit avoir un caractère polyvalent en agissant simultanément, et dans le même sens, sur les hommes et les femmes, sur les jeunes, sur les pratiques culturelles, comme dans le domaine de l'enseignement et des services sociaux"*.⁸⁶

La prétendue "bantouité" ne comporte manifestement aucune dimension technique plus précisément agricole, car l'indigène est pratiquement défini sur ce plan comme une somme de lacunes; une feuille blanche au mieux, un papier défectueux au pire. Sa "bantouité" étant posée, ses pratiques culturelles sont toutes défailtantes, invalidées. Son

⁸⁶ Fulréac, *Centre rural expérimental de Mangombo*. Premier rapport, p. 25.

comportement est plus généralement considéré comme inadéquat. Il s'agit pourtant de faire de ces "*broussards, pratiquant depuis des millénaires une agriculture de rapine, de vrais paysans*". Ceci ne saurait être conçu comme la simple introduction de méthodes efficaces, d'engrais ou de travaux éducatifs. Mangombo sera un centre expérimental, un centre de vie professionnelle, sociale, culturelle, quotidienne; une communauté agricole inédite formée d'une centaine de couples sélectionnés avec soin, formant familles, disposant d'infrastructures scolaires, de crédits, d'encadrement technique, d'outils, de formation agricole, comptable et ménagère, d'un encadrement psychosocial, de coopératives, de foyers sociaux et d'un... surencadrement scientifique sans commune mesure avec son impact réel sur la région. Clemens négocie lui-même la concession de terres avec le chef Katanga.⁸⁷

Du holisme de circonstance et d'allure très scientifique exigeant la "polyvalence", est issu un élément important du credo de la saisie scientifique du développement rural. "*Toute initiative sur cette terre de contraste devrait être étudiée en fonction des éléments locaux, du climat psychologique et des conséquences possibles dans tous les domaines*"(Dubuisson ouverture solennelle des cours, 29 septembre 1956).

Deux idées force vont ainsi parcourir l'utopie scientifique. D'une part, les spécificités d'un milieu donné (irréductible aux formules générales et supposant donc une connaissance, voire une intimité, empirique) et la solidarité nécessaire de toutes les dimensions d'une action quelconque.

À ces deux options s'ajoute toujours un *a priori* communautaire (fût-il conçu comme extrêmement encadré) ou coopératif.

Mais Mangombo ne sera pas qu'une utopie scientifique. Mangombo existera et cinq ans après sa création, sera rentable, livrant légumes et fruits en abondance sur les marchés d'Élisabethville... "*sans avoir coûté un sou à l'Université de Liège*" dira le Recteur. "L'auto-rayonnement", "la vocation à l'essaimage" sont pourtant peu probants, mais un second centre est néanmoins mis en chantier.

Mangombo I ressemble à une plantation, suréquipée, surencadrée, dominée par un souci pédagogique omniprésent. L'encadrement agronomique est assuré par l'Institut de Gembloux selon des méthodes qui, pour être assurément efficaces sur le plan technique, n'ont rien de particulièrement révolutionnaires. En dépit de cela, le *turn over* des recrues est important, surtout après la double indépendance, du Congo puis du Katanga.

⁸⁷ C'est la deuxième mission interdisciplinaire qui aboutit au choix du site de Mangombo situé en territoire "coutumier", le chef concerné conservera un droit de regard sur les "étrangers" à installer sur ce territoire.

Clemens et Dubuisson sont conscients des faiblesses de l'opération. De nouvelles sources d'inspiration sont recherchées.

"Clemens préparait quelque chose à partir de son observation des Kibboutz qui marchaient bien avec des Juifs occidentaux, mais qui semblaient être voués à l'échec dès qu'il s'agissait de Juifs orientaux. Les Israéliens ont cherché des méthodes d'organisation pour compenser cela. Dubuisson voulait aller voir sur place, convaincu que nous en tirerions quelque chose pour l'Afrique où il pensait que nous n'avions pas les bonnes méthodes.

Juste au moment de partir il y eut le *clash* ONU au Katanga, on s'est dit que c'était foutu" (Interview de J. Falyse).

La coopérative qui semblait devoir illustrer les options communautaires est abandonnée à contre-cœur (en outre pour des raisons liées au *turn over*) au profit d'une formule salariale. L'explication donnée est néanmoins différente: "*dans l'état actuel des choses, les Africains restent imperméables aux principes d'une coopérative, ne faisant aucune distinction entre récolte et bénéfice... Nous avons donc dû revenir au système traditionnel des salaires*".⁸⁸

La pédagogie de l'imitation pose elle-même problème car le cadre de référence hérité de l'idéologie coloniale ne cesse de produire des effets perceptifs et "analytiques" considérables. Les "défauts comportementaux" des colons katangais sont toujours jugés comme des réminiscences de la "bantouité" ou, selon la "loi" empruntée à la psychologie coloniale qui veut que l'évoluant n'adopte que des éléments superficiels sans intégrer les cadres conceptuels.

À l'aune des ambitieux objectifs originels, qui visaient "*une action efficace sur le processus de transformation culturelle*", l'échec est évident dès 1961. Avec la sécession, l'intérêt strictement productif l'emporte sur le caractère expérimental et pédagogique. Les sociologues ont d'autres chats à fouetter...

"En 59-60 nous étions *self-supporting*. Le centre marchait. Les 150 familles fonctionnent sur le vivrier et le maraîcher. On inonde Éville avec nos légumes.

Nous avons donc continué avec Tshombe. Nous avons donc reçu un subside de Tshombe. Tshombe s'était posé en chef du développement... pardon du Katanga.

⁸⁸ M. Dubuisson 1977.

Après la sécession, l'université de Éville fonctionnait, Iléo succède à Frankiel.⁸⁹ Nous avons des problèmes de locaux, les agronomes sont partis, car ils étaient payés par la Belgique. Nous avons des difficultés à trouver des gens bien, car à cette époque le Katanga fait peur.

Mais le pouvoir de Kinshasa, on ne le sentait pas trop. On s'arrangeait avec le gouverneur du Katanga.

En 67 j'y suis allée avec... le CEPSI avait repris le centre. Il avait déjà une sorte de paysannat à Kolwezi. Il a maintenu le dispensaire et l'école.

Nous sentions aussi que le projet FULRÉAC II ne se ferait pas, bien qu'en 64 le CEPSI et le ministère étaient pour... mais le contexte était défavorable (Interview de J. Falyse).

À la veille de l'indépendance, Mangombo et le dispositif de recherche-action communautaire ont amené au Katanga des dizaines de chercheurs et professeurs liégeois. Au sein de l'institution, ce sont des professeurs importants qui conduisent l'opération et alimentent la campagne katangaise. La consultation des travaux publiés montre qu'aucune faculté ou école n'est, par le biais d'un professeur au moins, restée étrangère à cette mobilisation scientifique et académique précipitée et ambitieuse. L'université d'Élisabethville ne tardera pas à être conquise. Des étudiants finalistes reçoivent des bourses pour "faire leur mémoire" au Katanga, la troupe du théâtre universitaire y fait un passage remarqué! D'autres chercheurs, liés à l'ULB ou l'UCL, sont pourtant sur le terrain et dans l'ensemble, les positions prises à l'égard des évolués et de leurs revendications introduiront de sérieux clivages dans ce microcosme perçu à l'origine comme négrophile et en décalage à l'égard du milieu colonial.

Plusieurs recherches sont conduites autour de Mangombo qui apparaît comme un terrain de prédilection pour les thèses. Avant d'évoquer quelques-unes d'entre elles, nous nous permettons une dernière citation issue d'une récente rencontre avec l'un des principaux artisans de terrain des opérations katangaises.⁹⁰

⁸⁹ Frenkiel, professeur et ingénieur liégeois était devenu Recteur d'Élisabethville, ce qui concrétisait le monopole liégeois sur cette institution durant l'indépendance du Katanga.

⁹⁰ Aucune évaluation d'ensemble n'a, à ce jour, été réalisée par l'université. Un rapport secret a été confectionné par Richelle qui, à l'occasion de son second séjour, constatait que les projets et enseignements interdisciplinaires des sciences humaines étaient totalement absents du déroulement des opérations à Mangombo. En conflit ouvert avec Clemens, engagé pour sa part dans la sécession, il dénonçait les manipulations des conflits ethniques "*qui n'avaient rien d'inévitable (...). Nous étions doublement trahis...*" (Interview de M. Richelle).

"L'UMHK se méfiait désormais, car les attentes pratiques étaient déçues par les travaux de recherche. Des doutes s'installaient dans l'esprit des chercheurs sur les motivations des bailleurs de fonds. Le tout dans un climat politique de plus en plus tendu où des Belges intervenaient absolument partout, je veux dire dans tous les clans politiques et groupes d'intérêts. Pour une entreprise industrielle, la recherche s'avérait improductive, en fait. Il est clair que tout cet effort a été entrepris trop tard et que les acquis en termes de connaissance des sociétés indigènes ont été maigres...

Nous n'avons cessé de commettre des bourdes au regard de l'organisation sociale bantoue, en ignorant les formules pratiques de filiation, de transmission de l'autorité, etc. Nous aurions dû faire une ferme clanique. Les bénéficiaires savaient que la terre ne leur reviendrait que pour un temps. Nous avons créé des désordres épouvantables dans l'organisation sociale bantoue.

Nous comprendrons bien plus tard que le paysan bantou était somme toute bien adapté à son environnement et à ses conditions" (Interview de J. Falyse).

IV. 5. L'expert et le chercheur. Le maître et l'élève. À chacun son acculturation

Parmi les recherches marquées du sceau de FULRÉAC, celles que nous évoquerons dans la suite ont, à divers égards, un caractère exemplaire. La première n'est pas à proprement parler une recherche, mais le fruit d'une mission d'experts sollicitée par Harroy (Gouverneur du Ruanda-Urundi) dans le but de tracer les axes d'une réforme de l'enseignement dans les territoires sous tutelle.⁹¹ La seconde apparaît comme une recherche individuelle, conduite par Marc Richelle, l'un des jeunes psychologues employés par FULRÉAC à Mangombo. Tous les acteurs de l'époque s'accordaient et s'accordent aujourd'hui pour reconnaître que son auteur avait pris des distances considérables à l'égard des opérations de développement.⁹²

⁹¹ A. Dubuisson, E. Natalis et J. Paulus, *Le problème de l'enseignement dans le Ruanda Urundi*, Fulréac, Université de Liège, 1958 (FULRÉAC 1958).

⁹² Les recherches de M. Richelle aboutirent à une thèse: *Aspects psychologiques de l'acculturation. Recherches sur les motivations de la stabilisation urbaine au Katanga*. 1960.

"Certains comme Richelle préparaient leur thèse et c'est tout. Paulus était émerveillé devant la thèse de

D'autres raisons opposent encore le maître (Paulus) à l'élève (Richelle) sur le plan du contenu. Les travaux de la mission de recherche conduite par le premier restaient enfermées dans la plus stricte idéologie coloniale, dont les poncifs étaient au moins aussi bien représentés que les "découvertes" pédagogiques. Et, fût-ce au sein de ce cadre idéologique, le caractère réactionnaire des hypothèses et des propositions était à ce point évident, et assumé par les auteurs, qu'on les croirait sorties de la plume de De Jonghe en 1925!

À l'opposé, la thèse de Richelle nourrie du corpus le plus récent des travaux anthropologiques anglo-saxons est encore parfaitement "lisible" aujourd'hui. Elle fournit l'une des premières formalisations théoriques dans lesquelles la problématique de l'acculturation est explicitement liée non pas aux dogmes de la "bantouité" et de la rencontre inopinée de deux mondes, mais aux structures de la domination coloniale.⁹³

Nous en dirons un peu davantage afin d'illustrer comment des chercheurs longtemps étrangers aux questions coloniales, issus de la même institution, de la même Faculté et de la même mobilisation institutionnelle rendirent compte de manières complètement opposées de la crise coloniale.

Dans le cas de la mission pédagogique, deux choses doivent être soulignées.

En premier lieu, le terrain de l'enseignement colonial était devenu politiquement crucial et donc scientifiquement controversé dès l'arrivée au pouvoir du Ministre Buisseret et le réveil conséquent des courants non confessionnels métropolitains en matière coloniale. Une première mission, dont la composition était claire sur ce point, fut octroyée à l'ULB en 1955.⁹⁴ Elle fournit une attaque brutale contre le monopole missionnaire dont la

Richelle, comme tout le monde d'ailleurs. Mais Richelle, il ne fallait rien lui demander, il planait. Ceci évidemment n'amusait pas du tout les agronomes! Richelle, que je n'ai jamais revu depuis, n'en avait rien à... de FULRÉAC, il faisait de la théorie, ses théories et rien d'autre" (un responsable de FULRÉAC parmi d'autres). Nous verrons plus loin que ce jugement doit être rapporté à l'appréciation de Richelle lui-même quant à l'abandon par FULRÉAC des enseignements psychosociaux au profit d'exigences productivistes.

⁹³ Il s'agit de bien davantage que de la sympathie plus ou moins sincère qu'affichaient certains chercheurs envers les "évolués" et qui leur valait une réputation "progressiste", voire plus rarement, anticolonialiste. De surcroît, les travaux de Richelle et leurs orientations ne laissaient pas transparaître les conflits institutionnels "belgo-belges" qui marquaient tant d'autres recherches et prises de position des nombreux universitaires embarqués, pour d'obscures raisons parfois, dans l'aventure congolaise.

⁹⁴ Il s'agit de la mission pédagogique Renson, Deheyne, Coulon. Elle conclut: "*l'oeuvre d'instruction est une faillite. Elle a gravement desservi le Congo. Il est urgent de la remplacer par une organisation*

violence suscita l'ire de Van Wing. Le champ scolaire congolais était enfin ouvert et les réformes se multiplièrent pour modifier l'enseignement colonial en y élargissant l'enseignement secondaire de plein exercice, c'est-à-dire de type purement métropolitain. La mission liégeoise de 1956-57, mission d'experts, était peut-être plus politique encore, car le thème de la réforme scolaire et universitaire "sollicité" par le vice-Gouverneur était, au Ruanda-Urundi, éminemment politique. Harroy constatait l'échec du système scolaire missionnaire (sans le dire aussi clairement). Proche de l'ULB, il cherchait une caution savante non suspecte *a priori*. Il obtint une version "scientifisée" de l'idéologie scolaire officielle deux décennies plus tôt au Congo!

L'échec était double aux yeux d'Harroy. Le "déchet" massif de la filière primaire professionnelle produisait des quantités de mécontents et frustrés qui perturbaient l'ordre des collines.⁹⁵ Il n'existait pourtant, pour l'immense majorité de ceux-ci, qu'un seul débouché: le travail de la terre ou l'émigration. Par ailleurs, l'échec était tout aussi patent sur le plan de la formation "d'une véritable élite capable de prendre en main la destinée du pays". Or, de ce point de vue, la formation d'une élite était de fait profondément engagée par l'ensemble du dispositif colonial (missions et administration). La remise en cause devait donc être clairement perçue comme un désaveu qui ne pouvait manquer d'avoir une incidence "ethnique".

L'objectif des psychologues liégeois fut donc l'adaptation du système scolaire, de ses contenus et ses formes, à un contexte caractérisé sans grande originalité comme le fruit incongru de la rencontre inopinée entre l'âge de la pierre et l'âge de l'atome. Un effort considérable d'imagination était donc requis afin d'éviter que des formules métropolitaines soient appliquées en dépit des "*exigences culturelles et techniques propres au milieu*".⁹⁶

d'écoles officielles laïques à tous les degrés". Ce jugement radical contraste singulièrement avec les conclusions extrêmement modérées d'un colloque organisé par l'Institut Solvay cinq ans auparavant.

Van Wing en réfute l'essentiel dans un petit texte intitulé *Objectivité sur mesure*. Imprimerie ISAD, Louvain, 1955.

La violence des propos renvoie à la guerre scolaire ouverte en Belgique entre les piliers et qui ne sera clôturée que trois ans plus tard par le pacte scolaire, qui règle la coexistence des réseaux public et catholique.

⁹⁵ Le "déchet" dans le seul cycle primaire était considérable et les chiffres officiels eux-mêmes permettent de réviser les performances d'éducation de masse qui servaient de ligne de défense des responsables coloniaux face aux instances internationales. Une source statistique officielle donnait pour l'année 1956-57 les chiffres suivants: 110 336 enfants en première année pour le R-U, 3 342 en sixième primaire! Parmi ces derniers un moitié trouve place dans l'enseignement technique ou secondaire.

⁹⁶FULRÉAC 1957. p. 31.

En fait d'adaptation, le premier effort consistait à prendre la mesure du psychisme local. Le psittacisme général, que détectaient les auteurs à l'aide d'observations dont la technologie pédagogique ne laisse de surprendre, les carences nutritionnelles et affectives, l'insuffisante stimulation enfantine, la soumission globale du milieu socioculturel, et les "*différences constitutionnelles contestées par les recherches anatomiques, mais attestées par de bons observateurs*" rendaient indubitable la proposition suivante: "*les enfants noirs arrivent à l'école avec des moyens intellectuels bien inférieurs à ceux du Blanc*".⁹⁷

Les inaptitudes se révélaient ainsi aux niveaux "*de la curiosité, de l'élaboration et l'abstraction, du schéma sensoriel, du learning, de l'esprit d'organisation et du plafond qui s'impose tôt ou tard à l'éducateur noir, ainsi que certains d'entre eux nous l'ont confié*".⁹⁸

D'une manière surprenante, le discours savant qui fut perçu par d'aucuns comme une attaque contre les missionnaires, semblait ressasser avec emphase les anciens principes de base de l'enseignement missionnaire du Congo. Les propositions étaient en parfaite continuité avec les prémisses quant aux aptitudes des Africains, quant aux débouchés, quant à la nécessaire pédagogie adaptée.

L'équipe pédagogique menait encore un autre combat d'arrière-garde en réfutant la pertinence d'un accès des Africains à l'Université de type universel. Au nom de la démocratisation de l'enseignement et de son adaptation, le Recteur pouvait proclamer: "*les universités sont des institutions de luxe: elles n'ont de véritable signification que si elles traduisent les aspirations d'une race dont le niveau de culture moyen est déjà élevé*" (cité par FULRÉAC 1957). Ce qui n'était pas le cas au Congo, ni au R-U, "*terres de civilisation récente*".⁹⁹

⁹⁷ Ayant appris le rapport mathématique entre la mesure du diamètre et de la circonférence, "*leur demande-t-on combien il faut de temps pour faire le tour d'un lac circulaire, dont la traversée dans le sens du diamètre prend une heure, on n'obtient aucune réponse*".

La différence des moyens de transport requis dans l'un et l'autre cas ne posait aucun problème particulier aux éminents pédagogues qui recouraient à de pareils "tests".

⁹⁸ Les auteurs précisait toutefois que ces carences concernaient surtout les enfants hutu, à l'exclusion des enfants tutsi. "*Ceux-ci sont mieux nourris, plus robustes. Ils bénéficient d'une éducation familiale plus poussée qui leur inculque un code d'honneur, de convenances et de conduite autrement élaboré. Enfin, la pratique du commandement crée chez eux des attitudes exactement contraires à celles des hutu: initiative, confiance en soi, sens de la responsabilité*" (FULRÉAC, L'enseignement..., op. cit. p. 19). Ces qualités n'en faisaient pas pour autant les leaders tout désignés de la tutelle post-coloniale.

⁹⁹ *Bulletin de l'Association des Amis de l'Université de Liège*, n° 3, 1956, pp. 11-13.

La critique du mimétisme rejoint donc une option radicalement anti-assimilationniste et anti-égalitariste pour proposer une *"pédagogie africaine adaptée et progressiste"* (FULRÉAC 1957).

Dans le souci de ne pas produire *"une élite coupée de ses congénères, de privilégier la "promotion culturelle de la masse par une orientation agricole et artisanale"*, c'est l'enseignement primaire qui est placé au centre des propositions. Il s'agit de "l'autonomiser", d'y introduire l'enseignement de la vie quotidienne (i.e. de la masse paysanne), de lui donner une finalité propre, tout comme d'ailleurs à l'enseignement professionnel qui doit lui aussi acquérir une dimension plus concrète et plus active. En clair, il s'agit de briser la continuité des *curricula* qui conduisaient en principe à l'enseignement supérieur. Celui-ci était par ailleurs lourdement critiqué pour son "verbalisme" et son "mimétisme". On retrouve ici clairement l'idée d'un enseignement étroitement limité à une éducation sociale de base (évidemment exclusivement ménagère pour les filles, largement agraire et artisanale pour les garçons), susceptible d'éviter la formation *"d'une multitude d'écoliers qui, au lieu de retourner à la terre et à leur communauté d'origine, vagabondent et vivent d'expédients"*.¹⁰⁰ La perspective d'un enseignement supérieur universitaire destiné aux indigènes qui a tardivement débouché sur la création des universités de Lovanium et Élisabethville est elle-même remise en cause au nom de l'impératif de formation de la "masse" (*"trop verbal, trop servilement calqué sur le modèle européen"*). À l'enseignement primaire, réformé dans le sens d'un apprentissage pré-professionnel, d'une socialisation au travail, à cet enseignement "adapté" et "autonomisé" destiné à cette masse succéderait un enseignement professionnel de même type. Enfin, cette "re-socialisation" de l'appareil scolaire serait couronnée par un dispositif d'encadrement post-scolaire poursuivant l'action éducative comprenant *"chantiers ou camps de jeunesse, corporations, ateliers sociaux, paysannats, etc., destinés à accueillir les adolescents à leur sortie de l'école et à les encadrer, à les superviser dans leur travail professionnel, dans leurs problèmes individuels et dans l'édification de communautés indigènes mieux adaptées à de nouvelles tâches et à une nouvelle civilisation"*.¹⁰¹

¹⁰⁰ F. Duyckaerts 1959, pp. 209-218.

Duyckaerts, professeur de psychologie liégeois n'était pas membre de la mission, mais entra au contact de l'Afrique centrale par le biais d'une tournée du théâtre universitaire qui y fit un passage à la même époque. Son article témoignait, davantage encore que le rapport des maîtres de l'illusion d'une prise en charge scientifique d'un colonialisme purement éducatif. Le concept d'acculturation que chacun entendait comme il l'entendait fournissait à ces vues typiques des néophytes métropolitains une remarquable caution savante: *"l'enseignement est au centre de la grande aventure de l'acculturation"* (p. 216).

¹⁰¹ F. Duyckaerts 1959, op. cit. p. 215.

Comme nous l'avons déjà souligné, l'acculturation est le cheval de bataille des scientifiques qui interviennent tardivement sur les situations coloniales. C'est en invoquant ce concept qu'il entendent marquer ce qui fait le propre de la saisie scientifique de l'Oeuvre. Ainsi s'exprime F. Duyckaerts à propos de la mission: "*cette vaste analyse (...) dépasse de loin les limites d'un simple rapport. À la différence des études antérieures, le problème de l'enseignement des indigènes est ici envisagé dans la perspective de l'acculturation, de la rencontre de deux cultures*".¹⁰²

Les quelques études de psychologie "scientifique" des bantous sont invoquées à titre de "vérité" et fournissent la panoplie des "acquis" sur les "éléments ancestraux", tout autant que les "évidences" relatives aux problèmes de l'heure. Tout concourt à établir les infinies défaillances de l'éducation coutumière: "*enfant noir habile de ses mains et bon observateur, mais incapable d'abstraire, de schématiser, de généraliser. Proche encore des modes d'adaptation de l'animal; les schèmes musico-rythmiques l'emportant chez lui sur les schèmes spatio-temporels...*".¹⁰³

Bergson et Benedict se trouvaient convoqués pour la circonstance afin de fournir un cadre psychologique à la grande aventure de l'acculturation. Faire passer l'indigène d'une morale close reposant sur une culture à base de honte, à une morale ouverte à base de culpabilité était le dernier défi posé au génie colonisateur.

Le professeur Paulus cherchait pour sa part l'origine de ces tares culturelles dans l'absence de répression de la masturbation.¹⁰⁴

Le jugement est tout aussi docte en ce qui concerne les problèmes éducatifs présents et les doutes quant à la morale indigène. La ruée des indigènes vers les écoles s'expliquant davantage par la volonté d'accéder aux progrès matériels et l'ascension sociale que par la volonté de savoir; davantage par la volonté de parvenir que de servir! L'école représentant "*pour le noir le moyen par excellence d'arriver au mode de vie de ce blanc dont il envie la sécurité, la liberté et la supériorité*".¹⁰⁵

Au Ruanda comme au Congo, le déni systématique des évolués était conjugué sur le mode démocratique: "*éviter la séparation entre une poignée d'universitaires séparés de*

¹⁰² Idem, p. 212.

¹⁰³ Idem, p. 211-212.

¹⁰⁴ L'anthropologie culturelle n'était pas inconnue du professeur Paulus. Selon Richelle, "*les sciences psychologiques américaines nous arrivaient depuis le début des années cinquante. Les séminaires de Paulus faisaient grand cas des textes de Malinowski, Benedict, et Linton, auquel il vouait un culte spécial. Kluchohn était en position charnière entre l'anthropologie et la psychologie. Nous le connaissions également. Paulus nous initiait au relativisme culturel, mais il avait un côté conservateur, et surtout, il était fasciné par la colonisation belge. Mais la référence devint vite en matière de psychologie africaine, le grand maître de l'ULB, Ombredane*" (interview de M. Richelle).

¹⁰⁵ Idem, p. 212.

leurs congénères et une masse énorme d'esprit primaire qui aurait tôt fait de retourner à l'esprit ancestral"(FULRÉAC 1957).

Les recherches du psychologue M. Richelle (réalisation en 57-58, rédaction en 59 et publication au lendemain de l'indépendance du Congo) apparaissent d'une facture radicalement différente, tant parce qu'elles mobilisent l'appareillage conceptuel de l'anthropologie culturelle anglo-saxonne et du courant *culture et personnalité* que parce qu'elles visent à leur application dans l'étude critique des situations coloniales. Elles amorcent un recours tardif à une critique théorique de l'ethnologie coloniale.¹⁰⁶

Au départ, il s'agissait de travailler sur les motivations de l'exode rural et de la stabilisation urbaine. De solides aménagements et promesses avaient concouru à convaincre Richelle "d'entreprendre le terrain katangais".¹⁰⁷

En posant le cadre très spécifique de l'acculturation coloniale, régie par une domination omniprésente, en soulignant la sélectivité des échanges entre les deux sociétés "représentées" et non "présentes", la sélectivité et le caractère inédit des rôles et attitudes, ainsi que la constitution d'une philosophie coloniale fondée sur une théorie raciste

¹⁰⁶ Afin de mesurer l'impact de cette découverte de la culture par des savants, qui usaient pourtant précédemment avec emphase de la notion d'acculturation, rien n'est plus indiqué que les aveux de Paulus, "patron" de Richelle et membre de la mission pédagogique précédemment évoquée. Lorsqu'il rédige sa préface à l'ouvrage issu de la thèse de Richelle, l'indépendance du Congo est acquise. L'anthropologie culturelle triomphe. La thèse apparaît comme une révélation aux yeux d'un Paulus qui tente de tempérer le bilan colonial négatif que pourrait en tirer le lecteur: "*en quoi et pourquoi ces gens diffèrent-ils de nous? On a invoqué tour à tour le milieu géographique, l'environnement tropical, le régime nutritionnel et surtout la race. Tout cela est secondaire. C'est l'anthropologie culturelle, c'est la notion de culture qui fournit la réponse*"(J. Paulus, préface à Richelle p. 3). C'est que "*la notion de culture telle qu'elle émane de l'anthropologie culturelle ne fait pas référence à une simple collection de réactions psychologiques (...) mais à une configuration, à un ensemble de conduites solidaires, propices aux fixations tenaces*".

En fait la "révolution épistémologique" ne renvoie pas au contenu structural du concept, car on ne saurait oublier que ce postulat était déjà bien ancré au coeur de l'ethnologie coloniale et de la bantouité. Ce qui est neuf, outre les formalisations anglo-saxonnes, c'est évidemment moins cette "constante" que son positionnement dans une lecture critique de la colonisation et de l'acculturation imposée par la situation coloniale.

¹⁰⁷ Expression du chercheur.

Précédemment, Richelle avait été associé à une recherche consacrée au développement cognitif d'enfants nord-africains. Il avait par ailleurs travaillé à titre d'assistant de Rey, un disciple de Piaget et l'un des grands noms de la psychologie genevoise.

implicite et sur l'unilatéralité des rationalisations, Richelle rejoignait Balandier pour briser le cadre favori des universitaires belges, celui du contact inopiné de deux mondes entièrement impliqués dans la rencontre coloniale.

Réfutant à l'aide de résultats de recherches empiriques toute tentative de rationalisation en termes biologiques ou psychologiques visant à fonder la supériorité blanche, Richelle allait plus loin encore en avançant le peu d'intérêt de l'étude fine des particularités ethniques pour l'étude de la rupture des liens sociaux traditionnels sous l'effet de l'introduction de l'économie monétaire. N'assumant qu'avec prudence le cadre très intégrateur du culturalisme, qui ne devait pourtant pas manquer d'attraits pour un psychologue, Richelle mettait en évidence les valeurs structurantes et les faisceaux d'intérêts qui régissaient la reproduction des schèmes culturels et des comportements sans jamais abstraire ceux-ci de la situation coloniale construite au préalable. L'aspect le plus remarquable de sa démarche tenait en ce que ce cadre théorique, amplement nourri de surcroît par des apports de la psychologie de l'apprentissage débouchait sur une relecture des principales situations sur lesquelles la culture savante coloniale et la vulgate avaient produit leurs "certitudes". Il en allait ainsi de la dynamique interraciale et de la xénophobie dénoncée par l'ensemble des coloniaux qui prenait désormais la dimension "d'un racisme induit". Il en allait ainsi de la "retribalisation", dénoncée comme un retour atavique à la "bantouité". Dans une perspective empruntée à Balandier, le revivalisme, dont l'auteur montrait l'ampleur et la généralité comme phénomène psychologique et culturel du Katanga prolétaire, était décrit par ailleurs comme un recours politique prénationaliste dont les formes étaient imposées par la contrainte coloniale, exprimant "*l'événement le plus pathétique de l'évolution des cultures, moment où le futur, pour se réaliser, a besoin de s'appuyer sur le passé; moment où le passé retrouve une chance de survie comme ressort de l'initiative*"¹⁰⁸.

Le psittacisme et l'inadaptation camouflée de "l'indigène instruit" devenaient des diagnostics tronqués, car "*l'enseignement missionnaire n'a jamais réussi à structurer dans la personnalité un véritable Surmoi*".¹⁰⁹

Malgré l'extrême prudence de l'auteur en matière de prospective, l'ambition d'un certain contrôle de l'acculturation n'était pas abandonnée. Cependant, l'étude des processus motivationnels conscients et non conscients conduisait à sélectionner les informations (stimuli) qui se devaient d'être complètes et univoques, mais qui devaient aussi viser à minimiser les interférences en "*suggérant des formules qui interprètent les apports*

¹⁰⁸ M. Richelle, op. cit. pp. 91-92.

¹⁰⁹ Idem, p. 95.

occidentaux en fonction des traditions autochtones (...) de façon à rendre l'acculturation la moins bouleversante possible"¹¹⁰.

Le modèle proposé pour rendre compte de "l'attrait des lumières de la ville" mettait en jeu un réseau complexe de motivations construites autour de plusieurs thèmes. Au premier chef, les nouveaux besoins nés de la monétarisation de l'économie, redoublés par l'ébauche d'une identification professionnelle qui succédait à une perception indifférenciée du salariat. Ces besoins et cette identité ne pouvaient être rencontrés que dans le milieu urbain, à l'instar de la très forte motivation à scolariser les enfants; l'instruction tenant véritablement lieu d'initiation à la puissance prêtée aux Blancs. Par ailleurs, le milieu urbain, quelle que soit sa pesanteur, offrait un degré de contrainte inférieur à celui du village, qui échappait rarement au panoptique administratif et agronomique. De surcroît, le milieu urbain spécifiquement africain, quelque peu libéré du contrôle paternaliste précédent, offrait de plus en plus de voies de liquidation à toutes les formes d'agressivité envers la culture dominante. "*Les Africains des cités s'affirment en tant que corps social puissant, capable d'exercer des pressions efficaces sur les gouvernements...*".¹¹¹ L'attachement psychologique, culturel et parfois politique aux traditions, aux ancêtres, au village n'apparaissait plus contradictoire avec l'individualisation objective des modes d'existence, traduisant elle-même l'effondrement des anciens liens de dépendance. Dans l'état de leur développement, les cités urbaines ne s'opposaient plus terme à terme au village d'origine. La ville était devenue pour les néo-urbains un lieu de socialisation et d'identification authentiques assurant autrement d'anciennes fonctions prêtées au clan.

Cette recherche devait cependant fournir des indications opérationnelles relatives à l'expérience de *resettlement* de Mangombo dont les motivations étaient alors redoublées par le développement d'un chômage massif qui suscitait des plans de renvoi tout aussi massifs. Il faut encore ici reconnaître à l'auteur l'immense mérite de la cohérence. Soulignant combien le retour à la terre s'opposait aux tendances présentes et fortes de la société katangaise, il ne voyait guère d'autres solutions que d'assurer à ces colons africains des conditions très proches ou meilleures que celles qui prévalaient dans des centres extra-coutumiers. L'identité des travailleurs katangais, si tendue soit-elle vers une certaine fidélité culturelle, ne prédisposait en rien à une volonté de retour dans un milieu semblable au milieu ancestral. Il fallait convaincre par une démonstration sans faille assurant salaires réguliers, confort urbain, et surtout de réelles possibilités de scolarisation, dans une politique inédite des relations sociales faisant des experts blancs de stricts conseillers (et non des directeurs) dispensant leurs conseils par le biais de

¹¹⁰ Idem, p. 109.

¹¹¹ Idem, p. 180.

l'autorité indigène. Une pédagogie mettant l'accent sur les dénominateurs coutumiers communs aux ethnies représentées contribuerait à la revalorisation du passé sur le mode de l'unité et non du morcellement. Face à la probabilité élevée d'un regroupement de la parenté élargie qui pourrait être attirée au centre, la seule solution possible était la multiplication des cellules, essaimant dans de nouveaux centres. Si l'attachement à la terre pouvait être stimulé par l'éducation, l'enseignement général devait être comparable à celui des villes. Les couples fondateurs seraient de préférence sélectionnés sur la base de motivations établies pour l'expérience, de la communauté de vues du couple. Richelle proposait que cette sélection soit assurée en outre par des indigènes destinés à occuper des fonctions importantes dans le centre. Quant aux européens, la situation actuelle leur imposait de renoncer non seulement au profit matériel, mais aussi à toute forme attendue de gratitude!

La théorisation brillante, l'ampleur de la démonstration dissimulée par un titre modeste, la distance sciemment entretenue à l'égard des questions posées par les problématiques néo-paternalistes tout autant qu'à l'égard du projet d'ingénierie, l'exposition critique à des courants intellectuels et disciplinaires étrangers, la combinaison de méthodes d'investigation qualitatives inspirées tant par l'anthropologie que par la psychologie débouchaient ainsi sur l'utopie ultime d'une communauté dont la conception aurait pu figurer l'extrême limite de l'apport des sciences humaines à la colonisation de développement. Dans un contexte théorique exceptionnel, sur un terrain qui ne l'était pas moins et hors de tout engagement politique explicite ou même vécu comme déterminant dans le chef du chercheur, une certaine discipline de l'acte de connaître devait-elle transformer définitivement le regard savant sur l'objet colonial?

Le sous-développement, l'Afrique belge et son "matériau humain" en particulier, ainsi que ses observateurs étaient-ils libérés du joug savant qui les ensevelit durant trois quarts de siècle? Cette nouvelle théorie scientifique qui, à certains égards, rappelait la tribu-école du Dr Habig, devait-elle trouver un terrain de valorisation autre qu'académique?

L'histoire, à nouveau, "rattrapait" la théorie la plus avancée. Le Congo était indépendant lorsque Richelle publia sa thèse. Le centre agricole vit le jour "*contre tout ce que nous avions prévu. De l'apport des sciences humaines: rien! Et pire, certains d'entre-nous s'appliquaient à inaugurer une dérive néo-coloniale qui fera école dans tout l'Occident*" (interview de M. Richelle).

Il ne s'agit sans doute que d'un exemple parmi d'autres. Nous avons vu et nous verrons dans la suite que des avancées et des réorientations des savoirs devaient ouvrir d'autres brèches dans la rationalisation de la domination coloniale puis, presque anticipativement, au niveau de la critique de l'impérialisme post-colonial. Cependant, ce cas est à nos yeux exemplaire, tant par son caractère strictement savant ou non explicitement politique, que par son insertion dans le temps. En effet, si la paralysie ultime du pouvoir colonial belge

a été abondamment documentée, le caractère tardif, précipité et isolé des ruptures théoriques, devait produire des effets durables dans le rapport savant à l'Afrique, malgré quelques engagements contemporains exclusivement politiques ou quelques engagements ultérieurs certes radicaux en écho à l'évolution idéologique post-coloniale, mais extrêmement confinés. À l'opposé d'une lente évolution, ce véritable "télescopage" des représentations les plus opposées mises au principe de la connaissance scientifique qui se voulait universelle ne pouvait que dériver sur un mode asymptotique dans le complexe savant le plus stérile; celui qui alterne réminiscences grandiloquentes ou faussement modestes de "l'Oeuvre" accomplie et remords vaguement masochistes.¹¹²

¹¹² La formule de Kestergat est la suivante; elle concerne plus précisément l'ensemble des acteurs de la scène coloniale: *"étrange chauvinisme à la belge qui est fait d'autoencensements sûrement abusifs et d'auto-critiques vaguement masochistes"* (cité par J. G. Libois et J Heinen 1989).

Huitième chapitre

"Accélération de l'Histoire" et formation d'un milieu scientifique au Congo. Permanences et ruptures

Avant de poursuivre l'exploration commencée à la faveur du précédent chapitre, il n'est pas inutile de fixer la toile de fond de "l'accélération de l'Histoire" à l'aide de quelques repères chronologiques

Une demi-décennie pour l'émancipation politique, les «atermolements» et le «*timing* infernal»¹

1955: voyage "triomphal" du Roi Baudouin.

1955 (décembre): publication du Plan de décolonisation de trente ans par Van Bilsen.

1955-56: création de l'Université Officielle du Congo Belge et du R-U. Elle comptera 111 étudiants dont 8 congolais en 1956.

1956: l'ULB ouvre un Institut Supérieur d'Études sociales à Élisabethville.

1956: congrès coloniaux des principaux partis belges.²

1956: P. Lumumba publie *Le Congo terre d'avenir est-il menacé?* Ouvrage dans lequel il réclame l'intégration de Congolais dans les organes de

¹ Nombreux sont les observateurs des dernières années de la colonisation qui ont mis en évidence tant l'importance finale qu'acquiesce la question du *timing* de l'indépendance que le processus de contraction de la période dite de transition.

Que la conscience du nouveau climat international ait été aigüe en Belgique n'empêcha point que le plan de décolonisation de trente ans de Van Bilsen apparût généralement comme une proposition peu crédible. Les élections communales de 1957 étaient conçues comme le premier pas d'une association des congolais à l'administration du pays qui devait au moins couvrir une période de 15 ans. Bien qu'en 1956, le Manifeste de l'Association des Bakongo réfutait tout délai; bien qu'en 1958, l'arrivée de Pétillon au ministère consacrait la perspective d'une accession à l'indépendance, nul n'imaginait alors la date de juin 1960. La Table Ronde de janvier 1959 —où un front congolais réclama la fixation d'une date en guise de préalable— fixa effectivement la date de juin 1960. Il restait vingt semaines pour préparer la passation de pouvoir!

² La question coloniale revêt un caractère complexe dans le cadre des projets d'intégration européenne. Le Congrès colonial belge de 1954 consacre tous ses travaux à cette question et les commissions sociales, culturelles, politiques, militaires, et économiques sont unanimes pour s'opposer à une intégration du Congo dans la Communauté. Opposition qui ne doit pas conduire à mettre en doute l'unité de la Belgique et du Congo; pourtant l'examen des arguments de la commission économique indique bien que la question principale est de maintenir l'autonomie et l'ouverture commerciale du Congo.

représentation des indigènes et l'égalité de statut pour les évolués. Ouvrage qui, par son ton et son ambition modérés, est loin d'annoncer le futur leader nationaliste.

1956: création de la CONAKAT, parti katangais favorable à une autonomie interne du Katanga. Apparition de l'expression "katangais authentiques".

1956 (1 juillet): publication du *Manifeste de Conscience africaine*. Conscience africaine est un groupe de jeunes congolais catholiques (dont le prêtre Malula) fondé en 1952. *Le Manifeste* réfute tout paternalisme, annonce que la perspective d'une communauté belgo-congolaise dont l'hypothèse est retenue, doit avoir pour cadre l'émancipation complète, privilégie une option unitaire et nationale et rejette l'introduction des partis et organisations politiques belges. Les auteurs du *Manifeste* adhèrent au *planning* de Van Bilsen (plan de trente ans), mais réclament un engagement rapide et officiel des autorités belges. Le manifeste enlève la une des journaux au congrès colonial du parti socialiste. À gauche, les recoupements s'opèrent rapidement pour "établir" un complot catholique par "évolués" interposés.

1956 (23 août): publication du *Manifeste de l'ABAKO* (Association des Bakongo) réfutant l'idée d'une communauté belgo-congolaise, refusant tout délai pour l'émancipation complète des Congolais et prônant une fédération à base ethnique, ainsi que la reconnaissance des partis congolais comme interlocuteurs.

1957 (janvier-mars): aboutissement de réformes depuis longtemps discutées visant à fixer les modalités d'association des Africains aux organes administratifs: statut des villes, réforme des Conseils de gouvernement et de province, Conseils de territoire, circonscriptions indigènes et centres extra-coutumiers, droit d'association aux syndicats. Tardives, ces mesures n'eurent aucun succès auprès des congolais qui y virent des tentatives de maintenir l'essentiel de la domination coloniale (B. Verhaegen, 1992, p. 572). Jusqu'en 1957, les centres extra-coutumiers étaient administrés par l'administrateur territorial.

1957: consultations populaires dans trois centres urbains visant à désigner les "édiles communaux". La tutelle ne disparaît pas pour autant dans l'administration de ces centres (Doucy 1962, p. 363).

1957: reconnaissance officielle de la liberté d'association.

1958: dix étudiants congolais dans les universités belges.

1958: le Ministre Pétillon (social chrétien) organise le groupe de travail parlementaire chargé de préparer le programme d'accession du Congo à l'autonomie dans la perspective d'une réelle association. Le rapport de la mission consacre le principe fédéral —un état fort et puissant au coeur de l'Afrique— dont l'aboutissement est l'indépendance ou l'association avec la Belgique. Sans délai final, un processus de démocratisation progressive devait commencer par la base, c'est-à-dire les circonscriptions indigènes. Le projet sera peu discuté car les émeutes de Léopoldville éclatent aussitôt.

1958: Conférence panafricaine d'Accra qui donne une dimension extra-congolaise au programme des partis congolais, celui de Lumumba principalement. Organisation du groupe des Amis de Présence africaine à Bruxelles.

1959 (janvier): émeutes à Léopoldville, violente répression des troupes congolaises et des militaires métropolitains. "Profanation" des symboles de "l'Oeuvre" qu'étaient les missions et foyers sociaux.

1959: le budget scientifique du Congo belge en 1959 équivaut à 6,7% du budget de la colonie alors que cette proportion n'est en Belgique que de 1,6%.

Selon un rapport conjoint du Conseil Scientifique pour l'Afrique et de la Commission de Coopération Technique en Afrique, l'investissement scientifique rapporté au revenu annuel total est, dans l'ensemble des territoires dépendants, le plus élevé au Congo belge.

1959 (13 janvier): déclaration du Monarque anticipant celle du Ministre et comprenant le terme *indépendance*, sans pour autant fixer de date. "*La volonté de la Belgique de conduire le Congo à l'indépendance sans atermoiement funeste ni précipitation inconsidérée, dans la paix et la prospérité*".

1959: mise en place des collèges consultatifs auprès du Gouverneur et des Gouverneurs de province.

1959: surenchère des partis congolais pour une accélération du *timing* et une indépendance rapprochée. L'ABAKO paralyse toute la région du Bas-Congo et y organise une véritable société parallèle.

1959 (Juillet Août): reconnaissance des libertés fondamentales, statut unique pour les fonctionnaires.

1959: "Révolution hutue" au Rwanda.

1959 (décembre): annonce d'une conférence réunissant leaders congolais et parlementaires belges à Bruxelles.

1959: Commission pour les problèmes que posent à la Belgique et aux territoires d'outre-mer les progrès des sciences et leurs répercussions économiques et sociales.

1960 (janvier): Conférence politique de la Table ronde. Lumumba est libéré pour l'occasion. Front des congolais pour fixer la date de l'indépendance à juin. Accord. Tous les leaders congolais s'étonnent de la rapidité avec laquelle la Belgique a "jeté l'éponge". C'est le *Pari Congolais* des conservateurs: partir pour mieux rester.

1960 (mars): création de l'Institut belge pour l'encouragement de la recherche d'outre-mer qui "*affirme une large disponibilité de l'expérience acquise au Congo*" (ARSOM 1962, p. 33).

1960 (mai): élections pour la composition de la Chambre congolaise et des Conseils de Province.

1960 (Juin): Indépendance, discours "profanateur" de Lumumba en guise de réponse à Baudouin qui entend faire de l'indépendance la dernière pierre de "l'Oeuvre" de son ancêtre. Dans les jours qui suivent, révoltes de la Force Publique, panique et exode des Blancs (fonctionnaires principalement), intervention de l'armée belge. Internationalisation de la question congolaise. Le 11 juillet, déclaration d'indépendance du Katanga par la CONAKAT, puis sécession du Sud Kasai. Intervention de l'ONU.

1961: assassinat de Lumumba livré aux Katangais.

1962: opérations militaires de l'ONU contre les forces katangaises.

1963 (Janvier): fin de la sécession du Katanga. Début des insurrections paysannes qui, au plus fort de leurs développements, concerneront deux tiers du territoire jusqu'en 1965.

I. La recherche et l'enseignement relatifs au développement du Congo/Ruanda-Urundi à la veille de l'indépendance

Van Hove (1968) estime à cinq cents le nombre de chercheurs scientifiques occupés au Congo à la veille de l'indépendance. Les gros employeurs sont l'INÉAC et l'IRSAC qui ont organisé au Congo plusieurs événements scientifiques internationaux. Plusieurs dizaines de chercheurs sont actifs dans les domaines que l'on reconnaît habituellement aux sciences humaines et sociales. On ne saurait ignorer la douzaine de missionnaires-ethnologues dont certains, à l'instar du R. P. de Sousberghe, poursuivent des recherches qui débordent du cadre linguistique pour s'engager dans des problématiques neuves: structuralisme, ethnophilosophie, psychologie³. Parmi ceux-ci, on retrouve bien sûr les animateurs d'*Aequatoria*, Hulstaert et Boelaert et le Ruandais Kagame.

Parmi les administrateurs coloniaux ou ex-administrateurs coloniaux, une douzaine également publie régulièrement: Grévisse, Capelle dans l'orbite du CEPSE, Brausch, Joset, Verbeken, issus de l'administration territoriale, Comhaire qui publie en outre dans des revues de langue anglaise plusieurs articles relatifs à la situation de la criminalité dans des villes africaines.

Outre les foyers de Léopoldville et d'Élisabethville, le centre de sciences humaines de l'IRSAC à Butare et les implantations universitaires de l'ULB, de l'ULg et de l'Université de Gand, les centres sociaux mobilisant des spécialistes, les recherches réalisées à l'initiative de quelques directeurs MOI des grandes entreprises (J. Gilhain directeur de l'office des transports), et enfin la création de deux universités congolaises renforce considérablement le nombre des personnels spécifiquement universitaires sur le terrain africain dont émerge la voix des évolués.

"L'organisation de la recherche scientifique au Congo" ou "l'entrée dans la phase systématique de la recherche scientifique" (Campus 1957) semble fournir des enjeux considérables pour le milieu scientifique métropolitain dès 1954-55. Sous le vocabulaire favori des entrepreneurs savants, mobilisant l'arsenal habituel des formules emphatiques relatives aux "conditions du progrès des pays neufs", se nouent des conflits institutionnels que l'on ne cherchera bientôt plus à occulter. Un premier danger, d'autant plus dénoncé par des universitaires métropolitains —qui représentent des institutions

³ Dont le principal missionnaire savant de métropole, le R. P. Charles s. j. (Charles, 1953). À titre indicatif, c'est le Père Charles qui fut délégué de la Belgique au Congrès mondial de Philosophie en 1958, où, se plaindra-t-il, aucun aspect de l'ethnologie ne fut abordé.

Voir aussi R. P. J. Van Wing 1953.

faiblement implantées au Congo—, qu'il concerne les stratégies de plus en plus tendues vers l'autonomie des institutions telles que l'INÉAC et surtout l'IRSAC⁴. Le second enjeu concerne l'introduction de l'enseignement universitaire: conflit pédagogique éminemment idéologique et politique dès lors que se concrétise le projet de Lovanium. Le troisième enfin, le plus vaste, le plus confusément perçu, concerne les rapports entre les institutions scientifiques du Congo-RU (y compris les services techniques du Gouvernement général) et les institutions métropolitaines qui toutes, peu ou prou, cherchent à développer des programmes congolais.⁵

Témoin de cette complexification des enjeux savants et académiques: la création d'une commission nationale présidée par le Roi Léopold et dont la compétence s'entend à *"tous les problèmes que posent à la Belgique et aux territoires d'outre-mer les progrès des sciences et leurs répercussions économiques et sociales"*, commission qui se superpose à la commission scientifique installée auprès du ministère des colonies.

Lors des grandes conférences coloniales mises sur pied dans le cadre de la campagne katangaise de l'Université de Liège, l'un de ses principaux "professeur coloniaux" met en garde contre toute tentative des institutions du Congo de se doter d'un organisme centralisateur propre et contre *"toute tendance à la sécession des institutions africaines"*. Il exige que les universités métropolitaines exercent un *"rôle régulateur"* (Campus 1957). L'ensemble des stratégies scientifiques prennent évidemment toujours des formes "purement scientifiques". Cependant, et malgré l'absence de perspective politique claire, il devient de plus en plus difficile d'éluder la perspective de l'émancipation africaine. Campus exprime clairement la perspective qui caractérise les *outsiders* ou les prétendants. *"Il n'est pas douteux que des congolais pourront s'élever à un niveau supérieur dans la recherche scientifique et probablement même au niveau supérieur. Il n'est pas douteux cependant que les Blancs resteront pendant très longtemps, sinon toujours, les authentiques garants de la recherche scientifique au Congo belge. C'est sans doute le domaine où leur tutelle sera la plus longtemps nécessaire. Quelle que soit l'évolution politique qui se produira et qui sera nécessairement influencée, façonnée par la recherche scientifique, ce que les Belges auront fait dans ce domaine au Congo sera impérissable et sera peut-être la meilleure garantie de pérennité de leur oeuvre civilisatrice et tutélaire. Elle*

⁴ L'IRSAC en effet n'a pas tardé à délaïsser sa mission officielle d'encouragement à la recherche pour développer une activité scientifique propre, soumettant ses programmes à tous les bailleurs de fonds.

⁵ Ainsi l'Institut pour l'encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (IRSIA, organisme national comparable au Fonds national de la Recherche scientifique), subventionne des recherches scientifiques au Congo.

Parmi les institutions métropolitaines, le Musée du Congo et du Ruanda-Urundi, l'Institut des Territoires d'Outre-Mer (ex-Université coloniale).

constitue certes pour le progrès social et économique, politique aussi, un étalon de mesure d'une grande valeur, d'une incontestable certitude et même d'une absolue nécessité" (F. Campus 1957, p. 15).

Cette perspective est très différente de celles du petit cercle qui entend construire la première université catholique d'Afrique, mobilise des ressources considérables et impose rapidement Lovanium comme le principal foyer universitaire sinon scientifique au Congo.

I. 1. Lovanium au centre de l'espace universitaire congolais

Fin 1947, un projet de "centre universitaire" se fait jour au Congo. L'initiative est conduite par le Recteur de Louvain, Mgr Van Waeyenbergh. Sur le terrain, c'est le centre missionnaire de Kisantu (auquel se sont ajoutés les centres de la CADULAC et de la FOMULAC) qui conduit les débats. Le premier conseil d'administration est constitué de Van Wing, Malengreau, le Dr Van Hoof, J. Opsomer et le professeur V. Antoine.

Le Centre Lovanium comporte 4 sections: agronomique, médicale, administrative et commerciale ainsi qu'une section Lettres. Le corps professoral de Louvain, qui a joué un rôle décisif, rompt donc la ligne jusqu'ici suivie en matière d'enseignement colonial. Il ne s'agit plus seulement de former des clercs, des moniteurs ou des prêtres. *"On s'attend à ce que les Jésuites (qui dirigeaient le centre de Kisantu) jouent un rôle capital dans l'institution"* (Vanderlinden 1994, p. 642).

Lovanium, les enjeux de la première université catholique en Afrique

Interview de G. Malengreau

Nous tenions le haut du pavé colonial à ce moment. Nous étions sûrs de notre oeuvre. Nous étions soi-disant les meilleurs colonisateurs du Monde.

Il y avait cependant une distance, une discrimination permanente et j'avais compris dès 1939 que c'était la perte de la colonisation belge... que là résidait le point faible qu'aucune mission civilisatrice ne pouvait compenser.

J'étais convaincu des capacités des Noirs depuis mon premier séjour au Congo. Après la guerre, il était évident pour moi qu'il fallait créer quelque chose.

L'opposition à l'idée d'une université était très forte parmi l'administration coloniale et surtout parmi les Jésuites qui ne voulaient pas précipiter les

choses et privilégiaient encore l'enseignement technique. N'ayant pas obtenu le Rectorat, ils quitteront d'ailleurs l'université, nous laissant complètement dépourvus car en fait beaucoup de choses leur étaient dues en matière d'enseignement et d'accueil. Nous étions soutenus mollement par l'administration coloniale, mais plus sûrement par les ministères catholiques, par les grandes compagnies comme l'UMHK et d'autres. Puis des soutiens décisifs nous ont été accordés par des fondations comme Ford, Rockefeller et des fondations catholiques.

Lovanium a été une belle bataille. Ainsi par exemple le Droit était interdit par l'administration. Là dessus, aucun compromis n'était possible.

Pourtant j'étais convaincu de la nécessité de former les congolais à la politique et à la gestion.

Lovanium eut le soutien du recteur de l'UCL. Mais les évêques étaient loin d'être unanimes et tous ne nous soutenaient pas.

L'université d'Éville où c'est principalement l'ULB qui joue (Liège était surtout la couverture au début) devient vite, contrairement aux apparences une collaboratrice, et il a même été question de se partager les facultés, Lovanium gardant les sciences sociales.

Alors que Lovanium était contestée en 1954, c'est Van Acker (premier ministre socialiste) qui nous a sauvé contre Buisseret qui menaçait, sans oser l'avouer publiquement. En plus comme je vous l'ai dit c'est aussi en 1954 que les Jésuites claquent la porte alors qu'ils étaient indispensables. Ils ont perdu la partie avec la nomination de l'Abbé Gillon au rectorat contre l'Abbé Schurmans et ont retiré leurs hommes. Nous avions l'appui de Ryckmans qui était au conseil d'administration et de Van Rooy (Cardinal belge).

Les Belges laïcs semblaient ne pas faire le poids dans cette compétition et je pense que Buisseret a désarmé.

La reconnaissance des milieux d'affaires (argent et soutien moral) et du rectorat de l'UCL est donc décisive dans cette histoire qui ira jusqu'à Rome.

En 1954 pourtant, le budget était de 2 317 FB, j'en ai fait part à Ryckmans qui m'a dit: "dépensez donc nos 2 317 francs! Imaginez-vous que le coût évalué en 1970 de Lovanium sera de 3 milliards! Entre-temps il y aura eu le gouvernement belge, les sociétés industrielles et commerciales du Congo, et les Fondations dont je vous ai parlé. Aujourd'hui il n'y a plus rien (Interview G. Malengreau).⁶

⁶ Propos largement confirmés par G. Van Der Schueren 1975.

Au moment de sa création, Lovanium compte quelque soixante enseignants et assistants. Selon le vœux de ses concepteurs, l'université doit, en Afrique, conserver son rôle de foyer culturel diffusant dans la population et elle ne peut se réduire à n'être qu'un instrument de formation technique, fût-elle avancée. Selon le Recteur Gillon: "*Nous n'avions jamais voulu être une université belge au Congo avec tous les problèmes belges transposés là-bas, telles des sections bilingues, mais nous avons toujours été une Université installée au Congo pour le bien et le développement des Africains*"⁷. Si Lovanium réussira à rester "la colline inspirée" durant les années de fureur de 1960 et 1961, elle n'avait pas manqué de s'investir dans les problématiques du développement. D'emblée, l'accent avait porté sur l'anthropologie appliquée, avec la mise sur pied de séminaires internationaux, des sessions spéciales d'un semestre destinées à des fonctionnaires⁸, la création d'une licence en anthropologie sociale et culturelle⁹, puis la mise sur pied, grâce à la Ford Foundation, d'une première équipe de recherche qui, à l'initiative de Bézy, constitua l'IRES-Lovanium. L'Institut de Recherches Économiques et Sociales sera la pièce maîtresse qui maintiendra, pour l'essentiel, un important courant de recherche durant les années de crise congolaise (1960-1965). Dès 1955, un flux d'enseignants et d'assistants se met en place entre Louvain et Lovanium, parallèlement à l'engagement dans l'enseignement de chercheurs tels que Vansina et Biebuyck (anthropologues IRSAC), rejoints par Caprasse (sociologue, CEPSI) et L. Baeck (socio-économiste, IRSAC) en 1959.

Buchman et Nicaise, deux enseignants de Lovanium qui seront associés à l'événement du *Manifeste de Conscience africaine*, sont pour leur part en activité au centre universitaire depuis plusieurs années. Ils sont proches des milieux démocrates chrétiens qui déploient une intense activité au Congo depuis 1948.

Parmi les jeunes Docteurs de métropole recrutés, nombreux sont ceux qui n'ont aucune expérience congolaise, ni compétence particulière en matières africaines: B. Verhaegen (histoire), P. De Visscher (statistiques, sociologie), H. Leclercq (économie) qui succédera à Bézy à la tête de l'IRES¹⁰.

⁷ Mgr. Gillon 1975, p. 52.

⁸ Le Gouvernement colonial finançait cette initiative qui devait permettre d'étudier les modalités de la participation des populations aux changements économiques et sociaux qu'introduisait le plan décennal de développement: "*such a programm can only succeed if people sincerely adhere to it and that, in order to obtain their collaboration, it is necessary to know their social institutions, to understand how their behaviour can be guided, and to examine the values they are attached*" (le Gouverneur Pétillon, cité par Nicaise 1960, p. 113).

⁹ Outre l'application de l'anthropologie aux changements sociaux, l'enseignement anthropologique devait participer à la formation d'enseignants congolais du degré secondaire.

¹⁰ En section agronomique, on retrouvera majoritairement des chercheurs de l'INÉAC.

A Élisabethville, université dont le recrutement est très majoritairement blanc au départ, on retrouvera également des chercheurs en sciences humaines de l'IRSAC dont le premier d'entre eux, Maquet, spécialiste de l'ethno-histoire du Ruanda. L'ULB y voit volontiers le futur bastion africain de la libre-pensée.¹¹

L'extrême classicisme qui caractérise le programme des cours de Lovanium ne doit pas cacher les mutations qui affectent les dispositifs de recherche. Tard venue, la psychologie se trouve au centre de la vaste recomposition des discours de la différence qui suit le recul du paradigme racial. La géographie enfin fait retour sur le terrain colonial longtemps déserté, porteuse de l'ambition d'un paradigme holistique. Elle renouvelle profondément l'approche démographique qui, au Congo, restait profondément lacunaire. La faillite des paysannats progressivement reconnue suscite une réorientation "sympathique" et "persuasive" plutôt qu'autoritaire du discours agronomique dont le dispositif congolais s'ouvre considérablement aux contacts extérieurs.

Les années cinquante voient donc se constituer l'ébauche d'un milieu scientifique au Congo correspondant à la partition régionale héritée, mais traversé de nouveaux axes de structuration. Des missions médicales (CEMUBAC-ULB) et des dispositifs proprement universitaires abordent le terrain réservé jusqu'ici à l'organisation médicale de la colonie. Les objets aisément groupés sous le label *acculturation* supplantent l'ethnologie de l'âge d'or. L'économie devient enfin une "discipline publique" qui, avec une sociologie d'encadrement social, éclipsent l'hégémonie traditionnelle des juristes et des "macro-ingénieurs". La psychologie se dote de quelques moyens de faire vaciller les dogmes de la "bantouïté".

Aux points de vue des disciplines, des hommes et des institutions savantes, la rupture semble consommée avec le dispositif savant caractéristique de l'âge d'or.

Sur le plan idéologique enfin, l'émergence tardive de leaders, de mouvements et de partis politiques suscite les premières prises de distance à l'égard du fait colonial comme cadre global d'analyse. Cette observation doit cependant être tempérée. Si des lignes de fractures relatives aux positions à l'égard de l'élite congolaise s'ébauchent à côté des oppositions idéologiques et institutionnelles métropolitaines, elles se traduisent peu dans la théorie. Les lignes de rupture dans la théorie ne surviendront qu'au lendemain de l'indépendance et sont en rapport avec l'intérêt considérable qui se développe outre-atlantique pour les objets tout neufs que sont la politique africaine, la décolonisation et le nationalisme.

¹¹ Divers centres d'enseignement (social, horticole, formation continuée) sont cédés aux universités métropolitaines. Ils occupent eux aussi un nombre important d'universitaires métropolitains.

Dans les années cinquante, nous en sommes très loin malgré la nature des travaux que nous allons évoquer. Il importe cependant de souligner qu'une petite décennie a suffi pour transporter au Congo l'ensemble de ce qui constitue un champ scientifique. Les universités y cherchent davantage une seconde vie qu'une simple annexe. Ce qui explique le faible retour des savoirs africains issus de la colonisation de développement dans les *Alma mater*. Le dispositif savant qui sous-tendait la production des connaissances scientifiques durant l'âge d'or semble entièrement marginalisé. La connaissance qu'il produit semble relever d'une seule fonction de commentaire et d'accumulation encyclopédique. L'université coloniale est évidemment déclassée par les universités congolaises.

Nous avons évoqué plus haut le chantier social de la colonisation de développement et les entreprises universitaires qui y convergèrent. Par contraste avec les prétentions "technologiques" des ces sciences sociales appliquées, on soulignera l'espèce d'impuissance théorique et l'attitude réactionnaire qui les caractérisaient en général. Comme les fragments d'interviews l'ont suggéré, les clivages institutionnels et idéologiques du milieu universitaire (et singulièrement du milieu de la recherche) prendront au Congo une dimension presque pathologique. La lutte est âpre sur les frontières héritées des terrains de recherches et sur le marché pédagogique. Les connexions des nouveaux venus avec les personnels "congolais" ayant, à quelque titre, des prétentions à connaître (administrateurs, missionnaires, cadres des sociétés), dessinent de complexes réseaux d'information et de services rendus. Au sein de ceux-ci, et malgré des appartenances parfois précises, les positions des partis politiques belges, sont loin de fournir des clés d'interprétation particulièrement éclairantes. Quelle que soit la complexité d'une telle situation et le contraste qu'elle offre au regard de l'ancien ordre métropolitain des sciences coloniales, il serait illusoire d'y chercher la source d'un renouvellement significatif des modes de connaissance de la prime colonisation de développement. Cependant, les scientifiques sont nettement plus en vue sur la scène coloniale, offrant un espace de médiation entre Bruxelles, Léopoldville et Elisabethville.

Voyons à présent comment les problématiques et contenus de quelques recherches qui se voulaient moins liées à la conduite du développement pouvaient fournir certaines lignes de fuite susceptibles de saper l'immense volontarisme des "ingénieurs sociaux" et de fournir quelques axes de recomposition des sciences sociales post-coloniales.

I. 2. Regards neufs sur la «colonie modèle»

Les recherches que nous évoquerons dans la suite ont en commun quelques caractéristiques qui permettent d'en faire des recherches de transition. Ils ne s'agit pas de cas isolés, mais leurs propriétés ainsi que leurs objets, en font des cas exemplaires.

Dans le domaine de la géographie-démographie, de l'économie, de la psychopédagogie et de la sociologie, ces recherches qui furent conçues dans la dynamique de la colonisation de développement et réputées fournir son support scientifique, tranchent nettement tant à l'égard de la recherche fondamentale de l'IRSAC que des recherches "appliquées" ou recherches sociales des professeurs de sociologie. Bien loin d'être des recherches susceptibles de rompre décisivement avec l'énonciation coloniale dominante, ces elles ébauchent, chacune à sa manière, des problématiques dont la haute "technicité" érode pourtant considérablement sa pertinence. Davantage qu'une haute technicité, c'est une réelle capacité de construire leurs objets qu'il convient dans certains cas de leur reconnaître. Toutes, nous le verrons, puisent à des corps paradigmatiques qui, pour n'être pas étrangers à la science coloniale, ont acquis ailleurs leurs titres, fussent-ils alors plus prometteurs que consacrés. Toutes mobilisent des problématiques décentrées; deux d'entre elles étant le fait de très grands formats, "personnalités" dirait-on, auxquelles un haut statut universitaire garantissait sans doute une importante liberté. Toutes marquent une certaine distance critique, d'emblée affirmée et revendiquée, face aux objets désignés comme problèmes, toutes recourent avec une relative méfiance aux données, notions et terrains fournis par l'appareil du pouvoir colonial.

I. 2. 1. Le phénomène urbain en Afrique centrale. Un autre regard sur les «lumières de la ville»

Mention doit être faite de la principale publication du P. Denis non seulement parce qu'elle illustre un retour de la géographie sur le terrain colonial, en l'occurrence sur une problématique coloniale inédite pour elle, le fait urbain; mais aussi parce qu'elle est le fait de l'un des principaux géographes belge de l'après-guerre.

Le projet du géographe se distingue par ailleurs des nombreuses monographies de centres extra-coutumiers réalisées par des administrateurs coloniaux. Elle dépasse le cadre de l'Afrique belge pour prendre comme objet le phénomène urbain en Afrique centrale, offrant une approche à la fois théorique et de terrain des "35 principaux centres urbains de cette vaste région".¹² Démarche canoniquement scientifique que celle de Denis, qui compile une immense littérature avant de réaliser des enquêtes de terrain très soigneusement organisées. Ses premières publications relatives au Congo datent de

¹² J. Denis notait que les études du fait urbain centre africain réalisées par des géographes étaient peu nombreuses, moins nombreuses en tous cas que celles qui avaient été réalisées par des sociologues. Les enquêtes de Denis s'étalent sur quatre ans mobilisant des centaines d'enquêteurs. Elles sont financées principalement par l'IRSAC.

1956. La méthodologie d'investigation prend immédiatement le pas sur le "souci de faire".¹³ À l'objectif d'une ampleur considérable (faire le point sur le fait urbain en Afrique centrale) répondait une méthodologie qui se voulait rigoureuse, combinant selon un même schéma appliqué personnellement par le chercheur à plusieurs villes du Congo et d'A.E.F. À l'enquête cartographique succédaient deux ou trois jours consacrés à "*parcourir la ville en tous sens, afin d'en apprécier le volume sensible*". Suivaient l'examen critique et la compilation des documents administratifs, confrontation avec les auteurs et enquêtes complémentaires, puis séries d'interviews avec des personnalités non officielles africaines et européennes. Certaines villes faisaient l'objet d'une vaste enquête (8 500 ménages représentant 21% de la population urbaine, une cinquantaine d'enquêteurs sur Élisabethville) tandis que des enquêtes ciblées privilégiaient, l'une les évolués, l'autre les femmes ou les travailleurs âgés. Le volet démographique exigeait pour sa part des "*incursions en milieu extra-coutumier*".

Les exigences au niveau de la définition de l'objet, la ville africaine, excluent les camps, et rassemblements volontaires autour des postes et mettent en oeuvre des critères historiques, urbanistiques, critères de stabilité de population, de localisation d'ancrage dans un hinterland, de fonctions principales.

La série urbaine, constituée de trente-cinq villes, permettait d'établir des rapprochements, puis des types, autorisait le test d'hypothèses sur l'origine de la localisation. À ces questions typiques d'un géographe professionnel succédait une géographie sociologique qui nourrissait l'essentiel de la recherche. Denis saisissait le propre et la dynamique des villes africaines sur trois terrains principaux: la démographie, le travail et le logement.

Parmi les instruments théoriques qui autorisaient la définition de problématiques rompant avec la problématique coloniale dominante, le géographe pouvait principalement mobiliser une conceptualisation suffisamment formalisée du fait urbain, amalgamant critères spatiaux, économiques, urbanistiques et sociaux ou plus spécifiquement géographiques, pour autoriser une rupture à l'égard du volontarisme absolu qui présidait à la représentation de la cité africaine. C'était là une rupture considérable si l'on considère que l'ensemble de cette représentation reposait sur une simple confrontation du projet économique et technique blanc et de l'éternité raciale-culturelle bantoue. Quant au projet scientifique de la géographie, il retrouvait un impérialisme désormais "sympathique" à l'égard des sciences humaines et sociales. Devait-il pérenniser sur un mode humaniste, universaliste et scientifique celui des macro-ingénieurs?

La méfiance à l'égard des cadres fournis par la problématisation "spontanée" et des leitmotifs des réformateurs apparaît chez Denis tout autant dans la critique des données administratives, l'objectivation de la ségrégation spatiale, l'usage extrêmement

¹³ J. Denis, s. J., 1956, pp. 25-60.

parcimonieux et prudent des catégories ethniques¹⁴, le refus du mythe de l'attrait psychologique des lumières de la ville,¹⁵ que dans la rupture de la perspective d'une inéluctable régression des zones coutumières. Ainsi non seulement le phénomène urbain n'apparaissait plus comme un mouvement subi dans les affres par d'éternels ruraux, mais se découvrait une texture irréductiblement africaine, dont les lois racio-spaciales de la bantoutité éternelle ne pouvaient plus rendre compte. Dans de nombreux cas documentés par Denis, la restructuration de l'ensemble des échanges économiques, sociaux et culturels présidait à une véritable renaissance rurale. Et celle-ci à son tour exigeait la fin du régime coutumier officiel (selon les termes de Marzorati, *une dissociation entre l'économie rurale et ces cadres coutumiers*).

Alors que la ville africaine suscitait quantité d'appréhensions et que fleurissaient les projets de *ressetlement* massif, Denis identifiait, dans la formation de la ville africaine, malgré ses insuffisances non dissimulées, une logique universelle du progrès et de l'émancipation sociale. "*L'urbanisation nous apparaît comme un phénomène non seulement inévitable mais souhaitable à condition que les villes s'intègrent dans un plan général d'aménagement du territoire. (...) Ceux qui prônent aujourd'hui la décongestion des grands centres sont souvent les mêmes qui naguère, opéraient des ponctions massives de main-d'oeuvre en milieu rural et se plaignaient amèrement des freinages que les autorités inquiètes tentaient parfois de leur opposer. (...) Entre les extrêmes, entre la grande ville et le village traditionnel de la brousse, il y a place pour des catégories intermédiaires où de petites industries devraient être encouragées*".¹⁶ Et de citer les banlieues rurales où une véritable révolution de la production agricole était en cours qui n'était pas principalement le fait de l'initiative européenne.

¹⁴ J. Denis, s. j., 1958, p. 133.

Notons par ailleurs l'absence de référence à l'ethnologie et même à l'anthropologie professionnelle sinon pour en mettre en doute telle ou telle proposition: "*on s'étonne qu'un auteur comme Maquet fasse si peu de cas des motivations économiques, du désir de gagner de l'argent alors que ce désir est tellement explicite chez tous les Africains en route vers la ville*" (1958, p. 170).

¹⁵ "*Le classement des causes de départ alléguées par les africains est difficile à établir, théorique sinon illusoire. Même si dans un cas, l'aspect économique semble déterminant, on y trouve, sous-jacent, un aspect social. Dans d'autres cas, le mobile psychologique allégué ne surgit ou n'acquiert sa pertinence que dans un contexte économique particulier*" (p. 156).

Au-delà des mobiles, Denis établit que la seule UMHK recruta, par ses soins, ceux de la bourse du travail et d'une compagnie spécialisée, près de 100 000 travailleurs entre 1920 et 1930. Et d'ajouter: le mouvement d'émigration est aujourd'hui d'un autre type. Mais il n'aurait pas revêtu une telle ampleur ni une telle spontanéité si les voies ne lui avaient été tracées et l'orientation donnée par les recrutements de naguère (p. 167).

¹⁶ J. Denis, s. j. 1958, p.368-369.

I. 2. 2. Une sociologie des élites contre l'omniprésente thèse de l'incomplétude nécessaire de l'Évolué

C'est en 1956 que P. Caprasse entreprend une recherche sur les élites urbaines d'Élisabethville, à la demande du CEPSI et grâce à Malengreau.¹⁷

Ici encore, malgré une demande précise et d'autant plus précise que le chercheur opère au Katanga dans le cadre du CEPSI où les chercheurs liégeois sont de plus en plus nombreux et influents, tout indique qu'une grande liberté lui fut laissée.¹⁸ À l'instar de ce que nous avons dit des recherches de Denis, l'accent est ici aussi porté sur l'élaboration méthodologique qui prend une dimension nettement compréhensive et qualitative. La problématique du leadership, presque inexistante jusqu'ici au Congo, malgré l'usage abondant des termes "élite indigène", renvoie à des avancées récentes de la sociologie anglo-saxonne et est alors de plus en plus distincte des approches psychologiques et psychosociales des leaders.¹⁹ C'est principalement en référence aux traditions sociologiques américaines et aux études récentes des sociologues anthropologues britanniques en Afrique que Caprasse construit son approche du leadership africain urbain. Sur le plan méthodologique, l'auteur tente d'objectiver et d'intégrer dans sa

¹⁷ P. Caprasse, *Leaders africains en milieu urbain* (Élisabethville), 1960.

Caprasse n'est pas étranger à l'Afrique belge. Caprasse père était officier au Congo dans les années vingt. Caprasse oncle est administrateur, puis Commissaire de district au Congo.

Caprasse Georges (autre oncle) est fondateur et directeur d'un journal important à Léopoldville, *Le courrier Afrique*. Il est très proche de Ryckmans auquel il s'est rallié en 1940, en opposition avec les thèses neutralistes du clergé du Katanga. Caprasse oncle remet son tablier au lendemain de la guerre, refusant une O.P.A. du mouvement ouvrier chrétien sur son journal. À cette occasion, il publia un article d'adieu qui annonçait l'imminence d'un nouvel État indépendant congolais.

L'épouse de P. Caprasse est la nièce du ministre PSC De Schijver qui aura à gérer la table ronde et la décolonisation.

Pierre Caprasse a donc connu l'Afrique dès l'enfance.

Après des études de sciences économiques et sociales, terminées avec un mémoire consacré à la "crise du chef traditionnel", il retourne à Léopoldville pour faire une thèse. La perspective est celle d'un poste d'enseignant à Lovanium. Malengreau dirige l'opération et le CEPSI finance —le CEPSI publiera la thèse consacrée aux élites indigènes dans sa série de mémoires (Interview de P. Caprasse).

¹⁸ Rappelons qu'en 1956, le plan de trente ans, le *Manifeste de Conscience africaine* et celui de l'ABAKO sont connus et discutés dans les milieux coloniaux du Congo et de métropole.

¹⁹ Voir en outre les études de P. A. Sorokin sur les leaders des mouvements ouvriers (1923) et de C. Wright Mills, *Power Elite* (1956).

démarche les conséquences de son appartenance (réelle et imputée) au groupe européen qui "*exerce une véritable domination sur les groupes africains*".

L'étude du leadership au sein des associations tribales urbaines et des cercles culturels (réservés aux évolués), ainsi que le rôle des autorités administratives, débouchait sur une approche originale des voies de structuration de la sociabilité africaine urbaine. En soulignant la compétition des élites proprement "modernes" et "traditionnelles", les stratégies des uns et des autres, les équilibres négociés requis par la mobilisation collective et la recherche permanente d'une diversification des registres et des fonctions du leadership, les acteurs africains apparaissaient comme des acteurs politiques au sens propre. Sous les catégories duales de la culture coloniale, perçait ainsi un ensemble neuf de pratiques dans l'infra-pouvoir. Ainsi Caprasse put-il mettre en lumière l'origine d'une attitude associant l'inexorable montée du radicalisme et la responsabilité "civique" des leaders congolais qui désarma les observateurs et négociateurs belges de l'indépendance.²⁰

Si Caprasse parvenait quelque peu à briser l'image de l'évolué schizophrénique, dépendant et arrogant, constamment invalidée comme indice d'une compétence politique et sociale, il n'y échappait pas complètement.

Si rien dans cette recherche n'autorise un renversement global des principales propositions du discours colonial dominant, le seul choix du "politique" permettait de prendre une certaine distance à l'égard d'une élite qu'à force de désirer "sociale", "locale" et accédant très lentement à la "maturité responsable", on finissait par considérer comme telle. À l'opposé de ce qui sera fait massivement par la suite, ce n'est pas en mettant à jour la puissance de déstructuration-structuration de l'intervention coloniale ou en démasquant l'idéologie civilisatrice qui couvrait une logique implacable d'exploitation et de domination que l'orientation de cette recherche peut être caractérisée comme une problématique de transition. Ce qui frappe bien davantage le lecteur d'aujourd'hui, c'est le recours massif au cadre d'analyse et d'hypothèses que propose R. Boudon sous le label de l'individualisme méthodologique. En effet, la situation coloniale posée et sans

²⁰ L'histoire courante de la "décolonisation ratée" souligne toujours l'usage immédiat des tribunes communales conquises par les premiers bourgmestres à des fins de mobilisation politique plus vaste. Caprasse en donne une explication ancrée dans la nature des contraintes qui pesaient sur les stratégies mobilisées par les leaders et pose la question suivante: "*est-il téméraire d'avancer que les leaders politiques, même élus par la population, seront forcés, tant que durera la situation coloniale, d'adopter des attitudes (...) de revendication et d'opposition, tolérant de moins en moins la collaboration avec l'europpéen, pour sauvegarder leur prestige et que les bourgmestres seront nécessairement amenés à prendre des positions politiques dans l'exercice de leur fonction?*" (Caprasse 1959, p. 141).

laquelle "il faut renoncer à comprendre l'attitude de l'élite instruite"²¹, est principalement caractérisée par les registres et ressources qu'elle propose à des sujets volontiers perçus comme des stratèges, capables de recomposer et d'alimenter des logiques collectives, malgré l'effet massif d'imposition autoritaire. "Rôle d'intermédiaire entre l'européen et la population autochtone, (...) ou rôle de revendicateur passif guettant la moindre erreur de l'européen (...), ces deux attitudes ne sont pas contradictoires, un même leader peut les utiliser simultanément. (...) Ce commis parvenu aux plus hautes fonctions a toujours su jouer sur plusieurs registres avec une opportunité et une habileté consommée (...), tantôt il jouait son rôle d'intermédiaire, tantôt il jouait de l'opposition, puis se posait en victime et enfin, savait utiliser adroitement les rivalités ethniques pour évincer un adversaire".²² En amont des problématiques ultérieures, quelque peu vaines il faut le reconnaître, visant à articuler rôles politiques et dynamiques de classe et en aval de la permanence ethnique, Caprasse concluait: "dynamisme, utilisation des sentiments tribaux et exploitation de la situation coloniale nous paraissent autant de moyens utilisés par les leaders «instruits». On peut se demander si avec l'évolution politique ne va pas se former une sorte de faction composée d'éléments «instruits» qui réunissent dans leurs mains tous les atouts pour accéder au pouvoir politique. (...) Dans ces conditions se posera le problème de savoir si cette minorité en place ne retiendra pas à son profit exclusif les avantages économiques, sociaux et politiques conquis au nom et avec l'assentiment de toute la population".²³

I. 2. 3. La structure de l'économie congolaise: un obstacle au développement

C'est dans un autre registre qui participe tout autant des perspectives dressées par Ryckmans que de la découverte du sous-développement qu'il convient de situer la portée des recherches économiques de F. Bézy.²⁴

²¹P. Caprasse, p. 140.

²² Idem, p. 135.

²³ Idem, p. 141.

²⁴ F. Bezy 1957.

Bézy est Docteur en Droit et assistant à l'UCL en 1948. Il a été formé et travaille pour Dupriez: "je suis un homme de Dupriez, je n'ai alors rien à voir avec le Congo" (interview).

En 1950, il part pour le Congo et rejoint le centre universitaire de Kisantu, centre missionnaire important et préfiguration de Lovanium. Cette institution comporte trois orientations pour lesquelles l'enseignement repose en grande partie sur les jésuites. La section médicale forme des assistants

Comme nous l'avons souligné précédemment, la saisie économique du Congo s'est très tardivement émancipée de la "science" opérationnelle des macro-ingénieurs eux-mêmes insérés dans les principaux C.A. des groupes financiers et industriels. Elle était presque absente des institutions savantes de l'âge d'or. On peut considérer que les recherches qui aboutissent à l'ouvrage *Problèmes structurels de l'économie congolaise* sont une première au Congo. Les sources sont évidemment celles disponibles dans les publications officielles.²⁵ Mais c'est au niveau de l'approche que s'affirme ce caractère inédit. C'est qu'en recourant aux intuitions méthodologiques et au cadre descriptif de l'économie structurale que Bézy est conduit à innover décisivement en posant comme objet et cadre d'analyse l'économie congolaise davantage que l'économie coloniale. En 1956, la perspective de l'indépendance politique est encore très lointaine, celle d'un Congo économique se constitue. Ses points de repères sont donnés par l'analyse économique de pays industrialisés. De ce point de vue Bézy met en exergue les nombreux déséquilibres et imperfections qui affectent les différents marchés. Ainsi le marché des capitaux posait la question de l'ampleur et de l'affectation des investissements publics. L'investissement public dans des secteurs directement productifs s'imposait selon Bézy comme un moindre mal.

médicaux, la section agronomique des moniteurs agronomes et, enfin, une section d'administration recouvre des enseignements multidisciplinaires de sciences administratives et sociales. On ne sait pas trop ce qu'elle vise à former.

Car dans les collèges, il n'y a pas encore de classe rhétorique, donc la clientèle de Kisantu est composée d'un salmigondis de rescapés des séminaires"

Bezy doit réaliser un rapport sur l'enseignement; "un rapport de faisabilité" susceptible d'implémenter le dossier d'élargissement de Kisantu.

L'UMHK sollicite Bezy pour réaliser une histoire de son oeuvre. Les conditions posées par lui sont telles (liberté totale d'enquête, prise en charge totale de frais, liberté de publication), que l'étude sera confiée à un journaliste et sortira sous la forme d'une plaquette plutôt apologétique.

Une anecdote qui traduit bien le climat de l'époque. Bezy publie un papier significativement intitulé "salaire égal, travail égal" concernant les engagements de Blancs et de Noirs. Alors que l'équivalence de formation et de compétence est admise, la question de la rémunération fait néanmoins blocage. Le Recteur de Lovanium (Mgr Gillon) convoque l'auteur pour lui expliquer, sans remettre en cause son travail et sa liberté, que ce papier a conduit la Société Générale à refuser le financement de la faculté polytechnique qui était en négociation!

Cette Faculté sera financée par des capitaux allemands après l'indépendance (interview de Bezy).

On retrouvera cet argumentaire strictement économique justifiant l'égalité de salaire aux pages 164-179 de l'ouvrage précité.

²⁵ Dès l'introduction de l'ouvrage, Bezy soulignait "*qu'en ce qui concerne la publication des statistiques courantes, le Congo figure parmi les pays les plus rétrogrades*" (p. 8).

La constitution d'un marché libre (qui n'existait pas à la différence de l'Afrique du Sud) "ne pouvait à lui seul éliminer les imperfections de la structure économique présente. (...) Si les investissements devaient se réaliser de manière unilatérale dans l'avenir comme dans le passé, le développement économique ne résoudrait pas les problèmes qui se posent aujourd'hui, au contraire..."²⁶

D'un point de vue structural et congolais, le maintien de salaires et de productivités du travail extrêmement bas dans certaines régions du régime coutumier, contribuaient à déprimer le niveau général des salaires congolais. La question de la formation de ceux-ci montrait à quel point l'économie coloniale s'opposait à une économie libre. Elle indiquait également les énormes obstacles auxquels devait se heurter le plan de développement. Poussé à son terme, le raisonnement indiquait que la structure économique du Congo se révélait peu propice au développement malgré les performances enregistrées en termes de croissance. Outre son importance politique, la question du double marché du travail, apparaissait fondamentalement impropre à un traitement par le biais de réformes. Impasse donc que Bézy décrivait en ces termes: "*la formation des salaires indigènes, entièrement d'origine intérieure, est gouvernée par des conditions propres qui échappent en partie à l'ordre économique. Les revenus des travailleurs noirs sont anormalement bas. (...) Du côté des expatriés, les rémunérations se forment sur le marché belge de l'emploi. (...) Jusque dans un passé récent, la dichotomie des rémunérations n'a guère posé de problèmes; ou plutôt les questions que l'on pouvait poser à cet égard ont toujours reçu comme réponse l'affirmation de préjugés plus ou moins conscients. (...) Qu'on le veuille ou non, le maintien d'une telle situation reviendrait à consacrer, au point de rencontre des compétences des deux groupes, une véritable discrimination raciale. Et si l'on se décide à appliquer la formule à travail égal salaire égal, on sera étonné de voir à quel point va s'ouvrir la dispersion des salaires indigènes. On sera obligé de constater que tout le système de rémunération congolais est faussé et que ceux qui sont le plus à plaindre ne sont pas les plus évolués des indigènes*".²⁷

²⁶ F. Bezy, 1957, p. 155.

²⁷ Idem, p. 194-195.

Les 32 000 européens employés par l'État et les compagnies gagnaient autant que les 1 240 000 travailleurs indigènes. Soit un rapport de 1 à 40. En supposant que le salaire des européens soit réduit de moitié pour être redistribué sur les salaires indigènes, "*le salaire maximum accordé aux indigènes évolués n'équivaudrait pas encore au traitement minimum de l'européen expatrié. Le salaire journalier d'un grand nombre de travailleurs coutumiers passerait de 10 à 15 francs par jour, ce qui signifie que le travailleur métropolitain continuerait à gagner deux fois plus par heure que le travailleur indigène par jour dans certaines régions du Kivu, du Kasai, de l'Équateur*" (p. 197). On comprend que la situation ne pouvait difficilement être réformée "*ni par un tour de passe passe, ni par décret, ni par une révolution..!*"

I. 2. 4. Après la race, le psychisme. L'approche démocratique des aptitudes et les performances des Congolais

"J'ai voulu présenter une sorte de catéchisme du psychologue des Noirs au Congo belge. L'idée essentielle est simple: il est indispensable, dans les limites d'une situation concrète où l'étude doit être sertie, d'établir avec le plus grand soin le bilan des facteurs dont peut dépendre le comportement des Noirs mis en étude et de régler les observations pour faire varier ces facteurs, avant de se lancer à l'aveuglette dans le *testing* et d'en comparer sans plus les résultats avec ceux des Blancs, car de tels résultats, détachés des différences de situation, ne signifient rien".²⁸

Comme nous l'avons dit plus haut, la psychologie était sans doute la discipline la plus tardivement représentée, et dans les sciences coloniales, et au Congo. Ceci est particulièrement vrai des sciences coloniales belges où les essais "holistiques" de Verlaine, puis la biologie psychologique de Habig, faisaient office trop souvent de psychologie africaine. C'est à la nature du système scolaire congolais que les services du personnel de quelques grandes entreprises paternalistes doivent le privilège d'apparaître comme des précurseurs en appliquant quelques instruments psychologiques et pédagogiques à la fin des années quarante.²⁹

²⁸ A. Ombredane, 1950, p. 547.

²⁹ Voir notamment les publications de P. Verhaegen, responsable du Centre de psychologie et d'éducation de l'UMHK, qui concernait quelque 200 000 enfants katangais. Diverses recherches furent menées; les unes tentaient d'évaluer les défaillances de l'éducation préscolaire, d'autres tentaient de "*faire la part des facteurs génétiques et des facteurs culturels*" dans les processus d'acquisition des connaissances. D'autres enfin concouraient à définir des indices d'intégration à l'aide de tests tels le T.A.T. Notons que ces recherches n'étaient pas seulement opérationnelles mais furent publiées dans diverses revues internationales de psychologie. Voir en outre P. Verhaegen et J. L. Laroche 1958.

Les recherches psychopédagogiques ne semblent guère plus anciennes dans les colonies françaises d'Afrique. Outre les recherches du Dr Pales en A.O.F. en 1948-49, ce n'est semble-t-il qu'en 1951 que des missions psychopédagogiques furent envoyées à Dakar et Brazzaville dans l'objectif de préparer le développement de l'enseignement technique. R Durand, chef de mission en A.O.F. contestait le portrait communément négatif de l'Africain en cherchant, comme le firent des centaines de chercheurs d'alors, à identifier les facteurs héréditaires et les facteurs "*de milieux et d'ambiance culturelle et de niveau de vie qu'il privilégiait. Il enregistrait par ailleurs, à côté de la difficulté d'adaptation, le refus d'adaptation et concluait: si ce milieu est néfaste à différents égards, opposant, débilitant et que d'autre part on ne puisse en séparer l'Africain, c'est là un cercle vicieux*". Les tests d'apprentissage expérimental traduisaient des aptitudes presque identiques entre jeunes africains et européens (R. Durant 1954, 104-108).

Outre les "recherches" dont nous avons parlé et qui ne brillaient pas par leur originalité au regard des dogmes de la bantouité admis en Belgique, c'est à A. Ombredane, professeur de psychologie à l'ULB, que l'on doit les travaux les plus rigoureux et les plus décisifs.³⁰

Pour rappel, la psychologie sociale académique connaît depuis 1940 un courant égalitariste, dit aussi démocratique, largement dominé par les travaux de Klineberg.

Dès 1950, Ombredane publie *Principes pour une étude psychologique des Noirs du Congo belge*.³¹ Durant les années suivantes, par le biais de l'IRSAC ou du CÉMUBAC, il entreprend ou supervise plusieurs recherches mobilisant force tests et faisant montre parfois d'une imagination méthodologique considérable.³² Bien qu'ils couvrent un terrain assez vaste, incluant en outre l'étude des stéréotypes, les travaux d'Ombredane restent sur le terrain strictement psychologique.³³ Néanmoins, ils participent de ce très vaste mouvement de démultiplication des terrains d'investigation de la différence entre les hommes, les peuples et... les races.

Ayant évoqué l'existence d'un courant démocratique, il est indispensable de rappeler qu'un autre ensemble de recherches et de théories tente de redéfinir les axiomes scientifiques différentialistes. L'occasion est propice par ailleurs de montrer qu'au-delà des mots, des concepts, des disciplines et des résultats chiffrés, la structure polémique que nous avons mise à jour à propos de la prime "découverte des sociétés bantoues" était parfaitement reproduite jusque dans ses implications politiques. Ainsi, G. Heuse, réfutant tant le dogme anti-égalitariste que son opposé, définit en 1954 les domaines dans lesquels des premiers résultats africains et comparés ont été obtenus: biologie, biochimie, psychologie, psychopathologie, sociopsychologie et pour l'Afrique, la sociopathologie!

³⁰ Ombredane est, à l'instar de Gourou, un grand scientifique français enseignant à l'ULB et ayant mené des travaux sur le Congo. Après des études de médecine à Paris, il fut en outre professeur au Brésil, directeur-adjoint du Centre de psychologie de l'enfance à l'École pratique des hautes Études, directeur du Centre d'Études et de recherches psychotechniques du ministère français du travail. Il entre à l'Institut colonial en 1952 et décède en 1958. Il fut chargé par l'UNESCO d'une expertise sur les conditions psychologiques de l'éducation des Noirs.

Un autre professeur de psychologie réalise pour le service de l'orientation professionnelle du Gouvernement général des adaptations de tests d'intelligence; il s'agit de Maistriaux. Ici encore, il est question de formaliser l'éducation préscolaire.

³¹ A. Ombredane 1950.

³² A. Ombredane 1954.

Le texte originel dans lequel Ombredane présentait ce test adapté, le Congo T.A.T., fut réédité tel quel en 1969 par les Presses Universitaires de France.

³³ À la différence des travaux de G. Heuse, qui tentaient de meubler les projets d'anthropologie psychologique et d'ethnopsychologie politique appliquée (G. Heuse 1954).

Curieusement, cette nouvelle offensive contre les approches racistes strictement biologiques remet toutes les hypothèses sur le métier, ignorant apparemment les acquis d'une première émergence de l'ethnologie culturelle relativiste.

En tout état de cause, ces différentes "disciplines" font la démonstration de la précarité ou de la fausseté de la plupart des opinions grossièrement racistes largement admises.³⁴ Dans cette immense foire scientifique, on retrouve nombre de "théories" très proches de celles du Dr Habig. À nouveau, l'effondrement de la raciologie biologique induit un tel désarroi parmi les scientifiques, la cacophonie des résultats contrôlés semble telle que fleurissent immédiatement les "théories globales" d'une audace considérable, qui s'inspirent régulièrement des jugements très généraux de l'ethnologie du début du siècle. Ainsi, Heuse proclame: *"la personnalité du Noir est axée sur un trait directif hautement développé par rapport au Blanc: l'affectivité mystique grégaire; chez le Noir, la représentation se perd dans l'affectivité"*. Tous les "acquis" se trouvaient à nouveau organisés dans une nouvelle théorie de l'ambiance: *"le milieu physique fait le type racial et le type social; type racial et type social font le type mental"*; et plus loin: *"la forte participation individuelle du Noir à son groupe est un phénomène psychosocial lié à des facteurs biologiques (sexualité vive), psychologiques (extraversion, absence d'individualisme), sociaux (exigences du système institutionnel); la rareté des élites africaines en est la conséquence"*. À nouveau, la connaissance savante, contrôlée et de plus en plus technique, renvoyait l'Africain à une différence qui pour n'être plus purement raciale devenait plus profonde encore en devenant psychique. Encore une fois, ces "découvertes" se trouvaient mobilisées dans un dessein politique opposé à celui de la colonisation d'intégration et même à la colonisation de domination ("la colonisation socioclaste"): *"l'apport sociopsychologique doit consister à favoriser la coexistence pacifique de types reconnus essentiellement différents par l'anthropologie psychologique et la psychologie ethnique"* La sociothérapeutique africaine s'opposait alors totalement et absolument au dessein de la colonisation de développement. L'avenir était à la "colonisation différentialiste", dans laquelle *"les Africains doivent rester des hommes sensibles, mystiques et sociaux"*, dans laquelle *"l'Afrique demeurerait un continent noir où la présence des Blancs ne serait justifiée que par l'aide qu'ils apporteraient"*.³⁵

Ombredane en revanche était parfaitement informé de l'autre tendance du relativisme culturel et situait ses travaux dans un cadre qui devait être perçu fondamentalement

³⁴ Ainsi Ombredane montre que le Noir n'est pas particulièrement imprévoyant, tandis que d'autres mettent en doute la thèse de l'arrêt du développement cognitif qui chez les Africains était réputé suivre la puberté, l'activité moindre des lobes frontaux, les circonvolutions cérébrales moins profondes, etc.

³⁵ G. Heuse 1954, pp. 169-194.

comme une situation d'interactions, d'accommodements entre deux "*matrices culturelles*", entre deux "*matrices de conditionnement*".

Dans ses *Principes*, Ombredane pose d'emblée comme cadre non pas la rencontre entre deux civilisations, mais le mode de stimulation de l'une par l'autre et c'est à titre de "stéréotypes" qu'il examine et réfute les éléments du portrait du Noir dressé par les coloniaux.

Aux yeux du psychologue et du psychanalyste, le relativisme culturel n'est pas un aboutissement, mais un point de départ. La situation coloniale apparaît comme un dispositif expérimental ou se révèle "*le drame fondamental, celui de l'accommodation du noir aux exigences normales ou arbitraires, en tous cas disparates, des Blancs*".³⁶

Le processus d'acculturation ne renvoie plus à la simple confrontation de cultures entièrement représentées par chacun de ses membres, mais à un jeu de motivations et d'intérêts où se déploient des effets d'interaction. "*La comparaison des valeurs stimulatrices en milieu coutumier et en milieu blanc est indispensable pour fonder les jugements sur les traits comportementaux comme la paresse des Noirs, etc.* (Ombredane 1954).

Ombredane est alors l'un des premiers psychologues qui conçoit de fabriquer et d'appliquer des tests "culturellement adaptés", composant des planches à partir de photos de scènes de travail artisanal ou agricole. "*L'évaluation des facteurs constitutionnels d'une infériorité culturelle possible des Noirs doit être le résidu d'une analyse qui aura commencé par mettre en expérience les facteurs de milieu et d'éducation*". *La philosophie guidant l'usage de tests doit cesser de comparer les résultats des Noirs et des Blancs mais doit viser à examiner en quoi ces tests sont inutilisables pour les Noirs ou parce qu'ils ne leur conviennent pas*".³⁷

Deux autres dimensions vont structurer son activité de testing: la répétition de tests au fil d'un processus d'apprentissage (tests d'éducabilité) et la diversification contrôlée des sujets: les uns soumis dès l'enfance à l'éducation formelle, blanche et scolaire; les autres sélectionnés parmi des populations réputées extrêmement primitives. Ces recherches ont été poursuivies au-delà du décès d'Ombredane par des chercheurs qui conservèrent cette optique "d'éducabilité", notamment en matière d'apprentissage verbal grâce au test de la cage mis au point par le maître.³⁸

³⁶ A. Ombredane, 1950, p. 525.

³⁷ Idem, p. 539.

³⁸ F. et E. Robaye, J.C. Falmagne 1960.

L'approche des performances comparées s'est trouvée profondément renouvelée par ces recherches qui répondent à une immense tradition américaine. Parmi les *a priori* qui se sont effondrés le plus rapidement, notons la mise en doute des déficiences constitutionnelles, l'uniformité psychologique des Noirs et l'absence relative d'affirmation de personnalités. Parmi les "découvertes", relevons l'importance des attitudes de refus plutôt que d'inaptitude, la distinction entre le monde privé des individus et le système institutionnalisé et, enfin, l'universalisation de la problématique tant courue de l'acculturation. *"En quoi cette recherche vise aux mêmes buts que ceux poursuivis dans notre milieu culturel propre: des buts de réajustement de l'individu à des conditions de vie en pleine évolution, des buts d'orientation et de meilleure utilisation en regard des demandes quotidiennes de cette vie changeante et particulièrement des demandes d'accomplissement et de travail"*.³⁹

I. 3. Échos d'un nouveau climat international

Parmi les quelques recherches menées au Congo par des étrangers aux institutions belges ou congolaises, l'adoption du concept d'acculturation est générale. Véritable auberge espagnole, elle est contemporaine d'une réorientation des références des chercheurs vers des travaux américains, anglais et sud-africains.⁴⁰

Dès le début des années cinquante, l'héritage des études de *cultural contact* s'enrichit de nouvelles pièces annonçant en outre la profonde déréliction de sociétés asiatiques et amérindiennes sous la poussée coloniale, militaire et marchande. Le Congrès de Vienne des sciences ethnologiques et anthropologiques (1952) adjurait chercheurs et responsables de sauver d'urgence ce qui pouvait encore être recueilli des cultures primitives.

Cependant, l'étude des sociétés primitives se voit doublée par un autre objet: l'étude des situations de transition culturelle. Le Mémoire consacré à l'acculturation par Redfield, Herskovits et Linton est successivement repris par *Man, Africa*, et *Oceania*. Une méthodologie nouvelle aurait pris corps: *"il faut tenir compte de tous les facteurs en jeu; aussi bien de l'action du missionnaire ou du trafiquant que des éléments indigènes (...), les phénomènes d'acculturation sont présents dans la vie quotidienne comme dans les cas de crise collective"*⁴¹.

³⁹ A. Ombredane, 1954, p. 30.

⁴⁰ A. Dorsinfang-Smets 1956, pp. 351-390.

⁴¹ Idem, p. 359.

Forte de l'héritage fonctionnaliste et culturaliste, l'anthropologie académique à peine naissante en Belgique annexe non seulement un nouveau territoire mais revendique le droit à l'expertise. Leitmotiv: la connaissance des sociétés indigènes et aujourd'hui de leurs processus de transition est indispensable à la gestion d'une saine évolution comme elle l'était à l'art de l'administration coloniale.

On doit s'interroger sur la portée de cette nouvelle revendication disciplinaire. En effet, cette antienne est une constante depuis le début des années vingt. Et ce n'est sans doute pas par hasard que Dorsinfang-Smets (fille de G. Smets) ouvre un article de synthèse, consacré à l'acculturation et l'ethnologie appliquée, en citant de Calonne Beaufaict. Souvenons-nous de la "politique de stoppage" que Waxweiller souhaitait fonder sur les observations du premier ethnologue de terrain lié à l'Institut Solvay. Ainsi, le fait de répéter que "*nous n'agissons pas sur des cerveaux et des coeurs vides, (...) qu'une modification de détail peut mettre à mal l'ensemble de l'édifice socioculturel indigène, (...) qu'il convient d'obtenir la collaboration de l'indigène*", etc., n'a rien de spécifiquement neuf. Quant à l'évocation de l'effet retour sur la culture dominante occidentale, effet fort théorique, Habig en avait fait une "loi magnétique".

En revanche, ce qui apparaît différent c'est que toute perspective conservationniste semble rapidement dépassée. D'ailleurs, la perspective de l'acculturation déborde les terrains coloniaux. L'Institut indigéniste interaméricain, le Bureau des affaires indiennes des États-Unis, les missions de l'Unesco ou le Conseil de l'Inde attaché aux populations primitives emploient des ethnologues ou anthropologues. Malgré une vive opposition des leaders ou personnalités "évoluées" à cette expertise ethnologique, Dorsinfang Smets proclamait que l'ethnologie appliquée avait pour tâche "*d'aider les primitifs à entrer dans la civilisation en dégageant ce qu'ils désirent, plutôt qu'en les persuadant d'adopter passivement ce que les représentants d'une autre culture estiment souhaitable pour eux*".⁴²

Une telle position était, on l'admet aujourd'hui, éminemment politique, dès lors qu'elle intervenait dans un contexte d'accession à l'indépendance souvent marqué par le leadership des évolués. Cependant, les partisans de l'ethnologie appliquée n'entendaient pas prendre le rôle de décideur et voulaient se borner à "*donner des avis techniques à ceux que leur position met en mesure d'agir efficacement*". Sur le plan théorique, l'affirmation de la continuité fondamentale des objets de l'ethnologie et de l'ethnologie appliquée permettait d'éviter tout risque de discrédit scientifique et savant.

On ne peut manquer de constater que cette continuité fut bien plus forte malgré la réorientation méthodologique et thématique. En relisant les quelques expertises issues de

⁴² Idem, p. 376.

cette anthropologie appliquée, on constate que le très faible niveau de théorisation de la situation coloniale et des rapports sociaux coloniaux ne permet qu'exceptionnellement de rompre avec des analyses qui maintiennent, ou parfois font revivre d'anciennes appréciations relatives aux civilisations, aux "mentalités" en présence. Au sein de la production belge, des observations "édifiantes" seront sans cesse convoquées pour leur valeur exemplaire qui est réputée ouvrir la piste d'une sociabilité bantoue que l'on dit peu déchiffrée depuis le début de la colonisation. Ainsi, la réaction à l'octroi d'allocations familiales aux travailleurs pères de famille deviendra exemplaire de l'ethnocentrisme social, ignorant qu'aux yeux des bantous, la rémunération du travail renvoie à un contrat moral plutôt qu'à l'exécution de prestations précises. Les célibataires, encouragés par les pères de familles eux-mêmes, s'y étaient opposés!

C'est presque exclusivement sur le terrain psychologique qu'apparaissent quelques formulations du rapport social colonial par les spécialistes de l'acculturation. Mais ici, à nouveau et en règle générale, c'est à des propriétés culturelles que sont imputés les complexes, désirs de liquidation, exigences de respect.

De cette brève revue très sélective, ainsi que des indications précédentes, il est légitime d'avancer que les représentations, à tout le moins les représentations savantes, connaissent, dans le dernier tiers de la colonisation de développement une relative recomposition. C'est dans le domaine de prédilection de cette liquidation (?), l'appréciation du "matériau humain", que des démarches inspirées de l'exigence scientifique semblent avoir le plus nettement proposé de sérieuses révisions. Notons cependant que l'abandon des références strictement raciales au profit du complexe psycho-culturel est bien loin de dessiner un front homogène et présente des hésitations notoires et d'évidents camouflages réactionnaires.

Quant au "développement", dont les dimensions économiques, sociales, politiques et psychosociales sont à peine ébauchées, il apparaît d'emblée d'une insondable complexité mais contribue pourtant à redéfinir l'agencement des savoirs, le choix des terrains et des problématiques en fournissant un cadre omniprésent et international qui n'est certes pas étranger à l'absence presque générale de tentative de théorisation ou même de réflexion d'ensemble de la phase ultime du processus colonial.⁴³ Ce constat est d'autant plus frappant que toutes les disciplines (et mêmes des disciplines inédites) prennent position sur le terrain colonial. Cette absence de mise en perspective savante ou de prise en charge théorique de l'impérialisme fait par ailleurs contraste avec les positions de la gauche du parti socialiste belge, prompt à dénoncer publiquement la colonie du grand capital.

⁴³ À l'exception de l'étude très documentée de l'idéologie anticoloniale dont l'ONU est réputée être le lieu par excellence.

On s'étonnera difficilement de ce constat si l'on sait que l'absentéisme colonial du PSB a été très long, que le parti et toute activité communistes, comme toute référence au marxisme, sont légalement interdits au Congo, et que les élites socialistes cooptées dans les institutions savantes coloniales sont toujours des notables de l'appareil d'État.

L'entreprise savante la plus proche du PSB par ses hommes (l'équipe Doucy) est précisément, de l'avis de tous les observateurs, davantage une entreprise très autonome qu'une officine. Il faut ainsi fournir quelques éléments très concrets, avant de s'interroger sur le retard de la systématisation critique autour du fait colonial.

Ce retard apparaît énorme en regard des travaux de chercheurs étrangers qui, pour la plupart, sont publiés après l'indépendance. Durant la seconde partie de la décennie 50, et plus précisément entre 1958 et 60, un nombre relativement importants de chercheurs étrangers (américains) ont pratiqué le terrain de la colonisation de développement. Blancs, ils ont eu accès aux cercles de la haute administration. Étrangers et peu favorables à la discrimination, ils ont eu accès aux milieux évolués. Avant même que le Congo ne suscite un grand intérêt pour les modalités de sa décolonisation, de la précipitation politique et devienne un enjeu stratégique brûlant, de grands maîtres y ont séjourné peu ou prou, tels que Herskovits ou Forde qui contribuèrent à désigner de nouveaux terrains d'investigation à des chercheurs tels que Young, Lemarchand, Turner, Slatter, Fox, Wallerstein en outre.

Ce ne sera pas sur le terrain de l'acculturation que se marqueront le plus nettement ces interventions, pas davantage d'ailleurs que sur celui de l'ethnologie classique, mais sur la lecture du dispositif colonial belge, d'une part, et sur l'émergence du champ politique africain, d'autre part. C'est sur ce second terrain que la "catastrophe épistémologique" de l'indépendance trouvera quelques voies de dépassement. Celles-ci trouveront une illustration dans les travaux de chercheurs belges issus des dernières années du Lovanium colonial et les premières années de la "colline inspirée".⁴⁴

Il est sans doute légitime de faire rapidement retour aux sciences coloniales de l'âge d'or dont les principaux protagonistes, coloniaux retraités, restèrent, pour le meilleur et pour le pire, à distance respectueuse des problématiques de la colonisation de développement. Pour le pire, ils s'engluaient sans le débat anachronique consacré à la bonne administration indigène. Pour le meilleur, ils annonçaient une victoire définitive sur Lévy-Bruhl. Dans le texte qui suit, l'un des derniers de Van Wing devenu professeur de "psychologie primitive", on trouvera aussi bien les linéaments d'une critique de l'individualisme occidental qu'une réhabilitation de l'homme africain. Conjonction nouvelle car jusqu'ici la première s'était constamment nourrie de l'hypothèque posée sur l'humanité bantoue. Prise de position également très claire en faveur d'un christianisme

⁴⁴ Termes qui désignent l'université durant le tourmente des années 1959-65.

africain désolidarisé de l'empire colonial. Limites les plus avancées d'une science de l'indigène construite durant le colonialisme triomphant, les positions de Van Wing fournissent également la vulgate post-coloniale la plus courante à propos de l'homme africain "réhabilité".

Réhabilitation et psychologie du Congolais. Van Wing, 1953.
L'évolué congolais revisité: un homme raisonnable, sain, naturel, communautaire et davantage sensible au mépris qu'à la faim

"Nous pouvons être rassurés. La logique des Congolais respecte ces trois principes, identité, contradiction et causalité, que leur contestaient diverses théories (...). Les Congolais usent autant d'idées abstraites que la moyenne des Belges dont la formation n'a pas dépassé l'école primaire. (...) Les Congolais n'ont pas d'équivalent du dieu grec Éros et le fondateur de la psychanalyse n'est pas allé étudier chez eux. Je crois avec Frobenius qu'ils ont des conceptions sexuelles dénuées de tout esprit de jouissance et que leur vie sexuelle a des règles définies et pleines de délicatesses. (...) Grâce à leur vie en plein air et à la sobriété de leur régime alimentaire, les Congolais ont une hérédité exempte de dégénérescence et de perversité.

"Seule une poignée d'évolués, victime d'injustice ou de mépris immérité, présente un complexe d'infériorité plus ou moins tragique. (...) Les adaptations que le Noir appelé détribalisé, évolué ou civilisé a réalisées ne détruisent pas ses structures psychologiques fondamentales et traditionnelles.

Il reste vrai que dans la masse des congolais, le concept d'autorité reste lié à celui de puissance vitale supérieure de l'aîné. À l'opposé, les croyances magiques et la sorcellerie favorisent l'indépendance et l'individualisme. (...) Nous ne pensons pas cependant que la croyance à la magie a implanté dans la mentalité congolaise des structures qui la différencient foncièrement de celle des Européens.

La solidarité fondamentale du clan n'implique pas un collectivisme à la mode communiste, mais il crée un sentiment communautaire bien différent de notre individualisme. La seconde loi du clan, c'est l'égalité entre tous les membres, exception faite des privilèges reconnus à la progéniture. Aujourd'hui c'est sous le bénéfice de cette loi que les parents pauvres grugent les évolués réputés riches. La troisième loi, c'est la fidélité aux coutumes qui exclut l'initiative et le progrès et impose le conservatisme. Malgré l'existence de villages refuges et de sectes irréductiblement hostiles aux Blancs, la masse des congolais veut le Congo belge. La motivation profonde en est la soif de considération. Le Congolais supporte facilement la faim, mais souffre profondément de ne pas être considéré (...), il est extrêmement sensible au mépris sous quelque forme que ce soit. (...) Le succès serait assuré si 90%

de la population blanche parvenait à se débarrasser de son complexe de supériorité basé sur le stupide préjugé racial (Van Wing 1953, IRCB).

II. Distanciation: le colonialisme comme objet?

On peut d'emblée avancer que la rupture théorique avec le colonialisme n'apparaîtra vraiment, dans quelques foyers de recherche, qu'au lendemain de l'indépendance. Cependant, il importe de mieux cerner les spécificités biographiques et les démarches qui pouvaient apparaître comme telles à l'époque.

En 1959, plusieurs chercheurs et quelques magistrats formaient un réseau dynamique proche du parti socialiste et de l'Institut Solvay. Parmi ceux-ci, P. Bouvier, élève de Doucy, qui fut professeur à l'Institut d'Études sociales à Élisabethville et participa aux recherches de sociologie urbaine que l'Institut de Sociologie avait entreprises dans une banlieue indigène d'Élisabethville. Proche de Bomboko (étudiant congolais à l'ULB), elle fut conseillère du Groupe Mongo lors de la table ronde et dans la suite, dans la préparation des élections.⁴⁵ G. Spitaels, promis à un destin politique de premier plan, réalisait pour sa part des recherches d'économie sociale sur l'instabilité de la main-d'oeuvre indigène à Léopoldville.⁴⁶ Il appartenait lui aussi à l'équipe de l'Institut Solvay. Maryse Perin-Hockers (épouse de F. Perin), envoyée par Doucy au Katanga, défraya la chronique (sensible) par la plainte déposée contre elle par un parti katangais, la CONAKAT dont les leaders proclameront l'indépendance de la province minière. Elle était conseillère de la BALUBAKAT.

Dans la suite des événements congolais, les conseillers de l'Institut Solvay restèrent en étroit contact avec certains leaders congolais alors que l'Université de Bruxelles renforçait les instruments institutionnels d'un passage de la question congolaise à celle du développement du tiers monde.⁴⁷ J. Brassine suggère que la prospective de l'équipe

⁴⁵ P. Bouvier est devenue l'une des principales chevilles ouvrières de l'enseignement africaniste à l'ULB, où elle dispense des enseignements tels que *Institutions politiques africaines* et des cours relatifs au développement au sein d'une licence en coopération au développement.

⁴⁶ G. Spitaels, socialiste, devint député, Ministre sénateur, président du parti socialiste et Ministre Président de la Région wallonne. En 1958, son épouse était avocate à Léopoldville et devint conseillère du Parti solidaire Africain.

⁴⁷ A. Doucy et P. Bouvier 1970.

C'est P. Bouvier, conseillère très controversée comme tant d'autres à l'époque qui présenta, nous semble-t-il, la première interprétation sociologique du processus qui conduisit le Congo à l'indépendance (Bouvier, 1965). C'est aussi en 1965 que fut publié par Crawford Young l'ouvrage de référence d'un point de vue de la science politique sur le "*système politique africain qui a poussé sur les décombres d'une décolonisation avortée*". L'ouvrage de Young présente cependant une approche renversée privilégiant non pas le processus de décolonisation, mais la formation d'un système politique africain. Crawford Young, *Politics in the Congo*, Princeton University Press, 1965 (Initiation à la politique congolaise, traduction de P.

Doucy ne reposait pas que sur des folles espérances quant aux hautes fonctions que pourraient exercer plusieurs de ces membres dans les principaux cabinets du premier gouvernement congolais.⁴⁸

Doucy, Bouvier, Hockers-Perin, les Spitaels pouvaient appartenir à un courant de gauche⁴⁹. C'est cependant autour du CRISP (Centre d'Études sociales et politique) que se constitua en métropole un foyer plus nettement engagé dans une perspective anti-coloniale.⁵⁰ J. G. Libois en fut le fondateur avec Fr. Perin. Tous deux furent d'actifs conseillers de partis congolais durant la Table ronde qui fixa la date et les modalités de la fin de la tutelle coloniale. Le secrétaire général du CRISP, J. Van Lierde, ami de Lumumba auquel il consacra un ouvrage, était pour sa part le Président de l'Association des Amis de *Présence Africaine* et assurait la responsabilité de la revue internationale *Routes de Paix*. J. G. Libois était lui rédacteur du périodique *Témoignage chrétien*.⁵¹ Il semble que sous la direction de Van Lierde, *Présence africaine* envisageait de jouer dès 1958 un rôle dans la formation d'un mouvement nationaliste panafricain au Congo. Il déclara que son groupe prépara la participation des leaders congolais à la conférence panafricaine d'Accra en 1958. Il joua deux ans plus tard un rôle important de "coordination" entre les délégués congolais et les étudiants congolais en Belgique qui gravitaient dans l'orbite de la conférence et des entreprises politico-savantes.⁵²

C'est sans doute au sein du CRISP qu'avec la collaboration ultérieure de Benoît Verhaegen devait s'affirmer une conscience plus avancée de la portée politique, idéologique et scientifique des événements congolais. Le Centre allait en tenir dès 1959

Duschesne, Centre de recherche et d'information socio-politique-Éditions universitaires du Congo, Bruxelles-Kinshasa, 1968.

⁴⁸ H Simonet, futur numéro Un du PS à Bruxelles était lui aussi conseiller d'un groupe congolais en 1960, mais s'est distancié tant du PS que de Doucy dont il dit: "*A. Doucy s'était jeté avec délectation dans le sérail de la politique congolaise sans doute parce qu'il en adorait les détours, (...) il avait échafaudé un réseau administratif au bénéfice du futur gouvernement congolais. J'y avais ma place, puisqu'il me destinait à devenir chef de cabinet de J. Bomboko, lui-même promis à une brillante carrière de Ministre des Affaires étrangères. (...) À ce jour, j'attends toujours*" (cité par Brassine, 1992, p. 144).

P. Bouvier était elle aussi pressentie pour entrer dans le futur cabinet Bomboko.

⁴⁹ E. Glinne, futur personnage important du PS, alors rédacteur du journal *La gauche*, apparaissait également alors comme un anticolonialiste radical, partisan de réformes économiques et sociales dans le futur Congo. Glinne était le seul belge présent à la conférence panafricaine d'Accra (J. Brassine, in ARSOM, 1992, p. 136).

⁵⁰ Voir J. Brassine et F. Vandewalle, 1953.

⁵¹ Voir *Le Pari Congolais*, p. 44.

⁵² Il consacra un ouvrage à la pensée politique de Lumumba qui fut préfacé par Sartre et publié par *Présence Africaine* à Paris en 1963.

une chronique qui constitue aujourd'hui un document historique incontournable pour toute recherche relative à cette période.

Il faut donc remarquer que la gauche belge socialiste ou chrétienne fit montre d'un anticolonialisme tardif et peu structuré sur le plan idéologique. Aussi tardif sans doute que le nationalisme congolais. Quelques individus jouèrent certes un rôle important au niveau de la préparation, du déroulement de la table ronde et du suivi des événements ultérieurs en prenant nettement parti contre la radicalisation du colonat et les "manoeuvres gouvernementales", mais une grande partie de la littérature produite alors restait très marquée par le particularisme congolais, par les luttes politiques "belgo-belges", les concurrences institutionnelles, voire personnelles, et par la faiblesse de l'héritage colonial (ou anticolonial) de la gauche. Alors qu'il était question en 1959 d'envoi de troupes belges, on vit reflorir le slogan des opposants à l'aventurisme léopoldien: "pas un fils de travailleur ne doit mourir pour le Congo"! Il s'intégrait désormais dans la rhétorique d'une solidarité des opprimés noirs d'aujourd'hui et des exploités blancs d'hier.

Il importe surtout nous semble-t-il de remarquer que, malgré ces quelques "engagements tardifs" et la très grande suspicion de la gauche politique à l'égard des "affaires coloniales", la Belgique se distingua encore davantage par l'absence de travail scientifique notable susceptible de nourrir non pas une critique des "atermoiements funestes" ou des procédures de décolonisation, mais une déconstruction du paradigme colonial, offrant soit une analyse de la nature globale du processus colonial, soit un ébranlement significatif des fondements de la question indigène au sein du paradigme colonial.⁵³

Un auteur comme Van Bilsen, décrié comme négrophile, agent de l'Église ou anti-patriote et qui fut particulièrement associé à la lutte politique pour l'émancipation n'écrit jamais rien qui puisse nourrir une révision profonde des fondements de la science coloniale. Les professeurs d'université convoqués sur le tard par le biais de Lovanium, du CEPESI et de l'UMHK ne montrèrent sur ce plan aucune propension particulière à innover. Doucy et son équipe restèrent longtemps rivés sur l'analyse des réformes

⁵³ Nous pensons à des perspectives telles que celle tracées par Balandier dès 1950, visant à dépasser les approches existantes à partir de la reconnaissance de la situation coloniale comme une situation totale, une situation "pathologique" affectant une société en "crise" dont les "*mouvements récents expriment une volonté de remembrement et faisant de cette crise spécifique le lieu d'une analyse de l'évolution des structures sociales indigènes mises en situation coloniale*", analyse qui permettait en outre de dépasser celle qui privilégiait le *cultural contact*. Balandier qui appartient à l'INCIDI est connu des coloniaux belges, mais son diagnostic, auquel se réfère en outre Malengreau, devient dans les termes de celui-ci principalement un malaise psychologique qu'incarnent au plus haut point les évolués (Malengreau, Unesco 1956).

G. Balandier, 1951 et 1952.

sociales dans leur cohérence interne et surtout dans leur "inadaptation" à la forme de prolétarianisation des Bantous qui, en aucun cas, n'en faisait à ses yeux un groupement ouvrier comparable au prolétariat européen. Clemens, son équipe, comme la plupart des chercheurs d'autres universités actifs au Katanga, se situaient en-deçà des problématiques anglo-saxonnes dites du *Cultural contact* ou du *Social change* développées depuis les années trente.⁵⁴

Les ethnologues professionnels, dont certains intervinrent dans les débats brûlants, auscultaient certes les mouvements au sein de la population, mais recensaient surtout les traces d'un monde en voie de disparition. Le drapeau de l'acculturation déployé par la première anthropologie culturelle universitaire n'annonçait rien de plus qu'une tentative de mise à jour tardive de l'ethnologie de gouvernement.

De ces interventions savantes qui préfigurent celles des experts, on peut avancer que, malgré leurs critiques du paternalisme réputé avoir été utile mais alors dépassé, elles ne rompirent qu'exceptionnellement avec le complexe de représentations préconstruites qui fixait la "bantouïté" dans une extériorité à l'Histoire. Les innovations sur les terrains de la psychologie africaine, sur la capacité stratégique des leaders, l'historicité des sociétés congolaises, les défis du développement ou l'urbanité africaine que nous avons évoqués précédemment participaient certes de l'amplification et de la traduction dans les problématiques de recherches d'une attitude tempelsienne de "sympathie à l'égard des indigènes", elles ne devaient pas révolutionner fondamentalement les fondements des sciences coloniales du développement. Elles avaient d'autant moins de chances d'y parvenir que le temps leur était compté, qu'elles étaient davantage congolaises que métropolitaines au niveau de leurs débouchés. À peine publiées et discutées, ces thèses se voyaient privées d'une possible dynamique par la montée brutale de *la* question jetée sur l'agenda: celle de l'émancipation politique qu'il fallait gérer.

Les engagements "politiques" des uns et des autres, des plus conservateurs et des plus progressistes aux côtés des acteurs congolais, ne devaient pas remettre fondamentalement en cause les jugements d'experts, ni autoriser un dépassement de l'attitude de sympathie.

⁵⁴ Dans cette perspective, voir G. et M. Wilson, 1945.

II. 1. Professeurs, chercheurs, acteurs et conseillers

On ne saurait passer sous silence les formes d'implication politique directe de quelques-uns parmi les nouveaux experts coloniaux dans le cours, très complexe, des événements qui caractérisèrent l'émergence de revendications anticoloniales et les réponses fournies par un pouvoir colonial dont les incohérences, les incertitudes, puis une apparente perte de contrôle tranchaient par ailleurs avec l'activisme d'entreprises politico-savantes particulières qui alimentèrent le milieu des "conseillers".

Réactionnaires ou "progressistes", ces entreprises issues de la recherche ou de l'enseignement au Congo, témoignent sans jamais y être assimilées de l'intervention de nouvelles sensibilités principalement socialistes et sociales-chrétiennes. Il importe de noter que ces entreprises politico-savantes étaient étrangères aux anciennes institutions coloniales "académiques" issues de l'âge d'or, et quelles ne se sont affirmées à partir de foyers universitaires métropolitains ou de leurs antennes congolaises qu'au milieu des années cinquante.⁵⁵

Dans la complexité et la confusion des années 1955-60, les réformes, manoeuvres et réactions congolaises qui se succèdent à un rythme effréné, quelques-unes joueront un rôle important.⁵⁶

⁵⁵ Il serait particulièrement incohérent de suggérer que les démarches scientifiques précédentes n'étaient pas politiques. L'ensemble des sciences coloniales étaient éminemment politiques dans la mesure où elles participaient à la définition même des formes d'assujettissement économique, politique et culturel. Elles étaient éminemment politiques par ailleurs parce qu'elles participaient de la reproduction du statut politique de la question coloniale, elles étaient enfin politiques parce qu'elles soutenaient l'honneur colonial et international de la nation. Certaines activités savantes furent même politiques, volontairement ou non mais à l'inverse des premières, en participant à l'élaboration des cadres socio-politiques dans lesquels émergea la prise de conscience africaine. Nous avons signalé précédemment l'influence de Van Wing sur les fondateurs de l'ABAKO, celle des ethnologues flamands de la cuvette centrale à propos de l'ethnie Mongo.

⁵⁶ Le rôle, l'ampleur et la diversité des conseillers allaient éclater au grand jour lors de la conférence de la table ronde en janvier 1960. Plusieurs partis congolais avaient fait de la présence de conseillers une exigence. Parmi les noms qui nous sont familiers et sur lesquels nous reviendrons par la suite: J. Van Bilsen (conseiller ABAKO), J. G. Libois fondateur du CRISP (mouvement national congolais-tendance Kalondji), A. Doucy, Institut de Sociologie Solvay (BALUBAKAT), P. Bouvier, Institut de sociologie Solvay (Union Mongo), Mme Spitaels-Évrard, Institut de Sociologie Solvay (Parti socialiste africain), Fr. Perin, professeur de Droit public à l'Université de Liège et futur Sénateur, dont l'épouse avait été envoyée au Katanga par A. Doucy (Parti du peuple), A. Rubbens (Union congolaise), H. Simonet, socialiste, futur Ministre des affaires étrangères (Parti National du Progrès). Il s'agit là des conseillers officiels. Nombreux furent encore les conseillers ou "multiconseillers" officieux. Parmi ceux-ci, deux

Crawford Young dont la thèse met en exergue les particularités du mode d'administration du Congo belge où, selon lui, les choses ne pouvaient être comparées aux dispositifs coloniaux français et anglais, note par ailleurs que "*ce qui manquait en Belgique, c'était une tradition d'études critiques de l'effort colonial dans les milieux universitaires*" (p. 20).⁵⁷

Cependant, nous l'avons vu précédemment, le Congo de l'après-guerre ne manquait pas de faire l'objet de divers formes d'activisme universitaire ou professionnel, pour la plupart réformistes. Pourtant, et à l'exception de prises de position discrètes de quelques-uns (Nicaise par exemple), le jugement sévère de Young reste valide si l'on considère la perspective politique: "*jusqu'en 1957 environ, la subordination de toute évolution politique au progrès économique et social pouvait sembler aux yeux des Belges être le bon chemin*". On peut même conclure que des manifestations de rupture radicale et épistémologique avec le paradigme colonial n'apparurent qu'après l'indépendance et encore de manière minoritaire.⁵⁸

personnes venaient encore renforcer la tendance de la gauche non confessionnelle. J. Van Lierde et H. Rolin (ministre socialiste).

⁵⁷ Ainsi selon lui, Van Bilsen constituait un phénomène unique; lorsque "*avec quelques-uns de ses collaborateurs, il fonda en 1957 un nouveau groupe d'étude sur le Congo, le Groupe Marzorati, il pouvait se targuer d'être le seul travaillant dans la perspective d'une émancipation politique*" (op. cit. p. 20).

⁵⁸ C'est à un géographe français, Maurel (alias Merlier) qu'il incombera d'exprimer cette rupture en soumettant l'ensemble du modèle colonial belge et ses débats au procès de l'accumulation qui allait réformer la structure des rapports sociaux au centre de l'Afrique: prolétarianisation massive, subordination politique et économique des structures rurales, formation d'une "*petite bourgeoisie bureaucratique indigène*", etc.

Comme le souligne Peemans dans son introduction à la réédition récente de l'ouvrage, l'approche de Maurel, introduisait par ailleurs une vision radicalement différente des théories de la modernisation et des théories dualistes. Transcendant les clivages entre le politique, l'économique, le culturel et le social, il fournissait un cadre de perception tout à fait neuf de l'histoire contemporaine de l'Afrique, une histoire d'emblée dynamique, dépassant l'opposition entre l'interne et l'externe, le civilisé et l'indigène (A. Maurel 1993).

La rupture est aussi nette à l'égard des analyses politiques qui vont se multiplier autour de la formation inattendue d'un nationalisme africain congolais tendu de complexes luttes qui toutes, invoqueront abondamment les spécificités administratives, idéologiques et politiques du modèle colonial belge. Référence constante tant pour ce qui concerne le caractère tardif de la revendication nationale dans le chef des nouvelles élites africaines, que pour ce qui concerne leur arrivée brutale et leur installation dans l'appareil d'État (C. Young 1965, Bouvier 1965, Lemarchand 1964).

Dans la foulée et l'orientation de Maurel, on notera l'ouvrage de Demunter, analyse fouillée de la lutte engagée par l'ABAKO au Bas-Congo qui aboutira à l'effondrement de l'ensemble du dispositif

Face à l'inertie du pouvoir colonial, dans un contexte où les rivalités institutionnelles, idéologiques et politiques métropolitaines se traduisent en options régionales ou ethniques, dans un contexte de radicalisation du colonat, la nouvelle génération qui s'affirme dans le milieu de la recherche et de l'enseignement, se verra impliquée de manière croissante dans l'évolution précipitée de la colonie.⁵⁹

Nous avons vu que, dès 1958, la présence scientifique belge au Katanga était devenue plus nettement liégeoise. Outre les activités de FULRÉAC et de l'Institut de sociologie, cette présence allait se renforcer avec la naissance de l'Université officielle du Katanga sécessionniste (qui reprenait le patrimoine de l'Université officielle créée en 1955) dont le Recteur fut un autre liégeois, M. H. Frenkiel.⁶⁰

Tandis que les activités rurales de FULRÉAC se poursuivaient, le Professeur Clemens, associé d'emblée à la commission d'assistance technique MISTEBEL (organisée par le Gouvernement belge qui pourtant ne reconnaissait pas la déclaration d'indépendance du Katanga), allait devenir le principal responsable de l'institution de coopération qui succéda immédiatement à la première. Au sein de MISTEBEL, R. Clemens est chargé des affaires juridiques, de la réorganisation administrative du Katanga sécessionniste. Il est entouré d'une équipe de jeunes universitaires qui s'imposent dans le cadre de l'Université d'Éville dont les Bruxellois sont relégués.⁶¹ À MISTEBEL succède une mission d'assistance technique dirigée par Clemens qui conserva plus ou moins le même cadre et les mêmes activités de conseil: elle est le véritable bureau exécutif du cabinet katangais. Entre-temps, R. Clemens avait rédigé la constitution du Katanga.⁶²

administratif dans cette région, fait qui aura lui-même un rôle clé dans la "démoralisation" de l'administration toute entière.

⁵⁹ Quelques jeunes chercheurs disposent de contacts dans les milieux d'évolués où s'affirment l'exigence d'une émancipation et une revendication nationaliste.

⁶⁰ Clemens était sans nul doute un catholique conservateur, tandis que Frenkiel, loyaliste katangais était clairement, selon la terminologie que nous avons adoptée, non confessionnel.

⁶¹ Notamment Michel et de Vos, réputés catholiques.

R. Yakemtchouc (professeur à Lovanium) 1988, p. 68.

Cet auteur, comme de nombreux autres, fait du professeur Clemens non seulement le principal tenant d'une politique conservatrice, fortement orientée vers la consolidation de l'indépendance katangaise, mais le principal conseiller de Tshombe. Plusieurs auteurs relèvent le rôle joué par l'équipe Clemens y compris dans des actions de propagande destinées aux populations. On estime par ailleurs que l'action de l'équipe Clemens fut un barrage aux tentatives d'intégrer le groupe politico-ethnique concurrent, le Cartel où dominait la BALUBAKAT, dont les "contacts", l'équipe Doucy de l'ULB, furent boycottés par les influents conseillers liégeois du cabinet Tshombe (Voir en outre J. G. Libois 1963, pp. 119-157).

⁶² Conor Cruise O'Brien, représentant du Secrétaire Général de l'ONU au Katanga, voyait le nouvel

La situation en matière de "conseillers" était certes moins complexe à Élisabteville, qu'à Léopoldville; cependant il serait vain de voir dans l'action du "premier conseiller de Tshombe" (selon J. G. Libois) un parfait monopole d'influence sur les leaders katangais.⁶³

Le gouvernement belge joue un double jeu en assistant simultanément, d'une part, le Gouvernement de Léopoldville et Mobutu et, d'autre part, le Katanga de Tshombe, dans un même objectif d'opposition aux lumumbistes et de distance à l'égard de l'ONU.

Des accords sont cependant passés entre l'ONU et le gouvernement suivant (social-chrétien/socialiste) pour déterminer la liste des conseillers "expulsables" réclamée par l'ONU. Clemens et d'autres conseillers sont ainsi "invités" à quitter le Katanga en juillet 1961 par une résolution de l'ONU.⁶⁴

Le Groupe de l'Institut Solvay était redevenu depuis 1950 un important foyer de débat et de propositions en matière d'affaires coloniales (voir ci-dessus). La création de l'Université d'Élisabethville avait constitué un enjeu académique de taille pour l'Université de Bruxelles et les courants non confessionnels qui, répliquant le schéma métropolitain, y voyaient leur possible forteresse. A. Doucy et quelques collaborateurs oeuvraient par ailleurs à l'Institut d'études sociales créé à Éville par l'ULB parallèlement à la création de l'Université. C'est là qu'il rencontra, parmi les étudiants, les futurs responsables de la BALUBAKAT dont il devint le conseiller. Par ailleurs, l'Institut de sociologie de Bruxelles était actif dans les foyers sociaux, à l'instar de l'Institut de sociologie de Liège.

Chercheurs, diplomates universitaires et conseillers

P. Bouvier participe à un foyer social katangais contrôlé par l'ULB dès sa création. *"C'étaient des activités classiques de travail social avec ceci de particulier qu'on avait le sentiment de partir de zéro"*.

organisme de coopération comme ayant un caractère davantage "privé". En tout état de cause, la fin de MISTEBEL correspondait à un regain d'activité du Gouvernement belge à l'égard des "autorités" de Léopoldville (1964).

⁶³ Le grand capital katangais (belge et britannique) avait ses hommes d'influence. La France et l'Angleterre se montraient favorables au Katanga. Le Gouvernement belge chargea par ailleurs le Recteur de l'Université de Liège de missions de conciliation auprès de Tshombe, etc.

⁶⁴ Clemens qui obtint un délai "afin d'assurer les examens de seconde session", retournera au Katanga avant la fin de la sécession et sera présent à Kolwezi où Tshombe s'est réfugié en janvier 1963 après la prise de contrôle d'Élisabethville par les troupes de l'ONU. Selon Yakemtchouc (1988), certains conseillers suivirent Tshombe lors de son retour à Léopoldville au titre de premier ministre du Congo.

Sur l'expulsion du Professeur Clemens, voir Conor Cruise O'Brien 1964, pp. 148-165.

"Les chercheurs avaient beaucoup de casquettes. J'ai fait de l'enseignement et de la recherche. A partir de 58, je touche à la politique; domaine qu'impose l'actualité. Mais auparavant, j'avais fait deux types de recherches, l'une monographique sur un quartier d'Élisabethville, l'autre sur les coutumes matrimoniales en milieu urbain. Nous passions notre temps dans les quartiers africains, on avait chacun son quartier et on avait aussi une tâche de représentation de l'ULB. À partir de 58, le terrain politique s'impose à moi, ce qui m'a conduit à la table ronde comme conseillère du groupe mongo.

Je quitte le Katanga en 58 en réorientant mes recherches vers la politique. Au Katanga, Clemens y avait son équipe, et il y avait aussi des proches de Malengreau, des chercheurs directement en relation avec Lovanium. Tshombe a récupéré quelques institutions et quelques chercheurs isolés. Nous, nous étions *BALUBAKAT*" (Interview P. Bouvier).

D'emblée, le Katanga et ses "questions sociales" a été le point de chute des principaux experts. Un article de 1957 semble indiquer une évolution vers des positions plus nettement politiques (des "réformes de structure"). A. Doucy y notait l'émergence "*d'une conscience nationale embryonnaire*" qui constituait un fait que l'on ne pouvait ignorer. Il constatait l'impossibilité d'appliquer une politique unique pour tout le Congo et dressait un projet d'autonomie visant à remplacer la colonie par plusieurs colonies relevant de Bruxelles et ayant à leur tête un commissaire royal.⁶⁵ Dans un contexte d'évolution rapide des idées, Doucy fit primer deux ans plus tard la perspective inéluctable de l'indépendance dont il s'agissait "*de savoir si elle se ferait avec nous ou contre nous*".⁶⁶

⁶⁵ Cette thèse décentralisatrice faisait écho à celle de l'Union des colons katangais qui exigeait une autonomie effective, sans toutefois aller jusqu'à un transfert de pouvoir de la métropole vers l'ensemble européen katangais (J. G. Libois, 1963, pp. 19-20).

La thèse décentralisatrice avait été fortement impulsée par le Ministre Spaak en 1956 qui constatait l'inexistence passée et présente d'une nation congolaise et proposait la création immédiate d'un Congo fédéral (il s'agissait à l'époque encore d'un Congo fédéral colonial). Ce projet ne fut pas mis en oeuvre et en 1958 un nouveau gouvernement "social-chrétien homogène prenait les rênes de pouvoir, rétablissant rapidement l'idée du Congo unitaire (Yakemtchouc, 1988, pp. 74-75). Selon le Ministre Pétillon, il n'était plus question d'un fédéralisme quelconque et selon le groupe de travail réuni en 1958, "*la négation de l'unité du Congo était la négation de l'oeuvre entreprise depuis 1880*".

A. Doucy 1957.

⁶⁶ Il reste que l'engagement autonomiste originel de l'Institut de sociologie bruxellois, perçu par certains comme un écho des exigences d'un colonat radicalisé, et donc un prélude à l'éclatement du Congo, allait contribuer à une révision à la baisse des conceptions originellement fédéralistes de Van Bilsen, auteur du

Durant la table ronde de Bruxelles, et la préparation des élections, l'Institut de sociologie Solvay prit nettement position en faveur du parti concurrent de la CONAKAT, le Cartel qui avait pu créer, grâce à ce soutien, un bureau de liaison à Bruxelles.⁶⁷ Pour évaluer l'influence prêtée aux conseillers de l'Institut sur les leaders BALUBAKAT, nous reproduirons les citations que J. G. Libois attribue au vice-gouverneur Schoeller et à A. Doucy. Redoutant un sabotage de la mise en place des autorités provinciales issues du scrutin législatif de 1960, le premier avertit le ministre belge responsable de l'existence d'un plan concerté par des éléments européens de gauche et de citer le nom de Mme Perin, "envoyée directement par Solvay, (c'est-à-dire l'Institut de sociologie de l'ULB), d'annoncer "une mise sous surveillance de ceux-ci par la Sûreté" et d'exiger du ministre "une action énergique auprès de M. Doucy". Le conseil de ce dernier aux leaders BALUBAKAT, daté des jours suivants, semble témoigner d'une véritable injonction donnée: "Indispensable que vous vous entendiez actuellement. Permettez-moi de vous conseiller entreprendre pour parler avec autre parti katangais. Considère avenir du Katanga lié à conversations sérieuses avec autre parti politique. Insiste pour que modération règne dans vos pourparlers. Entente indispensable".⁶⁸

Un autre mode d'intervention des professeurs-conseillers belges peut être illustré par l'action de deux personnages qui jouèrent un rôle politique incontestable. Van Bilsen et Nicaise, tous deux Flamands, peuvent être considérés, en première approximation, comme représentatifs d'un courant démocrate-chrétien au Congo. Leurs apports sont considérables par ailleurs, tant dans la littérature concernant les dernières années du Congo Belge qu'au niveau de la politique des institutions belges, et universitaires en particulier.⁶⁹

plan de trente ans et conseiller de l'ABAKO de Kasa Vubu.

⁶⁷ La principale force du Cartel était la BALUBAKAT, reposant sur l'adhésion des Balubas du Katanga.

⁶⁸ Cité par J. G. Libois, 1963, p. 68.

Yakemtchouc considère que Doucy était l'âme de l'engagement de l'ULB et de l'Institut Solvay au Congo et qu'il était le principal conseiller de la BALUBAKAT et de son leader Sendwe (op. cit. p. 69).

⁶⁹ Les organismes associatifs du monde "social-chrétien" s'implantent au Congo dès 1946 avec la création de la Confédération des syndicats chrétiens au Congo. Comités, cercles, amicales sont mis sur pied dans l'objectif de la formation d'un cadre de dirigeants syndicaux. Nicaise est très actif dans l'organisation des Mutualités chrétiennes pour autochtones. Les missions des aumôniers du Mouvement Ouvrier Chrétien se succèdent (Brys 1951, Cardijn 1953). Dès 1954, les différentes branches du Mouvement coordonnent leurs actions sur Léopoldville. Une attention toute particulière est accordée à la formation accélérée des évolués. C'est en outre l'objectif d'un Centre d'Études et de Recherches Sociales fondé en 1954. Parmi les animateurs, deux professeurs de Lovanium, Nicaise et Buchman, qui seront associés au groupe de Conscience africaine. Le directeur du Centre publiera et diffusera le Manifeste en 1956. À la même date, le MOC-ACW crée en métropole une commission Congo. L'activisme qui répond sans doute à

J. Nicaise, qui fut associé plus tard au groupe qui rédigea le Manifeste de Conscience africaine, était professeur à Kisantu dès 1946. Il y devint immédiatement professeur de droit social et de sociologie appliquée. Proche de quelques évolués qui étudiaient à Kisantu, il évoquait la nécessité de donner à ceux-ci une formation complète dans la perspective d'une émancipation politique. Outre cette affinité avec quelques-uns des futurs leaders des mouvements congolais, Nicaise était au carrefour d'influences diverses, démocrates-chrétiennes, syndicales chrétiennes et nationales flamandes. Face à l'investissement du Congo par les partis et organisations politiques belges, il mesure d'emblée le peu de pertinence qu'aurait la création d'un PSC-Congo.⁷⁰ Il privilégie la formation d'un réseau national souple et formé d'organisations sociales non explicitement politiques et regroupant noirs et blancs⁷¹.

Le Congrès de la CSCC (syndicats chrétiens du Congo) de mai 1956 auquel assiste le patron du Mouvement Ouvrier Chrétien en Belgique consacre l'abandon (officiel seulement) de l'hypothèse de filiales des partis belges. A. Van Ostade souligne le rôle joué par Nicaise, lors de la rencontre entre le dirigeant du MOC et l'abbé w qui encouragea ce dernier dans son projet de mise sur pied d'un mouvement national affirmant "*nos aspirations d'égalité, le rejet de l'attitude de domination de la Belgique et dans lequel nous affirmons notre désir de participer à l'émancipation politique de notre pays*".⁷²

Nicaise et Buchman (professeur de sciences politiques à Lovanium) seront alors associés au groupe qui prépare le Manifeste. Il est évidemment difficile d'apprécier l'influence de ces deux hommes dans la rédaction d'un texte appelé à jouer un rôle historique. Ce n'est du reste pas notre objectif. Nicaise entend d'ailleurs aujourd'hui limiter ce rôle "maïeutique" au niveau de la formulation et de l'introduction dans le texte du *timing* de Van Bilsen "*dont les membres de conscience Africaine ignoraient tout*" (cité par Van Ostade 1992).

Van Bilsen arrivé au Congo au titre d'agent de l'Agence de presse Belga se signala par la publication, en 1954, d'un plan de trente ans qui fixait à... 1985 l'autonomie complète du Congo qui pourrait alors choisir de s'associer ou non —et sous une forme ou l'autre— à la Belgique. Il était alors professeur à l'ancienne Université coloniale (INUTOM) et c'est Ryckmans, qui sauvera son poste à la suite du tollé que provoqua son passage au Séminaire Kissinger à Harvard où il critiqua la thèse défendue par les Belges à l'ONU. Avec la publication du plan (d'abord en flamand), puis ses critiques de la thèse belge et

l'anticipation de la perte du ministère des colonies par le PSC-CVP et au développement des amicales socialistes et libérales impulsées par des européens.

⁷⁰Parti Social Chrétien.

⁷¹ Position reprise officiellement par le Congrès du PSC en 1956

⁷² A. Van Ostade 1992, pp. 540.

plus loin, du "pari congolais", il devint selon C. Young, "un vrai paria". Ce qui notons-le ne l'empêcha pas de poursuivre une intense activité éditoriale, ni de devenir plus tard un multi-conseiller, puis directeur général de la coopération belge.

Un professeur de décolonisation

"Père de l'indépendance", pour certains, "bradeur d'empire" ou "agent d'une Église catholique désolidarisée de l'imperium colonial pour d'autres....

Il importe davantage de souligner, nous semble-t-il, qu'il introduit dans l'expertise coloniale, la figure du publiciste qui rompt avec la matrice des notables coloniaux et le cercle des experts de la colonisation de développement. Il n'est ni un politicien, ni un africaniste à proprement parler. Il est par ailleurs tout autant l'auteur d'un plan de coopération post-coloniale que d'un plan de décolonisation.

Dès son premier retour en 1948, après avoir été durant deux ans le représentant de l'agence de presse Belga, il multiplie conférences et premières publications, notamment dans la Revue Nouvelle dirigée par un groupe "de jeunes progressistes" ainsi que dans La Relève, proche également des sociaux-chrétiens. Articles critiquant le plan décennal et la politique d'augmentation du colonat. Van Bilsen n'est pas un africaniste, ses interventions ne renvoient pas aux objets consacrés des sciences coloniales. L'Afrique de Van Bilsen est l'Afrique de demain. Figure honnie ou controversée en Belgique, il est aussi l'un des principaux représentants belges dans les tribunes internationales relatives à la décolonisation et à l'aide au Tiers monde. Ses principales publications échappent aux organes coloniaux, mais sont accueillies par des organes généralistes d'une presse politico-sociale métropolitaine.

Conseiller et ami de Kasa Vubu, sollicité par Tshombe et en rapport avec Lumumba, il fut sans doute le plus influent des conseillers lors de la conférence de la table ronde. Dans les mois qui suivirent, il tenta un rapprochement entre les deux forces fédéralistes du Congo, l'ABAKO et la CONAKAT. Abandonnant la thèse fédéraliste, il maintint des contacts avec Tshombe. Correspondant de Lumumba, il devint le conseiller du premier président du Congo, Kasa Vubu, jusqu'à la révocation réciproque de ce dernier et de Lumumba. Il est alors "exfiltré" par les réseaux secrets basés à Brazzaville. De retour en Belgique il est mobilisé par le ministre Brasseur pour élaborer le statut d'une administration de la coopération.

Un plan de trente ans pour décoloniser le Congo

*À l'instigation de Marzorati, et grâce au soutien d'un homme d'affaire et à des soutiens politiques catholiques, Van Bilsen monte un Centre d'études africaines qui rédigera un Digest des affaires étrangères "remis chaque vendredi soir à son unique abonné".⁷³ Des contacts réguliers sont maintenus avec Van Wing qui termine sa carrière en Belgique en publiant des papiers critiques sur l'évolution coloniale (voir *Le Congo dérailé*, 1950).*

La proposition d'un plan d'émancipation de trente ans apparaît en octobre 1954, lors d'une conférence où Van Wing l'a invité à prendre la parole.

Le plan de trente ans pour l'émancipation de l'Afrique belge fut publié en flamand en 1955 dans la revue des cadres du Mouvement Ouvrier Chrétien Flamand, puis en 1956 en français dans les Dossiers de l'Action Sociale Catholique. Un objectif et un "timing" étaient ainsi fixés à l'Oeuvre, en gros une génération durant laquelle pouvait être formé un cadre congolais et qui permettait la retraite des fonctionnaires coloniaux. À cette époque, Van Bilsen ne s'était "pas fait de religion sur la question de savoir si la décolonisation devait déboucher sur une séparation complète avec la Belgique", mais il n'excluait pas un possible "Commonwealth sous l'égide la couronne". Selon C. Young, "il fut le premier à discuter en termes concrets des objectifs de la décolonisation" (1968, p. 287).

Une dynamique s'enclenche autour du Plan qui enregistre une évolution des idées tant à gauche que dans la mouvance politico-sociale où Van Bilsen avait choisi de s'inscrire. Le Plan est en tout cas publié par la revue des Pères Blancs au R-U.⁷⁴

Un dogme est renversé; celui de l'indispensable cheminement social vers l'émancipation. Selon Van Bilsen, la maturité politique précède la maturité technique, l'émancipation politique des peuples colonisés est une loi de

⁷³ Grâce au mécène du Digest, il voyage en Afrique rencontrant Houphouët-Boigny, Senghor et des collaborateurs de Nkrumah, puis visite le Collège Universitaire de Makerere, le Soudan et le Kenya.

⁷⁴ Selon Van Bilsen lui-même, c'est à l'instigation de Marzorati, qui n'était nullement social-chrétien qu'il s'orienta vers la mouvance sociale-chrétienne, car "c'était là le seul milieu où je pouvais avoir une influence en matière de politique coloniale (...) en dépit de ses encouragements, je suis resté moi-même un «sans parti», j'ai cependant bien compris le sens de son message et j'ai cherché à nouer des contacts avec des associations culturelles, sociales et politiques qui se situaient à la marge du mouvement démocrate-chrétien" (1994, p. 110).

*l'histoire, "un mouvement irréprouvable". Le welfare du Congo ne peut éluder l'émancipation politique. Au contraire, il la prépare. Si la possibilité d'une rupture entre la colonie et la métropole doit être reconnue, "il nous faut agir de telle sorte que les élites formées par nous soient psychologiquement en mesure de nous demander de ne pas les quitter (...), c'est ainsi, que pendant au moins une génération ils continueront à travailler dans notre ligne".*⁷⁵

En fait dès 1957, Van Bilsen tente de construire la coopération belgo-congolaise. Il propose de décupler l'aide de la Belgique au Congo, d'accueillir immédiatement mille jeunes congolais en formation. Il entrevoit une fédération Afro-Atlantique à laquelle un Congo souverain pourrait décider d'adhérer. Cette coopération s'inscrit à ses yeux dans la perspective d'une africanisation de l'appareil politico-administratif. L'un des éléments les plus contestés au sein des perspectives dressées par Van Bilsen est relatif à la faveur qu'il accorde aux organismes des Nations-Unies dans la gestion de la transition.

Cet activisme, somme toute limité à quelques personnes, ne fut de quelque importance qu'au regard de l'optimisme naïf ou calculé des chantres du "pari congolais" ou de la paralysie du système politique belge.⁷⁶ Pour la plupart, ces personnages, n'eurent pas au Congo une activité scientifique (à proprement parler) africaniste considérable. Cependant, c'est cette notion même d'africanisme qui se voit redéfinie.

Ces universitaires issus de la colonisation de développement tardive, assumeront la transition de l'africanisme vers la coopération. Ils resteront au Congo, principalement à Lovanium et dans les organismes qui succéderont à l'INÉAC et l'IRSAC (jusqu'en 1970-75), ou dirigeront les programmes, sections et cellules de coopération des universités belges. À côté de ceux-ci, il est possible d'identifier deux autres profils, moins liés à l'ambition d'une prise en charge du "développement". D'une part, les anthropologues de l'IRSAC qui feront retour dans les universités belges (d'Outreloup à l'UCL, de Heusch à l'ULB, Baeck à Leuven, d'Hertefeldt plus tardivement à Liège) ou à l'étranger (Vansina, Biebuyck, Maquet).⁷⁷ Le second profil sera d'autre part au centre de notre épilogue.

⁷⁵ Van Bilsen, 1957, p. 127.

⁷⁶ L'activisme des universitaires-conseillers prendra à nouveau une importance considérable parmi les premiers leaders congolais, les groupes d'intérêts belges et les officines étrangères dès l'effondrement de l'appareil administratif, entre 1963 et 1965.

⁷⁷ Notons qu'en ce qui concerne le Congo, l'éclatement brutal de l'ordre colonial et l'intensité des "troubles" qui, directement ou indirectement, affectèrent l'ensemble du territoire semblaient rendre le terrain congolais pratiquement et théoriquement impraticable pour l'anthropologie.

Épilogue

Le «travail de deuil», la décolonisation des sciences sociales et les découvertes savantes du Tiers monde

Il faut se reporter à la littérature de l'époque pour saisir la catastrophe psychologique que suscita la "décolonisation ratée". Cet effroi du monde colonial et des personnels politiques, médiatiques et universitaires traduit-il, comme on le disait volontiers dans des milieux éclairés, "une catastrophe nationale majeure"? (Chaumont¹ 1960). Témoigne-t-il, comme on le dira plus tard, "*de la faillite de toutes les représentations politiques que les foyers de connaissance avaient élaborées*" et plus loin, "*d'un dérèglement du cosmos, de l'effondrement d'un ordre symbolique*"? (Pinau 1992, p. 217). Au-delà de l'incurie des pouvoirs publics, de la dramaturgie médiatique immédiate et disproportionnée, ce vide, cette fracture du "mythe archaïque et monarchique" ne peuvent-ils être comblés que par le recours désespéré à l'imaginaire débridé de la monstruosité africaine, aux folles hypothèses de complot? Libèrent-ils au contraire l'intelligence de "l'Autre" du paradigme colonial? Ouvrent-ils décisivement des espaces universitaires propices à rendre compte d'une "accélération de l'Histoire" (cette formule est de F. Bézy). Les infrastructures, toutes les infrastructures, mentales, cognitives, conceptuelles, institutionnelles et matérielles du projet presque séculaire d'une science coloniale, ont-elles imposé? Les indépendances du Congo R-U constituent-elles une catastrophe épistémologique?

Les acteurs politiques et coloniaux de Belgique dont l'opinion a quelque poids avaient accepté la décolonisation politique ou formelle, quelles que soient la surprise, l'inquiétude, les attermoissements et arrière-pensées. Malgré les interventions militaires, on ne peut soutenir que la Belgique eut recours à une stratégie militaire de gestion du conflit comparable à l'escalade algérienne. Le drame commence donc au lendemain de ce qui a été conçu comme un octroi et qui doit annoncer un nouvel âge de la Belgique africain: le pari congolais. Pinau, dont la démonstration magistrale repose sur le concept psychanalytique de transgression, en l'occurrence transgression du mythe monarchique archaïque régissant l'imaginaire africain de la Belgique, insiste sur l'impuissance à penser qui caractérise ce moment d'exception. Si transgression il y a, elle semble générale: les comportements, les revendications des congolais et de leurs leaders, les dévastations, la "hargne anti-belge", les "humiliations" imposées aux Belges, invalident en bloc la rhétorique de "l'Oeuvre", abolissent sa temporalité, annihilent la coopération à venir. À cette fureur, que répondent les sciences coloniales, et en particulier les nombreux intervenants qualifiés en sciences humaines et sociales qui participèrent aux multiples chantiers de la colonisation de développement?² L'ensemble du dispositif est-il tétanisé,

¹ Sociologue UCL.

² Il faut avancer ici une remarque concernant une littérature qui constitue un véritable genre belgo-congolais. Il s'agit des analyses très nombreuses, belges, américaines ou anglaises qui prirent pour objet le processus de décolonisation du Congo. Cette littérature, qui suivit immédiatement 1960, est le fruit de l'internationalisation de la question congolaise qui allait atteindre à la dramaturgie nationale et mondiale durant 5 ans. Elle est en grande partie produite par quelques-uns parmi les nombreux chercheurs issus de

impuissant, muet comme pourrait le donner à penser le grand silence des vénérables institutions coloniales savantes et métropolitaines qui, depuis dix ans, n'occupent que les seconds rangs? Abolies par la catastrophe épistémologique, n'ont-elles plus comme unique recours que d'accélérer la compilation de l'acquis africain de la Belgique et de proclamer l'immense valeur de celui-ci dans l'oeuvre de coopération avec le Congo et l'ensemble des PVD³?

La question de l'avenir institutionnel de la science coloniale est posée sans ménagement par Malengreau dès 1960. Malgré les proclamations, on mesure alors très précisément le poids de l'enfermement centre africain. Si *"la moitié au moins de l'oeuvre scientifique publiée dans notre pays dans le domaine des sciences de la nature était consacré ces dernières années à l'étude de l'Afrique tropicale, ... combien d'entre nous pourraient apporter une contribution originale à la connaissance des pays du tiers monde en dehors de l'Afrique centrale?"* (Malengreau 1960, p. 877). Le séisme psychologique prend ici la forme d'une crainte du retour scientifique et politique au *"réduit national de 1830"*

l'ouverture internationale et scientifique du Congo de la fin des années cinquante. Littérature remarquable parce que littérature de rupture (objectivation et démythification du paradigme colonial encore triomphant quelques années plus tôt ou *comment en est-on arrivé là?*). Littérature d'interrègne qui tente d'articuler la décomposition d'un fait social total et d'établir l'ébauche d'un futur dont les premiers jours flambent. Littérature d'exception aussi parce qu'elle n'est pas encore ancrée dans des schémas globaux d'interprétation et qu'elle reste donc centrée sur l'événement, les bégaiements, puis l'explosion de la colonie modèle. Belge ou d'expression anglaise, cette littérature s'est dotée rapidement d'une grille d'analyse caractéristique. Nous voudrions souligner qu'en dressant en des chapitres introductifs le portrait d'avant-guerre d'une colonie singulière, régie par une intégration inégalée de l'État colonial, de l'Église catholique et des trusts, d'une colonie que l'on pourrait dire monstrueuse par un totalitarisme précoce et surtout d'une colonie consensuelle à l'extrême, d'une colonie où tout allait bien dans le meilleur des mondes, d'une colonie où le thème du bien-être de l'indigène et le paternalisme (outrancier) semblaient performants, bref d'une colonie des choses dépourvue d'idées, cette littérature occulte généralement nombre de polémiques et de luttes menées au sein du pouvoir colonial, et dont les pages précédentes ont restitué la dynamique. Nous ne mettons pas en doute l'existence d'un panoptique colonial spécifique au Congo, suscitant l'idée selon laquelle la colonie disposait de la meilleure administration territoriale d'Afrique, d'un quadrillage missionnaire intensif, d'une gestion "rationnelle" de la main-d'oeuvre indigène par le grand capital et d'une doctrine du respect des coutumes. Nous avons précisément voulu montrer la genèse de ces représentations.

³ Ainsi De Cleene, dernier dépositaire de l'ethnologie coloniale catholique, conteste-t-il la vision du sous-développement comme cumul d'insuffisances fonctionnelles. Selon lui, l'approche organique de la culture révèle que les cultures congolaises caractérisent "des sociétés de nature non progressives", qu'il est vain de chercher à transformer par des apports techniques ou économiques extérieurs. Plaidant pour une formule de "développement communautaire à la base", il souligne qu'elle n'est pas nouvelle et que les chantiers sociaux de la colonisation de développement recèlent à cet égard de précieux enseignements (De Cleene 1962).

(Malengreau, p. 879). Un vieux réflexe du champ colonial savant refait surface: seule la recherche d'outre-mer peut empêcher le pays de retourner à sa médiocrité naturelle, pays de petites idées, de petites gens! Outre l'ultra-spécialisation centre africaine, le risque est d'autant plus évident que, comme l'avoue le même auteur, "*c'est le Congo qui a financé l'essentiel de cet effort scientifique*" et que ses nouveaux maîtres auront légitimement d'autres priorités. La cause scientifique se désolidarise par la force du pouvoir colonial et retrouve pour partenaire obligé l'État national dont elle dénonce l'insouciance en matière de sciences d'outre-mer. Les universités investissent plus décisivement le nouvel espace du sous-développement du Tiers monde. À une Classe des sciences morales et politiques de Académie coloniale dont l'âge moyen est de 66 ans, Malengreau ne peut que proposer de rester fidèle à la fonction d'une académie: "*faire le point des connaissances scientifiques et non pas d'élargir ces connaissances elles-mêmes*" (p. 883)⁴. Cet appel anticipe précisément l'évolution de la vénérable institution dont Malengreau deviendra le président quelques années plus tard.

La tâche est objectivement extrêmement périlleuse pour un dispositif scientifique monocolonial jusqu'ici tellement intégré et lié au pouvoir colonial. Elle l'est d'autant plus que "l'anarchie congolaise" est durable, car à peine résolues les questions des sécessions, celle-ci se prolonge et s'approfondit à travers des sécessions, d'immenses jacqueries paysannes et la lutte armée muléliste qui occuperont près de deux tiers du territoire. Elle semble à vrai dire illusoire au vu de l'effondrement du dispositif administratif dont hérite le nouvel État.⁵

En fait de catastrophe épistémologique, il faut souligner que le milieu scientifique africaniste, qui a occupé progressivement le devant de la scène congolaise, s'est structuré autour d'entreprises particulières, certes dépendantes du pouvoir colonial, mais porteuses principalement d'engagements et de projets politico-scientifiques localisés. Ainsi Lovanium, université africaine et catholique, mais financièrement indépendante de Louvain, trouvera des financements internationaux, et américains en particulier,

⁴Au sein des Classes médicales et techniques de l'ARSOM, le discours est quelque peu différent. L'apport scientifique belge transcende la colonisation. Au-delà de toutes les insuffisances et maladresses politiques, il manifeste le fait que "*sans la présence belge, l'Afrique serait sans doute encore dans les ténèbres*" (Van de Abeele 1960, p. 336). L'acquis africain est ici décomposé en secteurs techniques et, quel que soit le caractère dominant de l'hydrologie ou de la géologie, son universalité est d'emblée posée comme évidente. Dès 1961, des attaques internes violentes voient le jour contre le nouveau projet de statut de l'ARSOM, en particulier contre la coexistence maintenue des sciences humaines, des sciences techniques et médicales.

⁵ Un grand nombre de fonctionnaires belges quittent le Congo dès 1960; des milliers d'employés et cadres privés suivent.

(Fondations Ford et Rockefeller d'Europe). L'université de Liège, de plus en plus fortement impliquée dans la sécession katangaise, peut croire, quelle que soit l'issue de la sécession, qu'un monopole académique et scientifique lui est promis dans cette région⁶. Signe sémantique évident de continuité, le *Bulletin du Cepsi* devient *Problèmes sociaux congolais*.

L'Université libre de Bruxelles dispose d'implantations dans l'Est; son Institut de sociologie très actif parmi les leaders congolais entend bien décrocher de solides positions dans le nouvel État, pour autant que celui-ci puisse acquérir un début de réalité. L'IRSAC, dont le centre de sciences sociales est installé au Ruanda, peut maintenir en outre ses programmes de recherche linguistique et ethno-historique grâce au soutien belge. Au-delà d'un certain "héroïsme académique" bien mis en scène autour du thème: "tout le monde s'en va... sauf les universitaires dont le rôle est, clame-t-on de concert, capital quelle que soit l'évolution politique du Congo", l'espace-temps de la catastrophe psychologique nationale peut-il être propice à un renouveau institutionnel et à une recomposition du discours savant africaniste? Pour plusieurs raisons, il est difficile de répondre à cette question⁷ En premier lieu, cet espace-temps apparaît singulièrement éclaté jusqu'au moment où Lovanium (et plus particulièrement l'Institut de Recherches économiques et sociales) s'impose comme le foyer congolais dominant, sinon exclusif, de recherche sociales, politiques et économiques. Par ailleurs, l'activisme des universitaires s'exprime aussi dans des activités qui, de prime abord, n'apparaissent pas particulièrement scientifiques ou savantes. Enfin l'effondrement de l'appareil administratif, l'internationalisation de la crise congolaise, le recul politique de la Belgique et les aléas d'une éventuelle coopération fournissent aux scientifiques, chercheurs et professeurs qui "restent au front" un énorme espace d'intervention ou s'enchevêtrent inextricablement les registres les plus divers.

"Le développement n'était pas théorisé comme tel (je dirais qu'il est géré), d'ailleurs l'entreprise coloniale n'est pas davantage théorisée sauf par des colonisés. Durant la colonisation, nous, les chercheurs et universitaires, qui voulions avoir un discours quelque peu extérieur, on a bien dû s'emparer du seul champ disponible.... qui était le «social». Après l'indépendance et la débandade générale, dans une confusion générale où personne ne semble voir

⁶ L'Université de Liège est la seule à reconnaître l'Université de l'État du Katanga et la seule à répondre officiellement à une invitation à constituer un comité d'examen des candidatures aux chaires vacantes (*Études congolaises*, n° 8, 1963, pp. 1-33).

⁷ Pour retrouver la trame événementielle de la crise congolaise, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage récent de J. C. Willame (1990). Sur l'inextricable syndrome des conseillers et influences auquel prennent pleinement part de nombreux scientifiques, voir Willame (1972).

clair, nous nous trouvons devant un immense vide dont il est extrêmement tentant de s'emparer" (interview de P. Bouvier, ULB).

Pour tenter d'y mettre un peu d'ordre et d'identifier les logiques, les discours et les principales orientations et productions scientifiques qui participent de la transition vers la "coopération", nous distinguerons la situation sur le terrain, dont les acteurs capitaliseront de manière très inégale les fruits scientifiques d'une telle position de quasi monopole, et les évolutions métropolitaines où la "catastrophe" semble avoir définitivement placé les universités en position dominante à l'égard des anciennes institutions coloniales. À chaque niveau, nous mettrons en évidence, d'une part, les éléments qui participent d'un éventuel renouveau de l'appareillage scientifique de la notion de développement et, d'autre part, les éléments qui concourent à tracer les voies d'une "décolonisation intellectuelle" dont les caractéristiques renvoient peut-être moins à la difficulté tant soulignée depuis 30 ans de se départir d'une idéologie coloniale anachronique, totalitaire et aveugle aux évolutions internationales, qu'aux conditions immédiates dans lesquelles quelques entreprises politico-savantes produisent les bases de l'ethos savant post-colonial.⁸

⁸ Nous utilisons ici les termes "décolonisation intellectuelle" ou "décolonisation des sciences sociales" sans préjuger *a priori* de la rupture épistémologique, cognitive ou théorique que suppose l'usage courant de telles formules. Il s'agit à nos yeux d'identifier les orientations des pratiques de recherche qui concourent à installer durablement des thématiques, des terrains, des objets, des positions théoriques autour desquels s'organise l'africanisme après 1960.

I. La quête du développement dans «l'anarchie congolaise»

Les entreprises politico-universitaires restent donc au front, au coeur de "l'anarchie congolaise". De jeunes diplômés métropolitains rejoignent le corps enseignant de Lovanium qui offrira l'hospitalité à un gouvernement congolais dit "Gouvernement de Lovanium". Des membres de l'Université de Liège sont présent dans tous les organes du pouvoir katangais. Évincés des places fortes que sont les universités, les «néo-congolais» de Bruxelles tissent une toile extrêmement complexe de contacts et d'influences parmi les leaders et partis congolais.⁹ Ces projets transcendent l'effondrement du colonialisme belge. Chercheurs et enseignants forment un genre de diplomatie d'empire disparu, sollicitée de tous bords, aussi bien par des leaders congolais, des diplomates et observateurs étrangers, les Églises, les acteurs politiques belges, les représentants des intérêts financiers, les fondations étrangères, etc. Dans un tel contexte, ni les cadres institutionnels anciens des sciences coloniales, ni le cadre universitaire métropolitain ne suffisent plus à donner une image claire des premiers axes du champ scientifique post-colonial qui prend forme au Congo. Les sciences humaines sont certes à l'avant-plan, mais ce sont des projets inédits qui capitalisent les meilleurs fruit d'une permanence au front. Le CRISP, créé par des personnalités critiques, des anti-coloniaux davantage que des anti-colonialistes, quelque peu auparavant¹⁰ est sans doute le foyer le plus averti des enjeux généraux liés à la décolonisation. Il entreprend le génial projet d'un suivi dans le détail de la décolonisation et de la "congolisation".¹¹ Verhaegen qui fut chef de cabinet de Lumumba est sans doute celui qui, le plus clairement, cherche et trouve dans l'irruption d'un Congo insoupçonné, les éléments d'un projet savant encore inédit au Congo qui rompt le plus clairement avec les sciences sociales coloniales. Outre la série *Congo 1959-65*, la revue *Études congolaises*, publiée dès 1962 par le CRISP et l'Institut national d'études politique de Léopoldville, rassemble "en temps réel" et avec un soin méticuleux des milliers d'informations susceptibles de nourrir une analyse totalement étrangère aux thèmes les plus courus: le Congo scène fantomatique de l'affrontement Est-Ouest, tribalisme, impréparation belge, etc.¹² Alors

⁹ Provisoirement privée de pied-à-terre universitaire au Congo, c'est l'ULB qui développe le plus rapidement et le plus largement les programmes de cours relatifs au développement du Tiers monde. Une licence spécifique comprenant 4 années de cours est mise en place dès 1962. Nous y reviendrons.

¹⁰ Van Lierde (Amis de Présence Africaine), Libois et Perin, rejoints par Verhaegen recruté en 1958 par Malengreau pour enseigner à Lovanium.

¹¹ Voir les gros volumes édités par le CRISP sous le titre *Congo 1959, 1960*, etc.

"Congolisation" est un terme spontané réputé désigner le désordre soudain, la perte de contrôle sur le processus de décolonisation et l'impuissance du nouvel État

¹² Voir aussi *Rébellions au Congo*, CRISP, 1966 et 1969.

que l'intérêt international pour l'irruption du politique africain s'accroît considérablement et que la crise congolaise semble en exprimer les enjeux de manière paroxystique, c'est encore Verhaegen qui, recourant au matérialisme historique, tente de dépasser les analyses dominantes qui sont alors surtout imprégnées de l'analyse politique des héritages coloniaux et orientées vers le rapport des nouvelles élites à la construction nationale dans un cadre fonctionnaliste (voir en outre Wallerstein 1966).

Verhaegen note dès 1961 "*l'inadéquation complète des théories et des politiques de développement économique dans les pays colonisés*" et entend relever le défi d'une science renouvelée susceptible non seulement d'éclairer autrement le "réel", mais de participer à un mouvement social d'émancipation (Verhaegen 1978, p. 13). "L'histoire immédiate" est en germe.¹³ La "militance" de Verhaegen pour l'actualisation du matérialisme historique, pour l'africanisation de l'enseignement et du développement socialiste africain, ses doutes précoces sur la réalité de la décolonisation, sa lecture des mouvements étudiants congolais, dont il condamne le caractère petit bourgeois, et enfin ses critiques violentes de l'Université Lovanium en font un personnage, le seul peut-être, cristallisant les propriétés politico-savantes caractéristiques de l'intellectuel anti-impérialiste et tiersmondiste.

Sa critique du caractère strictement occidental et colonial de l'enseignement universitaire à Lovanium est sous-tendue par la contestation de la problématique théorique du développement/sous-développement sous le label de laquelle sont passés tous les projets de coopération ou de reprise de la coopération. "*Un pays comme le Congo ne souffre pas tant de sous-développement que d'un développement artificiel, induit et conduit de l'extérieur, soumis à des intérêts étrangers*" (1978, p. 75).¹⁴ De même, si les critiques de

¹³"La transformation des sociétés africaines, qui doit leur permettre d'intérioriser et de poursuivre ce développement en l'africanisant, implique d'abord une connaissance en profondeur et totalisante de l'Afrique, non pas une connaissance externe, c'est à dire nécessairement aliénante, à laquelle se sont trop souvent arrêtés les ethnologues et sociologues dits africanistes; il faut une appréhension globale, historique et dialectique des sociétés africaines en tant que totalités concrètes, c'est-à-dire dans toutes leurs relations avec leur passé et leur culture d'une part, avec les composantes du monde moderne, y compris les survivances coloniales d'autre part" (1978, p. 75).

Verhaegen développera ce projet théorique sous le label *Histoire immédiate*, discipline qui se propose de conjuguer les acquis du laboratoire congolais avec les fondements du matérialisme historique et diverses expressions théoriques de l'époque visant à réorganiser la relation entre le savant, ses "objets" et la "praxis sociale" (Verhaegen 1974) Verhaegen destinait particulièrement l'histoire immédiate aux sociétés en crise. Elle participait par ailleurs d'un mouvement plus vaste d'opposition à un structuralisme "réifié" et, à l'opposé de la rupture avec le sens commun garante d'une "sociologie savante", requérait le double engagement critique du chercheur dans la société savante et dans la société étudiée à titre d'acteur politique.

¹⁴ Après un passage à Paris, Verhaegen rentre au Congo pour occuper un poste à Kisangani dans le cadre

Verhaegen ne sont pas particulièrement dirigées vers l'ethnologie coloniale, les positions théoriques qu'il défend et les objets qui semblent devoir retenir l'attention de son petit groupe n'y trouve guère d'inspiration. L'Histoire immédiate veut transcender l'opposition entre l'anthropologie et la sociologie pour retrouver, dans l'exubérance des mobilisations politiques, le fait social total.

Positions politiques et positions théoriques de Verhaegen sont cependant loin de caractériser l'ensemble des activités qui font de Lovanium le centre principal, sinon unique, de transition des sciences coloniales au Congo. Lovanium, c'est plusieurs dizaines de professeurs et assistants dont une partie est renouvelée dès l'année académique 1960-61. Leclercq succède à Bézy qui, de retour à Louvain participe à la mise sur pied d'un Institut des pays en voie de développement (IPVD). L'IRES-Lovanium s'organise autour de trois départements, sciences économiques, sciences politiques et sociologie. L'Institut se dote d'une revue, *Les Cahiers économiques et sociaux*. La section congolaise du CRISP s'identifie bientôt avec le département de sciences politiques dont Verhaegen est incontestablement la figure prééminente. Bien que des chercheurs que l'on peut considérer comme des sociologues Caprasse (CEPSI), Baeck (IRSAC), Lux (IRSAC) aient rejoint Lovanium, c'est autour du département de sciences politiques que les travaux les plus nombreux et originaux verront le jour. Pour mesurer le caractère dominant de Lovanium, on notera que l'institution compte désormais (jusqu'en 63-64) parmi ses enseignants deux des principaux anthropologues révélés par l'IRSAC: Vansina et Biebuyck. Si les programmes de sciences économiques dominent les enseignements dès 1962-63 et drainent des nouvelles figures sans liens passés avec la colonisation de développement¹⁵, l'activité de l'IRES apparaît rétrospectivement comme exceptionnelle en termes de quantité et de diversité. Sous la houlette de Leclercq, la science économique participe directement de la (ré)invention du concept de développement avec les recherches de Lacroix (1967) consacrées à l'industrialisation et de Comélieu (planification et développement), Rieland (inflation structurelle) et Dupriez (structures économiques et contrôle des changes).

Mais l'IRES est d'emblée par ailleurs un quasi bureau d'étude, voire un "ministère" de l'économie des autorités zairoises, qui conçoit les réformes fiscales ou monétaires. L'exode belge a vite fait place à un maelström international dans lequel un certain monopole des informations économiques et un réseau complexe de relations avec différentes composantes du pouvoir congolais forment un argument d'importance face à

de la création de l'Université officielle du Congo. Premier au front de la décolonisation savante, il sera sans doute celui qui restera le plus longtemps au Congo à titre de coopérant universitaire (1987).

¹⁵ Verhaegen dénoncera ainsi la disparition progressive des cours d'anthropologie et d'histoire à Lovanium.

l'offre de coopération qui est d'emblée relativement importante et internationale. Des recherches qui permettent une reprise de contact avec l'intérieur du sous-continent congolais apparaissent aussi comme des recherches relatives à la réorganisation administrative des provinces (provinces fédérées).

Du bon usage d'une rente de situation

"Lovanium était largement indépendante, en outre parce que Louvain n'a jamais financé Lovanium. Nous avons donc une relative liberté pour adapter les programmes (...).

L'IRES deviendra l'un des centres de recherche économique les plus importants d'Afrique. Au coeur des années 60, on y compte une centaine de personnes employées sans compter les professeurs. Le financement est assuré par des organismes internationaux, comme la fondation Ford, des fonds de contre-partie de l'aide américaine et le gouvernement zaïrois qui nous attribue une ligne budgétaire.

L'IRES publie les *Cahiers économiques et sociaux*, la *Lettre mensuelle* et quelques bouquins issus de thèses. Notre politique est de faire défendre les thèses des Belges au Zaïre même. La première promotion importante en économie sortira en 63, des doctorats seront publiés à la fin des années soixante.

Nous avons reçu des dizaines de chercheurs et doctorants étrangers, en particulier français et allemands. Les premiers zaïrois arriveront en 1964-65.

L'IRES était aussi le centre de référence de la connaissance de l'économie zaïroise. La plupart des missions nationales et internationales venaient chercher leurs renseignements chez nous. Nous produisions les statistiques parmi les seules disponibles.

Ainsi en 63, alors que nous perdions le contact avec l'intérieur, nous avons été en mesure, grâce à une intervention de la CEE, d'entreprendre des sondages en province avec un petit avion qui transportait une équipe interdisciplinaire.

Lorsqu'en 1967, Mobutu crée un Haut-Commissariat au Plan, l'IRES devient le bureau d'étude "officiel".

En 1963 nous avons fait l'étude relative à la dévaluation et le F.M.I. a donné son accord à cette dévaluation, mais en 1967, pour la seconde dévaluation, c'est Mobutu qui prend la décision (Interview de M. Norro, économiste, professeur à Lovanium —1962-73— et à l'UCL).

Outre les problématiques de développement qui prennent simultanément des voies théoriques (rentabilisées sur les marchés savants alors très ouverts) et des voies "expertes" (rentabilisées sur le marché du conseil et de la coopération), c'est incontestablement autour de la science politique qu'un ensemble de recherches incarne plus directement la décolonisation du regard sur le matériau africain et la position adoptée à son égard. Ce processus n'a pas précisément pour objet le colonialisme belge ou le Congo colonial, mais la production d'un cadre théorique qui rende lisible l'émergence du politique et de l'État africains. Issu de la décolonisation, ce dernier est appelé à établir une périlleuse légitimité sur une société en ébullition qui échappe tant aux canons de la modernisation ou du développement politique qu'aux schémas coloniaux.¹⁶ La décolonisation des sciences sociales dans sa version congolaise est donc principalement assurée par un recours théorique et, dira-t-on, par la quête d'un dépassement théorique sur le terrain de la science politique.¹⁷ Les thèses de Monnier (1971), Weiss (1967 et 1994 pour la traduction française), Demunter (1975) prennent toutes pour objet, dans la voie tracée par Verhaegen, la formation des acteurs politiques collectifs que l'obsession des leaders et les acquis de la récente politologie africaine avaient conduit à considérer comme hors-jeu ou manipulés. Elles montrent à la fois le rôle moteur, décisif et impromptu, puis "récupéré", des masses congolaises dans la lutte anticoloniale puis dans l'ébauche d'une lutte de classe continentale. Ces recherches ont pour particularités communes et notables de s'appuyer sur un matériau empirique propre et considérable, de recourir à des cadres théoriques qui contribuent à structurer une temporalité historique transcendant le fait colonial et sa fin brutale. Elles sont aussi, au niveau des matériaux

¹⁶ Demunter met cependant l'accent sur l'analyse de l'évolution de l'organisation administrative au Bas-Congo en relation avec le processus de "politisation des masses rurales". Les travaux de Demunter sont aussi ceux qui renvoient le plus nettement aux positions contestataires des théories fonctionnalistes du développement (Hoselitz) incarnées par Gunder Franck.

¹⁷ C'est ce recours théorique qui distingue également ce type de recherche de celle, pionnière et très complète, de Bouvier (1965) qui tente une sociologie de la décolonisation sans théorisation particulièrement affirmée, accorde des privilèges importants aux conditions psychologiques propres aux leaders et impute la rupture précoce entre administrés et nouveaux pouvoirs congolais à une insuffisance quantitative et qualitative des classes moyennes.

À propos de la formation des élites politiques congolaises, voir De Coster 1970.

Il faut enfin remarquer que les thèses radicales ne se caractérisent pas particulièrement par une opposition au savoir colonial qui semble proprement aboli, mais contre les problématiques savantes issues des sciences du développement, en particulier de la science politique, de la sociologie et surtout de l'économie, voire de l'anthropologie culturaliste ou fonctionnaliste.

L'opiniâtreté théorique de ces premières recherches et leur riche matériau empirique en font bien autre chose que la vulgate tiersmondiste qu'il est aujourd'hui de bon ton de dénoncer.

empiriques, strictement congolaises. Ce sont plus généralement les représentations savantes issues la science coloniale ou celles qui, récemment reçues au Congo, soutiennent l'analyse du sous-développement, qui sont promptement détrônées. Il en va ainsi du tribalisme qui, relu sous l'angle de l'ethnicité, devient un mode de mobilisation politique (Monnier). Il en va ainsi de l'analyse dualiste qui prévaut en matière de diffusion du développement. Selon Demunter, l'introduction des rapports sociaux liés à l'intégration au marché capitaliste a dû passer par une action d'extraction des surplus agricoles réalisés par les anciens modes de production. C'est au niveau de cette articulation des modes de production que l'administration coloniale intervint massivement

Au vu de cette production scientifique, la catastrophe épistémologique semble être à la source d'une remarquable fécondité, renforcée sans doute par l'impression, fondée ou non, d'une autonomie du discours théorique qui, bénéficiant d'une internationalisation résultant au fond de la fin des empires, a semble-t-il pour débouché, un marché savant lui-même internationalisé où les clivages théoriques et politiques succèdent aux particularismes coloniaux. Dans un tel contexte, le Congo et la "congolisation" présentent sans conteste un intérêt considérable. Ainsi Lovanium apparaît comme le point de chute favori des "missionnaires", observateurs et chercheurs étrangers. Pour la plupart, ethnologues, politologues et économistes de Lovanium trouvent des opportunités de séjour, de recherche, d'enseignement et de publication dans des institutions étrangères. *Études congolaises* et *Les Cahiers économiques et sociaux* accueillent leurs premières publications.

Pour qui connaît les pesanteurs des sciences coloniales, l'impression s'impose d'un changement de paradigme, d'un objet inédit. La rupture avec les catégories coloniales est effectivement impressionnante et l'histoire des sciences sociales ne dut pas connaître de nombreuses "révolutions coperniciennes" de cette ampleur.¹⁸ Ces lectures inédites des situations de transition trouvent, malgré nombre de caractéristiques partagées, des expressions théoriques différenciées. Ainsi les travaux de Willame (1972) proposent, autour du concept de patrimonialisme, une lecture du changement politique africain promise à un bel avenir théorique. C'est également à Lovanium qu'émergent quelques professeurs et surtout des chercheurs congolais (Mudimbe, Ilunga Kabongo, Wembi, NDongala...).

¹⁸ Les principaux axes de la science coloniale triomphante ou reconstruits dans le cadre de la colonisation de développement disparaissent de l'analyse ou sont enchâssés dans des problématiques qui les défigurent définitivement. La race bien sûr disparaît partout, mais également le clivage entre le monde coutumier et extra-coutumier, entre évolués et primitifs, entre la colonisation et l'indépendance, entre blanc et noir, entre le progrès et l'arriération, entre le rationnel et l'irrationnel (voir en outre Demunter, conclusions et esquisse d'une recherche future, pp. 297-315).

Faire science suppose cependant tout autre chose que la seule production théorique. L'insularité de Lovanium, les retards de la coopération scientifique officielle, les rapports ambivalents avec les dynamiques, les orientations et l'ethos du pouvoir congolais, l'existence du marché de l'expertise (dont l'offre est étroite pour le Congo, déserté par un nombre considérable d'expert coloniaux) et d'un marché théorique évoqué ci-dessus, ainsi que les politiques et les orientations qui dominent le passage au Tiers monde, au développement et à la coopération des universités belges, concourent à produire un phénomène remarquable qui se traduira par un taux de retour assez faible en Belgique et finalement par l'étiollement (accélééré à partir de la zairianisation) de la recherche en sciences sociales au Congo-Zaïre.¹⁹

Dans les universités belges en effet, les sections, diplômes, instituts et centres de recherche s'organisent (durablement, peut-on dire aujourd'hui) autour des intervenants principaux de la colonisation de développement, presque tous réincorporés dans les métropoles universitaires et autour de nouveaux entrants qui, pour n'avoir pas partie liée avec le Congo y réalisent parfois quelques investissements théoriques participant "à distance" du renouvellement des grilles de lecture évoqué ci-dessus (Peemans en économie marxiste sur le procès d'accumulation au Congo, Piret en outre sur le rôle de la Belgique et la critique du concept de sous-développement).

"Le développement? Mes cours à Lovanium n'étaient pas orientés vers cela, c'est en rentrant à l'UCL que je découvre l'ampleur de cette problématique: à l'Institut des Pays en Voie de Développement (IPVD). Mon approche est surtout socio-politique. Je vous rappelle qu'en ce moment d'effervescence, je ne trouvais pas d'assistant sur ce type de questions africaines. 1960 a marqué un tournant dans la tradition belge et louvaniste. C'est la fin de l'Institut Africain, la montée de l'IPVD et de l'orientation latino-américaine.

L'Afrique, c'était surtout l'affaire de Malengreau, Bézy et plus tard Norro qui est arrivé à Lovanium après l'indépendance et est resté l'homme de l'Afrique et du Zaïre en particulier" (Interview de P. Caprasse chercheur CEPSI, professeur à Lovanium, puis à Louvain).

Si Lovanium apparaît comme l'opérateur largement dominant de la recherche post-coloniale en sciences sociales et son seul foyer congolais réel grâce à une sorte de rente

¹⁹ Vansina, Maquet, Biebuyck vers les États-Unis. Comélieu et Monnier vers les organismes internationaux et la Suisse. Romaniuk et Lux (démographes) au Canada. Lacroix devient pour sa part un haut fonctionnaire européen. Après un séjour aux USA, Willame enseigne à Lubumbashi, Verhaegen à Kisangani à partir de 1972.

de situation et une grande capacité de gestion de sa polyvalence et de ses fractures internes, elle ne monopolise par absolument le terrain congolais²⁰. Le milieu des conseillers reste tendu d'oppositions politico-savantes. Le retour de Tshombe à Léopoldville (1963) a recentré le milieu sur cette ville, milieu qui s'enrichit d'un nombre important de retours à titre de coopérants et d'experts techniques²¹. Entre 1965 et 1973-74, la coopération universitaire est mise sur pied, mais ces années d'ordre, durant lesquelles le ministère belge de la coopération financera des postes ou des séjours d'enseignants des universités belges au Congo, ne contribueront que très peu à créer une réelle dynamique de recherche sur les acquis savants des années de fureur. Les énormes capitaux qui suivent les "projets de développement" et mobilisent des dizaines de chercheurs sur des études régionales ou thématiques laisseront très peu de traces.

"En quelques années, une manne énorme s'est abattue dans le secteur de l'expertise. Les Nations-Unies et la BIRD entres autres ont lancé à fond l'idéologie du développement. On a demandé aux chercheurs du terrain de collaborer. Il semblait y avoir une demande très forte de connaissance. Mais cette manne a créé une dynamique propre dans laquelle nombre de chercheurs se sont un peu perdus. D'autres sont arrivés par dizaines de l'une ou l'autre université belge. J'ai vu débarquer dans un cas précis une quinzaine de chercheurs en sciences sociales issus d'un même département universitaire belge pour préparer un plan de développement régional. Pour la province orientale seulement, trente-cinq volumes ont été préparés. Des dizaines de chercheurs européens étaient employés par des bureaux d'études sur des projets gigantesques. Le plus souvent, le chercheur cautionnait des investissements énormes et les mécanismes de corruption qui les soutenaient. Le pouvoir congolais était techniquement faible.

²⁰ Rétrospectivement, Verhaegen juge ainsi les divergences scientifiques: "j'ai entraîné quelques jeunes chercheurs (Willame, Monnier, Ilunga kabongo, Wembi et Lovens). Il y avait par ailleurs les économistes dont les problématiques étaient déconnectées des mouvements sociaux. Enfin les trois sociologues issus de l'IRSAC ou du CEPESI travaillent sur des sujets que l'on peut qualifier de neutres. Leclercq qui travaille sur les problèmes immédiats de l'économie congolaise laisse faire et couvre cette diversité" (interview de Benoît Verhaegen).

²¹ On lit dans un numéro du *Monde diplomatique* célébrant la prospérité retrouvée sous la ferme direction de Mobutu, qu'en 1966, et en plus des volontaires et employés du secteur privé, plus de deux mille coopérants et experts techniques belges sont en poste au Congo dont plus de la moitié dans l'administration et l'enseignement (*Le Monde diplomatique*, Juin 1970; Spécial Congo). Pour la contre-épreuve et l'analyse des bases économiques du nouveau régime, voir Bézy 1968: "la prospérité s'empare du Congo. Entendons-nous, le Congo à quatre-vingt-dix pour cent près!".

Cette situation était un problème pour l'IRES, même si nous en bénéficions, car nos meilleurs chercheurs pouvaient trouver de nombreux avantages à travailler dans ce cadre des études d'expertise.

Après 1971, et jusqu'en 1987 à Kisangani où j'ai dirigé un centre interdisciplinaire, nous avons été inondés d'argent par des organismes de coopération internationaux et des fondations. On devait préparer des plans gigantesques de scolarisation en secondaire, selon les vœux de l'UNESCO. Nous n'étions plus alors que quelques européens à Kisangani. Après 1987, tout s'est déglingué.

Aujourd'hui, je peux dire que tout ce qui concerne la recherche et un enseignement digne de ce nom n'existe plus. L'échec est encore plus important sur le plan du rapport de la recherche et de la politique. Aucun mouvement intellectuel critique ne s'est structuré autour de mouvements sociaux ou de projets politiques. Le système de la corruption et des nécessités a récupéré tout ceux qui pouvaient augurer de quelque chose d'autre" (Interview de B. Verhaegen).

II. Les universités devant le Tiers monde

Dans la tourmente congolaise, toutes les universités belges anticipent sur la formation des marchés savants et d'expertise désormais élargis à l'outre-mer ou au Tiers monde. Ceci se traduit d'emblée davantage dans les programmes de cours que dans l'activité de recherche. Les programmes intègrent de nouveaux titres et diplômes scientifiques dont les intitulés traduisent sans doute des difficultés plus fondamentales, "sciences de la coopération", "sciences africaines", "sciences tropicales", "sciences des pays en voie de développement" succèdent ainsi aux intitulés coloniaux. Tout indique qu'une certaine précipitation caractérise cette découverte du Tiers monde et de l'Afrique décolonisée, précipitation surtout caractéristique des institutions dépourvues de "grande tradition" coloniale ou de place forte sur le terrain. Ainsi en Faculté de Droit de l'Université de Liège qui a créé un *diplôme scientifique complémentaire d'études des problèmes d'outre-mer* en juin 1959 dont la quasi totalité des cours concernait le Congo, aucun cours n'est encore attribué en 1961.²²

La création du Centre d'étude des pays en croissance (CÉPEC-Liège) par quelques-uns des chercheurs de FULRÉAC et de l'Institut de sociologie, vise à mettre à jour (c'est-à-dire à l'horizon du Tiers monde) les fruits de l'aventure tardive des liégeois au Katanga. Ce seront les "Katangais" qui nourriront le programme du diplôme scientifique d'outre-mer évoqué précédemment (Clemens, Richelle, Grosjean) et représenteront l'Université de Liège dans la coopération universitaire au développement (Clemens, Frenkiel). La coopération liégeoise se concentrera sur l'Université de Lubumbashi, mais ne sera pas particulièrement propice aux sciences sociales. Des sociologues liégeois interviendront encore au Congo indépendant à l'extérieur du Katanga: É. Dardenne au Sud-Kasaï indépendant, sur un projet de réinstallation de migrants luba, M. De Coster qui publie divers articles relatifs à l'évolution politique, l'acculturation, ou le monde rural congolais. Il n'y a cependant pas un réel processus de capitalisation de "l'acquis" africaniste. Dardenne sera engagé par l'Administration Générale de la Coopération au Développement. De Coster réorientera ses travaux sur des objets radicalement différents, Biebuyck "ne signera jamais" la proposition qui lui est faite de prendre en charge l'ethnologie et gagne les États-Unis (University of Delaware). Richelle abandonne le domaine de l'anthropologie pour une brillante carrière en psychologie expérimentale. Ruwet, un linguistique africaniste, rejoint l'équipe de Chomsky. Deux des fondateurs du CÉPEC qui n'appartenaient pas à l'Institut de sociologie, mais s'étaient montrés très actifs, sont engagés par la BIRD (Interview P. Minon).

Ni l'arrivée de d'Hertefeld (IRSAC, nommé à Liège en 1975), ni le retour de Gossiaux (Université du Burundi) ne pourront combler les effets du "deuil katangais" et permettre à

²² Si les intitulés de 1961 recèlent quelques nouveautés telle que *sociologie coloniale*, le terme *colonial* reste de mise dans plus de la moitié des intitulés.

l'Université de Liège de jouer, en matière de renouveau africaniste ou tiersmondiste, un rôle comparable, à celui de Louvain, de Bruxelles ou de l'Université de Gand qui capitalise pour sa part beaucoup mieux, mais pour un temps, sous la forme d'études culturelles, les acquis ethnologiques (laïques et religieux) et linguistiques congolais.

À Louvain, c'est la création de l'Institut des pays en développement qui occupe incontestablement le centre de la scène post-coloniale et tiersmondiste. Les autorités académiques poussent à une telle création. Malengreau et Bézy en sont les maîtres d'oeuvre (et plus particulièrement pour ce qui concerne le volet africain). L'institut comporte, à l'instar de l'IRES-Lovanium, trois secteurs: sociologie, sciences politiques et économie. D'emblée, une ouverture très particulière et qui connaîtra des développements considérables, la connexion latino-américaine qui s'ébauche rend ici la référence au Tiers monde moins purement verbale qu'ailleurs.²³ En 1967 est constitué autour de G. Bajoit un Secrétariat du Tiers monde, un service propre de bourses, puis un conseil du Tiers Monde patronné par le Recteur. Enfin en 1968, Louvain "récupère" *Zaire* (revue coloniale officielle) qui devient *Cultures et Développement*.²⁴ Sous la

²³ Des étudiants latino-américains sont présents depuis le début du siècle à Louvain. Cependant, la création du Collège pour l'Amérique latine permet d'accueillir à partir de 1952 des dizaines de prêtres sud-américains (dont C. Torres). Les chiffres grimpent en flèche dès 1962 et le nombre d'étudiants latino-américains atteint 700 en 1968. Avec l'installation des dictatures, ce chiffre se stabilise autour de 450 (voir AGL-Approche, *Regards Mérités*, 1992). Pour ce qui concerne les sciences sociales, la filière latino-américaine répond à deux impulsions majeures qui ne se rejoindront pas dans le développement institutionnel. Le professeur Chaumont (sociologie) entretient par le biais d'organismes religieux des contacts avec Frei au Chili. L'autre impulsion est liée à la trajectoire très singulière de F. Houtard sur laquelle nous reviendrons.

²⁴ Le premier éditorial exprime d'ailleurs un vif ressentiment à l'égard des pouvoirs publics belges qui n'eurent aucun souci de préserver "ce qui avait contribué à promouvoir une connaissance scientifique de l'Afrique noire qu'on se mettait cependant à découvrir sous-développée" (*Cultures et développement*, n° 1, vol. 1, 1968).

Le projet qui sous-tend cette "récupération" de *Zaire*, est d'emblée élargi au Tiers monde et propose une orientation critique à l'égard des approches économistes et évolutionnistes du développement ainsi qu'à l'égard des formalisations "objectives" du sous-développement. Le souci d'accorder enfin une place à l'anthropologie ne correspond cependant pas à une orientation comparable à celle des *cultural areas* (voir le premier article de Corten qui, soucieux de connecter le "développement quotidien et extra-quotidien", propose de définir des valeurs sociales réalisées par le mouvement social, davantage que des valeurs culturelles. Dans ce premier numéro, on enregistre les contributions de Touraine et de Chesneaux.

S'il s'agit, comme on le proclame, de travailler à l'élaboration critique d'une "éthique du développement", un tel exercice apparaît d'emblée périlleux tant les filières "géographiques" semblent redevables d'approches différentes. On comparera ainsi la posture savante et engagée d'un Corten et les critiques de

présidence du Recteur, la composition du conseil de rédaction figure bien l'héritage africain (Bézy, Malengreau) et la nouvelle orientation latino-américaine (Chaumont et De Buyst). L'Institut des PVD trouve d'ailleurs à concrétiser cette extension du domaine de recherche à travers des vastes programmes de recherche internationaux dont un programme de recherche consacré à l'industrialisation de l'Afrique noire financé par le Marché Commun.

Les sommaires de *Cultures et développement* durant ses cinq premières années figurent bien la richesse du "fonds d'auteurs" et l'intérêt suscité par cette revue "encyclopédique" et "éclectique" (éditorial). Outre celles des artisans louvanistes (Corten, Bézy), on trouve les signatures d'anciens de l'IRSAC (d'Outreloup, Lux, Cuypers), d'enseignants et chercheurs de Lovanium (Verhaegen Yakemtchouc), de religieux savants du Congo R-U (de Sousberghe, Rodegem), de grands noms de la sociologie latino-américaine (Germani, Fernandes), d'intellectuels africains (Mazrui), de chercheurs tels que Cl. Rivière, I. Sachs, Bugnicourt...²⁵

S'il y a bien à Louvain une dynamique réelle et importante autour des questions du développement et du tiers monde (au sein de la Faculté de sciences politiques et sociales, et plus loin un engagement moral et technique de l'ensemble des Facultés), si l'orientation latino-américaine qui voit désormais plusieurs dizaines de chercheurs et d'enseignants y séjourner constitue un atout incomparable à l'échelle européenne, on ne peut dire pour autant qu'une école louvaniste émerge. Outre la coexistence des "latino-américains" et des "africains", clivages et conflits politico-savants peuvent être clairement établis au sein de chaque filière. Ainsi l'entreprise très atypique de F. Houtard issue de l'action sociale catholique et de la sociologie des religions et débouchant sur la théorisation-engagement dans les luttes de libération restera à la périphérie de l'IPVD et se dotera d'une structure propre, le Centre Tricontinental, elle aussi périphérique à l'égard des institutions académiques et disposant de réseaux de collaboration, de recrutement, d'expertise et d'engagements politiques propres, tant en Asie, en Amérique Latine qu'en Afrique (ex-colonies portugaises, mais pas au Zaïre). En matières africaines (ou de développement plus généralement), les "héritiers critiques" (Malengreau, Bézy) coexistent avec des théoriciens radicalisés dans la théorie ou sur des terrains non africains (Peemans, Gouverneur, Corten, Piret) et chercheurs radicalisés (ou l'ombre de ceux-ci)

l'économisme, du matérialisme et de l'ethnocentrisme que Malengreau dirige vers la saisie technocratique du sous-développement. Ses références au "développement de l'homme, tout l'homme...", au développement "comme problème d'abord humain" rappellent singulièrement, exception faite des étapes et du gradualisme, le thème favori de la vieille doctrine coloniale d'édification d'un Bantou meilleur plutôt qu'un européen noir (G. Malengreau 1968).

²⁵ À souligner aussi la qualité et la diversité des signatures de recensions d'ouvrages.

sur le terrain congolais dans l'institution "soeur" de Lovanium (Demunter, Verhaegen). Sans s'étendre sur les détails, on citera G. Bajoit: (à partir de 1968-70) "*toute la gauche de l'IPVD s'est fait mettre dehors dès que le Recteur en a eu l'occasion*".²⁶ Il faut souligner aussi que ni les chercheurs qui, au Congo, travaillaient sur le terrain politique autour de Verhaegen, ni les anthropologues (à l'exception de d'Outreloup) ne feront retour à Louvain.²⁷

L'enseignement de l'IPVD ne porte que sur le troisième cycle. Entre 1960 et 1965, les programmes des filières coloniales subsistent sous de nouveaux intitulés.²⁸

²⁶ *Regards Metis* 1992, p. 67.

Non pas toute la gauche théorique, mais surtout Piret et Corten qui fonderont *Contradictions* (revue marxiste).

²⁷ On peut en dire autant des thésards en économie du développement à Lovanium (Comélieu, Lacroix). Willame sera très tardivement intégré à l'UCL en 1991.

Constat qui contraste avec la réintégration (planifiée par la direction de l'UCL) de nombreux professeurs de Lovanium (Caprasse, Norro, Leclercq, Yakemtchouc, Vellut).

²⁸ Le Centre interfacultaire d'études coloniales devient le Centre interfacultaire africain. Le *graduat en sciences coloniales* porte le titre de *graduat en sciences africaines* et conserve le même programme qu'en 1951-52, à la différence près du cours de Malengreau qui devient *Histoire de l'Église au Congo* en lieu et place de *Statuts et organisation des missions*.

Le *Certificat de cours coloniaux* devient *Certificat de cours africains*.

En Philosophie et Lettres, l'Institut africaniste conserve le même titre et les mêmes programmes de licence et doctorat en linguistique et ethnologie africaine.

À l'École de Sciences politiques et sociales, le programme *Sciences coloniales* devient une section du groupe de Sciences politiques sous l'appellation *Administration africaine* dont le programme et le personnel de base restent identiques.

En 1962, le cours de Malengreau *Politique coloniale comparée* en 1955 devenu *Problèmes politiques africains* en 1961, est intitulé *Théorie générales des institutions politiques des sociétés en développement*.

On notera qu'en 1962, l'École des sciences économiques ne fournit encore aucun usage du terme "développement" dans les intitulés de cours.

En sciences économiques appliquées, la *licence en sciences commerciales et coloniales* devient *licence en science commerciales et tropicales* !

Le cours de *Droit colonial* devient *Droit congolais*; de même pour *Hygiène coloniale* devenant *Hygiène tropicale* et pour le *Séminaire de sciences coloniales* devenant *Séminaires de sciences tropicales*. Les cours sont à très peu de chose près identiques à ceux de 1955-56.

Le doctorat adopte également la terminologie tropicale à l'instar de la filière agronomique dont le contenu reste inchangé.

À Bruxelles et outre le recours à la nouvelle terminologie "africaine", les années 1959-60 sont des années de transition. Les recherches menées autour des foyers sociaux de l'Est du Congo sont suspendues.²⁹

Parmi les nombreux centres de recherche de l'Institut de sociologie on compte en 1960:

- un centre d'économie politique et sociale congolaise;
- un centre d'études des problèmes d'acculturation. (G. Smets);
- un centre de sociologie de la technique et du développement économique. (H. Jeanne).³⁰

L'autre pôle africain est l'Institut du travail où l'on retrouve G. Brausch.

Autour de Dorsin角度, de Heusch, Stengers (historien), Bartier (droit international), et Harroy (Vice-gouverneur du R-U), l'École des sciences politiques et sociales groupe davantage de cours coloniaux que toutes les autres Facultés réunies.

Ce n'est cependant qu'en 1962, avec le retour de quelques chercheurs du Congo (Bouvier, Spitaels, Simonet), que prend forme une orientation de recherches et d'enseignements spécifiques au sous-développement.³¹

La recherche africaine est réorganisée principalement à l'Institut Solvay.³²

Outre l'Institut du travail, qui ébauche une formation à la coopération³³, c'est le programme de la Faculté de Sciences économiques et sociales qui est complètement

²⁹ Les foyers de l'Institut mobilisaient une vingtaine d'employés: assistantes sociales, infirmières, etc.

³⁰ Parmi les "recherches en cours":

- Étude sur la transformation du droit coutumier indigène (Vanderlinden)
- Étude sur l'histoire des Azande (Mme Thuriaux)
- Étude sur les composantes de la situation politique au Congo (Doucy)

³¹ En 1961-62, le rapport de l'Institut de sociologie ne fait plus aucune référence à son antenne africaine, ni aux centres sociaux et éducatifs de l'Association de l'Institut de sociologie au Congo.

Parmi les recherches en cours, plus aucune mention des recherches au Congo!

Le centre de recherches en économie politique et sociale congolaise est remplacé par un centre d'économie indigène.

³² Doucy directeur. Parmi les chargés de recherche: Bairoch, Bouvier, Bomboko (en Congé!)

Parmi les centres de recherche:

- Économie des PVD (Neumann)
- Sociologie de la croissance économique et du développement (Jeanne)
- Histoire et ethnologie juridique (Gilissen)
- Sociologie et économie du Sud Est asiatique (Dekkers)
- Sociologie et économie de l'Afrique noire (Dorsin角度, Doucy, Gilhain, Hiernaux et Maquet — IRSAC).

³³ La troisième section de l'Institut du travail est consacrée aux "problèmes du travail dans les PVD" dont les séminaires sont les suivants: *Droit du travail dans les PVD*, *Sociologie du travail dans les PVD*, *Économie du travail dans les PVD*, *Psychologie du travail dans les PVD*, *Hygiène dans les PVD*,

réorganisé en prévision de l'année académique 1962-63 pour faire place à une licence entière consacrée aux PVD. Celle-ci prend place dans les enseignements de l'École de Sciences politiques et sociales (président Doucy). Une licence en sciences sociales (4 années) comporte d'emblée une section "pays en développement" et une section "pays industrialisés".³⁴

Trois séminaires soutiennent le programme de cette nouvelle licence.

(*Institutions et coutumes des peuples primitifs*, Dorsin角度; *Structures politiques africaines* et *Politique internationale*, Bartier). Selon une tradition bien établie et que nous avons vu précédemment à l'oeuvre à propos des sections coloniales, la production des innovations académiques semble encore procéder de la réorganisation d'un fonds remarquablement stable. Une telle prise de possession sous le label sciences sociales a cependant des effets immédiats puisque les problèmes africains et problématiques de développement deviennent étrangers aux formations telles que l'économie ou la science politique générale.

Cette licence en sciences sociales-section PVD est d'ailleurs largement dominée par les matières culturelles réputées sans doute établir une nette démarcation à l'égard des sciences coloniales singulièrement dominées à l'ULB par le Droit. La percée de l'anthropologie (Dorsin角度-Smet; Maquet ex-IRSAC, provisoirement à l'ULB et de Heusch) est remarquable: cinq cours au programme des deux premières années. L'orientation culturelle est encore renforcée par des cours relatifs aux institutions musulmanes, aux institutions de l'antiquité, à l'histoire de l'art, à l'archéologie, à l'histoire des religions. Elle apparaît encore plus nettement dans les programmes des deux années de licence dans lesquels les "problèmes de développement" sont en fait remarquablement peu abordés. Sur onze cours en première épreuve, six relèvent des études culturelles (dont cinq de l'ethnologie-anthropologie, y compris arts et religions des primitifs), pour un cours de démographie et un cours intitulé *Économie des peuples sans machinisme* et attribué à J.P. Harroy en 1964. En seconde année, six cours sur dix relèvent de l'ethnologie-anthropologie pour un cours d'économie sociale, un cours de politique économique et un cours (à option) consacré aux structures politiques des pays africains.

À Bruxelles, tout indique donc que la découverte de la problématique universelle du développement relève, sur le plan de la recherche, de la reconversion du dispositif *Congo* du professeur Doucy. La découverte du Tiers monde sur le plan pédagogique marque une nette avancée dans l'installation de l'ethnologie-anthropologie et ressemble étrangement aux prémisses de la formation d'un foyer ethnologique-anthropologique professionnalisé

Coopération technique dans les PVD.

³⁴ Notons que dans le nouveau dispositif, il n'y a pas de diplôme spécifique en sociologie.

et académique qui trouvera d'ailleurs à se réaliser sous la tutelle de de Heusch en entretenant une distance respectueuse à l'égard des terrains... du développement.³⁵

Dans les années qui suivent, le CEMUBAC se dote une nouvelle section interdisciplinaire de coopération scientifique. La Coopération avec le Congo-Zaïre sera principalement médicale.

En Faculté de Sciences sociales et politiques apparaît un *Certificat complémentaire en coopération au développement*, qui deviendra une *Licence en coopération au développement*, laquelle diplômera principalement des étudiants africains. Parmi les enseignants: de Heusch, Stengers, Bouvier et Harroy

C'est par ailleurs l'ULB qui continuera de fournir la principale contribution belge aux sessions de l'INCIDI qui perdureront jusqu'à la fin des années 70. Cette université héritera d'ailleurs de la revue *Civilisations* qui en était issue et qui est aujourd'hui une revue très éclectique, davantage inspirée par une problématique historico-culturelle que par le développement. Sous la direction de Doucy, l'Institut de sociologie pratiquera une sociologie d'intervention ou d'expertise en Afrique du Nord, puis au Zaïre, mobilisant dans ce cas de fortes équipes autour de projets colossaux (surtout sur le plan financier).³⁶ Pour ce qui concerne les travaux théoriques, on retiendra surtout les travaux de Bairoch³⁷. On notera la tentative de Doucy et Bouvier (1970) d'élargir "l'acquis"

³⁵ On pourrait même ajouter, si l'on pense aux élèves du maître bruxellois, que l'Afrique centrale ne sera plus particulièrement courue. Ainsi, les terrains de Colleyn (anthropologie visuelle, EHESS), de Jonkheer (CNRS) et de Jaspers (principal héritier de de Heusch en matière d'enseignement à l'ULB) sont situés dans la zone sahélienne.

³⁶ La Tunisie en particulier a été le premier terrain de diversification de la coopération belge, principalement dans l'enseignement.

³⁷ Les travaux de P. Bairoch (Institut de sociologie) consacrés au développement d'un point de vue historique seront sans conteste les plus connus et discutés au niveau international. Ils ont de surcroît un caractère pionnier dans une démarche rapportant la question du développement du Tiers monde aux processus historiques de développement industriel, sans réduire ceux-ci à des modèles, ou au contraire à une singularité absolue (Bairoch 1971). Bairoch quittera l'ULB pour trouver un poste à Genève.

Vanderlinden, juriste, est en quelque sorte l'un des rares héritiers de l'immense activité juridique coloniale. Spécialiste de droit coutumier, il appartient à la génération qui prend contact avec le Congo au seuil de la de l'indépendance et sera l'un des nombreux auteurs spécialistes de la "décolonisation ratée". Il exercera principalement ses activités savantes à l'étranger au même titre que de nombreux auteurs au profil comparable.

Question: "Comment est née la licence spéciale en coopération à l'ULB"?

Réponse: "C'est une histoire classique: lorsque Jean Pol (Harroy) rentre, il doit refaire une carrière et devenir professeur. À cette époque, on faisait ainsi des professeurs. C'était une stature de surcroît. On

congolais à l'échelle du Tiers monde dans une problématique "multidisciplinaire" tentant d'articuler périlleusement les évolutions des premiers grands agrégats démographiques, les "dynamismes sociaux" (migrations, urbanisation scolarisation) et les prémisses d'une économie sociale dans le Tiers monde.

Dans l'ensemble des universités, ce sont donc les principaux artisans des entreprises politico-savantes localisées occupant hier la scène savante de la colonisation de développement, qui construisent et inscrivent dans l'enseignement universitaire les axes théoriques, disciplinaires et idéologiques du passage au Tiers monde et qui, par le biais des centres spécialisés promptement mis sur pied, deviennent les partenaires de la coopération officielle qui prend forme avec retard. Le mouvement associatif (futurs ONG) n'a alors aucune légitimité savante. La coopération universitaire officielle (projets propres des universités, expertises, mais surtout Coopération Technique Universitaire (CTU) et bourses aux étudiants du Tiers monde) qui restera fortement concentrée sur l'Afrique centrale ex-belge, n'est pas particulièrement propice au développement de la recherche, et plus particulièrement de la recherche en sciences sociales. L'enseignement est dominant (prise en charge d'une partie des coûts des enseignants de Lovanium et Lubumbashi et bourses pour la formation en Belgique). La formule de coopération technique universitaire qui permet d'installer des enseignants dans des universités africaines pour de longues périodes, contribuant ainsi à produire des îlots académiques, a pour principal défaut de ne pas organiser (ni sur le plan des carrières, ni sur le plan de la capitalisation scientifique) une connexion systématique avec les centres de recherche des universités belges. Cette connexion n'est pas davantage établie avec une institution telle que le Musée de Tervuren ou l'ARSOM. La déréliction de l'enseignement universitaire zaïrois à partir de 1974-75, les tensions avec le Burundi datant de la même époque, accentueront encore davantage ce phénomène d'atomisation. Par ailleurs, le mouvement général de dispersion (à tous les moins le retour très sélectif dans les universités belges) des chercheurs en sciences humaines issus de l'IRSAC et de Lovanium hypothèque décisivement le renouvellement de l'africanisme belge. Sur un plan institutionnel, il faut donc noter que la catastrophe épistémologique a principalement conforté la légitimité et renforcé les positions savantes et académiques des intervenants tardifs de la colonisation de développement. Leurs positions institutionnelles et la nature des projets savants qui sous-tendaient leurs entreprises, permirent à chacun de prétendre à la critique

fabrique donc un poste et un certificat en coopération... enfin quelque chose de ce type (veuillez vérifier au programme des cours). C'est un enseignement assez bâtarde, ouvert à des non universitaires. Notre première tentative pour en faire une vraie licence échouera. Il reste donc du type graduat.

Quelques années plus tard, on obtient un vrai troisième cycle qui restera assez contesté jusqu'en 1991-92, car il comportait peu de cours spécifiques. Nous terminons sa refonte" (Interview de P. Bouvier).

rétrospective de "l'oeuvre" (par exemple Doucy 1962) et de sa fin tragique. Si ce genre d'exercice fut très couru, il faut bien constater qu'il ne concerna qu'accessoirement l'espace savant colonial qui d'ailleurs n'apparut plus comme tel. La proie politique ne s'offrait-elle pas à cette critique sans résistance aucune?

La diversité théorique et la confrontation des idées est, comme chacun le sait, un élément capital du progrès des connaissances. L'atomisation, la dispersion, et le faible (ou très sélectif) retour en Belgique qui affecte principalement la génération qui assume l'essentiel de la décolonisation savante, mais reste à la périphérie des centres nerveux des entreprises politico-universitaires dans leur opérations de repli en métropole, ne concourent cependant pas principalement à dessiner une situation de saine émulation! Cette dispersion des chercheurs qui a aussi pour cause l'internationalisation des marchés savants et d'expertise africaniste ne concerne pas seulement les belges. Très peu de chercheurs zairois trouveront des positions dans les universités belges; les chercheurs étrangers (européens ou américains) qui se sont distingués au Congo-Zaïre pas davantage.

Bien plus que sur des oppositions théoriques, le rapport savant à l'Afrique centrale et plus loin au Tiers monde, se construira donc, durant les années 1965-75, autour d'affinités très particulières propres aux universités (pour les unes, avec des pays ou groupes de pays, pour les autres avec les institutions internationales), puis entre les universités, les anciennes institutions savantes coloniales (ARSOM, Musée et principales publications) et un pouvoir politique que n'inquiète pas particulièrement le retour scientifique au "réduit national".³⁸

³⁸ On ne peut rejoindre pour autant la plainte de la "tradition africaine de la Belgique qui s'étiole". En premier lieu la référence abstraite à une tradition, fût-elle scientifique, est une fiction trop commode qui n'est souvent rien d'autre qu'une réactivation d'un vieux réflexe propre au champ savant colonial. Ici et là par ailleurs, dans l'une ou l'autre discipline, des innovations méritent de retenir davantage l'attention que les derniers avatars de la soi-disant tradition. D'un point de vue sociologique, il importe surtout de montrer que ces "révolutions" théoriques ou méthodologiques ne pouvaient qu'exceptionnellement s'inscrire durablement dans le rapport savant et "national" au lointain dominé tel qu'il s'est reconstitué depuis la colonisation de développement. Le processus d'atomisation décrit précédemment s'est ainsi traduit en outre par l'intégration d'un nombre important de scientifique belges ou d'experts de la colonisation de développement dans des institutions académiques étrangères, mais aussi dans les bureaux-conseils privés ou les organisations internationales du complexe développeur. Un autre constat peut par ailleurs être établi concernant les nouveaux réseaux constitués autour du rapport savant à l'Afrique décolonisée. Si les foyers théoriques, disciplinaires et même (aujourd'hui) les foyers académiques n'en fournissent plus les "noeuds" et connections principales, ceux-ci sont de plus en plus nettement assurés par des affinités explicitement non scientifiques: religieuses (y compris ici les religions antireligieuses), idéologiques, linguistiques, professionnelles (les ONG) ou clientélares. À l'évidence, la "Françafrique",

S'il est devenu banal d'affirmer que les idéologies du développement succédèrent aux idéologies coloniales tardives, il est frappant de constater que les principales démarches qui semblent annoncer la décolonisation des sciences sociales se construisent le plus souvent contre les approches théoriques ou technocratiques dites "dominantes" du développement telles qu'elles émergent des sciences post-coloniales. D'un héritier de l'ethnologique catholique tel que De Cleene à un Verhaegen radicalisé, c'est immédiatement un doute très profond, bien que différemment fondé, qui est le commun dénominateur à l'égard de cette problématique. On pourrait à cet égard généraliser la conclusion qui ressort finalement de l'essai de Bairoch: le développement du Tiers monde est une nécessité très peu probable.

Aux yeux des premiers experts de l'économie zaïroise, le développement n'est rien d'autre qu'une collection de problèmes économiques. Comme le dit Norro, *"l'économie du développement, nous contribuions à la faire. Oui, il y avait des travaux latino-américains qui servaient ci et là pour les thèses, mais face aux problèmes concrets et par exemple face à l'inflation ou au problème de change, le "développement" c'était trouver des solutions à ces problèmes. Nous ne concevions pas la science économique comme une science à part. Nous avons toujours misé sur l'interdisciplinarité, c'était je pense notre point fort. Il ne s'agissait pas d'inventer une nouvelle science mais d'adapter les hypothèses comportementales qui fondent les lois économiques universelles. C'était donc, d'un certain point de vue, une économie appliquée"*.³⁹

Aux yeux des premiers théoriciens des mouvements sociaux congolais, des luttes politiques et de la lutte des classes dans sa version africaine, le développement est essentiellement une problématique qui, dans le champ de la théorie, apparaît dépassée par les formes inédites de mobilisation populaire et qui est, dans le champ de la pratique sociale, l'instrument de l'installation de l'oligarchie "compradore" (Demunter).

En Belgique, la naissance des programmes d'enseignement "tiersmondistes", répond davantage à des logiques institutionnelles de circonstance diverses qu'à l'impérieuse

constituée à travers un personnel spécialisé permanent et actif au sommet de l'État, n'a pas d'équivalent belge. Et de ce point de vue, la décolonisation de l'ancienne Afrique belge est plus effective. Outre les lobbies liés aux intérêts économiques belgo-africains qui eurent une action proportionnelle au retrait continu des investissements commerciaux et industriels en Afrique centrale, le retour au "réduit national" n'est pourtant pas définitif. La pérennité de l'Afrique comme objet scientifique et comme objet d'intérêt passe aussi désormais par la projection de groupements politico-idéologiques ou politico-linguistiques au plan international ou multilatéral.

³⁹ Interview de M. Norro. Dans la suite de l'interview, M. Norro insiste pour décrire la "faillite zaïroise" (y compris celle de Lovanium) comme le fruit d'une gestion strictement politique de l'économie zaïroise.

nécessité de répondre aux défis du développement des trois quarts de la planète! Comme nous l'avons souligné, ils sont bien loin de consacrer une problématique homogène et transdisciplinaire du développement.

Une hégémonie dûment datée des théories de la modernisation ou un empire de telle ou telle théorie ou courant spécifique à l'économie du développement n'apparaît donc ici que comme une fiction commode pour établir *a posteriori* des rétrospectives disciplinaires.

Conclusions

"(...) Il faut, je crois, se résoudre à trois décisions auxquelles notre pensée, aujourd'hui, résiste un peu et qui correspondent aux trois groupes de fonctions que je viens d'évoquer: remettre en question notre volonté de vérité; restituer au discours son caractère d'événement; lever enfin la souveraineté du signifiant"(M. Foucault, 1971, p. 53).

Jusqu'à présent, nous nous sommes tenus constamment à distance de l'approche proposée par Foucault du "discours" et des grands principes qu'il propose pour rendre compte de leur production, de leur circulation, de leur économie fondamentale. Non pas que nous soyons en désaccord ou en opposition avec les fondements épistémologiques des projets d'archéologie et de généalogie du savoir, mais parce que l'objet de notre recherche et la position adoptée à l'égard de la production de la connaissance nous suggéraient d'autres points de vue. Si notre analyse n'a privilégié ni les instruments qu'offrent les techniques d'analyses de contenus, ni une approche strictement épistémologique, nous n'avons toutefois jamais perdu de vue les trois propositions mises en exergue. Nous avons essayé d'y être fidèle en amont d'un discours inédit et circonstanciel par son objet, en décelant ses conditions de production, ou mieux, les conditions de sa possibilité, de son évolution et de sa reproduction.

Malgré un souci originel de couvrir l'ensemble de la période concernée par les sciences coloniales belges, nous nous sommes d'emblée situés dans un régime de vérité qui, depuis le XIXe siècle, s'est élargi à un ensemble croissant de modes de connaissance. Nous avons signalé ceci en disant simplement que les sciences coloniales répondirent, dès leur première formulation, à une économie spécifique du "discours vrai". Elle se voulaient scientifiques avec tout ce que cela comporte de positivité et de rupture à l'égard du discours-représentation.¹ C'est précisément sur cette modernité du savoir colonial que, le plus souvent, les études actuelles des représentations occidentales de "l'Autre" font l'impasse.

Avant de résumer ce qui, au terme de nos analyses, permet d'interroger l'économie d'ensemble des savoirs coloniaux et de situer les limites de l'histoire sociale proposée, nous rappellerons les faits que nous avons établis et qui marquèrent profondément l'africanisme belge.

À la faveur de quelques décennies, l'association paradoxale d'un petit groupe d'anticolonialistes autour de Léopold II donna naissance à un nouvel espace de pratiques

¹ Il s'agit plus particulièrement de l'apparition et d'une position inédite de *l'homme* dans l'*episteme* moderne et plus particulièrement, de la position difficile et ambitieuse des sciences humaines au sein de celui-ci (Foucault 1966, pp. 355-398).

savantes, unanimement considérées comme un fleuron de l'histoire scientifique du jeune royaume. Inexistante sur la scène africaniste, la Belgique sembla bientôt détenir un quasi monopole scientifique sur le matériau congolais ou, à tout le moins, être devenue le principal foyer de connaissance relative à cette région.²

Avant même de susciter un discours, le fait colonial commence à exister à travers un réseau au centre duquel on retrouve quelques notables de l'ÉIC et l'état-major léopoldien de métropole, ainsi qu'une poignée de hautes figures universitaires. Ainsi à partir d'un premier cercle de savants soigneusement sollicités pour leur anticolonialisme et leur représentativité idéologique et institutionnelle, se constitua, par cooptations successives, et par une première division du travail savant, un dispositif institutionnel colonial où l'on a mis nettement en évidence les recoupements entre projets disciplinaires et ancrages idéologico-politiques.³ La Société d'études coloniales, à l'instar de *La vérité sur le Congo* mais moins nettement, fournit cependant les premiers éléments de la formation d'un pôle colonial métropolitain. Ce travail de coalition des intérêts coloniaux se poursuit non sans rudes batailles politico-savantes entre 1895 et 1920, date du premier congrès colonial national. C'est durant cette période que la Belgique devient une puissance coloniale, que prennent forme des projets savants d'outre-mer, que les universités développent leur premiers cursus coloniaux autour des écoles de commerce et, par recrutement naturellement sympathique, au sein du premier réseau et des premiers personnels coloniaux belges.

Si nous nous sommes étendus sur les premiers moments de formation d'une vocation savante coloniale, puis coloniale-nationale, c'est principalement pour souligner l'hétérogénéité des éléments constitutifs de celle-ci. Cette hétérogénéité —qui amalgame inextricablement intérêts économiques, politiques, spirituels, savants— est cependant étroitement circonscrite, à la fois au niveau des acteurs et des objets de connaissance. La reprise légale et la seconde reprise (1918-20) vont fournir une opportunité remarquable à cet ensemble que rien, sinon la rhétorique, ne permettait de considérer comme un foyer de connaissance. Mobilisant désormais de nouveaux profils savants, la connaissance coloniale participe directement au travail de coalition des intérêts coloniaux, au travail de définition d'une politique coloniale. C'est dans ce mouvement d'institutionnalisation de

² Sans doute, arrivé à ce point du travail, devrions-nous oser un néologisme pour qualifier et remplacer l'expression "africanisme belge". Ne vaudrait-il pas mieux en effet parler de "congolisme"?

³ Renvoient nettement au monde universitaire catholique: la Société de sociologie, le Mouvement anti-esclavagiste, le *Congo belge* et, bien sûr, tout ce qui se rapporte au soutien à l'oeuvre missionnaire. Renvoient nettement au monde libéral non confessionnel: les sociétés de géographie, l'Institut et le *Mouvement géographique*, la Société d'anthropologie, la *Belgique coloniale*, l'Institut Solvay et l'Institut colonial international.

pratiques de connaissance qui ne revendiquent jamais un quelconque désintéressement, qu'une connaissance très partielle et très étroite se constitue en savoir. Proclamée, la science coloniale est une cause dont les formulations scientifiques anticipent de peu et nourrissent les formulations nationales. Quelques géographes, liés de manière évidente à des intérêts économiques et politiques, ont principalement assuré la production du cadre global par lequel le Congo devenait un objet "connaissable". Ils posaient aussi les fondements d'une science coloniale en affirmant implicitement que tout matériau animé ou inanimé de l'espace congolais ne prenait sens et n'entraînait légitimement dans le champ de la connaissance qu'à la condition d'être enchâssé dans le processus colonial lui-même. Simultanément, celui-ci atteignait au statut d'objet scientifique légitime sur lequel une poignée de grands juristes eurent rapidement un poids considérable. Dans la foulée de la géographie dont l'absence de théorie et de délimitation des objets contraste avec l'élaboration d'un dispositif remarquable de collecte et de traitement de l'information, la structuration de l'objet connaissable, définitivement noué entre le matériau et le processus colonial, a quitté provisoirement le registre de l'exploration pour répondre, à des moments précis successifs et par des démarches disciplinaires aussi précises, aux exigences de l'édification d'une nationalité scientifique d'outre-mer, toujours perçue comme le principal prérequis d'une légitimité coloniale jamais acquise une fois pour toutes.⁴

Dans la foulée du processus de reprise de l'ÉIC, on observe la mise en place d'un réseau de quelques centaines d'individus autour d'institutions savantes *ad hoc*. Par un travail mobilisant tant la pédagogie scolaire, que la presse, le travail juridique, et toutes les procédures d'appropriation symboliques —au premier rang desquelles figurent l'encyclopédie et la carte—, ils jouèrent un rôle décisif dans la nationalisation politique et savante du Congo. Parler de nationalisation savante à propos de la Belgique d'alors c'est inévitablement définir un équilibre reproduisant sur le terrain colonial le travail incessant de consensus par lequel s'est constituée peu auparavant une bourgeoisie nationale. Cet équilibre sera provisoirement établi à mesure qu'avance le processus de la reprise par un décloisonnement progressif des sociétés savantes, la succession des tentatives disciplinaires et les modalités de professionnalisation coloniale qui participent de l'édification des procédures déterminées par lesquelles "l'être colonial" est constitué en compétence dans un espace propre. Initialement construit autour de la rationalisation juridique et économique du fait colonial, ce travail s'élargit au matériau humain africain par une vaste compétition des projets d'enquêtes ethnologiques qui débouche sur une première division du travail et sur de premières options dans la théorie ethnologique et la politique indigène, options qui se révéleront durables. De ce point de vue, il n'est pas

⁴ Nous disons *provisoirement* car chaque nouvelle mobilisation scientifique reposera sur une réaffirmation faisant du Congo une *terra incognita*.

faux de dire qu'une nationalisation de la science d'outre-mer, ou à tout le moins de la volonté de faire science, participe de l'annexion politique, juridique et symbolique du Congo. Cela est même très pertinent si l'on note que l'accès à la nationalité scientifique d'outre-mer a été un objectif explicite des campagnes de propagande auxquelles participaient en outre les premiers savants coloniaux. Cela est en revanche extrêmement trompeur si on ne précise d'emblée que cette nationalisation reste, vue de l'intérieur, un mouvement très circonscrit. Il n'est pas très utile de constater que des Belges conquièrent un discours colonial légitime, si l'on ne perçoit que cette conquête mobilise surtout des savants et des institutions savantes déterminés, déjà engagés dans l'entreprise léopoldienne, selon des orientations déterminées, selon les axes de coalition politico-idéologiques révélés par la reprise, au sein de l'ébauche d'un dispositif où, bien davantage que les institutions établies du savoir ou des disciplines constituées, c'est le pouvoir colonial qui est l'acteur dominant.

Aux processus originels de délégation savante, l'espace savant colonial, qui s'est construit parallèlement au pouvoir colonial, a imposé ses lois. Seule finalement la première génération des grands juristes conservera quelques positions institutionnelles et intellectuelles non coloniales. Dans la suite, toutes les expressions savantes liées à "l'outre-mer" seront organiquement liées au projet colonial. L'avant-guerre a vu se mettre en place des projets de connaissance ethnologique différents et opposés, liés à des courants internationaux de pensée, mais fondamentalement conçus comme des instruments au service de la politique indigène et/ou de l'exigence civilisatrice. Ces polémiques qui augurent de clivages scientifiques durables ne mineront cependant pas la cohérence supposée de la science coloniale. D'une part, la formation d'un discours savant "congolais" entre 1910 et 1920, les exigences d'une mise en valeur hypothéquée par le "drame démographique" et la proclamation d'une politique coloniale mitigée au niveau doctrinal contribuent à redéfinir la question du matériau humain et du type de connaissance dont il doit être l'objet. L'abandon officiel de la "civilisation par les idées" au profit d'une intégration massive de l'indigène dans le processus de développement, le refus d'une stricte politique de protectorat au profit de l'entreprise d'édification d'un bantou "relevé" et "amélioré" par le travail, indiquent les voies suivies par la résolution des premières oppositions savantes. Cette synthèse trouvera des modes d'institutionnalisation inédits à travers la formation d'un dispositif savant national et colonial spécifique qui, une fois mis en place au cœur du pouvoir colonial, donnera une orientation définitive aux progrès de la connaissance de l'Afrique centrale. Intégrées à ce dispositif par le seul biais de "leurs" coloniaux, les universités n'offriront, avant 1945, aucun foyer de diversification de cette connaissance à l'exception des monopoles missionnaires et agronomiques de Louvain. À partir de la génération suivant celle des grands juristes, la compétence coloniale légitime n'est plus principalement conférée par l'université, mais l'université la consacre dans des dispositifs qui visent davantage à

initier des candidats coloniaux qu'à produire des réels foyers de connaissance en rapport avec des objets africains. Dans leur ensemble, les filières coloniales des universités —où l'on retrouve, selon les orientations idéologiques qui les caractérisent, les notables coloniaux savants— reproduisent les grands équilibres élaborés entre ces mêmes notables dans les institutions savantes liées directement au pouvoir colonial. Jusqu'en 1945, on peut avancer que l'université enseigne la science coloniale, mais ne la fabrique pas. À l'exception des entreprises congolaises issues de secteurs particuliers des universités, leur rôle restera marginal jusqu'à la décolonisation.

L'après-guerre apparaît comme une fracture qui se traduit tant dans les analyses les plus abstraites portées sur le matériau que sur le procès de la colonisation, tant dans les biographies des intervenants (avec la montée en force de catholiques réformateurs) qu'à travers un nouveau dispositif institutionnel, tant à travers une mobilisation scientifique des techniciens qu'à travers la découverte du social non plus seulement comme espace d'intervention médicale, mais comme espace d'ingénierie du "milieu social". La connaissance authentiquement scientifique du Congo se doit désormais d'être fabriquée dans une posture d'intimité où prime l'objectivation du rapport progrès social/équipement scientifique. Cette translation se manifeste immédiatement au niveau des modalités de fabrication de la compétence coloniale légitime. L'édifice savant national, construit à la faveur de l'âge d'or selon des équilibres politico-idéologiques, disciplinaires, et régionaux (en référence aux régions du Congo), se restructure comme une réponse à une mobilisation scientifique issue du Congo, du Congo des élites belges du Congo. La revendication d'une science du Congo pour le Congo, le slogan de la "dette belge", le monopole qu'acquiert les réformateurs de terrain sur la question de la crise indigène brisent la formule précédente de "nationalité scientifique d'outre-mer". Le Congo est redevenu une *terra incognita*. Intimement corrélés dans le discours des congolais réformateurs, le "social" et la "science" relèvent à nouveau d'un travail sur le politique qui peut difficilement s'exprimer comme tel, sinon par le thème de la décentralisation. Ceci est d'ailleurs clairement perçu en métropole où l'on se presse de régler la dette de guerre par la programmation de l'investissement dans ces deux domaines.

Dans la foulée de cet investissement savant qui "règle" la "dette de guerre", les universités trouvent sans doute un nouvel espace d'intervention, mais c'est surtout l'ensemble du dispositif de connaissance qui est recentré sur un Congo R-U dont on dénonce l'indigence scientifique. À travers l'IRSAC, l'INÉAC, le CEPSI, les foyers sociaux, les entreprises coloniales des universités métropolitaines, la colonisation de développement draine des centaines de nouveaux intervenants dont plusieurs dizaines séjournent au Congo. L'instrumentalisation de la science dans la nouvelle formule du progrès, le développement, comme lutte contre la crise de la colonie, offrent incontestablement de nouveaux objets aux sciences sociales. Les produits qui en

émergeront sont pourtant bien loin de partager l'objectif proclamé. Ainsi l'anthropologie moderne se constitue-t-elle sans continuité aucune avec l'ethnologie coloniale, à prudente distance et des terrains du développement et de la prétention de la précédente à fournir les clés d'une politique indigène. Pour autant et quelle que soit la dignité nouvelle qu'offrent au matériau africain les problématiques davantage professionnalisées et internationales, elle reste au seuil d'une objectivation du rapport colonial.

Avant d'échoir tardivement aux responsables des instituts de sociologie métropolitains, le changement social, la crise de la société indigène, l'urbanisation-prolétarisation et l'acculturation restent principalement analysés par quelques administrateurs, magistrats et missionnaires dont les principaux étaient à l'origine de la campagne des "dettes de guerre" et de la mobilisation pour "l'équipement scientifique" de la colonie. Il s'inscrivent pleinement dans l'idée d'un impérieux traitement scientifique du "problème colonial".

Les universités belges enregistrent la nouvelle situation avec un retard avéré au niveau des programmes de cours qui, au milieu des années cinquante, ne témoignent pas particulièrement de l'existence en leur sein de projets quelque peu novateurs en matières africanistes. Au pire, il s'agit de prendre quelques positions face à la demande de cadres coloniaux suscitée par une très forte croissance. Au mieux, il s'agit de former des coloniaux avertis. Exclusivement aux mains des grands coloniaux consacrés dans les institutions coloniales, l'africanisme universitaire de l'âge d'or était resté presque fermé aux apports théoriques, voire même empiriques, étrangers au Congo R-U. La situation n'est guère plus favorable durant la colonisation de développement. Malgré la multiplication des entreprises menées par quelques professeurs et fondations bénéficiant de la générosité qu'imposait la dignité coloniale nouvelle manière ou de la générosité des trusts, ces entreprises ne feront retour scientifique ou académique qu'au lendemain de l'indépendance. Très promptes à revendiquer des compétences particulières dans l'ingénierie sociale du développement et à adopter des problématiques issues des organismes originaux du complexe développeur, ces entreprises n'ont fait montre d'aucune propension à théoriser la situation coloniale, sinon à travers la restauration de quelques "vérités" constitutives de la "bantouité" culturelle ou raciale mais toujours essentielle, dont l'ethnologie de gouvernement avait commencé à se distraire.

À la périphérie de ces entreprises, quelques recherches marquées par les propriétés allogènes de leurs auteurs à l'égard de la science coloniale instituée (Denis en géographie, Ombredane en psychologie, Janne en sociologie), ou par l'absence d'héritage disciplinaire colonial (économie, sociologie des élites, géographie qui fait retour dans le savoir colonial comme socio-géographie), ont contribué à dépasser quelques préjugés ou dogmes relatifs au matériau humain, à fonder le statut de nouveaux objets (le politique africain non coutumier, la ville africaine au-delà du centre extra-coutumier, l'individualité psychosociale), ou encore à souligner les contradictions fondamentales de la politique de colonisation de développement. Cependant, elle restèrent au seuil du rapport colonial que

le nouveau concept "fourre-tout" d'acculturation occultait davantage qu'il n'éclairait. Tardives, elles n'autorisèrent ni une posture du chercheur radicalement nouvelle, en prise sur le processus d'émancipation, ni la formation de dynamiques de connaissance dégagées de l'illusion d'une maîtrise administrative des mouvements et événements sociaux.

La décolonisation savante fut donc aussi tardive et brutale que l'avait été l'adoption des problématiques internationales de sous-développement. La "catastrophe épistémologique" et le "travail de deuil" ne dessinent pas un mouvement homogène. À ce moment, les entreprises politico-universitaires ont définitivement supplanté les institutions spécifiquement coloniales de l'âge d'or. Aux confins de leurs paradigmes, celles-ci s'appliquent principalement à réhabiliter l'homme africain, tout en cherchant vainement à fonder l'acquis colonial savant au titre de principal atout pour la coopération et, plus loin, d'unique marge de manoeuvre pour renouveler les liens "historiques" avec l'Afrique centrale. Les entreprises universitaires partiellement indépendantes du pouvoir colonial restent au front. Leurs discours sur le matériau humain, qui était resté en-deçà des "découvertes" tardives de l'ethnologie de l'âge d'or, opèrent une mutation qui, pour l'essentiel, emprunte aux nouveaux registres quasi techniques de la coopération, du développement communautaire, social, etc. L'accélération du *timing* de l'indépendance qui reste perçue comme un problème technique et administratif, puis les péripéties d'une décolonisation ratée et d'une apparente perte de maîtrise politique font du Congo, deuxième puissance industrielle de l'Afrique, un objet d'intérêt international, politique, économique et savant. La "congolisation" exprime dans la fureur le choc à venir des trois mondes et, pour les Belges, profondément humiliés, le retour au statut de Berlin. La rupture épistémologique n'apparaît vraiment qu'entre 1960 et 1965, dans un secteur déterminé des sciences sociales fortement sollicitées. À savoir dans l'approche renouvelée des mobilisations politiques africaines et de la dépendance post-coloniale, autour d'un petit groupe de chercheurs en activité à Lovanium. Cette rupture épistémologique nourrie de recherches inédites atteint rapidement une forme de théorisation qui rejoint le *main stream* international et critique. Pourtant, trop centrée sur la décolonisation ratée et sur l'actualité brûlante de la "congolisation", elle n'aboutira que partiellement à une relecture systématique et renouvelée du rapport colonial et de ses sciences organiques.

Par le jeu du retour sélectif dans les institutions universitaires belges, ces démarches et leurs promoteurs n'occuperont jamais une position décisive dans les désormais sciences de la coopération internationale. Car c'est autour du reflux en Belgique des entreprises politico-savantes de la colonisation de développement que se construiront les filières académiques africanistes ou coopératives. Ce sont leurs promoteurs qui occuperont les

nouvelles-anciennes tribunes issues des institutions savantes de l'âge d'or et les secteurs universitaires liés à la coopération.

Sans aucun doute réductrice, cette reconstitution de la trajectoire de l'africanisme belge a pour principal mérite de montrer qu'une "historicisation" de la volonté de savoir, qu'une restitution de celle-ci à l'événement et qu'une relativisation du signifiant (ici le discours de la science positive) permettent d'échapper à une logique immanente de l'erreur, toujours présumée à propos du lointain dominé. En restituant le savoir à ses producteurs, sans négliger les logiques explicitement extra-scientifiques ou implicitement intra-scientifiques dans lesquelles ceux-ci sont plongés, nous pensons avoir montré combien et pourquoi les incantations lancinantes quant au "patrimoine scientifique historique", à la "tradition africaniste" et aux redécouvertes récurrentes d'une Afrique-*terra incognita* sont socialement nécessaires, mais trompeuses sur le plan de l'analyse des dynamiques de connaissance du lointain dominé.

Il faut conclure cependant en interrogeant plus profondément encore les acquis de notre recherche et ses limites.

Mieux que les sciences sociales du proche, les sciences sociales du lointain ont été au centre d'un dispositif illustrant le pouvoir du savoir et la politique du savoir. L'un et l'autre ne s'équivalent cependant pas. Si les accointances du procès du savoir colonial sont nombreuses avec l'édification d'une idéologie coloniale et de représentations plus ou moins populaires, il n'y est absolument pas réductible. Loin d'être une représentation de la domination, le savoir colonial, davantage que tout autre peut-être, a participé directement à la production de la panoplie de domination et de transformation des rapports sociaux. Il n'eut jamais d'autre ambition. Avant de fournir des instruments d'une représentation collective des matériaux africains et de la "vocation coloniale", ce dont la littérature coloniale se chargea bien, les sciences coloniales, dès qu'elles s'installèrent dans un dispositif déterminé et distinct, eurent aussi et surtout pour principale ambition de fonder le pouvoir colonial sur un savoir positif. Ceux qui, durant les années cinquante, revendiquaient pour la sociologie un rôle de conseiller du prince n'ignoraient pas qu'ethnologues, juristes, géographes et "macro-ingénieurs" avaient pleinement assumé un tel rôle durant plusieurs décennies. Pour autant et malgré un mode d'institutionnalisation interne au pouvoir colonial, la dynamique de ces savoirs n'est entièrement réductible ni à celle d'un pouvoir constitué et monolithique, ni aux évolutions de l'idéologie coloniale officielle.

Notre souci de reconstruire le plus concrètement possible l'espace social des sciences coloniales avant d'y référer leurs discours, répondait à un souci de saisir un "micro-site" au sein d'un vaste ensemble de pratiques savantes participant du regard posé par l'ensemble des sociétés occidentales sur le lointain, à partir de la seconde moitié du XIXe

siècle dans un contexte colonial presque élargi à la planète. Exemple ou singulier, il fallait que ce "micro-site", cet espace social particulier, soit restitué à une historicité "banale", mais il fallait qu'apparaisse aussi ce qui le distingue du champ plus vaste de la littérature coloniale: l'ambition simultanée d'une maîtrise technique et politique d'un processus d'expansion et de domination impliquant des objets lointains, et celle de donner corps à cette propriété de la culture occidentale qui "*lui permet de se lier aux autres cultures sur le mode de la théorie pure*" (Foucault, 1966, p. 388). Ce n'est que par ce travail de reconstruction qu'une issue précaire s'est offerte contre la tension omniprésente entre deux autres positions. L'une, concédant d'autant plus aisément le biais ethnocentrique que l'espace savant colonial est considéré comme expression projetée, simplement projetée, de l'espace général de l'*episteme* moderne. L'autre, posant ce même espace comme pur événement soumis à une logique historique circonstancielle où devait se jouer une parodie du savoir vrai, une méconnaissance difforme aussi propice à la pseudo-science qu'à la fausse découverte. Nous pensons l'avoir montré, la connaissance du lointain dominé s'est construite dans un site particulier et il est dès lors réducteur d'en rapporter systématiquement les contenus à des logiques macro-sociales ou, à l'inverse, à des dynamiques disciplinaires. Lorsque l'on retrouve les obsessions, les actes manqués, les absences du discours, la hiérarchie symbolique, les polémiques, les ruptures ou innovations des sciences coloniales et de leurs ordonnancements institutionnels, il devient tout aussi périlleux d'y voir le procès d'une pure technologie du pouvoir qu'une pure expression de la volonté de savoir.

Affirmer cela ne conduit pas à nier ce que nous avançons ci-dessus, à savoir que, face à l'objet lointain et à l'absence d'héritage colonial, les premières entreprises savantes ont concrètement construit en outre les instruments du rapport de domination et surtout de sa légitimation. Car ces instruments n'ont jamais semblé être donnés comme tels: devait-on éradiquer les organisations sociales et politiques indigènes? Devait-on combattre les coutumes? Devait-on associer l'indigène à l'économie monétaire? Devait-on —et comment?— s'opposer au "drame démographique"? Convenait-il de construire une classe moyenne indigène, de s'opposer aux "féodalités", de civiliser par les idées et la citoyenneté, de peupler le Congo de Blancs, de maintenir en vie les brousses? À ces questions, considérées comme capitales et auxquelles l'application de la méthode scientifique devait fournir des réponses destinées à s'inscrire dans l'arsenal juridique et normatif, les sciences sociales coloniales répondirent selon des logiques complexes articulant exigences des composantes du pouvoir colonial, habitus ou projets disciplinaires, éléments idéologiques ou doctrinaux dépassant le cadre colonial, mais également effets propres à la structuration et à l'institutionnalisation nationale de la compétence coloniale, puis propriétés des entreprises politico-savantes localisées. Le même constat doit être posé pour ce qui concerne les ébauches d'orientation en matière de "théorie pure", théories raciales, juridiques ou ethnologiques, et même pour ce qui

concerne les orientations empiriques de collecte de l'information. Le suivi pas à pas de la science coloniale indique cependant que celle-ci a fait montre parfois d'une singulière capacité à reproduire des axes d'argumentation qui semblaient bien dépassés au vu des faits coloniaux et des innovations théoriques et méthodologiques dans les sciences sociales. L'ombre de Lévy-Bruhl resta omniprésente alors que l'on ordonnait des prêtres indigènes. À la "bantouité" raciale, linguistique, sociale et politique, puis culturelle et ontologique, toutes les démarches de connaissance apportèrent leurs "lumières". Alors que l'âge d'or était au seuil d'une découverte de sa diversité interne et de l'individualité, les néo-congolais savants, intervenants de la colonisation de développement, en réaffirmèrent l'opportunité essentielle. Alors qu'un homme congolais sur trois était devenu un "prolétaire bantou", on théorisait à perte de vue sur les nouvelles modalités d'une restauration coutumière. Au demeurant, la longue fidélité de l'ethnologie catholique aux théories culturelles cycliques et diffusionnistes et à l'objectif d'une mise en tableau universel des institutions humaines, orientation qui aggravait encore les conséquences de l'encyclopédisme originel de la science coloniale belge, répondait sans doute à la prétention d'une nationalité savante, mais n'apparaissait pas particulièrement liée à des contraintes techniques de colonisation. En revanche, l'affrontement entre civilisateurs et "réalisateurs" ou conservationnistes déboucha sur une "synthèse" à laquelle non seulement l'idéologie mais la pratique politique, missionnaire et administrative durent beaucoup de leurs caractéristiques. Pour dépasser la perspective du "coup de main" donné au colonialisme par le savoir ethnologique ou à l'opposé, celle de l'ethnologue "tous comptes faits" inoffensif, herborisant autour des cultures mortes, le champ colonial belge s'est révélé propice. Le travers d'un essai tel que celui de Leclerc (1971) a pour origine le fait de poser d'emblée l'existence de l'ethnologie comme volonté de savoir (compromise ou non, autodynamique ou non). Or, nous l'avons vu, les premiers ethnologues belges, n'étaient pas principalement ethnologues. Mais le constat essentiel est ailleurs. Leurs ethnologies ne prenaient sens qu'en référence à la configuration d'enjeux théoriques, et simultanément très liés aux différents genres d'intérêts coloniaux (matériels, professionnels, spirituels et symboliques en référence à la nationalisation de l'espace congolais). Enfin et surtout, la dynamique de ces ethnologies, leurs fécondes polémiques, leurs évolutions, leurs choix empiriques et théoriques ne peuvent être appréciés aujourd'hui qu'à la condition de les restituer au cadre du savoir-pouvoir colonial, conjuguant sur un mode spécifique, politique du savoir et pouvoir du savoir. La dynamique d'ensemble du savoir colonial, à laquelle il est impératif de relier les entreprises disciplinaires, ne prend quelque signification qu'à la lumière du principe fondateur du rapport savant au lointain dominé.⁵

⁵Nous reviendrons plus loin sur un autre effet produit par notre position, à savoir l'extrême difficulté de dresser du savoir ethnologique un portrait comparable à celui que proposent les rétrospectives disciplinaires, inévitablement influencées par le jugement porté sur l'état présent de la discipline.

À la base de l'institutionnalisation des connaissances du lointain dominé, on trouve, omniprésent, ce principe fondamental qui pose un rapport singulier entre saisie du matériau et saisie du processus. Ce principe jamais questionné et si fragile est pourtant tellement indispensable qu'il fait l'objet d'une constante réaffirmation ou une pétition de principe selon laquelle le processus ne peut être conduit à terme hors d'une connaissance fine du matériau.⁶ Si le matériau ne semble devenir lisible qu'en référence aux exigences de la domination, le propre de la science coloniale, c'est de postuler idéalement l'indissociabilité, tout en maintenant cette liaison au seuil d'une interrogation théorique. Tout fonctionnait comme si le fondement des sciences coloniales reposait sur deux ensembles d'interrogations liées abstraitement par une rhétorique, par un postulat scientifique soutenu par des procédures institutionnalisées, mais ressortissant de modes de connaissance distincts par nature. L'un ne pouvant interroger l'autre qu'en se faisant science appliquée. L'ethnologie, et surtout l'ethno-histoire, peuvent alors se développer dans le savoir colonial sans chercher à se dissocier de son espace institutionnel, tandis qu'une sociologie coloniale, qui ne soit pas une ethnologie ne peut prendre consistance. Plus particulièrement, le projet juridique et théorique de Sohier, qui meuble l'espace abstrait et fondateur d'éléments qui touchent directement à l'exercice de la domination coloniale, est mort-né.

Bien davantage qu'un ethnocentrisme généralisé et invariant malgré la diversité des propositions, c'est cette dualité qui construit l'espace précaire des savoirs coloniaux. Bien entendu, le savoir colonial est un monopole blanc.⁷ Bien entendu, la supériorité blanche, occidentale et chrétienne est largement, et malgré quelques réserves précoces, admise et au premier chef dans le domaine du savoir. Cependant, loin d'ignorer la différence socioculturelle, loin de chercher à lire l'inédit à l'aide du proche et du soi, "l'effort de connaissance" du lointain n'a eu de cesse de produire les registres de l'irréductible différence, multipliant les catégories *ad hoc*, réputées livrer à la science les confins bantous de l'humanité. Racisme scientifique et ethnocentrisme ne se recourent généralement pas. Comme nous l'avons vu avec le jeune Van Der Kerken, ou plus clairement avec Salkin, l'empire de la race se fait savoir en s'élargissant au social, au politique à la culture, à mesure que reculent l'ethnocentrisme et l'horizon assimilationniste. Dès cette époque, c'est-à-dire entre 1910 et 1920, la connaissance du

⁶ Constamment affirmé tant pour ce qui concerne l'évangélisation que la gestion de la main d'oeuvre, la lettre et le chiffre.

⁷ Extrêmement rares sont les interventions savantes des indigènes. La disqualification de principe de l'évolué qui aurait pu avoir de telles prétentions est permanente. Par ailleurs, s'il lui arrive (exceptionnellement) de témoigner, c'est toujours dans les limites strictes du matériau humain et à l'exclusion de toute appréciation sur le processus colonial.

matériau concurrence la connaissance du processus colonial, à la fois comme élément de légitimité de la domination et comme savoir colonial positif. L'ethnologue rejoint alors le juriste, le théoricien de la colonisation, le "macro-ingénieur" et le médecin dont le champ n'inclut pas encore l'indigène. En évitant cependant de faire une histoire disciplinaire de l'ethnologie ou d'une autre discipline engagée dans la connaissance du matériau lointain et en évitant de poser *a priori* la logique historique du colonialisme, nous avons cherché aussi à nous départir de la posture qu'implique le postulat qui était au principe des savoirs coloniaux.

Entre une perspective patrimoniale qui présuppose toujours, d'une quelconque manière, une continuité et une homogénéité de la volonté de savoir, et l'analyse du discours qui requiert au moins quelques hypothèses sur les modes d'actualisation ou les performances du discours, nous avons privilégié une approche institutionnelle des conditions de production, d'accumulation et de validation des connaissances. Ce faisant, nous avons illustré le fait qu'un objet impromptu ne devient lisible qu'à la condition de la formation d'un espace spécifique, espace socialement construit et régulé, dont l'économie générale autorise des articulations ou oppositions signifiantes des discours et des analyses. Dans le processus de construction de cet espace, les *building blocks* sont de nature variée et il est périlleux de distinguer les actes d'autorité et les expressions d'intérêts spécifiques des fruits de l'affrontement argumenté des thèses. Moins encore que dans d'autres espaces du savoir scientifique, on ne peut soutenir que le "réel", désigné comme objet, fournit la clé de l'ordre du savoir. À l'opposé, la construction à distance de ce "réel" lointain illustre le fait que le savoir, comme discours savant socialisé précède, autorise et structure, durablement parfois, la dynamique de la connaissance.

Notre position face à ce "micro-site" a donc consisté à privilégier, parmi les conditions de possibilité et de validation des savoirs, celles qui se rapportent à l'institutionnalisation de pratiques sociales déterminées. Contrairement donc à des essais de sociologie de la connaissance, d'inspiration marxiste ou durkheimienne, ni l'analogie, ni l'homologie structurale, ni la congruence d'indices statistiques, ni les techniques d'analyse de contenu rapportées à des éléments de structure et de morphologie sociale n'ont été systématiquement utilisées. *A priori*, nous pressentions que de telles tentatives risquaient, en raison de la nature même de l'objet de connaissance et de l'unilatéralité des savoirs coloniaux, de se diluer dans l'immense espace situé entre les exigences techniques de la domination concrète et l'identification d'un moment donné de la formation sociale capitaliste belge. *A posteriori*, on s'aperçoit que si l'histoire sociale de l'africanisme belge proposée autorise moins encore à trancher nettement entre ces deux registres, ce n'est pas principalement parce qu'ils auraient engendré un discours homogène. C'est davantage parce que les conditions de possibilité de ce discours, ce que nous avons appelé les infrastructures savantes, ont articulé, en amont, ces deux registres, ces deux déterminants

dans un dispositif inédit qui bénéficia moins d'une unité théorique que d'un monopole social peu contesté durant plusieurs décennies. Les négociations récurrentes entre les principaux acteurs de ce savoir-pouvoir instituèrent les règles de légitimation de la compétence coloniale, hiérarchisant celle-ci, établissant les modalités et limites de l'affrontement des thèses.

Mais, il faut l'avouer —et en avouer les limites—, cette position n'a cessé de produire des effets sans doute épistémologiques dans notre approche de la construction du savoir. Il importe de tenter ici de les expliciter davantage.

Si divers courants d'épistémologie permettent de rompre définitivement aujourd'hui tant avec l'hypothèse qui fait du réel une organisation imposant aux catégories du savoir de dures contraintes de méthodes qu'avec l'idée d'une détermination macro-sociale (structurale ou non) des connaissances, tous les essais de type constructiviste —et singulièrement les sociologies constructivistes des institutions savantes— courent le risque de ne produire que des singularités. À son tour, la théorie du champ ne permet d'en sortir qu'au prix d'une simplification considérable des dynamiques sociales autour de la démultiplication des variétés d'intérêt social. Nous n'avons échappé ni à l'un ni à l'autre, même si la métaphore économique du marché, évoquée çà et là, s'est d'emblée révélée peu pertinente pour rendre compte des lois de l'investissement savant du lointain. On doit bien constater que jusqu'en 1945, aucune entreprise savante externe n'aborda l'objet colonial de manière décisive. Celles qui s'y risquèrent dans la suite en s'opposant quelquefois à l'*establishment* savant colonial ne cessèrent pour autant de pérenniser son principe fondateur. Le dispositif colonial savant participait simultanément de la demande et de l'offre de connaissance.

Nulle interrogation sur les fondements d'une science coloniale, nulle "révolution épistémologique" n'a pris une importance susceptible de produire ou de traduire une reconstruction des objets de ces sciences. Ce constat est d'autant plus curieux que le processus colonial lui-même ne cessait de rencontrer, selon ses meilleurs observateurs, des crises d'importance. Le discours colonial savant ne s'est donc à aucun moment construit autour d'une auto-représentation privilégiant la notion de crise ou de mort, comme l'a fait la philosophie depuis le début du XXe siècle (Fabiani 1988, pp. 119-157). À peine alerté par les crises du processus colonial, le savoir colonial semblait derechef engagé dans un nouveau défi que, par définition, il pouvait surmonter. On peut y voir l'effet de l'enfermement dans le pouvoir colonial, du silence obligé de l'objet, puisque ces crises concernaient toujours l'indigène, des nécessités impérieuses de la domination, etc. Nous pensons avoir montré que cette observation renvoie davantage, quels que soient d'ailleurs les contenus des savoirs, à l'insularité du dispositif de fabrication des savoirs coloniaux au sein du champ savant et au mode de projection des universités dans celui-ci. Comme nous l'avons noté, cette cité scientifique était au moins aussi exotique par son indépendance professionnelle institutionnelle et disciplinaire que

par ses objets. Contrairement à ce que pouvait laisser entendre l'idéologie de la connaissance sensible toujours sensée transformer la nature même des savoirs par l'effet incomparable du vécu, c'est moins la pratique du terrain que les modes d'insertion et de délégation dans cet espace qui étaient au principe de la connaissance savante coloniale, et même au principe des règles de transformation de "l'être colonial" en compétence. Les découvertes ou les échecs empiriques scandaient moins décisivement le mouvement du savoir colonial que les luttes théoriques, jamais indépendantes des clivages idéologiques nationaux ou des concurrences internationales. En fait, cette indépendance professionnelle, disciplinaire et institutionnelle à l'égard des sociétés savantes et des universités avait pour condition un perpétuel travail d'équilibrage (voire de réinvention sur le terrain colonial) des clivages propres à la société nationale du savant. La légitimité de cette hégémonie savante devait donc subir rudement l'émergence d'un proto-nationalisme blanc congolais. Nous avons précisément noté que cette conjoncture est bien davantage à l'origine d'une (re)négociation d'ensemble des enjeux scientifiques coloniaux que les découvertes scientifiques.

Mais l'analyse du processus, comme celle du matériau, ont significativement varié. Entre Banning et Verhaegen, tant l'objet africain, que le mouvement qui autorisait sa saisie ainsi que la posture savante en rapport à celui-ci, semblent avoir réalisé une révolution complète.

Si nous avons pu rapporter les principaux moments du savoir colonial et ses inflexions à des états donnés du champ du savoir-pouvoir colonial, il reste des zones d'ombre dans l'étude des variations significatives des discours, doctrines et méthodes, voire du rapport savant à la colonie. Nous avons certes signalé, mais insuffisamment investigué, deux domaines particuliers: les mouvements idéologiques et scientifiques intercoloniaux et leur impact en Belgique, d'une part, et les conditions de collecte des informations sur le terrain africain, d'autre part.⁸

Quoi qu'il en soit, nos acquis permettent de questionner les rétrospectives disciplinaires (principalement dans le domaine de l'ethnologie) qui présentent l'évolution des paradigmes —évolutionniste, diffusionniste, culturaliste, fonctionnaliste, structuraliste— comme des moments successifs liés à des événements historiques, à des conjonctions sociales, à une dynamique disciplinaire, ou encore à des luttes entre des projets disciplinaires dans divers cadres institutionnels. Or, lorsqu'on suit à la trace le cheminement de ces connaissances, les choses apparaissent beaucoup moins clairement. Tout semble indiquer qu'il existe des moments ou des conjonctures dans lesquels

⁸ Il nous a été rapporté à plusieurs reprises, à propos de l'une des oeuvres majeures d'un magistrat-ethnologue, que son terrain fut principalement... la prison du district où "logeaient" les informateurs plus ou moins longtemps selon leur volonté de coopération!

voisinent —et se conjuguent de manière surprenante— les grandes idées, des principes de méthode, des théorèmes, que nous percevons après-coup comme des éléments d'un corps paradigmatique donné. Ainsi nous avons noté que la première ethnologie belge de l'Afrique centrale (entendue au sens large) charrie confusément des démonstrations dont l'orthodoxie est à tout le moins difficile à établir *ex-post*. La découverte de la cohérence et de l'intégrité des cultures indigènes reste, au même titre que les ébauches de méthodologie ethnologique ou fonctionnaliste, ancrée dans un imaginaire racial hiérarchique où l'évolutionnisme s'il n'est jamais explicite, et de moins en moins théorisé, reste latent. Nous avons souligné aussi que la sortie de l'ethnologie de l'imaginaire racial ne fut pas principalement un acquis savant, combien ce long processus connut des régressions et des extravagances théoriques et holistiques. Nous avons souligné que l'élévation de "l'Autre" à la dignité d'objet scientifique pouvait soutenir les propositions les plus opposées en matière de politique indigène ou agricole. Pour comprendre pourquoi une configuration s'impose et devient porteuse d'un apparent progrès par innovation relative, accumulation et diversification des objets étudiés, c'est vers le processus d'institutionnalisation qui transforme connaissances en savoirs qu'il faut se tourner. C'est ainsi que nous avons pu rendre compte de la permanence molle d'une ethnologie viennoise, de l'absence d'expression quelque peu stabilisée d'une approche fonctionnaliste malgré les anticipations d'un Waxweiller puis d'un Smets, de l'opportunité qui concourut à fabriquer une anthropologie moderne de l'Afrique Belge.

Le processus de transformation des connaissances —falsifiables ou non, contestables ou moins contestables, en raison en outre des nombreuses situations de rente monopolistique propres aux objets lointains— en savoirs reste, dans le domaine qui nous concerne, en amont de la formation paradigmatique au sens de Kuhn. Ainsi le thème de l'acculturation qui voit un certain déplacement des objets légitimes, des méthodes et des disciplines ne semble jamais avoir atteint à la cohérence paradigmatique. Le plus fréquemment, ce thème n'est qu'une projection d'éléments ethnologiques devenus savoirs sur des terrains peu explorés.

Modernes, les savoirs coloniaux ne l'étaient pas seulement par une revendication de scientificité, mais aussi par leur tentative précoce d'objectiver le processus colonial en termes de développement. La légitimité de l'entreprise coloniale fut largement construite autour de l'expansion nécessaire, bienfaisante et impérieuse du progrès, des sciences et des techniques réputée compenser l'appropriation des richesses. Ceci ne distingue qu'accessoirement la Belgique colonisatrice qui n'avait guère de motifs de coloniser par la citoyenneté en raison d'une politique impériale et militaire. L'intérêt économique était d'emblée dominant et nous avons vu comment il fut converti en intérêt national, alors même que les échanges avec le Congo étaient dérisoires au niveau de l'économie nationale. La rentabilisation de l'ÉIC ne pouvait guère reposer sur un développement

suffisant de l'économie indigène pré-coloniale. La "production" du caoutchouc et de l'ivoire requiert donc une intervention directe largement militarisée sur celle-ci. Il en fut de même au niveau de la production de graisses végétales. Le postulat d'autosuffisance de la colonie, les opérations militaires, la pénétration marchande accélérée par le retour au statut de Berlin ont concouru à plonger d'immenses régions parmi les plus peuplées dans une désorganisation complète qui posa très tôt la question de la continuité même de la colonisation. La problématique savante du développement se constitue précisément au moment où, à la seule perspective d'une croissance du produit colonial, se substitue celle d'un aménagement propice du milieu dans son ensemble.

Des structures d'opposition théorique ou idéologique traversaient déjà les ambitions civilisatrices. Avec la formation d'une problématique (davantage qu'une mission) de développement, elles se précisent considérablement. Il en va ainsi de l'opposition entre libéraux (surtout laïcs) prônant le laissez faire favorable à une intégration marchande comme principe général d'adaptation des collectifs indigènes et l'option davantage étatiste, favorable à une régulation juridique et contraignante de la pénétration capitaliste (plus courante parmi les catholiques). La thèse conservatrice, qui peut s'appuyer sur une première ethnologie non confessionnelle opposée surtout à l'évangélisation (la civilisation par les idées), reste au fond favorable à la thèse libérale d'intervention minimum. Mais elle introduit l'idée selon laquelle le développement de la colonie pourrait n'être que la résultante de développements "endogènes" et naturels des sociétés congolaises. L'ethnologie catholique n'a cessé pour sa part de prêcher la perfectibilité nègre, tout en conservant une méfiance constante à l'égard des forces du marché libre et des institutions indigènes.

L'opposition rebondit dès que la perspective d'une intégration massive, contraignante et directe de l'indigène dans l'économie coloniale est consacrée par le premier Congrès colonial qui constate la raréfaction brutale et continue du matériau humain. Ses référents idéologiques se déplacent quelque peu. Des ethnologues non confessionnels et des notables coloniaux catholiques aboutissent en quelque sorte à un consensus: l'intégration économique massive de l'indigène est vraisemblablement plus propice à son relèvement (y compris son relèvement moral) qu'une politique de recueillement ou, à l'inverse, de "civilisation par les idées". Les seules forces du marché ne peuvent assurer cette intégration. Interventions sociales, pédagogiques, médicales, agronomiques et administratives, qui se succèdent et s'étendent considérablement, vont alimenter le panoptique colonial qui doit mettre en oeuvre l'idéal programmé dans le très long terme d'un "bantou amélioré" socialement, collectivement, graduellement, localement et laborieusement. Sur cette première synthèse qui autorise une coopération générale au sein de la "trinité coloniale" (les missions, l'État, les compagnies) vont se greffer diverses oppositions qui annoncent clairement théories et méthodes ultérieures qui auront une visibilité théorique et "universelle" au lendemain des indépendances. L'ethnologie non

confessionnelle, rejointe ensuite par quelques savants coloniaux catholiques réformateurs, prône une intégration-instrumentalisation des institutions sociales indigènes (y compris foncières) dans ce qu'il est convenu d'appeler la politique d'intégration des indigènes. La botanique coloniale de Wildeman s'oppose à l'agronomie dominante qui défend le rôle central du colonat agricole et de l'état, tant sur le plan de la propriété des terres que sur celui des méthodes culturales. Plus tard, cette opposition trouvera des expressions plus exacerbées en caractérisant les positions des "industrialistes", favorables à l'acculturation fonctionnelle et urbaine de masse et celles des partisans des patries agricoles coutumières. Ces polémiques ont pour condition de possibilité théorique l'émergence du "social" quelque peu libéré du "culturel" et se caractérisent par les prétentions scientifiques de leurs propositions. Sous l'apparente continuité du vocabulaire civilisateur, la période de colonisation de développement consacre le "social indigène" comme l'espace le plus propice à l'ingénierie sociale. C'est à ce niveau que sera affirmée le plus clairement et le plus constamment l'ambition d'être le colonisateur le plus réaliste, le moins idéologique, le plus performant en Afrique. C'est à ce niveau également que sera élaborée la doctrine belge de la "citoyenneté" sociale coloniale⁹, puis le cadre favori des sociologues qui théoriseront la situation coloniale en termes de révolution industrielle et n'eurent aucune difficulté à couler leurs dispositifs opérationnels dans les canons internationaux du développement communautaire. Ni les premières formulations qui révélèrent une contradiction entre le progrès d'ensemble de la colonie et les mécanismes économiques de prédation, ni l'invention du sous-développement comme accablement naturel propre à l'Afrique ne remirent fondamentalement en question cette idée du "social indigène" comme lieu privilégié d'intervention savante et d'ingénierie fondée sur un savoir positif.

Nous n'avons pas cherché à démontrer qu'à propos des théories du développement actuelles ou d'hier... "il n'y a rien de neuf sous le soleil". Nous ne prétendons pas qu'une pratique sociale et savante très circonscrite autour du Congo R-U ait connu, par des circonstances extraordinaires, une universalisation occultée comme telle. Nous avançons seulement que l'ambition savante des sciences coloniales, qui étaient toujours en outre des sciences de l'altérité, a très tôt été investie par le schème du développement ou, plus précisément, par les structures théoriques objectivées et opposées qui ont donné à ce schème une propension ultérieure à l'universalité. Traduit avec plus ou moins de force et de permanence, sous des formules variables, dans les actions de remembrement des sociétés colonisées, ce schème que d'aucun attribuent à toutes les rencontres historiques de l'Occident avec les "Autres" ou à une logique historique asservissant tout

⁹ Cette citoyenneté sociale coloniale devait selon les uns meubler l'immense espace entre la citoyenneté bantoue et la citoyenneté culturelle européenne, que les coloniaux belges préféraient à la citoyenneté nationale belge. Pour d'autres, elle était une fin en soi, espace infini de perfectionnement des Bantous.

effort réflexif sur celles-ci, nous semble caractériser en propre le projet des sciences coloniales. Et si nous avons évoqué plus haut l'existence d'un principe fondateur de ces dernières, organisant le rapport savant colonial autour d'un statut épistémologique conféré au matériau et au processus, nous avons montré que ce principe n'était pas simplement le fruit d'un mythe scientifique, mais reposait sur un ordre déterminé des procédures de constitution des connaissances en un savoir légitime. Le fait que cet ordre-principe ou ce principe d'ordre ait pu faire science et monopole savant, malgré l'arbitraire qui le fondait, implique que ce rapport postulé entre l'analyse du processus et du matériau à trouvé dans les structures savantes et scientifiques du "développement des Autres" une matrice constante d'objectivation si limitée qu'elle apparaisse *a posteriori*.

**Bibliographie générale des ouvrages,
articles et documents cités et consultés**

Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, *Livre Blanc. Apport scientifique de la Belgique au développement de l'Afrique centrale*. ARSOM, Bruxelles, 1962, Tome I, Sciences politiques et morales.

P. Achard, Le développement ou l'école des Nations. *Tiers Monde*, 1984, T. XXV, n° 100, pp. 843-854.

P. Achard, «Sociologie du développement» ou sociologie du «développement». *Tiers Monde*, 1982, T. XXIII, n° 90, pp. 257-277.

AGL-Approche, *L'Université catholique de Louvain et l'Amérique latine: Regards Méfis*. Louvain-la-neuve, 1993.

S. Amin, *La faillite du développement en Afrique et dans le Tiers-Monde. Une analyse politique*. Éditions L'Harmattan, Paris, 1990.

J. L. Amselle, É. Mbokolo, *Au coeur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et États en Afrique Noire*. Éditions Maspéro, Paris, 1985.

Annuaire de documentation coloniale comparée, n° 1, 1927, Congo belge, renseignements divers. Synthèse du rapport officiel sur la situation au Congo belge en 1926, pp. 5-107.

Annuaire de l'Université catholique de Louvain 1910. Imprimerie J. Van Linthout, Louvain, 1910.

Annuaire de l'Université catholique de Louvain 1920-26. Imprimerie Georges Michiels-Broeders, Tongres, 1927.

H. Arendt, *L'impérialisme*. Éditions Fayard, Paris, 1982.

H. W. Arndt, *Economic Development. History of An Idea*. Chicago University Press, 1988.

C. Aubertin, R. Cabanes, J. P. Chauveau, Ph. Couty, G. Pontié et C. Robinau, Où il est dit que le développement est un objet historique. *Tiers monde*, 1982, T. XXIII, n° 90, pp. 297-305.

I. Baba Kaké (sous la dir.), *Conflit belgo-zaïrois. Fondements historiques, politiques et culturels*. Présence africaine, Paris, 1990.

L. Baeck, *Étude socio-économique du centre extra-coutumier d'Usumbura*. Académie Royale des Sciences coloniales, Classe des Sciences politiques et morales, 1957, T. VI, Fasc. 5.

P. Bairoch, *Le Tiers monde dans l'impasse*. Éditions Gallimard, Paris, 1971.

G. Balandier, La situation coloniale, approche théorique. *Cahiers internationaux de sociologie*, 1951, vol. XI, pp. 44-79.

G. Balandier, Contribution à une sociologie de la dépendance. *Cahiers internationaux de sociologie*, 1952, vol. XII, pp. 47-69.

G. Balandier, *Développement d'une classe moyenne dans les pays tropicaux et sub-tropicaux. Aspect Social. Rapport Général*, Session de l'INCIDI, 1955, pp. 405-418.

G. Balandier, (sous la dir.), *Le "Tiers-Monde", sous-développement et développement*. I.N.E.D., Cahiers et Documents, 1956, n° 27, Presses Universitaires de France, Paris.

F. Ballegeer, Pour une politique congolaise. *Bulletin du Cepsi* 1946-47, n° 4, pp. 3-12.

É. Banning 1877, *L'Afrique et la Conférence géographique de Bruxelles*. Librairie Européenne C. Muquardt, 1877.

É Banning, *L'association africaine et le comité d'exploration du Haut-Congo, travaux et résultats de décembre 1877 à 1882*. Édité par l'Institut National Géographique, Bruxelles, 1883.

T. Barnett, *Sociology and development*. Hutchinson, London, 1988.

J. F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Éditions Fayard, Paris, 1989.

G. C. Beatty; En marge de *African Awakening* de Basil Davidson. *Bulletin du CEPSI*, n° 31, 1955, pp. 97-108.

H. Beckers, L'Administration Territoriale et le Fonds du Bien-Être Indigène. *Problèmes d'Afrique Centrale*, n° 17, 1952, pp.157-163.

Belgique coloniale et commerce international. Première année, Vol. I, 1946.

J Benoît, *La population africaine à Elisabethville fin 1957*. Éditions FULRÉAC, Liège, 1961.

J. Benoît, *Contribution à l'étude de la population active d'Elisabethville*. Éditions FULRÉAC, Liège, 1961.

H. Bentley, *Life on the Congo*. The Religious Tract Society, London, 1883.

- P. Berger et Th. Luckmann, *The social Construction of Reality*. Penguin Press, London, 1967.
- G. Bernier et A. Lambrecht, J. Falyse et C. Hubin, Enquête alimentaire et agricole dans les populations rurales du Haut-Katanga. Éditions FULRÉAC, Liège, 1961.
- J. Berque et J. P. Charnay, *De l'impérialisme à la décolonisation*. Éditions de Minuit, Paris, 1965.
- G. Berthoud, *Le développement entre l'entreprise et le mirage*. Dans G. Rist et F. Sabelli 1986, pp. 123-133.
- G. Berthoud, Le développement contre la vie. *Tiers-Monde*, 1984, T. XXV, n° 100, pp. 872-880.
- R. Bertiaux, Les classes moyennes au Congo belge. Compte-rendu de la XXIXe session de l'INCIDI, *Développement d'une classe moyenne dans les pays sub-tropicaux*. Bruxelles, 1956, pp. 193-212..
- A. Bertrand, De la nécessité d'une documentation scientifique ou statistique préalable à toute mesure intéressant les indigènes. *Bulletin de l'IRCB*, 1933, pp. 45-60.
- F. Bézy, *Problèmes structurels de l'économie congolaise*. Éditions Nauwelaert, Louvain-Paris, 1957.
- F. Bézy, Principes pour l'orientation économique au Congo. *Problèmes sociaux congolais*, 1959, n° 47, pp. 97-121.
- F. Bézy, La situation économique et sociale du Congo-Kinshasa. *Cultures et développement*, vol. I, n° 3, 1968, pp. 649-661.
- D. Biebuyck, La société kumu face au Kitawala. *Zaire*, XI, n° 1, Janvier 1957, pp. 7-40.
- R. P. Bittremieux, *La société secrète des Bakhimba ou Mayombe*. Mémoire de l'IRCB, Éditions Falk et Fils, Bruxelles, 1936.
- R. P. Boelaert, *Voués à la mort*. Bulletin du CEPSI, n° 5 1947-48, pp. 117-120.
- R. P. Boelaert, Politique d'intégration et formation politique des indigènes. *Problèmes d'Afrique Centrale*, n° 18, 1952, pp. 271-275.
- R. P. Boelaert, Vers un État Mongo. *Bulletin de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer*, 1961, pp. 382-391.

- P. Boiral, J. F. Lanteri, J. P. Olivier de Sardan, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire. Sciences sociales et développement rural*. Éditions Karthala et Ciface, Paris, 1985.
- F. Bontinck, *Aux origines de la Philosophie Bantoue. La correspondance Tempels-Hulstaert (1944-48)*. Faculté de Théologie catholique de Kinshasa, 1985.
- Bouccin, Crimes et superstitions des Babalis. *Bulletin des juridictions indigènes*, 1935-36, pp. 185-192.
- Bouccin, Les Babali. *Congo*, 1935, n° 1, pp. 26-41 et *Congo*, 1936, n° 5, pp. 221-226.
- Bouccin, Le Mambela. *Bulletin des juridictions indigènes*, 1936, n° 9, pp. 220-227.
- Bouccin, Les Anioto. *Bulletin des juridictions indigènes*, 1936, n° 8, pp.185-192 et n° 9, pp. 252-258.
- R. Boudon, *La place du désordre. Critique des théories du changement social*. Presses Universitaires de France, Paris, 1984.
- R. Boudon, *L'idéologie*. Éditions Fayard, Paris, 1986.
- R. Boudon et F. Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*. Troisième édition. Presses Universitaires de France, Paris, 1990.
- R. Boudon, Grandeur et misère des sciences du développement. Une étude de sociologie de la connaissance. *L'année sociologique*, 1992, vol. 42, pp. 251-274.
- P. Bourdieu, La spécificité du champ scientifique et les conditions sociales du progrès de la raison. *Sociologie et sociétés*, 7 (1), 1975, pp. 91-118.
- P. Bourdieu, *Questions de sociologie*. Éditions de Minuit, Paris, 1980.
- P. Bourdieu, Le marché des biens symboliques. *L'Année sociologique*, Vol. 22, 1973, pp. 49-126.
- P. Bourdieu, Les conditions sociales de la production sociologique: sociologie coloniale et décolonisation de la sociologie. Dans *Le mal de voir*. Cahiers Jussieu. Paris VII, UGÉ, Paris, 1976, pp. 416-427.
- P. Bourdieu, La cause de la science. Comment l'histoire sociale des sciences sociales peut servir le progrès de ces sciences. *Actes de la recherches en sciences sociales*, 1995, mars, pp. 3-10.
- H. Bourgeois, Ethnographie européenne. *Bulletin de la société belge de géographie*, 1909, pp. 316-334 et 372-394.

P. Bouvier, *L'accession du Congo belge à l'indépendance. Essai d'analyse sociologique*. ULB, Bruxelles, 1965.

Brassine et F. Vandewalle, *Les rapports secrets de la sûreté congolaise*. Éditions De Meyer, Bruxelles, 1983.

G. Brausch, Le groupe social comme synthèse créatrice. *Bulletin du CEPSI*, n° 3, 1946, pp. 35-70.

G. Brausch, Les associations pré-nuptiales dans la haute Lukenyi. *Bulletin des Juridictions indigènes*, juillet Août 1947.

G. Brausch, Origines de la politique indigène en Afrique belge. *Revue de l'Institut de sociologie*, 1955, pp. 455-478.

G. Brausch, Le paternalisme, une doctrine belge de politique indigène (1908-1933). *Revue de l'Institut de Sociologie*, 1957, n° 2, pp. 191-228.

G. Brausch, The Problem of Elites in the Belgian Congo. *International Social Science Bulletin*, 1956, vol. VIII, n° 3.

G. Brausch, *Belgian Administration in the Congo*. Institute of Race Relations, Oxford University Press, London-New-York, 1961.

Dr Broden, Rapport au Congrès colonial belge. Dans *Congrès colonial belge*, Imprimerie A. Lesigne, 1921, pp.82-101.

Ltn. Brohez, Ethnographie katangaise. *Bulletin de la Société belge de Géographie* 1905, pp. 373-397.

M. C. Brugaillière, *Au service d'une conquête: Le Mouvement Géographique (1884-1908) Dans Images de l'Afrique et du Congo-Zaïre dans les Lettres belges de langue française et alentour*. Actes du Colloque international de Louvain-la-Neuve. Textyles Éditions-Éditions du Trottoir, Bruxelles Kinshasa, 1993 pp. 23-38.

Bulletins de la Société Royale de Géographie d'Anvers, 1885-1905.

Bulletins de la Société Royale Belge de Géographie, 1885-1905.

Bulletins de la Société d'Études coloniales, 1895-1910.

Bulletin de la Société d'Études coloniales, *Compte rendu de la conférence donnée par J. Chailley à l'Institut de sociologie Solvay.*, 1909, p. 222-225.

Bulletin de l'Association des Amis de l'Université de Liège, n° 3, 1955. Numéro consacré au Congo.

Bulletins des séances de L'Institut Royal Colonial Belge, Bulletins des séances de L'Académie Royale des Sciences coloniales, Bulletins de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, 1930-1965.

Bulletins du CEPSI, n° 1 (1946) - n° 31 (1955).

Bulletins trimestriels du CEPSI, n° 32 (1956) - n° 57 (1959).

Bulletin trimestriel du Ceps, Une collaboration qui promet d'être fructueuse, celle de l'Université de Liège, n° 35, 1956.

Bureau Permanent de Congrès colonial belge. Mémoires:

Crise économique au Congo (1921), *Convention entre l'État et le BCK* (1921), *Enseignement* (1923), *La question économique* (1924), *Une nouvelle question sociale au Congo* (1924), *La politique financière* (1925).

F. Burgat, *L'islamisme au Maghreb*. Éditions Karthala, Paris, 1988.

R. P. Butaye, *Dictionnaire Français-Kikongo*, Éditions Jules de Meester, 1910.

F. Campus, *La recherche scientifique au Congo Belge*. Université de Liège, 1957.

H. Carton de Tournai, La Belgique et le Congo. *Bulletin de l'IRCB*, 1938, pp. 548-574.

R.P. Callewaert, Les Mousserongos. *Bulletin de la Société belge de Géographie*, 1905, pp. 182-208.

Cameron, *À travers l'Afrique. Voyage de Zanzibar à Benguela*. Éditions Hachette, Paris, 1876.

R. P. Capart, *Manuel des carrières*. Éditions Rex, Bruxelles, 1930.

P. Caprassé, *Leaders africains en milieu urbain*. CEPSI, collection de mémoires, n° 5, Élisabethville, 1959.

F. H. Cardoso, *Les idées à leur place. Le concept de développement en Amérique latine*. Éditions Métailié, Paris, 1984.

F. Cattier, *Droit et administration du Congo*. Éditions Vve Larcier, Bruxelles, 1898.

F. Cattier, *La situation de l'État indépendant du Congo*. Bruxelles-Paris, 1906.

Centre scientifique et médical de l'Université libre de Bruxelles pour les activités de coopération. *Actes du Cinquenaire du CEMUBAC*. Institut de sociologie, Bruxelles, 1988.

G. Chaliand, *Mythes révolutionnaires du Tiers-Monde. Guérillas et socialismes*. Éditions du Seuil, Paris, 1979.

A. Chapaux, *Le Congo historique, diplomatique, physique, politique, économique, humanitaire et colonial. Avec une carte en quatre feuilles, six cartes dans le texte et 163 gravures*. Éditions Charles Rozet, Bruxelles, 1894.

R. P. Charles, Note relative à l'ouvrage du R. P. Tempels intitulé La philosophie bantoue. *Bulletin de l'IRCB*, 1946, pp. 520-530

R. P. Charles, Le traumatisme noir. Essai de psychologie culturelle. *Zaire*, n° 5, 1953.

R. P. Charles, Deux synthèses de l'Afrique noire: Africa Emergent, par M. W. M. Macmillan, et Africa Survey par Lord Hailey. *Bulletin de l'IRCB*, 1938.

J. P. Chauveau, Le "modèle participatif" de développement rural est-il "alternatif"? Éléments pour une anthropologie de la culture des "développeurs". *Bulletin de l'Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du changement social et du développement (APAD)*, 1992, n° 3, pp. 20-30.

J. P. Chauveau, Du populisme bureaucratique dans l'histoire institutionnelle du développement rural en Afrique de l'Ouest. *Bulletin de l'APAD*, n° 4, 1992, pp. 23-32.

J. C. Chesnais, *La revanche du Tiers Monde*. Éditions Robert Laffont, Paris, 1987.

O. Choquet, E. Dollfus, E. Leroy et M. Vernières, *État des savoirs sur le développement. Trois décennies de sciences sociales en langue française*. Éditions Karthala, Paris, 1993.

P. Chrétien, Les deux visages de Cham. Points de vue français du XIXe siècle sur les races africaines d'après l'exemple de l'Afrique orientale française. Dans P. Guiral et É. Temine, *L'idée de race dans la pensée politique contemporaine* Éditions du CNRS, Paris, 1977, pp. 171-199.

R. P. L. Classe, Le Ruanda et ses habitants. Organisation politique. La religion. La famille. *Congo*, 1922, n° 5, T. I, pp. 677-693.

R. Clemens, Sociologie et applications cliniques de la sociologie. *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XIII, 1952, pp. 42-60.

R. Clemens et R. Grosjean, L'industrie katangaise, ses principales caractéristiques structurelles et perspectives d'avenir. *Problèmes sociaux congolais*, n° 57, 1962, pp. 73-91.

R. Clemens, Le développement des sciences sociales et le Congo belge. *Bulletin trimestriel de l'Association des amis de l'Université de Liège*, n° 3, 1955, pp. 52-57.

R. Clemens, Fondements sociologiques de l'action sociale en Afrique belge. *Problèmes sociaux congolais*, n° 47, 1959, pp. 15-26.

R. Clemens, *Les fondements de l'action sociale en Afrique belge*. Neuvième Conférence nationale belge de service social. Reproduit dans le *Bulletin du Cepsi*, n° 47, 1959, pp. 15-25.

R. Clemens, Les aspects économiques et sociaux de l'action de FULRÉAC. *Bulletin trimestriel de l'Association des amis de l'Université de Liège*, n° 2, 1960.

F. Colonna et C. Haïm Brahimi, Du bon usage de la science coloniale. Dans *Le mal de voir Cahiers Jussieu/2*. Université de Paris VII, UGÉ, Paris, 1976, pp. 221-241.

F. Colonna, Production scientifique et position dans le champ intellectuel et politique. Dans *Le mal de voir*, pp. 397-415.

V. Collin, *Le Maroc et les intérêts belges*. Imprimerie Polleunis et Ceuterick, 1899, Louvain.

Comité Spécial du Katanga, 1900-1950. Éditions L. Cuypers, Bruxelles, 1950.

Commission provisoire de la recherche scientifique au Congo belge, *La recherche scientifique au Congo belge*. Première publication de la commission provisoire, avril 1946, Imprimerie Imbelco, Élisabethville.

Commission provisoire de la recherche scientifique au Congo belge, Publication n° 2, *La recherche scientifique au Congo belge*, 1947, Imprimerie Imbelco, Élisabethville, janvier 1947.

Congo-Zaïre: la colonisation, l'indépendance, le régime Mobutu et demain. G.R.I.P., Bruxelles, 1990.

Congrès colonial national 1920, *Compte-rendu*. Imprimerie A. Lesigne, Bruxelles, 1921.

Congrès colonial belge 1926. *Compte-rendu et Rapports*. Imprimerie A. Lesigne, Bruxelles, 1926, deux tomes.

Congrès colonial belge 1930. *Compte-rendu et Rapports*. Imprimerie A. Lesigne, Bruxelles, 1931, trois tomes.

Congrès colonial belge 1935. Vol. I *Rapports*. Éditions A. Lesigne, Bruxelles, 1936.

Congrès colonial belge, session de 1947. *Comptes-rendus des séances et rapports préparatoires*. Éditions techniques et scientifiques, Bruxelles, 1947.

Congrès international colonial. Compte-rendu. Expositions internationale de Bruxelles, 1897. Imprimerie des travaux publics, Bruxelles.

P. Coppens, Les Congrès coloniaux nationaux. Dans ARSOM, *Livre blanc*, Bruxelles, 1962, pp. 37-42.

C. Coquilhat, *Coquilhat chez les Bangala*. Collection des digestes congolais, n° 5. Éditions des Grands Lacs, Namur.

A. Corten, La vie quotidienne et extra-quotidienne du développement. *Cultures et Développement*, vol. I, n° 1, 1968, pp. 7-24.

Costermans, Le district du Stanley Pool. *Bulletin de la Société d'Études coloniales*, 1895, T. II, pp. 26-76.

L. Croegaert, L'action culturelle des missionnaires catholiques au Congo belge. Dans *Papier blanc, encre noire*, pp. 243-270, Tome I.

J. F. Crombois, *L'univers de la sociologie en Belgique de 1900 à 1940*. Éditions de l'ULB, Bruxelles, 1994.

P. Daye, *L'empire colonial belge*. Éditions du Soir-Éditions Berger Levrault, Bruxelles, Paris, 1923.

R.P. de Beaucorps, *Les Basongo de la Luniungu et de la Gobari*. Mémoire de l'IRCB, Éditions Falk Fils, Bruxelles, 1940.

M. Prince de Béthune Hesdigneul, *Un Eden africain. Bokama au Zaïre. Mémoires d'un colon différent 1933-1945*. Éditions Duculot, Gembloux, 1979.

- P. de Bie, *Naissance et premiers développements de la sociologie en Belgique*. Éditions Académia, Louvain-la-Neuve, 1988.
- G. De Boeck, Les couleurs de Dieu ou le prisme missionnaire. Dans *Zaire 1885-1985. Cent ans de regards belges*. Éditions C.E.C., Bruxelles, 1985, pp. 47-64.
- G. De Boeck, *Baoni. Les révoltes de la Force Publique sous Léopold II, Congo 1895-1908*. Éditions EPO, Anvers, 1987.
- A. de Calonne Beaufaict, *Les Ababua*. Dreesen et De Smet Éditeurs, Bruxelles, 1909.
- A. de Calonne Beaufaict, *Études bakango. Notes de sociologie coloniale*. Éditions Thone, Liège, 1912.
- A. de Calonne Beaufaict, La pénétration de la civilisation au Congo belge et les bases d'une politique coloniale. (1) La mentalité nègre. (2) Pénétration de la culture européenne dans la mentalité nègre. *Bulletin de la Société d'Études coloniales*, 1912, Juillet-août et septembre-octobre, pp. 569-607 et 681-724.
- A. de Calonne Beaufaict, *Azande*. Maurice Lambertin Éditeur, Bruxelles, 1921.
- L. Dechesne, *Économie coloniale*. Librairie des sciences économiques et commerciales J. Wyckmans, Liège, 1918.
- N. De Cleene, La structure sociale de la société Yombe et un aspect de notre politique indigène. *Bull. IRCB*, 1937, pp. 44-51.
- N. de Cleene, *Introduction à l'ethnographie congolaise*. Éditions Zaire, Anvers, 1944.
- N. De Cleene, À propos de l'étude du droit coutumier congolais. *Zaire*, Mai 1948, pp. 551-558.
- N. De Cleene, Commentaire de l'ouvrage du Dr Hecht, «Kolonialfrage und Rassengedanke». *Bulletin de l'IRCB*, 1939, pp.240-250.
- N. De Cleene, Ethnographie et Ethnologie. Dans ARSOM, *Livre Blanc*, Bruxelles, 1962, pp. 153-176.
- N. De Cleene, Sous-développement, assistance et anthropologie culturelle. *Bulletin des séances de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer*, 1962, pp. 1-10.
- N. De Cleene, À propos de La Philosophie bantoue. *Bulletin de l'IRCB*, 1946, pp. 502-508.

Mgr De Clercq, Un devoir du missionnaire. Les huit commandements. *Bulletin du CEPSI*, n° 9, 1949, pp. 5-85.

P. A. De Clercq, Guide pratique pour l'étude des idiomes bantous encore inconnus du Congo-Belge. *La Revue congolaise*, n°1, 1910, pp. 29-48.

R. P. De Clercq, Quelques indications pratiques sur la façon de faire des observations ethnologiques au Congo. *Revue congolaise*, 1912, pp. 188-195.

M. De Coster, Le pouvoir au Congo. Approche d'une étude sur les élites congolaises. *Revue française d'études politiques africaines*, septembre 1970, pp. 27-62.

W. De Cramer, *The Jambaa and the Church. A Bantou Catholic Movement in Zaïre*. Oxford At The Clarendon Press, 1977.

de Cuvelier (le Chevalier), Discours d'installation de l'École mondiale. *La vérité sur le Congo*, février 1907.

de Hauleville, Le musée du Congo belge à Tervueren. *La revue congolaise* 1910, n° 1 pp. 108-225.

L. de Heusch, Nouvelles perspectives de l'ethnographie générale. *Revue de l'Institut de sociologie Solvay*, 1953, n° 4 pp. 669-684.

É. De Jonghe, L'activité ethnologique des Belges au Congo. *Bulletin de la société d'études coloniales*, 1908, n° 4, pp. 283-308.

É. De Jonghe, *Guide pour la récolte des objets ethnographiques*. Louvain, 1909.

É De Jonghe, Compte-rendu d'*Études Bakango*, ouvrage de de Calonne Beaufaict. *La Revue congolaise*, 1912, pp. 341-344.

É. De Jonghe, L'ethnologie, son objet et sa méthode. *Congo*, T. II, 1920, pp. 272-284.

É. De Jonghe, À propos des «primitifs», *Congo*, T. II, 1920, pp. 314-323

É. De Jonghe, Le mouvement des études ethnologiques au Congo. *Congo*, 1922.

É. De Jonghe, La mentalité primitive, *Congo*, 1923, T. I, pp. 736-742.

É. De Jonghe, Les sociétés secrètes en Afrique. Conférence donnée à la troisième *Semaine internationale d'ethnologie religieuse*, Tilburg.Congo, T. II, 1922, pp.388-403.

É. De Jonghe, Ethnographie du Congo. Dans Le Congo belge et les sciences, numéro spécial de la *Revue des questions scientifiques*, Louvain, Paris, 1930 (II), pp. 226-260.

É. De Jonghe, *L'enseignement au Congo belge*. ICI, session de Paris, 1930. Établissements généraux d'imprimerie, Bruxelles, 1930.

É. De Jonghe, À propos de l'esclavage au Congo. *Bulletin de l'IRCB*, 1933, pp. 65-88.

É. De Jonghe, Formations récentes de sociétés secrètes au Congo Belge. *Africa*, IX, n° 1, janvier 1936.

É. De Jonghe, À propos d'exogamie clanique et d'endogamie tribale. Races pures ou mélanges des races. *Bulletin de l'IRCB*, 1938, pp. 222-330.

É. De Jonghe, Les arbres à esprits au Kasai. *Bulletin de l'IRCB*, 1937, pp. 378-392.

É. De Jonghe, Note relative à l'ouvrage du R. P. Tempels intitulé la Philosophie bantoue. *Bulletin de l'IRCB*, 1946, pp. 510-511.

É. De Jonghe, Plan d'exploration ethnographique et ethnologique du Congo belge. *Bulletin de l'IRCB*, 1947, pp. 420-43.

L. De Koster, L'Étude des populations indigènes. *Revue générale belge*, février 1953, pp. 655-661.

L. De Koster, Législation sociale et mentalité indigène. *Revue générale belge*, décembre 1952, pp. 315-321.

L. De Koster, Paternalisme et politique indigène. *Revue générale belge*, décembre. 1950, pp. 302-308.

L. De Koster, Chronique d'adieux. *Revue générale belge*, juin 1954, pp. 520-524.

C. De Lannoy, La colonistique. *Bulletin de l'Académie Royale de Belgique*, n° 12, 1913, pp. 503-558.

É. De Laveleye, *L'Afrique centrale et la conférence géographique de Bruxelles. Avec deux cartes*. Librairie Muquardt, Bruxelles, 1978.

Ph. Delhalle, Convaincre par le fait: les expositions universelles en tant qu'instruments de la propagande coloniale belge. Dans *Zaire 1885-1985: Cent ans de regards belges*. Éditions Coopération par la Culture, Bruxelles, 1985, pp. 41-47.

F. Dellicour, Une période de régression au Congo. *Bulletin de l'IRCB*, 1946, p. 440-450.

F. Dellicour, *Propos d'un colonial Belge*. Bruxelles, 1958.

B de. Lichtervelde, Contribution à l'Histoire du Congo. *Bulletin de l'IRCB*, 1936.

Ch. de Martrin Donos et A. Burdo, *Les Belges dans l'Afrique centrale. Voyages aventures et découvertes d'après les documents et les journaux des explorateurs*. Éditions P. Maes, trois tomes, Bruxelles, 1886.

P. Demunter, *Masses rurales et luttes politiques au Zaïre. Le processus de politisation des masses rurales au Bas-Zaïre*. Éditions Anthropos, Paris, 1974.

F. de Negroni, *Afrique fantasmes*. Éditions Plon, Paris, 1992.

J. Denis, *Le phénomène urbain en Afrique centrale*. Extrait des Mémoires de l'Académie Royale des sciences coloniales, Bibliothèque de la Faculté de Philosophie et Lettres de Namur, Secrétariat des publications, Facultés universitaires, Namur, 1958.

J. Denis, Matériaux pour une étude de la population africaine. *Bulletin du. CEPSI*, n° 35 et 36, 1956, pp. 137-195.

J. Denis, Géography in Belgium. *Bulletin de la Société belge d'études géographiques*, n° 2, Tome LIII, 1984.

De Ridder, *Negerkunst, vroeger, nu en laater*, (l'art nègre hier, aujourd'hui et demain). Association des étudiants de l'Université coloniale, Anvers, 1936.

De Ryck, *Les Lalias Ngolu, origine, histoire, moeurs, coutumes institutions, vie économique artistique et intellectuelle des Mongandu d'Ikela*. Association des étudiants de l'Université coloniale, Anvers, 1937.

De Saegher, Les coutumes des indigènes du Bas-Congo. *Bulletin de la Société d'études coloniales*, T. I, 1894, pp. 87-96.

E. Descamps, *L'Afrique nouvelle. Essai sur l'État civilisateur dans les pays neufs et sur la fondation de l'ÉIC*. Éditions Lebègue- Éditions Hachette, Bruxelles-Paris, 1903.

- D. Desjeux, *Stratégies paysannes en Afrique Noire. Le Congo, Essai sur la gestion de l'incertitude*. Éditions L'Harmattan, Paris, 1987.
- J. Cl. Desmarais, Le Rwanda des anthropologues: archéologie de l'idéologie raciale. *Anthropologie et Société*, 1978, vol. II, n°1, pp. 70-93.
- O. de Spoelberg. Le Congo au point de vue international. *Revue congolaise*, n° 1, 1910.
- R. Dethier, *Une famille de citadins du Katanga*. Collection des travaux de l'Institut de sociologie de l'université de Liège, n° XI, 1961.
- R. Dethier, *Les citadins katangais et leurs jardins. Aspects psycho-sociaux de la vie en milieu africain urbain*. Collection des travaux de l'Institut de sociologie, n° XIII, 1961.
- R. Dethier, *La pratique de l'interview en milieu africain urbain*. Institut de sociologie, Liège, 1963.
- A. Devaux, Le clan matrilineal dans la société indigène, Zaïre, mars 1947, pp. 318-323.
- A. Devaux, À propos de la philosophie bantoue. *Bulletin des Juridictions Indigènes*, 1946, 8, pp. 225-230.
- Développement communautaire et service social en Afrique. Premiers pas de l'action sociale à Katuba*. Institut de sociologie de l'université de Liège, Elisabethville, 1960.
- De Wildeman, *L'extension intensive des cultures indigènes*. ICI, Session de La Haye, 1927. Établissements généraux d'Imprimerie, Bruxelles, 1927.
- Ph. de Woot, Aspects du développement économique, dans *Le Ruanda en état de révolution*. Numéro spécial de la *Revue Nouvelle*, mai 1960, pp. 486-495.
- Dhanis, Le district d'Upoto et la fondation du camp d'Aruwimi. *Bulletin de la Société royale belge de géographie*, T. XIV, 1890, pp. 5-45.
- M. D'Hertefelt, Stratification sociale et structure politique. *La Revue Nouvelle*, n° 5, mai 1960, numéro thématique, *Le Ruanda en état de révolution*, pp. 449-461.
- A. Dorsinfang-Smets, Acculturation et ethnologie appliquée. *Revue de l'Institut de sociologie*, n° 27, 1956, pp. 351-390.

A Doucy et P. Feldheim, Notes sur quelques effets de l'industrialisation dans deux districts de l'Équateur. Dans *Aspects sociaux de l'industrialisation et de l'urbanisation en Afrique au sud du Sahara*, (sous la direction de D. Forde), Unesco, Paris, 1956, pp. 716-740.

A. Doucy et P. Felheim, Problèmes du travail au Katanga. *Revue de l'Institut de sociologie*, n° 3 Juillet-septembre 1951, pp. 393-417.

A. Doucy et P. Feldheim, *Problèmes du travail et politique sociale au Congo belge*. Éditions de la Librairie encyclopédique, Bruxelles, 1952.

A. Doucy, Sociologie et réformes de structures au Congo Belge. *Revue de l'Université de Bruxelles*, n° 2-3, 1957.

A Doucy et P. Bouvier, *Introduction à l'économie sociale du Tiers monde*. Éditions de l'Institut de Sociologie, ULB, Bruxelles, 1970.

A. Doucy, Politique indigène. Dans ARSOM, *Livre Blanc*, 1962, pp. 352-369.

Dr Dryepondt, *La question des métis au Congo belge*. Dans *Institut Colonial International, session de Bruxelles, 1923. Rapports préliminaires*. Établissements généraux d'imprimerie, Bruxelles, 1923.

S. C. Dube, *Modernization and Development. The Search for alternative Paradigms*. Zed books/United Nations University, Tokyo, 1988.

M. Dubuisson, L. Siné, R Clemens, *L'Université de Liège au Congo*. FULRÉAC, 1960, Liège.

M. Dubuisson, *Mémoires*. Éditions Vaillant-Carmanne, Liège, 1977.

C. du Bus de Warnaffe, Le mouvement pan-nègre aux États Unis et ailleurs. *Congo*, 1922, T. I, pp. 713-727.

J. Du Fief, La question du Congo des origines jusqu'au aujourd'hui. *Bulletin de la Société royale belge de géographie*, n°3, 1885, pp. 1-78.

Th. Durand, *Les explorations botaniques belges au Congo et leurs résultats*. Éditions Hayez, Bruxelles, 1910

R. Durant, La formation professionnelle et la psychologie des Noirs. *Problèmes d'Afrique centrale*, II, 1954, pp. 102-108.

- A Durieux, Institutions politiques du Congo (1908-1960). ARSOM, *Livre Blanc*, 1962, pp. 254-282.
- G. Dutilleul, La femme détribalisée du Centre extra-coutumier. *Bulletin du CEPSI*, n° 14, 1950, p. 105-115.
- F Duyckaerts, L'enseignement dans le Ruanda-Urundi, les conclusions d'une mission universitaire. *Annales de la Faculté de Droit*, 4^e année, Liège, 1959 n° 1, pp. 209-218.
- G. Elwert et T. Bierschenk, Development Aid as An Intervention in dynamic Systems. An Introduction. *Sociologia ruralis*, 1988, vol. XXVIII-2/3, pp. 99-112.
- B. Emerson, *Léopold II, le Royaume et l'Empire*. Éditions Duculot, Paris-Gembloux, 1980.
- Encyclopédie du Congo belge et du Ruanda-Uruundi*. Éditions Bieleveld, Bruxelles, 1950. Trois volumes.
- A. Engels, À propos des chefferies indigènes. *Congo*, 1922, T. I, pp. 1-10.
- A. Engels, L'esclavage domestique au Congo. *Bulletin de l'RCB*, 1933, pp. 89-98.
- A. Engels, P. Ryckmans, G. Malengreau, La crise sociale au Congo. Réponses à l'intervention du R. P. Van Wing. *Bulletin de l'RCB*, 1947, pp. 216-240.
- Enquête sur les peuples de civilisation inférieure et sur d'autres peuples incultes d'autrefois ou de race jaune. *Bulletin de la Société royale de géographie*, n° 6, 1907, pp. 477-502.
- B. Étienne, *L'Islamisme radical*. Éditions Hachette, Paris, 1987.
- Études du paysanat indigène*. Recueil des rapports préparatoires au congrès de 1934. *Bulletin du Bureau permanent du Congrès colonial belge*, mars 1934.
- É. Everaets, Monographie agricole du Ruanda-Urundi. *Bulletin Agricole du Congo belge*, Minicollection, 1939.
- J. Fabian, Placide Tempels et son oeuvre vus dans une perspective historique. *Études africaines du CRISP*, n° 108-109, 1970.
- J. Fabian, *Jamaa: A Charismatic Movement in Katanga*. Evanston, Northwestern University Press, 1971.
- J. L. Fabiani, *Les philosophes de la République*. Éditions de Minuit, Paris, 1988.

P. Feyerabend, *Adieux à la Raison*. Éditions du Seuil, Paris, 1990.

Fiévez, Le district de l'équateur. *Congo illustré*, T. IV, 1895.

L. Filion, *Rapport sur l'enseignement, la propagande et les carrières coloniales médicales*. Congrès de la Fédération des cercles coloniaux estudiantins, 1928.

Fondation Roi Baudouin, *Le développement rural en Afrique centrale, synthèse et réflexions*, vol. II, Bruxelles, FRB, 1991.

Fonds du Bien-être Indigène, *FBI 1948-63. Une oeuvre de coopération au développement. Quinze années d'activité du FBI au Congo, au Rwanda et au Burundi*. Snoeck Ducaju et Fils, Gand, 1965.

G. Forthomme, *Mariage et industrialisation. Évolution de la mentalité indigène dans une cité de travailleurs d'Elisabethville*. Travaux de l'Institut de sociologie de l'Université de Liège, 1957.

M. Foucault, *L'ordre du discours*. Éditions Gallimard, Paris, 1971.

M. Foucault, *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*. Éditions Gallimard, Paris, 1966.

G. Fourez, *La science partisane*. Éditions Duculot, Gembloux, 1974.

M. J. L. Frateur, La notion de race à la lumière des données de la génétique expérimentale. *Bulletin de l'IRCB*, 1937, pp. 580-611.

M. J. Frateur, La nature de l'atavisme. *Bulletin de l'IRCB*, 1939, pp. 289-305.

FULRÉAC, *Le problème de l'enseignement dans le Ruanda-Urundi. Rapport d'une mission d'étude*. Fulréac, Liège, 1958.

FULRÉAC, *Mission scientifique interdisciplinaire du Haut Katanga. Premier rapport*. Fulréac, Liège, 1957.

FULRÉAC, *Mission scientifique interdisciplinaire du Haut katanga. Deuxième rapport. Le territoire de Mangombo*. Fulréac, Liège, 1958 II.

C. Furtado, *Le mythe du développement*. Éditions Anthropos, Paris, 1976.

J. J. Gabas, *L'aide contre le développement*. Éditions Économica, Paris, 1988.

- H. Galle et Y. Thannasekos, *Le Congo, de la découverte à l'indépendance*. Éditions J. M. Collet, Bruxelles, 1983.
- W. J. Ganshof Van Der Meersch, *Fin de la Souveraineté belge au Congo, Documents et réflexions*. Institut Royal des Relations internationales, Bruxelles, La Haye, 1963.
- V. Gelders, *Le clan dans la société indigène. Étude de politique coloniale, belge et comparée*. Mémoire IRCB, Éditions Falk fils, Bruxelles, 1943.
- V. Gelders, Une théorie ethnologique du droit indigène. *Zaire*, février 1948, pp. 175-189.
- V. Gelders, Comptes rendus du Congrès colonial national. *Zaire*, Décembre 1948.
- M. P. Gérard, L'Oeuvre du FOREAMI au Congo, *Bulletin de l'IRCB*, 1939, pp. 380-396.
- M. Gille, A. Debra, L'esprit et la méthode du Cepsi. *Bulletin du Cepsi*, n° 10, 1949, pp. 5-11.
- R; P. Gilliard, Études de la société indigène. *Congo* 1925, T. I, pp. 39-76.
- L. Gillon (Mgr.), Aspects financiers de la réalisation et du fonctionnement de l'Université Lovanium (1954-1969). Dans *Problèmes de l'enseignement supérieur et du développement en Afrique centrale*, pp. 36-65.
- R. Girardet, *L'idée coloniale en France*. Éditions de la Table ronde, Paris, 1972.
- P. P. Gossiaux, L'homme et la nature. Genèse de l'anthropologie à l'âge classique 1580-1750. Éditions De Boeck, Bruxelles, 1993.
- Y. Goussault, Tiers monde, développement: de la socio-économie à la sociologie. *Tiers monde* T. XXVIII, 1987, n° 112, pp. 395-414.
- Y. Goussault, Où en est la sociologie du développement. *Tiers-Monde*, 1982, T. XXIII, n° 90, pp. 236-243.
- Y. Goussault et A. Guichaoua, *La sociologie du développement*. Dans J.P. Durant et P. Weil, *Introduction à la sociologie contemporaine*. Éditions Dunod, Paris, 1987, pp. 395-414.
- M. Graindorge, *Edmond Picard au Rwanda. Une histoire sans fin de l'antisémitisme et du racisme*. Le Cri Éditions, Bruxelles, 1994.

F. Grévisse, *Quelques aspects de l'organisation des indigènes déracinés résidants dans les territoires de jadoville*. Extrait du Trait d'Union organe de l'Association des étudiants de l'Université coloniale, Anvers, 1936.

F. Grévisse, Exposé du programme du CEPSI, *Bulletin du CEPSI*, n° 7; 1947-48.

F. Grévisse, Exposé du rôle social et scientifique du CEPSI. *Bulletin du CEPSI*, n° 10, 1949, pp. 71-85.

F. Grévisse, Essai d'analyse de l'état d'évolution du corps social du Centre extra-coutumier d'Élisabethville. *Bulletin du Cepsi*, n° 14, 1950, pp. 89-105.

F. Grévisse, Le centre extra-coutumier d'Élisabethville. *Bulletin spécial du CEPSI*, n° 15, 1951.

F. Grévisse, À propos d'intégration. *Bulletin du CEPSI* n° 29, septembre 1955, pp. 109-122.

H. Grimal, *La décolonisation*. Éditions Complexes, Paris, 1985.

N. Grogna, *L'action de l'Université de Liège au Katanga*. Mémoire présenté pour l'obtention du grade de licencié en Histoire, Faculté de Philosophie et Lettres, Université de Liège, 1987.

Groupe d'études coloniales de l'Institut de Sociologie Solvay, La formation des administrateurs et magistrats au Congo belge. *Bulletin de la Société belge d'études coloniales*, 1909, pp. 269-314.

Groupe d'études coloniales de l'Institut de Sociologie Solvay, Recrutement et formation des fonctionnaires territoriaux. Rapports du Comte de Lichtervelde et propositions de F. Cattier et Waxweiler. *Bulletin de la Société d'Études coloniales*, avril 1913, pp.243-281.

A. Guichaoua, *Destins paysans et politiques agraires en Afrique, centrale. T. I, L'ordre paysan des hautes terres centrales du Burundi et du Rwanda*. Éditions l'Harmattan, Paris, 1989.

A. Guichaoua, Crises et stratégies disciplinaires des sciences sociales du développement. *L'année sociologique*, 1992, vol. 42, pp. 107-138.

A. Guichaoua et Y. Goussault, *Sciences sociales et développement*. Éditions A. Colin, Collection Cursus, Paris, 1993.

G. Gurvitch, *Initiation aux recherches sur la sociologie de la connaissance*. Centre d'études sociologiques, fasc. 1, Paris, 1948.

J. M. Habig, À propos de "Peau noire et masque blanc". *Problèmes d'Afrique Centrale* 1953, n° 19, pp. 49-50.

J. M. Habig, *Initiation à l'Afrique* Tome II. Édition Universelle, Bruxelles, 1948.

P. Halen, et J. Riesz, *Images de l'Afrique et du Congo/Zaire dans les lettres françaises de Belgique et alentour*. Actes du colloque international de Louvain la Neuve. Éditions Textyles-Éditions du Trottoir, Bruxelles, Kinshasa, 1993.

M. Halewijk, *La charte coloniale, Commentaire de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge*. Deux volumes, Bruxelles, Weissenbruch, 1910.

J. Halkin, *L'annexion du Congo*. Publication de l'association des anciens diplômés de sciences commerciales et consulaires de l'Université de Liège, 1910.

A. Hanssen, *Le désenchantement de la coopération. Enquête au pays des milles coopérants*. Éditions l'Harmattan, Paris, 1989.

J. P. Harroy, *Afrique terre qui meurt. La dégradation des sols africains sous l'influence de la colonisation*. Éditions Hayez, Bruxelles, 1944.

M. d'Hertefeldt et D. de Lame, *Société, culture et histoire du Rwanda. Encyclopédie bibliographique 1863-1980/87*. Musée Royal d'Afrique centrale, Tervuren, 1987, Deux tomes.

G Heuse, *La psychologie ethnique. Introduction à l'ethnopsychologie générale*. Éditions Stoops, Bruxelles, 1953.

G. Heuse, La psychologie des Noirs Africains. De L'anthropologie psychologique à l'ethnopsychologie politique appliquée. *Problèmes d'Afrique centrale*, n° 25, 1954, pp. 169-194.

T. Heyse, Visées coloniales allemandes et Congo belge quelques précisions. *Bulletin de l'IRCB*, 1936.

Dr Hinde, The Fall of the Congo Arabs. *Bulletin de la société d'études coloniales*, n° 2 et n° 3, 1897, pp. 165-333.

Dr Houzé, Les Barumbe et les peuplades du Tanganika. *Bulletin de la Société d'Anthropologie de Bruxelles*, T. IV, 1885-86, pp. 67-83 et T. V, 1886-1887, pp. 43-62.

R. P. Hulstaert, Coutumes funéraires des N'kundu. *Anthropos*, vol. XXXII, 3-4, 1937, pp. 502-527.

R. P. Hulstaert, *Les sanctions coutumières contre l'adultère chez les N'Kundo*. Mémoire de l'IIRCB, Éditions Falk Fils, Bruxelles, 1938.

A. Hutereau, Notes sur la vie familiale de quelques populations du Congo belge, *Annales du Musée du Congo belge*, Tervuren, 1909.

Institut colonial international, Session de Bruxelles 1923. *Rapports réalisés par Dryepondt, Broden et Janssen à la suite de l'enquête internationale*, Établissements généraux d'imprimerie, Bruxelles, 1923.

Institut colonial international, *Le régime et l'organisation du travail des indigènes dans les colonies et protectorats*. Session de Bruxelles. Établissements généraux d'Imprimerie, Bruxelles, 1929.

Institut colonial international, *Extension intensive et rationnelle des cultures indigènes.*, Session de Bruxelles 1929, T. I *Enquêtes et résultats*, T. II *Rapports*. Établissements généraux d'imprimerie, Bruxelles, 1930.

Institut colonial international, Session de Paris 1930. *L'enseignement aux indigènes*. Établissements généraux d'imprimerie, Bruxelles, 1930.

Institut de sociologie Solvay, Administration directe ou indirecte. *Revue de l'Insitut*, janvier 1922.

Institut de sociologie (ULB), *Premières journées interuniversitaires d'études coloniales*. Éditions de l'Institut de sociologie, série Études coloniales, Bruxelles, 1952.

Institut de sociologie (ULB), *L'économie indigène*. Éditions de l'Institut de sociologie, série Études coloniales, Bruxelles, 1956.

Institut de sociologie (ULg), *Développement communautaire et service social en Afrique. Premiers pas de l'action sociale à Katuba*. Élisabethville, 1960.

Institut Émile Vandervelde, *Congo 1885-1960. Positions socialistes*.

INCIDI (Institut international des civilisations différentes), *Compte rendu des sessions* 1949.

1958. Les femmes dans les pays tropicaux et sub-tropicaux.

IRSAC (Institut de Recherches Scientifique en Afrique Centrale), *Rapports d'activités*, n° 1, 1948 - n° 5, 1952.

IRSAC, (Brochure de présentation), Bruxelles, 1956.

IRSAC, *Second Joint Conference of IRSAC and EAISR held at the East African Institute of Social Research*. Makere College, Kampala, 1953.

J. P. Jacquemin (sous la dir.), *Racisme continent obscur*. Éditions Coopération par l'Éducation et la Culture, Bruxelles, 1991.

Dr Jacques, Les Congolais de l'exposition universelle d'Anvers. *Bulletin de la Société d'anthropologie de Bruxelles*, T. XIII, 1894, pp. 284-331.

Pr. Jadot, Le Bondo, Crimes et superstitions indigènes. *Revue juridique du Congo belge*, janvier 1929, Élisabethville. Bonnes feuilles d'un ouvrage en préparation sous le titre "Feuilles de route et audiences".

Janheinz Jahn, *Muntu. L'homme africain et la culture néo-africaine*. Éditions du Seuil, Paris, 1961. (Édition originale, Cologne, 1958).

H. Janne, *Le système social. Essai de théorie générale*. Éditions de l'ULB, Bruxelles, 1968.

F. Jonas, *Histoire de la sociologie Des lumières à la théorie du social*. Éditions Larousse pour la traduction française 1991, Paris.

P. E. A. Joset, *Les sociétés secrètes des hommes-léopards en Afrique noire*. Éditions Payot, Paris, 1955

P. E. A. Joset, *Les Babira de la plaine*. Association des étudiants de l'université coloniale, Anvers, 1936.

L. Jozon, *L'ÉIC, sa formation, les principales manifestations de sa vie extérieure, ses relations avec la Belgique*. Éditions Arthur Rousseau, 1900, Paris. Thèse de Droit, Université de Paris.

S. Kaoze, La psychologie des Beni Marungu. *La Revue Congolaise*, 1910, I pp. 406-437.

V. Karady, Le problème de la légitimité dans l'organisation de l'ethnologie française. *Revue française de sociologie*, XXIII, 1982, pp. 17-35.

V. Karady, Durkheim et les débuts de l'ethnologie universitaire. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 74, 1988, pp. 23-32.

G. Kitching, *Development and Underdevelopment in historical Perspective. Populism, Nationalism and Industrialisation*. Routledge, London, 1989.

L. Koeleman, L'adaptation de l'enseignement dans les colonies. *Congrès intercolonial de l'enseignement dans les pays d'outre-mer*. H. Didier, Paris, 1931.

F. Krantzel et P. Mahy, *Géographie de la Belgique et du Congo à l'usage de l'enseignement moyen et normal*. Éditions Le Bègue et Cie, Bruxelles, 1909.

É. Kufferath, *Patriotisme et hérédité. Rapport sur l'année académique 1904-1905*. Imprimerie Bruylant-Christophe & Cie, Bruxelles, 1905, pp. 13-33.

La Belgique coloniale, 1895-1900.

La famille noire en Afrique. Éditions de l'AUCAM-Édition universelle, Bruxelles,

B. Lafont, Influence des facteurs économiques sur l'existence des ethnies. *Revue de psychologie des peuples*, deuxième trimestre, n° 2, 1953, 1947.

A. Lambrecht, G. Bernier, J. Falyse, C. Hubin, *Enquête alimentaire et agricole dans les populations rurales du Haut-Katanga (1957-58)*. Éditions FULRÉAC, Université de Liège, 1961.

La Revue Nouvelle, Du drame du Congo à la crise de l'État en Belgique, 1960, T. XXXII, n° 8-9, pp. 113-143.

S. Latouche, *Faut-il refuser le développement?* Presses Universitaires de France, Paris, 1986.

S. Latouche, *Contribution à l'histoire du concept de développement*. Dans Coquery-Vidrovitch, D. Hemery, J. Piel 1988, pp. 41-60.

S. Latouche, *L'occidentalisation du monde. Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*. Éditions La Découverte, Paris, 1989.

S. Latouche, *La planète des naufragés. Essai sur l'après-développement*. Éditions La Découverte, Paris, 1991.

N. Laude, Impressions d'un récent voyage au Congo et au Ruanda Urundi. *Bulletin de l'ARSOM*, vol. 6, 1960, pp. 530-555.

La vérité sur le Congo- Bulletin de colonisation comparée, 1903-1908.

La vérité sur la civilisation au Congo par un Belge, avec une carte. Éditions J. Le bègue et Cie des libraires.

- S. Lauwers, Les coopératives au Congo belge. *Bulletin. du CEPSI*, n° 3, 1946-47, pp. 31-50.
- G. Lebon, *Les lois psychologiques de l'évolution des peuples*. Éditions Félix Alcan, Paris, 1894.
- J. Lebrun, Pour une politique scientifique outre-mer. *Bulletin des séances de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer*, 1960, pp. 920-926.
- G. Leclerc, *Anthropologie et colonialisme*. Éditions Fayard, 1972.
- G. Leclerc, *L'observation de l'homme. Une histoire des enquêtes sociales*. Éditions du Seuil, Paris, 1979.
- Le Congo belge*. Ouvrage publié à l'occasion du centième anniversaire de la création de l'État belge. Éditions La renaissance du Livre, Bruxelles, 1929, deux volumes.
- Le Congo et les sciences, numéro spécial de la *Revue des questions scientifiques*, Presses universitaires de France et Secrétariat de la Société Scientifique, Paris-Louvain, 1930.
- Le Congo belge, 1895-1905*.
- Le Congo belge*, n° 7, 1901. Note du directeur de l'Institut agricole de Vilvorde.
- P. F. Leeson and M. M. Minogue (Edits), *Perspectives on Development. Cross-Disciplinary Themes in Development Studies*. Manchester University Press, Manchester, New York, 1988.
- F. Leimdorfer, Objets de la sociologie coloniale. L'exemple algérien. *Tiers Monde*, 1982, T. XXIII, n° 90, pp. 279-295.
- F. Leimdorfer, *Discours académique et colonisation. Thèmes de recherche sur l'Algérie pendant la période coloniale. Le corpus des thèses de Droit et Lettres, 1880-1962*. Éditions Publi-Sud, Paris, 1992.
- Le Livre d'or de l'exposition internationale de Bruxelles*. Éditions Rossel, Bruxelles, 1911.
- Le Monde diplomatique*, Juin 1970, Le Congo-Kinshasa, dix ans après l'indépendance.
- Le Mouvement géographique*, n° 1-50, 1884-1887, 1900-1908, 1910-1914.
- L'enseignement à dispenser aux indigènes dans les territoires autonomes. *Cahiers de l'Institut de sociologie Solvay*, n° 1, 1951

P. Leroy Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*. Éditions Guillaumin, Paris, 1874, deux volumes.

Les Belges au Congo. Biographie coloniale établie par la Société d'études géographiques d'Anvers. Imprimerie J. Van Hille de Backer, Anvers, Trois volumes.

Le Miroir du Congo. Éditions N. E. A., Bruxelles, Paris, 1929.

A. Léon, *Colonisation, enseignement et éducation. Étude historique et comparative*. Éditions L'Harmattan, Paris, 1991.

C. Léontovitch, L'agriculture indigène dans l'Ubangi, *Bulletin Agricole du Congo belge*, 1933, XXIV, I.

Le pari congolais. Aide mémoire illustré sur la question congolaise. Charles Dessart Éditeur, Bruxelles.

E. Leplae, Les cultures obligatoires dans les pays d'agriculture arriérée. *Bulletin Agricole du Congo belge*, 1929, XX, 4; 1930, XXI, 2.

E. Leplae, Méthodes suivies pour le développement de l'agriculture au Congo belge. Quelques problèmes agricoles au Congo belge. Dans *Le Congo belge et les sciences*, numéro spécial de la *Revue des questions scientifiques*, Louvain-Paris, 1930, pp. 325-360.

E. Leplae, La collaboration entre indigènes et européens. *Bulletin Agricole du Congo belge*, 1931, XXII, 3.

E. Leplae, Comment les Bantous du Congo belge s'acheminent vers le paysannat. *Bulletin Agricole du Congo belge*, 1931, XXII, 4.

E. Leplae, Résultats économiques et éducatifs de la culture obligatoire du coton. Importance du salariat au Congo belge. *Bull. Agri. du Congo belge*, 1932, XXIII, 1.

E. Leplae, Histoire et développement des cultures obligatoires de coton et de riz au Congo belge de 1917 à 1933. *Congo*, 1933, XXIII, I, 5.

E. Leplae, Résultats obtenus au Congo belge par les cultures obligatoires et industrielles. *Zaire*, février 1947, pp. 115-140.

Les Cahiers socialistes. Revue indépendante de critique sociale. Numéro spécial consacré à la situation au Congo. Juin-juillet, 1947.

Les journées socialistes de 1953. Fondation Louis De Brouckere, Bruxelles, 1953.

Les relations inter-raciales au Congo. Bulletin du CEPSI, n° 28, 1955.

Le Thanh Khoi, *L'enseignement en Afrique tropicale*, Presses universitaires de France, Paris, 1971.

Ph. Leurquin, *Le niveau de vie des populations rurales du Ruanda-Urundi.* IRES-Éditions Nauwelaerts, Louvain-Paris, 1960.

Ph. Leurquin, *Agricultural Change in Ruanda-Urundi 1945-60.* Foof Research Institute, University of Stanford, 1963.

Cl. Liauzu, *Race et civilisation. L'autre dans la culture occidentale. Anthologie critique.* Éditions Syros-Alternatives, Paris, 1992.

J. G. Libois, *Sécession au Katanga.* Éditions du CRISP-Institut d'Études Politiques, Bruxelles-Léopoldville, 1963.

J. G. Libois, J. Heinen, *Belgique Congo 1960.* CRISP, Coll. Pol-His, Bruxelles, 1989.

Liebrecht, Léopoldville. *Bulletin de la Société royale belge de géographie*, 1889, T. XIII, pp. 501-537.

Liéart, L'exploration de l'Oubangui. *Bulletin de la Société royale belge de géographie*, 1888, T. XII, pp. 374-396.

M. Lippens, *Notes sur le Gouvernement du Congo 1921-1922.* Librairie générale Ad. Herckenrath, Gand, 1923.

Livre d'or de l'exposition universelle et internationale de 1905. Imprimerie Aug. Bénard, Liège, 1906.

J. Lombard, Une sociologie à la recherche de son identité. *L'année sociologique*, 1992, vol. 42, pp. 87-106.

J. Lombard, La sociologie et le développement. Pluridisciplinarité ou spécificité. *Tiers Monde*, 1982, T. XXIII, n° 90, pp. 254-256.

N. Long et A. Long (Edit), *The Battlefields of Knowledge. The Interlocking of Theory and Practice in social Research and Development.* Routledge, London, 1993.

R. Louis et J. Stangers, *E.D. Morel's History of the Congo Reform Movement*. Oxford University Press, 1968. (Cet ouvrage est principalement une mise en ordre commentée et complétée des papiers de Morel).

R. P. Lotar, *La grande chronique du Bomu*. Mémoire de l'IRCB, Éditions Falk Fils, Bruxelles, 1937.

O. Louwers, Bruits de partage des colonies portugaises d'Afrique et du Congo belge *Bulletin de l'IRCB* 1936.

O. Louwers, Le problème colonial du point de vue international. *Bulletin de l'IRCB*, 1936.

O. Louwers, *La question coloniale au point de vue international*. Mémoire de l'IRCB, Éditions Falk Fils, Bruxelles, 1936.

B. Lugan, Causes et effets de la famine *rumanura* au Rwanda 1916-1918. *Revue canadienne des Études africaines*, 1976, n° 2, vol. X, pp. 347-356.

L'université de Liège au Congo. Éditions Fulréac, Liège, 1960.

H. J. Lüsebrink, Images de l'Afrique et mise en scène du Congo belge dans les expositions coloniales françaises et belges (1889-1937). Dans *Images de l'Afrique et du Congo-Zaïre dans les lettres belges et alentours*, pp. 75-88).

J. Maes, Les aniota des Mobali, *Revue congolaise*, T. II, 1913, pp. 314-331.

J. Maes, *Les appuis-tête du Congo belge*, Annales du Musée du Congo belge, série VI, T. I, Bruxelles, 1929.

J. Maes, *Le Musée du Congo belge, guide illustré du visiteur*. Musée du Congo belge, Tervuren, 1925.

J. Maes, L'ethnologie de l'Afrique centrale et le Musée du Congo belge. *Africa*, 1934, VII, 2, pp. 174-190.

E. Mahaim, *De la colonisation en général et de son intérêt au point de vue des pays colonisateurs et des pays colonisés*. Dans le Compte-rendu du Congrès International Colonial, Exposition internationale de Bruxelles, Imprimerie des Travaux publics, Bruxelles, 1897, pp. 98-111.

F. Malengreau, *L'enseignement médical aux indigènes du Congo belge*. Éditions de l'AUCAM, Louvain, 1944.

- G. Malengreau, *Le régime foncier dans la société indigène*. Goemaere, Imprimeur du Roi Éditeur, Bruxelles, 1939.
- G. Malengreau, De l'accession des indigènes à la propriété foncière individuelle du Code civil. *Zaire*, mars 1947, pp. 235-270.
- G. Malengreau, Le Congo à la croisée des chemins. *La Revue Nouvelle*, 3e année, Janvier-Février 1947, pp. 3-17 et 95-108.
- G. Malengreau, Observations sur les orientations des enquêtes sociologiques dans les centres urbains de l'Afrique noire d'après les conditions au Congo belge. *Dans Aspects sociaux de l'industrialisation en Afrique au sud du Sahara* (sous la direction de D. Forde), Unesco, Paris, 1956. pp. 666-681.
- G. Malengreau, L'avenir de la science belge d'outre-mer et le rôle de notre Académie. *Bulletin de l'Académie Royale des Sciences D'outre-Mer*, 1960, pp. 874-884.
- G. Malengreau, Le développement un problème humain. *Cultures et développement*, vol. I, n° 2, 1968, pp. 267-284.
- J. J. Maquet, *Sociologie de la connaissance, sa structure et ses rapports avec la philosophie. Étude critique des systèmes de K. Maheim et P. Sorokin*. Éditions Nauwelaert, Louvain, 1949.
- J. J. Maquet, The modern Evolution of Africans in Belgian Congo. *Africa*, vol. XXII, janvier 1952.
- J. J. Maquet, M. D'Hertefeldt, *Élections en société féodale. Une étude sur l'introduction du vote populaire au Ruanda-Urundi*. ARSOM, Mémoire in-8°, nouvelle série, XXI, Bruxelles, 1959
- J. J. Maquet, Conceptions de vie traditionnelles. ARSOM, *Livre Blanc*, 1962, pp. 177-186.
- A. Marzoratti, La Formation politique des indigènes congolais. *Problèmes d'Afrique Centrale*, n° 18, 1952, pp. 264-269.
- E. M'Bokolo, Le Congo colonie modèle. *Dans Conflit belgo-zairois. Fondements historiques, politiques, économiques et culturels*. Présence Africaine, Paris, 1990, pp. 9-40.
- C. Mendes (sous la dir.), *Le mythe du développement*. Éditions du Seuil, Paris, 1977.
- M. Merlier, (A. Maurel), *Le Congo, de la colonisation à l'indépendance*. Éditions Maspéro, Paris, 1962.
- J. Mernier CICM, Évolution de la société noire au Congo belge. *Zaire*, octobre 1948, pp. 835-868.

- R. P. J. Mertens, *Les Ba'dsing de la Kamtsha*. Ethnographie. Mémoire de l'IRCB. Éditions Falk Fils, Bruxelles, 1935.
- R. P. Mertens, *Les chefs couronnés chez les Bakongo orientaux*. Mémoire de l'IRCB, Éditions Falk Fils, Bruxelles, 1942.
- P. Minon, Katuba. *Étude quantitative d'une communauté urbaine africaine*. Collection des travaux de l'Institut de sociologie de l'université de Liège, 1960, n° VIII.
- P. Minon, Quelques aspects de l'évolution récente du centre extra-coutumier d'Elisabethville. *Bulletin trimestriel du CEPSI*, n° 36, 1957, pp. 5-51.
- A. Moeller, Le Congo vu par les Étrangers, *Bulletin de l'IRCB*, 1945, pp. 282-316.
- A. Moeller, Les juridictions indigènes congolaises. *Bulletin de l'IRCB*, 1935, pp. 103-108.
- L. Monnier, L'arrière-plan historique de la Philosophie Bantoue de Tempels: la rébellion. Dans J. Tshonda Omasombo, *Le Zaïre à l'épreuve de l'Histoire immédiate* Éditions Karthala, Paris, 1993, pp. 103-124.
- L. Monnier, Ethnie et intégration régionale au Congo. Le Congo central 1962-1965. Éditions classiques d'expression française, Paris, 1971.
- M. Mortehan, L'agriculture au Ruanda-Urundi. Notes techniques. *Bulletin agricole du Congo belge*, 1921, T. XII, n° 3, pp. 447-490.
- L. Motoulle, *L'alimentation des indigènes au Congo belge*. Institut colonial international, XXIV session, Rome 1939, pp. 243-303.
- G. Moulaert, *Problèmes coloniaux*. Édition universelle, Bruxelles, 1939.
- G. Namer, *Court traité de sociologie de la connaissance*. Librairie des Méridiens, Paris, 1985.
- V. Neesen, Aspect de l'économie démographique du Ruanda-Urundi. *Bulletin de l'Institut de recherches économiques et sociales*, 1956, n° 5, vol. XXII, pp. 473-504.
- J. Neuville, L'avenir des licenciés en sciences commerciales au Congo. *L'Universitaire colonial*, 1933.

J. Nicaise, Applied anthropology in the Congo and Ruanda-Urundi. *Human Organization*, XIX, n° 3, 1960, pp. 112-117. Numéro spécial intitulé *Social sciences in action in Sub-Saharan Africa*.

Dr Nolf, Rapport général des activités de l'IRCB pour les années 1929-1930. *Bulletin de l'IRCB*, 1930.

C. C. O'Brien, *Mission au Katanga*. Éditions Plon, Paris, 1964.

F. M. Olbrecht, *Bijdrage tot de kennis van de chronologie der africaansche plastiek*. Mémoire de l'IRCB, Falk fils, Bruxelles, 1941.

A. Ombredanne, Principes pour l'étude psychologique des Noirs du Congo belge. *L'Année psychologique*, n° 51, 1950, pp. 521-547.

A. Ombredane, *L'exploration des Noirs congolais au moyen d'une épreuve projective. Le Congo T.A.T. (Thematic aperception test)*. Mémoire de L'IRCB, Bruxelles, 1954.

A. Pages, Au Ruanda. sur les bords du lac Kivu. *Congo*, 1927, Tome I, pp. 377-404, 566-580, 723-753.

A. Pagès, *Un royaume hamite au centre de l'Afrique*. Mémoire de l'IRCB, Librairie Falks et Fils, Bruxelles, 1933.

F. Partant, *La fin du développement*. Éditions La Découverte, Paris, 1982.

D. G. Périer, Les arts du Congo belge. Dans *Le Congo belge*. La Renaissance du Livre, Bruxelles, 1929, vol. II, pp. 405-415.

M. D. Perrot, G. Rist, F. Sabelli, *La mythologie programmée. L'économie des croyances dans la société moderne*. Presses Universitaires de France, Paris, 1992.

Ph. Persoons, *L'exposition de Tervueren-Bruxelles en 1897 et l'opinion publique*. Mémoire présenté pour l'obtention du grade de licencié en Philosophie et Lettres, UCL, 1974-75.

R. P. L. Philippart, L'organisation sociale dans le Bas-Congo, *Congo* n° 1-2, avril 1920, pp. 46-66, n° 3-4, pp. 231-252.

J. Pirotte, Les armes d'une mobilisation. La littérature missionnaire à la fin du XIXe siècle. Dans *Papier blanc, encre noire*, pp. 55-104, Tome I.

Plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge. Éditions De Visscher, Bruxelles, 1949.

R. P. Planckaert, *Les Jaga et Bayaka du Kwango*. Mémoire de l'IRCB, Éditions Falk et Fils, Bruxelles, 1932.

J. Plas, Marines marchandes belges et étrangères. *Bulletin de la Société d'études coloniales*, n° 5, pp. 157-183.

L. Poliakov, Racisme et antisémitisme: un bilan provisoire de nos discussions et essai de description. Dans *L'idée de race dans la pensée politique française contemporaine*. Éditions du CNRS, Paris, 1977.

M. Poncelet, Colonisation, développement et sciences sociales. Éléments pour une sociologie de la constitution du paradigme du développement dans les sciences sociales francophones en Belgique. *Bulletin de l'Association eur-africaine pour l'anthropologie du développement et du changement social* n° 6, APAD, Marseille, 1993.

M. Poncelet, *Une utopie post-tiermondiste. La dimension culturelle du développement*. Éditions L'Harmattan, Paris, 1994.

É. Possoz, À la recherche de la philosophie clanique. *Bulletin du CEPSI* 1946-47, n° 3, pp. 84-89.

V. Pourbaix, Le commerce de l'État indépendant du Congo. *Bulletin de la Société d'études coloniales*, n° 4, 1896, pp. 187-249

V. Pourbaix et J. Plas, Les sociétés commerciales belges et le régime économique et fiscal de l'ÉIC. *Bulletin de la Société d'études coloniales*, n° 4 et n° 6, 1898, pp. 143-231 et pp. 275-384.

M. L. Pratt, *Imperial Eyes. Travel writing and Transculturation*. Routledge, London, New York, 1992.

P. Praxmarer, *Development, on the socio-genesis, political usage and theoretical possibilities of a concept*. Thèse présentée à l'Université de Genève pour l'obtention du titre de Docteur ès-sciences politiques. Institut Universitaire des Hautes Études Internationales, deux tomes, 1984.

Problèmes d'Afrique Centrale, 1955-1960.

M. Quaghebeur, É. Van Balberghe, N. Fettweis, A. Vilain (éditeurs), *Papier blanc, encre noire. Cent ans de culture francophone en Afrique centrale (Zaïre, Rwanda et Burundi)*. Éditions Labor, Bruxelles, 1992, deux tomes.

F. Reyntjens, *Pouvoir et Droit au Rwanda. Droit public et évolution politique, 1916-1973*. Musée de l'Afrique Centrale, Annales, Série 8, Sciences humaines, n° 117, Tervuren, 1985.

Revue de l'Institut de sociologie, *Le Congo, compte rendu des semaines sociales de l'Institut de sociologie*. Université de Bruxelles, octobre-décembre, 1932.

Revue juridique du Congo belge, août 1928.

Revue Générale Belge, La politique d'intégration au Congo. Mars 1955.

M. Richelle, Contribution à l'étude des mécanismes intellectuels chez les Africains du Katanga. *Bulletin trimestriel du Cepsi*, n° 45, 1959.

M. Richelle, *Aspects psychologiques de l'acculturation. recherche sur les motivations de la stabilisation urbaine au Katanga*. Editions Fulréac, 1961.

M. Richelle, *Le centre rural expérimental Fulréac I. Réflexions sur les problèmes humains au terme d'une année de fonctionnement*. Editions Fulréac 1960.

G. Rist et F. Sabelli, (textes rassemblés par), *Il était une fois le développement*. Éditions d'En Bas, Lausanne, 1986.

G. Rist, *La "dimension socioculturelle" occidentale du "développement"*. Contribution à la conférence de l'E.A.D.I., Genève, I.U.E.D., 1987.

F. et E. Robaye, J. C. Falmagne, Le testing de l'éducabilité dans un groupe de Noirs Congolais. *Bulletin de l'ARSOM*, vol. VI, 1960, pp. 295-321.

M. Robert, *Géologie et géographie du Katanga y compris l'étude des ressources et de la mise en valeur*. Bruxelles, CSK, 1956.

M. Robert, *Contribution à la géographie du Katanga. Essai de sociologie*. Mémoire de l'IRCB, Section des sciences naturelles et médicales, XXIV, 3, 1954.

A. Roeykens, *Léopold II et la Conférence géographique de Bruxelles*. Mémoire de l'ARSC, Éditions Duculot, Gembloux, 1956.

G. Roget, Le district de l'Aruwimi et Uellé. *Bulletin de la Société royale belge de géographie*, 1891, T. XV, pp. 98-128.

H. Rolin, La question coloniale. À propos d'un livre récent. Extrait de la *Revue de l'Université libre de Bruxelles*, 58p., Imprimerie La Meuse, Liège, 1906.

R. P. Roussel, Les conditions psychologiques de l'action sociale au Congo Belge. *Bulletin du. CEPSI*, n°8, 1949, pp. 83-125.

R. P. Roussel, *Déontologie coloniale*. Préface de P. Ryckmans. Éditions Universitas, Louvain et Missions de Scheut, Bruxelles.

A. Rubbens, *Dettes de guerre*. Collection des cahiers de la politique indigène. Éditions de l'Essor du Congo, Élisabethville 1945.

M. Rutten, Notes de démographie congolaise. *Congo*, 1920, T. II pp. 260-275.

P. Ryckmans, Le problème politique au Ruanda-Urundi, *Congo*, 1925, T. I, 407-413.

P. Ryckmans, La situation actuelle au Ruanda-Urundi. *Bulletin de la Société belge d'études et d'expansion*, n° 70, avril, 1929.

W. Sachs (Edit), *The Development Dictionary. A Guide to Knowledge as Power*. Zed Books, London and New Jersey, 1992.

M. Sahlins, *Au coeur des sociétés. Raison utilitaire et Raison culturelle*. Éditions Gallimard, Paris, 1980.

L. Salkin, *Études africaines*. Éditions Vve Larcier et Éditions Chalamel, Bruxelles, Paris, 1920.

L. Salkin, *Le problème de l'évolution noire. L'Afrique centrale dans cent ans*. Préface de M Delafosse, Éditions Payot, Paris, 1926.

L. Salkin, *Les Nègres Dans Le miroir du Congo*. Éditions NEA, Paris-Bruxelles, 1929, vol. II pp. 143-158.

P. Salmon, Réflexions à propos du goût des arts zaïrois en Belgique durant la période coloniale (1885-1960). Dans *Papier blanc, encre noire*, pp. 179-202, T. II.

R. Scheyven, Aider les pays sous-développés. *Revue Générale Belge*, décembre 1954, pp. 177-202.

Schweinfurth *Au coeur de l'Afrique*. Éditions Hachette, Paris, 1875.

A. Seidel et J. Struyf S. J., *La langue congolaise, grammaire, vocabulaire systématique, phrases graduées et lectures*. Éditions Lebègue, Bruxelles, 1909.

- Th. Simar, *Études sur l'expansion de l'idée de race au XVIe et XIXe siècle*. Bruxelles, 1923.
- R. Slade, *The Belgian Congo. Some recent Changes*. Institut of Race Relations, Oxford University Press, London 1960.
- G. Smets, L'alimentation et les institutions d'une peuplade sauvage, *Bulletin de l'IRCB*, 1934, pp. 683-697.
- G. Smets, Le régime successoral des Barundi de l'Urundi. *Bull IRCB*, 1937, pp. 729-740.
- G. Smets, The structure of Barundi Community, Ruanda Territory, Central Africa. *Man*, january-february, 1946, pp. 12-20.
- A. Sohier, *Pratique des tribunaux indigènes*. Ministère des Colonies, Bruxelles, 1932.
- A. Sohier, Introduction à la jurisprudence congolaise. *Revue Juridique du Congo Belge*, janvier-février 1930.
- A. Sohier, Les juridictions indigènes congolaises. *Bulletin de l'IRCB*, 1935, pp. 55-107.
- A. Sohier, Réflexions sur la politique coloniale belge. *Bulletin de l'IRCB*, 1938, pp. 294-330.
- A. Sohier, *Répertoire général de la Jurisprudence et de la Doctrine coutumière*. Éditions Larcier, Bruxelles, 1957.
- A. Sohier, L'Étude et l'application du droit coutumier. Dans ARSOM, *Livre Blanc*, 1962, Bruxelles, pp. 201-210.
- A. Sohier, Études doctrinales, Notes sur les juridictions indigènes. *Revue juridique du Congo belge* n° 1, 1932, Élisabethville.
- A. Sohier, *Traité élémentaire de droit coutumier du Congo belge*. Éditions F. Larcier, Bruxelles, 1954 (première édition 1949).
- A. Sohier, *Le mariage en droit coutumier Congolais*. Mémoire de l'IRCB. Librairie Falk fils, Bruxelles, 1943.
- A. Sohier, Comment étudier le droit coutumier congolais, *Bulletin de l'IRCB*, 1947, pp. 442-453.
- A. Sohier, La politique d'intégration. *La Revue Nouvelle*, décembre 1951.

- A. Sophier, Le problème des indigènes évolués et la commission du statut des Congolais civilisés. *Zaire*, octobre 1949, pp. 843-881.
- M. Soors, Notes concernant la formation politique des Congolais. *Problèmes d'Afrique Centrale*, n° 16, 1952, pp. 99-101.
- J. Sourdillat, *Les Chefferies au Congo belge. Contribution à l'étude de la législation et de la sociologie coloniale*. Éditions Montchrestien, Paris, 1930.
- Soyer-Poskin, *Le rôle de la femme dans les pays tropicaux et sub-tropicaux*. INCIDI Session de 1958, Rapport sur le Congo belge, pp. 105-132.
- H. Speyer, Projet de loi coloniale. *Revue de Belgique*, mars, avril, mai 1902.
- H. Speyer, Essai d'un projet de charte coloniale fascicule I, *Revue de l'Université de bruxelles*, mars-avril 1907, tiré à part.
- H. Speyer, *Comment nous gouvernerons le Congo. Étude critique du projet de loi coloniale organique suivie du texte proposé par le Gouvernement*. Oscar Lamberty Éditeur, Bruxelles, 1907.
- F. Starr, *Bibliography of Congo Languages*. University of Chicago, 1908.
- J. Stengers, *Congo mythes et réalités. Cent ans d'histoire*. Éditions Duculot, Louvain-la-Neuve/Paris, 1989.
- J. Stengers, Race et nationalité chez É. De Laveleye. Dans P. Guiral et É. Temine, *L'idée de race dans la pensée politique française contemporaine*. Éditions du CNRS, Paris, 1977, pp 100-116.
- Storms, Le Tanganika, mœurs africaines. *Bulletin de la Société royale belge de géographie*, 1886, T. X, pp. 169-199.
- R. P. Struyf, *Les Bakongo dans leurs légendes*. Mémoire de l'IRCB, Éditions Falk Fils, Bruxelles, 1936.
- P. Tempels, *La Philosophie Bantoue*. Présence africaine, Paris, 1947.
- J. Ph. Therien, *Une voix pour le Sud: le discours de la CNUCED*. Éditions L'Harmattan, Paris, 1990.
- É. Tibbaut, Nos missionnaires au Congo. *Bulletin de la Société d'Études coloniales*, 1910, pp. 458-489.

- Major Thys, Rapport sur le Katanga. *Le Mouvement géographique*, Mars 1891.
- T. Todorov, *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*. Éditions du Seuil, Paris, 1989.
- E. Torday et T. A. Joyce, *Notes ethnographiques sur les peuplades communément appelées Bakuba, ainsi que sur les peuplades apparentées, les Bushongo*. Documents ethnographiques du Musée du Congo belge, Tervuren, 1911.
- A. Touraine, Qu'est-ce que le développement? *L'année sociologique* 1992, pp. 47-85.
- R. P. Trilles, *L'âme des pygmés d'Afrique*. Éditions du Cerf, Paris, 1945.
- O. Tullippe, *Le séminaire de géographie de l'Université de Liège*. Imprimerie Vaillant Carmanne, Liège, 1953.
- Université Catholique de Louvain, Groupe de travail en Relations internationales, *Problèmes de l'enseignement supérieur et de développement en Afrique centrale. Recueil d'études en l'honneur de G. Malengreau*. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence R. Pichon et R. Durand-Auzias, Paris, 1975.
- J. Van Bilsen, Plaidoyer pour un plan de trente ans. *La Revue Nouvelle*, n° 2, février 1957, pp. 112-160.
- J. Van Bilsen, *Congo 1945-65. La fin d'une colonie*. Éditions du CRISP, Bruxelles, 1994.
- R. P. Van Bulck, Rapport sur la mission d'étude effectuée au Congo belge. *Bulletin de l'IRCB*, 1935, pp. 116-139.
- R. P. Van Bulck, Linguistique. Dans ARSOM, *Livre blanc*, 1962, pp. 187-200.
- J. Van Damme, La séparation des patrimoines entre la Belgique et le Congo belge. *Belgique coloniale et Commerce international*, 1^o année, Volume I, 1946, pp. 20-27.
- Van den Abeele, Le travail scientifique agricole au Congo belge. *Bulletin de l'IRCB*, 1945, pp. 366-381.
- L. Van de Berghe, La recherche scientifique. ARSOM, *Livre Blanc*, 1962, pp. 11-36.
- M. Van de Putte, Le Congo belge et la politique de conjoncture susceptible de contrer les effets dévastateurs des fluctuations cycliques et des changements politiques. *Bulletin de l'IRCB*, 1945, pp. 474-486.

G; Van Der Kerken, *Les sociétés bantoues du Congo belge et les problèmes de la politique indigène. Étude de la politique coloniale adoptée au Congo belge et de ses problèmes dans l'ordre sociologique, politique et économique.* Éditions É. Bruylant, Bruxelles 1920.

G. Van Der Kerken, La structure des sociétés indigènes et quelques problèmes de politique indigène. *Bulletin de l'IRCB*, 1932, pp. 291-313.

G. Van Der Kerken, Religion, Science et Magie au pays Mongo. *Bulletin de l'IRCB*, 1938, pp. 202-292.

G. Van Der Kerken, *La politique coloniale belge.* Éditions Zaire, Van Dieren & Co, Anvers, 1943.

G. Van Der Kerken, *L'ethnie Mongo, Tome premier, Histoire, groupements, sous-groupements, origines; visions, représentations et explications du Monde; sociologie, économie, ergologie, langues et arts des peuples Mongo, politique indigène, contacts avec les peuples voisins.* Mémoires de l'IRCB, Falk fils, Bruxelles, 1944.

G. Van Der Kerken, Les populations du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Dans *l'Encyclopédie du Congo belge.* Éditions Bieleveld, Bruxelles, 1950, T. I, pp. 82-200.

G. Van Der Kerken, L'évolution de la politique indigène au Congo et au Ruanda-Urundi. *Revue de l'Institut de Sociologie*, 1953, n° 1, pp.25-62.

J. Vanderlinden, *P. Ryckmans. Coloniser dans l'honneur.* Éditions de Boeck, Bruxelles, 1994.

G. Van Der Schueren, La naissance de l'Université Lovanium. Dans Université Catholique de Louvain, *Problèmes de l'enseignement supérieur et de développement en Afrique centrale. Recueil d'études en l'honneur de Guy Malengreau*, pp 13-35.

É. Vandervelde, *La Belgique et le Congo. Le passé, le présent et l'avenir.* Éditions F. Alcan, Paris, 1911.

J. Van Hove, *Les éléments du droit coutumier au Congo Belge.* Éditions Vve Larcier, Bruxelles, 1938.

J. Van Hove, L'enseignement à dispenser aux indigènes dans les territoires non autonomes. Rapport sur la situation au Congo R-U. Dans *Les cahiers de L'Institut Solvay*, Bruxelles, 1951, pp. 141-176.

J. Van Hove, Assistance sociale. Dans ARSOM, *Livre blanc*, 1962, pp. 425-433.

J. Van Hove, *Histoire du ministère des Colonies.* Mémoire de l'ARSOM, Nouvelle série, 3, XXXV, Bruxelles, 1968.

- Van Iseghem, *Au Congo Belge*. A. Dewit Éditeur, Bruxelles, 1924, p. 7-8.
- J. Van Lierde, *La pensée politique de Patrice Lumumba*. Présence africaine, Paris, 1963.
- A. Van Malderen, La secte des Batinder. *Bulletin des juridictions indigènes*, 1935, n° 4.
- A. Van Malderen, Crimes et superstitions des indigènes. Bwanga bwa Tambwe. *Bulletin des juridictions indigènes*, 1937, n° 11.
- J. Vannérus, *Tables du Bulletin de la Société d'Anthropologie de Bruxelles (1883-1894)*, Collection de Tables de revues belges, Association des conservateurs des archives des bibliothèques et des musées de Belgique, Librairie nationale d'Art et d'Histoire, G. Van Oest et Cie, Bruxelles, 1916.
- A. Van Ostade, Le manifeste de Conscience Africaine: les origines et les implications immédiates. Dans ARSOM, 1992, pp. 525-555.
- R. P. Van Reeth, *De rol van den moederlijk oom in de inlandische familie* Mémoire de l'IRCB, Éditions Falk Fils, Bruxelles, 1935.
- J. Vansina, *Introduction à l'ethnographie du Congo*. Éditions Universitaires du Congo, 1965.
- R. P. Van Wing, s. J., *Études Bakongo, Histoire et sociologie*. Bibliothèque Congo n° 3, Imprimerie Goemaere, Bruxelles, 1921.
- R. P. Van Wing, La situation actuelle des populations congolaises. *Bulletin de l'IRCB*, 1945, pp. 584-605.
- R. P. Van Wing, Quelques aspects de l'état social des populations indigènes du Congo belge. *Bulletin de l'IRCB*, 1947, pp. 185-201.
- R. P. Van Wing, Le Congo déraile. *Bulletin de l'IRCB*, XXII, 1951.
- R. P. Van Wing, La formation d'une élite noire au Congo. *Bulletin du CEPSI*, n° 5, 1947 (II), pp. 8-22.
- R. P. Van Wing, *Objectivité sur mesure*. Imprimerie ISAD, Louvain, 1955.
- R. P. Van Wing, L'Homme congolais. *Bulletin de l'IRCB*, 1953, pp. 1102-1121.
- R. Vauthier, Une expérience de colonisation noire au Libéria. *Revue économique internationale*, VII, vol. 3, pp. 586-600.

R. Vauthier, De l'insuffisance du travail et de la production dans l'Afrique nouvelle. *Revue économique internationale*, X, vol. 3, pp. 557-572.

A. Verbeken, La crise de l'évolution indigène. *Bulletin du Cepsi*, n°5, 1947, pp. 23-35.

J.L. Vellut, Ressources scientifiques, et humaines de l'africanisme en Belgique. Perspectives sur un patrimoine d'outre-mer et sa mise en valeur en Belgique Dans *Belgique Zaïre une histoire en quête d'avenir*, sous la direction de G. de Villers, Actes des rencontres de Bruxelles, Cahiers africains/African Studies, n° 9-11, Éditions L'Harmattan-CEDAF, Paris, Bruxelles, 1994, pp. 115-144.

N. Verdcourt, *Notes sur les Badia. Histoire et institutions d'une population à succession matrilineale du district du lac Léopold II*. Imprimerie Neptune, Anvers, 1934.

P. Verhaegen et J. L. Laroche, Some methodological Considerations concerning the Study of Aptitudes and the Elaboration of psychological Tests. *Journal of social Psychology*, n° 47, 1958, pp. 249-259.

B. Verhaegen, Histoire de l'Abako, Dans ARSOM, *Recueil d'études, Congo 1955-1960*. Bruxelles, 1992, pp. 558-586.

B. Verhaegen, *Introduction à l'Histoire immédiate*. Éditions Duculot, Gembloux, 1974.

B. Verhaegen, *L'enseignement universitaire au Zaïre. De Lovanium à l'Université Nationale du Zaïre 1958-1978*. L'Harmattan-CRIDE-CEDAF, Paris, Bruxelles, Kisangani, 1978.

Verhulpen, *Balubas et Balubaïsés du Katanga*. Association des étudiants de l'Université coloniale Anvers, 1936.

L. Verlaine, *Notre colonie. Contribution à la recherche de la méthode de colonisation*. Volume I *La méthode d'évaluation des virtualités individuelles et sociales des Nègres*. Volume II, *La méthode de colonisation*. Imprimerie Eugène Denis, Bruxelles, 1923.

R. P. A. Vermeersch, *La Femme congolaise, ménagère de blanc, femme de polygame*. Éditions de Wit, 1914.

R P Vermeersch S. J, Les missions catholiques au Congo belge. Étude critique de leur action. *Bulletin de la Société belge d'études coloniales*, tiré à part, 1911.

Cl. Vidal, Enquête sur le Ruanda traditionnel; conscience historique et tradition orale. *Cahiers d'études africaines*, 1971, n° 4/44, vol XI, pp. 526-537.

CI Vidal, Colonisation et décolonisation du Ruanda, la question hutu-tutsi. *Revue française d'Études politiques africaines*, 1973, n° 91, pp. 32-47.

É. Vincke, *Géographie et hommes d'ailleurs. Analyse critique de manuel scolaire*. Commission française de la culture de l'agglomération de Bruxelles-Centre bruxellois de recherche et de documentation pédagogique. Bruxelles, 1985.

L. Vints, Cinéma et propagande coloniale. Dans *Zaire 1885-1985. Cent ans de regards belges*. Éditions C. E. C., Bruxelles, 1985, pp. 33-40.

R. Vuarin, Abandonner le développement. *Information sur les sciences sociales*, vol. 27, n° 1, 1988, pp. 47-82.

I. Wallerstein, *L'Afrique et l'indépendance*. Présence Africaine, Paris, 1966.

I. Wallerstein, *Le capitalisme historique*. Éditions La Découverte, Paris, 1989.

J. Wauters, *Le Congo au travail* Éditions L'Églantine, Bruxelles, 1926.

A. J. Wauters, *L'État indépendant du Congo. Historique, géographie physique, ethnographie, situation économique et organisation politique*. Librairie Falk Fils, Bruxelles, 1889.

A. J. Wauters, *Le Congo du point de vue économique*. Bruxelles, ING, 1885.

A. J. Wauters et M.A. Buyl, *Bibliographie du Congo (1880-1895), Catalogue méthodique de 3 800 ouvrages, brochures, notices et cartes relatifs à l'histoire, à la géographie et à la colonisation du Congo*. Édité par l'Administration du Mouvement géographique, Bruxelles, 1895

A. J. Wauters, *Histoire politique du Congo*. Librairie Falk et Fils, Bruxelles, 1910.

A.-J. Wauters, *Une excursion au Congo Belge*. Librairie A. Hermann, Verviers, 1910.

A Wauters, *Le communisme et la décolonisation*. Mémoire IRCB, in 8°, T. XXVIII, fasc. I, 1952.

H. F. Weiss, *Radicalisme rural et lutte pour l'indépendance au Congo-Zaïre. Le parti solidaire africain (1959-1960)*. Éditions l'Harmattan, Paris, 1994.

L. Wodon, Enquête ethnographique. Exposé des motifs. *Bulletin de la Société d'Études coloniales* 1894, pp. 100-110.

M. Willaert, *Le mariage chez les Balubas d'Ankoro*. Série Études coloniales, Université coloniale, Anvers, 1935.

J. C. Willame, *La crise congolaise revisitée*. Éditions Karthala, Paris, 1990.

J. C. Willame, *Patrimonialism and Political Change in the Congo*. Stanford University Press, 1972.

J. C. Willame, Les "conseillers" belges d'hier et d'aujourd'hui: acteurs ou figurants des crises zaïroises. Dans *Belgique-Zaïre. Une histoire en quête d'avenir*, pp. 42-52.

G. Wilson, L'anthropologie comme service public. *Bulletin du CEPSI*, n° 4, 1946, pp. 97-117.

G. and M. Wilson, *The Analysis of social Change, based on Observations in Central Africa*. Cambridge University Press, 1945.

R. Yakemtchouc, *Aux origines du séparatisme katangais*. Mémoire de l'ARSOM, nouvelle série, Tome 50, fascicule I, Bruxelles, 1988.

B. A. Yates, The Triumph and Failure of Mission. Vocational Education in Zaïre (1879-1908). *Comparative Educational Review*, n° 2, 1976, pp. 193-208.

C. Young, *Introduction à la politique congolaise*. Centre de recherches socio-politiques, Bruxelles, 1968. (Traduction adaptée de *Politics in the Congo*, Princeton University Press, 1965).

Index des noms et noms d'auteurs cités

—A—

Achard 14; 759
Albert I 236; 321; 326
Amin ii; 10; 759
Arndt 18; 759
Aubertin 19; 759

—B—

Baba Kaké 25; 759
Balandier 44; 113; 452; 468; 523; 527; 528; 529;
587; 624; 663; 701; 760
Bare 12
Bartle Frere 70; 72; 73
Bayart 18; 760
Beatty 562; 760
Benedict 485; 661
Berger 45; 761; 767
Berque 44; 51; 255; 256; 761
Berthoud 16; 761
Bézy 59; 248; 499; 536; 602; 603; 613; 677; 685;
686; 687; 714; 721; 725; 726; 729; 730; 761
Bierschenk 18; 774
Bigwood 620
Boas 63; 193; 212; 260; 277; 317; 357; 372; 548
Boiral 19; 762
Bolamba 511
Bomboko 699; 700; 732
Boone 539
Boudon 10; 11; 13; 46; 684; 762
Bourdieu 41; 49; 50; 51; 53; 159; 261; 263; 264;
471; 588; 762
Bouvier 59; 97; 180; 195; 196; 279; 518; 524; 575;
586; 615; 622; 699; 700; 703; 704; 706; 707;
718; 723; 732; 734; 735; 763; 773
Broca 256
Buchman 677; 708; 709
Buffon 420
Buisseret 520; 588; 608; 621; 622; 657; 676
Burgat 10; 764
Burssens 616; 617
Buttgenbach 221; 229; 374; 375

—C—

Callon 51

Calonne Beaufaict 23; 66; 121; 155; 199; 200; 203;
204; 207; 208; 209; 210; 211; 213; 215; 276;
283; 693; 768; 769
Camerlynck 135; 136; 204; 229; 523
Caprasse 59; 513; 677; 683; 684; 685; 721; 725;
731; 764
Cardoso 12; 764
Carton de Wiart 421
Chailley 148; 198; 764
Chaliand 10; 765
Charnay 44; 51; 255; 256; 761
Chauveau 18; 759; 765
Chavanne 62; 77; 81
Clémenceau 123
Comhaire 379; 673
Conrad ii
Coppin 59; 635
Coquery-Vidrovitch 17; 18; 781
Cornet 80; 86; 102; 186; 187; 222
Cornevin ii
Coupez 542; 544; 546
Couvreur 68; 105; 107

—D—

D'Ardenne 59
d'Outreloup 542; 543; 549; 712; 730; 731
De Boeck 19; 227; 258; 316; 448; 768; 776
de Borchgrave 67
de Brazza 63; 538
De Bruyne 230; 483; 484; 538; 539
de Cuvelier 145; 769
De Gaulle 510
De Greef 197
de Hemptine 443; 473; 477
de la Roncière-le Noury 72
de Lantsheere 135
de Richtofen 72
de Saint-Moulin 59
de Sardan 19; 762
de Saussure 207; 209; 247
de Sousberghe 543; 673; 730
de Villers 25; 59; 797
De Wildeman 333; 334; 351; 372; 390; 391; 392;
397; 439; 449; 459; 502; 772
de Winton 63; 114

Debruyne 230
Delafosse 178; 209; 261; 286; 294; 360; 791
Delavignette 523
Delcommune 88; 133; 171
Dellepiane 473
Denis 85; 680; 681; 682; 683; 745; 771; 797
Desjeux 18; 772
Detry 243
Dhanis 100; 133; 772
Didderich 205; 223
Diop 470; 523
Donny 221
Droogmans 187
Dube 10; 20; 773
Dubois 148; 193
Dupriez 177; 322; 348; 387; 426; 685; 721
Durkheim 207; 210; 215; 259; 421; 548; 780

—E—

Elwert 18; 774
Emin Pacha 129
Evans Pritchard 258; 543

—É—

Étienne 10; 774

—F—

Faidherbe 261
Falyse 59; 636; 650; 652; 654; 655; 656; 761; 781
Farson 504
Ferry 83; 123
Feyerabend 45; 775
Fontainas 366; 368; 369; 377; 386
Foucault 12; 46; 740; 748; 775
Fourez 46; 775
Fourmarier 374; 375; 630
Fox 695
Franck 231; 271; 321; 326; 332; 334; 348; 351; 396;
439; 448; 593; 723
Frenkiel 655; 705; 728
Frobénius ii
Furtado 12; 775

—G—

Gabas 10; 775

Gaffarel 154
Galliéni 231
Galopin 177; 178; 324; 615
Ghilain 395; 619; 621
Gluckman 572
Gobineau 422; 423; 430; 453
Godding 360; 501; 532; 539; 593
Gohr 103; 177; 178; 322; 348; 353; 370; 371; 379;
381; 387; 413; 414; 445
Gordon 92
Gossiaux 17; 60; 66; 73; 136; 301; 728; 776
Gourou 371; 385; 523; 610; 618; 621; 622; 689
Goussault 5; 10; 20; 776; 777; 822
Graindorge 25; 182; 208; 776
Green ii
Greindl 73; 221
Grenade 387
Grévisse 33; 318; 446; 497; 498; 554; 557; 565;
572; 574; 575; 633; 648; 673; 777
Guichaoua 5; 10; 20; 58; 300; 301; 536; 776; 777;
822
Gurvitch 44; 51; 777

—H—

Habig 16; 362; 489; 493; 494; 495; 496; 586; 589;
640; 665; 688; 690; 693; 778; 814
Hailey 406; 439; 440; 514; 765
Halen 25; 778
Hamand 247
Hanssen 10; 62; 81; 406; 778
Haubert 20
Hazoumé 523
Hemery 17; 18; 781
Herskovits 476; 485; 523; 527; 551; 692; 695
Hiernaux 544; 546; 549; 732
Hoselitz 523; 723
Hovelacque 131

—J—

Jacquemin 25; 36; 182; 780
James 68; 74; 504
Janssen 114; 115; 116; 204; 205; 209; 221; 248;
387; 511; 779

—K—

Kabou 485

Kagame 457; 473; 484; 485; 546; 549; 673
Karady 52; 210; 256; 261; 262; 263; 780
Kasa Vubu 708; 710
Kimbango 247
Kirk 523
Kitching 17; 780
Kuhn 46; 754
Kurth 154; 229

—L—

Lacroix 721; 725; 731
Ladeuze 191; 378
Lafont 591; 781
Laite 20
Lambermont 64; 67; 83
Lampué 523
Lanteri 19; 762
Latouche 14; 16; 781
Latour 51
Lavigerie 63; 125; 134; 149
Lebrun 34; 782
Leclerc 22; 46; 135; 152; 193; 202; 216; 254; 255;
256; 258; 259; 452; 453; 632; 677; 721; 726;
731; 749; 782
Leclercq 721
Leimdorfer 47; 180; 216; 245; 259; 263; 264; 782
Lemarchand 695; 704
Léopold II 30; 62; 63; 65; 66; 67; 68; 69; 70; 72; 75;
76; 77; 83; 85; 91; 92; 95; 98; 99; 100; 103; 116;
119; 129; 135; 139; 144; 145; 149; 150; 151;
161; 162; 163; 167; 171; 181; 187; 189; 190;
224; 235; 236; 240; 296; 319; 326; 330; 386;
463; 575; 740; 768; 774; 790
Leroy-Beaulieu 22; 247; 249
Lévy-Bruhl 247; 277; 478; 695; 749
Lewis 602; 606
Liagre 74; 87
Liauzu 17; 207; 209; 252; 256; 260; 420; 423; 784
Linné 420
Linton 661; 692
Livingstone 62; 92; 187; 514; 572
Lomami Tshibamba 594
Lombard 20; 48; 784
Long 20; 89; 103; 256; 784
Lorand 97; 98
Loya 595

Luckman 45; 761
Lugar 178; 193; 285
Lumumba 425; 565; 611; 668; 670; 671; 700; 710;
719; 796
Lyautey 231

—M—

Maldague 223
Malengreau 59; 363; 384; 403; 487; 498; 506; 507;
508; 509; 511; 514; 515; 521; 533; 536; 545;
553; 554; 564; 578; 579; 609; 610; 611; 612;
613; 614; 615; 620; 625; 626; 633; 675; 676;
683; 701; 707; 715; 719; 725; 729; 730; 731;
774; 785; 786; 794; 795
Malinowski 23; 213; 214; 215; 356; 475; 551; 568;
571; 587; 661
Malula 669; 709
Marche de Compiègne 92
Marx 135
Masqueray 259
Massignon 113
Mathus 223
Maunier 216; 247; 354; 357; 447; 478
Maurel ii; 401; 704; 786
Mauss 261
Meeusen 612
Mendes 13; 786
Mercator 91; 94
Mercier 136; 227; 324; 523
Merton 45
Minon 58; 60; 633; 647; 648; 649; 728; 787
Mobutu 611; 706; 722; 726; 766
Montefiore 110
Morgan 257; 427
Morin 13
Morlighem 462
MSiri 187

—N—

Nachtigal 72; 92
Nagelmackers 107
Naipaul ii
Namer 45; 787
Natalis 656
Nerincx 148; 223
Nicod 485

Nieboer 353
Norro 60; 722; 725; 731; 737

—O—

Ortelius 91

—P—

Parsons 44
Partant 12; 788
Paulus 656; 657; 661; 662
Perin 622; 699; 700; 703; 708; 719
Perrot 14; 788
Picard 25; 29; 149; 170; 176; 181; 182; 194; 208;
273; 776
Piel 17; 18; 781
Piniau ii; 25; 35; 40; 151; 346; 598; 714
Polanyi 19; 328
Poncelet 13; 23; 27; 789
Possoz 33; 417; 419; 471; 474; 476; 477; 478; 485;
498; 513; 549; 551; 585; 594; 789
Pratt 17; 789
Praxmarer 15; 20; 789
Preiswerk 14
Ptolémée 94
Pynaert 186

—Q—

Quaghebeur 25; 182; 286; 789
Quatrefages 73; 256; 423; 424
Quets 522; 554

—R—

Raboisson 154
Radin 482
Ratzel 131
Reclus 131
Renkin 177; 191; 237; 240; 278; 348; 465
Richelle 60; 647; 655; 656; 657; 661; 662; 663; 665;
728; 790
Riesz 5; 25; 778; 822
Rist 14; 443; 761; 788; 790
Ritter 71
Rodhain 372
Roelens 448
Roosevelt 190

Ryckmans 27; 284; 297; 298; 299; 301; 309; 340;
348; 349; 353; 355; 358; 367; 368; 384; 398;
399; 404; 434; 438; 445; 463; 497; 498; 499;
500; 501; 506; 507; 508; 511; 523; 525; 530;
532; 611; 612; 613; 614; 676; 683; 685; 709;
774; 791; 795

—S—

Sabelli 14; 761; 788; 790
Sachs 10; 730; 791
Sahlins 16; 791
Saïd 17; 40; 252
Saintelette 67; 68; 74
Salmon 60; 142; 621; 622; 791
Schebesta ii; 152; 453; 459; 465
Schouteden 144
Seck 523
Seligman 258; 317
Semenow 72
Senghor 523; 711
Simonet 700; 703; 732
Smolders 68; 74
Solvay 107; 110; 115; 134; 144; 145; 173; 182; 192;
194; 197; 198; 200; 201; 202; 203; 204; 205;
206; 211; 213; 214; 217; 219; 221; 232; 233;
238; 256; 265; 273; 281; 324; 325; 351; 354;
356; 365; 380; 381; 387; 395; 424; 438; 447;
457; 531; 618; 619; 620; 621; 622; 624; 627;
633; 658; 693; 699; 703; 706; 708; 732; 741;
764; 769; 777; 779; 782; 795; 812
Sorokin 44; 683; 786
Spaak 530; 531; 707
Spengler 423
Stanley 40; 62; 63; 75; 77; 81; 90; 92; 111; 114;
130; 132; 141; 156; 167; 513; 527; 610; 650; 767
Stengers 25; 65; 68; 80; 83; 97; 99; 100; 188; 189;
190; 422; 732; 734; 793
Stokvis 113
Strauch 83
Stuhlmann 129

—T—

Tempels 16; 23; 33; 417; 429; 435; 443; 454; 470;
471; 472; 473; 474; 475; 476; 477; 478; 479;
480; 481; 483; 484; 485; 486; 493; 494; 498;

501; 513; 538; 549; 590; 593; 594; 613; 762;
765; 770; 774; 787; 793
Therien 10; 793
Thomas 65; 486; 494
Tippo Tip 63
Todorov 17; 208; 252; 794
Tshombe 654; 705; 706; 707; 710; 726
Tulippe 167; 615; 631
Turner 695

—V—

Van Arenbergh 416
Van Beneden 74; 427
Van Bilsen 25; 500; 501; 510; 513; 533; 593; 595;
601; 668; 669; 701; 703; 704; 707; 708; 709;
710; 711; 712; 794
Van Caeneghem 473
Van de Putte 115; 499; 794
Van Gennep 207; 212; 261
Van Grieken 71
Van Kalken 619
Van Overbergh 88; 135; 136; 137; 145; 167; 181;
204; 229; 457; 465
van Volxem 68
Van Wing 32; 192; 273; 278; 279; 280; 281; 282;
283; 314; 318; 335; 341; 349; 384; 395; 455;
460; 473; 505; 506; 507; 512; 518; 521; 543;
558; 612; 614; 658; 673; 675; 695; 697; 698;
703; 711; 774; 796
Van Zeeland 366

Vander Kindere 206
Vandersmissen 229
Vanderyst 31
Vellut 26; 28; 35; 38; 39; 65; 151; 152; 190; 227;
731; 797
Verhaegen 60; 200; 507; 669; 677; 688; 700; 719;
720; 721; 723; 725; 726; 727; 730; 731; 737;
753; 797
Vincke 25; 81; 798
Vlerick 610; 623
Vuarin 12; 13; 798

—W—

Wauwermans 89; 90
Waxweiller 23; 183; 192; 201; 203; 204; 206;
208; 211; 214; 215; 216; 221; 222; 232; 247;
265; 281; 382; 447; 454; 693; 754; 777; 808
Wigny 522; 525; 531; 534; 535; 539; 577; 580; 608
Willame 60; 717; 724; 725; 726; 731; 799
Wilmotte 229
Wodon 108; 109; 132; 170; 183; 798

—Y—

Young ii; 173; 279; 286; 448; 554; 575; 586; 588;
598; 695; 699; 704; 710; 711; 799

—Z—

Znaniecki 44; 45

Table des Matières

INTRODUCTION: OBJET ET PROBLÉMATIQUES: LE «DÉVELOPPEMENT DES AUTRES», LES SCIENCES SOCIALES ET LA CONNAISSANCE DU LOINTAIN DOMINÉ

I. La crise du développement.....	10
I. 1. Abandonner le développement ?.....	10
I. 2. Retrouver le développement... ailleurs.....	17
II. Retour au «coeur des ténèbres».....	23
II. 1. Le Congo, la Belgique et la science coloniale.....	26
II. 2. Congo 1945: vers le contrôle scientifique et l'ingénierie sociale du développement.....	32
II. 3. Une "catastrophe épistémologique" en guise d'intronisation de l'acquis africaniste belge dans les sciences du développement.....	34
II. 4. Les privilèges royaux de la science coloniale.....	35
II. 5. Sous bénéfice d'inventaire	38
III. Quelques pistes pour une histoire sociale des savoirs africanistes.....	44
IV. Notes sur les méthodes d'investigation et remerciements.....	54

PREMIER CHAPITRE: LA CONSTRUCTION DE LA QUESTION COLONIALE EN BELGIQUE. GENÈSE D'UNE «SCIENCE DE LA COLONISATION» **61** |

I. Explorations et premiers pas des savoirs africains: quelques balises.....	62
II. La conférence géographique de Bruxelles (1876)	65
De l'Association Internationale Africaine (AIA) au Comité d'Études du Haut Congo (CÉHC) et à l'Association Internationale du Congo. Comment un État "libre" africain naquit d'une association "scientifique et humanitaire"	75
III. Premiers au front: les géographes. Explorateurs, propagandistes et savants.....	77
III. 1. Alphonse Jules Wauters et <i>Le Mouvement géographique</i>	77
III. 1. 2. La géographie, discipline pionnière, scientifique et populaire.....	81
1884-85 La conférence de Berlin convoquée par Bismarck.....	83
III. 2. La naissance des sociétés belges de géographie	85
III. 2. 1. La Société Royale Belge de Géographie.....	87
III. 2. 2. La Société Géographique d'Anvers.....	89
III. 3. La carte, paradigme de la géographie et double instrument de conquête: le territoire et l'opinion	90
IV. Vers l'annexion du Congo par la Belgique.....	97
V. La Société d'Études Coloniales (SÉC)	102

VI. L'Institut Colonial International (ICI).....	113
VII. La conquête de l'opinion par une presse coloniale populaire aux mains des «grands coloniaux».....	118
VII. 1. La Belgique coloniale.....	119
VII. 2. Le <i>Congo belge</i>	122
VIII. Naissance d'une ambition ethnologique.....	129
Regard bonhomme sur la "sauvagerie et les moeurs primitives": Coquilhat parmi les Bangala.....	129
Les premiers pas d'une vocation missionnaire catholique et mationale	139
IX. Les expositions internationales, coloniales et universelles.....	141
IX. 1. L'exposition universelle d'Anvers et le pavillon de l'ÉIC (1894).....	141
IX. 2. Le pavillon du Congo à Tervuren lors de l'exposition de Bruxelles (1897).....	143
IX. 3. Tervuren: Exposition, Musée et École mondiale.....	144
X. La Vérité sur le Congo. De la propagande à l'étude de la colonisation comparée: noblesse promise pour «l'art de la cité coloniale».....	147
XI. Le Congo, la reprise et les savants. Idéologie coloniale et proclamation de la science coloniale.....	149
XI. 1. Science, Humanité, Civilisation et Nationalité scientifique	149
XI. 2. Colonisation positive et systématisation idéologique	153
XI. 3. L'aube des savoirs africanistes. L'obsession encyclopédique	155
XII. L'ébauche d'un champ colonial savant. De la carte au code	160
Petit pays... deviendra grand.....	163
XII. 1. Géographes, médecins et "macro-ingénieurs"	165
XII. 1. 1. En attente d'une médecine tropicale. La fin du mythe de l'Afrique-tombeau des Blancs.....	165
XII. 1. 2. La géographie. Recul provisoire sur le terrain colonial et consécration universitaire.....	166
XII. 1. 3. Les "macro-ingénieurs".....	167
XII. 2. La colonisation comme objet des «sciences morales et politiques». Le droit et les juristes s'installent durablement au centre de la scène coloniale	170
En Congolie	182

DEUXIÈME CHAPITRE: D'UNE «REPRISE» À L'AUTRE (1908-1920). STRUCTURATION DU CHAMP COLONIAL SAVANT.....185

I. La Belgique devient une puissance coloniale.....	186
II. Une première revue savante, coloniale, officielle et ethnologique: <i>La Revue congolaise</i>.....	191
III. Consolidation et élargissement de la compétence coloniale juridique.....	194
IV. Face au «matériau humain»: divergences théoriques, divergences en matière de	

politique indigène.....	198
IV. 1. La colonisation au service d'une stricte théorie ethnologique.....	200
IV. 2. Les «réalisateurs». Une science de la colonisation.....	203
IV. 2. 1. Imperfectibilité nègre et relativisme culturel. Renoncer à la civilisation par les idées?.....	206
de Calonne Beaufaict. Le premier ethnologue de terrain, belge et non confessionnel	213
IV. 2. 2. La théorie fonctionnelle de Waxweiller et la «politique de stoppage»	214
V. La première offre de formation universitaire pour les coloniaux.....	218
V. 1. École mondiale ou enseignements coloniaux?.....	218
V. 2. Le Congo entre à l'Université.....	221
V. 2. 1. L'Université libre de Bruxelles. Politique et administration coloniale.....	221
V. 2. 2. Université catholique de Louvain. Coloniaux, agronomes et missionnaires.....	222
Le professeur Leplae et le monopole agronomique universitaire de Louvain.....	224
L'Université de Louvain et l'ethnologie missionnaire	226
V. 2. 3. l'Université de Liège. Le juriste Mahaim et le géographe Halkin.....	229
V. 2. 4. Université de Gand. En attendant Van Der Kerken.....	229
V. 3. Le marché universitaire colonial: luttes d'influence et résistances.....	230
V. 3. 1. L'Union coloniale.....	233
VI. Devant la tâche. Incertitudes métropolitaines et formation du pôle politique, économique et savant «congolais».....	235
VII. À l'origine de la «colonie modèle». La fabrication d'un terrain de consensus, la civilisation par le travail et l'encadrement socio-médical.....	241
Les attendus de la première enquête sociale au Congo.....	242
VIII. Des sciences coloniales?.....	245
VIII. 1. La colonisation, idéologie totale et tentatives disciplinaires.....	247
VIII. 2. Un paradigme colonial pour les sciences humaines naissantes?.....	252

TROISIÈME CHAPITRE: LE DÉVELOPPEMENT DU CONGO. AVEC OU SANS INDIGÈNES?

I. La seconde reprise: crises de la vocation coloniale.....	271
II. Connaissance et reconnaissance des sociétés congolaises. Ethnologie, irréductibilité des races, administration indirecte et évangélisation.....	275
II. 1. La maîtrise théorique: De Jonghe et l'ethnologie catholique	275
II. 1. 1 La dignité de l'objet, la dignité de la discipline.....	276
II. 2. Sur le terrain: la découverte des sociétés africaines.....	278
II. 2. 1. Sur les ruines des sociétés kongo: l'ethnologie au service d'une inculturation douce du message évangélique.....	280
II. 2. 2. Au Katanga: l'ethnologie au service d'une politique de protectorat et de conservation raciale..	282
II. 2. 3. Salkin, "l'équerre bantou" et la réfutation du projet civilisateur	286
II. 3. La colonisation et la «complexité»	291

III. Des rois «hamites», des vaches et des collines. La saisie des royaumes ruandais et burundais	296
III. 1. La singularité du matériau humain, social et politique	301
III. 1. 1. Les races	304
III. 1. 2. Des peuples d'agriculteurs face à l'hypothèque féodalo-raciale	307
IV. L'ordre ethnographique dans le "chaos bantou" et la doctrine coloniale belge.....	312
V. Le Congrès colonial et son Bureau permanent. Le premier forum national des "savoir-développer"	321
V. 1. 1920, le premier congrès colonial national. Fabriquer un Congo national et populaire.....	323
V. 2. Les congolais, principale ressource de la colonie, sont-ils appelés à disparaître?.....	328
V. 3. Deux thèses sur le développement de la colonie.....	333
V. 4. 1930 Troisième congrès. Crise au Congo et esquisse d'un dispositif opérationnel	338

QUATRIÈME CHAPITRE: L'ESPACE SAVANT COLONIAL ET L'AGE D'OR DU COLONIALISME.....343

I. L'Institut Royal Colonial Belge (IRCB).....	345
I. 1. Un opérateur central pour la science coloniale	345
I. 2. Les Sciences morales et politiques, l'ethnologie et la politique indigène: au sommet du double réseau.....	348
I. 3. Les absents. Actes manqués et premières orientations du pragmatisme empirique contre la doctrine officielle d'édification d'un "Bantou meilleur".....	354
I. 4. L'information scientifique préalable à toute question intéressant les indigènes.....	357
II. Une Université coloniale pour fabriquer des coloniaux	360
III. Le Congo des universités belges.....	364
III. 1. Évolution des enseignements coloniaux dans les universités	364
III. 1. 1. Le Congo à l'Université catholique de Louvain.....	365
III. 1. 2. Le Congo à l'Université libre de Bruxelles.....	370
III. 1. 3. L'Université de l'État à Gand, l'omniprésence de Van Der Kerken et la première ouverture culturelle vers l'Afrique centrale	371
III. 1. 4. L'Université de l'État à Liège: l'héritage perdu	373
III. 1. 5. Un maigre bilan.....	376
III. 2. L'étudiant colonial.....	377
III. 3. L'Institut de sociologie Solvay en 1932. L'héritage des "réalisateurs" et l' <i>establishment</i> savant colonial au seuil de l'âge d'or.....	380
III. 4. Les Universités au Congo. Naissance des fondations universitaires africaines.....	384
III. 4. 1. La Fondation médicale de l'Université de Louvain pour l'Afrique centrale (Fomulac).....	384
III. 4. 2. Le Centre médical de l'Université libre de Bruxelles en Afrique centrale (Cemubac).....	385
IV. L'Institut Colonial International (ICI) ou l'enfance du "complexe développeur"...	386
IV. 1. Un échantillon hautement représentatif des notables coloniaux belges.....	386
IV. 2. Les problématiques régulièrement étudiées entre 1920 et 1935	387

IV. 2. 1. "L'organisation du régime de travail des indigènes dans les colonies et protectorats".....	390
IV. 2. 2. Développement rationnel et extension des cultures indigènes.....	391
IV. 2. 3. L'enseignement et la formation des indigènes.....	393
V. L'Institut national pour l'étude agronomique au Congo belge (INÉAC)	397
V. 1. Un "empire" scientifique en charge du développement rural.....	398
VI. Les prémisses du développement intégré: Le Fonds Reine Élisabeth pour l'Assistance aux Indigènes (FORÉAMI).....	404
VII. L'Institut des parcs nationaux du Congo belge (PNCB).....	406
Le vivier colonial	407

CINQUIÈME CHAPITRE: AMBITIONS, INNOVATIONS ET LIMITES DES SCIENCES SOCIALES COLONIALES.....410

I. La noblesse de l'art colonial. Du droit de la colonisation au droit indigène.....412

II. La race, la domination coloniale et la science.....420

II. 1. Autour de la race et du racisme. Quelques mouvements des sciences coloniales..... 425

II. 1. 1. Mendel et le péril mulâtre..... 426

II. 1. 2. Hétérozygotisme..... 429

II. 1. 3. ... et créolisation 432

II. 2. L'ethnologie abandonne la race..... 433

III. Au seuil du sous-développement. La découverte de la "misère africaine".....438

VI. Au centre du champ colonial savant. Le triomphe d'une ethnologie sans ethnologue445

VI. 1. L'âge d'or du champ colonial savant..... 445

IV. 2. Centralité et exemplarité de la science ethnologique au sein des sciences coloniales..... 450

Quand l'ethnologie "civile" fait science..... 451

De Jonghe (1878-1950). Un ethnologue de cabinet au gouvernement durant un demi siècle..... 465

SIXIÈME CHAPITRE: LES CHANTIERS DE LA «COLONISATION DE DÉVELOPPEMENT»467

I. «L'affaire» de la Philosophie bantoue.....470

I. 1. Le contexte: le Katanga au sortir de «l'effort de guerre»..... 470

I. 2. L'Ontologie bantoue, une arme contre les «anti-nègres» davantage qu'une découverte ethnologique . 472

Possoz et les fondements métaphysiques du droit bantou..... 477

I. 3. L'Ontologie des forces de Vie..... 478

Les lois de la Philosophie bantoue ou l'architecture du réseau des forces de vie, "les causalités de vie"479

I. 4. La Philosophie bantoue face à l'ethnologie..... 480

Color bar, social bar et discrimination ou l'omniprésent "problème des rapports humains"	487
De quelques "problèmes humains" ou quelques mesures ségrégationnistes en vigueur en 1948.....	487
II. Race, colonialisme et mission civilisatrice transfigurés.....	489
L'enseignement colonial et la "bio-psychologie" généralisée et holistique du Dr. Habig	489
La foi coloniale et l'excellence belge en matière africaine	489
1948 L'impasse d'un certain Occident.....	489
Chaque peuple vit dans un berceau.....	490
La biologie psychologique ou la "géopsyché" bantoue.....	490
La tribu école.....	491
La race et la culture	492
III. «Dettes de guerre», «régression de l'Oeuvre» et mobilisation scientifique.....	497
III. 1. «Dettes de guerre»	497
III. 1. 1. L'indispensable engagement dans la colonisation de développement	498
"La colonisation de développement".....	500
III. 1. 2. La «régression de la brousse».....	501
III. 2. Le recul de «l'Oeuvre de civilisation». Au Congo: une crise sociale sans précédent.....	503
Van Wing Bis repetita. Trente ans après la crise "démographique", la "crise sociale" au Congo.....	505
III 2. 1. Une colonisation... à commencer	507
Comment devenir spécialiste ès-colonie, réformateur humaniste et créateur d'université sans croire à l'avenir de la colonie?.....	509
Rapide autobiographie de G. Malengreau	509
III. 3. L'activisme congolais blanc.....	511
III 3. 1. Une extraordinaire effervescence éditoriale et scientifique.....	512
III 3. 2. L'offensive scientifique des ingénieurs du Congo.....	515
III. 4. Échos métropolitains	517
La colonisation de développement. Points de repère	519
IV. La valse des étiquettes. La nouvelle question coloniale	521
IV. 1. <i>Congo</i> devient <i>Zaire</i>	521
IV. 2. L'Institut Colonial International devient l'Institut International des Sciences politiques et sociales appliquées aux Civilisations différentes	522
(INCIDI)	522
IV. 2. 1. Internationalisation de la question coloniale et résistance de la doctrine indigéniste belge	522
IV 2. 2. Le nouvel impératif de développement, les sciences du changement social et l'héritage des doctrines coloniales	524
IV 2. 3. L'internationalisation du marché de l'expertise du développement et de l'émancipation.....	528
IV. 3. La Revue mensuelle de Droit et de Jurisprudence coloniale devient Belgique et Commerce international.....	530
IV. 4. La Revue coloniale Belge	532
V. Un plan décennal de développement pour la "cité nouvelle que la Belgique se propose d'édifier au Congo"	534
VI. Au centre d'une nouvelle dynamique de la recherche africaniste: l'IRSAC (Institut	

pour la Recherche Scientifique en Afrique centrale).....	538
VI. 1. La colonie: une nouvelle <i>terra incognita</i>	538
VI. 2. Naissance de l'anthropologie professionnelle.....	541
Bruxelles 1948: troisième Congrès international des Sciences anthropologiques et Ethnologiques.	
Six cents congressistes issus de trente cinq pays.....	550
VII. Le Centre d'Études des Problèmes Sociaux Indigènes (CEPSI), Élisabethville 1946-1960.....	552
VII. 1. L'origine du CEPSI.....	552
"L'UMHK a fait le Katanga, le CEPSI c'est l'UMHK!"	554
VII. 2. L'ouverture du chantier social	555
VII 2. 1. Un programme de réformes.....	558
La «coopérative indigène éducative» selon le CEPSI.....	559
Gérer une révolution industrielle "civilisatrice"	561
VIII. Nouvelles avancées de la problématique sociale.....	567
VIII. 1... comme objet théorique.....	567
La confrérie des évolués.....	569
VIII. 2. ...comme philosophie de l'action.....	573
VIII. 3. Le «social» et la politique indigène du ministère	577
VII. 4. Une doctrine coloniale, catholique et sociale.....	578
La reformulation de l'Oeuvre civilisatrice chrétienne (G. Malengreau 1947)	578
VIII. 5. Les foyers sociaux, le paternalisme élargi en action	582
IX. Ultime polémique dans l'art de la cité coloniale	585
Problèmes d'Afrique centrale. Une revue coloniale scientifique?.....	586
Le testament colonial de Van Der Kerken ou les huit commandements de l'émancipation selon un ethnologue de gouvernement	592
L'avis des principaux intéressés: les évolués.....	594

SEPTIÈME CHAPITRE: LE DÉVELOPPEMENT, LES SCIENCES SOCIALES ET LES UNIVERSITÉS.....596

I. La "découverte" tardive du sous-développement du Congo.....	600
I. 1. Un économiste au Congo.....	602
I. 2. Le sous-développement saisi par la théorie sociologique.....	603
II. Les Universités métropolitaines et les entreprises universitaires au Congo.....	608
II. 1. L'enseignement universitaire colonial en 1950-55.....	611
II 1. 1. Université de Louvain. L'université de la «colonisation de développement»?.....	611
II. 1. 2. Université de Liège. Avant la mobilisation katangaise	615
II. 1. 3. Universiteit te Gent (Université de Gand). Vers un africanisme linguistique.....	616
II. 2. L'institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles (Solvay). Un retour en force sur le terrain colonial.....	618
II. 2. 1. Une relative indigence des enseignements coloniaux	618

II. 2. 2. Une entreprise universitaire coloniale.....	619
III. Interventions sociologiques, sociologies appliquées, utopies de la science au pouvoir.....	624
III. 1. Une sociologie "engagée" au service de l'administrateur, du missionnaire, de l'homme d'affaires...	625
III 2. La sociologie, conseillère du prince. Critique du réformisme social ethnocentrique	626
III. 3. La sociologie clinique	629
IV. L'Université de Liège au Katanga. De l'opportunisme académique aux confins de l'utopie scientifique.....	630
IV. 1. Petite histoire d'une mobilisation institutionnelle ou comment les sciences se donnent des objets	630
L'Union Minière et les «lumières de la ville»	635
IV. 2. L'espace propre des sociologues	638
IV. 2. 1. Les fondements théoriques de l'intervention sociologique.....	639
IV. 2. 2. Les actions en milieu urbain. Le développement communautaire	643
IV. 3. Les recherches: urbanisation, détribalisation et contrôle social.....	647
IV. 4. Création et gestion d'une collectivité expérimentale de «vrais agriculteurs bantous»	652
IV. 5. L'expert et le chercheur. Le maître et l'élève. À chacun son acculturation	656

HUITIÈME CHAPITRE: "ACCÉLÉRATION DE L'HISTOIRE" ET FORMATION D'UN MILIEU SCIENTIFIQUE AU CONGO. PERMANENCES ET RUPTURES.....667

 Une demi-décennie pour l'émancipation politique, les «atermoiements» et le «timing infernal» 668

I. La recherche et l'enseignement relatifs au développement du Congo/Ruanda-Urundi à la veille de l'indépendance.....	673
I. 1. Lovanium au centre de l'espace universitaire congolais.....	675
Lovanium, les enjeux de la première université catholique en Afrique.....	675
Interview de G. Malengreau.....	675
I. 2. Regards neufs sur la «colonie modèle».....	679
I. 2. 1. Le phénomène urbain en Afrique centrale. Un autre regard sur les «lumières de la ville»	680
I. 2. 2. Une sociologie des élites contre l'omniprésente thèse de l'incomplétude nécessaire de l'Évolué.....	683
I. 2. 3. La structure de l'économie congolaise: un obstacle au développement.....	685
I. 2. 4. Après la race, le psychisme. L'approche démocratique des aptitudes et les performances des Congolais.....	688
I. 3. Échos d'un nouveau climat international	692
Réhabilitation et psychologie du Congolais. Van Wing, 1953.....	697
L'évolué congolais revisité: un homme raisonnable, sain, naturel, communautaire et davantage sensible au mépris qu'à la faim	697
II. Distanciation: le colonialisme comme objet?.....	699
II. 1. Professeurs, chercheurs, acteurs et conseillers.....	703
Chercheurs, diplomates universitaires et conseillers	706
Un professeur de décolonisation	710

Un plan de trente ans pour décoloniser le Congo 711

ÉPILOGUE: LE «TRAVAIL DE DEUIL», LA DÉCOLONISATION DES SCIENCES SOCIALES ET LES DÉCOUVERTES SAVANTES DU TIERS MONDE.....713

I. La quête du développement dans «l'anarchie congolaise».....719

Du bon usage d'une rente de situation..... 722

II. Les universités devant le Tiers monde728

CONCLUSIONS.....739

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE DES OUVRAGES, ARTICLES ET DOCUMENTS CITES ET CONSULTÉS758

INDEX DES NOMS ET NOMS D'AUTEURS CITÉS.....801

TABLE DES MATIÈRES.....808